

Histoire Payot



Jörg K. Hoensch

Histoire de la Bohême

Des origines à la Révolution de velours

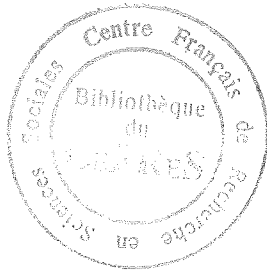
Traduit de l'allemand
par Françoise Laroche

*Ouvrage traduit avec le concours
du Centre national du livre*

Titre original :
GESCHICHTE BÖHMENS
VON DER SLAVISCHEN LANDNAHME
BIS INS 20. JAHRHUNDERT
(Verlag C.H. Beck, Munich)

943.7 HOE

4079



Études et cartographie, Lille, pour les cartes.

© 1987, 1992, by Jörg K. Hoensch.
© 1995, Éditions Payot & Rivages, pour la traduction française,
106, bd St-Germain, Paris VI.

CHAPITRE PREMIER Le cadre naturel

Au deuxième chapitre du premier livre de la plus ancienne chronique de Bohême, Cosmas de Prague, mort en 1125, décrit ce pays comme un territoire entouré d'impénétrables montagnes boisées. Depuis, les historiens ont gardé l'habitude de qualifier la Bohême de fortin, de forteresse, voire de citadelle : Claude Ptolémée (env. 100-160), déjà, et après lui les géographes de la Renaissance (Nicolas de Cuse, Erhard Etzlaub, Martin Waldseemüller, Sebastian Münster) y ont vu un carré ou un losange reposant sur la pointe et cerné de forêts montagneuses, confortant d'autant plus cette image de cuvette ou de fortin que les descriptions topographiques de l'intérieur du pays restaient rares ou incomplètes. En 1836 encore, František Palacký, auteur de la première histoire de la Bohême qui satisfît à des exigences scientifiques, recourut à ce vocabulaire consacré pour en décrire « la situation, la configuration et la constitution naturelle ainsi que leurs conséquences pour l'histoire de la Bohême ». « Les contours extérieurs du royaume de Bohême dessinent la forme d'un quadrilatère irrégulier, dont chaque angle pointe vers une des directions cardinales. Il est cerné de montagnes, qui, sur trois côtés, représentent aussi la ligne de partage des eaux la plus élevée de l'Europe centrale et lui donnent ses limites naturelles. [...] La nature a fait ainsi de la Bohême un tout homogène et a conditionné les traits de l'histoire bohémienne* ». Palacký voyait dans ce « rempart montagneux qui cerne le pays » la condition naturelle permettant à un « peuple conquérant et aux dispositions guerrières » de soumettre et dominer tous les peuples voisins depuis ce lieu, comme d'un fortin naturel, et ces condi-

* Nous avons conservé le nom « Bohémien » et l'adjectif correspondant, dont la première acception reste la plus propre à traduire *Böhmer* et *böhmisch*, et surtout à qualifier ce peuple avant le nationalisme du XIX^e siècle et la création de l'État tchécoslovaque. Voir aussi p. 309-310. (N.d.T.)

tions locales lui semblaient « moins propices à un peuple pacifique, sédentaire et industriel ».

Des travaux récents font observer qu'« il est rare de rencontrer dans le monde une telle unité géographique naturelle. La situation de cette forteresse placée au cœur de l'Europe donna pour destin aux peuples bohémiens d'intervenir dans l'histoire de l'Europe centrale et de ses peuples ». Même si les frontières naturelles du grand seuil montagneux du Mittelgebirge ont constitué depuis des siècles une frontière provinciale (qui suit souvent la ligne de partage des eaux), et même si la frontière internationale entre les républiques tchèque et slovaque la suit sur de longs tronçons, il serait cependant erroné d'en rester à cette comparaison courante, mais fondée sur une tradition peu justifiée, qui transforme en forteresse l'unité géographique de la Bohême-Moravie et ramène hâtivement à un « cirque » le système différencié qui constitue l'intérieur du pays, avec ses collines diversement articulées et ses plateaux qui s'étagent doucement.

Certes, l'interaction des éléments du cadre naturel (climat, hydrographie, structure géologique, flore et faune) et surtout les interventions humaines sur la nature sont à l'origine de relations et de transformations toujours nouvelles. On peut cependant mettre en évidence, pour les grandes périodes de l'histoire, des constantes importantes dans les facteurs liés au paysage. Le losange aux angles arrondis formé par des crêtes constituées de roches archaïques et paléozoïques reposant sur un socle cristallin (granit, gneiss, schiste) recouvert par endroits de couches d'âges différents est relié aux autres montagnes moyennes allemandes par le pilier angulaire du Fichtelgebirge. Au nord-ouest, ce sont le Krušné Hory (Erzgebirge, Keilberg 1 244 m), et le Děčínské Stěny (Elbsandsteingebirge, Schneeberg 721 m), traversé à Děčín (Tetschen-Bodenbach) par l'Elbe, qui suit alors une vallée en canyon, étroite et profonde. Les Sudètes occidentaux, avec le Lužické Hory (Lausitzgebirge), le Jizerské Hory (Isergebirge), le Krkonoše (Riesengebirge) et l'Orlické Hory (Adlergebirge), qui culminent à 1 603 m à la Schneekoppe, ne constituent pas une véritable barrière entre les espaces bohémien et saxon. Le bassin de Glatz (Kladsko), incrusté entre les Sudètes occidentaux et orientaux, a toujours été une importante voie de pénétration vers la Bohême à partir du nord. De la Schneegebirge de Kladsko (Spieglitzer Schneeberg 1 424 m), où la Morava (March) prend sa source, le Jeseníky (Altvaergebirge 1 492 m) et le Niedere Gesenke ferment, en direction du sud-ouest, le seuil septentrional du Mittelgebirge jusqu'à la porte de Moravie (Moravská Brána), par laquelle la Bečva (Betschwa) et l'Oder coulent vers la Baltique.

À l'est des Beskides siléso-moraviens (Moravsko-Slezské Beskydy, Radhošť 1 130 m, Lysá Hora 1 325 m), des Carpathes Blanches et des

Petites Carpathes (Bílá et Malé Karpaty, Visoka 745 m), que limitent les plaines de la rive gauche peuplées par des Slovaques, le bassin morave de la Morava s'ouvre en un large entonnoir vers le sud-ouest sur le Danube. Sa topographie lui confère déjà le caractère d'un pays central et d'un passage. Les hauteurs de Bohême-Moravie (Českomo-ravská Vrchovina, Sattel 520 m) sont parcourues par les affluents de la Dije (Thaya), de la Jihlava (Iglawa), de la Svratka (Schwarzawa) et de la Svitava (Zwittawa). Bien que constituant la principale ligne de partage des eaux de l'Europe entre l'Elbe et le Danube, elles ne forment qu'un seuil et non une véritable frontière naturelle. Même les hauteurs et les vallées du Schönhengstgau, dont les croupes se prolongent vers le nord jusqu'aux Sudètes, facilitent considérablement le transit entre la Bohême et la Moravie.

De même que la Moravie, dépourvue de frontière naturelle marquée vers le sud et la Basse-Autriche, la Bohême méridionale n'a pas de barrière véritable (Kerschbaumersattel 685 m) vers le Waldviertel et le Mühlviertel autrichiens. C'est plus loin que la haute forêt bohémienne (Česky Les, Šumava/Böhmerwald), déployant plusieurs croupes boisées parallèles, approche les 1 450 mètres (Arber, Rachel). À l'anticlinal de Domažlice (Taus) commence l'Oberpfälzerwald, plus bas et plus étroit, et qui rejoint le Fichtelgebirge près de Waldsassen. En dépit de leurs forêts imposantes, les massifs montagneux qui cerment la Bohême ne sont pas de véritables protections ; les données géographiques ont donc permis, dès la préhistoire, la mise en place de voies commerciales vers l'ouest et le sud-ouest (Salzpfad, Linzer Steig, Goldener Steig).

La Bohême proprement dite (Čechy, 53 000 km²) est arrosée principalement par l'Elbe (Labe) et par ses affluents, la Vltava (Moldau), la Berounka (Beraun) et l'Ohře (Eger), et compartimentée par plusieurs chaînes montagneuses : le Brdywald de Bohême moyenne (857 m), le České Středohoří (Mittelgebirge bohémien, Milleschauer Donnersberg 837 m), le Doupovské Hory (Duppauergebirge 935 m), le Císařský Les (Kaiserwald 987 m) et, enchaînant au sud, le plateau de Teplá (Tepl), ainsi que des bassins de taille modeste (bassins de České Budějovice [Budweis], de Wittingau, de Plzeň [Pilsen], de Cheb [Eger]). Bien que formée essentiellement de basses terres, la Moravie (Morava, 26 100 km²) possède elle aussi, avec le Karst moravé (Moravský Kras), des régions de montagnes moyennes, tels le Marsgebirge et les Hohere et Niedere Gesenke, qui appartiennent aux Sudètes. La Morava et ses affluents qui la relient à l'espace danubien ont été les vecteurs d'une ouverture politique et culturelle réelle vers l'Europe du Sud-Est, voire jusqu'à la péninsule des Balkans, la mer Égée et l'Orient. La porte de Moravie ouvrait vers le nord et la plaine d'Allemagne orientale, permettant, par la route de

l'ambre (Bernsteinpfad), le commerce entre la Baltique et l'espace danubien.

Le territoire délimité par cette barrière perméable de montagnes moyennes se situe à la limite des climats océanique et continental, avec des précipitations régulières de 735 mm en moyenne annuelle et des écarts modérés de température. Les bassins agricoles fertiles alternent aujourd'hui encore avec des hauteurs boisées aux grandes dalles de grès nées des calcaires autrefois recouverts par la mer. C'est seulement dans le bassin de l'Elbe, au confluent de la Vltava, de l'Elbe et de l'Ohře, que l'on trouve de grandes plaines à moins de 200 m au-dessus du niveau de la mer ; près de 80 % du territoire avoisine les 600 m ; ce caractère de montagne moyenne lui vient de ses chaînes de collines doucement arrondies et de ses crêtes qui s'élèvent progressivement. Le plateau de Bohême (Česká Vysočina) est un élément du seuil d'Europe centrale qui, vers l'ouest, le sud et le nord, s'étend au-delà du territoire tchécoslovaque, alors que les districts situés à l'est d'une ligne Ostrava/Znojmo (Mährisch-Ostrau/Znaim), éléments de l'arc Alpes-Carpathes, appartiennent déjà aux Carpathes occidentales (Západné Karpaty). La Moravie du Sud doit être rattachée au bassin viennois, et une zone limitée autour d'Ostrava à la grande plaine d'Europe centrale.

Les sols de calcaire, de marne et surtout de loess que l'on rencontre dans le nord de la Bohême centrale, dans certains bassins de la Bohême méridionale et dans les environs d'Olomouc (Olmütz), de Haná (Hanna) et dans le sud de la Moravie (bassin de la Morava autour de Brno) font de ce pays un des plus fertiles d'Europe centrale, où l'on cultive, à côté des céréales et des plantes fourragères, les betteraves sucrières, les fruits et le houblon. Un bon tiers du territoire est aujourd'hui encore couvert de forêts.

L'exploitation minière de riches gisements de métaux précieux a assuré la richesse de la Bohême au Moyen Âge ; l'extraction de métaux non ferreux (magnésite, zinc, tungstène et antimoine) et celle d'uranium près de Jáchymov (Joachimsthal) ont connu plus récemment une intensification qui a également été sensible dans la région Ostrava-Karviná pour la houille et le lignite – souvent extrait à ciel ouvert –, que l'on trouve dans une large bande au sud de l'Erzgebirge de Cheb à Ústí nad Labem (Aussig), en passant par Sokolov (Falkenau), Chomutov (Komotau) et Most (Brüx), et qui doit se prolonger jusqu'à la région de Liberec (Reichenberg). L'argile et le kaolin forment la base des fabrications traditionnelles de porcelaine, et les quartzites et les chaux celles de la verrerie. Les modestes gisements de pétrole et de gaz naturel ne couvrent que 2 à 3 % des besoins nationaux.

Dans un méandre de la Vltava, qui se jette peu après dans l'Elbe

à Mělník, s'étend l'une des plus anciennes cités d'Europe, la « mère des villes », la « ville aux cents tours » : Prague, « ville dorée », entre les deux collines couronnées de châteaux du Hradčany (Hradčiny) et du Vyšehrad, est depuis le x^e siècle le centre sinon géographique du moins naturel du pays. En Moravie, jusqu'en 1640, Olomouc, située dans le bassin supérieur de la Morava autour d'un château fort édifié au xi^e siècle, rivalisa pour accéder à la dignité de capitale avec Brno (Brünn), qui finit par s'imposer. Brno est située dans une zone déjà habitée à l'époque préhistorique ; sa forteresse fut érigée vers 800 sur le flanc sud-est des hauteurs de Bohême-Moravie et à proximité du confluent de la Svitava et de la Svratka. La Silésie des Sudètes eut pour centre naturel, après le partage de 1742, l'ancienne résidence ducal de Troppau (Opava).

Bien que l'évolution politique amorcée après 1945 ait contribué à inscrire la Tchécoslovaquie à l'est de l'Europe centrale, voire en Europe orientale, les pays de la couronne de Bohême sont le cœur de l'Europe ; ils représentent géographiquement, historiquement, culturellement, socio-économiquement, et aussi dans la conscience de leur population, une pièce fondamentale de l'Europe centrale (Střední Evropa).

CHAPITRE II
Des origines à la fondation de l'État
au IX^e siècle

LA BOHÊME ET LA MORAVIE AUX ORIGINES

Les progrès de la recherche préhistorique en Tchécoslovaquie depuis la Seconde Guerre mondiale ont permis de conclure à une présence humaine permanente en Bohême à partir de la fin du pléistocène (ère glaciaire) et de la transition du paléolithique inférieur au paléolithique moyen vers 50000-40000 av. J.-C. La Bohême et la Moravie faisant partie des territoires épargnés par la glaciation, il est vraisemblable que, dès les trois périodes interglaciaires, ces espaces ont été parcourus par des hommes du paléolithique inférieur, chasseurs et cueilleurs vivant dans des grottes. Dès le paléolithique supérieur (40000-10000 av. J.-C.), l'*homo sapiens* s'est surtout établi dans des villages de grandes huttes permanentes situés dans les zones de loess. On y pratiquait des rites funéraires comportant des offrandes. Bijoux et gravures nous sont parvenus, ainsi que des représentations à caractère artistique, parfois en terre cuite, d'hommes et d'animaux, et des outils pour le quotidien. La chasse aux grands mammifères (mammouths, rhinocéros, rennes, élans et chevaux sauvages) ne pouvait être qu'une chasse collective, facilitée par la présence de groupes relativement importants, mais exigeant aussi des changements assez réguliers de lieu. La succession des civilisations (szélézien, aurignacien, gravettien, magdalénien) n'est pas attestée de façon sûre ; on a toutefois pu mettre au jour des témoignages importants du gravettien (28000-21000 av. J.-C.) dans des fouilles réalisées dans le Dolní Věstonice (Unter-Wisternitz morave) et à Pavlov (Pollau).

Vers 8000 av. J.-C., la fin de la glaciation du mésolithique permit l'occupation permanente du nord de l'Europe centrale. L'avancée de la forêt et la disparition de la faune subarctique contraignirent les

hommes à adopter un mode de vie nouveau, où la pêche et la collecte de plantes alimentaires prirent une place croissante à côté de la chasse au gros gibier en petits groupes. Des variations dans les objets découverts permettent cependant d'identifier la présence en Bohême méridionale d'un autre groupe qu'une technique différente de taille de la pierre autorise à classer dans le type épimagdalenien de Lhota, alors que les habitants du nord-ouest de la Bohême dérivent des Sauveterriens d'Europe occidentale. Mais on peut également prouver des relations avec le swidério-tardenoisien germano-polonais, surtout en Moravie septentrionale, et aussi avec le groupe dit des microlithes, dans la vallée de l'Elbe et en Moravie méridionale. Alors que, vers 4500 av. J.-C., des chasseurs mésolithiques vivaient encore dans les collines plus élevées, des formes d'établissement typiques du néolithique apparaissent déjà dans les plaines fertiles. Par l'Asie Mineure et les Balkans, des plantes cultivées, des animaux domestiques, des outils nouveaux et aussi la céramique à feu parviennent en Bohême et en Moravie, puis jusqu'à l'espace germano-polonais par la porte de Moravie, et vers l'Allemagne moyenne et méridionale par les monts de Bohême. La vie s'organise sur la base du clan et, jusqu'en 3000 av. J.-C., l'agriculture devient le nouveau fondement de l'économie, avec la culture du blé, du seigle et du millet, peut-être déjà en assolement, et avec l'élevage de bœufs, moutons, chèvres et porcs. La sédentarisation des établissements entraîna la formation des premiers villages à maisons longues, construites en bois de charpente et atteignant jusqu'à quarante mètres de longueur. De nouveaux outils de pierre forée, affûtée, polie, un travail du bois perfectionné, la fabrication de textile, des moulins simples, la présence de vaisselle laissent penser que le processus de colonisation a reposé sur l'immigration d'hommes de type méditerranéen, qui n'étaient pas des Indo-Européens, et non sur l'acculturation des chasseurs mésolithiques et sur leur adoption rapide des nouvelles inventions. Les restes des établissements fouillés, notamment à Bylany près de Kutná Hora (Kuttenberg), Mohelnice, Prague-Bubeneč, Hluboké Mašuvky près de Znojmo, ont permis de conclure à une organisation développée reposant sur le clan et comportant des éléments de matriarcat, voire un système complètement matriarcal. Les habitants, qui étaient déjà parvenus à un développement assez avancé et à une conscience rationnelle, exprimaient sans doute leur dépendance envers la nature par des rites de fertilité. De même, sur le plan de la créativité artistique, on note une nouvelle évolution : l'ancienne céramique rubanée méandree cède la place à la céramique rubanée pointillée et surtout, en Moravie méridionale, à la peinture dans le style balkanique de Lengyel.

Le néolithique, qui s'amorce entre 2500 et 1800 av. J.-C. en Bohême et en Moravie, offre un tableau varié sur le plan archéologi-

que. Les invasions de groupes ethniquement et culturellement différents provoquèrent en effet des changements brutaux de civilisation. Les premiers objets d'usage courant et les premiers bijoux en cuivre parvinrent en Moravie à partir du Sud-Est, et les premiers indices d'une extraction et d'une transformation du métal apparurent sans doute à côté d'un artisanat indigène autonome produisant une céramique destinée au troc. La différenciation sociale conduisant à une famille restreinte plutôt patriarcale était sans doute déjà amorcée. Les différents groupes de la famille de la céramique rubanée et de la civilisation de Lengyel furent absorbés par la civilisation des gobelets en entonnoir dans les bassins au sol fertile aisément cultivable, tandis que la civilisation de Bade devenait caractéristique de la Moravie. Les hommes de la civilisation de Rívnáč, qui vivaient de plus en plus dans des zones d'altitude de Bohême du Centre et du Nord-Ouest, tiraient leur subsistance d'une combinaison de culture et d'élevage qui leur permit de s'isoler pratiquement des civilisations étrangères parvenues dans cette région. Parmi ces dernières, on trouve celle de la céramique cordée venue des territoires de Silésie polonaise ou d'Allemagne centrale, qui apporta de nouvelles formes de récipients et des motifs jusqu'alors inconnus, et aussi un peuple aux vases campaniformes que l'on suppose originaire d'Espagne. L'existence de villages et de sépultures communes permet toutefois de penser que, dans les autres zones fertiles et peuplées depuis longtemps du centre et du nord-ouest de la Bohême ainsi que dans le centre et le sud de la Moravie, différents groupes coexistaient dans un espace restreint sans perdre pour autant leur spécificité culturelle. Cette population préhistorique du néolithique, qui parlait sans doute des dialectes indo-européens, ne peut être rattachée avec certitude à aucune souche indo-européenne originelle ni à aucun groupe linguistique moderne.

L'âge du bronze et l'âge du fer

Vers 1800 av. J.-C., l'âge du bronze commence en Bohême et en Moravie avec la culture d'Unetice, et le passage à une exploitation autochtone des minerais de cuivre et de zinc extraits depuis longtemps déjà dans la région. Dans les plaines fertiles du centre et du nord-ouest de la Bohême, et aussi, de façon ponctuelle, au nord-est et à l'est du pays, les artisans qui bénéficiaient du support d'une agriculture prospère transformaient le bronze en armes, en outils et en bijoux. On peut supposer que les intermédiaires de ce commerce de minerai brut, échangé contre l'ambre au nord et contre des bijoux de verre au sud, furent les Unetices, qui vivaient dans des établissements fortifiés. Mais assez vite, vers 1500 av. J.-C., le groupe morave se transforma en civilisation de Wieterschau (Věteřov), qui se distingue par des formes

proches de celles du Sud-Ouest pour la céramique et le bronze, connaît déjà l'aire de bois et construit des villages entourés de fortifications en pierre sur les hauteurs, attestant le développement ou l'affirmation du pouvoir d'une couche dirigeante. À partir du Danube moyen, la civilisation des tombes en tumulus progresse, et la civilisation de Wieterschau s'y fonde aisément, tout comme les groupes de Bohême du Sud et plus tard les territoires habités par les Unetices dans la région de l'Elbe supérieur, où les tombes plates sont plus fréquentes que les tombes en tumulus. Les tombes individuelles contenant des squelettes allongés ou repliés côtoient de plus en plus des indices d'incinération, sous forme d'urnes et de tombes contenant des cendres. Le sud et l'ouest de la Bohême, les bassins de Česká Budějovice et de Plzeň, ne furent colonisés qu'à ce moment et suivirent une évolution distincte, dérivée de la civilisation des incinérants du Haut-Palatinat. Une immigration plus soutenue et des pâturages plus étendus dans les régions boisées favorisent alors l'épanouissement de l'élevage, bien que l'extraction du minerai et la transformation du métal aient continué à jouer un rôle important. Le poignard, la lance et la hache connaissent de nouveaux perfectionnements techniques, la faucille, le couteau et les bijoux en or se répandent de plus en plus.

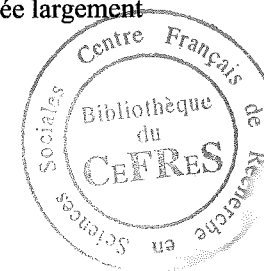
Vers 1200 av. J.-C., des changements profonds affectent des zones étendues de l'Europe. Ils se traduisent par de nouveaux rites funéraires, où les cendres sont déposées dans des urnes de terre regroupées dans des cimetières fermés, mais aussi par de nouvelles formes d'outils, d'armes, de poteries et de bijoux. Cette civilisation des incinérants du premier âge de bronze, dont l'origine est attribuée à la culture de la Lusace, s'est étendue sur l'ensemble du territoire, donnant lieu à de nombreuses variantes régionales (groupe de Vel'atic en Moravie, civilisation de Knovíz et de Milaveč en Bohême). Les migrations ont vraisemblablement entraîné une croissance démographique, puisque la population atteignit alors la région de l'Ohře, ainsi que les bordures est et nord de la Bohême; elles ont favorisé sans doute l'intensification de l'agriculture, mais aussi de l'élevage, du commerce et de l'artisanat. Malgré l'extraction et la transformation accrues du minerai, la demande en bronze ne put être satisfaite. Les troubles de l'époque, qui ressortent de nombreuses découvertes faites à ce jour, rendirent nécessaire l'édification de villages fortifiés; ils eurent pour effet l'autonomisation d'une couche dirigeante politique et sociale qui construisit les premiers châteaux fortifiés. Dans la seconde moitié du VIII^e siècle av. J.-C., ce processus de stratification mais surtout des changements climatiques et des moissons moins abondantes déclenchèrent une émigration importante qui vida pratiquement les parties plus montagneuses de l'ouest et du sud de la Bohême, du bassin de l'Ohře et des marges de la Bohême orientale. La recherche actuelle

a démenti des hypothèses plus anciennes qui, pour prouver la continuité de l'occupation slave jusqu'à notre époque, rattachaient les Carpodaces, les Vénètes, les Illyriens ou les Vieux-Slaves à la civilisation de Lusace: le seul fait incontestable reste le caractère indo-européen des civilisations présentes en Bohême à l'âge du bronze.

Le premier âge du fer, qui se répand avec la culture de Hallstatt entre 700 et 400 av. J.-C., se caractérise par le développement de la transformation du fer pour la fabrication d'armes et d'outils, et par les influences venues du sud et du sud-est de l'Europe dans la décoration des poteries et de la vaisselle. Les relations commerciales se sont alors sans doute étendues jusqu'à Massalia (Marseille) et au pays étrusque, bétail et or étant principalement échangés contre des objets de luxe. Parmi les tombes plates ou à tumulus contenant des corps enterrés ou incinérés se trouvent également d'imposantes tombes princières, avec des chambres de bois ou de pierre et de riches offrandes, qui permettent de conclure à une différenciation importante selon le rang social et la propriété à l'époque de Hallstatt. La noblesse se tenait surtout dans des habitats fortifiés où elle vivait dans l'opulence. L'agriculture (pratiquée désormais à l'aide d'animaux de trait) constituait toujours la base de l'économie, mais l'élevage, l'exploitation des richesses du sol, l'artisanat et le commerce ont sans doute pris alors une importance croissante.

Les influences celtiques

Avec l'immigration de tribus celtiques, connues dans le monde antique depuis le V^e siècle av. J.-C., les collines du sud et de l'ouest de la Bohême entrent dans la civilisation de La Tène vers 400 av. J.-C. Les riches offrandes trouvées dans les tombes princières ne permettent cependant pas d'établir avec certitude si les nouvelles formes de civilisation de l'âge de La Tène, présentes en de nombreuses régions de l'Europe, sont parvenues en Bohême grâce à l'immigration d'une couche dirigeante celte ou aux relations commerciales, avant d'être adoptées par les populations locales soumises à une noblesse indigène. Les formes plus anciennes de Hallstatt se sont longtemps maintenues, surtout dans la céramique et les rites funéraires, par exemple dans le groupe dit de Cítoliby, qui se rattache à la civilisation de Bylany au nord-ouest de la Bohême. On peut donc en déduire que la population indigène des zones d'occupation ancienne n'a été soumise que progressivement par les Celtes qui arrivent de plus en plus nombreux à partir du III^e siècle av. J.-C. et qui la réduisent à une subordination dont témoigne la simplicité de leurs tombes. L'assimilation et la celtisation progressives de la population indigène ont sans doute été achevées au I^{er} siècle av. J.-C. L'économie traditionnelle, fondée largement



sur l'agriculture et l'élevage, s'est maintenue pour l'essentiel, le porc, symbole de la fertilité, et le cheval, animal de monte et de trait, prenant tous deux une importance accrue. La production artisanale prend un nouvel essor et se rapproche d'une production de masse ; elle se regroupe dans des centres et se prolonge par un commerce avec des régions lointaines. À partir du II^e siècle av. J.-C., des monnaies locales sont même frappées, parmi lesquelles dominent les pièces d'or et d'argent fabriquées à partir de métaux précieux trouvés sur place. Les autres ressources du sol bohémien (minerai de fer, graphite, métaux non ferreux) font également l'objet d'une exploitation et d'une utilisation économique.

La dernière période de la civilisation de La Tène est très homogène et se caractérise par des habitats fortifiés de grande taille semblables à des villes, les oppidums, dont la sécurité était assurée par plusieurs enceintes et remparts percés de portes ménagées avec art. Ces établissements ne constituaient pas seulement un refuge pour les habitants des environs, c'est-à-dire jusqu'à 170 hectares (Závist, au sud de Prague) ; ils étaient aussi un lieu de résidence permanente et le château fort des « seigneurs de la ville », abrités dans des constructions défensives distinctes bénéficiant de fortifications supplémentaires. Les fouilles des habitats fortifiés de Stradonice (Stradonitz) près de Beroun, des sites de Hrazany, Nevězice et Třisov, au sud de la Bohême, de Lhotice à l'est et surtout de Staré Hradisko au nord de Brno ont fourni des informations précieuses sur la structure sociale et la vie économique à la dernière période de la civilisation de La Tène. La mise au jour à Libenice, près de Kolin, d'un lieu de culte remontant au III^e siècle av. J.-C., nous a également renseignés sur les sacrifices religieux et les cultes de sources et de cours d'eau, de déesses de la terre et de la fertilité. La religion des Celtes de Bohême et de Moravie était sans doute proche des coutumes des tribus celtes d'Occident, qui nous sont mieux connues. Le réseau de routes et de voies navigables mis en place par les Celtes reliait étroitement les pays bohémiens au monde méditerranéen et à l'Europe occidentale ; on comprend que dès cette époque les prétendues barrières naturelles de montagnes frontalières ne pouvaient faire obstacle à l'interpénétration de l'espace bohémien et morave avec l'ensemble de l'évolution culturelle, économique et sociale de l'Europe.

Désignée plus tard sous le nom de *Boiohaemum* ou *Boeheim*, la Bohême est considérée à la fin de la civilisation de La Tène comme le lieu d'implantation des Boïens celtes qui, vers 400 av. J.-C. – et en même temps que d'autres tribus – pénètrent en Italie du Nord, mais aussi, par le Main et le Danube, dans les pays bohémiens. Les Boïens d'Italie défaits par les Romains à Mutina (Modène) en 193 av. J.-C. se sont sans doute également repliés en partie vers la Bohême. Une migra-

tion s'est sans doute engagée vers 60 av. J.-C. en direction du sud-est et de la Pannonie, où les Boïens furent anéantis par les Daces. D'autres éléments sont parvenus chez les Helvètes, qui leur sont apparentés, et quelques tribus ont rejoint le Norique, les pays de la Loire et de l'Allier. Mais les Volques (Volcae-Tectosages), les Kotines (Korkontoi) et d'autres résidus de tribus celtes sont également mentionnés comme habitant la région avant le début de l'ère chrétienne.

L'occupation germanique

Dès le II^e siècle av. J.-C., cependant, les Germains venus de l'Allemagne centrale pénètrent dans la région de l'Elbe et le nord de la Bohême. Ils se distinguent nettement de leurs voisins celtes par les formes qu'ils donnent aux urnes de poterie, souvent incluses dans des pierres et utilisées pour recueillir les cendres, ainsi que par la forme et le matériau (fer) de leurs fibules et de leurs boucles de ceinture. Le groupe plus ancien de Bodenbach et le groupe plus récent de Kobil attestent en revanche une parenté étroite de ces Germains avec la civilisation de Jastorf en Allemagne centrale. La faible densité de ce peuplement germanique dans un environnement à dominance celtique a plutôt permis une infiltration de groupes claniques restreints qu'une prise de possession délibérée d'un territoire par une tribu. Seul le groupe de Plaňa, pendant la seconde moitié du I^{er} siècle av. J.-C., très proche du groupe de Grossromstedt en Allemagne centrale, s'est trouvé en contact étroit avec la tribu suève des Hermondures, puis avec les Marcomans. Un seul fait est certain : les Celtes et les Germains ont cohabité pendant un certain temps en Bohême du Nord.

Les membres de tribus germaniques continuèrent à pénétrer au sud et au centre de la Bohême, ce qui doit être relié à l'émigration, avant 60 av. J.-C., de la plupart des habitants celtes vers la Pannonie, émigration accompagnée de la disparition de leurs sépultures à tombes plates et de la décadence des oppidums, qui avaient alors atteint un développement important en Bohême. C'est sans doute peu avant le début de l'ère chrétienne que les Marcomans ont pris possession des plaines du centre et du nord-ouest de la Bohême, au peuplement ancien et à l'agriculture développée. Ce groupe de clans suèves, chassé de la Gaule par César en 58 av. J.-C., s'était installé avec d'autres tribus germaniques dans le sud de l'Allemagne, autour d'un noyau établi sur le Main inférieur et moyen, avant de remonter vers la Bohême pour échapper à la poussée romaine sous Drusus. Des éléments d'autres tribus germaniques s'étaient joints aux Marcomans, qui assimilèrent rapidement les Celtes restants, ainsi que des groupes germains de l'Elbe et de l'Oder. Les Marcomans originels qui donnèrent leur nom à cette nouvelle tribu étaient peu nombreux, mais ils consti-

tuaiet à coup sûr une couche dirigeante dont le noble Marbod (Maroboduus) devint roi, après avoir servi dans les armées romaines. En peu de temps, ce dernier soumit d'autres tribus : Lombards et Semnons dans la basse vallée de l'Elbe, Hermondures, Marses, Lugiens, et Quades qui s'étaient infiltrés en Moravie. Il disposa bientôt de quatre mille cavaliers et de soixante-dix mille fantassins. Devant cette menace, les Romains l'attaquèrent en 6 ap. J.-C. Un soulèvement en Pannonie et des combats contre les Germains installés en Allemagne du Nord-Ouest (9, 14-16 ap. J.-C.) empêchèrent dans un premier temps un affrontement de grande ampleur. Ne pouvant s'allier au Chérusque Arminius, qui avait rallié à lui les Lombards et les Semnons (et qui combattit avec leur aide Marbod en 17 en Allemagne centrale), le chef des Marcomans dut assister à la décomposition de sa coalition et restreindre sa souveraineté à l'espace bohémien. Après avoir été renversé par le noble Katwalda, il se rendit aux Romains en 19 et fut emprisonné à Ravenne. Deux ans plus tard, Katwalda connut le même destin. Ayant placé sur le trône le Quade Vannius, qui leur était favorable, les Romains étendirent considérablement leur influence sur les Marcomans de Bohême, dont les « rois » furent dorénavant soumis à leur agrément et durent fournir des troupes. Après avoir lancé, avec les Sarmates et les Quades, des attaques contre les provinces romaines limitrophes en 89, 92 et 97, les Marcomans durent renouveler leur relation de clientèle et se virent imposer des souverains étrangers.

Les Quades avaient quitté leur territoire du sud-ouest de l'Allemagne à peu près au même moment que les Marcomans. Établis en Moravie et membres de l'alliance de tribus constituée par Marbod, ils ne purent eux non plus échapper à la pression croissante de Rome. Leur « roi », Vannius, dont les Romains avaient fait l'héritier de Marbod et de Katwalda, avait étendu sa souveraineté à certaines parties de la Basse-Autriche et du sud-est de la Slovaquie, mais il fut renversé en 50 par ses neveux Wangio et Sido à l'instigation des Romains. Les Quades se dégagèrent pour un temps de la domination romaine en s'alliant aux Marcomans et à des tribus sarmates, notamment les Iazyges, mais ils durent eux aussi faire allégeance à Rome, adopter l'usage romain de placer sur leurs trônes des étrangers et accepter l'installation au nord du Danube d'avant-postes romains qui limitaient leur liberté de déplacement.

Ces relations relativement pacifiques avec Rome furent rompues pendant l'hiver 166-167, lorsque éclata la guerre avec les Marcomans. Les défenses romaines sur le Danube moyen étaient quelque peu dégarnies par la guerre avec les Parthes, et les tribus germaniques et sarmates, de la Rhétie à la Dacie, tentèrent d'exploiter la situation. Les Marcomans et les Quades furent d'abord battus et se satisfirent

des tractations qui suivirent. Ils descendirent cependant en 169 vers l'Italie, où ils se heurtèrent à l'empereur Marc Aurèle, qui exigea leur soumission en 172. Les accords conclus furent rapidement rompus, et les nouvelles attaques des Marcomans et des Quades s'achevèrent par une défaite en 179. Marc Aurèle projeta alors de rattacher leur territoire à l'empire pour en faire la province de Marcomannia. Son successeur Commode garantit aux deux tribus germaniques, sous réserve du rétablissement de l'ancienne relation de clientèle, une paix relativement favorable dans laquelle les Quades s'engageaient à tenir sur le pied de guerre une armée de treize mille hommes ; les Marcomans, relativement moins nombreux, s'engageaient à fournir un nombre d'hommes inférieur. On estime que ces tribus représentaient respectivement un peu plus et un peu moins de cent mille individus.

Les civilisations de ces deux peuples devaient être assez voisines, mais les Quades avaient été plus fortement influencés par l'immigration des populations étrangères entrées par la « porte » de Moravie, et par leurs contacts plus étroits avec l'Empire romain. Les acquis celtes de la fin de la civilisation de La Tène se maintinrent en dépit du déclin rapide de la civilisation des oppidums ; certaines branches de l'artisanat disparurent cependant, comme le travail du verre et de l'émail, la poterie tournée, l'affinage de l'or et la fabrication des monnaies indigènes. L'économie naturelle prédominait. Les relations entre les Germains libres et les provinces romaines voisines furent désormais assurées par un commerce actif qui ne se trouvait que partiellement entre les mains des Romains. Les constructions fortifiées celtes ne servirent plus que de refuges ; la noblesse elle-même, dont les tombes contenaient de nombreux objets de prix importés de Rome, s'adapta à l'habitat paysan et rural des petits villages et des domaines isolés, où les maisons à piliers de bois côtoyaient les huttes semi-enterrées. Au II^e siècle, la misère et le déclin économique progressèrent, sans doute en raison de l'essor des provinces romaines du Rhin et des nombreux conflits militaires sur le Danube moyen.

Dans les sources relativement riches que sont les descriptions de Jules César, Tacite, Strabon, Claude Ptolémée et Velleius Paterculus, les mentions des Marcomans et des Quades se raréfient à nouveau au III^e siècle. Vers 215, l'empereur Caracalla fit exécuter Gaiobomarus, roi des Quades, et brisa l'alliance entre les Marcomans et les Vandales. Vers 253, les Marcomans attaquèrent la Pannonie et y installèrent une partie de leurs tribus sous la conduite d'Attale. La relation de clientèle avec Rome prit fin. Des attaques des Quades alliés aux Sarmates contre des colonies romaines sont rapportées sous Valérien (253-260), Aurélien (270-275) et entre 282 et 295. Les Marcomans s'y associèrent peut-être aussi, car les Romains font état de victoires sur eux en 299, 310 et 323. Après une nouvelle attaque des Quades

et des Sarmates en 357-358, les Romains rétablirent leurs défenses frontalières en territoire quade sur la rive gauche du Danube, ce qui souleva des protestations et provoqua une invasion quade victorieuse en Pannonie, après l'assassinat du roi quade Gabinius, pourtant venu en négociateur. Pour les années 376 et 395, de violents combats sont rapportés entre Marcomans et Romains, à l'issue desquels une grande partie de cette tribu s'installa en Pannonie supérieure et en Norique, où elle tomba plus tard sous la domination des Huns. On perd ensuite la trace des Marcomans de Bohême.

Les attaques des Huns mirent fin à la menace quade ; on peut supposer que ces derniers se joignirent en partie aux Vandales et aux Alains dans leur progression vers la Gaule et l'Espagne, tandis que le reste de la tribu, libéré de la domination des Huns à la bataille de Nedao en 453, devint un élément décisif de la coalition des Germains contre les Ostrogoths de Pannonie. Sans doute divisés en plusieurs principautés, ces Quades passèrent sous le contrôle des Hérules puis des Lombards, auxquels ils finirent par se fondre. De même, ils font peut-être partie des éléments constitutifs de la tribu des Bajuvars, puisque toute mention des Quades disparaît alors des récits.

Même après la profonde coupure que fut la guerre des Marcomans entre 166 et 180, avec les pertes humaines considérables qui en résultèrent, et malgré l'installation d'une partie de la tribu en territoire romain, il y eut, dans l'espace moravo-bohémien, d'habiles artisans fabriquant de la céramique, des ustensiles de ménage et des instruments aratoires, des bijoux et des armes. L'appauvrissement, sensible dans l'austérité des tombes, entraîna toutefois un déclin du commerce. La plupart des lieux et des formes d'établissement se maintinrent encore au III^e siècle, malgré un déplacement des sépultures dû surtout à l'adoption de l'inhumation des corps. Mais on rencontre aussi des tombes d'incinérants germaniques jusqu'au V^e siècle, surtout en Moravie. Le caractère germano-elbien de cette civilisation resta dominant, en dépit de l'apparition d'influences du Pont et de la reprise de techniques répandues dans les provinces romaines. Des découvertes rappelant les Germains du nord de l'Elbe et particulièrement riches d'enseigne-ment dans la sépulture de Přest'ovice, près de Strakonice au sud-ouest de la Bohême, ou à Kostelec, en Moravie du Nord, permettent de supposer que des groupes venus d'Allemagne du Nord se sont infiltrés dans les régions de faible peuplement, où ils ont été rapidement assimilés par les populations indigènes. Avec le départ des Quades de Moravie et l'abandon de leurs habitats, le nombre des objets trouvés et des sites identifiés décroît de façon brutale à la fin du IV^e siècle et au V^e siècle. On peut cependant supposer que certains éléments de cette population germanique sont restés dans le pays. On peut envisager la présence résiduelle en Bohême d'éléments marco-

mans, immigrés du centre de l'Allemagne du Nord, et peut-être aussi de petits groupes d'hommes infiltrés à partie du bassin du Danube. En l'absence de tradition écrite et devant les difficultés d'interprétation des objets trouvés dans les fouilles, il est difficile de reconstruire le déroulement des grandes invasions et de l'installation des Slaves dans le pays.

LES GRANDES INVASIONS ET L'INSTALLATION DES SLAVES

La défaite en 375, au sud de la Russie, des Ostrogoths devant les Huns, nomades cavaliers turco-mongols, donna le signal de la deuxième vague des grandes invasions, auxquelles l'Empire romain finit par succomber. Elles furent également favorisées par la mise en place de souverains germaniques au V^e siècle. En Bohême et en Moravie, jusqu'alors avant-postes de la civilisation romaine, cette vague de migrations provoqua un mouvement rapide de population et la pénétration des influences culturelles les plus variées ; seules l'immigration et la sédentarisation des habitants slaves au cours du VI^e siècle permirent de stabiliser la situation.

Devant l'avancée des Huns et leur installation dans le bassin des Carpathes (premier quart du V^e siècle), les tribus qu'ils menaçaient et soumettaient s'ébranlèrent vers l'ouest en vagues de migrations, entraînant avec elles Sarmates et Alains, Vandales Hasdings et Hérules, qui firent leur apparition dans le bassin inférieur de la Morava vers 400. Lorsque Attila étendit la souveraineté des Huns jusqu'à la Baltique, la Moravie était sûrement sous sa domination. Quelques objets funéraires relativement riches (fibules de métal argenté en forme de cigale, flèches et petits sabres de cavalier à section triangulaire, céramiques de style pontien, miroirs de métal) ont accrédité l'idée que des bribes des énormes richesses provenant des pillages, des rançons et des tributs parvenaient entre les mains de la noblesse des tribus soumises qui prirent ensuite part aux opérations des Huns. On est particulièrement frappé par le grand nombre des tombes de femmes dont les crânes ont été déformés dès l'enfance, conformément à l'idéal esthétique du temps. Après la défaite d'Attila aux Champs catalauniques en 451, l'empire des Huns se décomposa et les tribus germaniques jusqu'alors soumises retrouvèrent leur liberté. Les Hérules s'installèrent alors au sud-ouest de la Slovaquie entre la Morava et l'Ipel' (Eipel) et les Ruges en Basse et Haute-Autriche au nord du Danube ; ces deux tribus exercèrent sans doute une influence en Moravie. Sans pouvoir le démontrer, on peut aussi supposer que les Lombards régnaient alors sur la Moravie et sur certai-

nes parties de la Bohême, et qu'ils occupèrent le territoire des Ruges après leur défaite contre Odoacre, prince des Skires, en 487, et leur retraite vers l'Italie dans le sillage des Ostrogoths. Les Lombards avaient vraisemblablement quitté le bassin septentrional de l'Elbe dès le iv^e siècle pour échapper à la pression croissante de la grande tribu des Saxons vers le sud et le sud-ouest, ce qui pourrait expliquer la continuité de l'héritage germano-elbien et de la civilisation orientale des sépultures à tombes en rangées, qui recouvre tout l'espace bohémien.

Dominés temporairement par les Hérules, qui avaient pour prince Rodulf, les Lombards obtinrent leur autonomie grâce à la conversion du roi Tato à l'arianisme en 508 ; celui-ci fut cependant bientôt éliminé par son neveu Wacho. En 526-527, Wacho, devenu roi, réussit à fonder le royaume danubien de Lombardie et à y installer l'essentiel de sa tribu. Une habile politique matrimoniale lui permit de consolider ses positions. Après la mort de Wacho vers 540, ses successeurs, Audwin et Alboïn, élargirent la sphère d'influence lombarde jusqu'au Norique central et au pays des Gépides, avant de fuir vers l'Italie en 568 devant la menace des Avars. À cette époque, les Germains de Bohême occupèrent l'ensemble de ce pays, à l'exception de quelques zones réduites. Ceux qui vivaient dans les plaines très cultivées du centre et du nord-ouest de la Bohême, et qui avaient peut-être appartenu brièvement au royaume de Thuringe réduit par les Francs en 531, se joignirent peut-être à la marche des Lombards vers l'Italie. La disparition de Bohême, au milieu du vi^e siècle, des tombes en rangées et leur apparition au même moment en Bavière ancienne confortent l'hypothèse d'une migration d'éléments importants de cette population germanique vers la Bavière, où ils auraient formé les bases de la population bajuvar.

En l'absence de témoignages matériels provenant des habitats des environs de l'an 500, seules les données fournies par les sépultures en rangées nous renseignent sur le niveau de cette civilisation. Les sépultures – souvent pillées – étaient regroupées dans des cimetières relativement importants où les morts étaient enterrés selon un axe ouest-est avec vêtements, armes, bijoux et nourriture. Deux tombes découvertes en Moravie (une tombe d'homme richement garnie près de Blučina, datant de la seconde moitié du v^e siècle, ainsi que la tombe princière trouvée sur le Žuráň à l'est de Brno, et comportant, dans une chambre de pierre de quarante mètres de diamètre, deux sépultures contenues dans d'imposants caissons de bois) ne permettent que des déductions sur les conditions de vie d'une noblesse influencée par les cavaliers nomades ; le reste de la population, composée en partie d'artisans, a vraisemblablement suivi un mode de vie essentiellement paysan dans des zones habitées depuis longtemps.

Au cours du vi^e siècle, le départ des Lombards et des autres éléments germanains restants vida pratiquement le territoire. Les premiers colons slaves qui parvinrent en plusieurs vagues dans l'espace bohémien et morave y trouvèrent tout au plus un dixième de la population antérieure. Au xix^e siècle les préhistoriens tchèques (Pič, Buchtela) de l'école « autochtoniste » affirmaient que la culture incinérante de Lusace, qui remonte à l'âge du bronze, était déjà l'héritière d'agriculteurs slaves qui auraient occupé les pays bohémiens en continuité biologique depuis le début du néolithique, hypothèse aujourd'hui réfutée. On ne conteste plus que l'occupation du territoire par les Slaves, qui n'a pas laissé de traces utilisables dans la tradition écrite, remonte au plus tôt à la fin du v^e siècle, et plus vraisemblablement à la seconde moitié du vi^e siècle, alors que l'occupation germanique avait depuis longtemps amorcé son déclin.

Les Slaves pénétrèrent ainsi sans rencontrer de résistance dans les espaces d'Europe centrale abandonnés par les Germains, à l'est d'une ligne allant de l'Adriatique au sud-est de la côte baltique, en passant par les Alpes orientales et la forêt bohémienne, et le long de l'Elbe et de la Saale. Ce départ de leur pays supposé d'origine, entre le cours supérieur de la Vistule et le Dniepr, au nord et à l'est de l'arc carpathique, a peut-être été précipité par une forte croissance démographique ainsi que par les attaques des peuples turco-mongols, principalement les Huns et les Avars. Au cours de leur rapide incursion en Europe orientale dans la seconde moitié du vi^e siècle, les Avars, peuple cavalier asiatique, avaient soumis ou repoussé des éléments bulgares et slaves. La défaite de ces derniers devant le royaume franc en 565-566 entraîna la création de zones tampons surveillées par le kaghan avar, entre le royaume des Avars installé en Pannonie et les zones dominées par les Lombards, les Bajuvars et les Francs. Alliés puis sujets des Avars, ils supportèrent l'essentiel des combats contre le duché bajuvar des Agilolfinges (défaite du duc Tassilo I^{er} en 595), contre les Lombards (occupation militaire du Frioul en 610) et, sans interruption, contre l'Empire byzantin jusqu'en 626. Les envahisseurs slaves successifs finirent par se sédentariser dans toute l'Europe du Sud-Est au vi^e et au vii^e siècle. Cependant, la défaite du kaghan des Avars en 626 devant Byzance porta un coup fatal à la puissance des Avars, et le déclin qui s'ensuivit permit aux tribus slaves d'échapper à leur domination directe.

La pénétration des groupes slaves dans l'ancien pays Boiohaemum n'a pratiquement pas laissé de traces écrites, et il est donc difficile de déterminer quelles voies emprunta l'occupation des territoires en grande partie abandonnés par la population germanique, si elle s'est

réalisée en une seule fois ou en plusieurs vagues, si elle a été le fait de petits groupes ou de tribus entières. La majorité des Slaves est sans doute entrée dans le pays à partir du nord-est, par les cols des Carpathes et la porte de Moravie ; toutefois, les nombreuses découvertes faites à Velatice (Welatitz) et Přítluky (Prittlach) en Moravie du Sud et remontant au V^e siècle témoignent d'une autre pénétration importante à partir du sud dès cette date. Les découvertes archéologiques – essentiellement des céramiques de type pragois, hauts récipients ovoïdes, sans ornementation pour les plus anciens, à encolure droite ou débordante, mais aussi des formes d'habitat différentes – révèlent une rupture à peu près totale avec la période germanique précédente, même si la reprise d'appellations préslaves pour les fleuves et les sites ne peut s'expliquer que par des contacts temporaires entre des Germains restés sur place et les nouveaux arrivants slaves. L'apparition de tombes contenant des urnes de type pragois, la rapide diffusion de constructions massives (des maisons carrées partiellement enterrées et reposant sur des piliers) ainsi que la multiplication, parmi les objets retrouvés, de fibules répandues dans les bassins du Dniepr et du Danube inférieur montrent que les Slaves, parvenus en Bohême en plusieurs vagues et en effectifs respectables, avaient rapidement assimilé la population autochtone subsistante et que, en l'espace de trois à cinq générations, ils avaient occupé la plus grande partie des plaines fertiles de la moitié septentrionale de la Bohême, mais surtout la partie méridionale de la vallée de la Morava, où à l'évidence les influences avars n'avaient pas cessé. À la fin du VII^e siècle, l'occupation du pays par les Slaves était pratiquement achevée.

Les descriptions de l'organisation sociale, politique et économique des premiers Slaves reposent largement sur des hypothèses. L'historien byzantin Procope de Césarée (env. 500-559) rapporte que les Slaves n'avaient pas de pouvoir central, qu'ils étaient organisés en groupes de petite taille, agissant de façon autonome, et qu'ils ne se rassemblaient que rarement. Les décisions d'ordre général étaient prises « démocratiquement » en assemblées collectives. À mesure que se confirmait le caractère permanent de leur installation, des alliances plus réduites, aux formes diverses et changeantes, se sont sûrement constituées, évoluant progressivement pour former de petites tribus réunies autour d'une personne ou sur un territoire (*rod* = clan, lignée ; *rodova občina* = communauté de clans), des groupements ayant pour principe organisateur la famille et l'habitat, et fondés sur la famille élargie et le clan. Sur cet univers paysan agnatique et patriarcal, des relations de domination s'établirent peu à peu autour des remparts de châteaux fortifiés qui servaient de refuge à un lignage, et bientôt aussi de résidence au seigneur ou au prince local. Sur ces territoires au peuplement relativement faible et dispersé, les Slaves privilégiaient

un habitat en groupes de fermes ou en hameaux ; ensuite seulement apparurent des villages plus importants autour desquels ils pratiquèrent une agriculture peu intensive, avec houe, charrue et bétail, exploitèrent les ruches sauvages, chassèrent dans les vastes forêts et pêchèrent. L'étude de leur culture matérielle se poursuit aujourd'hui. Disposant des savoir-faire artisanaux nécessaires à la poterie, au travail des métaux et du cuir, ou encore au tissage, ils parvinrent, au moins dans le domaine des métaux, au stade d'une industrie. Les morts étaient incinérés et ensevelis dans de vastes champs funéraires. Les représentations et les usages culturels nous restent inconnus ; il ne semble pas y avoir eu une caste distincte de prêtres. On peut envisager sans doute des cultes de phénomènes naturels, de divinités des forêts, des montagnes et des eaux, et aussi la célébration de rites de fécondité.

Rien ne permet d'évaluer le rôle des Avars dans la constitution de tribus et la formation d'un peuple chez les Slaves installés en Bohême et en Moravie. Leur influence s'exerça à partir de la Pannonie sur le sud de la Moravie, comme le montre la découverte de garnitures de ceinture et de bijoux. Les Avars exercèrent aussi une souveraineté lointaine sur d'autres tribus slaves difficiles à identifier avec précision et qu'ils utilisèrent comme éclaireurs dans leurs razzias. Ils réduisirent les vaincus en esclavage et s'emparèrent de leurs femmes, tout en refusant d'accorder le même rang de naissance aux enfants qu'ils eurent d'elles. Le mécontentement croissant des Slaves dépouillés de leurs biens et de leurs droits fut exploité en 623-624 par le commerçant aventurier Samo, soi-disant franc (« *natione francus* ») mais plus sûrement d'origine gallo-romaine, puisque originaire de la région de Sens (« *de pago Senonago* »). Samo parvint à briser la souveraineté avar lorsque les Avars, alliés aux Perses et soutenus par des bandes slaves, se lancèrent à la conquête de Byzance. Élu roi après ses premiers succès contre les anciens oppresseurs, Samo remporta plusieurs victoires contre les Avars, et, en 631, à Wogastisburc, il triompha même du roi des Francs, le Mérovingien Dagobert I^{er}, à la suite de quoi le prince sorabe Dervan abandonna les Francs pour faire allégeance à Samo. Après la mort de ce dernier, son royaume fut rapidement divisé en plusieurs principautés slaves. Il n'a pu être localisé de façon irréfutable ; différentes hypothèses situent par ailleurs Wogastisburc tantôt vers Domažlice, tantôt près de Kadaň (Kaaßen), en Bohême occidentale, et tantôt à la forteresse slave voisine du village de Wugasterode, près du Staffelstein. La Slovaquie du Sud-Est, la Carinthie, le territoire des Wendes du Main et de la principauté sorbe de Devan ont sans doute également compté, au moins temporairement, au nombre des régions dominées par Samo, au même titre que la Moravie et la Bohême, qui en furent le cœur.

Les prémices de la formation de l'État

Les découvertes archéologiques laissent penser que la vacance du pouvoir créée par la mort de Samo en 659 permit aux Avars de rétablir leur domination sur certaines parties de la Moravie ; le royaume franc, paralysé par des guerres intestines, ne put saisir cette occasion de prendre pied en Bohême. La différenciation sociale s'accrut et les territoires de chaque tribu commencèrent à se stabiliser, ce qui se traduisit par l'édification de remparts imposants. Des habitats fortifiés avaient été construits sur les hauteurs dès le néolithique, et plus particulièrement depuis le dernier âge du bronze ; au tournant des VII^e-VIII^e siècles, les appareils défensifs, de plus en plus importants et de meilleure qualité, proches de véritables fortifications, témoignent non seulement de la maîtrise d'une technique complexe de l'art de la fortification, mais aussi de la capacité à planifier et coordonner le travail d'un grand nombre d'hommes. Les éléments naturels, et notamment les rebords montagneux s'abaissant en langues de collines ou surplombant des intersections de vallées, servirent habilement de remparts en éperon ; il en alla de même, mais plus rarement, d'îles en terrasses dans les zones de marais et de marécages. Ces reliefs furent couverts d'édifices fortifiés protégés par des bastions, des enceintes, des murailles et des cours d'eau, canalisés en appareil de pierre sèche (pierre et argile) et entourés de palissades en bois. Ces édifices servirent sans doute d'abord de refuge en période de guerre pour tous les membres de la tribu, avant de devenir la résidence du seigneur et de sa suite, lorsque s'établit une distinction entre le faubourg et le château central, mieux défendu, où furent bientôt élevés des donjons (acropoles). La différenciation sociale constatée dans les sépultures révèle que les formes de domination d'un clan ou de plusieurs sur le pays et la population des alentours étaient sans doute déjà fixées aux VIII^e et IX^e siècles. On ne peut toutefois déterminer avec précision si cela résulte d'un processus politico-social inévitable ou de l'existence d'une puissante couche supérieure sous influence avare ou franque. Lorsque, au IX^e siècle, les centres de pouvoir tenus par des chefs de tribu se multiplièrent, le château fort ne fut plus seulement un centre militaire et administratif, mais aussi un lieu de production et de commerce.

Des plus anciennes fortifications de châteaux, seules celles de Klučov, protégées par une simple palissade et situées sur le cours inférieur de la Šembara, ont fait l'objet d'une étude approfondie. Le rempart construit sur le rocher de Prachov (Prchovské Skály), qui remonte au VIII^e siècle, est particulièrement impressionnant, en raison d'une utilisation extrêmement habile du site naturel. Les découvertes faites à proximité des remparts édifiés dans toute la Bohême (avec

quelques variations dans les territoires de certaines tribus) suggèrent l'existence de relations commerciales intenses avec l'Europe méridionale, la Pologne et la Russie, mais aussi avec le royaume franc, via Ratisbonne ou le cours de l'Elbe.

L'influence avare demeura importante en Moravie jusqu'à la fin du VIII^e siècle, comme l'atteste la découverte de nombreux objets de métal de fabrication avaro-slave. La croissance démographique, lente mais régulière, a sans doute entraîné une extension des territoires habités ; outre l'élevage des porcs, des moutons, des chèvres, des poules et des oies, on pratiquait celui des petits chevaux des steppes et des aurochs pâturant dans les clairières, d'où le remplacement des forêts de hêtres par des forêts peu denses de chênes. Les céréales cultivées (blé, seigle, orge, millet) étaient entreposées dans des silos individuels et protégées de la germination, puis broyées dans des moulins à main entre deux meules rondes, la farine grossière obtenue étant ensuite transformée en pain ou en galettes non levées. Les petites huttes de terre semi-enterrées équipées d'un foyer de pierre témoignent de l'éclatement de la famille clanique organisée sur le mode patriarcal et de la constitution d'une famille nucléaire. Les tombes à tumulus sont en général orientées est-ouest ; le rang des défunts peut être déduit de la taille du tumulus, de son aménagement et de l'abondance des offrandes. À partir du début du IX^e siècle, le nombre des inhumations augmente sensiblement.

Les pays bohémiens ne sont de nouveau mentionnés dans les chroniques qu'après 743 et le rétablissement de la souveraineté franque sur la Bavière puis la Carantanie, qui entraîna un voisinage direct, et donc une confrontation avec le royaume avare. À partir de 788, Charlemagne pratiqua une politique systématique de renforcement de la sécurité aux frontières face à la « *robusta gens Abarorum* », écrasant trois révoltes avares en 797, 799 et 802. En 805, il installa les restes d'un peuplement avare entre Carnuntum (Hainburg) et Sabaria (Steinamanger), puis il signa en 811 des ordonnances destinées à mettre fin à l'agitation avaro-slave aux frontières de la Pannonie. Dès 805, soucieux de stabiliser les relations dans l'espace danubien et à la frontière orientale de la Bavière, Charlemagne envoya contre les Behaimi le ban et l'arrière-ban de trois colonnes armées qui venaient de traverser la Bohême pour soumettre les Avars de Frise et de Saxe. Cette expédition et ces pillages durèrent des semaines, sans résultats décisifs. En 806, enfin, une nouvelle intervention obligea les « tribus » bohémiennes à reconnaître la souveraineté franque et leur imposa un tribut annuel de cinq cents marks d'argent et de cent vingt bœufs. La Bohême fut attribuée à Louis le Germanique par l'*ordinatio imperii* qui partagea l'Empire en 817. La présence d'envoyés des Behaimi aux diètes de Paderborn (815), Francfort (822) et Diedenhofen (831)

suggère qu'elle était dans une relation de dépendance – impossible à définir plus précisément – vis-à-vis de la Bavière. Même si, en 840, le roi Louis dut payer fort cher son droit de passage à travers la Bohême, sa souveraineté sur les pays de l'est du royaume franc semble avoir été alors suffisamment assurée pour que, le 13 janvier 845, quatorze grands (*duces*) de Bohême se fassent baptiser avec leur suite à Ratisbonne, renouvelant ainsi symboliquement leur soumission au royaume franc. Ce baptême n'eut d'abord qu'un impact limité puisque, dès 846, une armée franque venant de Moravie se vit refuser le droit de passage. Après une lourde défaite qui mit fin à leur souveraineté en 849, il fallut attendre 856-857 pour voir les Francs imposer leurs prétentions sur le territoire du duc Wiztrach, et 869 pour que le royaume franc de l'Est rétablisse l'ancienne dépendance de la Bohême sous forme d'un tribut.

Le royaume de Grande-Moravie et la christianisation

En ce début de IX^e siècle, la Bohême campait encore aux marges d'une histoire dans laquelle le royaume de Grande-Moravie était bien plus impliqué. Après la défaite des Avars face aux armées de Charlemagne, le pays des Moravani connut un essor rapide, avec ses trois points forts sur le cours supérieur de la Morava et dans la plaine fertile de l'Hanna, dans le bassin de la Thaya, de l'Iglawa et de la Schwarzwawa, et enfin sur le cours inférieur de la Morava et de la Thaya. Cette région, mentionnée sous des noms divers mais voisins dans les annales franques, fut représentée par des ambassadeurs à la diète de Francfort en 822. Même en l'absence d'indications plus précises sur l'articulation étatique et politique des tribus et des petites principautés en une entité englobant l'ensemble du pays, on peut supposer que le duc (*dux*) Mojmir I^{er} put investir la Slovaquie entre 833 et 836, et prendre possession de Nitra (Neutra) après avoir chassé le prince Privina (Pribina) de cette importante place commerciale où l'archevêque Adalram de Salzbourg avait déjà consacré une église en 828. Mojmir I^{er} (830-846), dont nous ignorons l'origine et le mode de gouvernement, ne s'étant pas opposé à la propagation du christianisme par les missionnaires venus de Bavière et de Salzbourg et ayant peut-être été baptisé, ne subit aucunes représailles de la part des Francs de l'Est. Nous n'avons en outre aucune information précise sur les frontières de ce royaume de Grande-Moravie en formation, qui s'est sans doute étendu jusqu'au Danube vers le sud, jusqu'au Waldviertel au sud-ouest, et jusqu'à la vallée inférieure de la Waag à l'est ; on ne sait si, au nord, il s'étendait au-delà de la porte de Moravie et des Carpathes, jusqu'au territoire des Vislanes sur le cours supérieur de la Vistule. Vers le nord-ouest, la domination morave a vraisemblablement

englobé temporairement la Bohême. Les voies commerciales vers l'étranger et la prospérité créée par ces échanges favorisèrent en tout cas l'extension rapide de la puissance du *dux Moravorum*.

Cependant, après la mort de Mojmir, Louis le Germanique entra en Moravie pour y rétablir l'ordre et y installa son neveu Rastislav comme souverain. Les revers essuyés en Bohême entre 846 et 849, l'alliance moravo-bulgare conclue en 853 et la révolte du margrave Carloman contre son père, le roi Louis, empêchèrent ce dernier d'établir sur la Moravie l'ordre qu'il souhaitait et d'y instaurer une domination tributaire formelle. Seule la signature en 862 d'un accord entre Louis et les Bulgares obligea Carloman à faire machine arrière et permit d'entreprendre des actions militaires contre Rastislav, qui finit par capituler dans sa forteresse de Dovina. Les conflits armés entre Francs orientaux et Moraves étaient assez régulièrement accompagnés d'attaques des Boemani (ou Behaimi), ce qui permet de penser que certains princes claniques bohémiens dépendaient étroitement du royaume de Grande-Moravie.

En 864, la défaite devant le royaume franc fut pour l'ambitieux Rastislav l'occasion de s'allier à Byzance pour écraser son ancien allié bulgare et soulager sa frontière orientale. En Basse-Pannonie, il remplaça Pribina, resté fidèle aux Francs et investi d'une nouvelle souveraineté à Mosapurc (Moosburg/Zalavár), par le fils de celui-ci, Kocel, qui allait désormais collaborer étroitement avec le prince morave. L'effort de Rastislav pour soustraire son pays aux missions venues de Bavière avec l'aide de Byzance et de l'Église d'Orient n'est cependant pas resté sans conséquences. En raison des circonstances politiques et des missions envoyées depuis Kremsmünster, Salzbourg et Innichen, le pape Nicolas I^{er} (858-867) lui envoya des prêtres ignorant la langue du pays, contrairement à la demande de Rastislav. Celui-ci se retourna vers Byzance, où l'empereur Michel III donna tout pouvoir au patriarche Photios pour expédier comme missionnaires en Moravie, en 863-864, les frères Constantin et Méthode de Thessalonique, qui s'étaient déjà distingués par leur enseignement auprès des Slaves. En dépit des tensions avec le clergé bavarois déjà actif en Moravie, ils y mirent sur pied une Église de langue slavonne indépendante du royaume franc de l'Est. Ils furent aidés dans cette entreprise par l'invention, due à Constantin, d'une langue correspondant aux sonorités slaves et utilisant un alphabet de quarante lettres, glagolitique (de *glagol*, mot). Ils transposèrent les textes liturgiques nécessaires (Évangiles, Psaumes, Credo, prières) et confectionnèrent un bref recueil de droit, le *Zakon sudnyj ljudem*, à partir des gloses juridiques traditionnelles. Leurs concurrents bavarois les accusèrent d'utiliser une langue non canonique, et les deux apôtres slaves durent reprendre à Rome de cette accusation d'hérésie. En chemin, ils évan-

gélisèrent en 867 la principauté de Kocel en Basse-Pannonie. Une fois à Rome, ils obtinrent du pape Adrien II (867-872) la reconnaissance du slavon comme langue liturgique, et, en 868, la nomination de Méthode comme légat papal en Moravie et en Pannonie. Alors que Constantin se retirait dans un monastère romain sous le nom monastique de Cyrille (il mourut le 14 février 869), Méthode se rendit à Mosapurc-Zalavár, où le prince Kocel lui enjoignit de retourner à Rome se faire sacrer évêque. Son élévation au rang d'archevêque de Sirmium en 870 donna le jour à une province ecclésiastique moravo-pannonienne distincte et soumise directement à la Curie romaine.

Louis le Germanique n'était cependant pas disposé à accepter sans réagir cette évolution qui minait l'influence politique et religieuse des Francs. En 869, le prince Rastislav parvint encore à repousser une attaque franco-bavaroise, à obtenir son indépendance et celle de son allié Kocel, à susciter une rébellion sorabe et une attaque bohémienne en Bavière. En 870, Louis le Jeune pacifia les Sorabes et réussit à se rallier Carloman, grand de Bohême, et Svatopluk (Zwentibold), neveu de Rastislav, qui régnait à Nitra. Il finit par entrer avec ses troupes en Moravie. Svatopluk fit alors prisonnier son oncle Rastislav et le livra aux Francs. Ce dernier fut immédiatement condamné à mort pour « déloyauté » à Ratisbonne, et, en guise de « grâce », aveuglé puis enfermé dans un monastère. On perd ensuite toute trace de ce premier grand souverain de Moravie, champion d'une indépendance totale. L'archevêque Méthode, également fait prisonnier, fut condamné par un synode bavarois à faire pénitence dans un monastère inconnu qu'il ne put quitter qu'en 873 sur l'intervention du pape Jean VIII.

La Moravie n'était pas pour autant véritablement soumise. Malgré une occupation par des troupes franques sous la conduite des comtes Guillaume et Engelschalk, les troubles qui éclatèrent incitèrent Carloman à emprisonner temporairement Svatopluk ; mais les Moraves se soulevèrent sous la direction d'un prêtre, Sclagamar, et obtinrent rapidement sa libération. À partir de ce moment, ce dernier reprit la politique d'indépendance de son oncle Rastislav ; il chassa les occupants en 871 puis repoussa une armée franque ; il consolida suffisamment son pouvoir pour que Louis le Germanique soit disposé à signer la paix dans son château de Forchheim en 873. Le représentant de Svatopluk, le prêtre vénitien Jean, prêta serment de fidélité en son nom et s'engagea au versement d'un tribut annuel dont on ignore le montant. Certains princes bohémiens, qui avaient été vaincus en 872 par les troupes franques dirigées par Luitbert, archevêque de Mayence, étaient également partie prenante dans le compromis de Forchheim qui permit à Svatopluk d'asseoir son pouvoir interne et, peut-être, de s'étendre ensuite, par la porte de Moravie, vers le nord et le pays des Vislanes.

Les missionnaires bavarois avaient été chassés du pays pendant les combats, et Méthode, après sa libération, avait étendu à la population paysanne son activité missionnaire autrefois limitée aux couches dirigeantes, mais les conflits se poursuivirent sur le terrain de la politique religieuse. La doctrine enseignée, fondée sur la *Liturgia sancti Petri* et mêlant des éléments byzantins et latins, ainsi que le programme missionnaire de Méthode furent cependant reconnus expressément par la bulle *Industriae tuae* de Jean VIII, qui plaçait Svatopluk « sous la protection de saint Pierre », réévaluant ainsi considérablement la position du prince et la souveraineté morave. Mais la désignation du Franc Wiching comme évêque de Nitra relança, entre les partisans du rite slave et ceux du rite latin, une querelle que Svatopluk, mécontent des mœurs trop sévères de son archevêque et des différends dans l'utilisation des biens d'Église, ne chercha pas à apaiser. Lorsque Méthode désavoua son suffragant en 884, le nouveau pape Étienne VI donna raison à Wiching et condamna la liturgie slavonne. L'apôtre des Slaves céda alors, mais il mourut peu après (le 6 avril 885). Le successeur qu'il avait choisi, Gorazd, ne reçut pas l'approbation pontificale, et Wiching, seul évêque de Moravie jusqu'en 893, parvint en 886-887 à convaincre Svatopluk d'expulser les disciples et les partisans de Méthode, et d'interdire, en même temps que la liturgie slavonne, les sermons en langue populaire. Ainsi fut consommé l'échec du compromis tenté par Constantin et Méthode pour assurer la christianisation des Slaves en les soumettant à la Curie romaine, tout en respectant les éléments de l'Église d'Orient et en utilisant la langue du pays.

L'attitude ambiguë de Svatopluk, qui a été mal jugée dans les légendes slaves comme dans les sources franques, s'explique sans doute par des considérations d'opportunité politique, puisque ses objectifs de politique extérieure lui imposaient de maintenir de bonnes relations avec le royaume franc. Après la mort du prince Kocel en 874, il consolida vraisemblablement l'influence morave en Basse-Pannonie et devint le suzerain formel de la Pannonie orientale avec le soutien de l'empereur Charles III au *Mons Comianus*, sur le Tullnbach, en 884. Malgré les interventions moraves dans les affrontements internes en Bavière en 882-883, qui déclenchèrent des combats contre Carloman et son fils Arnulf de Carinthie, Svatopluk jura fidélité au roi Arnulf en mars 890 à Omuntesperch, ce qui lui valut la souveraineté sur la Bohême. Le prince morave avait déjà envoyé chez les tribus slaves païennes des missions soutenues par Méthode et il avait soumis par la même occasion de petits princes bohémiens. Son pouvoir s'étendait des forêts de Bavière et du Haut-Palatinat jusqu'à Merseburg et à la Saale, incluant le bassin moyen de l'Elbe jusqu'à la Mulde et, au nord-est, la vallée de la Vistule jusqu'au confluent de la San, et limité au sud-est par la Theiss et la Marosch, et au sud par la Drau et la

forêt viennoise. Mais Svatopluk fut renversé dès 892-893 par une action punitive du roi Arnulf, soutenu par les Bulgares et les Hongrois. Svatopluk mourut en 894, au cours des premiers pillages hongrois qui ravagèrent la partie pannonienne du territoire sous domination morave. Son royaume de Grande-Moravie ne devait pas lui survivre longtemps.

Son successeur, Mojmir II, renouvela immédiatement son serment de fidélité au roi Arnulf, mais il dut bientôt se défendre contre son frère, nommé lui aussi Svatopluk. Il assista à la perte de la Bohême en 895 et à celle de la région du Plattensee en 896. Après les attaques de seigneurs bavarois contre les pays moraves au-delà du Danube, seuls les territoires centraux situés entre le Marchfeld et la porte de Moravie appartenaient sans doute encore à Mojmir II, qui avait éliminé son frère et rival. La menace hongroise poussa Bavares, Francs et Moraves à faire la paix en 901 à Ratisbonne, et Mojmir II mourut dès 902 en repoussant une attaque hongroise. Très affaiblies par des escarmouches permanentes, les troupes bavaroises et moraves furent défaites en 906-907 à la bataille de Bratislava (Pressburg) par les Hongrois, qui contrôlèrent ensuite une grande part de l'ancien royaume de Grande-Moravie et mirent fin à son indépendance politique. Le duc přemyslide Vratislav (905-921) essaya, mais sans succès durable, de rétablir sa souveraineté sur certaines zones de la Moravie et de la principauté slovaque de Nitra, où il installa le seigneur Zubur. La Grande-Moravie qui, durant quatre-vingts ans, avait marqué le nord du Danube moyen, sombra au x^e siècle dans les ténèbres de l'histoire avant de réapparaître au xi^e siècle dans les chroniques, sous le règne du duc Břetislav, comme élément du domaine bohémien.

Enrichie par des influences franques et byzantines, une évolution sociale, économique, culturelle et intellectuelle considérable se produisit au ix^e siècle dans le royaume de Grande Moravie, comme l'attestent des découvertes archéologiques nombreuses et bien étudiées. Les objets trouvés dans les tombes témoignent d'une différenciation sociale marquée, qui se traduit par une nette distinction entre les tombes des nobles, des femmes, des guerriers et des couches inférieures. Les résidences nobles sont caractérisées par des murailles extérieures considérables en appareillage de terre et bois et par des fossés ; parfois, comme à Mikulčice (Mikulšitz), près de Göding, elles prennent en partie la forme d'une véritable acropole au sein d'un quartier fortifié isolé. Elles permettent de conclure à une position matériellement distincte des grands. Dans les agglomérations quasi urbaines entourant les châteaux fortifiés étaient installés, outre les suites guerrières, les artisans et commerçants et la population paysanne nécessaire à leur subsistance, au statut juridique encore flou. L'amélioration des techniques agraires grâce à l'introduction du soc asymétrique et peut-être

aussi le passage à un assolement triennal associé à l'utilisation d'engrais permirent d'accroître les rendements. Les petites maisons partiellement enterrées et les bâtiments d'exploitation de forme carrée prédominent. L'artisanat ne se limite pas à la fabrication d'objets utilitaires mais répond aussi à une demande d'objets de luxe, parmi lesquels les bijoux et la céramique sont particulièrement soignés. L'approvisionnement en matières premières et le commerce lointain deviennent de véritables métiers : fourrures, miel, esclaves, peut-être aussi denrées alimentaires et produits ferreux sont exportés, en contrepartie d'armes venant du royaume carolingien des Francs d'Occident, de bijoux et de poteries de Byzance et de Russie méridionale. Le nombre et la grande diffusion des églises de pierre mises à jour, souvent décorées de fresques et, à partir du début du ix^e siècle, parfois sculptées, propriétés de familles nobles, laissent supposer qu'initialement seules les couches dirigeantes et la population des agglomérations entourant les châteaux fortifiés étaient largement christianisées, tandis que les usages païens continuaient à prédominer dans le plat pays. Après l'attaque hongroise, les centres de population les plus développés se vidèrent et dépérirent, mais la vie des villages n'avait pas subi de bouleversement considérable. Il ne resta pratiquement rien des traditions politiques et de l'héritage religieux et culturel des missions en pays slave.

L'unification des duchés bohémiens

Les sources de l'époque, parmi lesquelles les Annales de Fulda sont particulièrement précieuses, évoquent peu les événements politiques et guerriers qui affectèrent la Bohême au ix^e siècle *. Elles donnent à penser qu'à la différence de la Moravie, unifiée en un État centralisé, la Bohême se compose alors d'une multitude de duchés indépendants issus des tribus. Comme l'archéologie l'a montré de façon convaincante pour le domaine bohémien, la différenciation sociale et politique déjà amorcée se poursuit et aboutit à la formation d'une caste noble qui accède bientôt au rang de suite et de communauté guerrière au service d'un prince, et qui réside dans les châteaux fortifiés utilisés également comme centres administratifs. La population des environs, en partie affectée à des tâches spécifiques, devait nourrir la suite princière qui se déplaçait constamment d'un château à l'autre, et édifier puis entretenir par un travail collectif considérable les *civitates*, centres fortifiés selon des méthodes de plus en plus perfectionnées. La puissance de l'ancien de la tribu ou du clan, promu prince, et de sa

* Le nom *Bohemia*, employé depuis le ix^e siècle dans les annales franques, et l'usage de désigner ses habitants comme des *Behemi*, des *Boemani* ou des *Behemitani* remontent, comme le mentionne Tacite, aux *Boier* celtes. (N.d.A.)

suite garantissait la stabilité de la souveraineté locale qui était à la merci de bouleversements brutaux en cas de défaite, d'émigration ou de fondation de principautés nouvelles.

On trouve mention pour l'année 805 d'un prince Lecho, désigné nominativement, mais l'évocation dans les Annales de Metz d'« *universi principes diversarum gentium* » suggère une diversité de groupements politiques constitués selon un principe de domination, et il en va de même dans les Annales de Fulda, qui signalent la soumission et le baptême, le 13 janvier 845, de quatorze *duces* bohémiens à Ratisbonne. Dans la *Descriptio civitates* rédigée au IX^e siècle par un clerc bavarois anonyme, Geographus Bavarus, les Beheimare apparaissent avec quinze *civitates*, les Fraganee (sans doute aux environs de Prague) avec quarante ; cette appellation de *civitates* désigne des lieux fortifiés servant de centres de pouvoir et d'administration et entourés d'un pays de peuplement dense. En mai 872, on trouve, associée à la défaite devant l'archevêque Luitbert de Mayence, la mention de six princes – Svetislav, Vitislav, Herimann, Spytimír, Moslav et Goriweĵ (Bořivoj) – dont le domaine de souveraineté n'est pas précisé. Après la domination pendant quelques années de Svatopluk de Moravie sur la Bohême, plusieurs princes bohémiens firent leur soumission au roi Arnulf en juillet 895 à la diète de Ratisbonne. Les plus importants étaient Spitignewo et Witizla, mais on ne sait rien de l'étendue de leur pouvoir. Les chroniques ultérieures, les légendes et surtout la charte de fondation de l'évêché de Prague par l'empereur Henri IV le 29 juin 1086 donnent à penser que la tribu des Lucanes (Liusena ou Luczani, et en tchèque Lučané) occupait au nord-ouest du pays la région de Zatec (Saaz, d'où aussi le nom de Satcenses). À l'est de la Bohême vivaient les Zlicanes (Zlasane, en tchèque Zličané), dans la principauté de Kouřim. Au nord-est, englobant aussi le bassin de Kladsko, on peut envisager la présence de deux tribus croates (Chorwati, Chrowati ou Crouati, en tchèque Charváti). Au nord se trouvaient les Lemuces (Lemuci, Lemusi) autour de la place-forte de Bílina (Bílin), les Lutomerices (Liutomerici, en tchèque Litoměřici) autour de Litoměřice (Leitmeritz), les Dechanes (Dasena, Daciane, en tchèque Dečane) autour de Děčín et aussi la petite tribu sorabe des Psovanes (Psouane, en tchèque Pšovane), dans la région de Mělník, à l'est de l'Elbe. Ils passèrent rapidement sous la domination des Tchèques qui vivaient en Bohême centrale, le long de la Vltava, de l'Elbe et de la Berounka, et dont le centre était Levý Hradec. En Bohême du Sud, la principauté des Dulèbes (Diudlebi, Dūlābā, Dūlāna) avait pu s'édifier sur la Malsch, autour de Doudleby (Teindles). Ces aires de domination avaient cependant sapé l'ancienne organisation patriarcale des tribus au point de provoquer, lorsque apparurent les lignages princiers et leur suite, un processus de concentration

politico-régionale qui ne laissa subsister à la fin du IX^e siècle que cinq grandes zones de souveraineté : les deux domaines croates, la principauté de Kouřim des Zlicanes, la région des Dulèbes et le regroupement tchèque proprement dit en Bohême centrale, dont les princes (*primores*) se livraient des luttes acharnées dans tout le pays. Dans ces rivalités internes, dont les contemporains ne disent rien, la conversion au christianisme et le soutien des États voisins jouèrent un rôle considérable. Bořivoj le premier sut exploiter cette situation, ouvrant la voie à une domination exclusive de la maison princière tchéco-bohémienne sur toute la Bohême.

On doit à Cosmas, doyen de la cathédrale Saint-Guy de Prague, la première chronique de la Bohême, dans laquelle, invoquant les modèles de l'Antiquité et la tradition, il présente les époques les plus reculées de l'histoire bohémienne avec une sympathie évidente pour les Tchèques. Selon ses récits, après l'occupation du territoire par les Slaves, le riche et sage Crocco put, grâce au héros Bohemus, établir sa souveraineté et doter ses trois filles de domaines fortifiés. La plus valeureuse était la plus jeune, Libuše (Lubossa). L'union de cette dernière avec le laboureur Přemysl (Primizl) est à l'origine de la dynastie désormais masculine qui régnera sur le pays jusqu'en 1306. Les événements décrits par Cosmas de Prague jusqu'à la fin du IX^e siècle relèvent toutefois plutôt des « légendes fabuleuses contées par des vieillards » qu'il dénonçait ; elles seront relayées ensuite par des « relations fidèles d'auteurs crédibles ».

Avec le baptême du duc des Tchèques Bořivoj, qui fut peut-être célébré par Méthode vers la Noël 869-870, commence, du moins chez Cosmas, une énumération de princes chrétiens. Bořivoj dut toutefois fuir sa capitale-forteresse de Levý Hradec devant son rival Spytimír (appelé Strojímír dans la *Légende* dite de Christian) et se réfugier en Moravie. Son retour, obtenu apparemment avec l'aide des Moraves, facilita la pénétration de la mission latino-chrétienne venue de Ratisbonne ; il eut pour conséquence politique le renforcement des liens de la Bohême avec le royaume franc. Bořivoj avait épousé la fille du prince de Pšov, Ludmila, dont il avait eu deux fils, Spytihněv I^{er} et Vratislav (ce dernier marié à Drahomíra, princesse de la Havel), qui se succédèrent sur le trône. Le transfert de la capitale à Prague, où une imposante forteresse flanquée de deux faubourgs fut construite sur le Hradčany, concrétisa leur volonté d'étendre leur domination au-delà des régions du centre, du nord-ouest et du nord de la Bohême, désormais unifiées, jusqu'à la principauté des Dulèbes, au sud, et surtout jusqu'au territoire des Slavníkides, installés vers Libice (Libitz) en Bohême orientale.

L'évolution économique, sociale et culturelle de la Bohême au IX^e siècle conserve un certain retard sur celle de la Moravie ; au-delà

de grandes disparités régionales, elle se trouve globalement au niveau du reste de l'Europe centrale. La Bohême entretenait en de nombreux domaines des relations directes avec la Grande-Moravie. L'agriculture pratiquée dans des villages ouverts garantissait la base de la subsistance, alors même que le Sud-Ouest, les hauteurs de Bohême-Moravie et les régions montagneuses du Nord-Est étaient encore inhabitées. L'artisanat, et surtout le travail des métaux, était présent dans les faubourgs. Par Ratisbonne et la vallée de l'Elbe passaient les routes commerciales avec le royaume franc d'Allemagne, par la Moravie celle rejoignant le Danube et, depuis l'attaque hongroise, celle menant à la Russie de Kiev par le sud de la Pologne. Les châteaux fortifiés qui ont fait l'objet d'une étude approfondie, en particulier ceux de Stará Kouřim, Budeč, de Levý Hradec et de Libice, montrent la différenciation sociale croissante et la constitution d'une préféodalité, tandis que la construction d'églises témoigne de l'expansion du christianisme au cours de la deuxième partie du IX^e siècle. Dans les rites funéraires, le passage de l'incinération à l'inhumation est un autre indice de la diffusion croissante des conceptions chrétiennes. Le recours aux critères archéologiques pour déterminer les particularités culturelles de chacune des tribus est toutefois resté infructueux.

CHAPITRE III

La Bohême sous les Přemyslides (env. 895-1310)

L'EXTENSION ET LA CONSOLIDATION DE LA SOUVERAINETÉ DES PŘEMYSLIDES AUX X^e ET XI^e SIÈCLES

Saint Venceslas

Au tournant du siècle, les ducs tchèques de la maison des Přemyslides entreprirent d'agrandir leur domaine à partir de leur nouvelle capitale, Prague, vers le nord et la Bohême centrale, et de soumettre les autres familles encore indépendantes. Ils furent encouragés dans cette entreprise par le déclin de l'Empire carolingien, dont le souverain, Arnulf de Carinthie, avait encore reçu en 895, à Ratisbonne, l'hommage des grands de Bohême conduits par Spytignewo et Witzla. Ils profitèrent aussi de la décomposition de la principauté de Grande-Moravie, dont le souverain Svatopluk avait exercé une autorité intermittente sur les petites principautés bohémiennes jusqu'à sa mort en 894. Pendant la régence de Louis IV dit l'Enfant (900-911), l'impuissance du royaume franc oriental face aux attaques hongroises devint de plus en plus flagrante, et au sein du *Reich* allemand (qui apparaît pour la première fois sous le nom de *regnum teutonicorum* * en 919), Conrad I^{er} de Franconie (911-918) s'efforça de faire plier les familles princières devant son autorité. À cette époque, les fils de

* Dans les sources contemporaines, les appellations *regnum Teutonicorum*, *regnum Teutonicum* et, plus rarement, *regnum Teutoniae*, *terra Teutonica* ou *partes Teutonicae* sont employées de façon équivalente et à tour de rôle. Otton III s'appelait lui-même *rex Romanorum*, mais il fut également appelé, tout comme ses successeurs, *rex Teutonicorum*. Bien qu'à partir de Lothaire III les sceaux et les documents officiels ne portent plus que rarement la mention *rex Romanorum*, nous utiliserons ici indifféremment les termes de roi « allemand » ou « romain », et le titre d'empereur uniquement après la date officielle du couronnement. (N.d.A.)

Bořivoj I^{er} (env. 850-895, baptisé vers 870), Svyatopluk I^{er} (env. 895-905/915) et Vratislav I^{er} (env. 905/915-921), purent asseoir leur pouvoir dans leur principauté et, en dépit d'une défaite écrasante devant les Magyars, qui se scella par la chute de la principauté de Grande-Moravie, ils prirent le contrôle de certaines parties de la Moravie. Après une première victoire sur les Magyars à Passau en 913, le duc Arnulf de Bavière ne put toutefois établir son pouvoir en Bohême face à Conrad I^{er}. La Bohême resta sous la seule – et étroite – tutelle de l'évêché de Ratisbonne, qui poursuivait une christianisation intensive avec l'appui des grands du pays. Le duc Henri de Saxe fut élu roi à la surprise générale en 919, mais seule la défaite de son rival Arnulf, en 921, lui donna le rapport de forces suffisant pour rappeler à son voisin bohémien le tribut dont il lui était redevable depuis Charlemagne.

Lorsque Vratislav mourut à l'âge de trente-trois ans le 13 février 921, son fils Venceslas I^{er} (Václav) fut élu (« *omnes populi elegerunt* »). Il est attesté que sa mère Drahomíra, fille d'un prince de la tribu slave des Vélètes (Stodorans) sur l'Elbe, assura la régence en son nom au moins jusqu'en 924, et que, dans la nuit du 16 septembre 921, elle fit assassiner sa belle-mère Ludmila, veuve de Bořivoj I^{er}, qui s'était retirée au château de Tetín, près de Beroun. Le duc Arnulf de Bavière mit à profit les troubles internes qui suivirent pour envahir la Bohême en 922 et y restaurer l'ancienne tutelle de l'Empire. Drahomíra octroya à son plus jeune fils, Boleslav I^{er}, une souveraineté partielle sur Stará Boleslav, et Venceslas prit les rênes du pouvoir en 924 ; il fit bientôt emprisonner sa mère au château de Budeč. Dans les conflits politiques relatifs à la Bavière, la Saxe et la puissante ligue des Liutizes, qui regroupait les Slaves païens de l'Elbe, Venceslas a vraisemblablement pris le parti du roi Henri I^{er}, comme le laisse supposer le fait que la cathédrale du château de Prague ait été consacrée, par l'évêque de Ratisbonne Tuto, non à Emmeran, patron de l'évêché de Ratisbonne, mais à Guy, saint patron des Saxons, dont Henri I^{er} avait offert les reliques au duc de Bohême. Venceslas, que les légendes hagiographiques décrivent comme un croyant fervent et porté à l'ascèse, et qui avait reçu une éducation à la fois latine et slave, se distingua par sa bienveillance quasi paternelle pour sa suite, mais aussi par sa clémence et son amour de la justice. Il maintint ainsi dans ses fonctions et sa dignité le prince de Kouřim Radislav, qu'il avait vaincu en duel, et on raconte qu'il ordonna même de détruire toutes les potences de son duché. En 929, Henri I^{er} et Arnulf de Bavière lancèrent une expédition commune contre la Bohême pour restaurer l'obligation du tribut, Venceslas fut assassiné par son frère Boleslav le 28 septembre 929/935.

Cet acte fratricide est considéré en général soit comme une « réac-

tion païenne », soit comme une mesure de défense contre la religiosité et la sévérité de mœurs du futur saint patron du pays, soit encore comme un épisode de la lutte entre Bohême et Saxe, Boleslav I^{er} ayant ainsi « misé sur la Saxe », voire entrepris un « coup d'État contre un Přemyslide favorable aux Allemands ». Le véritable motif est sans doute à chercher dans les querelles entre factions nobles rivales et dans la soif de pouvoir de l'ambitieux Boleslav. Malgré la légende hagiographique répandue depuis le x^e siècle, les informations fournies par Widukind de Corvey, les abondantes descriptions de Cosmas de Prague et la chronique en vers de Dalimil (qui date des environs de 1315), le profil personnel et politique de Venceslas demeure flou. Sa canonisation comme saint patron officiel de la Bohême et la politisation de son culte ont donné un surcroît de prestige et de légitimité à la dynastie régnante des Přemyslides dont il était issu ; les miracles qui lui furent attribués après son transfert à la cathédrale Saint-Guy de Prague (le 4 mars 932 ?) donnèrent aussi une position exceptionnelle et incontestée à cette cité, qui accéda ainsi au rang de centre politique et devint le symbole de la souveraineté přemyslide sur la Bohême.

Boleslav I^{er}

Cosmas de Prague (I, 19) trace du fratricide Boleslav I^{er} (929/935-967/972) le portrait tendancieux d'un tyran cruel au gouvernement si arbitraire que, se sentant menacée, sa mère Drahomíra dut s'enfuir chez les Croates. Il semble avoir pris le pouvoir sans difficulté particulière. Entre autres mesures destinées à contrecarrer l'influence croissante des Saxons en Bohême figure l'expulsion des prêtres allemands. Lorsque, après la mort du roi Henri I^{er} en 936, des troubles éclatèrent dans l'Empire, Boleslav partit en guerre contre un *vicinus subregulus* situé au nord de la Bohême, qui avait jusqu'alors soutenu les Saxons. Repoussant les renforts envoyés immédiatement de Mersebourg et de Thuringe par Otton I^{er} (936-973), Boleslav parvint à prendre d'assaut la forteresse de ce petit seigneur slave. Les combats qui s'ensuivirent avec Otton I^{er} se prolongèrent, avec des interruptions (945-946), jusqu'en 950, lorsque le roi allemand assiégea le dauphin slave Boleslav II dans une *urbs nova* (Niuunburg, non identifiée). Le duc « demanda grâce », reconnaissant la suzeraineté de l'Empire sur la Bohême et devint un « serviteur fidèle et utile du roi ». À la suite de cette soumission, le duc de Bavière Henri, un des frères d'Otton I^{er}, reçut une sorte de droit de surveillance sur la Bohême. Comme le montre la participation d'un contingent bohémien de mille soldats en 955 à la victoire de Lechfeld (10 août) contre les Magyars, Boleslav I^{er} respecta ses engagements dans la mesure où l'appui du royaume alle-

mand, qui avait retrouvé toute sa puissance, lui donnait toute liberté pour mettre en œuvre avec détermination ses conceptions de politique intérieure et extérieure.

Après l'annexion au domaine des Přemyslides, dès la fin du ix^e siècle, du territoire des Lucanes, qui s'étendait de l'embouchure de l'Ohře au cours supérieur de la Mže, au nord-ouest de la Bohême, les plus petits territoires des tribus du nord se trouvaient vraisemblablement aux mains du duc de Prague ou sous sa suzeraineté indirecte. La forteresse de Stará Boleslav, située en terrain marécageux et bâtie en *opere romano*, c'est-à-dire avec un assemblage de mortier, témoigne d'une politique plus active vers la région croato-zlicane du Nord-Ouest. On ne peut prouver de façon formelle l'existence, parfois envisagée, d'une souveraineté tchèque sur quelques districts extérieurs à l'est de la Bohême, en Moravie, et, en Slovaquie du Sud, autour de Nitra à l'époque de Vratislav I^{er}. Les sources locales restant muettes sur ce point, on doit également s'interroger sur une éventuelle souveraineté pragoise sur les Dulèbes, en Bohême du Sud, avant que ceux-ci ne tombent – fait, lui, attesté – sous la coupe des Croates de Bohême orientale. Le mouvement parallèle d'unification qui, sous le prince Slavnik († 18 mars 981), conduisit à la fusion des deux principautés croates, de la principauté zlicane de Kouřim et du territoire des Dulèbes conquis par les armes sur les Přemyslides, créa entre les deux centres de pouvoir rivaux une frontière commune allant de l'Alba, affluent de l'Adler, aux villes fortes de Chynov, Doudleby et Netolice (Netolitz), en passant par le *Mons Osseca*, que l'on situe entre Beroun et la Vltava, près de Zbraslav (Königsaal). Pour venir à bout de cet adversaire encore supérieur sur le plan territorial, Boleslav I^{er} suivit une politique centralisatrice et s'efforça d'exploiter de façon optimale les ressources de son pays en divisant sa souveraineté en circonscriptions regroupées autour de châteaux forts appuyés sur des établissements de colons et administrés par des membres de sa suite. Le château de Prague fut, de même, élevé au rang de résidence princière et de centre administratif et religieux. La frappe d'une monnaie propre vers 955 souligna l'importance de Prague comme centre commercial, mais aussi les prétentions politiques du duc. En politique extérieure, après avoir pris part à l'écrasement de la rébellion des Slaves installés entre l'Elbe inférieure et la Baltique (16 octobre 955), Boleslav I^{er} s'est sans doute étendu vers la Silésie et le cours supérieur de la Vistule autour de Cracovie. Sa présence durable en Moravie dès cette époque paraît peu vraisemblable. Les relations avec l'État polonais qui se constituait sous Mieszko I^{er} autour de Poznań-Gniezno furent renforcées par le mariage de Mieszko avec la fille (ou la petite-fille) de Boleslav, Dubravka, en 965/966, et par la christianisation de la Pologne par des moines bohémiens. C'est dans le même souci de

rapprochement qu'à la demande de l'empereur Otton I^{er} le duc de Bohême prêta des cavaliers à son gendre en guerre contre le comte Wichmann. Les sources, certes limitées, ne mentionnent que des éléments positifs dans les relations avec l'Empire et la Bavière voisine.

Boleslav II et la fondation de l'évêché de Prague

Cette situation allait rapidement évoluer sous le règne de Boleslav II Pobožný (dit le Pieux, 967/972-999), et surtout après la mort d'Otton I^{er} en 973, en dépit de ses relations étroites, par sa femme Hemma, avec la branche bavaroise de la maison des Otton. En 973, Boleslav II vit le couronnement des efforts entrepris pour créer un évêché bohémien autonome à Prague. L'entreprise, amorcée par son père, avait été favorisée par le pèlerinage à Rome de sa sœur Mlada-Maria, dont le pape Jean XIII avait fait l'abbesse de Saint-Georges, premier couvent de femmes de Prague, ainsi que par l'entrée de son frère Strachkvas-Christian au monastère Saint-Emmeran de Ratisbonne ; toutefois, le nouvel évêque, le Saxon Thietmar, ne fut sacré que vers la fin de 975 ou le début de 976 par le métropolitain Willigis, à Mayence. Le nouvel évêché conservait des liens étroits avec l'Église d'Empire par son rattachement à Mayence, dont le dynamique archevêque Willigis allait devenir dans les années suivantes la personnalité dominante de la politique impériale ; il resta cependant avant tout un évêché přemysliden, utilisé habilement par les ducs pour renforcer et accroître leur pouvoir sous l'invocation du saint patron Venceslas. Boleslav II était particulièrement ouvert aux demandes ecclésiastiques ; il est réputé avoir fondé et magnifiquement doté plus de vingt églises.

Le prestige politique suscité par la fondation de l'évêché pragoise fut affaibli par des troubles qui ébranlèrent profondément la Bohême. Malgré la rencontre entre Boleslav II et l'héritier du trône germanique Otton II, à Pâques 973 à Quedlinburg, Boleslav soutint ensuite l'anti-roi Henri de Bavière. Malgré l'expédition punitive d'Otton à l'automne 975, Boleslav offrit refuge et protection à Henri l'année suivante. En juillet 976, il parvint également à contenir une nouvelle incursion impériale dans les environs de l'actuelle Plzeň, en surprenant l'insouciant avant-garde bavaroise près de Baden, en repoussant l'armée impériale vers le Haut-Palatinat et en avançant avec ses bandes de pillards jusqu'à Passau. Lorsque le conflit reprit l'année suivante, l'empereur Otton II passa de Saxe en Bohême et contraignit Boleslav II à demander à l'été 977 une paix qui fut scellée à Pâques 978 à Quedlinburg, où l'empereur réaffirma sa suzeraineté sur Boleslav. En faisant du Nordgau bavarois (Haut-Palatinat) une marche autonome qu'il donna à Berthold de Schweinfurt et en attribuant l'Ost-

mark au margrave Luitpold I^{er}, Otton II voulait aussi obtenir le contrôle des frontières méridionales et occidentales en s'appuyant sur les Babenberg, qui lui étaient acquis. Boleslav et son beau-frère polonais Mieszko soutinrent l'empereur lors de la répression du soulèvement des Slaves de l'Elbe, déclenché par les Liutizes en 983.

Otton II mourut la même année à Rome, et le duc de Bohême réintégra le camp du prétendant Henri, qui lui avait promis la marche de Meissen en récompense de son soutien. Celle-ci fut donc occupée par un coup de main des armées bohémiennes. Dès que la situation devint favorable à Otton III (983-1002) et à la régence de sa mère Theophanu, Boleslav restitua Meissen au margrave Ekkehard, s'assurant ainsi son retour en grâce à la diète de Quedlinburg à Pâques 986, dont il revint couvert de présents. Il se consacra ensuite à l'extension de sa souveraineté vers le nord de l'arc carpathique, à l'extrémité supérieure duquel il devint le voisin direct du *Rus* de Kiev. Il consolida ce voisinage en mariant son fils Boleslav III à une des filles de saint Vladimir (Predslava ?), les Riourikides ayant sans doute envisagé une action commune contre la Pologne à cette occasion. Mieszko I^{er}, soutenu par la régence impériale, entra en guerre contre Boleslav II, désormais allié aux Liutizes, à l'été 990, dans le cercle de Selpuli sur la Neisse. Après de vaines négociations, Boleslav dut renoncer à des parties mal définies des territoires autrefois contrôlés par la Bohême en Silésie, et, à la suite de combats qui se prolongèrent jusqu'en 999, il dut céder également la Petite Pologne et les cercles de Haute-Silésie à l'énergique duc de Pologne Boleslaw I^{er} Khrobry. Boleslav II semble avoir eu quelque peine à surmonter ces échecs politiques, car il dut verser à l'empereur un tribut annuel et lui fournir un corps d'armée contre les Wendes en 992.

Cet échec extérieur face aux Polonais a peut-être été, à l'intérieur, le déclencheur de l'action énergique de Boleslav II contre ses rivaux en Bohême, les Slavnikides, alliés étroitement à l'empereur et installés à Libice (Lybuss, Libuch), près du confluent de la Cidlina et de l'Elbe. Cette action culmina en 995 avec l'assassinat de la plupart des membres de cette famille et l'annexion de leurs terres au domaine des Přemyslides. Slavník, petit-fils du roi Henri I^{er}, et aussi *dux*, également allié aux Přemyslides par sa femme Střezislava (Adelburc), régnait sur le nord-est, l'est et le sud de la Bohême, du bassin de Glatz jusqu'aux hauteurs de Bohême-Moravie ; il avait peut-être aussi réussi à s'installer dans la vallée de la Morava. Allié fidèle de l'empereur saxon, il avait toujours constitué un contrepoids aux Přemyslides, qui penchaient plutôt du côté des Bavaois. Une lente fusion des territoires des anciennes tribus des Croates, des Zlicanes et des Dulèbes avait servi de base à l'édification d'un pouvoir considérable qui portait ombrage à l'expansion des Přemyslides. Après la mort de Slavník, le

18 mars 981, au terme d'une vie heureuse qui incite à supposer qu'il vivait en bonne entente avec les Přemyslides, son fils Soběslav (Soběbor) lui succéda. Au centre du conflit surgit son frère Vojtěch-Adalbert, qui, en 978, sur le conseil de l'empereur Otton II, avait aidé l'évêque Thietmar à mettre au pas Boleslav II, et qui, après sa mort, fut sacré évêque de Prague le 29 juin 983 à Vérone. Les sources de l'époque nous le décrivent comme une personnalité hautement cultivée, acquise sans réserve à la réforme clunisienne, mais pleine de contradictions et nullement disposée à diriger une organisation ecclésiastique soumise au souverain, soutien du pouvoir séculier, et exécutante fidèle de ses décisions. En 989, peu après la mort de sa mère Střezislava (en 987), il renonça à sa charge épiscopale, se rendit avec son demi-frère Radim-Gaudentius à Rome puis en Terre Sainte, avant d'entrer au couvent de San Alessio, sur l'Aventin, qui servait de plaque tournante aux missions vers l'Est slave. À la demande expresse de l'archevêque de Mayence Willigis, Adalbert dut regagner son évêché en 992/993, mais il quitta à nouveau Prague à la suite d'événements pénibles, avant de trouver la mort le 23 avril 997 au cours d'une mission chez les Borusses et après des pérégrinations mouvementées à travers l'Europe.

À cette époque, la persécution des Přemyslides avait déjà frappé la famille d'Adalbert. Apparemment influencé par des rumeurs répandues par des membres de la puissante famille noble des Vršovice (Wrschowetze), Boleslav II, vieux et malade, donna l'autorisation d'attaquer par surprise la capitale slavnikide Libice en l'absence de Soběbor, qui, avec Boleslaw Khrobry et le futur duc de Bohême Boleslav III, participait à la campagne contre les Obotrites dans le camp de l'empereur Otton III. Si les Slavnikides suivaient une politique favorable à l'Empire et à la Pologne, le conflit fut aussi aiguë par le souci du duc de limiter le pouvoir de l'Église sur les environs de Prague et, à l'extérieur, d'affirmer sa souveraineté par la frappe d'une monnaie propre. À cela s'ajoutaient le mécontentement du duc face à la politique ecclésiastique d'Adalbert et le fait que Soběslav s'était plaint auprès d'Otton III de la répression croissante des Přemyslides et avait entamé des pourparlers en vue d'une alliance avec le duc de Pologne. Ignorant la trêve offerte par les assiégés de Libice, la forteresse fut prise d'assaut et démantelée le jour de la Saint-Venceslas 995 (le 28 septembre). Quatre fils de Slavník (Spytimír, Bobraslav, Bořej et Čáslav) furent tués. Soběslav, privé de sa souveraineté, trouva tout d'abord refuge à la cour de Pologne. Le dernier territoire bohémien indépendant du duché de Prague cessa ainsi d'exister ; le rassemblement des pays bohémiens fut donc achevé avec l'annexion de la principauté des Slavnikides, assurant la souveraineté exclusive des Přemyslides.

*La mise en cause de l'État autonome
et le renforcement du lien féodal*

En dépit des liens d'amitié étroits entre Otton III et Adalbert, l'évêque pourchassé, et sa famille si durement éprouvée, l'empereur n'engagea aucune représaille directe contre les Přemyslides. Il ne s'opposa cependant pas, en 999, à l'annexion à l'État de Boleslaw Khrobry des territoires de Silésie et de Petite Pologne autrefois tenus par la Bohême. Toutefois, après la mort de Boleslav II (le 7 février 999), et après le court règne de son fils Boleslav III Rýsavý (Rotschopf, 999-1003), le jeune État centralisé fut menacé par une crise interne dont on trouve l'écho dans la chronique de Thietmar de Merseburg et chez Cosmas de Prague. Au-delà d'affirmations contradictoires, ces deux auteurs se retrouvent sur un point : les conflits au sein de la maison régnante affaiblirent la capacité défensive du pays et favorisèrent l'éclatement de troubles intérieurs lourds de conséquences, qui permirent aux puissances voisines d'intervenir dans les affaires de la Bohême. Il est impossible de décider si Boleslav III fut un « tyran sanglant » et « ignorant de Dieu » (Thietmar) ou « une colombe sans perfidie » (Cosmas) ; quoi qu'il en soit, ses frères Jaromír et Udalrich, menacés de mort, durent s'enfuir à Ratisbonne chez le duc Henri IV (le futur empereur Henri II, 1002-1024), avec leur mère Hemma, tandis que le margrave Ekkehard de Meissen accueillait Thiddag, ancien moine de Corvey et successeur à l'évêché de Prague d'Adalbert, qui avait été canonisé dès 999. Les actions de Boleslav III contre la famille des Vršovice, dont l'influence se développait, soulevèrent l'indignation générale, au point qu'il dut s'enfuir à son tour auprès du margrave Henri de Nordgau, puis chercher protection auprès de Boleslaw I^{er} Khrobry de Pologne. Un prétendant au trône mal identifié, Vladivoj, qui avait vécu jusqu'alors en Pologne, s'empara alors du trône des ducs de Prague, mais mourut bientôt à force de beuveries.

En accord avec Henri II, la noblesse bohémienne rappela de leur exil bavarois les deux jeunes frères du duc renversé, et Boleslaw Khrobry en profita pour s'emparer du pays de Milzen et de la marche de Lusace, restée sans souverain depuis l'assassinat d'Ekkehard de Meissen. Il envahit ensuite la Bohême et la Moravie, qu'il réclama pour son protégé Boleslav III. Ce dernier se vengea sauvagement de la famille des Vršovice en faisant assassiner leurs principaux chefs au cours d'un repas de réconciliation, et le duc de Pologne se débarrassa de celui qu'il avait jusqu'alors aidé à s'emparer du trône de Bohême, en lui faisant crever les yeux puis en l'emprisonnant à Cracovie, où il mourut en 1037. Le roi Henri II ne fit obstacle à la soumission directe de la Bohême et de la Moravie au prince de Pologne que lorsque Boleslaw Khrobry refusa de renouveler l'allégeance ancienne

de la Bohême à l'Empire et de payer le tribut annuel, et qu'il participa à la conjuration destinée à renverser le souverain allemand. À l'été 1004, Henri II laissa libre cours à sa colère « ancienne et longtemps contenue », chassa Boleslaw Khrobry de Bohême, plaça Jaromír sur le trône et se lança sans grand succès dans une série de campagnes contre la Pologne qui ne s'achevèrent qu'avec la paix de Bautzen en 1018. La Slovaquie resta jusqu'en 1018 sous contrôle polonais, et la Moravie sans doute jusqu'en 1029.

Jaromír (1004-1012, †1033/1034) dut payer le soutien royal à son accession au trône par le resserrement des liens entre la Bohême à l'Empire et l'envoi d'un contingent armé aux campagnes contre la Pologne en 1004, 1005, 1007 et 1010. À l'intérieur, la consolidation du pouvoir des Přemyslides fut facilitée par la chute de Soběslav, le dernier Slavnikide, pendant les troubles intérieurs. De même, l'élimination sanglante des Vršovice désamorça au moins en apparence l'opposition de la noblesse. Bien que s'étant comporté en vassal fidèle, Jaromír tomba en disgrâce auprès de l'empereur Henri II en 1010, après l'attaque d'une délégation bavaroise qui traversait la Bohême, chargée de présents pour Boleslaw Khrobry. Le 12 avril 1012, Udalrich (Oldřich) [1012-1033] déposa son frère aîné et le chassa du pays. Henri reconnut ce changement de pouvoir dans la mesure où le nouveau duc acceptait de recevoir l'investiture impériale pour la Bohême (selon Thietmar de Merseburg : « comme un cadeau sans contrepartie »). En 1014, Udalrich tenta d'exploiter l'absence d'Henri, engagé dans sa deuxième campagne d'Italie avec l'intention de se faire couronner à Rome : il entreprit de régler le conflit avec la Pologne en s'emparant d'une délégation dirigée par le successeur au trône Mieszko II Lambert. L'empereur l'ayant condamné, le duc de Bohême dut s'en expliquer devant la diète de Merseburg en 1015 et ses obligations d'assistance militaire furent alourdies. Lorsque, en 1015, le conflit avec la Pologne s'enflamma de nouveau, les Bohémiens combattirent sur le front morave et prirent la ville de Businc (vraisemblablement Bisenz, au sud de la Moravie), sans pouvoir s'y implanter durablement. Tandis qu'en 1017 Udalrich prêtait de nouveau main-forte à l'empereur devant Glogów (Glogau) et Nimptsch, des bandes polonaises puis des troupes moraves pénétrèrent en Bohême où elles commirent des dégâts importants. Malgré la paix de Bautzen, le duc Udalrich et son fils Břetislav tentèrent peut-être de s'emparer de la Moravie tandis que Boleslaw Khrobry était occupé par les querelles de succession au trône de Kiev en 1018/1019.

Les Polonais dirigés par le trop faible Mieszko II Lambert (1025-1034) furent sans doute totalement expulsés de Moravie vers 1029, après une attaque de leur part poussée jusqu'à la Saale, qui conduisit l'empereur Conrad II (1024-1039), soutenu par la Bohême, à prendre

des mesures défensives. Břetislav en profita pour chasser les Polonais du bassin de la Morava et s'y constituer un sous-duché personnel. En 1031, pendant la campagne hongroise de l'empereur Conrad, Břetislav parvint jusqu'à la région de Gran, en Slovaquie méridionale, mais il dut finalement se contenter de renforcer sa frontière orientale entre la Moravie et l'État centralisé de la couronne de saint Étienne. Les sources rapportent qu'ensuite les relations se dégradèrent brutalement entre la maison des Přemyslides et l'Empire, peut-être parce que Udalrich avait refusé de demander l'investiture impériale pour la Bohême, ou pour la Moravie nouvellement conquise, et parce que Prague avait accordé l'asile au roi polonais détrôné Mieszko II Lambert. Malgré l'injonction de l'empereur, le duc Udalrich refusa de comparaître à la diète de Merseburg à la fin de juin 1033, et fut fait prisonnier par le roi Henri III, fils de Conrad II, au cours de l'invasion de la Bohême qui s'ensuivit. À Werben sur l'Elbe, l'empereur ordonna la déposition d'Udalrich, le rappel de Jaromír, renversé en 1012, et la dévolution de la Moravie à Břetislav. L'ordre intérieur tant espéré n'ayant pas été rétabli pour autant, Udalrich fut gracié à la diète de Merseburg à Pâques 1034 et se vit enjoindre d'exercer, avec son frère Jaromír, une double souveraineté sur la Bohême. Mais Udalrich commença par se faire vengeance : il fit arrêter et aveugler Jaromír, qu'il enferma au château de Lissa sur l'Elbe ; il chassa même son fils Břetislav de Moravie. Avant toutes représailles, Udalrich mourut le 9 novembre 1034 « à table, étouffé par la boisson et la nourriture ».

Břetislav I^{er} et l'introduction du séniorat dynastique

Jaromír, l'aîné de la famille, renonça à la succession et soutint son neveu Břetislav, mais il fut assassiné dès le 4 novembre 1035, à l'instigation des Vřsovice, qui avaient retrouvé leur puissance et contre lesquels Jaromír avait expressément mis en garde le jeune duc. Břetislav ne put obtenir l'investiture de l'empereur Conrad qu'au prix de la remise d'otages garants de sa fidélité et de sa participation à une campagne contre les Liutizes, au cours de laquelle « il se fit un nom fameux par ses actes de bravoure ».

Le duc Břetislav I^{er} (1034-1055) fut un des souverains přemyslides les plus importants. Sa naissance illégitime (il était le fils d'une fille de paysans nommée Božena, dont s'était épris son père Udalrich, qui n'avait pas d'héritier légitime) et le rapt de sa femme Judith, fille d'Henri, comte du Nordgau, qu'il enleva dans un couvent de Schweinfurt, entraînèrent le chroniqueur Cosmas de Prague, lui-même, à des digressions romantiques. Dès les combats pour le contrôle de la Moravie, Břetislav avait montré des qualités militaires. À la mort de l'empe-

reur Conrad II en 1039, Henri III (1039-1056) lui succéda et la dépendance jusqu'alors rigoureuse de la Bohême vis-à-vis de l'Empire se relâcha. Břetislav sut exploiter immédiatement les troubles nés d'une réaction païenne en Pologne pour partir en campagne. Il détruisit et pillà Cracovie ainsi que toutes les villes entre Cracovie et Gniezno, d'où il fit enlever et transporter à Prague les reliques les plus précieuses, dont celles de saint Adalbert. Entassés sur une centaine de chariots, suivis d'une partie de la population déportée, les trésors conquis parvinrent dans la capitale de la Bohême le 24 août 1039. Dans le cadre de la politique de peuplement du pays, les habitants (désignés nominalement) de la forteresse de Giecz furent installés dans la région de Beroun et les autres dans les forêts ducales, au sud-est de Rakovník (Rakonitz), avec le privilège d'y résider définitivement selon leurs propres lois et avec leurs propres juges.

Au sein de l'Empire, la colonisation systématique de la Moravie et son rattachement durable à la Bohême étaient peu à peu admis, mais l'attaque sauvage de Břetislav contre la Pologne rencontra une opposition immédiate et résolue. Le pape Benoît IX menaça le duc et son évêque Severus de les excommunier pour trois ans et de leur infliger de sévères sanctions ecclésiastiques pour avoir déplacé de force les reliques de saint Adalbert et déporté les Polonais. Une délégation bohémienne parvint à obtenir un allègement important de ces peines par la corruption et la promesse de faire construire un monastère en l'honneur de saint Venceslas à Stará Boleslav. Henri III n'avait par contre aucun intérêt à voir une grande puissance slave s'installer le long des frontières sud et est de l'Empire : il entama immédiatement des préparatifs militaires contre la Bohême et fit ramener sous escorte le prince héritier de Pologne Casimir I^{er}, qui avait été déporté. Břetislav se montra disposé à céder et le prouva en livrant en otage son fils Spytihněv, âgé de neuf ans, et en proposant de se porter personnellement garant. Il assura cependant ses arrières militaires et se rapprocha du roi Pierre de Hongrie. L'exigence d'Henri de voir restituer les biens pillés en Pologne et de faire passer le tribut fixé « depuis l'époque de Pépin » à « cent vingt bœufs de choix et cinq cents marks [d'argent] » provoqua la rupture. Mais l'armée qui entra en Bohême par le col de Furth et la forêt sous le commandement du roi ainsi que le détachement qui franchit l'Erzgebirge sous le commandement du margrave Ekkehard II de Meissen furent tous deux anéantis. À la diète de Seligenstadt, en 1041, la délégation bohémienne proposa d'en revenir à la suzeraineté ancienne, mais cette offre ne satisfait cependant pas Henri III qui, dès l'été, reprit les hostilités. Forte d'effectifs plus nombreux et mieux préparés, soutenue désormais par le margrave de l'Ostmark qui anéantit des troupes auxiliaires hongroises, l'armée impériale réussit à enfermer Břetislav dans le château de Prague et à

attirer une partie de la noblesse bohémienne dans le camp allemand. Le 29 septembre 1041, le duc de Bohême fut contraint à la capitulation ; en octobre, il dut se soumettre sans conditions à Ratisbonne en se jetant aux pieds de l'empereur, avant de pouvoir rétablir ses droits sur la Bohême et la Moravie moyennant des taxes très élevées et une dépendance accrue. Il dut également renoncer à ses conquêtes polonaises, à l'exception de la Silésie, et accepter le retour des Polonais déportés. Conformément à son engagement, Břetislav assista régulièrement aux diètes impériales en 1043, 1046, 1048 et 1054 ; il participa aux campagnes contre la Hongrie en 1042, 1044 et 1051, et ses troupes contribuèrent de façon décisive aux succès temporaires d'Henri III dans la région du Danube. Lorsque Casimir I^{er} occupa la Silésie en 1050, le duc de Bohême dut accepter le compromis proposé par l'empereur à la diète de Quedlinburg et se contenter des « territoires de Breslau et d'autres villes », désormais arrière-fief bohémien en Pologne, moyennant un impôt annuel – en fait payé rarement – de cinq cents marks d'argent et trente marks d'or.

Si, après sa sévère défaite de 1041, Břetislav ne fut plus en mesure de conduire une politique étrangère autonome, le strict respect de ses engagements féodaux lui assura une liberté totale de manœuvre en politique intérieure. Organisateur remarquable, il mit en place une administration efficace, surtout en Moravie, régla la circulation monétaire en imposant le mark pragois et édicta des dispositions plus sévères pour l'assistance militaire. Après la condamnation de son action en Pologne, la Curie ignore ses efforts pour faire de Prague un archevêché. Les décrets pris à Gniezno en Pologne pour renforcer le pouvoir seigneurial et ecclésiastique, et notamment dirigés contre la polygamie, les ordalies, le travail du dimanche et l'augmentation du nombre des auberges, passent pour les plus anciens textes législatifs du monde slave. Mais surtout, il introduisit un nouvel ordre de succession, qui aboutit à l'abandon du principe de primogéniture, jusqu'alors en vigueur chez les Přemyslides, et à l'adoption de celui du séniorat, selon lequel le plus âgé de la maison régnante accède au trône des ducs de Bohême et s'engage à garantir de façon convenable le rang des plus jeunes. Břetislav lui-même désigna son fils aîné Spytihněv pour lui succéder et régner sur les pays de la couronne de Bohême. Ses plus jeunes frères devraient administrer sous sa suzeraineté les principautés d'Olomouc (Vratislav), de Brno (Conrad) et de Znojmo (Otton), n'étant plus des vassaux de l'Empire parce que soumis directement à leur aîné. La tentation de ce dernier de mettre la main sur ces apanages et la tentative du prince morave de conquérir l'autonomie de son territoire ont été par la suite à l'origine de nombreux conflits dans la maison des Přemyslides et ils ont finalement contribué, dans l'ensemble, à affaiblir la puissance des ducs de Bohême.

À la différence de son père, longuement vanté dans les chroniques – surtout celle de Cosmas – pour sa piété, sa largesse et sa sagesse, Spytihněv II n'a pas laissé, au cours de son bref règne, l'image d'un souverain résolu. L'achat à la Curie, en 1059/1060, moyennant un impôt annuel de cent marks d'argent, du droit de porter la mitre épiscopale, une querelle ridicule pour un four à pain avec l'abbesse du couvent de Saint-Georges au château de Prague, les mesures immédiatement prises contre ses frères installés en Moravie, malgré les avertissements de son père sur son lit de mort, ainsi qu'une action violente contre la noblesse morave dont il ne se sentait pas suffisamment honoré nous laissent une image plutôt ambiguë du nouveau duc. Cosmas, qui souligne la soumission de Spytihněv au clergé, loue le constructeur du nouveau bâtiment de Saint-Guy et le fondateur du chapitre collégial de Litoměřice, lui sait aussi particulièrement gré d'avoir fait expulser, le jour même de son accession au trône, tous les Allemands vivant dans le pays. Cet acte, s'il s'était réellement produit, aurait eu des conséquences incalculables pour la vie économique, intellectuelle, religieuse et culturelle. En admettant qu'il ait effectivement eu lieu, il n'a touché que quelques marchands installés à Prague et des Allemands qui étaient partie prenante de la vie de la cour et du chapitre de la cathédrale, sinon l'empereur Henri III n'aurait pas accordé peu après, contre garantie, son investiture à Spytihněv à Ratisbonne. Le nouveau duc ayant contraint son frère Vratislav et sa mère Judith à s'enfuir en Hongrie, puis engagé ses frères Conrad et Otton comme grand veneur et chef de ses cuisines à sa cour après les avoir dépouillés de leurs terres, on peut malgré tout soupçonner Spytihněv de cruauté. Cependant, lorsque la veuve de l'empereur, Agnès de Poitou, qui assurait la régence au nom d'Henri IV (1056-1106), encore mineur, s'allia au roi André I^{er} de Hongrie, devenu entre-temps le beau-père de Vratislav d'Olomouc, Spytihněv dut faire machine arrière et autoriser le retour de son frère en Moravie, en 1058. Profitant des troubles intérieurs qui se produisirent en 1060 en Hongrie, Béla déposa son frère et chassa le fils de ce dernier, Salomon, le duc de Pologne Bolesław II Śmiały, allié à l'usurpateur, saisit cette occasion d'entrer en Moravie, mais il fut battu à Hradec près de Troppau par les troupes de Spytihněv.

La mort frappa le duc à l'âge de trente ans, le 28 janvier 1061. Conformément à l'ordre de succession mis en place par Břetislav, son frère Vratislav II (1061-1092) lui succéda comme duc de Bohême et suzerain de Moravie. Au cours du siècle et demi précédent, l'État des Přemyslides, désormais doté de structures internes solides et d'une puissance économique certaine, était devenu, en tant que territoire vassal de l'Empire, un élément stable dans le système des ordres médiévaux européens.

Le pays, peuplé sans doute d'à peine un million d'hommes, reposait essentiellement sur une agriculture assez intensive, marquée, dans la seconde moitié du X^e siècle, par l'extension des territoires habités, puis par une colonisation intérieure systématique. Le soc asymétrique ferré ou en fer plein, et qui renverse la motte, se répandit rapidement. Il permit des rendements plus élevés, en association avec l'assolement triennal qui se diffusa progressivement, favorisé par l'utilisation des engrais. La culture de la vigne et des fruits, jusque sous les murs du château de Prague, celle des légumineuses et du lin se répandirent, tout comme l'élevage de basse-cour. La pêche et la chasse perdirent de leur importance pour la subsistance et devinrent progressivement le privilège d'une noblesse alors en cours de constitution. La population des campagnes se composait initialement de petits paysans (*rustici, pauperes, heredes*), soumis au seul seigneur auquel ils étaient redevables de dons en nature, puis de l'impôt annuel de la paix (*tributum pacis*) et de corvées ; ils formèrent une main-d'œuvre pour la construction et l'entretien des châteaux et des chemins, mais aussi pour la fourniture de nourriture et d'attelages pour l'armée. De plus en plus soumis à l'oppression des fonctionnaires princiers, ils finirent souvent par renoncer de leur plein gré à leur autonomie pour se placer sous la protection directe d'un prince, de l'Église ou d'un noble. Le nombre des paysans libres qui, en tant que *heredes*, avaient eu jusqu'alors une totale liberté pour transmettre leurs terres, commença à décroître dès la fin du XI^e siècle, de même que celui des métayers (*hospites*). De ce fait, au cours du XII^e siècle, la dépendance accrue de la population rurale vis-à-vis des seigneurs atténua de plus en plus les différences entre régimes de juridiction et de propriété. Les esclaves, principalement des prisonniers de guerre ou des condamnés, utilisés à la fois comme articles d'exportation et comme main-d'œuvre agricole et artisanale, perdirent, quant à eux, leur importance traditionnelle et finirent par se fondre dans les couches inférieures de la population non libre.

Les sources écrites ne nous donnent aucune information sur la stratification sociale, mais elles nous révèlent, tout comme les découvertes archéologiques, l'existence d'un artisanat développé et d'une main-d'œuvre spécialisée au service des vassaux princiers. Installés au pied des châteaux, dans les faubourgs (*suburbien*) ou dans des villages, ces populations exerçaient plusieurs activités au profit de la cour (chasse, pêche, élevage, apiculture, etc.). La transformation des métaux connut des améliorations et des innovations nombreuses, notamment dans le domaine de la fonderie et dans le travail des métaux précieux et non ferreux, d'où l'essor de la joaillerie. L'argent

de Bohême devint l'objet d'un commerce mondial, tout comme les monnaies frappées dans le pays depuis le milieu du X^e siècle. Avec le temps, l'habileté des artisans à fabriquer meubles et textiles se développa. L'expansion du commerce extérieur, assuré en général par des étrangers, fut suivie d'une lente croissance du commerce intérieur, qui entraîna la fondation des premiers marchés à proximité ou à l'intérieur des places fortes. Ratisbonne conserva son rôle de nœud commercial avec les pays du sud des Alpes et l'Europe occidentale, mais le commerce de luxe se développa aussi par la porte de Nachoder vers Cracovie, par la Moravie et la vallée du Danube. La Bohême exportait des matières premières, et, jusqu'au XII^e siècle, des esclaves, mais aussi des chevaux, des articles de cuir, des céramiques et des bijoux. La dépendance en sel de la Bohême obligeait à maintenir des relations régulières avec le Salzkammergut et le bassin de l'Elbe et de la Saale.

La destruction du pouvoir des Slavnikides, l'intégration croissante des anciens territoires des familles nobles et la formation d'un État unitaire centralisateur autour de la personne du duc entraînent des innovations sociales et administratives profondes, qui ne prirent leur forme définitive qu'aux XII^e et XIII^e siècles, mais dont les prémices furent perceptibles dès le XI^e siècle. Les nombreux *duces* du IX^e siècle donnèrent naissance à une sorte de noblesse de sang, dont le duc devait tenir compte dans ses décisions, et qui, lors du choix d'un successeur, avait un droit à la parole qui dégénéra bientôt en acclamation pure et simple. Sous des formes variables, *optimates, nobiles, primates, proceres* avaient été associés à l'élection et à la régence de saint Venceslas ; ils avaient pris part à la nomination d'Adalbert comme évêque de Prague le 19 février 982 à Levý Hradec, et soutenu l'intronisation de Bretislav I^{er}. Après sa mort en 1055, désormais *omnes Boemice gentis, magni et parvi*, ils avaient élu son successeur désigné, Spytihněv. Au cours d'assemblées convoquées de façon occasionnelle et arbitraire, déjà signalées pour le X^e siècle, ancêtres des futurs tribunaux (*iudicium terrae*) et des assemblées générales (*colloquium generale*), le duc conférait avec les grands du royaume, qui n'étaient admis à sanctionner ses décisions que pour les affaires importantes de l'État. Le principe du pouvoir personnel du duc restait ainsi incontesté, de même que ses attributions et son pouvoir. Cosmas remarque que Boleslav I^{er} gouverna selon son bon vouloir et sans tenir compte d'aucun conseil. Avant sa campagne de Pologne, Břetislav I^{er} fit promener dans le pays un nœud coulant de chanvre à l'intention des guerriers défaillants. Lorsque trois cents *primates* moraves ne rendirent pas à Spytihněv II les honneurs qu'il attendait d'eux, celui-ci considéra leur attitude comme une rébellion, les fit emprisonner et distribua leurs armes et leurs chevaux à sa suite. L'anéantissement

des Slavnikides en 995, l'extermination délibérée des Vršovice en 1003 et la répression du duc Svatopluk en 1108 décimèrent pratiquement l'ancienne noblesse et lui enlevèrent tout poids politique. On ne peut démontrer de façon irréfutable que ces magnats disposaient de biens allodiaux indépendants. L'extinction des lignées masculines, qui avait pour effet le retour de leurs biens au souverain, amène à penser que les princes de Prague exerçaient une souveraineté totale sur l'ensemble du pays et des terres.

En sens inverse, dès le x^e siècle émerge, sans doute progressivement, au sein de la suite ducale (*družina*), une noblesse de fonction qui l'assistait dans ses tâches d'administration et de défense. Au rang le plus bas se trouvaient les chevaliers, assujettis, en tant que *milites*, à un service armé à cheval. Selon les époques, ils furent de sept mille à dix mille, payés à l'origine en produits du sol et, à l'occasion, en présents, puis en terres qu'ils considérèrent de plus en plus comme transmissibles à leurs descendants. De leurs rangs émergea la noblesse légèrement supérieure des *nobiles* qui assura les tâches administratives les plus importantes au cours du xi^e siècle dans le cadre d'un système de circonscriptions créées autour des châteaux forts. La Bohême fut également divisée en communes fortifiées (*civitates*) semblables aux comtés francs ; leurs administrateurs (*comites*), représentants plénipotentiaires du duc, avaient la responsabilité de leur circonscription et de sa population ; ils disposaient des pouvoirs suprêmes dans les domaines judiciaire, militaire et administratif. Ce n'est que plus tard qu'une partie de ces compétences fut reprise par d'autres fonctionnaires tels que les juges, sous la surveillance de l'administrateur promu désormais burgrave/castellan (*comes, castellanus*). Ces collaborateurs totalement dépendants du bon vouloir et de la confiance du duc pouvaient être désignés et révoqués à volonté. Mais lorsque des querelles de succession ou des défaites militaires ébranlaient le pouvoir central, la suite et les castellans pouvaient sans aucun doute exercer leur droit de parole ou faire pencher la balance lors de l'intronisation d'un nouveau duc. Ce dernier devait employer toute son énergie et sa ténacité à restaurer les anciens liens de loyauté et de dépendance, et réaffirmer le principe d'un pouvoir personnel illimité lors de ses tournées régulières dans les places fortes. Plusieurs familles parvinrent à conserver la faveur du duc pendant quelque temps, et certaines fonctions s'éteignirent, ce qui réduisit la dépendance à l'égard du prince au fil des ans et entraîna une émancipation progressive de la noblesse, qui ne s'affirma pleinement qu'au xiii^e siècle. À l'origine, la suite du prince ne se distinguait pas nettement du reste de la population ; la mobilité et la perméabilité sociales étaient assez élevées. Seules la charge administrative remplie et la grâce du souverain garantissaient l'appartenance à une couche distincte et pri-

vilégiée. C'est seulement plus tard, vers le xii^e siècle, que cette noblesse naissante, forte de sa propriété foncière héréditaire et de ses droits politiques accrus, tendit à se constituer en une classe fermée aux couches inférieures de la population.

La vie ecclésiastique

Même après la fondation, en 973/976, de l'évêché de Prague, qui demeura rattaché au siège métropolitain de Mayence, le duc de Bohême sut rester maître de l'organisation ecclésiastique de son pays. À la suite de la mission envoyée de Ratisbonne, quelques églises ducales autonomes apparurent à partir de la seconde moitié du ix^e siècle. Elles bénéficièrent ensuite pour leur organisation de l'impulsion du monastère de Corvey en Basse-Saxe, d'où venaient également Thietmar et Thiddag, premier et troisième évêques de Prague. Si, contre l'avis de son chapitre, saint Wolfgang autorisa la Bohême à rompre son lien épiscopal avec Ratisbonne, ouvrant la voie à la création de l'évêché de Prague, le poids des anciennes légendes de saints, le choix des patrons des églises et la vénération des reliques témoignent du maintien de l'influence de l'Allemagne méridionale. Cependant, comme le montre le pouvoir de décision pratiquement illimité du duc dans la nomination des évêques, l'évêché de Prague n'était pas totalement intégré au système ecclésiastique de l'Empire ottonien et salien. L'évêque choisi par le prince avec l'accord des Grands devait être investi par l'empereur de Rome et consacré par l'archevêque de Mayence pour devenir le détenteur légitime de sa prélature, mais il restait soumis au seul duc de Prague, qui avait fondé l'évêché et l'avait richement doté. Ce dernier considérait ainsi l'Église de Prague comme sa « propriété privée » et considérait l'évêque comme le chapelain de sa cour (*capellanus meus*), un « seigneur » soumis à ses décisions. Toutes les tentatives de l'évêque de Prague pour gagner une autonomie analogue à celle de l'épiscopat de l'Empire échouèrent. La délimitation du diocèse de Prague (couchée seulement par écrit sous l'empereur Henri IV en 1086) montre que l'évêché de Prague ne recouvre pas le « *ducatus per totum Boemiae ac Moraviae unus et integer* ».

La mise en place d'une organisation ecclésiastique en Bohême a consisté à ériger les places fortes seigneuriales puis les circonscriptions qui les entouraient en paroisses confiées à un archiprêtre et à plusieurs prêtres. Les églises avaient été dotées par les princes et percevaient de plus la dîme ecclésiastique de leurs fidèles, qui étaient astreints à accomplir les actes religieux tels que baptêmes ou enterrements dans l'église de leur paroisse, moyennant le paiement de droits d'étole, et à y célébrer les principales fêtes religieuses. Par la

suite, des églises privées furent aussi construites sur les terres des grands propriétaires fonciers, et leurs revenus revinrent en partie à leurs propriétaires séculiers. Si le principe de la nomination des prêtres par l'évêque, y compris pour les églises privées, était admis, celui de l'investiture ne fut solidement établi qu'au XIII^e siècle.

Les premiers monastères de Bohême (Saint-Georges au château de Prague vers 970, Břevnov en 993, Ostrov en 999, Sázava vers 1032) relevaient de la règle de saint Benoît. Ils furent fondés par le prince ou par des membres de la maison des Přemyslides, qui les pourvurent assez richement et leur attribuèrent en général des serviteurs, des artisans, quelques terres, parfois même des villages entiers ou le revenu de taxes. Le monastère fondé avec l'intervention de saint Procope sur la Sázava bénéficiait d'une position particulière, puisqu'il put continuer à pratiquer la liturgie slavonne héritée des évangelisateurs des Slaves Cyrille et Méthode jusqu'à l'expulsion des moines en 1097.

Ces écrits en vieux slavon, qui n'ont été conservés que dans des documents rédigés hors de Bohême (par exemple les fragments paléoslaves de Kiev en glagolitique), ont sans doute connu une diffusion modeste dans l'État přemyslide. La langue populaire n'apparaît que dans les gloses et des mots mêlés au texte latin ; la comparaison avec le texte en tchèque du bas Moyen Âge permet certaines déductions sur les principales évolutions lexicologiques, syntaxiques et grammaticales entre le X^e et le XI^e siècle. Jusqu'à la fin du XI^e siècle, la littérature religieuse (légendes des saints, homiliaires) rédigée en latin est prépondérante ; avec les chroniques de Cosmas et le développement de l'écrit dans l'administration princière, les textes historiques et juridico-administratifs font leur apparition en plus grand nombre à partir du début du XII^e siècle. Le clergé détenait un monopole de fait sur la culture et gérait les écoles créées en marge de l'église épiscopale de Prague puis dans les monastères, dont les enseignants étaient en majorité des étrangers. Dès la fin du X^e siècle, on signale que de jeunes Bohémiens vont étudier à l'étranger. Le chant liturgique est alors une discipline importante, mais il n'est pas question de chant profane. Le *Hospodine pomiluj ni* (*Kyrie eleison*) prenait une importance particulière comme *cantilenam dulcem* lors de l'acclamation de chaque nouveau prince.

Comme dans le royaume de Grande-Moravie, la christianisation et la construction d'églises accompagnent le passage à l'utilisation de la pierre. La première période, maintenant bien connue, de la construction du château de Prague au cours de la première moitié du X^e siècle et des églises d'autres forteresses (comme à Levý Hradec, Libice) témoigne du passage du style carolingien au style ottonien puis au style roman, qui prédomine dans l'architecture religieuse à partir du XI^e siècle. La pierre jointe au mortier se répand cependant aussi dans

les constructions civiles. En revanche, rien ne change dans les villages : les maisons de bois, carrées, à demi enterrées, sont toujours la règle. Hormis les illustrations de la légende de saint Venceslas, écrite par l'évêque Gumpold de Mantoue pour la princesse Hemma (1005/1006), qui proviennent de l'école de Fulda, il n'existe aucune trace d'une tradition picturale ; celle-ci n'apparaît qu'au XII^e siècle avec le Codex du Vyšehrad de Vratislav II. Les fragments de peinture murale retrouvés dans des églises de Znojmo et Stará Boleslav datent sans doute de cette époque. On peut établir un parallèle esthétique entre le développement de la sculpture sur les portails et les tympans romans et les changements constatés sur les figures des monnaies.

La Bohême et l'Empire

Depuis que Charlemagne avait établi un lien assez lâche entre les Slaves de Bohême et l'Empire carolingien, et qu'il leur avait imposé un tribut, les pays bohémiens étaient sous la dépendance du royaume franc d'Orient puis de l'Empire allemand. Toutefois, la volonté de considérer la Bohême comme un élément du *regnum teutonicum* au sens du droit des nations n'a pas été formulée sous cette forme abrupte au cours du haut Moyen Âge, mais seulement vers la fin du XIII^e siècle. Jusqu'à cette époque, la suzeraineté impériale était conçue comme une composante du royaume, affirmée et imposée en cas de besoin. L'hommage rendu au souverain allemand par chaque nouveau duc de Bohême et l'obligation parfois respectée de fournir une aide militaire et d'assister aux diètes permettent cependant de conclure à une relation de fidélité particulière, assez proche, au fond, d'une forme de vassalité. On peut supposer qu'un serment de fidélité de vassal à suzerain exista entre le duc de Bohême et l'empereur allemand à partir d'Henri II (1004). Le duc Břetislav I^{er} lui-même avait dû s'abaisser à reconnaître l'autorité du suzerain allemand après sa défaite militaire de 1041, mais cet épisode avait marqué le dernier rétablissement violent de la suzeraineté allemande sur le duché de Bohême avant longtemps. L'empereur ne possédait en Bohême ni bien d'Empire ni ministériaux impériaux, le pays ne figurait pas dans la tournée dont il marquait *de facto* son entrée en fonction, et il n'exerçait aucune influence directe sur l'évêché de Prague en tant que chef du système ecclésiastique ottonien : la Bohême ne fut donc jamais une composante de l'Empire au même titre que les autres duchés héréditaires allemands. Dans l'exercice de son pouvoir à l'intérieur de la Bohême, le duc occupait la position souveraine d'un roi et n'avait aucun compte à rendre à son suzerain.

Au XIX^e siècle, un débat sur la position de la Bohême au sein de l'Empire opposa les historiens allemands et tchèques, les Tchèques

tendant à souligner la souveraineté pleine et entière de la Bohême, et à réduire la relation entre le roi et le duc à un simple lien féodal, tandis que les Allemands insistaient davantage sur le maintien de la dépendance de la Bohême à l'égard du *regnum teutonicum*. Malheureusement, dans ce débat passionné, on a commis l'erreur d'analyser l'évolution historique médiévale à la lumière de considérations nationales modernes. En dépit des accents « nationalistes » des chroniques, il est difficile de mettre en évidence une opposition nette ou une prise de distance claire et délibérée des Bohémiens vis-à-vis des Allemands. À l'inverse, la présence du puissant voisin allemand et la conscience d'être tributaire de l'appui de l'empereur en cas de conflit interne pour le pouvoir ont sans doute préoccupé très tôt les ducs et les ont encouragés à entretenir une position politique et une conscience nationale spécifiques (*terra Bohemiae*). Bien avant l'unification des tribus bohémiennes et la mise en place d'un pouvoir central, le pays et ses habitants semblaient constituer une unité ; la même conscience de former un pays et un peuple (*Čechy/Češi*) ressort des sources écrites dès la fin du x^e siècle. Au début du xi^e siècle, Venceslas, le duc assassiné, fut élevé officiellement au rang de saint patron du pays, et sa fête, le 28 septembre, devint un important jour de culte ; le duc, son descendant, en retira un prestige accru, et la légitimité de sa souveraineté sur les pays bohémiens s'en vit renforcée. Même si le souverain menaçait de n'être qu'un représentant éphémère du véritable « héritier » du pays de Bohême, la politisation du culte de Venceslas éveillait dans la population la conscience d'un « nous », le sentiment d'une appartenance commune et d'une identité d'intérêts. Elle fut pour le souverain un atout dans la défense de sa préséance et dans l'élargissement de sa marge de manœuvre face à l'Empire allemand ou à toutes les menaces venues de puissances étrangères.

L'AFFIRMATION DU STATUT BOHÉMIEN
ET L'ACCESSION À LA DIGNITÉ ROYALE

La royauté personnelle de Vratislav I^{er}

Après la mort prématurée du duc Spytihněv II, Vratislav II (duc de 1061 à 1085, roi sous le nom de Vratislav I^{er} de 1085 à 1092) monta sur le trône conformément à l'ordre de succession édicté par Břetislav I^{er}, et « avec l'accord de tous les Bohémiens ». Sa préoccupation première fut de consolider son pouvoir interne sans se laisser distraire par la faiblesse de l'Empire au cours des années de régence de la minorité d'Henri IV. Comme il détenait le pouvoir à Olomouc, le sort

de la Moravie lui tenait particulièrement à cœur. Il partagea la province en deux parties, de part et d'autre de la Morava, confiant la région orientale, propice à la chasse et à la pêche, à son frère Otton, et la partie occidentale, avec les places fortes de Brno et Znojmo, « plus propre à l'agriculture en raison de la richesse de son sol », à son frère Conrad, « en raison de sa maîtrise de la langue allemande ». Lorsque le plus jeune frère, Jaromír, qui avait reçu une éducation religieuse en Allemagne et que son père destinait à l'archevêché de Prague, manifesta de façon imprévue des appétits de pouvoir, Vratislav l'obligea à entrer dans les ordres (3 mars 1061), ce qui conduisit Jaromír à se réfugier auprès de Boleslaw II, en Pologne. Peut-être en réaction à ce différend familial, mais sans doute aussi pour obtenir une plus grande autonomie pour l'Église de Moravie, Vratislav, de son propre chef et sans concertation préalable avec le pape et l'empereur, redonna vie au diocèse d'Olomouc déjà mentionné au x^e siècle, mais administré depuis Prague à partir de 1040, et il fit du moine Jean de Břenov son premier évêque.

Après la mort, le 9 décembre 1067, de Severus, évêque de Prague depuis 1030, et la nomination par le duc de l'Allemand Propst Lanzo, prieur de Litoměřice, la querelle de famille reprit. Jaromír, rappelé par ses autres frères, fit valoir ses prétentions et parvint à se faire élire évêque, le 15 juin 1068, soutenu par un parti noble qui menaçait d'abandonner le duc pour sanctionner l'arbitraire de ses décisions. Dès le mois suivant, Jaromír reçut d'Henri IV le bâton et l'anneau et fut sacré évêque par l'archevêque Siegfried de Mayence sous le nom de Gebhard. Il devint une personnalité dominante dans la politique bohémienne et bientôt allemande, ce qui en fit parfois le rival de ses frères. Dans la querelle des Investitures, il prit inconditionnellement le parti de l'empereur, et il remplaça le métropolitain de Mayence comme chancelier d'Henri IV, de 1077 à 1084. Il laissa également dans son pays natal une trace durable, avec la réorganisation de son évêché par Markus, doyen du chapitre de la cathédrale de Prague. Sa querelle avec Vratislav se poursuivit cependant, attisée par le transfert de la résidence ducale du Hradčany au Vyšehrad, où le duc créa un chapitre directement soumis à la curie pontificale. Le dédommagement réclamé par Prague à la suite de la création de l'évêché morave suscita des discussions qu'envenima une attaque de Gebhard-Jaromír contre Jean d'Olomouc, et qui remontèrent jusqu'à la Curie après 1072. Elles entraînèrent la suspension temporaire de l'évêque de Prague par le pape Grégoire VII (1073-1085), avant de s'achever enfin en 1075 par un compromis. Lorsque le conflit reprit en 1085, les deux évêchés furent réunifiés avec l'accord pontifical, qui ne se maintint que jusqu'en 1091/1092. Par la suite, l'autonomie ecclésiastique de l'évêché d'Olomouc ne fut plus jamais remise en cause ; ses titulaires

élus à Prague étaient entièrement soumis au pouvoir des Přemyslides. En dépit de ces querelles, Vratislav n'envisagea jamais d'embrasser totalement le parti du pape dans la querelles des Investitures ; bien au contraire, il fut considéré comme le soutien le plus solide, voire le vassal le plus fidèle, d'Henri IV. Ainsi s'explique sans doute l'échec des efforts de Vratislav pour obtenir de la Curie un archevêché bohémien et pour substituer à l'influence germano-impériale le rite slavon qui aurait répondu à ses idées de réforme dans le sens d'une Église nationale.

La collaboration étroite avec Henri IV s'avéra fructueuse pour Vratislav, car la Pologne de Bolesław II cherchait à nouveau à empiéter sur les territoires bohémiens. De nombreux incidents de frontière déclenchèrent de chaque côté des préparatifs de guerre, que l'empereur s'efforça de désamorcer à Meissen par un arbitrage entre les deux beaux-frères. Bolesław ayant malgré tout envahi la Bohême en 1073, Henri IV déclara la guerre d'Empire à la Pologne, mais il ne put passer aux actes car une insurrection des Saxons le mit en péril. Vratislav II rejoignit cependant le parti d'Henri, lui-même extrêmement menacé par la coalition supérieure en nombre des partisans de Grégoire VII et des princes allemands. Il mit à sa disposition, outre l'argent bohémien, des troupes qui intervinrent dans toutes les batailles décisives : Homburg a.d. Unstrut en 1075 ; Meissen en 1075 et 1076 ; campagnes de Souabe en 1077 et 1078 ; intervention en Saxe en 1079, en Thuringe et en Saxe en 1080, en Pologne en 1081 ; campagne contre Meissen et la Saxe en 1087. La récompense d'Henri IV ne se fit pas attendre : après la Lusace en 1075, Vratislav obtint la marche de Meissen en 1076, qu'il ne put toutefois conserver longtemps, non plus que la marche orientale bavaroise, qu'il contrôla brièvement après sa victoire sur le margrave Luitpold de Babenberg, le 12 mai 1082, à la bataille de Mailberg. Les Bohémiens y acquirent la réputation d'être les plus audacieux, les plus sauvages et les plus pillards des soldats. En remerciement pour cet engagement et ce soutien sans réserve, qui avait coûté à la Bohême des sacrifices matériels importants et de lourdes pertes humaines, l'empereur Henri, au synode de Mayence au début de mai 1085, « en présence et avec l'accord de tous les grands qui y étaient rassemblés », posa la couronne royale sur le chef de Vratislav et l'autorisa à porter désormais le titre de « roi de Bohême et de Pologne ». Le 15 juin, Vratislav fut solennellement oint à Prague par Egilbert, archevêque de Trèves, sans attendre l'accord du pape. Cette accession purement personnelle de Vratislav au titre de roi n'avait en rien modifié les relations de la Bohême et de son souverain avec l'Empire allemand, même si le prestige du prince et de son pays s'en trouvait accru ; la seule question encore en suspens concernait le maintien du tribut.

Même si l'on signale encore la participation de soldats bohémiens aux campagnes contre la marche de Meissen en 1087/1088, les relations entre l'empereur Henri IV, au sommet de sa puissance après la mort de l'antiroi Hermann en 1088, et son vassal bohémien semblent s'être ensuite peu à peu refroidies. Des problèmes internes amenèrent Vratislav à se consacrer davantage à la consolidation de son pouvoir sur son domaine de souveraineté. Le conflit déclenché en 1086 par la succession de la province d'Olomouc précipita Vratislav dans un conflit avec son plus jeune frère, Conrad, soutenu par Břetislav, son propre fils. Avant que les combats ne prennent de l'ampleur, Břetislav se soumit toutefois à son père en 1091, mais, devant la méfiance de ses partisans, il s'exila à Banov en Hongrie, près de la forteresse de Trenčín, avec plus de deux mille hommes – car, selon Cosmas, un prince sans guerriers ne mérite pas le titre de prince.

Les troubles internes

Avec l'accord des *maiores natu* et des *comites*, Vratislav choisit son frère Conrad pour lui succéder à la place de son fils, mais neuf mois après sa mort, survenue le 6 septembre 1092, Conrad mourut à son tour. Alors seulement Břetislav II (1092-1100) fut rappelé de son exil hongrois et porté sur le trône « par tous les comtes et seigneurs selon l'usage du pays ». S'appuyant sur une politique matrimoniale habile, déjà amorcée par son père, le nouveau duc chercha à renforcer une position affaiblie par les querelles familiales autour des provinces moraves. Il épousa Luitgarde von Bogen, dont la famille poursuivait une politique de colonisation ambitieuse aux frontières de la Bavière et de la Bohême ; sa sœur Judith épousa le duc de Pologne, Władysław I^{er} Hermann ; ses frères Bořivoj, Helbirg de Babenberg, Vladislav, Richsa von Berg, et Soběslav, Adélaïde de Hongrie. La plus jeune sœur fut mariée à Wiprecht von Groitzsch, compagnon d'Henri IV, qui avait établi sa souveraineté sur un vaste territoire à la frontière nord de la Bohême entre Pleisse et Mulde.

Břetislav II, décrit par Cosmas, à l'inverse de son père, comme un souverain, un chef d'armée et un chrétien dévot, partit en campagne contre la Pologne en 1093, contraignant au passage la Silésie à lui verser le tribut qu'elle lui devait depuis deux ans, et il confirma sa prétention en nommant porte-épée un des fils du duc de Pologne, auquel il octroya le comté de Glatz. Vers 1097, les dissensions s'accrurent avec son cousin Udalrich de Brno, prétendant à la succession en tant qu'aîné de la famille. Prétextant l'investiture du nouvel évêque de Prague Hermann à Ratisbonne, Břetislav se rendit auprès de l'empereur Henri IV pour assurer la succession de son beau-frère Bořivoj. Fort de l'appui impérial, le duc chassa ensuite ses cousins

de Moravie occidentale, mais il fut assassiné le 22 décembre 1100 par un partisan des Vršovice qu'il avait exilé en Pologne.

Au cours des vingt-cinq années qui suivirent, quatre ducs se disputèrent le pouvoir, provoquant de grands désordres intérieurs qui nuisirent non seulement aux Přemyslides eux-mêmes mais aussi à l'ensemble de la population, et causèrent des dommages considérables dans le pays. Le conflit éclata autour de la succession, les différents prétendants invoquant les principes contradictoires de la primogéniture et du séniorat. Investi au début de 1101 à Ratisbonne par Henri IV, Bořivoj attaqua Udalrich, revenu en Moravie, et le défit près de Malin, en août 1101, sans pour autant parvenir à occuper les provinces de Moravie occidentale. L'ambitieux Svatopluk d'Olomouc utilisa le mécontentement croissant soulevé par le jeune duc pour s'entendre avec les souverains de Pologne et de Hongrie, parvenant même à rallier à sa cause le plus jeune frère de Bořivoj, Vladislav, et plusieurs nobles bohémiens, avec l'aide desquels il détrôna le duc légitime en mai 1107, avant de prendre lui-même le pouvoir. Bořivoj rejoignit la cour du roi Henri V (1106-1125) en passant par la Pologne et la Saxe, et il lui demanda, pour reconquérir son trône, « des quantités considérables d'or et d'argent ». Svatopluk fut cité devant le tribunal impérial à Merseburg et emprisonné pendant quelque temps. Bořivoj, son rival, ne parvint pas à pénétrer en Bohême et dut chercher asile en Pologne. Henri renvoya alors l'usurpateur en Bohême avec une amende d'au moins cinq mille marks d'argent. Églises, cloîtres et particuliers ne parvinrent pas à rassembler la somme requise, que le roi finit par réduire. Les relations du roi avec son vassal bohémien finirent par s'améliorer, et ce dernier participa, avec une armée amoindrie, à une attaque contre la Hongrie. Une campagne de Bořivoj II, soutenue par la Pologne et entreprise avec l'accord des Vršovice, contraignit Svatopluk à rentrer précipitamment à Prague. Résolu à venir définitivement à bout de cette puissante famille, qui s'était si souvent immiscée dans les affaires des Přemyslides, Svatopluk la mit en accusation devant l'ensemble des *proceres* à la fin d'octobre 1108 et en fit exécuter tous les membres dont il put s'emparer. Ainsi fut anéantie, après les Slavníkides, une deuxième vieille famille noble qui avait exercé une influence considérable au XI^e siècle et s'était trouvée à plusieurs reprises à la tête des opposants au duc régnant.

Svatopluk ne put jouir longtemps de sa victoire. Dès novembre 1108, il perdit un œil au cours d'une nouvelle campagne contre le roi Coloman de Hongrie et dut interrompre son entreprise ; il rapporta toutefois un butin important d'une attaque menée en février 1109 en Slovaquie occidentale et méridionale. Mais il participa, à l'été de cette même année, à la campagne d'Henri V contre la Polo-

gne et y fut assassiné à son tour, le 21 septembre 1109, devant Glogów, par un partisan des Vršovice qu'il venait d'éliminer. Son frère Otton II bénéficiait de l'accord du roi Henri V pour lui succéder, mais c'est un autre fils de Břetislav II, Vladislav I^{er} (1109-1125), qui s'imposa à Prague. Cependant, de son exil politique, l'ancien duc Bořivoj, frère survivant du duc défunt, fit valoir ses prétentions, encouragé par son beau-frère Wiprecht von Groitzsch et par un parti de nobles bohémiens. Il parvint à s'emparer de Prague et du château du Vyšehrad en l'absence de Vladislav, parti rencontrer Henri V à Ratisbonne. Le roi allemand intervint alors, bannit Bořivoj au château de Hammerstein, sur le Rhin, et installa Vladislav sur le trône de Prague. Cependant, lorsque le duc mit en place un tribunal contre ses opposants réels et supposés, un autre frère, Soběslav, envahit la Bohême à l'automne 1110 avec le soutien des Polonais et lui infligea une sévère défaite. Se contentant d'une souveraineté partielle au nord-ouest de la Bohême, dans la région de la Saaz, Soběslav regagna la Pologne où, en 1115, le duc Bolesław III « Bouche Torse » entreprit de réconcilier les Přemyslides déchirés et parvint du moins à faire confier à son protégé la province ravagée de Moravie occidentale, ainsi qu'à réconcilier Vladislav et son cousin Otton II, qu'il avait retenu prisonnier pendant plusieurs années.

Le duc Vladislav défit les Hongrois en 1116 au bord de l'Olsava après une vaine tentative de compromis, et entreprit une razzia fructueuse, l'année suivante, dans les territoires frontaliers de la Hongrie occidentale en compagnie du margrave Léopold III. Sa position intérieure, toutefois, semble avoir été tellement précaire qu'il dut accepter le retour de son frère aîné Bořivoj et se contenter de régner sur les territoires au nord de l'Elbe. Pourtant, son contemporain Cosmas de Prague, sinon étonnamment muet sur ce point, note la nouvelle chute, le 16 août 1120, de Bořivoj qui, quatre ans plus tard, mourut en exil en Hongrie. Une autre tentative pour reprendre pied durablement dans la marche de Meissen, pour son propre compte, ou pour celui de son beau-frère Wiprecht von Groitzsch, fut jugulée en 1124 par le duc de Saxe Lothaire de Supplinburg, qui, par l'intermédiaire d'Henri V, se lança dans une nouvelle – et vaine – tentative pour réconcilier Vladislav et Soběslav. Le duc, déjà affaibli par la maladie, était prêt à des concessions afin d'éviter de nouvelles dissensions autour de sa succession, lorsque sa mort, le 12 avril 1125, empêcha ce compromis tardif.

*La consolidation de l'État et la réforme de l'Église
sous Soběslav I^{er}*

Sous la pression de sa vieille mère, Svatava, et de l'évêque Otton de Bamberg, Vladislav, sur son lit de mort, désigna comme successeur son frère Soběslav, qui monta effectivement sur le trône. Le second prétendant, Otton II de Moravie, qui en contrôlait toutes les provinces à l'exception de celle de Znojmo, fit appel au nouveau roi allemand Lothaire (1125-1137) qui, en dépit des rigueurs de l'hiver, entra en Bohême en février 1126, mais subit une défaite cuisante à Kulm. Le roi, fait prisonnier, dut accepter la paix négociée par Henrich von Groitzsch et donner la Bohême en fief à Soběslav (1125-1140), ce qui ne fut pas une grande concession, son protégé Otton II étant tombé au combat à Kulm. Dans les nombreuses diètes qui suivirent, Soběslav se montra un partisan fidèle du roi, qu'il soutint activement contre les Staufen. Il ne put tout d'abord stabiliser sa position dans les pays bohémiens, car son neveu Břetislav, fils du duc du même nom assassiné en 1100, fit valoir ses droits avec le soutien des princes moraves Conrad de Znojmo et Vratislav de Brno, et peut-être même aussi avec l'accord de nobles rassemblés autour de l'évêque de Prague Meinhard. La conspiration qu'il avait ourdie avec ses partisans fut découverte en juin 1130, ce qui permit à Soběslav d'éliminer ses adversaires dans le sang et de faire aveugler son rival Břetislav.

Soběslav sut utiliser, pour ses entreprises de politique extérieure, la sympathie, voire les sentiments paternels qu'il inspirait au roi Lothaire. En 1129, des troupes bohémiennes participèrent aux luttes menées par le roi Étienne II de Hongrie contre Jean II Comnène de Byzance ; en 1132, Soběslav prit le parti du roi aveugle Béla II dans des dissensions internes à la Hongrie ; le duc de Pologne ayant pris parti pour l'autre camp dans cette affaire, Soběslav entreprit quatre campagnes de représailles contre la Pologne dans le but – mais en vain – de faire annuler la renonciation à la Silésie, arrachée par Bolesław III pendant la crise intérieure bohémienne en 1114, et le tribut polonais, payé de façon irrégulière et partielle. À la diète de Merseburg, le roi Lothaire ordonna le 15 août 1135 une trêve qui aboutit à la paix de Glatz. Signée à la Pentecôte 1137, elle fixa de façon durable et claire la frontière entre la Pologne et la Bohême. Soběslav estima cependant plus prudent de renforcer certaines places fortes frontalières telles que Görlitz et Glatz.

Après la mort de Lothaire, le 4 décembre 1137, Soběslav se rangea immédiatement du côté de son ancien adversaire Conrad III de Hohenstaufen (1138-1152), notamment pour garantir les droits de son successeur en renonçant au principe du seniorat. Sans se laisser impressionner par le procès de 1130, son neveu Vladislav, fils du duc du

même nom, avait affirmé ses prétentions au trône de Bohême. Du coup, à la diète impériale de Bamberg en mai 1138, en présence des grands de Bohême, Soběslav demanda à l'empereur de désigner son fils Vladislav comme successeur ; à son retour, à la fin juin, il sollicita l'approbation de toute la noblesse bohémienne rassemblée à Sadská ; elle fut contrainte sous serment d'accepter Vladislav comme héritier du trône. Après la mort de Soběslav, le 14 février 1140, ce fut pourtant le prince du seniorat qui triompha une fois encore, et avec lui son neveu Vladislav II (duc de 1140 à 1158, roi de 1158 à 1173), investi comme duc dès le mois d'avril à la diète de Bamberg par l'empereur Conrad III, parjure lui aussi.

Les derniers ducs avaient été des modèles de dévotion religieuse et de fidélité au Saint-Siège, pour reprendre les termes du pape Grégoire VII à propos de Vratislav II, qui fut l'allié fidèle d'Henri IV. Si Cosmas relate encore à la fin du XI^e siècle des exemples d'adoration d'arbres et de bois, d'offrandes aux sources et de magie noire, de sacrifices d'animaux et de rites funéraires païens, contre lesquels seul Břetislav II commença à intervenir activement, le culte des reliques et des saints était largement répandu dans le pays et s'appuyait sur les martyrs Ludmila, Venceslas et Adalbert-Vojtěch. À côté de collégiales richement dotées (Litoměřice en 1057, par Sptyhněv, le chapitre exempt des chanoines du Vyšehrad par Vratislav, Mělník par Břetislav II, Sadská par Bořivoj vers 1117), sept autres monastères de bénédictins furent fondés jusqu'en 1137 (vers 1050 Gross-Raigern, en 1078 Hradiště, près d'Olomouc, en 1086/1087 Opatovice sur l'Elbe, en 1101 Třebíč [Trebitsch], en 1115 Kladruby [Kladrau], vers 1120 Postelberg près de Louny [Laun], avant 1131 Wilimov près de Čáslav [Tschaslau]), qui contribuèrent de façon non négligeable à consolider le christianisme dans le pays. Les règles rigoureuses de la vie monastique importées de Cluny par les moines de Hirsau et Zwiefalten ne s'enracinèrent qu'avec difficulté. En dépit des mesures prises par Jaromír-Gebhard, évêque de Prague, pour relever le niveau spirituel, intellectuel et moral de son clergé, le strict respect du célibat, point essentiel de la réforme grégorienne, ne commença à être véritablement pratiqué qu'au XII^e siècle ; mais l'interdiction de l'investiture par des laïcs ne fut pas respectée par les princes bohémiens. Ceux-ci continuèrent, même après le concordat de Worms en 1122, à présenter selon l'ancienne tradition leurs candidats – choisis avec l'assentiment des nobles, mais selon leur bon vouloir – au roi d'Allemagne pour qu'il procède à leur investiture et leur remette le bâton et l'anneau. La Bohême était plutôt demeurée en dehors de la querelle des Investitures, et les princes avaient toujours réussi à déjouer toutes les tentatives visant à limiter leur autonomie religieuse ; aussi les nouvelles idées et prescriptions ne s'y répandirent-elles que lentement.

Les chroniques évoquent parfois le pèlerinage en Terre Sainte de certains chevaliers et religieux, mais seule la deuxième croisade (1147-1149) connut une forte participation bohémienne sous la conduite du duc Vladislav II.

C'est surtout l'évêque d'Olomouc Henri Zdík (1126-1150) qui, poussé par le duc Soběslav, s'attacha à diffuser l'esprit de la réforme ecclésiastique. En instituant un archidiaconat soumis directement à l'évêque, il créa les conditions d'une administration ecclésiastique et d'une surveillance spirituelle et morale de l'ensemble du clergé par l'épiscopat. L'institution d'un inventaire de l'ensemble des biens du clergé traduit son souci de l'indépendance matérielle de l'Église. Il fit deux fois le pèlerinage en Terre Sainte et accomplit une mission infructueuse chez les Borusses, avant d'entrer dans les ordres et d'adopter le vêtement et la vie ascétiques des moines, tout en continuant à remplir ses fonctions épiscopales et à suivre de plus près encore le cours de la politique. On lui doit la fondation, en 1140, du couvent des augustins de Strahov, à Prague, bientôt repris par une communauté de prémontrés venus de Steinfeld, dans l'Eifel. Dans les années qui suivirent, les prémontrés connurent un développement rapide en s'installant dans cinq monastères (Seelau, fondé en 1144 par les bénédictins et repris en 1149 par les prémontrés, Doxan, en 1144/1145, Sacer Campus près de Hohenbruck, Litomyšl et Launowitz, tous deux vers 1150), tandis que les cisterciens commençaient à s'installer eux aussi, à Sedletz (Zedlitz) près de Kutná Hora en 1142/1143, Plass en 1144/1145 et Nepomuk, à côté de Plzeň, en 1144/1145. L'écho de ce renouveau religieux dans les pays bohémiens se traduisit par des fondations privées de monastères, par la participation à la croisade des Wendes de 1147 et plus encore à la deuxième croisade de Conrad III. Il témoigne de la force et de la diffusion de l'idée de *civitas Dei*. La résistance du clergé séculier à la radicalisation des règles sur le célibat et à la surveillance de l'Église entraîna un grand nombre de suspensions et d'excommunications, mais aussi de plaintes à cause des conséquences sociales et juridiques de ces mesures pour les clercs et leur famille ; elle montre bien les difficultés rencontrées pour imposer la stricte discipline ecclésiastique et le respect des prescriptions canoniques face à la pratique dominante.

*Vladislav I^{er} et la transformation
de la Bohême en royaume*

Vladislav monta sur le trône avec le soutien de la noblesse, mais il se heurta lui aussi aux autres prétendants de sa propre famille. Ses parents moraves, Conrad de Znojmo, Vratislav de Brno et Otton d'Olomouc, soutinrent l'opposition dirigée par Načerát, un puissant

noble bohémien. Les membres de cette opposition furent excommuniés par l'évêque d'Olomouc, Henri Zdík, qui, du coup, fut chassé de son diocèse. Victime d'une trahison dans ses rangs, le duc Vladislav II fut vaincu le 25 avril 1142 au mont Vysoha près de Čáslav, et les rebelles purent mettre le siège devant Prague ; moyennant une forte somme d'argent, le roi Conrad se porta au secours de son beau-frère Vladislav et chassa les assiégeants. Après le sac de la Moravie par Vladislav II au printemps 1143, le cardinal légat Guido obtint une brève et superficielle réconciliation au sein de la famille ducale, puis avec la noblesse. Dès 1144, les incidents reprirent en Moravie ; une attaque contre l'évêque Henri Zdík, resté fidèle au duc, déclencha de nouveaux combats, qui s'achevèrent en 1146 avec la défaite de Conrad de Znojmo et permirent à Vladislav II de pacifier la Moravie à sa façon. En 1144, sur le conseil de Conrad III, il avait concédé à son fidèle évêque une large immunité qui lui permit de soustraire à la tutelle des princes les biens d'Église et leurs sujets, libérant ceux-ci des taxes et des corvées pour les soumettre directement à l'évêque dans tous les domaines ; ce dernier disposait même du privilège de battre monnaie. L'installation, activement encouragée par le duc, d'ordres réformés administrés par des maisons mères allemandes servit certes des buts religieux, mais elle permit aussi de réduire l'influence croissante de la noblesse et d'encourager la colonisation intérieure.

Désirant soutenir son beau-frère Henri Jasomirgott de Bavière dans son différend avec l'évêque Henri de Ratisbonne, et aider Władysław II, duc de Pologne, à reconquérir la Silésie dont il avait été déposé, Vladislav II se rapprocha plus encore de Conrad III et l'accompagna jusqu'à Nicée, au cours de la deuxième croisade, avec une importante armée venue des pays de Bohême. Sur le chemin du retour, il s'arrêta chez l'empereur Manuel à Byzance, où il établit des contacts avec la maison princière de Kiev. En 1152, la montée sur le trône impérial de Frédéric Barberousse (1152-1190) fut source de tensions, Vladislav se refusant à assister à la diète impériale convoquée par le nouvel empereur à Merseburg. De ce fait, le nouvel empereur écouta d'une oreille bienveillante la requête d'Udalrich, un des fils du duc Soběslav I^{er}, qui lui réclama l'héritage paternel en Bohême en échange d'une importante somme d'argent. Seule l'influence modératrice de l'évêque Daniel de Prague permit de ne pas exacerber ce différend. Après son mariage en 1153 avec Judith de Thuringe, également alliée à la famille de Frédéric, Vladislav se rapprocha du nouvel empereur, qui trouva au début de juin 1156 une solution pacifique acceptable par le duc dans le conflit austro-bavarois (*Privilegium minus*). Pendant les noces de l'empereur et de Béatrice de Bourgogne, à Wurzburg, un traité secret fut conclu, qui accordait à Vladislav la couronne royale

moyennant son soutien dans la campagne projetée contre Milan, et lui octroyant la place forte de Bautzen. La nouvelle alliance fut scellée à la diète impériale de Ratisbonne en septembre 1156, et, à la fin de l'été 1157, Vladislav participa aux côtés de Władysław II de Silésie à la guerre de Pologne. Il y joua un rôle important dans la défaite du *senior* polonais Bolesław IV.

Vladislav ayant prouvé sa détermination en envoyant des troupes nombreuses lors de la deuxième campagne d'Italie contre les villes lombardes, l'empereur le couronna roi le 11 janvier 1158 à la diète de Ratisbonne, érigea la Bohême en royaume et confirma l'obligation des ducs polonais de payer tribut pour la Silésie. Le souverain de Bohême, nommé pour la première fois échanson en 1114 et donc désormais détenteur d'une charge héréditaire, devint ainsi prince d'Empire et reçut, par la charte de couronnement du 18 janvier, le droit de recevoir, aux grands jours de fête, la couronne du sacre (*circulus aureus*) des mains des évêques de Prague et d'Olomouc. Par la suite, Vladislav se désigna toujours comme *rex Boemorum* et fit célébrer une nouvelle « cérémonie de couronnement » devant Milan le 8 septembre 1158, mais le pape, n'y ayant pas été associé, refusa de donner son approbation à cette élévation du prince et de son pays. L'acte de 1158, comme déjà le couronnement de Vratislav II en 1085, demeura limité à la personne de Vladislav II (I^{er} en tant que roi), et ne permit pas la transmission automatique de la couronne à ses successeurs, alors même que l'empereur Frédéric avait octroyé aux futurs souverains des pays bohémiens le privilège de porter le *circulus aureus*.

Le fait de tenir sa promesse de prêter main-forte à la deuxième croisade posa quelques problèmes à Vladislav dans ses relations avec la noblesse. Seule la perspective d'une rémunération conséquente rassembla un nombre suffisant de guerriers qui contribuèrent ensuite avec une grande bravoure à la victoire de l'empereur à Milan, mais en retirèrent également une réputation d'abominables pillards. En 1161, 1162 et 1167, des contingents bohémiens participèrent aux autres campagnes impériales en Italie. Vladislav mit rapidement fin aux querelles de succession dans la principauté d'Olomouc en emprisonnant son cousin Soběslav, rentré de son exil polonais, et en octroyant cette riche province à son fils aîné Frédéric. En 1163, il intervint en Hongrie pour soutenir son parent Étienne III et lui conserver son trône, menacé par une opposition soutenue par l'empereur de Byzance ; en 1164 on célébra même les fiançailles de sa petite-fille Hélène, âgée de six ans, avec le fils de l'empereur Manuel, Pierre Comnène. Des guerriers bohémiens intervinrent aussi dans la guerre civile de Tübingen en 1166, et lors de la prise de Rome en 1167. Mais la même année vit la mort de l'évêque Daniel, conseiller de l'empe-

reur Frédéric, et les relations entre l'empereur et le roi de Bohême commencèrent à se tendre. Des différends d'ordre ecclésiastique contribuèrent peut-être à cette dégradation, car tout le clergé bohémien ainsi que le fils de Vladislav, Adalbert, évêque de Salzbourg depuis 1168, avaient embrassé le parti de l'adversaire du pape Alexandre III, bien que l'empereur Barberousse fût intervenu énergiquement contre eux en les déposant. Vladislav participa bien encore à la deuxième campagne de l'empereur en Pologne, mais il avait perdu la confiance de Frédéric I^{er} depuis qu'il avait apporté son appui à son fils chassé de Salzbourg.

Déçu et épuisé, Vladislav abdiqua à la hâte en 1173 en faveur de son fils Frédéric, sans chercher l'approbation d'une noblesse trop sûre d'elle et au mépris de l'ordre de succession prescrit par le séniorat. La rébellion des nobles qui s'ensuivit fut pour Frédéric Barberousse l'occasion rêvée d'intervenir en Bohême sous prétexte d'y consolider sa position et de venir à bout du même coup de l'opposition alexandrine. Une fois de plus, le prétendant était Udalrich, qui depuis des années attendait son heure dans l'entourage impérial et bénéficiait de quelques appuis en Bohême, tel celui de son frère Soběslav, en prison depuis 1161. En septembre 1173, à la diète de Hermsdorf, Frédéric déposa son filleul le duc du même nom, pour avoir reçu le pouvoir sans l'accord de la noblesse assemblée, et non pas des mains de l'empereur mais de son seul père. Il nomma Udalrich, qui renonça immédiatement au trône en faveur de son frère aîné Soběslav II, désormais libre. Vladislav ne survécut pas longtemps à cette humiliation et mourut le 18 janvier 1174 en Thuringe. Tout au long de son règne, dépeint avec sensibilité par Adalbert Stifter dans son roman *Witiko*, il avait pourtant donné à son royaume de belles perspectives d'avenir, et l'appréciation positive des chroniques de l'époque se retrouve à juste titre chez les historiens d'aujourd'hui

Le renforcement de l'intégration dans les pays de l'Empire

Soběslav II (1173-1178) se contenta de gouverner le pays en *dux Boemiae*. Udalrich, qui avait reçu la principauté d'Olomouc après son abdication, dut accompagner l'empereur dans sa cinquième campagne italienne en remerciement de l'intervention impériale, mais il ne s'y distingua pas particulièrement. Les premiers signes de la mauvaise humeur impériale se manifestèrent lorsque certains soldats quittèrent le champ de bataille de leur propre chef après l'échec du siège d'Alessandria. Cette irritation s'accrut après les incidents frontaliers de 1175 avec l'Autriche, quand une armée conduite par le duc Soběslav et Conrad-Otton de Znojmo ravagea le pays au nord du Danube à l'été 1176. Des églises et des monastères ayant été attaqués, le pape Alexan-

dre III excommunia le duc, qui s'attira une défaveur impériale plus grande encore en capturant et en livrant au roi Béla III le prétendant hongrois qui traversait la Bohême pour se rendre auprès de l'empereur. Il en fut de même lorsque le duc fit emprisonner son frère Udalrich et tenta d'éliminer son ancien allié Conrad-Otton de Znojmo. Réconcilié avec le pape Alexandre à la paix de Venise, l'empereur soutint désormais l'ancien duc Frédéric, qu'il avait lui-même déposé, contre Soběslav II, abandonné par sa noblesse et également attaqué par le duc Léopold d'Autriche. L'ex-duc Frédéric parvint à prendre Prague ; il se rendit dans l'Empire en décembre 1178 pour y être investi. Soběslav concentra alors une fois de plus toutes ses forces pour essayer, en vain, de reprendre Prague ou, du moins, de s'emparer de Frédéric, revenu en hâte. Malgré une première victoire près de Beroun, le 23 janvier 1179, Soběslav dut s'incliner devant les forces de Frédéric, augmentées de celles de Conrad-Otton de Znojmo. Après un long siège dans Skala, Soběslav parvint à s'échapper, mais il mourut dès le 29 janvier 1180, « quelque part en pays étranger », comme le dit laconiquement la chronique.

Pendant son règne mouvementé, Soběslav s'intéressa sans doute beaucoup au commerce, à l'artisanat et à la consolidation du statut juridique des étrangers vivant à Prague, car en 1174/1178, comme déjà avant lui Vratislav II, il accorda aux Juifs, aux Latins et surtout aux Allemands un privilège autorisant les commerçants allemands vivant au pied du château à s'administrer eux-mêmes selon leurs propres règles. Si autrefois les Allemands se trouvaient surtout à la cour et dans la hiérarchie ecclésiastique, d'autres, issus des classes moyennes et inférieures, peut-être précurseurs de la colonisation de l'Est qui allait s'amorcer, s'étaient installés à Prague et sans doute aussi sur les lieux de marchés et à la campagne, dans le cadre de la colonisation des zones de défrichement. Bien que le privilège de Soběslav distinguât clairement les Allemands des Bohémiens, il ne s'y trouvait aucun élément de rejet sur des bases nationales ou ethniques. En revanche, une exclusion croissante frappait les commerçants juifs qui fréquentaient régulièrement les pays bohémiens depuis la fin du IX^e siècle (ordonnance douanière de Raffelstetten, vers 904), mais qui durent attendre le courant du XI^e siècle pour avoir le droit de résider à Prague, où ils fondèrent une communauté au plus tard en 1091. Une croisade était passée par Prague en 1096, procédant à des baptêmes forcés et tuant les contradicteurs. La situation des Juifs s'était dégradée au point que beaucoup cherchaient à s'enfuir, ce que le duc interdit pour des raisons économiques. Même si quelques Juifs parvenaient à titre individuel à des positions influentes, les ducs s'entendaient à exploiter le besoin de protection de la communauté juive et à la gruger financièrement lorsqu'elle était en détresse. Aucune tendance ouvertement

discriminatoire ne s'exprimait encore ouvertement au XII^e siècle, puisque dans le *Privilegium Sobieslaum*, le témoignage des Juifs se voit reconnaître la même position juridique que celui des Allemands et des Latins.

La seconde période du règne du duc Frédéric (1178-1189) n'apporta pas aux pays bohémiens l'apaisement intérieur dont ils avaient besoin. Le soutien et l'investiture par l'empereur coûtèrent au duc une somme importante qu'il ne put rassembler qu'au moyen d'un lourd impôt exceptionnel, ce qui suscita l'opposition d'une noblesse toujours arrogante. Irrité de l'influence politique excessive de la duchesse Elisabeth, issue de la maison des Árpáds, Frédéric fut chassé de Prague par sa propre noblesse et Conrad-Otton de Znojmo fut proclamé à sa place duc de toute la Bohême. L'empereur convoqua toutes les parties le 29 septembre à Ratisbonne, rétablit Frédéric sur le trône de Bohême, mais il fit de la Moravie un margraviat indépendant rattaché directement à l'Empire et désigna Conrad-Otton comme prince d'Empire allemand de cet ancien pays bohémien. La conscience d'un pays morave (*terra, regia ou provincia Moraviae*) déjà développée sous une souveraineté bohémienne, exercée au demeurant de façon très limitée, a certainement favorisé cette séparation et ce rattachement direct à l'Empire. L'évêché d'Olomouc reçut en 1144 le privilège de l'immunité qui lui conférait une position particulière sur le plan ecclésiastique, et, en 1184, Conrad-Otton créa de sa propre initiative un nouvel évêché, qu'il fit ensuite confirmer par l'empereur ; ces deux faits renforcèrent le développement autonome de la Moravie et son incorporation directe dans les pays de l'Empire.

La poursuite du conflit au sein de la maison des Přemyslides permit à l'empereur Frédéric de maintenir étroitement le duché de Bohême dans l'Empire et de placer le diocèse de Prague dans l'orbite de l'Église d'Empire. En 1184, Venceslas, le plus jeune fils de Soběslav I^{er}, alors prince d'Olomouc, tenta de s'emparer de Prague par la force, mais il fut repoussé. Ce succès encouragea le duc Frédéric à confier une armée à son plus jeune frère Přemysl Otakar, afin de chasser le nouveau margrave Conrad-Otton de Moravie et d'imposer la réunification des pays bohémiens. Profitant de l'absence de l'empereur, alors en Italie, les Bohémiens dévastèrent la province de Znojmo et battirent nettement Conrad-Otton le 10 décembre 1185 à Lodenitz, près de Mährisch-Kromau, mais sans pouvoir confirmer cette victoire par la prise de Brno.

Dans le village de Knin près de Dobříš, devant les princes přemyslides, le margrave Conrad-Otton dut à nouveau reconnaître la souveraineté de la Bohême sur la Moravie, nonobstant le rattachement direct de cette dernière à l'Empire. L'évêque de Prague Henri-Břetislav, cousin du duc, déplora alors auprès de l'empereur la violation des

biens d'Église par un duc Frédéric désormais plein d'assurance. L'empereur saisit cette occasion pour élever l'évêque de Prague au rang de prince d'Empire et enlever au duc la quasi-totalité des biens du diocèse de Prague. En même temps, Barberousse rappela que l'empereur romain germanique était seul habilité à investir les évêques de Prague et Olomouc. Cette immixtion dans les affaires intérieures de la Bohême, que les contemporains considèrent comme une humiliation publique, affaiblissait une fois de plus la souveraineté du duc de Prague. Après le détachement de la Moravie et des biens d'Église en Bohême, il pouvait redouter de ne pouvoir empêcher l'intégration complète de ses possessions dans l'Empire et l'alignement des pays bohémiens sur les autres territoires d'Empire.

Après la mort du duc Frédéric le 25 mars 1189, le margrave Conrad-Otton n'eut aucun mal à se faire élire duc de Bohême avec l'appui de la noblesse. Dès le mois de mai, il reçut de l'empereur son investiture formelle. Pour conserver le soutien de la noblesse, il promulgua les Statuts conradins, premier recueil écrit du droit coutumier bohémien, qui reconnaissait expressément les droits de propriété des nobles sur leurs biens propres et délimitait clairement l'étendue du contrôle ducal sur l'ensemble de leurs droits souverains. Dégagé de l'obligation de participer à la troisième croisade, au cours de laquelle mourut Frédéric Barberousse, Conrad-Otton dut cependant participer à la campagne italienne de l'empereur Henri VI (1190-1197) ; la peste l'emporta dès septembre 1191, au siège de Naples.

Quatre Přemyslides se portèrent immédiatement candidats à la succession de ce prince réputé « droit, sage et fort cultivé ». Venceslas, le premier à se déclarer, échoua devant l'opposition conjuguée des autres prétendants. Par l'intermédiaire de l'évêque de Prague Henri-Břetislav, l'empereur accepta, moyennant six mille marks d'argent, de donner la Bohême en fief à Přemysl Otakar et la Moravie à son jeune frère Vladislav. Tous deux, en tant que fils du roi Vladislav I^{er}, étaient les prétendants les plus légitimes. Sans se préoccuper outre mesure de l'empereur, à qui il resta redevable de la somme promise, Přemysl Otakar I^{er} se joignit à l'opposition guelfe et saxonne, ce qui lui valut d'être déposé lorsque Henri VI et Richard Cœur de Lion se réconcilièrent. L'évêque Henri-Břetislav, qui avait vécu en demi-captivité à la cour impériale, reçut alors la Bohême en fief à Worms et entreprit la reconquête du pays en août 1193. La noblesse ayant abandonné Přemysl, le nouveau duc, qui n'avait pas renoncé à ses fonctions épiscopales, put s'installer à Prague avant Noël et, en mai-juin 1195, il chassa également Vladislav-Henri du margraviat de Moravie, qu'il divisa à nouveau en plusieurs provinces. Il y installa des princes přemyslides acquis à sa cause. Ainsi, en dépit de l'énergie déployée par l'empereur Frédéric Barberousse pour rattacher directement les

pays bohémiens à l'Empire, les trois pays (duché de Bohême, margraviat de Moravie et diocèse de Prague) se trouvaient de nouveau rassemblés dans une même main. La mauvaise volonté de la noblesse empêcha Henri-Břetislav de tenir la promesse faite à la diète impériale de Worms en décembre 1195 et de s'associer au projet de croisade de l'empereur Henri VI. Henri-Břetislav mourut à Cheb (Eger) le 15 juin 1197, après une longue maladie. Přemysl Otakar I^{er}, qui avait déjà tenté en vain de s'emparer de Prague, dut assister à l'installation sur le trône par la noblesse de son plus jeune frère Vladislav-Henri, le 22 juin. Un autre prétendant, Spytihněv de Brno, eut les yeux crevés. Le nouveau duc prit possession sans peine de l'évêché de Prague, et, sans tenir compte du droit du chapitre à participer à la nomination ni du privilège impérial de l'investiture, il y installa son chapelain Milico-Daniel, qui se heurta immédiatement à l'opposition du clergé séculier.

La Bohême devient un royaume héréditaire

Dans sa conquête du pouvoir, Přemysl Otakar I^{er} sut s'appuyer sur les conflits internes à la Bohême et, dans l'Empire, sur la rivalité qui surgit entre Philippe de Souabe (1198-1208) et le duc guelfe Otton de Brunswick (1198-1215) après la mort de l'empereur Henri VI. Évitant l'affrontement entre leurs armées qui campaient face à face, les deux frères parvinrent à s'entendre le 6 décembre 1197 pour confier la Bohême à l'aîné et dédommager le plus jeune, Vladislav-Henri, avec le margraviat de Moravie. Přemysl ayant immédiatement pris le parti des Staufens au sein de l'Empire, il obtint du roi Philippe, le 15 août 1198, non seulement son couronnement comme roi et la confirmation du caractère héréditaire de cette royauté pour ses descendants, mais aussi le droit d'investir les évêques. La persistance des combats dans l'Empire et la détermination de Přemysl Otakar I^{er} à exploiter cette instabilité pour élargir et affermir sa nouvelle dignité composèrent un contexte plus favorable que les tentatives précédentes des années 1085 et 1158 pour proclamer durablement la royauté dans les pays bohémiens.

Devant la confusion qui régnait dans l'Empire, où le pape Innocent III (1198-1216) commençait à soutenir le parti guelfe, Přemysl changea de camp en 1202. Cette décision, prise à la suite de mises en garde pontificales, était aussi motivée par le désir de faire reconnaître son deuxième mariage avec Constance de Hongrie, célébré en 1198/1199, après la répudiation de sa première épouse, Adèle de Meissen. Ayant fourni en gage de sa bonne volonté un contingent de soldats bohémiens pour lutter contre les Staufens, Přemysl fut couronné solennellement le 24 août 1203 à Merseburg par le légat Guido, qui lui accorda également le droit d'investiture. Il ne put cependant faire

aboutir sa requête d'ériger Prague en métropole autonome. La noblesse se mit en outre à lui reprocher de soutenir ouvertement un parti guelfe impopulaire en Bohême. Aussi, lorsque le roi Philippe envisagea de le détrôner pour le remplacer par le prince Théobald, petit-fils du duc Vladislav I^{er}, et que le Staufen commença effectivement à remporter des succès militaires sur le duc de Bohême, la paix fut conclue en 1204. Elle entraîna un nouveau renversement d'alliances. Ayant fait reconnaître sa nouvelle dignité royale, mais taxé d'une amende de sept mille marks d'argent et dépossédé d'une partie de la Bohême orientale (les districts de Čáslav, Chrudim et Vratislav) au profit de Théobald III, Přemysl se réconcilia avec Philippe. Les fiançailles de leurs deux enfants, Venceslas et Cunégonde de Souabe, scellèrent cette réconciliation.

L'assassinat du roi Philippe (le 12 juin 1208) par Otton de Wittelsbach amena cependant Přemysl Otakar I^{er} à rejoindre le camp d'Otton IV. Pourtant, lorsque Innocent III et le prince guelfe se brouillèrent en 1210, le roi de Bohême défendit l'élection du jeune Frédéric II, fils d'Henri VI, comme nouveau roi allemand. En représailles, Otton IV priva Přemysl de sa souveraineté sur la Bohême et lui substitua son fils Vratislav, qui, à la Pentecôte 1212, reçut formellement la Bohême en fief. Cet acte resta sans effet, car le 26 septembre, à Bâle, l'empereur Frédéric II (1211-1250) confirma expressément, par la bulle d'or de Sicile, la dignité royale et héréditaire de Přemysl, « eu égard à toutes les preuves éclatantes de sa fidélité [...] et parce que son roi Ottchar a choisi [Frédéric] comme empereur dès le début avec d'autres princes et de fait plutôt que d'autres ». Les Přemyslides reçurent « le royaume de Bohême libre, sans dédommagement en argent et sans les obligations habituelles envers la cour impériale », dans ses anciennes frontières. Ils furent simplement chargés, en cas d'élection d'un roi bohémien, de venir chercher les insignes impériaux pour les accompagner à Rome avec trois cents hommes armés, ou de verser un dédommagement de trois cents marks d'argent, ainsi que d'assister uniquement aux diètes siégeant à Bamberg, Nuremberg ou Merseburg. Le droit de désigner des évêques fut reconnu à nouveau expressément au roi de Bohême. Outre l'octroi à Přemysl Otakar I^{er} de territoires non bohémiens, Frédéric II entreprit également de fixer par écrit les droits des margraves de Moravie. Cette bulle d'or de 1212, qui garantissait solidement la position royale ainsi que la position personnelle de Přemysl Otakar I^{er}, mettait définitivement un terme aux efforts entrepris par Frédéric I^{er} pour intégrer directement les pays bohémiens à l'Empire et soumettre aussi l'organisation ecclésiastique à l'Église d'Empire par le biais du droit d'investiture. La situation juridique du royaume de Bohême (*regnum Boemiae*) vis-à-vis de l'Empire avait été fixée ainsi de façon précise et durable, sur la base

de la reconnaissance de l'indépendance interne des pays přemyslides, le roi allemand et empereur romain demeurant dans la procédure féodale le suzerain du roi de Bohême (*rex Boemorum*), qui recevait de lui son *regnum* en fief.

L'ascension de la noblesse

Les suites du duc et des prétendants prirent une importance croissante dans toutes les querelles dynastiques qui, à partir du milieu du XI^e siècle, firent régulièrement obstacle à une véritable consolidation des pays bohémiens et les mirent à la merci des innombrables interventions du roi allemand. L'affaiblissement du pouvoir central entraîna la formation d'une classe noble, les héritiers quasi magnatiques des vieilles familles s'éteignant sans descendance ou étant éliminés par la violence. Parallèlement, les conseillers et les compagnons d'armes qui avaient fait leurs preuves au service du prince poursuivirent leur ascension, commençant dès le XII^e siècle à se couper des couches inférieures, tandis qu'un processus de stratification sociale se mettait en place parmi eux. Le système des châtelainies facilita l'ascension des *comites*, qui devinrent un facteur de pouvoir important. Ils ne se contentaient pas de donner leur accord à l'élection d'un nouveau duc mais bénéficiaient aussi de ressources matérielles considérables, en tant qu'administrateurs relativement indépendants de places fortes, et des terres et de la population environnantes. Malgré un pouvoir en principe illimité, les ducs de Bohême devaient prendre en compte les *nobiles*, ainsi que les *proceres* et *primates*, c'est-à-dire la haute noblesse qui se développait et entendait donner son avis dans toutes les circonstances importantes. Avec le temps, un droit de participation de la noblesse aux décisions se fit jour *de facto*, issu du droit coutumier. Le prince le reconnut en convoquant irrégulièrement des assemblées (*colloquia*) dont il se réservait le droit de choisir le lieu, la date et l'ordre du jour. Les nobles étaient également conviés à assister aux procès contre des dignitaires laïcs ou religieux, mais on ne peut déterminer le degré exact de leur participation aux jugements. On peut supposer qu'à partir de la seconde moitié du XII^e siècle la noblesse était en mesure de peser sur toutes les décisions importantes et d'imposer son favori au trône.

Cet élargissement du droit de décision de la noblesse bénéficia aussi du fait que, après avoir recouru aux présents et dédommagements en nature, les ducs durent ensuite concéder des terres. Celles-ci furent peu à peu considérées comme transmissibles au sein de la même famille, ce qui favorisa leur tendance à l'accumulation et à la constitution de seigneuries importantes. Les anciennes fortifications, désormais inadéquates à la défense, furent abandonnées et les propriétaires fonciers

commencèrent à édifier des châteaux plus petits où ils résidèrent et mirent leurs biens en sécurité, et dont ils donnèrent souvent le nom à leur famille. Cette noblesse terrienne s'installa surtout dans les zones frontalières qui ne furent habitées de façon durable et conséquente qu'à partir du mouvement de colonisation intérieure du XII^e siècle.

Ainsi, dès 1060, les Hrabschitz (Riesenburg) se constituèrent autour du Riesenburg, sur la Kulmer Steige, un domaine important qui s'étendait de Pardubice et Litomyšl au nord-ouest jusqu'à la Bohême occidentale et la région de Karlsbad ; les Markwardes (Markwatizes, -tingen), dont les membres sont cités plusieurs fois comme *camerarius regis* ou burgraves, avaient leur résidence principale autour du château de Löwenberg entre Děčín et Deutsch-Gabel. Les Witigon (Rosenberger) s'installèrent en Bohême méridionale, mais ils possédaient aussi des domaines à la frontière septentrionale autour de Wildenschwert et Landeskron ; les Lichtenburg édifièrent un vaste domaine foncier sur les hauteurs de Jihlava et les descendants de Hroznata (Grozata de Peruz/von Guttenstein ?), qui avait fait construire le monastère prémontré de Teplá en 1193, en firent autant à la frontière nord-ouest du pays. L'hérédité des fiefs (*promeritorien*), accordée en 1189 par le duc Conrad-Otton, et la possibilité d'acquérir d'autres biens allodiaux dans le cadre de la colonisation permirent bientôt à la noblesse de posséder de vastes étendues de terres agricoles et d'affirmer sa position face à un prince devenu roi ; elle espéra du coup ardemment être associée de plus près encore à la définition et à la conduite de la politique intérieure et extérieure. C'est pour contenir cette pression croissante et créer un contrepoids à la noblesse et au clergé que le duc Soběslav II se tourna délibérément vers les couches populaires, au point de passer dans la tradition sous le nom de *principes rusticorum*.

Ce renforcement de la position de la noblesse alla de pair avec une nouvelle restriction des droits de la paysannerie, car les paysans des seigneurs fonciers furent désormais attachés à leurs terres et astreints à des loyers de plus en plus élevés pour les terres qu'ils utilisaient et cultivaient à titre personnel. La Bohême et la Moravie ne connurent pas, avant le XIII^e siècle, cette sorte d'autogestion ou de justice villa-geoise, ou ces amorces de système coopératif que l'on rencontre dans d'autres pays slaves. Les villages fondés lors de l'installation des Slaves dans les régions boisées et montagneuses au sud de la Bohême centrale et, plus au sud encore, dans les vallées d'Ottawa et de Lainsitz, et, en Moravie, dans la région des affluents qui descendent des hauteurs de Bohême-Moravie vers la Morava, ont sans doute été le fruit d'initiatives de propriétaires fonciers nobles. Le souverain s'assura, lui, des forêts à la frontière occidentale où il fit installer parfois des prisonniers déportés de Pologne. Il s'agissait d'une sorte

de colonisation d'État, avec des gardes-frontières et des portes situées en général au niveau des cols. L'importance de la Bohême comme pays de transit et la croissance rapide du commerce contraignirent les ducs à développer un réseau de routes, à encourager les marchés et à accroître la sécurité intérieure. Cette expansion dépassait les forces du peuple tchèque et se heurtait déjà en de nombreux endroits aux zones colonisées par les Allemands. Il fallut donc engager des paysans pour poursuivre la colonisation intérieure. Cette évolution, amorcée dès la fin du XII^e siècle, se poursuivit au cours du XIII^e siècle.

À côté du commerce lointain qui avait conservé son importance ancienne, et dont Prague, carrefour des routes bohémiennes, demeurait le centre vital, marchés et places commerciales s'étaient développés au cours des XI^e et XII^e siècles aux carrefours et aux gués, en général sous la protection de forteresses. Les artisans y jouissaient de la sécurité nécessaire et y trouvaient fournitures et débouchés. Les commerçants étrangers que l'on cherchait à attirer dans le pays bénéficiaient de privilèges importants : liberté de commerce et franchises douanières, protection juridique personnelle et paix de Dieu. Les places commerciales du souverain offraient de meilleures garanties juridiques et se trouvaient en général aux carrefours des routes commerciales les plus importantes (ainsi Hradec Králové, Jihlava, Plzeň, Litoměřice ou Saaz) ; de ce fait, leur importance économique dépassa dès le XIII^e siècle celle des places fondées par les nobles.

Au cours du XII^e siècle, la Bohême était totalement partie prenante de l'évolution culturelle de l'Europe occidentale, et elle était intégrée dans l'organisation de l'Eglise romaine. La rupture définitive entre la Curie et Byzance en 1054 avait entraîné, deux ans plus tard, l'expulsion des moines slaves du monastère de Sázava ; Vratislav II voulut faire revivre la liturgie slavonne en les rappelant en 1064, mais ses tentatives échouèrent en 1080 devant la résistance farouche du pape Grégoire VII, et ils durent abandonner définitivement leurs centres d'activité après la mort de leur protecteur en 1096. Le clergé ultérieur, exclusivement formé dans le rite latin, veilla avec la dernière rigueur à éliminer toute trace de l'ancienne tradition slavonne, et seules les tendances venues d'Europe occidentale subsistèrent dans la langue, le style et le contenu des ouvrages religieux, historiques et littéraires. Un phénomène identique se retrouve dans l'architecture des églises : les influences d'Allemagne du Sud sont sensibles dans les cathédrales, les chapitres collégiaux et les monastères. Une réalisation particulièrement marquante fut la construction à Prague, décidée par Vladislav II, du pont Judith en pierre, entre 1158 et 1172 ; jusqu'en 1342 où il fut emporté par une crue, il constitua une liaison régulière entre la Vieille Ville et le quartier en pleine expansion situé au pied du château, Malá Strana.

Přemysl Otakar I^{er}

La bulle d'or sicilienne promulguée par Frédéric II en 1212, qui remerciait Přemysl Otakar I^{er} pour sa contribution au rétablissement de la souveraineté des Staufen sur l'Empire, avait installé durablement la monarchie héréditaire des Přemyslides en Bohême. En témoignage de gratitude, Přemysl n'hésita pas à soutenir sans réserve l'empereur Frédéric II face à Otton IV ; il ne se contenta pas d'assister à toutes les diètes importantes, comme celle d'Eger en 1213, mais il lui fournit aussi des troupes pour ses campagnes militaires. Cette aide ne tarda pas à porter ses fruits : par la bulle d'or d'Ulm, le 26 août 1216, Frédéric II scella le Privilège de confirmation par lequel l'empereur et l'Empire entérinaient le droit à la succession du fils aîné de Přemysl, Venceslas (Václav) ; Frédéric couronnait ainsi les efforts de Přemysl pour faire reconnaître l'élection comme roi de Bohême de Venceslas, issu de son second mariage, qui avait été obtenue le 8 juin avec le soutien de la noblesse, alors même que Přemysl réintroduisait ainsi la primogéniture à la place du séniorat instauré par Břetislav I^{er} en 1040. Le margrave Vladislav-Henri de Moravie reconnut également cette décision, et le prince Théobald III, alors prince de Bohême orientale, ne put s'opposer au renforcement du pouvoir central et ne joua plus aucun rôle actif après 1217. La position dominante de la maison des Přemyslides, jusqu'alors sans cesse menacée par des querelles dynastiques, se trouvait donc consolidée par une succession clairement réglée.

En revanche, en matière de politique ecclésiastique, Přemysl Otakar I^{er} se vit entraîné, à partir de 1216, dans une querelle sans fin avec l'évêque de Prague Andreas (1215-1224), qui, soutenu activement par Innocent III, réclamait des immunités élargies dans toutes les questions ayant trait à la liberté de l'Église (*ecclesiastica libertas*). Ce conflit, souvent désigné comme « la querelle bohémienne des Investitures », s'aggrava au point que l'évêque obstiné dut quitter le pays. De nombreux membres du clergé furent destitués. Le pape Honoré III (1216-1227) reprocha au roi, resté fidèle à l'Église et désireux d'arriver à un compromis, l'absence de juridiction ecclésiastique en Bohême et d'investiture du clergé par les évêques, la perception irrégulière de la dîme et l'assujettissement du clergé à des charges excessives. Il réclama avec insistance la reconnaissance de tous les privilèges autrefois concédés par les papes, les empereurs, les princes et les personnes privées, le renouvellement et la restitution des droits et titres de propriété. Après un compromis obtenu en janvier 1221 sous l'égide du pape, le 30 juin 1221 Přemysl Otakar I^{er} accepta de renouveler les

privilèges exigés pour l'évêché de Prague, renonça à toutes les charges et taxes antérieures sur les institutions religieuses et garantit l'exclusivité de la juridiction royale pour tous les différends séculiers. Le 5 mars 1222, les couvents et les églises conventuelles du diocèse de Prague reçurent un privilège fondamental considérable qui leur garantissait toutes les immunités et exemptions juridiques et économiques souhaitées. Le roi avait ainsi dû renoncer à tous ses droits de prince territorial, mais aussi accepter des pertes matérielles importantes. Dans les années suivantes, s'appuyant sur des titres de propriété insuffisants et des falsifications grossières, les institutions ecclésiastiques s'efforcèrent souvent d'accroître leurs possessions et d'échapper à des obligations pesantes ou coûteuses. Quelques couvents connurent un essor économique étonnant, rendu possible grâce aux nouveaux colons recrutés au-delà des frontières. Le roi ne pouvait que reconnaître en 1227 : « Ce qui servait autrefois nos buts, selon l'usage du pays, nous y avons renoncé. » Dès 1206, Přemysl Otakar I^{er} avait dégagé le diocèse d'Olomouc de ses obligations financières envers son suzerain et confirmé ses titres de propriété. L'Église consolida et étendit ainsi sa position au moment même où la Bohême accédait à un rang supérieur qui pouvait rendre désormais superflues en apparence les précautions requises par la présence du roi.

Le prestige croissant de la maison des Přemyslides ressort également des liens dynastiques que Přemysl Otakar I^{er} noua pour sa nombreuse descendance. Sa fille Marguerite était mariée depuis 1205 au roi Voldeemar II de Danemark, Judith, au duc Bernard II de Carinthie, et Anne au duc Henri II de Breslau. Son projet de marier sa plus jeune fille au roi Henri (VII), fils de l'empereur Frédéric II, échoua cependant. Vers 1228, il ne parvint pas non plus à marier sa fille Agnès, richement dotée, au roi Henri III d'Angleterre ; Agnès fonda alors un couvent franciscain largement doté à Prague en 1233, puis elle devint abbesse du couvent de clarisses Saint-François, qu'elle avait également fondé. Avant d'être couronné le 6 février 1228 à Prague comme « dauphin » par l'archevêque Siegfried de Mayence, Venceslas, l'héritier du trône, épousa Cunégonde de Souabe, fille du roi Philippe et cousine de Frédéric II. Cette union établissait donc un lien familial avec la maison impériale. Après la mort de Vladislav-Henri en 1222, Přemysl Otakar I^{er} n'eut aucune peine à attribuer le margraviat de Moravie à ses propres fils, Vladislav (1224-1227) et Přemysl (1228-1239).

Déçu par l'échec du projet de mariage entre Henri VII et Agnès, Přemysl Otakar I^{er} avait soutenu pour un temps le pape face à l'empereur, d'autant qu'en fiançant son fils à Marguerite de Babenberg Frédéric II avait manifesté son intention de s'installer sur la frontière sud des pays bohémiens, brisant ainsi l'ambition des Přemyslides d'étendre leur souveraineté vers le Danube. En 1226, une attaque bohé-

mienne contre les territoires autrichiens au nord du Danube entraîna en représailles une campagne contre la Moravie du Sud. La médiation du landgrave Louis IV de Thuringe aboutit à une trêve qui dura grâce à l'enthousiasme suscité en Bohême par la sixième croisade (1227-1229) et au manque de guerriers des deux camps.

L'empereur, quant à lui, excommunié par Grégoire IX pour n'être pas parti en croisade selon sa promesse, dut affronter le duc Louis de Bavière, et il ne put empêcher Přemysl Otakar I^{er} et son aventureux fils Venceslas, de plus en plus actif dans les affaires politiques du vivant même de son père, de pénétrer à nouveau en Autriche à la mort du duc Léopold, le 28 juillet 1230, alors que le nouveau duc Frédéric II devait y faire face à des troubles internes attisés par l'influente famille de *ministeriales* des Kuenring. La mort de Přemysl Otakar I^{er} le 12 décembre 1230 mit fin à l'entreprise, car Přemysl, le plus jeune frère de Venceslas, margrave de Moravie, se montra peu disposé à reconnaître la dignité royale et la suzeraineté de l'héritier au trône.

L'absence de sources fiables ne permet pas de décrire avec plus de précision la personnalité et l'importance de Přemysl Otakar I^{er}, qui avait su exploiter les conséquences de la double élection impériale de 1198 pour accroître son autonomie et asseoir définitivement la nouvelle position de la Bohême. À l'exception de sa volte-face dans la querelle ecclésiastique de 1221/1222, il parvint à s'imposer dans toutes les affaires importantes et laissa un royaume solide et prospère.

Venceslas I^{er}

Venceslas I^{er} (1228/1230-1253), qui avait été élevé par son père pour devenir son successeur, n'eut pas de mal à faire respecter sa couronne. Prenant immédiatement le parti de l'empereur, le nouveau monarque exigea une fois de plus en juillet 1231 la confirmation explicite de sa dignité royale par Frédéric II, qu'il soutint ensuite dans son conflit avec son fils Henri VII ; en 1235, il obtint que sa femme Cunégonde reçoive dix mille marks d'argent en dédommagement de sa part des biens de la famille Staufen. En 1233, les hostilités anciennes reprurent avec l'Autriche, à la suite d'une incursion du duc Frédéric II (le Belliqueux) en Moravie du Sud. Ce dernier soutenait alors son beau-frère Přemysl contre son propre frère Venceslas. Malgré la médiation de l'empereur, aucun compromis ne fut trouvé, et le roi de Bohême s'associa au ban impérial contre le dernier des Babenberg. Après la prise de Vienne en février 1237, Venceslas participa à l'élection du fils de l'empereur Conrad IV comme roi romain, et il compta parmi les princes chargés de la régence, en tant que *procurator sacri per Germaniam imperii*. Les efforts de Frédéric II pour s'emparer lui-même de l'Autriche furent pour le roi de Bohême une amère décep-

tion dans ses espoirs d'expansion vers le sud. Il dut toutefois commencer par ramener son frère Přemysl à la raison en Moravie. Celui-ci fit sa soumission en 1238, et sa mort prématurée, le 16 octobre 1239, fit disparaître un facteur potentiel de déstabilisation ; Venceslas confia alors le margraviat de Moravie à son fils aîné Vladislav, qu'il fiança à Gertrude de Babenberg, petite-fille de Léopold VI.

Cette union prévue de longue date était destinée à étayer la nouvelle politique extérieure de Venceslas. Lorsque le pape Grégoire IX renouvela l'excommunication de l'empereur Frédéric II, Venceslas se joignit aux adversaires des Staufen. Il avait obtenu en effet l'assurance que la Bohême recevrait des territoires au nord du Danube contre la promesse d'aider le duc Frédéric le Belliqueux à reconquérir la souveraineté en Autriche. Dès l'été 1240, ce dernier montrant peu d'empressement à tenir ses engagements une fois son pouvoir assuré, Venceslas se rapprocha à nouveau du parti de l'empereur. En 1241, les différends s'effacèrent provisoirement devant l'invasion tartare qui causa surtout des dégâts matériels considérables et des pertes de population importantes en Moravie, et qui dévasta le plat pays dans la vallée de l'Oder et de la Morava. Dès l'automne 1242, Frédéric le Belliqueux attaqua de nouveau la Moravie afin de compromettre également les projets de mariage entre Vladislav et Gertrude. Héritière potentielle de l'Autriche, celle-ci devenait un parti de plus en plus intéressant, et l'empereur Frédéric lui-même avait des visées sur elle. Grâce au pape Innocent IV (1243-1254) qui avait tablé sur la fin du pouvoir Staufen en Italie, le mariage de Vladislav, margrave de Moravie, et de Gertrude de Babenberg, prévu depuis 1239, fut enfin célébré en 1246, après la mort le 15 juin, au cours d'affrontements avec les Hongrois sur les rives de la Leitha, du duc Frédéric, qui avait encore dû combattre une armée bohémienne en janvier de la même année. La mort subite de Vladislav, le 3 janvier 1247, mit un terme brutal à ses perspectives d'expansion vers l'Autriche tout entière. La jeune veuve se remaria rapidement avec le margrave Hermann de Bade, que l'empereur installa immédiatement sur le trône autrichien.

Dans les dernières années de sa vie, le roi Venceslas I^{er} était devenu peu accessible, ayant pris l'habitude de faire des séjours de plus en plus longs et quasi solitaires dans des châteaux éloignés et bâtis pour ce seul usage. L'aggravation du conflit entre le pape et l'empereur l'obligea à prendre clairement position, ce qui ne fut pas sans effet sur la situation intérieure de la Bohême. Après une longue dispute autour de la nomination à l'évêché d'Olomouc, Venceslas céda à la pression de Grégoire IX et d'Innocent IV, et abandonna son candidat Conrad d'Hildesheim, partisan des Staufen, pour soutenir Bruno de Schauenberg (1245-1281), nommé par le concile de Lyon et qui s'efforça de son côté de ramener définitivement le souverain hésitant

dans le camp du pape. Venceslas ne participa cependant pas à l'élection des antirois Henri Raspe en 1246 et Guillaume de Hollande en 1247. Mais une partie de la noblesse bohémienne soutenait ouvertement l'empereur et condamnait la fidélité de Venceslas au pape. Ce parti noble aux sympathies gibelines disposait d'une alternative personnelle avec Přemysl Otakar, héritier impatient et ambitieux du trône, et il élut son candidat, âgé de quatorze ans seulement, comme « dauphin » le 31 décembre 1247. Il est difficile de savoir si cette démonstration avait vraiment pour but de détrôner Venceslas, ou si l'élection de Přemysl Otakar comme corégent n'était qu'une manœuvre politique de l'opposition noble pour obtenir un droit accru de participation aux décisions. Contre toute attente, le vieux roi parvint lentement à regagner le terrain perdu, grâce notamment à l'intervention publique du pape Innocent IV qui menaça d'excommunier les partisans de Přemysl. À Most, en novembre 1248, le roi Venceslas défit les partisans de son fils, qui déplora plus tard d'avoir « suivi de mauvais conseils et pris les armes contre son père ». Venceslas dut cependant céder le pouvoir à Přemysl Otakar. Malgré tout, au milieu d'août 1249, il reconquit rapidement Prague et des parties importantes du nord et du nord-ouest de la Bohême. Il parvint par la ruse à capturer son fils et l'emprisonna avec sa suite à Primda (Pfraumberg), mais dès le mois de novembre il lui confia le margraviat de Moravie, laissé vacant par le décès de son frère aîné Vladislav. L'évolution dans l'Empire et les luttes autour de l'héritage des Babenberg en Autriche désamorçèrent rapidement le conflit père-fils.

En octobre 1250, en effet, le margrave Hermann de Bade, reconnu duc dans certaines régions d'Autriche, mourut, suivi en décembre par l'empereur Frédéric II. Le duc Otton de Bavière, oncle du défunt margrave et que l'empereur avait encore pu désigner comme administrateur, fit entrer son fils en Autriche, ce qui poussa le roi Venceslas à intervenir militairement. Le 21 novembre 1251, après de longues tractations, les ordres autrichiens acquis aux Kuenring et aux Liechtenstein rendirent hommage au roi Venceslas I^{er}, qui nomma son fils gouverneur. Le roi Béla IV de Hongrie, qui avait fait connaître ses prétentions, occupa la Styrie. Pour appuyer les visées bohémiennes sur la totalité de l'héritage des Babenberg, le 11 février 1252 Přemysl épousa Marguerite, la sœur du duc Frédéric le Belliqueux, veuve du roi Henri VII, qui avait deux fois son âge. Cet accroissement de pouvoir suscita la protestation non seulement de Béla IV, qui dévasta et incendia la Moravie et l'est de l'Autriche, mais aussi celles du duc de Bavière, des Piast de Silésie et de Petite Pologne, et de Roman de Halicz, nouvel époux de Gertrude de Babenberg, déjà deux fois veuve, qui exigèrent la prise en compte de leurs différentes prétentions à l'héritage. Le roi de Rome Conrad IV, engagé dans des combats en

Sicile, avait fait connaître auparavant son manque d'intérêt pour la querelle de succession en Autriche.

Přemysl Otakar II

Après la mort du roi Venceslas I^{er}, le 22 septembre 1253, Přemysl Otakar II (1253-1278) se vit contraint de se rapprocher du camp du pape et de l'antiroi Guillaume de Hollande. Le pape Innocent IV négocia alors, à Buda, le 3 avril 1254, une paix avec la Hongrie, qui laissait au roi Béla IV la Styrie, occupée par les troupes hongroises, et à Přemysl Otakar II la quasi-totalité de l'Autriche, en échange de son engagement d'organiser une croisade chez les Borusses païens. Dès le 17 septembre 1253 à Krems, puis le 8 novembre 1253 à Prague, Přemysl Otakar II avait de surcroît fait le vœu de soutenir activement la cause de la papauté.

Il est évident que, dans cette affaire politique comme plus tard dans d'autres décisions importantes, Otakar resta soucieux de mettre ses actes en accord avec les souhaits du pape et n'entreprit rien sans en avoir informé la Curie et obtenu son consentement (*beneplacitum*). Dès décembre 1254, il pénétra sur les terres des chevaliers Teutoniques et participa sans doute à la création, en janvier 1255, de Königsberg, ainsi nommée en son honneur, mais il regagna son pays dès le début de février. Il ne chercha pas vraiment à exploiter la possibilité, évoquée cette même année, de se faire élire roi allemand à la place de Guillaume. Cependant, en 1257, il donna sa voix tout d'abord à Richard de Cornouailles, puis à Alphonse X de Castille, avant d'entrer, comme roi de Bohême, dans le collège des sept princes électeurs impériaux. Přemysl Otakar II chercha à exploiter les désordres de l'interrègne et les luttes entre factions au sein de l'Empire pour s'allier à l'évêque de Passau et envahir la Bavière, où il essuya une sévère défaite en août 1257 devant Mühldorf, sur l'Inn. Cet échec, qui n'était pas la première preuve de ses piètres qualités de chef de guerre, n'entama pourtant pas son prestige : il était unanimement considéré comme le plus puissant et le plus riche des princes d'Empire et, en réunifiant la Bohême, la Moravie et l'Autriche en un ensemble cohérent, il avait donné à ces pays « une paix inattendue et excellente » (*« inopinatam et optimam pacem »*). Il n'est donc pas étonnant que la noblesse styrienne, sévèrement tenue en bride par les méthodes rigoureuses du gouverneur hongrois István (Étienne), ait demandé protection au roi de Bohême, qui prit possession de la Styrie après avoir écrasé une armée hongroise lors de la première bataille du Marchfeld, à Kressenbrunn le 12 août 1260. Mais il ne put consolider la paix avec Béla IV en concluant l'alliance matrimoniale qu'il aurait souhaitée, à cause de son épouse,

Marguerite de Babenberg, qu'il n'aimait guère et qui ne lui avait pas donné d'enfant.

Avant cette union avec cette femme relativement âgée, Přemysl Otakar II avait été sans doute brièvement marié, et il avait eu d'une liaison illégitime un fils, Nicolas, et deux filles, qu'en dépit d'efforts répétés le pape Alexandre IV refusa de reconnaître. Son successeur Urbain IV leva enfin cette sentence en faveur de Nicolas et permit à Přemysl de répudier Marguerite de Babenberg à l'automne 1261. Přemysl put alors épouser, le 28 octobre à Bratislava, Cunégonde (Kunhuta), fille de Rostislav Michailovič de Černigov et Halicz, petite-fille de Béla IV, puis se faire couronner et oindre par l'archevêque Werner de Mayence. Cunégonde lui ayant donné, après deux filles, un héritier légitime, Venceslas II, l'avenir de la maison sembla assuré. Ayant reçu l'accord pontifical sur ces bouleversements familiaux, le roi de Bohême, fils fidèle de l'Église, combattant de l'hérésie dans son propre pays et fondateur de nombreux couvents nantis d'importants privilèges, s'était engagé en contrepartie à favoriser l'influence de l'Église en Bohême et en Moravie.

Après sa grande victoire sur les Hongrois, Přemysl Otakar II put se consacrer à asseoir son pouvoir à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Pendant les combats incessants de l'interrègne impérial, le roi de Bohême s'employa surtout à empêcher l'ascension de tout rival potentiel, arrondir ses possessions et renforcer leur légitimité. Il fit ainsi échouer, avec l'aide du pape, les initiatives prises principalement par l'archevêque de Mayence, entre 1262 et 1268, pour freiner le déclin de la puissance impériale par une nouvelle élection dont il ne fût pas sorti vainqueur. Le roi Richard de Cornouailles entérina cette position le 9 août 1262 en reconnaissant une fois de plus la souveraineté de Přemysl sur la Bohême et la Moravie, et sur tous les territoires qui en dépendaient ; en même temps, il lui remit en fiefs impériaux l'Autriche et la Styrie, mais sans avoir obtenu l'assentiment nécessaire des autres princes impériaux. En 1265/1266, Přemysl Otakar accéda à la dignité de vicaire de Germanie pour la rive droite du Rhin, dignité assortie de l'obligation de défendre cette terre d'Empire importante et largement considérée comme un bien personnel ; il s'efforça d'exploiter cette position pour affermir ses droits, en tant que petit-fils d'un Staufen, sur Passau, Ratisbonne (24 juillet 1266) et Eger (9 mai 1266). Le soutien des papes Urbain IV et Clément IV lui permit de faire accéder son petit-neveu Władysław, fils du duc Henri II de Breslau, au siège archiépiscopal de Salzbourg et de confier l'évêché de Passau à un autre de ses fidèles : Pierre de Breslau. Sa position au sud-ouest s'en trouva suffisamment confortée pour qu'il envisage de régler ses comptes avec son rival de longue date, le duc Henri de Basse-Bavière. Après plusieurs razzias dévastatrices des

Bohémiens, la trêve conclue en mai/juin 1267 par l'entremise du pape rétablit le statu quo, et le duc Henri, qui avait activement soutenu les Hongrois en 1260, dut s'engager à ne plus participer à une coalition anti-bohémienne.

Avec le soutien avisé de l'évêque d'Olomouc, Bruno de Schauenberg, dont le roi Venceslas I^{er} n'avait accepté la nomination qu'avec une extrême réserve en 1245/1246, Přemysl Otakar II entreprit de réaliser le vieux rêve des Přemyslides et d'ériger en archevêché les pays bohémiens afin d'unifier aussi son royaume sur le plan ecclésiastique. Les territoires de Bohême-Moravie étaient rattachés à Mayence, et les régions autrichiennes et styriennes à Salzbourg. Bruno, issu de la famille des comtes de Holstein, évêque loyal en Moravie et gouverneur en Styrie, avait été nommé chancelier par le roi. Pour vaincre la résistance de la Curie à l'idée d'une métropole bohémienne, il avait évoqué la perspective d'une reprise de la brève et peu satisfaisante croisade de 1254/1255 contre les Borusses et les Lituaniens païens, perspective envisagée dès 1264 mais qui ne se réalisa qu'à l'hiver 1267/1268. Alors qu'Urbain IV semblait acquis à l'érection d'Olomouc en archevêché, Clément IV s'y opposa, promettant seulement de reconnaître l'extension de la domination politique et ecclésiastique de la Bohême aux territoires nouvellement conquis sur la Baltique. L'hiver ne permettant pas d'actions militaires d'envergure au nord-est de la Pologne et chez les Samaïtes, l'entreprise, lancée sans enthousiasme, fut rapidement interrompue, et les plans grandioses conçus pour édifier jusqu'à la Baltique un grand royaume unifié politiquement et religieusement en Europe centrale sous la domination des Přemyslides furent abandonnés.

Une occasion plus favorable se présenta au sud-est. En 1268, Přemysl Otakar II conclut un accord d'héritage avec son cousin sans enfant Ulrich de Carinthie et de Carniole : il s'agissait pour lui de repousser vers le patriarcat d'Aquilée Philippe, ancien archevêque de Salzbourg, frère et héritier légitime d'Ulrich, et de s'emparer des deux provinces, ce qu'il fit en novembre 1269. Philippe s'étant allié au nouveau roi de Hongrie Étienne V, Otakar rétablit l'ordre par la force en Carinthie, mais, pendant l'hiver 1270/1271, il ne put s'opposer à l'entrée d'une armée hongroise en Autriche, où elle commit des dégâts considérables. Au milieu du mois d'avril 1271, en représailles, Přemysl Otakar II envahit la Hongrie et prit Bratislava ; il franchit le Danube et la Leitha, mais se retira après la bataille de la Rabnitz, le 21 mai, et signa, à Bratislava le 2 juillet, une paix qui confirmait les anciennes frontières. Lorsque István V mourut, à peine un an plus tard, laissant le pouvoir à son fils László (Ladislas), âgé de dix ans seulement, Přemysl, ignorant pour la première fois ouvertement l'avertissement pontifical, estima l'heure propice à une nouvelle cam-

pagne : il conquit le sud-ouest de la Slovaquie et l'ouest de la Hongrie, entre août et octobre 1273. Quel que fût ce succès, Přemysl Otakar II était déjà au faite de sa puissance.

Au même moment, le 29 septembre 1273 à Francfort, les princes électeurs allemands avaient élu à l'unanimité Rodolphe de Habsbourg roi allemand, sans tenir compte de la voix du prince électeur de Bohême. Alphonse X de Castille n'étant jamais venu en Allemagne et Richard de Cornouailles étant mort en 1272, le nouveau pape Grégoire X (1271/1272-1276) avait œuvré à l'élection d'un nouveau roi disposé à agir, ouvert à ses projets de croisade et hostile aussi bien aux Français qu'aux Staufén de Sicile. Les princes électeurs n'avaient guère été tentés d'élire le roi de Bohême, riche et prêt à tout pour faire triompher les intérêts de sa maison, car ils auraient du même coup élargi plus encore la base de son pouvoir. De plus, Grégoire X lui-même n'était pas intervenu activement en faveur d'Otakar. Ne réalisant pas qu'il comptait désormais un rival à sa mesure en la personne du comte alémanique Rodolphe, qui lui était pratiquement inconnu, ayant cherché vainement à s'opposer à son couronnement et à son investiture par la Curie, Přemysl Otakar II subit très vite la pression du pape, qui lui enjoignit de se soumettre au nouveau monarque. De son côté, celui-ci lui avait ordonné de restituer tous les biens d'Empire injustement acquis, tout en dispensant explicitement par ailleurs ses électeurs de restituer à la couronne les biens impériaux provenant des Staufén. Otakar était donc le seul à devoir craindre pour ses possessions autrichiennes, qui, formellement, pouvaient passer pour des acquisitions illégales. En novembre 1274, la diète de Nuremberg commença à instruire le procès en investiture d'Otakar, qui fut sommé de venir se justifier à Wurzburg ; ne s'étant pas présenté non plus à la diète d'Augsbourg en mai 1275, il fut mis en juin au ban de l'Empire, sanction aggravée un an plus tard, le 24 juin 1276. En juillet 1276, l'évêque Werner de Mayence prononça son excommunication.

En 1275, Přemysl Otakar II était toutefois encore assez puissant pour ramener à la raison les évêques bavarois récalcitrants, conclure une alliance avec Henri de Basse-Bavière, intensifier ses relations avec l'antiroi Alphonse X et nouer des contacts avec les villes lombardes. Mais lorsque, à l'automne 1276, Rodolphe entra en Autriche à la tête de son armée, les défenses d'Otakar s'effondrèrent ; après des négociations, le 25 novembre devant Vienne, le roi de Bohême dut recevoir en fief ses terres héréditaires et renoncer sans conditions à toutes ses autres possessions, dont l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, Eger et les dernières conquêtes hongroises. Le projet d'un double mariage entre les enfants d'Otakar et de Rodolphe devait inscrire cet accord dans la durée, puisque Guta (Jutta), fille du souverain

Habsbourg, devait recevoir en dot les territoires autrichiens au nord du Danube, à l'exception des villes de Krems et Stein.

Přemysl Otakar II n'était pas prêt, pour se plier aux nécessités du moment, à se soumettre à un roi allemand qu'il considérait comme inférieur par la naissance, ni à accepter la perte de pays conquis au prix de tant de sacrifices. Affaibli dans son propre royaume par l'opposition de la haute noblesse, qui, conduite par les Witigon, refusait la réduction de ses droits de codécision et la politique royale favorable aux villes, Otakar dut admettre la modification, le 6 mai 1277, du traité de Vienne et sa ratification le 12 septembre à Prague ; mais il parvint à faire reconnaître la totalité de ses droits seigneuriaux et le maintien du statut particulier de la Bohême en faisant alléger les dispositions relatives à la présence aux diètes et à l'assistance militaire. Přemysl Otakar soupçonnait cependant Rodolphe de contacts avec la fronde des nobles bohémiens, dont faisaient partie la famille influente de Boreš de Riesenbourg, Henri de Lichtenbourg et surtout le Witigon Závíř de Falkenstein. Il prit contact, de son côté, avec la Thuringe, le Brandebourg, la Saxe, la Pologne, et même avec le roi de Hongrie László, ainsi que, par l'intermédiaire de son gendre Henri de Kuenring, avec la noblesse autrichienne, pour trouver des alliés en vue d'un nouvel affrontement militaire avec le souverain allemand. Lorsque Rodolphe découvrit la conjuration ourdie par la famille noble des Paltram et les Kuenring à Vienne en mai 1278, il décida lui aussi d'en finir avec Přemysl Otakar II, qu'il soupçonnait d'en être l'instigateur, et il parvint à s'assurer l'alliance des Hongrois. La bataille décisive eut lieu le 26 août 1278 près de Dürnkrut, dans le Marchfeld. Une attaque surprise contre l'arrière-garde bohémienne donna la victoire à Rodolphe et causa la mort d'Otakar. Abattu sans pitié par des nobles autrichiens renégats, son corps nu et mutilé fut embaumé, exposé à Vienne, enterré provisoirement au couvent des Minorites à Znojmo en 1279 puis dans la cathédrale de Prague en 1297.

La mort de Přemysl Otakar II, banni et excommunié, ne scella pas seulement la ruine de l'œuvre de sa vie : l'extension de la Bohême vers le sud, presque jusqu'à l'Adriatique ; la survie et la cohésion des États héréditaires et leur relative indépendance semblaient également compromises, d'autant que l'héritier du trône, Venceslas, avait tout juste sept ans. Ses contemporains puis les historiens se sont intéressés à la personnalité et au destin de celui qui, de son vivant, avait été célébré comme un souverain d'or (*aureus*), pour sa richesse, et de fer (*ferreus rex*) pour son courage. Sa chute misérable avait d'autant plus éveillé la curiosité et suscité de nombreuses explications, souvent inexacts. Le roi Rodolphe lui-même décrivit en détail au pape Nicolas III comment, alors que la bataille avait pris pour lui un tour désespéré, Otakar se défendait encore « avec la force et le courage d'un géant

d'une vaillance merveilleuse ». L'abbé Otton, premier chroniqueur de Zbraslav, le célébra comme un roi pieux et chevaleresque, qui améliora les mœurs de son pays, gouverna sagement son royaume, établit la loi et l'ordre à l'intérieur, et fut guidé par la conviction que la vraie noblesse ne s'acquiert que par les actes. Même la chronique en vers dite de Dalimil, qui date des environs de 1315 et défend avec véhémence les intérêts de la noblesse contre une royauté forte, décrit le jeune Otakar comme un souverain de grande valeur, bien qu'il ne tardât pas à opprimer les seigneurs bohémiens par des actes arbitraires et à livrer le pays aux Allemands en leur attribuant avec prodigalité villes et villages. Palacký suit aussi cette tonalité dominante, qui fait pratiquement d'Otakar un « souverain idéal », tout en lui imputant la lourde responsabilité d'avoir trop favorisé les Allemands en Bohême et de leur avoir laissé exercer une influence trop grande, infléchissant ainsi l'évolution de la Bohême dans une direction funeste.

Administration, droit, finances

Les prises de position des contemporains laissent aisément deviner que les bouleversements internes amorcés dès la seconde moitié du XII^e siècle et poursuivis de façon accélérée pendant le XIII^e siècle reçurent un nouvel élan sous le règne de Přemysl Otakar II. En dépit de succès temporaires à l'extérieur et d'un considérable accroissement de souveraineté, la politique administrative, la colonisation et les réformes prirent une importance accrue, car le roi poursuivit dans l'ensemble les efforts de ses prédécesseurs, et il sut adapter les modèles empruntés à l'étranger en tenant compte des spécificités bohémiennes. Il s'efforça tout d'abord de faire mettre en place par son conseiller Henricus de Isernia une administration centrale efficace inspirée du modèle sicilo-italien. Les charges de chambellan, de maréchal, d'écuyer tranchant et d'échanson existaient depuis longtemps à la cour de Prague. L'importance croissante de l'écrit dans les tâches administratives du chancelier et de ses assistants y ajouta celles de notaires, protonotaires, juristes et scribes (*scribae*), tous clercs qui, depuis le milieu du XII^e siècle, au nom du roi, rédigeaient régulièrement les actes du souverain et les documents importants, qu'ils authentifiaient en y apposant leur sceau. À partir de 1225, la fonction de chancelier (*cancellarius*) revint au prieur du Vyšehrad. La mise en place d'une administration centrale plus rigoureuse amena, après 1247, une réforme de la chancellerie royale (*cancellaria*), qui permit à un individu aussi doué de sens politique que Bruno, l'évêque d'Olomouc, de faire exécuter les ordonnances du souverain au-delà de la Bohême, jusqu'en Autriche et en Styrie. Une des conséquences les

plus importantes fut que les nobles virent là une provocation, estimant leur pouvoir amoindri.

À côté du chancelier, le premier chambellan (*summus camerarius*) joua aussi un plus grand rôle en se voyant confier l'administration centrale des domaines de la cour, de même que la surveillance des chambellans qui remplissaient la fonction de procureur auprès des tribunaux. Pendant les diètes convoquées aux dates choisies par le souverain, la justice était également rendue. Depuis le milieu du XIII^e siècle, le chambellan assurait la présidence du *Landgericht*, le juge de cour représentant le souverain dans les actions contre les habitants du pays ne relevant pas de sa juridiction, c'est-à-dire essentiellement contre les nobles. Avec le temps, l'*Oberstburggraf* (premier burgrave), dont l'existence est attestée pour la première fois sous Přemysl Otakar II, accéda à la présidence du tribunal, ce qui en fit le premier des fonctionnaires territoriaux. Une tradition incontestée donnait au souverain le pouvoir judiciaire suprême, qu'il exerça pendant longtemps seul, même s'il consultait la noblesse avant de rendre sa sentence dans les affaires particulièrement délicates. Les meurtres et les assassinats, les hautes trahisons et les querelles de propriété ainsi que les conflits relatifs aux biens royaux relevaient de la compétence du *Landgericht*, dont la procédure et les dispositions pénales furent fixées entre 1256 et 1263. Pendant le carême 1271 ou 1272, Otakar envisagea sans doute avec ses conseillers les plus proches de nouvelles réglementations s'inspirant de la coutume de Magdebourg et d'autres droits coutumiers, mais il ne put les mettre en application devant la ferme opposition de sa noblesse. À la fin du XIII^e siècle seulement, on trouve mention des *kmentones terrae*, sortes de jurés nobles dont, par la suite, sept au moins devaient être réunis pour que le jugement prononcé soit valable. Les *registra regalia* furent développés sous forme de registres publics pour les débats judiciaires, les affaires foncières et les reconnaissances de dettes.

Le développement des institutions juridiques fut assez similaire en Moravie, mais le maintien prolongé des différentes provinces et la position solide de l'évêque Bruno d'Olomouc, qui fut chancelier du margrave à partir de 1207, favorisèrent l'apparition de certains particularismes. Notamment, l'accord de 1197 fut placé sous la haute surveillance du souverain bohémien, en tant que chef de la dynastie des Přemyslides. Les offices de l'administration centrale et les fonctions honorifiques de la cour connurent la même évolution. Toutefois, le fonctionnaire le plus influent ne fut pas l'*Oberstburggraf* mais le *Landeshauptmann*, représentant du prince et garant de la paix intérieure en même temps que chef de l'administration territoriale. Présidant à la fois l'assemblée provinciale et la justice de paix, il devait toutefois tenir compte de deux droits et de deux coutumes légèrement différen-

tes : celle d'Olmouc et celle de Brno. Au XIV^e siècle, le duché de Troppau prit une position intermédiaire et renonça à ses liens étroits avec le domaine morave pour aligner son administration et sa pratique judiciaire sur celles des duchés silésiens. L'évêque d'Olmouc disposait d'une cour et d'un tribunal de cour compétent principalement pour les affaires de fiefs. À partir de 1249, l'évêque Bruno de Schauenberg avait en effet édifié sur le vaste territoire épiscopal une organisation féodale calquée sur le modèle de Magdebourg et qui rendit nécessaire la mise en place d'un *iudicium feudale* avec l'autorisation de Přemysl Otakar II.

À la fin du XIII^e siècle, les liens étroits des pays bohémiens avec l'Empire furent à l'origine d'un alignement de leur structure institutionnelle et juridique sur celle des États allemands. Seuls le droit féodal, les formes juridiques de la transmission des terres et le développement du droit royal au retour des fiefs en déshérence conservèrent une certaine spécificité. Le deuxième chambellan était responsable des finances personnelles du souverain et de la levée des impôts des villes. La surveillance des biens personnels et des fiefs du roi était exercée par les burgraves (*burgravi, purkrabi*), désormais appelés jeunes burgraves, qu'il n'était plus possible d'assimiler aux *comites* autrefois si influents, car ils dépendaient beaucoup plus du prince et ne résidaient plus dans les châteaux forts, mais dans les villes royales. Petit à petit, leurs fonctions ne furent plus que militaires, et les aspects économiques furent pris en charge par les *villici*, qui surveillaient la rentrée des impôts royaux avec l'aide des deux seigneurs nobles (*iusticarii, correctores*) chargés du maintien de la paix intérieure. L'étendue du domaine royal garantissait au souverain un revenu régulier confortable. Les derniers Přemyslides, désireux de compenser quelque peu les pertes matérielles importantes résultant des accords avec l'Église de 1221/1222, firent établir des inventaires détaillés des possessions du souverain et réclamèrent les biens royaux détournés, ce qui, bien sûr, fut peu apprécié de la noblesse. On raconta, peu après la mort de Přemysl Otakar II, qu'il avait possédé quatre châteaux forts dont chaque tour recelait 200 000 marks d'argent et 800 marks d'or, et qu'il avait fait sortir du pays des charrois de barriques de monnaie à des fins de corruption. Même si ces indications semblent démesurées, il est certain que, dès Venceslas I^{er}, le roi pouvait tabler sur un revenu annuel de 100 000 marks d'argent environ, alors que le prince électeur de Cologne devait se contenter de 50 000 marks par an, le duc de Bavière de 20 000, et l'archevêque de Mayence de 7 000.

Les principales sources de revenu du roi étaient les gisements d'or, d'argent et de minerais divers. Depuis fort longtemps, on avait, en différents endroits du pays, exploité des mines de métaux précieux et tamisé l'or dans les rivières. Avant 1188 déjà, des mineurs saxons

extrayaient du minerai d'argent à Střibro (dont le nom signifie précisément argent). Vers 1234, l'argent était extrait à grande échelle sur les hauteurs de Bohême-Moravie à Jihlava ; du coup, cette dernière devint la plus grande ville de Bohême-Moravie et reçut vers 1249 un privilège communal assorti du plus ancien code minier d'Europe centrale, qui s'imposa bientôt à toutes les villes minières de Bohême-Moravie, mais aussi à Freiberg en haute Saxe et aux mines de haute Hongrie. Des spécialistes venus du Tyrol, de Saxe et du Harz, qui avaient atteint un haut niveau technique et travaillaient selon une division du travail avancée, et qui étaient en général regroupés en associations coopératives, ouvrirent de nouvelles mines sur les terres des nobles, de l'Église et des villes, ce qui vida de son sens le privilège minier royal. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les intendants des mines, qui avaient initialement le titre de baillis royaux, laissèrent la place aux *Urburer*, fermiers de la monnaie et des mines. Pour unifier le système monétaire, Přemysl Otakar II ordonna la frappe de monnaie bractéate à teneur élevée en argent (un talent = 20 *solidi* de 12 *denar* chacun), mais il ne put empêcher les manipulations et falsifications dans les nombreux établissements de fabrication de la monnaie. Après la fièvre de l'argent provoquée après 1275 par l'ouverture du riche gisement de Kutná Hora, Venceslas II dut demander, vers 1300, à l'Italien Gozzius d'Orvieto de rédiger un véritable code minier (*ius regale montanorum*) inspiré du droit romain et d'entreprendre une réforme monétaire approfondie. Le nouveau gros pragois, *grossus pragensis* (64 gros pour un mark d'argent), devint une monnaie répandue et recherchée au-delà des frontières de la Bohême, concurrentement aux pièces frappées à Meissen. Venceslas abolit le privilège royal sur les mines et la monnaie qui s'étendait jusqu'alors à la Moravie, laquelle battit désormais sa propre monnaie.

L'Église et les monastères

Même si la large immunité garantie à l'Église en 1221/1222 par Přemysl Otakar II avait relâché les liens étroits unissant les institutions de l'Église au souverain séculier, les princes Přemyslides collaborèrent étroitement avec les évêques et les supérieurs de couvents, au moins dans les périodes de bonne entente avec la papauté, et ils œuvrèrent à ancrer davantage les usages religieux et ecclésiastiques dans la population et à mettre en valeur le pays au plus grand bénéfice des deux parties. Un réseau de paroisses (*plebarien*) nouvelles s'étendit sur le pays, pris en charge par les nouveaux doyens, sous la tutelle des évêques et des archidiaques qui devinrent alors les véritables supérieurs du clergé. Les églises privées de la noblesse et les anciennes paroisses des châteaux perdirent de leur importance et furent peu à

peu rattachées directement à l'évêque. Églises et couvents s'entendant à s'attirer de nouveaux privilèges, immunités, fondations et titres de propriété, les propriétés de l'Église se montaient vers 1250 à environ 1 000 villages et 600 fermes, auxquels s'ajoutaient de nombreux droits rémunérateurs. Face au haut clergé, richement doté, se trouvait cependant un bas clergé de plus en plus nombreux, errant sans prébende ni ressources, qui devint une plaie pour le pays et entama le prestige de l'Église. Le soin des âmes des couches inférieures et des populations urbaines étant en fait une préoccupation mineure, de nombreux laïcs se détournèrent de l'autorité de l'Église et rejoignirent des mouvements nouveaux tels que celui des vaudois, ou menèrent une vie indépendante, indifférente aux commandements de l'Église. Cette décadence ne put être enrayerée par les couvents prémontrés et cisterciens fondés rapidement et en grand nombre par les Přemyslides et par des donateurs nobles : ils étaient environ 35 vers 1250.

Ainsi s'explique, dans les années 1220, le bon accueil fait par les pays bohémiens aux franciscains et aux dominicains envoyés pour combattre les hérésies dans le cadre de la réforme qui se diffusait lentement. Ils furent bientôt suivis des minorites et des ermites de Saint-Augustin, ordres prêcheurs mieux à même de s'adresser à la population, mais qui se trouvèrent bientôt en proie à des dissensions internes et en conflit avec le clergé séculier car ils cherchaient à échapper à la tutelle épiscopale. Parmi les ordres chevaliers, celui de Saint-Jean de Malte s'était établi avant 1160 en Bohême, où il avait obtenu plusieurs commendes fort rentables et exercé son patronage sur un nombre non négligeable d'églises. Le populaire ordre du Temple, qui avait pu acquérir plusieurs commendes à partir de son siège central de Saint-Laurent à Prague dès le début du XIII^e siècle, attira des membres des premières familles nobles. L'ordre des chevaliers Teutoniques avait eu ses premières propriétés en Bohême en 1217, obtenu le patronage d'un grand nombre d'églises et arrondi son domaine foncier par diverses acquisitions ; il avait installé le siège de son bailliage à Chomutov (Komotau). L'administration des hôpitaux, créés ou financés en général par de riches bourgeois, fut souvent assurée par les croisés à l'étoile rouge, variante locale des ordres chevaliers, qui, à partir de 1252, s'installèrent dans leur nouveau bâtiment situé près du pont de Prague, mais essaimèrent bientôt dans tout le pays.

Tandis que les couvents de prémontrés assuraient l'éducation des jeunes nobles, les enfants de la bourgeoisie riche recevaient une formation – agrémentée d'« arts libres » – dans les écoles des cathédrales et les chapitres collégiaux. La haute noblesse s'opposa à la volonté de Venceslas II de créer à Prague une université qui eût renforcé l'influence et le pouvoir du roi, de l'Église et du haut clergé étranger. Cette noblesse, mue par une conscience nationale toujours vivante, se

méfiait notamment du fait que, jusqu'au XIV^e siècle, la plupart des nouveaux couvents relevaient en général de provinces d'ordres allemands et étaient dirigés par des moines allemands, ce qui renforçait les liens religieux, spirituels et culturels des pays bohémiens avec l'Empire. Après cette première phase de « colonisation religieuse et monastique », fortement marquée par des Allemands, les forces bohémiennes s'imposèrent de plus en plus dans le développement monastique.

Les Přemyslides avaient une affection toute particulière pour les cisterciens, présents dans le pays depuis 1142 et qui connurent un épanouissement impressionnant au XIII^e siècle en aidant le roi à développer le pays. Přemysl I^{er} Otakar et son épouse Constance avaient choisi de se faire enterrer chez les cisterciens de Porta Coeli à Tischnowitz en Moravie. Leur petit-fils Otakar II favorisa l'édification, en 1251, du couvent de Saar sur les hauteurs de Bohême-Moravie, de Hohenfurth en 1259 et, en action de grâces pour la victoire de Kreszenbrunn sur les Hongrois, de celui de Zlatá Koruna (Goldenkron) sur la Vltava. Venceslas II couronna cette œuvre fondatrice en 1292 en dotant les cisterciens de Zbraslav installés dans les forêts au sud de Prague, qui maintinrent le renom de la dynastie en cultivant une historiographie purement přemyslide et en vénérant leur bienfaiteur à l'égal d'un saint. Après l'extinction de la dynastie, les abbés cisterciens qui avaient souvent été les conseillers et les familiers des princes přemyslides soutinrent la montée sur le trône de Jean de Luxembourg.

Les effets de la colonisation à l'est

En fondant Hohenfurth, Zlatá Koruna et la ville de České Budějovice en 1265, le roi Přemysl Otakar II cherchait aussi à entraver l'expansion des Witigon, déjà très puissants au sud de la Bohême. Dans la mise en valeur du pays, toutefois, souverains, nobles et couvents travaillaient main dans la main dans le cadre du mouvement de colonisation vers l'est qui s'étendait de la Baltique jusqu'au sud-est de l'Europe, œuvrant par là même au développement des villes. L'apparition de méthodes de production et de modes de travail efficaces, l'amélioration des outils et l'utilisation de nouvelles sources d'énergie avaient provoqué un essor sensible de l'agriculture, de l'artisanat et des transports dans l'Empire, et la population avait elle aussi beaucoup augmenté. La main-d'œuvre libérée dans les régions de peuplement ancien avait contribué au mouvement de défrichement et de colonisation jusqu'à la frontière occidentale de la Bohême et aux territoires à l'est de l'Elbe. Elle avait aussi favorisé le développement des villes et de leur bourgeoisie, ainsi que la mobilité des hommes, qui s'accompagnait d'une différenciation sociale croissante. À l'est

de l'Europe centrale aussi, la mise en valeur de nouvelles surfaces cultivées, l'augmentation de la production et de la population, l'unification juridique et la création de nouveaux centres économiques et commerciaux promettaient de déboucher sur une augmentation importante des revenus et du pouvoir. Les Přemyslides restèrent donc ouverts aux nouveaux modes d'organisation et aux nouvelles formes économiques introduites par les Allemands et les colons venus de l'Empire ; ils soutinrent et encouragèrent les défrichements et les fondations de villes aux côtés de la noblesse et de l'Église.

Dès le XII^e siècle, des paysans allemands venus d'Autriche s'installèrent dans l'espace ouvert de la Moravie du Sud et dans les environs à peine peuplés de Jindřichův Hradec (Neuhaus). À partir du Haut-Palatinat, où les seigneurs de Windberg s'étendaient vers la Bohême à travers la forêt frontalière, et à partir de la région de l'Ohře et du versant nord de l'Erzgebirge, des opérations de colonisation emphytéotique avaient été pratiquées au nord-ouest du pays vers 1170. Les propriétaires fonciers, souhaitant contrôler l'orientation du mouvement et installer les nouveaux arrivants là où ils étaient les plus nécessaires, mandatèrent pour ce faire de plus en plus souvent des *lokator*, petits nobles, paysans aisés, et aussi citadins, pour recruter et acheminer les colons, puis leur fournir matériaux de construction, outils, denrées alimentaires, bétail et semences. Au départ, la noblesse et les couvents s'intéressèrent plutôt aux colonies agricoles, et la couronne surtout à la création de villes. Cependant, Přemysl Otakar II encouragea aussi activement la mise en valeur de terres, car le domaine royal traditionnel comportait des surfaces considérables. Se référant en partie à l'ancienne et fort modeste liberté d'installation (*lhota*, et en partie *ius bohemicum*), le droit colonial le plus répandu, dans ses diverses variantes et interprétations, garantissait aux colons paysans l'emphytéose, la franchise de corvées et de service armé, et ne mentionnait que l'obligation, après quelques années de liberté totale de redevances, de verser un intérêt progressif modeste fixé préalablement « pour l'éternité ». Le colon devait procéder au versement unique de l'*Anleite* pour acquérir un droit héréditaire d'utilisation du sol qui, lui, demeurait propriété du seigneur foncier. Le *lokator* recevait en général des biens allodiaux et divers privilèges (droit de moulin, droit d'auberge), ainsi que la charge de juge ou de bailli. L'administration et la justice pour les délits mineurs étaient laissées aux habitants des villages, que les accords conclus protégeaient en général de l'arbitraire du propriétaire foncier. On peut encore identifier aujourd'hui dans le paysage les villages forestiers souvent situés alors à proximité de torrents, dans des hauteurs boisées au climat peu clément. La colonisation de l'Est s'accompagna aussi de la mise en valeur de terres plus anciennes

par des paysans tchèques, qui bénéficièrent en général du « droit allemand ».

Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, de vastes districts jusqu'alors à peine exploités furent ainsi mis en culture et occupés en permanence. Des colons bavarois s'installèrent en une série d'îlots linguistiques en Moravie du Sud jusqu'à la région d'Olomouc, tandis que des paysans silésiens franchissaient la porte de Moravie pour s'installer en Moravie du Nord et dans la vallée de la Morava. Des immigrants venus de la marche de Meissen et de la Lusace supérieure mirent en culture le nord-est de la Bohême et l'ouest de la Moravie du Nord. La forêt bohémienne attira des colons du Haut-Palatinat et de Bavière moyenne. Dans la vallée de l'Ohře s'installèrent des colons de l'est de la Franconie et de l'Allemagne centrale. Des îlots linguistiques allemands se formèrent également dans les anciens pays tchèques, par exemple autour de Jihlava et de Kutná Hora, ou autour d'Olomouc et d'Úherské Hradiště (Ungarisch Hradisch). L'afflux lent et régulier de nouveaux colons tout au long du XIV^e siècle permit la mise en valeur des zones les moins élevées des Sudètes et conféra aux zones montagneuses des frontières de la Bohême et de la Moravie ce caractère allemand qui perdura jusqu'en 1945 et créa le dualisme ethnique qui allait marquer profondément l'évolution politique, sociale et économique jusqu'au cœur du XX^e siècle. On estime à un sixième environ la part d'origine allemande de la population totale des pays bohémiens, estimée à 1,5 million aux environs de 1300.

Dès que les villages eurent constitué un arrière-pays suffisant, de nouvelles villes se développèrent à leur tour en un réseau dense. D'anciennes agglomérations, situées en général à des carrefours routiers, à des gués ou à des points stratégiques et fortifiés, connurent un essor considérable comme centres économiques et commerciaux, surtout quand elles se développaient à l'ombre de châteaux ou de centres administratifs. La Vieille Ville de Prague, les cités de Brno, Olomouc et Znojmo, Hradec Králové (1225), Litoměřice (1228-1230), Stříbro (1240), Locket (Elbogen, vers 1240) ou Saaz (vers 1249) sont au nombre des plus anciens établissements urbains, tout comme Altpilsen, Most ou Kouřim. Les margraves de Moravie avaient été les premiers à reconnaître les avantages d'un soutien délibéré au développement urbain, dont ils pouvaient voir la floraison en Basse-Autriche et en Silésie. Dès 1210, ils garantirent aux habitants de chaque ville nouvelle une position juridique plus solide, reposant sur l'autogestion administrative et des privilèges importants, suivant le modèle de la coutume de Magdebourg et de la codification urbaine de Vienne. Même si la datation des plus anciennes chartes de fondation (Bruntál/Freudenthal, 1213 ; Uničov/Mährisch-Neustadt, 1223) est contestée, il n'en demeure pas moins que, en une succession rapide, des

villes nouvelles, bien situées ou bénéficiant du « droit allemand » apparurent, qui se dotèrent de fortifications solides, reçurent des privilèges de foires annuelles, de franchises d'octroi et de douanes, et connurent un essor rapide. Les nouveaux bourgeois, allemands ou tchèques, eurent la libre disposition de leurs biens et jouirent de la garantie héréditaire de leurs maisons et de libertés civiles. Plénipotentiaire du souverain, le juge de paix, mis en place par le suzerain de la ville, exerçait la juridiction la plus élevée. Le conseil élu par tous les bourgeois possédant des biens fonciers passa bientôt sous le contrôle des familles qui avaient acquis réputation et fortune dans le commerce lointain ou les mines. À côté des coutumes de Magdebourg et de Vienne, des variantes se développèrent à Uničov (1234), Leobschütz (1270) et Brno (1243), qui s'imposèrent ensuite aux nouvelles fondations. Le privilège urbain de Jihlava de 1249, qui comporte la plus ancienne codification du droit minier, devint obligatoire pour la plupart des cités minières.

Přemysl Otakar II avait reconnu l'importance des villes dès son accession au trône, et il favorisa leur fondation ainsi que la concession de nouveaux privilèges à des agglomérations déjà existantes. L'installation concertée d'artisans et de commerçants comme le développement d'une bourgeoisie permettaient essentiellement d'accroître les ressources fiscales. De plus, les villes royales, avec leurs fortifications massives, offraient une protection contre les invasions tout en permettant de contrôler une noblesse toujours prompte à s'insurger. Seules quelques villes comme České Budějovice, Nymburk (Nimburg) ou Polička furent créées *ex nihilo*, et la plupart des nouvelles cités s'appuyèrent sur des agglomérations plus anciennes dont elles constituèrent le prolongement. Dans certains cas exceptionnels, comme à Havlíčkův Brod (Deutsch-Brod), une famille noble (en l'occurrence les Lichtenburg) exerçait sa suzeraineté sur la ville. Si, au nord, Magdebourg restait la référence juridique, ailleurs, les coutumes de Nuremberg, de Vienne, de Brno et de Jihlava prédominaient. Si l'immigration en Bohême concernait toutes les parties de l'Empire, les nouveaux citoyens venaient surtout des régions proches, donnant ainsi à la population des villes un caractère majoritairement allemand. En 1285, Venceslas II dégagea les bourgeois des villes de leur tutelle juridique, et une administration gérée de façon autonome par les bourgeois se développa rapidement, amenant la levée d'impôts particuliers. Ils firent rapidement la preuve de leur maturité et de leur identité en instituant l'élection des bourgmestres et en développant le système de l'échevinage. Depuis leurs châteaux forts, édifiés en des points stratégiques, les grandes familles nobles suivaient avec méfiance la politique urbaine de Přemysl Otakar II. Tandis que les Wartenberg et les Markwartinger, les Hrabšitz-Riesenburg et les Žerotín, les Witi-

gon ou les Janowitz, en Bohême, les seigneurs de Pernstein, de Boskowitz et de Kunstat, en Moravie, prenaient une part active au développement agricole, leurs petites villes non libres (comme Český Krumlov, Rosenberg, Wittingau, Jindřichův Hradec sur les seules terres des Witigon) connurent, au cours du XIV^e siècle, un développement beaucoup plus tardif et beaucoup plus lent, sans comparaison avec celui des villes royales. De même, les rares villes créées par l'Église (Litomyšl, Píbram, Prachatitz) restèrent bien en deçà du développement général. Avec une surface construite de 140 ha (dont 80 dans la Vieille Ville), Prague comptait parmi les grandes cités d'Europe ; les anciennes villes-résidences moraves s'étendaient sur 30 à 45 ha, mais, à l'exception de Kutná Hora (71 hectares), la plupart des cités nouvellement fondées ne dépassaient pas 20 hectares, et elles restèrent longtemps petites.

L'afflux de nouveaux migrants de langue allemande a sans doute suscité très tôt des tensions nationales qui ont pesé sur les jugements portés alors sur Přemysl Otakar II, mais provoqué aussi le mécontentement du clergé. Devant le refus des couvents, majoritairement occupés et dirigés par des moines allemands, d'accueillir les Bohémiens en nombre suffisant, des provinces bohémiennes furent créées dans ces ordres. Des conflits nationaux et linguistiques éclatèrent aussi dans le clergé séculier, amenant l'archevêque de Mayence en 1286/1288 à demander des explications à son suffragant de Prague, Tobias, le bilinguisme de la population posant des problèmes pour la pastorale. Par la concession, en 1255, du grand privilège des Juifs, qui s'inspirait largement de la législation introduite en Autriche par le duc Frédéric le Belliqueux en 1244, Přemysl Otakar II démontra à nouveau sa volonté de ne tolérer aucune discrimination religieuse ou ethnique à l'encontre de la population installée dans les pays bohémiens. La lettre de protection confirmée en 1262 et en 1268, puis reprise avec de légères modifications en Hongrie, en Pologne, en Lituanie et en Silésie, accordait aux Juifs de larges privilèges dans les domaines de la religion et de l'administration autonome de leur communauté, et les soumettait, dans les conflits avec les chrétiens, à la juridiction du roi ou de son grand chambellan. L'intervention accrue des Juifs dans le crédit et la banque fut prise en compte par une série d'ordonnances, et ils furent autorisés à percevoir un intérêt annuel maximum de 173 %. Les dispositions du synode de Vienne en 1267, qui auraient amené un isolement complet de la minorité juive, ne furent pas reprises en Bohême ; de ce fait, l'expansion des villes s'accompagna de l'apparition de nombreuses communautés juives en dehors de Prague. Même si le roi Venceslas II exigea des communautés juives des sommes considérables par des prélèvements obligatoires en 1298, la Bohême, grâce aux lois otakariennes, ne connut aucun pogrom important jusqu'à la fin du XIV^e siècle.

La colonisation à l'est renforça encore les liens culturels déjà étroits entre la Bohême et l'Empire. Avec les *Minnesänger* (encouragés par les largesses des rois přemyslides) tels que Reinmar von Zweter, Sigehar, maître de haute Allemagne, et le Tyrolien Frédéric de Sonnenburg, qui jouissaient d'une grande popularité auprès de la cour et de la noblesse, c'est surtout la littérature courtoise allemande qui se répandit. Après le déclin de la cour cultivée des Babenberg à Vienne, Prague devint, sous Přemysl Otakar II puis sous Venceslas II, le centre de la vie et de la poésie chevaleresques. Ulrich von Etzenbach, Heinrich von Freiberg et Ulrich von dem Türlin y célébrèrent la Bohême et ses rois généreux. Les thèmes religieux dominaient dans la poésie de langue allemande, mais la bourgeoisie urbaine, avide de culture et familière du monde allemand, apprit bientôt à apprécier les textes profanes. Les quelques magnifiques manuscrits qui nous sont parvenus étaient à l'origine fortement marqués par les modèles salzbourgeois et rhénans. Avec le développement d'une école de peinture bohémienne, ils se référèrent au gothique primitif et enrichirent l'enluminure, jusqu'alors byzantinisante, d'éléments italiens. Le latin régnait alors sans contestation sur les écrits religieux, dans la rédaction des légendes de saints, des livres de sermons et aussi des chroniques ; mais l'allemand s'introduisit peu à peu comme langue écrite dans l'administration. Les clercs, arrivés en général dans le pays avec les épouses souvent allemandes des Přemyslides, puis les spécialistes recrutés dans l'Empire pour remplir des tâches difficiles ou des missions diplomatiques accédèrent rapidement à des positions importantes, et bientôt le style de vie à la cour de Prague ne se distingua plus guère de celui des résidences des princes allemands. À la grande époque de la colonisation de l'Est, les nombreux échanges dynastiques, culturels et politiques permirent l'ajustement de la situation des pays bohémiens à celle de l'Empire. Ce processus lent et ininterrompu reçut un nouvel élan avec la crise étatique qui suivit le tragique échec de Přemysl Otakar II.

La confrontation intellectuelle avec les influences étrangères produisit des monuments littéraires autochtones d'une étonnante maturité et d'une remarquable valeur artistique. Le renouvellement des livres liturgiques nécessité par la réforme ecclésiastique suscita de nouveaux missels, graduels, antiphonaires, psautiers, bréviaires, hymnaires qui trouvent leur apogée dans le *Passional* confectionné pour l'abbesse du couvent de Saint-Georges à Prague, Cunégonde (Kunhuta), fille d'Otakar II (1265-1321). Les chants en grec, en slavon et en tchèque étaient courants ; le chant d'Ostrov (*Ostrovská píseň*), celui de Venceslas (*Svatý Václav*) et celui de Pâques (*Buoh Všemohúci*) occupaient

une place particulière. Le début du XIV^e siècle marque aussi la naissance du drame religieux tchèque, de la prédication en langue populaire et du lyrisme profane. Vers 1306 fut écrite l'épopée en vers *Alexandreis*, dont seuls des fragments nous sont parvenus, et qui représente la traduction en tchèque du *Poème d'Alexandre* de Gautier de Châtillon, dont existe aussi une transposition allemande par Ulrich von Etzenbach. Les successeurs de Cosmas, parmi lesquels le canoniste de Vyšehrad, le moine de Sázava (vers 1170), Vincentius Pragensis (1171/1173), le prémontré allemand Gerlacus (Jarloch) [1215/1222], Martin de Troppau (vers 1270) et surtout les abbés Otton (mort en 1314) et Pierre de Zittau (mort en 1339) du couvent de Zbraslav, avec leur *Chronicon Aulae Regiae*, rédigeaient bien sûr leurs textes en latin. La langue tchèque apparaît pour la première fois dans la chronique en vers dite de Dalimil (vers 1315). Cet ouvrage éminemment politique ne se contente pas de faire l'éloge de la noblesse tout au long de l'histoire bohémienne, il fait appel au sentiment national bohémien de la population autochtone et souligne la nécessité d'utiliser la langue tchèque ; dans des passages xénophobes, annonceurs du nationalisme des temps modernes, l'auteur anonyme dénonce avec insistance les conséquences pour la nation de l'avantage funeste accordé aux colons allemands et aux habitants des villes par les rois přemyslides. Par l'utilisation d'un vocabulaire et d'une syntaxe simples, « Dalimil » s'efforçait de se rapprocher au maximum de la langue populaire, donnant ainsi une impulsion nouvelle à l'évolution de la langue tchèque.

À la fin du XIII^e siècle, les nombreux couvents et bâtiments religieux étaient toujours marqués par le style roman, tandis que le gothique primitif commençait à s'implanter lentement en Bohême. L'épanouissement des villes et la tendance des bourgeois riches à habiter des maisons de pierre plus sûres et plus confortables provoquèrent une fièvre de construction dans le pays et favorisèrent la percée du gothique qui allait atteindre son apogée dans les pays bohémiens pendant la grande période de construction sous l'empereur Charles IV.

Les recueils juridiques et les chroniques de cette époque permettent de conclure à une différenciation sociale alors assez poussée au sein de la noblesse. Les *virii nobiles*, divisés selon leur fortune en *majores* et *minores*, étaient considérés comme *nobiles* lorsqu'ils occupaient des fonctions administratives importantes, alors que les chefs de maisons libres relevaient de la petite noblesse, *natu majores*. Cette distinction encouragea la division de la noblesse en seigneurs et chevaliers, la dénomination usuelle de *nobiles*, liée au nouveau terme *baro* dans l'expression *baro vel et nobiles*, servant à classer les seigneurs (*barones*) ayant accédé à des charges à la cour et à la possession de domaines importants, la noblesse de fonction intermédiaire continuant

à s'appeler *nobiles* et les chefs de maisons libres perdant de leur prestige pour devenir, au mieux, des *clientes*. Les *miles secundi ordinis* essentiellement actifs dans le service de guerre furent désormais appelés *vľadyk*, susceptibles de devenir *minus nobilis* après l'acquisition d'un bien héréditaire. L'entrée dans la noblesse à laquelle aspiraient de nombreux juges héréditaires était pratiquement impossible au début du XIV^e siècle ; le caractère exclusif de la noblesse, sa fermeture vers le bas étaient alors rigoureusement respectés. Dans la première moitié du XIII^e siècle, les familles qui avaient acquis prestige et fortune pour avoir occupé de façon répétée des charges à la cour s'efforcèrent de se constituer des latifundia et des seigneuries territoriales par des achats systématiques de terres. Sentant le danger, Přemysl Otakar II leur opposa des obstacles efficaces. Pendant la régence au nom de Venceslas II et l'interrègne qui précéda l'accession au trône de Jean de Luxembourg en 1310, les seigneurs ne purent vraiment faire valoir leur aspiration à l'autonomie ; ils rencontrèrent l'opposition du clergé et du patriciat des villes, et restèrent largement soumis au bon vouloir du souverain. En l'absence de celui-ci, une famille aussi puissante que celle des Riesenburg ne put freiner sa décadence et son passage à la noblesse moyenne, tandis que la petite noblesse loyale voyait s'ouvrir rapidement les titres les plus élevés si elle parvenait à s'attirer les faveurs du monarque.

Venceslas II et Venceslas III

À la mort de son père en 1278, le fils et héritier d'Otakar Venceslas II (1278/1283-1305) avait tout juste sept ans ; son demi-frère Nicolas, de naissance illégitime, mais lavé de cette tache par la Curie, avait été fait prisonnier par les Hongrois à la bataille du Marchfeld. La vacance évidente du pouvoir créait un danger réel de voir, après la perte des acquisitions récentes en 1276, les pays přemyslides eux-mêmes livrés au partage. Le roi Rodolphe occupa la Moravie sans rencontrer de résistance, empêchant, du moins, les Hongrois de se livrer à la razzia prévue. Il fit du margraviat une terre d'Empire placée sous sa souveraineté directe ; il confirma les privilèges antérieurs des villes et leur garantit d'importantes libertés supplémentaires, après avoir reçu leur hommage. En Bohême, la situation était plus complexe. Certains éléments de la haute noblesse qui étaient passés à temps dans le camp de Rodolphe, par opposition au pouvoir absolu et à l'autoritarisme d'Otakar, occupèrent les domaines royaux et détruisirent les villes et les couvents que le monarque avait autrefois édifiés comme autant d'obstacles à la constitution de seigneuries foncières entre les mains de la haute noblesse. Les Lichtenburg rentrèrent ainsi en possession de leur ancienne ville de Havlíčkův Brod et les Seeberg de

Tachov (Tachau), les Witigon détruisirent le couvent de Zlatá Koruna, incendièrent le domaine royal de Netolice et assiégèrent la ville nouvelle de Česke Budějovice. D'autres églises et couvents subirent de violentes attaques de nobles. La noblesse était au moins unie sur un point : empêcher la reconstitution d'un pouvoir royal centralisé afin d'accroître et de garantir ses droits à la codécision dans le gouvernement du pays.

Rodolphe de Habsbourg, ayant pacifié la Moravie en octobre 1278, pénétra lentement en Bohême et exigea sa soumission amiable, arguant du fait que, juridiquement, le pays lui était revenu, à lui et à l'Empire. Pendant ce temps, le margrave Otton V de Brandebourg, neveu de Přemysl Otakar II et distingué par lui comme protecteur (*Protektor*), s'était emparé de Prague. L'opération avait été lancée avec l'accord de Cunégonde, la veuve du roi, et Otton avait rallié une partie de la noblesse. Refusant de livrer bataille à Otton à Colin, sur l'Elbe, Rodolphe préféra conclure, au couvent de Sedletz près de Kutná Hora, un compromis accordant pour cinq ans la régence de la Bohême à Otton, nommé tuteur de Venceslas, et les revenus de la province de Troppau à Cunégonde. Pour sceller cet accord, on célébra *pro forma* les mariages, déjà décidés en 1276, de Venceslas et de sa sœur Agnès avec Guta et Rodolphe le Jeune de Habsbourg. Mais la consolidation attendue ne se produisit pas : la noblesse chercha à profiter de la faiblesse du gouvernement de tutelle pour élargir son pouvoir, et le margrave Otton V laissa ses troupes piller systématiquement le pays. Des intempéries et de mauvaises récoltes furent à l'origine d'une grave famine. Les tentatives de Rodolphe pour délivrer Cunégonde et ses enfants retenus par Otton au château de Bezděz (Bösig) échouèrent en 1280. Venceslas fut transféré dans la forteresse de Spandau, et Cunégonde s'installa à la résidence de Grätz près de Troppau, où elle épousa secrètement le puissant *senior* witigon Závřš de Falkenstein. L'anarchie continuant à se propager en Bohême, il se trouva pourtant quelques patriotes dirigés par Tobias de Bechyně (Bechin), nouvel évêque de Prague, pour s'opposer à la poursuite de cette décadence et entreprendre de restaurer la royauté.

Au cours d'une assemblée (*colloquium*) qui se tint le 20/21 mai 1281 à Prague, les délégués de la noblesse confièrent le gouvernement à l'évêque Tobias et à Purkart de Janovic, avec pour tâche prioritaire de négocier la fin de la régence avec Otton de Habsbourg. Le margrave ne prit pas parti, les conflits entre partis nobles lui laissant tout loisir de jouer une faction contre l'autre. Le 25 décembre 1281, une autre assemblée réunit les délégués des villes et ceux des nobles et du clergé ; elle accepta les exigences financières d'Otton et le rachat, pour 20 000 marks d'argent, du retour de Venceslas, mais il fallut attendre le 24 mai 1283 pour qu'Otton relâche son pupille. En Mora-

vie, où, jusqu'à sa mort le 17 février 1281, l'évêque Bruno de Schauenberg gouverna au nom du roi romain-germanique, les familles nobles se combattirent et les puissances voisines lancèrent des razzias. L'insécurité juridique, le déclin de l'autorité étatique et la misère matérielle se développèrent. Le fils d'Otakar, Nicolas, sorti de sa captivité hongroise en 1281, put toutefois rétablir son pouvoir sur la province de Moravie du Nord en tant que duc de Troppau, en s'appuyant de plus en plus sur les Piast de Silésie.

Bien que la noblesse bohémienne se fût engagée à une « paix perpétuelle » et à la restitution des biens royaux, le roi Venceslas II, tout juste âgé de douze ans (au départ, il se considérait seulement comme « seigneur et héritier de Bohême et de Moravie »), ne possédait pas, à son arrivée au pouvoir, l'autorité personnelle qui lui eût permis de mettre fin aux abus. En pratique, ce fut Závěš de Falkenstein qui dirigea les affaires du pays. Il plaça aux postes importants des membres et des partisans de la famille des Witigon, d'où le mécontentement de la noblesse et la méfiance croissante de Rodolphe. Le mariage de Venceslas et Guta fut certes célébré à nouveau en grande pompe à Eger en janvier 1285, mais, devant la confusion régnant en Bohême, le père de la mariée repartit avec sa fille et soutint ouvertement l'évêque Tobias de Prague et Nicolas de Troppau, qui s'opposaient résolument aux abus de Závěš. À la mort de Cunégonde en 1285, ce dernier se remaria aussitôt à une sœur du roi László IV de Hongrie. À cette époque, « lui seul ordonnait à tous, et tous n'obéissaient qu'à lui seul ». Mais sa tentative de poursuivre la politique de Přemysl Otakar II en reprenant possession des pays autrichiens fut sans doute considérée par Rodolphe comme une provocation intolérable de l'usurpateur. Le retour de Guta en Bohême en juillet 1287 redonna vigueur au parti des Habsbourg, qui exigea de Závěš la restitution immédiate des biens royaux qu'il avait pris en gage. Ayant ignoré cette injonction, Závěš fut accusé de haute trahison et emprisonné. La rébellion de ses frères, soutenue par les Hongrois, fut brisée par la menace de tuer Závěš si les châteaux soulevés ne capitulaient pas immédiatement. La garnison de Hluboká (Frauenberg) n'ayant pas respecté cet ultimatum, Závěš fut décapité le 24 août 1290.

Une partie de la considérable fortune foncière des Witigon fut attribuée par le roi Venceslas II au couvent de Zbraslav (*Aula regia*), qu'il avait fondé, mais la plus grande part alla au margrave Frédéric, au titre des droits de succession des Přemyslides à Meissen et en Lusace. Ce large accord amorçait en fait un nouveau cours dans la politique bohémienne, cours qui avait déjà été favorisé par le beau-père de Venceslas, le roi Rodolphe, et qui s'orientait vers le nord et le nord-est, pouvant éviter le réveil de rivalités entre Habsbourg et Přemyslides à propos de l'héritage Babenberg. Dès le 10 janvier 1289, le duc

Piast Casimir de Beuthen avait juré fidélité à Venceslas à Prague. Après des négociations à Troppau et Olomouc, d'autres traités favorables furent conclus avec les ducs de Děčín et d'Oppeln, et surtout avec le duc Henri IV de Breslau et Cracovie. Ces accords devaient permettre un élargissement de la puissance bohémienne vers la Silésie et dans la Pologne affaiblie par les conflits entre princes locaux. Dès juin et septembre 1290, Venceslas reçut du roi Rodolphe la principauté de Breslau, la Silésie, et Cracovie (Petite Pologne) comme « salaire mérité pour les services rendus ». Mais il ne put entrer en possession de ces terres, et dut se contenter jusqu'en 1292 du comté de Glatz. Par cette générosité, le roi Rodolphe voulait sans doute dédommager Venceslas II de l'annexion, inscrite dans le contrat de fiançailles de 1276, mais non réalisée, des territoires autrichiens au nord du Danube, et le faire renoncer à ses prétentions justifiées au trône de Hongrie, au profit d'Albert de Habsbourg, duc d'Autriche. Pendant l'hiver 1291/1292, malgré la résistance de Przemysł II de Grande Pologne (1279-1296), les troupes bohémiennes occupèrent la Petite Pologne avec Cracovie, à laquelle Venceslas ajouta Sandomierz par un accord conclu le 13 août 1292 avec un autre prétendant, le duc Władysław Łokietek de Sieradz, qui obtint pour sa part le fief de Cujavie. Malgré son séjour à Cracovie en novembre 1292, Venceslas ne sentait sans doute pas son titre de souverain assuré pour le reste de la Pologne.

Par un privilège accordé en mars 1289 à Eger, le roi Rodolphe avait nommé Venceslas II (et ses successeurs) échanson héréditaire de l'Empire, et il lui avait restitué la voix de prince électeur impérial qu'il avait retirée à son père. À la mort de Rodolphe le 13 juillet 1291, Venceslas ne se sentit cependant pas tenu de voter pour son beau-frère Albert d'Autriche, auquel l'opposaient constamment des différends, et il prit d'emblée le parti d'Adolphe de Nassau (1292-1298). En décidant de marier le fils de ce dernier, Ruprecht, à sa propre petite-fille, Agnès, le roi de Bohême nourrissait l'espoir de récupérer les duchés d'Autriche, de Styrie et de Carinthie, ou du moins d'obtenir un dédommagement quelconque. Albert ayant fait sa soumission à Adolphe et obtenu en fief les territoires contestés, Venceslas dut se réconcilier avec son beau-frère pour garantir la poursuite de sa politique polonaise, en assurant les bases de sa politique intérieure et extérieure. En 1294, Venceslas II, auquel le roi Adolphe avait malgré tout concédé quelques villes saxonnes, put consolider son influence en Saxe et obtenir que le souverain ne dispose pas sans son accord de la marche de Meissen. Venceslas n'eut pas à s'inquiéter du couronnement de son adversaire le duc Przemysł de Grande Pologne comme roi de Pologne à Gniezno en 1295, avec l'accord du pape Boniface VIII, car le duc fut immédiatement assassiné à l'instigation

des Habsbourg. Par ailleurs, son demi-frère Nicolas de Troppau tenait fermement en main la Petite Pologne dont il était gouverneur.

Le 2 juin 1297, à Prague, au cours d'une fête magnifique, la reine Guta fut couronnée par le métropolitain de Mayence Gerhard avec son époux ; elle mourut quelques jours plus tard des suites d'une fausse couche. Ce coup du sort n'empêcha pas le roi Venceslas II de s'engager plus encore en Pologne pour rappeler à l'ordre le fougueux Władisław Łokietek. Le roi Adolphe ayant entre-temps, contrairement à ses promesses, fait du margraviat de Meissen une terre d'Empire, il participa activement à l'élection de son beau-frère Albert comme roi allemand et lui fournit un renfort militaire conséquent pour la bataille décisive de Göllheim, où Adolphe de Nassau trouva la mort. À titre de remerciement, à la diète de Nuremberg, Venceslas reçut l'administration des pays d'Eger et de Meissen, et il fut nommé capitaine et vicaire d'Empire. Appelé par une partie de la noblesse et du clergé lassés de la division du pays et des combats incessants qui en résultaient, Venceslas se fit remettre la Grande Pologne par le roi Albert le 29 juillet 1300, et la conquit « ville après ville, château après château, avec une armée considérable ». Il fut couronné roi de Pologne après la prise de Gniezno en août 1300. Venceslas attendit toutefois 1303 pour conclure le mariage souhaité par les seigneurs polonais avec Ryksa Elzbieta, fille du roi assassiné Przemysł, âgée de quatorze ans seulement.

Alors que les duchés silésiens cherchaient à se rapprocher de la Bohême, dans le centre du pays, la résistance ne désarmait pas contre l'envahisseur bohémien. Venceslas dut cependant reporter son attention sur la Hongrie. Dès février 1298, il avait fiancé son héritier de neuf ans, Venceslas, à Elisabeth, fille du dernier des Árpáds. À la mort d'André III, le 14 janvier 1301, Venceslas fit connaître immédiatement ses prétentions, puis laissa à son fils la couronne que lui offrirent quelques nobles hongrois influents. Venceslas III fut couronné sous le nom de László V (Ladislas) à Stuhlweissenburg, et installa sa résidence à Buda, mais il dut immédiatement faire face aux attaques de Charles Robert d'Anjou, qui, soutenu par le pape Boniface VIII, réclamait la couronne de saint Étienne. Avec les couronnes de Pologne et de Hongrie, les Přemyslides avaient considérablement élargi leur puissance et leurs ressources. Cependant, les mesures judiciaires qu'ils prenaient n'étaient pas relayées par les moyens politiques et administratifs nécessaires pour leur assurer le contrôle effectif de cet ensemble de pays.

En effet, le pape Boniface VIII et le roi Albert se montraient peu disposés à abandonner à Venceslas II et à son fils cet espace qui s'étendait à présent de la Baltique à l'Adriatique. Dès l'été 1302, le pape dénia à Venceslas le droit de se faire appeler roi de Pologne, et

en 1303 il proclama Charles Robert roi de toute la Hongrie. Quand Venceslas tenta de s'allier au roi de France, Philippe le Bel, le roi Albert, se sentant menacé, bascula dans le camp de la Curie. Venceslas refusa de restituer Eger et Meissen à Albert et de reconnaître un droit régalien des rois allemands sur les mines de Bohême, ou de s'acquitter d'un impôt de 80 000 marks d'argent. Ce refus servit de détonateur à un conflit ouvert. Les Bohémiens avaient dû entre-temps se retirer de Hongrie en emportant le trésor et les insignes royaux, mais ils parvinrent à repousser avec succès l'attaque de Rodolphe d'Autriche contre la Moravie et celle, conduite personnellement par le roi Albert, de la ville minière de Kutná Hora. À Rome, la longue vacance qui suivit la mort de Boniface VIII ne permit pas de rétablir la paix. Après avoir convoqué le ban de l'Empire le 1^{er} juillet 1304, Albert attaqua à nouveau la Bohême et la Moravie avec des troupes coumanes, provoquant des dégâts considérables. Déjà affaibli par une maladie incurable, Venceslas fit la paix avec le roi Albert, renonçant à Eger et Meissen, mais il mourut le 21 juin 1305 à l'âge de trente-cinq ans.

Comme son père Přemysl Otakar II, Venceslas avait voulu créer en Europe centrale un grand royaume débordant les frontières des pays bohémiens, et il l'avait perdu tout aussi vite. Ce nouvel échec d'une expansion vers l'espace danubien et la Pologne ne s'explique pas seulement par la volonté des Habsbourg de s'opposer à tout accroissement du pouvoir premyslide à leurs dépens, ou par l'absence de soutien de la Curie. En dépit de ses richesses naturelles et de sa prospérité, le royaume de Bohême était totalement épuisé par les guerres et le maintien d'un train dispendieux à la cour. Évaluant à leur juste mesure la puissance de la noblesse et des familles de magnats les plus influentes, Venceslas n'avait pas essayé d'étendre par la force la sphère du pouvoir royal ni d'obtenir la restitution des biens dont la couronne avait été spoliée. Lorsqu'il s'avéra que la codification du droit national introduite par Gozzius d'Orvieto, qui intégrait des normes du droit romain et amputait les libertés de la noblesse, ne pouvait être introduite sans conflit, Venceslas II n'insista pas. Il renonça également à créer une université à Prague, la noblesse craignant qu'elle n'eût pour effet un accroissement des influences étrangères, y compris dans le clergé. Ces réserves n'empêchèrent pas le roi de confier l'administration des principales institutions ecclésiastiques à des prêtres et à des moines allemands, et de faciliter l'ascension des nobles étrangers invités à exercer des fonctions administratives à la cour de Prague et dans le pays. Après Arnold de Bamberg et le doyen Bernhard de Meissen, Pierre d'Aspelt, évêque de Bâle originaire du Luxembourg, fut appelé à Prague pour être le chancelier du guide ambitieux de la politique premyslide. L'Église et les couvents ayant

été, dans la période troublée de la régence, les seuls éléments stables et les seuls soutiens du renouvellement de la royauté, Venceslas les encouragea dans la mesure de ses possibilités, se considérant comme le suzerain, mais aussi comme le propriétaire en dernier ressort des biens d'Église. Les villes, gouvernées en général par des patriciens d'origine allemande, restèrent fidèles au roi, qui favorisa notamment leur croissance économique par la réforme monétaire de 1300, mais qui les sollicita aussi fréquemment pour le financement de ses nombreuses expéditions militaires. Venceslas II ne chercha pas à occuper une position d'autorité comparable à celle de son père ; il jouissait d'une réputation d'homme pieux et pacifique (*vir inbellis*), et d'un prestige considérable, chez lui comme à l'étranger.

Son fils Venceslas III (1305-1306), qui lui succéda à l'âge de seize ans, estimant qu'il avait peu de chances de récupérer la couronne de saint Étienne face aux prétentions de Charles Robert d'Anjou, se concentra sur la défense de sa souveraineté menacée en Pologne. Il rompit ses fiançailles avec la Hongroise Élisabeth et épousa Viola, fille du duc Mieszko I^{er} de Děčín. Depuis 1303, Władysław Łokietek intensifiait son activité militaire, avec le soutien du parti hongrois d'Anjou, et, après Sandomierz, il avait repris certaines régions de Petite Pologne. Venceslas III se vit donc contraint d'agir rapidement. Renonçant à nouveau à Eger et Meissen, il fit la paix le 18 août 1305 avec le roi Albert pour assurer ses arrières et céda ses droits au trône de Hongrie au duc Otton de Basse-Bavière, à qui il restitua aussi les insignes de la royauté. Au cours de ses préparatifs de campagne contre la Pologne, il entreprit de se concilier la grâce céleste en fondant le monastère cistercien de Königsthron près d'Olomouc. Mais avant même le début de cette campagne, Venceslas III fut assassiné le 4 août 1306 dans la demeure du doyen de la cathédrale d'Olomouc. Les raisons de cet acte n'ayant pu être totalement éclaircies, les contemporains l'attribuèrent à des nobles mécontents, au roi Albert, ou encore aux partisans hongrois ou polonais. Avec Venceslas III s'éteignait la branche légitime des Přemyslides, une branche illégitime se perpétuant avec la lignée parallèle des Troppau, qui s'implanta plus tard dans la région de Jägerndorf (Krnov) et Ratibor. Les prétendants à la succession furent assez nombreux pour menacer les riches pays bohémiens. Il n'était pas question dans ce contexte de songer à maintenir une revendication de souveraineté sur la Pologne.

L'interrègne de 1306-1310

Les droits les plus légitimes semblaient être ceux du duc Henri de Carinthie qui avait épousé Anna, la sœur aînée de Venceslas III, le 13 février 1306. Mais le roi Albert sollicita, pour soutenir les droits

de son fils Rodolphe, l'appui de la noblesse qui, grâce à la reconnaissance de sa qualité d'électeur par la bulle d'or de 1212, était à même d'élire effectivement le nouveau roi, et non plus seulement par acclamation. À l'élection de la fin août 1306, Henri parvint à rassembler une majorité sur son nom. Dès le mois suivant, Rodolphe de Habsbourg envahit la Bohême et, pour donner plus de vraisemblance à sa candidature, il épousa la veuve de Venceslas II, Ryksa Elzbieta de Grande Pologne. Il se fit élire roi de Bohême le 16 octobre 1306. Souhaitant étendre, à partir de ce bastion, le pouvoir des Habsbourg vers la Pologne et l'espace danubien, le roi Albert conféra à nouveau la Bohême en fief à son fils Rodolphe, le 18 janvier 1307 à Znojmo, mais cette fois également au plus jeune frère de celui-ci, et ainsi à l'ensemble de la maison de Habsbourg. Au mépris du droit de vote de la noblesse, pourtant confirmé expressément quelques semaines auparavant, les descendants de Rodolphe ou de son frère devaient accéder au trône des Přemyslides selon leur ordre de naissance.

Mais la maison des Habsbourg n'avait pas que des amis en Bohême. La montagne de dettes trouvée par Rodolphe à son arrivée imposait un gouvernement rigoureux en dépit de revenus annuels estimés à plus de 100 000 marks d'argent. Ses efforts pour faire aboutir la revendication des biens royaux renforcèrent l'opposition de la noblesse dirigée par Guillaume Zajíc de Waldeck, et qui pouvait aussi compter sur le soutien des Wittelsbach et des Wettin. Lorsque Rodolphe mourut brusquement, le 3 juillet 1307, la noblesse n'hésita pas à élire une seconde fois Henri de Carinthie roi de Bohême et à ignorer les prétentions du Habsbourg Frédéric d'Autriche. L'attaque du roi Albert fut repoussée à l'automne devant Kutná Hora ; alors qu'il préparait une deuxième campagne au printemps 1308, il fut assassiné le 1^{er} mai par Johann Parricida, Přemyslida par sa mère et qu'on soupçonna pour cette raison d'avoir agi à l'instigation des Bohémiens. Henri de Carinthie était ainsi débarrassé de son adversaire le plus dangereux, d'autant que Frédéric d'Autriche renonça le 14 juillet à ses douteuses prétentions. Il ne pouvait cependant être assuré de sa nouvelle dignité en raison de l'orgueil et de la puissance de la noblesse bohémienne. L'agitation et le chaos se répandirent dans tout le pays pendant son règne incertain, si bien que la bourgeoisie et le clergé réclamèrent bientôt un gouvernement fort.

Entre-temps, dans l'Empire, le comte de Luxembourg avait été élu roi sous le nom d'Henri VII (1308-1313). Les problèmes de l'est de l'Europe centrale lui étaient étrangers. Le roi de Bohême, bien que prince électeur, n'avait pas fait usage de sa voix et ne s'était donc pas attiré la sympathie du nouveau souverain. Les conflits se multiplièrent entre le patriciat fortuné des grandes villes et la noblesse ; ils culminèrent en 1309 à l'occasion d'un coup de main des bourgeois

contre les nobles rassemblés au couvent de Sedletz près de Kutná Hora, et dont les porte-parole furent faits prisonniers. Les abbés des principaux monastères cisterciens et les états de Bohême prirent alors contact avec le roi Henri VII pour essayer de trouver une issue à cette situation. Il fut convenu d'établir un lien dynastique entre Jean, fils unique du nouveau roi allemand, et la Přemyslide Élisabeth, et de faire élire le Luxembourg ainsi légitimé comme souverain de Bohême par les barons, la noblesse et les bourgeois. L'abbé Conrad de Zbraslav ayant obtenu le consentement d'Élisabeth, Henri VII ayant confirmé de son côté le privilège le 31 janvier 1310 en se référant à la bulle d'or de 1212, une diète procéda à l'élection de Jean de Luxembourg. Le 31 août, à Spire, le roi Henri remit la couronne de Bohême à son fils, âgé de quatorze ans, qui épousa dans la foulée Élisabeth, âgée de dix-huit ans et sortie clandestinement de Bohême. Accompagné de Pierre d'Aspelt, ancien chancelier de Venceslas II devenu archevêque de Mayence, et qui allait devenir son régent, Jean partit pour la Bohême en octobre. Il arriva le 23 novembre devant Prague, où il put entrer le 3 décembre, grâce au soutien actif des bourgeois qui lui ouvrirent les portes de la ville. Henri de Carinthie, qui avait encore réussi à détourner une attaque devant Kutná Hora, dut, devant le rejet ouvert et général de son gouvernement, quitter la Bohême le 9 décembre 1310 et regagner son pays. Le 11 février 1311, Jean, qui se faisait appeler également roi de Pologne, fut couronné solennellement par l'archevêque de Mayence avec l'approbation déclarée des ordres. Toute la population nourrissait l'espoir qu'après le règne agité des derniers Přemyslides la montée sur le trône des Luxembourg assurerait un avenir plus paisible aux pays bohémiens.

Un des mérites des souverains depuis Přemysl Otakar I^{er} avait été de garantir la royauté héréditaire, de défendre et de conserver la position particulière des pays bohémiens face au groupe des pays impériaux. La bulle d'or édictée en 1212 par Frédéric II fixait clairement les droits et les devoirs du roi de Bohême et garantissait que le *rex Boemiae* ne pourrait être désormais considéré comme un des *principes Germaniae* lors de l'élection du *rex Romanorum*. Pendant l'interrègne impérial, Přemysl Otakar II avait étendu la puissance fondée par son grand-père et son père et s'était soustrait au serment de fidélité au roi allemand. La réunion effective à la couronne de Bohême du margraviat de Moravie, qui avait temporairement fait l'objet d'un rattachement direct à l'Empire sous Frédéric Barberousse, et l'élargissement du domaine de souveraineté au-delà des terres héréditaires répondaient aux aspirations à l'indépendance de Přemysl Otakar II, qui pouvait ignorer un Empire alors affaibli par la concurrence de deux souverains. Cette conception personnelle, qui englobait l'Autriche et l'espace danubien, ne survécut pas à la défaite de Dürnkrut en 1278,

et sous les règnes de Rodolphe et d'Albert de Habsbourg les possibilités d'intervention du roi romain s'accrurent, en raison notamment des luttes internes pour le pouvoir. Toutefois la qualité de prince électeur du souverain bohémien ne fut pas remise en cause, comme le montrent les confirmations de 1289/1290 par le roi Rodolphe, non plus que l'attribution au roi de Bohême de la charge héréditaire d'échanson. Même lors de l'investiture, le souverain allemand restait tenu par le droit de succession des Přemyslides et l'acclamation des *primores Boemiae*, auxquels se joignirent ensuite les *nobiles* puis le patriciat des villes (*cives maiores, potentiores*). Lorsque, sous la nouvelle dynastie des Luxembourg, les couronnes de la Bohême, du royaume allemand et de l'Empire furent à nouveau réunies et que les pays bohémiens devinrent le centre politique et le cœur véritable d'un *imperium* renouvelé, ce fut la fin provisoire du lent processus de rapprochement et d'alignement de la Bohême sur l'Empire, processus qui avait façonné et défini de façon fondamentale le temps des Přemyslides. À l'époque suivante, l'histoire de la Bohême allait atteindre une dimension européenne.

CHAPITRE IV

La Bohême sous les Luxembourg (1310-1437)

L'INDIFFÉRENCE DE JEAN L'AVEUGLE (1310-1346)

Les échecs intérieurs

L'historiographie marxiste tchèque faisait en général de la fin du XIII^e siècle et de la première moitié du XIV^e siècle l'« âge d'or du féodalisme » (*vrcholný feudalismus*). Elle y voyait un moment particulièrement dynamique de l'histoire nationale, où la société de classes commençait à marquer tous les domaines de l'existence et où culminait l'hégémonie économique et politique des suzerains (souverain, noblesse et Église) sur la population serve des villes et des campagnes. Cette interprétation avait, entre autres objectifs, celui de minimiser la participation étrangère, et surtout allemande, à la construction du pays, en expliquant les changements fondamentaux de la base économique et de la structure sociale par des évolutions autochtones. Elle négligeait toutefois les bouleversements profonds qui affectèrent alors la structure du pouvoir et la « caste féodale ». Dès le règne de Přemysl Otakar II, le roi de Bohême, juge et législateur suprême à l'intérieur, et représentant politique et militaire à l'étranger, libéré depuis 1212 de l'ancienne dépendance à l'égard de l'Empire, avait vu sa puissance remise en cause par une haute noblesse sûre d'elle et appuyée sur ses vastes domaines féodaux. Celle-ci, de son côté, s'éloignait de la petite noblesse des chevaliers par un processus de différenciation sociale et économique, et elle exigeait des droits oligarchiques de participation et de codécision. Jouissant de revenus considérables et occupant traditionnellement certaines charges étatiques, l'Église, soumise sans réserve au souverain avant 1222, avait ensuite accédé au rang de partenaire à égalité du roi et de la noblesse, sur le plan social et politique comme sur le plan économique. Les villes n'étaient plus

seulement des marchés : la production artisanale et l'élargissement des échanges en avaient fait des centres économiques, administratifs et culturels. Elles se préoccupaient de mettre en place des administrations autonomes efficaces et d'obtenir une plus grande indépendance vis-à-vis de la couronne. Mais, là aussi, une différenciation sociale accrue suscitait des tensions économiques et nationales croissantes entre patriciat, artisans et couches populaires. La population des villages dépendait de plus en plus étroitement de la noblesse, qui avait récupéré une grande part des droits régaliens. L'utilisation de la charrue lourde équipée d'un grand soc asymétrique et le perfectionnement de l'assolement triennal avaient permis d'augmenter les rendements de façon appréciable, mais les impôts de plus en plus lourds réclamés par les nobles et le roi ne laissaient plus aux paysans que le strict minimum vital. Le mécontentement qui en résulta finit par s'exprimer dans la propagation d'hérésies. C'est précisément sous le règne du roi Jean, qui vécut le plus souvent hors du pays, que la différenciation sociale progressa fortement, suscitant des tensions dévastatrices pour la coexistence des différents éléments de la population.

Le roi Jean, de sang allemand et d'éducation française, ne manifesta pas d'intérêt particulier pour sa nouvelle souveraineté bohémienne. Il n'affecta pas les ressources nationales, certes amoindries, mais encore considérables, au service de la reconstruction du pays, mais à ses propres intérêts à l'étranger. Il confirma expressément dans les diplômes de son inauguration les anciens droits de la noblesse et s'engagea à ne solliciter cette dernière que pour la défense du pays et la levée d'impôts exceptionnels. Le jeune souverain put ainsi compter sur sa bienveillance, mais, en amenant avec lui ses conseillers impériaux et en favorisant les influences française et allemande à la cour, il réveilla la méfiance de la haute noblesse. Pierre d'Aspelt s'attira bien une certaine reconnaissance en dégageant le margraviat de Moravie de l'hypothèque des Habsbourg, mais toutes les tentatives du souverain pour ranimer les anciennes tendances centralisatrices de l'époque des Přemyslides et s'impliquer davantage dans la politique impériale suscitèrent une opposition dont Henri de Leipa (Jindřich z Lipé) fut le porte-parole influent. Une deuxième fraction rassembla, autour de la reine Élisabeth, les abbés cisterciens, les représentants des grandes villes et quelques-uns de la noblesse ; elle réclamait la restauration d'une monarchie nationale forte et la fin des abus qui s'étaient multipliés depuis la mort de Přemysl Otakar II. Lorsque le père de Jean, le roi/empereur Henri VII, rencontra des difficultés croissantes dans sa campagne italienne et que le roi de Bohême, vicaire impérial depuis l'âge de dix ans, convoqua une diète à Nuremberg pour faire parvenir à Henri l'aide demandée, le

conflit intérieur s'aiguisa encore en Bohême. Les troubles suscités dans l'Empire par la mort de l'empereur Henri le 24 août 1313, les efforts de Jean pour obtenir la couronne romaine et la double élection de l'année 1314, où s'affrontèrent Frédéric de Habsbourg et Louis de Bavière (1314-1347), soutenu finalement par le parti des Luxembourgs, amenèrent Jean à se désintéresser des dissensions internes à la Bohême. Les promesses faites par le roi Louis IV pour obtenir la voix du prince électeur de Bohême (soutien de ses vues sur la couronne de Pologne et le margraviat de Meissen, mise en gage de la ville impériale d'Eger, des terres royales environnantes et des seigneuries de Parkstein et Floss) ne se concrétisèrent pas immédiatement. À son retour à Prague, Jean dut confier les plus hautes charges de la couronne aux seigneurs bohémiens et nommer grand maréchal son adversaire Henri de Leipa. En octobre 1315, le roi se sentit assez fort pour reprendre la barre et fit arrêter les opposants nobles. Cette mesure souleva un tel tollé que Jean dut recourir à l'entremise de son oncle Baudouin de Trèves et de l'archevêque de Mayence Pierre d'Aspelt pour négocier avec les ordres. Il confia de nouveau à ce dernier la fonction de « gouverneur de la couronne de Bohême ». Tandis qu'à l'ouest Jean prêtait main-forte au roi Louis, Pierre d'Aspelt renonça en 1317 à cette mission impossible. La reine Élisabeth, soutenue par les royalistes et les villes, ne parvint pas non plus à conclure un compromis avec la haute noblesse. De retour à Prague en novembre 1317, Jean s'efforça de reprendre le gouvernement en main avec l'aide de sa suite rhénane, mais il se vit contraint d'abandonner sa capitale et menacé d'être déposé au profit d'un Habsbourg. Le roi Louis de Bavière, n'ayant aucun intérêt à voir le pouvoir de son rival s'accroître, imposa le 23 avril 1318 à Domažlice un compromis dont les points principaux avaient été formulés par la haute noblesse au cours d'une diète en février : Jean dut congédier définitivement ses conseillers rhénans, céder à ses adversaires la tutelle des villes royales, qui constituaient sa principale source de revenus, et renoncer au principe d'une politique centralisatrice et monarchique. Il conserva cependant la garantie des revenus de la monnaie de Kutná Hora et le monopole royal de l'argent.

Politiquement, ce compromis équivalait à une capitulation du roi devant l'aristocratie. Les partisans royalistes de la reine Élisabeth, et parmi eux les bourgeois allemands de Prague, déçus, voulurent le renverser. Ce fut alors la fronde noble qui sauva le trône, mais le roi laissa la noblesse humilier les rebelles bourgeois. Le conflit intérieur ayant également provoqué la rupture du couple royal, Jean ne s'intéressa plus guère au sort des pays bohémiens – à l'exception des revenus réguliers qu'il en tirait – ni aux effets de la suprématie conquise par la noblesse, à qui il laissa pratiquement les mains libres. Il évoqua

même devant Louis IV la possibilité d'échanger la Bohême contre le Palatinat rhénan : l'extension de sa maison à l'ouest et la possibilité d'accéder plus aisément, depuis cette position, à la couronne royale allemande lui tenaient visiblement plus à cœur que la pacification effective de l'héritage p̄myslide, acquis par mariage et resté pour lui terre étrangère. La politique extérieure, associée à une politique matrimoniale habile, retint désormais toute son attention ; il ne se rendit plus en Bohême que de façon occasionnelle, et son impressionnant esprit d'entreprise, assorti d'un sens étonnant de la combinaison politique, s'appliqua à d'autres questions dans lesquelles il fit également preuve de ténacité, mais aussi d'une certaine absence de scrupules.

Les succès extérieurs

Après avoir marié sa sœur cadette Béatrice à Charles Robert d'Anjou, roi de Hongrie, puis sa sœur aînée Marie au roi Charles IV de France, le 21 septembre 1322, Jean, après l'extinction des Ascaniens de Brandebourg, se fonda sur les vieilles prétentions successorales des P̄myslides pour acquérir l'ouest de la Haute-Lusace avec Bautzen et Kamenz en 1319. En acceptant l'hommage formel du duc de Troppau, Jean créa des conditions plus favorables à une intervention en Pologne, où Władysław Łokietek, l'unificateur du pays, dut attendre jusqu'en 1320 l'accord pontifical relatif à son couronnement. Dans la querelle pour le trône qui s'envenimait entre les Habsbourg et les Wittelsbach, Jean embrassa totalement le parti du roi Louis. En remerciement de l'engagement décisif des armées bohémiennes dans la bataille de Mühldorf en 1322, le pays d'Eger, promis depuis longtemps, fut enfin rattaché à la Bohême comme terre gagée par l'Empire. Cette alliance d'intérêts se rompit rapidement lorsque le roi Louis IV donna ensuite en fief à son fils du même nom la marche de Brandebourg, entravant du même coup les projets matrimoniaux entre les Luxembourg et les Wettin. Le roi Jean commença alors à se rapprocher des Habsbourg, de Charles Robert de Hongrie, et même de la Pologne. Lorsque le pape Jean XXII excommunia le roi Louis IV en 1324, les espoirs de Jean de voir éclater la souveraineté impériale et de reprendre le *regnum Italiae* semblèrent sur le point de se réaliser. Ses attentes ne se concrétisant pas non plus sur ce point, Jean reporta à nouveau son intérêt sur l'est de l'Europe centrale, car le roi Louis avait suffisamment rétabli son pouvoir pour envisager de reprendre la lutte pour la couronne impériale.

La mort prématurée de sa sœur Béatrice, le remariage du veuf Charles Robert avec la fille de Władysław Łokietek, devenu entre-temps roi de Pologne, et la conclusion d'un traité entre les Habsbourg et la

Hongrie avaient contribué à détériorer la position du roi de Bohême. Il parvint cependant, avec les fiançailles de sa fille Marguerite à Henri II de Basse-Bavière, à inaugurer une politique d'expansion orientée dans un premier temps vers le Tyrol et la Carinthie ; il la renforça en promettant son deuxième fils Jean-Henri à Marguerite Maultasch, fille et héritière de son ancien rival le duc Henri de Carinthie. Ayant arrêté les fiançailles de sa toute jeune fille Anne avec le prince héritier hongrois Louis (Lájos), il estima venue l'heure de concrétiser les prétentions des P̄myslides en Pologne.

Avec une obstination inlassable et impressionnante, en dépit d'échecs répétés, le roi Władysław Łokietek (1306/1320-1333) avait arrêté l'émiettement de son pays en principautés et restauré le principe monarchiste et centraliste en Pologne ; son alliance étroite avec la principauté de Lituanie, encore largement païenne, et sa participation active à la lutte de la papauté contre les Wittelsbach l'avaient placé dans la ligne de mire de l'activité diplomatique, et il ne pouvait compter que sur des appuis limités. Malgré la soumission à la couronne bohémienne en 1327 des principautés de Haute-Silésie de Dēčín, Ratibor, Falkenberg, Auschwitz et Oppeln et du duché de Breslau, Jean ne parvint pas tout de suite à s'emparer de Cracovie, devant laquelle il avait mis le siège, car Charles Robert de Hongrie menaçait de venir en aide à son beau-père. La tentative d'invasion de la Pologne sous couvert d'une croisade contre la Lituanie pendant l'hiver 1328/1329 avec le soutien des chevaliers Teutoniques n'eut qu'un succès limité : un des princes de Mazovie, Waclaw de Płock, accepta la suzeraineté bohémienne. Jean, qui avait confirmé de sa propre initiative la souveraineté, jusqu'alors contestée, de l'ordre sur la Poméranie, put ainsi poser les jalons d'une nouvelle intervention contre la royauté polonaise. Cependant, en avril/mai 1329, les familles princières de Liegnitz, Sagan, Brieg et Ōls reconnurent la suzeraineté bohémienne. Görlitz fut prise, ainsi que Glogów en 1331. Seules les familles de Schweidnitz restaient alors fidèles à la Pologne ; le long processus de rattachement de la Silésie à la Bohême, entamé en 1289 avec la soumission du duché de Beuthen, était ainsi pratiquement achevé. La paix conclue en octobre 1328 avec les Habsbourg après l'intervention de Jean en Autriche lui avait permis d'assurer efficacement ses arrières.

Le roi Casimir III, monté sur le trône polonais en 1333, jugea que la réintégration des duchés silésiens provoquerait un conflit trop important pour les forces polonaises ; il reconnut *de facto* la suzeraineté bohémienne sur les pays de l'Oder, dans le traité préliminaire de Trenčín, le 24 août 1335. Le roi Jean renonça à ses prétentions au trône en échange d'une compensation financière importante. Le 12 novembre, dans le Vyšehrad slovaque, les deux souverains confirmèrent l'accord conclu grâce à l'entremise de Charles Robert. La

renonciation définitive de la couronne polonaise à la Silésie fut acquise le 9 février 1339, et cette province longtemps contestée fut rattachée pour quatre siècles à la Bohême. Ses richesses en firent une source appréciable de revenus pour la politique de grande puissance des Luxembourg.

L'intérêt de Jean pour la Bohême fléchit brusquement en 1330, lorsque l'occasion sembla s'offrir de prendre pied dans l'Italie du Nord avec Louis, qui avait été couronné empereur contre l'avis de la Curie d'Avignon en 1328. Jean négocia avec une grande habileté diplomatique la réconciliation des Wittelsbach et des Habsbourg, qui se traduisit par le traité de Haguenau du 6 août 1330. Le 16 septembre, il invita les Tyroliens et les Carinthiens à se préparer à rendre hommage à son fils Jean-Henri, leur éventuel futur duc, puis il envahit l'Italie du Nord. Après quelques succès, il dut se battre pied à pied pour conserver ses conquêtes italiennes, où, à sa façon cavalière, il installa son fils aîné et héritier Charles comme gouverneur en 1331. De fait, les Wittelsbach et les Habsbourg qui venaient justement de se réconcilier grâce à lui s'étaient mis d'accord dans un traité secret sur un partage des duchés de Carinthie avant même que ceux-ci n'aient été conquis. Jean dut donc entreprendre une nouvelle campagne contre la Pologne et affronter les armées austro-hongroises en novembre 1331. Pour s'assurer de l'appui de la haute noblesse bohémienne, toujours indocile, le roi Jean avait dû convoquer en août à Domažlice la première assemblée commune de tous les ordres, qui entérina les mesures prises par le gouvernement quasi permanent des états pour financer les caisses de guerre pendant les absences répétées du roi. L'alliance avec la France, resserrée par le mariage, en 1332, avec Jean II de sa fille Guta (Bonne), qui devint ainsi l'ancêtre de la maison de Valois, facilita la réconciliation avec la papauté d'Avignon mais ne put éviter l'échec italien, consommé en 1333. Jean dut se concentrer sur l'évolution de la situation dans l'Empire, car il ne voulait pas compromettre la position dominante des Luxembourg et caressait peut-être l'idée d'obtenir la couronne allemande, pour lui ou pour son fils Charles, qui semblait promis à un brillant avenir. La mort d'Henri de Carinthie et de Tyrol en avril 1335 et les négociations entre l'empereur Louis et Casimir III précipitèrent la décision de Jean de conclure le compromis tant attendu avec la Pologne. Son entreprise de conquête de la couronne impériale lui permit de faire la preuve, une fois de plus, de son habileté tactique et de sa capacité à changer rapidement de camp et à mettre sur pied les compromis qui lui étaient favorables.

Il sut ainsi se rallier les Habsbourg, en renonçant en leur faveur, en 1336, à la Carinthie, à la Carniole et à la marche de Windisch, et en se restreignant à la revendication du Tyrol, qu'il reçut même en fief impérial en mars 1339. Toutefois, à la suite de manœuvres impé-

riales, son fils Jean-Henri fut chassé du Tyrol en 1341 et vit annuler son mariage non consommé avec Marguerite Maultasch, qui fut remariée à Louis de Brandebourg : ce pays d'une si grande importance stratégique tomba dans le domaine des Wittelsbach. Jean résolut alors d'affronter directement l'empereur avec le soutien des Habsbourg et du pape. Aveugle de l'œil droit depuis 1337 et ayant presque totalement perdu la vue à la suite d'une opération malheureuse en 1340, Jean poursuivit avec une constance étonnante et sans se laisser entraver par son infirmité le but politique principal des dernières années de sa vie : renverser l'empereur Louis de Bavière et assurer ainsi la suprématie des Luxembourg dans l'Empire. En 1337, après avoir pris possession du duché de Breslau, il était entré en conflit avec la Curie à propos du paiement du denier de saint Pierre en usage dans ce pays, mais ses visites à Avignon en 1340, 1343, 1344 et en avril 1346 lui permirent de poser les prémices du consentement pontifical à l'accession de son héritier Charles au trône allemand. Cet accord fut sans aucun doute facilité par sa participation aux deux croisades de conversion des Lituaniens en 1337 et 1344, ainsi que par les services rendus dans la négociation du traité de Kalisch entre la couronne polonaise et les chevaliers Teutoniques, en 1343. L'élection de Charles comme roi allemand, acquise le 11 juillet grâce aux voix des trois princes électeurs ecclésiastiques, de celle de Rodolphe de Saxe et de sa propre voix, fut le dernier triomphe personnel de Jean, qui trouva la mort aux côtés des Français à la bataille de Crécy, le 26 août 1346.

Jean l'Aveugle, à qui la littérature ancienne reproche son vagabondage politique, son art de forger infatigablement des plans et son manque de persévérance dans leur exécution, a connu une réhabilitation relative à une période plus récente. On lui fait cependant toujours grief d'avoir négligé l'héritage p̄mysl̄ide qui lui était échu et, malgré le rattachement durable des duchés silésiens à la couronne bohémienne, d'avoir suivi une politique peu cohérente en Europe centrale. Son rejet de tout ce qui avait trait à la Bohême s'explique fort bien par les difficultés de ses premières années, par ses conflits sans issue avec les ordres et par le relâchement de ses liens avec son épouse Élisabeth, qu'il remplaça en 1335 par Béatrice de Bourbon, mais aussi par son incompréhension des hommes et des traditions de son nouveau royaume. Tous ces éléments l'entraînèrent à intervenir de façon irréfléchie dans la politique intérieure et à épuiser dangereusement les ressources matérielles de la Bohême. Pas plus que P̄mysl̄ Otakar II le roi Jean ne parvint à bâtir ce grand royaume supranational s'étendant de la Baltique à l'Adriatique, dont les pays de la couronne bohémienne auraient été le cœur, ni à concrétiser ses aspirations personnelles à conquérir les couronnes allemande et impériale. Mais, en s'appuyant de façon calculée sur la France et sur la

papauté, il sut créer les conditions qui permirent à son fils Charles de recevoir de façon quasi automatique la souveraineté sur l'Empire, de rénover la dignité impériale, de faire de la Bohême le cœur de sa sphère de domination et de Prague la capitale éclatante de l'Europe.

LE RÈGNE DE L'EMPEREUR CHARLES IV (1346-1378)

Charles avait eu une jeunesse mouvementée. Né en 1316 après deux filles et baptisé sous le nom de Venceslas, l'héritier du trône avait été enlevé à sa mère dès 1319 et envoyé à Paris pour y être élevé ; il y prit le prénom de son parrain royal Charles et y épousa, encore enfant, Blanche de Valois, du même âge que lui. Son éducation soignée, sous la surveillance de Petrus Rogerii de Fécamp, le futur pape Clément VI, fut interrompue en 1330, lorsque Jean enjoignit à son fils alors âgé de quatorze ans de regagner ses terres patrimoniales du Luxembourg, avant de le nommer, l'année suivante, vicaire d'Empire et d'en faire son gouverneur en haute Italie, ce qui était un poste peu engageant. Après la perte de la Lombardie, Charles fut envoyé à Prague, où il eut pour mission ingrate, en tant que gouverneur général de Bohême et margrave de Moravie, de « redonner son prestige à la justice » dans ce territoire ruiné par quinze ans de gestion par la noblesse, puisque « jusqu'alors les barons y ont été principalement des tyrans et se sont partagé le pouvoir au lieu de craindre le roi comme il convient ». Dans son autobiographie, Charles insiste sur les difficultés qu'il rencontra dans tous les domaines pour rétablir progressivement les finances de l'État et la sécurité intérieure, et pour assurer une administration efficace. Toutefois, son père, le roi Jean, prit ombrage de cette efficacité et de la faveur croissante dont jouissait son fils ; il lui retira ses fonctions en 1335, limita son pouvoir effectif à la Moravie et l'envoya à plusieurs reprises en mission diplomatique. Charles se rendit ainsi en guerrier et en négociateur en Silésie et en Hongrie, au Tyrol, en haute Italie, en Autriche, en Lituanie et en Bavière, et aussi, à plusieurs reprises, à Avignon et à Paris. Dès 1338, il fit preuve dans ses missions d'une certaine indépendance à l'égard de son père qui, encouragé en cela par sa cécité croissante, lui confia de nouveau l'administration de l'ensemble de la Bohême et le bénit lorsque, le 11 juin 1341, à Prague, l'héritier du trône fut également choisi par une assemblée des prélats, princes, seigneurs, chevaliers, bourgeois des villes royales et délégués de Breslau comme son héritier et successeur dans les pays bohémiens. Un accord conclu entre le père et le fils en février 1342 régla les détails de cette passation de pouvoir aux termes de

laquelle Charles versait à son père une redevance annuelle de 5 000 marks d'argent.

Les luttes pour la couronne allemande furent ensuite au cœur de l'action politique des deux hommes. Charles était moins enclin au compromis que Jean qui, en 1342 et 1345/1346, semblait prêt à accorder foi aux promesses de dédommagement des Wittelsbach. Ayant déjoué une tentative de coalition de l'empereur Louis et des rois de Hongrie et de Pologne, et forts de l'accord du pape Clément VI, ils parvinrent à réaliser leur grand projet. Après la déposition et l'excommunication de Louis de Bavière le 13 avril 1346, Charles se montra si bien disposé à l'égard du pape que celui-ci accepta de convoquer les princes électeurs pour une nouvelle élection et proposa la candidature du margrave de Moravie. Le 11 juillet, Charles fut élu par cinq des sept électeurs à Rhens sur le Rhin. Aix-la-Chapelle refusant de l'accueillir, il fut couronné à Bonn par l'archevêque de Cologne, le 26 novembre. Sa souveraineté dans l'Empire étant encore bien fragile, il dut se déguiser en valet pour gagner Prague, où il fut couronné roi de Bohême le 2 septembre 1347 ! Seule la mort inopinée de son rival Louis IV de Wittelsbach lui permit d'obtenir la reconnaissance générale de sa royauté. À force de privilèges et de gages, il sut désarmer un début de résistance dans l'Empire, trouver un terrain d'entente avec le contre-roi Günther de Schwarzburg mis en place par le parti Wittelsbach. En reconnaissant le « faux Waldemar », il coupa l'herbe sous le pied de son opposant dans la marche de Brandebourg. La plupart des villes d'Empire, à commencer par Ratisbonne et Nuremberg, basculèrent dans le camp de Charles, et à la mort de sa première femme, Blanche, le 1^{er} août 1348, il désorganisa les partisans des Wittelsbach et assura sa position extérieure en épousant, à la surprise générale, l'héritière Anne de Palatinat, le 4 mars 1349. Rien ne s'opposait plus à une nouvelle élection, cette fois à l'unanimité, à Francfort le 17 juin, ni à une nouvelle cérémonie de couronnement, à Aix-la-Chapelle le 25 juillet 1349. Enfin, le couronnement impérial du 5 avril 1355, à Rome, permit à Charles de considérer sa souveraineté comme établie fermement et sans conteste.

Charles IV, roi de Bohême

Le monarque, se référant explicitement à la tradition carolingienne, se fit appeler Charles IV, et non I^{er} – qu'il était en Bohême. Il dut surmonter de nombreuses résistances dans l'Empire, ainsi que dans ses propres terres héréditaires de Bohême et de Moravie. Cent cinquante ans plus tard, l'empereur Maximilien vit en Charles le père fondateur de la Bohême, et seulement le « beau-père » fondateur de l'Empire, formule lapidaire qui n'est pas justifiée, même si Charles a

toujours défendu en priorité les intérêts de sa maison et la souveraineté de sa famille. Du vivant de son père, déjà, les efforts entrepris depuis plusieurs dizaines d'années pour créer un évêché à Prague furent récompensés par le pape Clément VI, et le nouveau chef de la province ecclésiastique de Bohême, Ernest (Arnost) de Pardubice eut la tutelle de l'évêché d'Olomouc et de celui, nouvellement créé, de Litomyšl. La pose de la première pierre de la nouvelle cathédrale, la remise du pallium au premier métropolitain, et la construction d'un nouveau et somptueux palais royal (l'ancien avait été détruit par un incendie en 1303) furent les symboles de l'autonomie et de l'indépendance des pays bohémiens et de leur Église à l'égard des institutions impériales ; elles révélèrent très tôt l'intention de Charles de faire de Prague le cœur administratif et culturel de son pouvoir. Parmi les mesures qu'il prit pour faire de sa résidence de Prague le centre administratif et le foyer intellectuel du « *kunigreichs zu Behem* » figurèrent ainsi l'ordonnance du 8 février 1348 créant la Ville Neuve de Prague, qui tripla pratiquement la surface de la cité, la fondation de l'université, la construction, ordonnée le 10 juin, de la forteresse de Karlštejn, à une journée de cheval de Prague, pour abriter les insignes royaux d'Allemagne et de Bohême et les reliques rassemblées par le collectionneur passionné et inlassable que fut Charles. Enfin, ce dernier fit venir auprès de lui le jeune architecte Peter Parler de Schwäbisch Gmünd, après la mort de Mathieu d'Arras en 1352, et lui confia la reconstruction du pont de pierre, sur la Vltava.

Charles poursuivit avec succès une politique d'acquisitions territoriales plutôt pacifique. Son troisième mariage avec Anne de Schweidnitz, le 27 mai 1353, lui apporta le dernier des duchés silésiens. En 1355, il acquit la Nouvelle-Bohême jusqu'alors dépendante de la ville impériale de Nuremberg. En 1366/1367, les Wittelsbach acceptèrent de lui vendre la Basse-Lusace ; en 1373, la marche électorale de Brandebourg passa sous contrôle bohémien et Charles la confia à son deuxième fils Sigismond. Des liens juridiques très divers unissaient les différents pays relevant de la dynastie des Luxembourg avec l'Empire et la Bohême. Jean de Luxembourg avait lui-même encore reçu la Bohême en fief du roi allemand en 1310 et 1339. Pour gouverner efficacement ce royaume étendu, Charles donna la Bohême en margraviat à son frère Jean-Henri qui avait déjà reçu la Moravie en 1346 ; son demi-frère Venceslas reçut le Luxembourg, promu principauté le 13 mars 1354. Dans les documents promulgués le 7 avril 1348, Charles justifia cette nouvelle position juridique de la Bohême vis-à-vis de ses voisins et de l'Empire, et il établit le droit des filles à la succession pour la monarchie héréditaire du Luxembourg, qui reposait jusqu'alors sur la primogéniture en lignée masculine. Le droit de vote des ordres, des délégués des seigneurs et des chevaliers, du

clergé et des villes nobles ne fut plus reconnu qu'en cas d'extinction totale de la dynastie et limité de surcroît par les accords successoraux conclus le 10 février 1364 à Brno avec les Habsbourg et la maison royale hongroise d'Anjou. Charles pouvait ainsi espérer que les Luxembourg accéderaient un jour à la souveraineté en Autriche et en Hongrie.

Dès l'époque où il était gouverneur, Charles avait cherché à contenir l'influence de la haute noblesse qui s'était accrue après les troubles intérieurs de 1278, que Jean avait entérinée en décembre 1310 dans son important diplôme inaugural et encouragée par ses années de quasi-absence. Sans en venir à un conflit ouvert, il sut se ménager l'appui des autres ordres, clergé et villes notamment, et exploiter le fossé qui se creusait entre les barons (*domini terrae*) et la petite noblesse des *milites*. Mais toutes les fonctions importantes du pouvoir restaient entre les mains de la noblesse, et toutes les tentatives du roi pour se soumettre la noblesse bohémienne et morave par un droit féodal de type occidental furent vouées à l'échec. Un exemple particulièrement flagrant en est le rejet du recueil juridique de la *Maiestas Carolina*, par lequel Charles avait tenté de renforcer le pouvoir royal central. Cette codification, rédigée entre 1349 et 1353, comportait cent vingt-sept statuts et remontait aux constitutions de Melfi promulguées par l'empereur Frédéric II en 1231. Elle devait garantir la paix intérieure, harmoniser la lutte contre les hérésies et faciliter le retour à la couronne de biens qui lui avaient été pris, mais, surtout, elle devait mettre la noblesse au service du pays, tout en reconnaissant ses prérogatives, et faciliter la mise sur pied d'une administration centralisée moderne. Outre la méfiance de la noblesse à l'égard de tout droit écrit, l'importance donnée au devoir d'assistance royale envers tous les citoyens, et le possible appel à une juridiction royale suprême expliquent sans doute le rejet du projet par la diète de 1355. Après ces expériences décevantes, aucune assemblée générale des délégués des pays de la couronne bohémienne ne fut plus convoquée entre 1356 et 1419.

À partir de 1348, la peste ravagea l'Europe centrale et l'Empire fut la proie d'une vague de persécutions contre les Juifs, encouragée par l'inaction de Charles, et même attisée par l'accord *a priori* qu'il avait donné aux amnisties et aux expropriations qui suivraient des attaques contre des biens juifs. Les pays bohémiens furent d'abord épargnés par la peste et les pogroms. Bien que son activité ait été considérablement entravée pendant plus d'un an entre 1350 et 1351 par une mystérieuse maladie, peut-être une affection nerveuse, Charles IV prit des mesures pour rétablir des finances éprouvées, structurer l'administration territoriale et imposer des garanties juridiques. Alors que se multipliaient les achats de terres et de mercenaires, le revenu fiscal (*berna specialis, contributio particularis*) provenant des biens directs

de la couronne (*dominium speciale*), des biens du souverain, des villes royales et des terres confiées par le roi au clergé régulier et séculier ne suffisait pas plus à couvrir les besoins financiers du roi que les revenus réguliers provenant de droits de douane et d'étape, taxes, droits sur le vin, le sel, ou d'un prélèvement sur les amendes municipales. La régale du domaine minier, provenant principalement des riches mines d'argent bohémiennes, demeurait la principale source de revenus ; la considérable régale juive, prélevée en dédommagement de la protection assurée aux Juifs, considérés comme les « valets de chambre royaux », en était une autre. La *berna generalis*, levée uniquement avec l'autorisation de la haute noblesse sur tous les possédants des villes et des campagnes pour des entreprises spécifiques, ne pouvait être réclamée qu'en cas d'urgence ou pour le couronnement d'un prince et la dot d'une princesse. Malgré le contrôle des états et une résistance unanime et vigoureuse contre ces impôts exceptionnels, Charles sut les utiliser fréquemment et avec habileté. La revendication par le souverain des terres restées sans héritier fut battue en brèche par la noblesse en dépit de l'ancienne coutume du retour à la couronne, et aucun revenu supplémentaire ne put donc en être tiré. Le roi Jean, perpétuellement en quête de ressources, n'avait pas hésité à mettre en gage une grande partie du domaine royal et n'avait pas reculé non plus devant le pillage d'églises, de tombeaux de saints et de synagogues. Une fois sur le trône, Charles, lui, se trouva si démuni qu'il dut commencer par emprunter à Trèves l'argent nécessaire à l'inhumation de son père dans la crypte familiale de Luxembourg. Au fil des années, en réorganisant l'administration des ressources royales, il put soulager les finances, récupérer les biens gagés de la couronne et, en faisant appel à des financiers et des administrateurs bourgeois pour les fonctions de *subcamerarius*, compétent dans les villes royales, il put remplir suffisamment ses caisses pour étendre son activité de bâtisseur au pays tout entier et acquérir les territoires nécessaires pour arrondir ses possessions.

Charles manifesta la même détermination dans la mise en place de la chancellerie royale. Comme son père Jean qui, en 1310/1311, avait dû accepter, sous la pression de la noblesse, de ne confier les charges du domaine royal qu'à des personnes nées dans le pays, mais qui était cependant allé chercher en Allemagne ses principaux collaborateurs, Charles fit venir à Prague un groupe de conseillers éminents qui lui fournirent une aide précieuse pour construire une administration territoriale efficace. Jean de Neumarkt, entré au service de Charles en 1347, devenu évêque de Litomyšl en 1353 et d'Olomouc en 1364, et chef de la chancellerie de Charles pendant vingt ans à partir de 1354, donna tout son éclat au gouvernement central grâce à ses écrits sur l'État et, humaniste, marqua la vie de la cour. On a cependant sures-

timé autrefois son influence sur l'évolution du haut allemand. L'idée que Charles se faisait du rôle religieux du souverain, sa conception des tâches centrales du roi, ses réflexions théologiques et philosophiques, son inclination pour la pensée mystique découlent nettement de l'influence de Jean de Neumarkt.

Le programme politique de Charles faisait une très grande place au maintien de la paix. À l'engagement militaire le roi préféra toujours l'influence personnelle, la corruption ou l'appât financier, la négociation et l'intrigue, la flatterie et la menace. Il parvint même à mettre au pas les puissants Witigon en 1356. Après le rejet de la *Maiestas Carolina*, Charles accepta que la noblesse rende sa justice quatre fois par an, aux quatre-temps, et que des jurés nobles élus y appliquent le droit coutumier ; plus tard, lorsqu'il ne fut plus possible de maîtriser la masse des affaires par les procédures habituelles, on institua, pour les litiges inférieurs à cent soixantaines de gros pragois, un petit tribunal d'instance et différents tribunaux de cercle compétents uniquement pour les propriétaires d'un bien libre et transmissible. Le cadre extérieur de la justice se normalisa quelque peu au fil du temps, mais la communauté noble refusa toute codification du droit local, y voyant une menace pour son monopole de la justice et pour l'usage consistant à trancher les cas en suspens en référence à une jurisprudence purement orale. La noblesse foncière avait toujours le droit de justice sur les paysans et sur ses autres sujets. La population des villes était soumise à la surveillance du sous-chambellan du roi et au contrôle juridique du juge. L'influence du juge était parfois limitée par l'octroi de privilèges tels que son élection, par l'appel à des jurés (*iurati, scabini*) et par l'influence croissante du scribe municipal, mais il fut de plus en plus dégagé de l'autorité du suzerain. Le clergé manifesta lui aussi sa volonté d'autonomie en combattant résolument les juridictions nobles et royales pour se constituer un domaine juridique distinct. Les vassaux du roi furent donc pratiquement les seuls à être soumis aux sentences du tribunal de la cour.

S'appuyant sur l'ancienne institution du juge royal (*poprávci*), Charles promulgua un *ordo iudicii terrae* définissant les domaines de compétence des juges présents dans les cercles pour tous les cas de rupture de l'ordre public (rébellion ouverte, vol, pillage, incendie), et il confia ces fonctions à des personnes de confiance qui, avec le temps, reprirent une partie des compétences attribuées aux tribunaux nobles des cercles et contribuèrent de façon décisive à la restauration des garanties juridiques dans le pays. Les fonctions revendiquées par la haute noblesse, telles que celles de grand maréchal, de premier burgrave, de juge suprême, d'écuyer tranchant et de grand chambellan furent attribuées par Charles à des barons qui lui étaient acquis, et il sut utiliser dans le même sens l'usage de plus en plus fréquent

d'accorder l'hérédité d'une charge à une famille. Grâce à la participation de délégations des villes royales et à la préséance accordée aux plus grands dignitaires ecclésiastiques, les assemblées de cercle convoquées par la noblesse, les diètes provinciales de Bohême et de Moravie et les diètes générales convoquées par Charles en 1348, 1355 et 1356 devinrent d'importants lieux de rassemblement des ordres. Délibérant à intervalles irréguliers, elles contribuèrent plus à la politique royale de centralisation et d'unification qu'à la confirmation des droits des nobles. Charles s'assura de la participation et du soutien des ordres dans les projets de lois décisifs, tels que l'instauration de la primogéniture et de la succession par les femmes, et pour faire approuver sa politique de paix intérieure. Après le rejet, dans des circonstances humiliantes pour un empereur fraîchement couronné, de la *Maiestas Carolina*, qui vint entraver sa volonté de reconstruire l'État, Charles ne recourut plus jamais à cet acte instrumentaire qui impliquait l'ensemble de l'État.

Charles voulait contraindre la haute noblesse à servir dans l'intérêt général et exploiter les éléments positifs du patriotisme local naissant. Dès son accession au pouvoir, il chercha à développer la position particulière du royaume de Bohême et des pays annexes dans le Saint Empire romain germanique. La sublime figure juridique de la *corona regni Boemiae (Bohemiae)* servit de lien entre les situations juridiques extrêmement variées qui rattachaient les différents territoires de la maison des Luxembourg au roi allemand et au roi de Bohême. À partir de 1329, la « couronne » fut le terme employé pour désigner l'ensemble des pays placés sous la domination de la maison des Luxembourg. En 1344, Charles l'avait consacrée à saint Venceslas sous la forme du buste-reliquaire de la cathédrale Saint-Guy. L'idée d'un État ou d'un royaume de la *corona Boemiae*, sanctifiée par le saint patron Venceslas, ne fut pas assimilée à la royauté, mais comprise comme un symbole suprême d'une monarchie sainte destinée à triompher de la prédominance des ordres, à mettre la haute noblesse au service d'une entité étatique et à obtenir la soumission volontaire, voire spontanée, de tous à celui qui avait reçu la couronne et l'onction selon les règles ; elle devait aussi permettre aux autres pays rattachés de ne pas se sentir submergés par la domination des seigneurs bohémiens. La couronne de Venceslas ne pouvait être ôtée de la statue du saint qu'à l'occasion du couronnement et des fêtes, et moyennant rétribution. Son culte permit au roi de s'attacher une noblesse qui avait conquis une influence importante dans le royaume de Bohême (*universitas baronorum et procerum regni Boemie*) en l'absence d'un lien clair de vassalité, et de rattacher durablement les pays annexes considérés comme « fiefs des rois et de la couronne du royaume de Bohême ». L'ordre du couronnement prévu par Charles dès l'été 1347, avant son

propre couronnement, s'inspirait de la pratique des Přemyslides ; il contribua à concrétiser cette entité étatique à base religieuse.

Le roi et empereur ne parvint pas à ériger dans les pays centraux de la couronne bohémienne une hiérarchie féodale rigoureuse sommée par le monarque, ni à mettre fin au duel entre les ordres et la royauté. Il sut néanmoins accroître considérablement le prestige et la marge de manœuvre de cette dernière. Les documents promulgués à l'occasion de la diète générale de 1348 témoignent d'une indéniable restauration du pouvoir royal. Le prestige de Charles sortit renforcé de la stabilisation de la situation dans l'Empire, du couronnement impérial de 1355 et enfin de la promulgation de la bulle d'or aux diètes impériales de Nuremberg (novembre 1355) et Metz (décembre 1356), qui donnait au roi de Bohême la première place parmi les princes électeurs, tandis que son pays devenait « le membre le plus éminent de l'Empire romain » (*ipsium regnum Boemie Romani regni membrum fore nobilius*). La dignité impériale n'étant pas héréditaire et l'élection d'un successeur du vivant du souverain étant chose peu courante, Charles consacra tous ses efforts à consolider le complexe territorial de la maison des Luxembourg et à en garantir la succession à sa famille. Son fils Venceslas, né de son deuxième mariage en 1350, mourut à l'âge d'un an, et Charles dut attendre le 26 février 1361 et la naissance d'un autre fils, également nommé Venceslas, pour disposer d'un nouvel héritier au trône. De son quatrième mariage avec Élisabeth de Poméranie il eut trois filles et deux fils : Sigismond (né en 1368) et Jean (né en 1370). Venceslas IV, couronné dès le 15 juin 1363 roi de Bohême, marié encore enfant en 1370 à Jeanne, fille du duc Albert de Bavière, fut éduqué par Charles pour lui succéder dans l'Empire. Au terme de préparatifs intensifs, ayant obtenu l'accord des princes électeurs et de la Curie, Charles vit aboutir sa politique dynastique avec l'élection à l'unanimité, le 10 juin 1376 à Francfort, et le couronnement, le 6 juillet à Aix-la-Chapelle, de Venceslas, que son père déclara, pour l'occasion, majeur à quinze ans. Pour arriver à ses fins, Charles n'avait pas craint de renouer avec la pratique à laquelle il avait eu recours au début de son règne pour obtenir sa propre reconnaissance, en prodiguant avec générosité privilèges et gages puisés dans les biens royaux, ce qui avait alors achevé d'épuiser les maigres ressources de l'Empire et réduit le futur monarque à disposer désormais de sa seule puissance territoriale personnelle pour asseoir sa souveraineté. Les Luxembourg, grâce à leurs possessions importantes, semblaient être seuls à disposer de ressources personnelles suffisantes pour faire face aux dépenses de la dignité impériale.

Les actions de politique extérieure

Les contraintes financières furent une des principales raisons qui amenèrent Charles à mener une politique étrangère axée sur la paix et la négociation. Il mit en sommeil les liens étroits que son père avait cultivés avec la France, où régnait son beau-frère Philippe VI, pour limiter la politique expansionniste de la France vers l'est, et il chercha un rapprochement avec l'Angleterre. Le retour temporaire des Wittelsbach dans la marche de Brandebourg mit un terme à sa lutte pour sa reconnaissance dans l'Empire. Charles se consacra alors aux préparatifs de sa campagne d'Italie et à son couronnement à Rome, auxquels l'encourageaient Pétrarque ainsi que le tribun romain Cola di Rienzo, qui séjourna entre 1350 et 1352 à la cour de Prague. La recherche de la paix et du droit fut au cœur de ses voyages en Italie en 1354/1355 et en 1368/1369. Malgré une collaboration étroite avec la Curie qui lui permit de poser les jalons du retour du pape Urbain V à Rome, Charles ne put, à la fin de sa vie, empêcher le Grand Schisme de 1378. Il n'obtint pas non plus le rattachement à l'Empire de la Bourgogne, qui constituait une zone tampon entre la France et l'Allemagne. En 1377/1378, lors de son dernier voyage en France, une évaluation réaliste des rapports de force l'amena à confier au dauphin le vicariat impérial des territoires de la vallée du Rhône, en échange de quoi il obtint la promesse d'un soutien aux prétentions luxembourgeoises à la succession de Pologne.

Les perspectives qui s'ouvraient pour sa maison au voisinage de la Bohême, en Pologne et en Hongrie, n'avaient pas caractère de priorité pour Charles. Ses mariages lui avaient permis d'acheter la Nouvelle-Bohême dans le Haut-Palatinat et d'arrondir ses possessions en Silésie ; son quatrième mariage en 1363 avec Élisabeth de Poméranie, petite-fille de Casimir III de Pologne, sans héritier, semblait permettre à terme une ouverture sur les côtes de la Baltique et une intervention dans la succession polonaise. L'accord de succession réciproque convenu en 1364 avec les Habsbourg Rodolphe IV (le Fondateur) et Albert III, auxquels il avait donné en mariage ses filles Catherine et Élisabeth, ouvrait des perspectives d'expansion vers le sud. Le mariage conclu en 1370 entre l'héritier au trône Venceslas et la fille d'Albert de Wittelsbach facilita l'achat, en 1373, de la marche de Brandebourg, grâce à l'exorbitante amende impériale de 200 000 florins imposée aux villes impériales souabes. Le mariage négocié en 1372 de son fils Sigismond avec Marie, fille de Louis, roi de Pologne et de Hongrie demeuré sans fils, améliora ses chances de mettre la main sur l'héritage des Piast et la maison d'Anjou. Sur les traces de Přemysl Otakar II et de Venceslas II, et aussi grâce au soutien du pape Grégoire XI (1370-1378), Charles put nourrir raisonnablement

le rêve d'un grand empire slavo-occidental de la Baltique à l'Adriatique. Sa politique matrimoniale de grande ampleur n'avait rien à envier à celle qui, plus tard, fit la célébrité des Habsbourg.

La vie culturelle et religieuse

Charles IV était « physiquement allemand, avec un apport de sang slave [...], et intellectuellement mi-français mi-allemand ». Polyglotte, il s'appliqua à cultiver la langue tchèque et encouragea de sa faveur ceux qui « nous sont liés par l'usage doux et plaisant de la langue de notre pays ». Les traductions les plus anciennes de la Bible en tchèque contribuèrent à la large propagation d'une langue écrite élaborée. Par son autobiographie, *Vita Caroli*, mais aussi par sa légende de saint Venceslas, *Hystoria nova de sancto Wenceslao*, Charles IV a marqué de son empreinte la vie intellectuelle de son époque. Il a essayé d'assurer la position dominante de la Bohême en répandant le culte de saint Venceslas dans tout l'Empire. Malgré ses efforts pour rapprocher les différents territoires, linguistiquement hétérogènes, de la maison des Luxembourg et pour développer la conscience d'un État global, la langue prit une importance croissante comme ciment national, ce qui attisa les antagonismes nationaux au sein même des bourgeoisies urbaines. Si l'abbé Pierre de Zittau, originaire du domaine allemand, pouvait encore parler avec orgueil, dans sa chronique de Zbraslav, de *nos Bohemi*, les textes ultérieurs de François de Prague († 1362), de Benesch Krabice de Weitmühl († 1375) et de Pulkawa (Přibík Pulkava z Radenína, † 1380), auxquels Charles a sans doute collaboré activement, montrent clairement que des tensions protonationales commençaient à peser sur les relations entre Tchèques et Allemands. La querelle, dont l'historiographie tchèque aussi bien que l'allemande rendent compte en termes amers aux XIX^e et XX^e siècles, sur la « nationalité » de l'empereur lui-même et sur le peuple qu'avantagea le plus sa politique ne rend pas justice à son souci de construire un patriotisme embrassant l'ensemble de la population. Malgré ses efforts, Charles ne parvint ni à réduire les tensions protonationales présentes dans la bourgeoisie, ni à gagner la noblesse et le clergé à son idée supranationale. Le concept de *patria* prit alors une connotation émotionnelle, et le mot tchèque de *vlast* (patrie, terre natale) fit son apparition, mais les pays rattachés à la couronne de Bohême ne purent être associés à la naissance d'une conscience nationale globale. Les institutions locales spécifiques (droit, coutumes, charges administratives) avaient été maintenues, et la noblesse veillait jalousement au maintien de son autonomie. Il fut donc difficile de susciter l'enthousiasme de la Moravie et de la Silésie pour un « patriotisme national » axé sur la

royauté et la dynastie, et ces provinces affirmèrent d'autant plus leur autonomie régionale.

Si Charles IV était fortement imprégné par la religion, il s'intéressait en fait à tous les courants intellectuels de son temps. Grâce à l'aide de bénédictins slaves du Sud, la liturgie slavonne et la traduction en tchèque de la Bible furent développées dans le couvent de Saint-Jérôme et d'Emmaüs qu'il fonda dans la Nouvelle Ville de Prague. L'empereur encouragea la traduction de poésies, de légendes, de fables et de chansons allemandes et latines, la diffusion de mystères de la Passion et de Pâques rédigés en tchèque, de vies et de légendes de saints, ainsi que de prose et de vers à contenu profane. Prague devint un gigantesque chantier où les constructions monumentales commandées par Charles et conçues par le génial architecte Peter Parler ne s'élevèrent pas seulement sur le Hradčany et dans la Nouvelle Ville. Le gothique qui marque aujourd'hui encore de nombreuses villes s'imposa jusqu'en province. Les peintres de cour de Charles, Nicolas Wurmser et Theoderich de Prague, contribuèrent par leurs œuvres exceptionnelles au développement de cet « âge carolin » tout autant que les joailliers, les sculpteurs et les fondeurs de bronze anonymes, qui adaptèrent le style des débuts de la Renaissance par l'adjonction d'éléments propres à l'Europe centrale.

On doit surtout à Charles la création de l'université de Prague. Les premières tentatives de mise sur pied de cursus généraux remontent au XIII^e siècle à Bologne, Paris et Oxford. Le 26 janvier 1347, le pape Clément VI autorisa la construction d'une université composée de quatre facultés : théologie, philosophie (*artes*), jurisprudence et médecine, que Charles fonda officiellement le 7 avril 1348 et confirma dans la charte d'Eisenach du 14 janvier 1349. « Les habitants de la Bohême, qui avaient une soif insatiable des fruits de la science », firent bon accueil à cette nouvelle fondation, portée surtout par des professeurs étrangers. « La ville de Prague fut, grâce à cette école, très connue et réputée dans les pays étrangers et, en raison du nombre des étudiants qui affluèrent, la vie devint plutôt chère. » (Benesch de Weitmühl.) Le *Collegium Carolinum*, créé par Charles en 1366 pour accueillir professeurs et étudiants en un lieu de résidence, d'enseignement et d'étude commun, fut un modèle pour les universités ultérieures. En tant que chancelier de l'université, l'archevêque de Prague avait pour mission de surveiller, à côté du recteur élu, les étudiants et les professeurs, répartis selon leur origine géographique en quatre « nations universitaires » où les Allemands furent d'abord majoritaires. L'université connut son âge d'or dans les années 1380, lorsque 1 000 étudiants suivaient les enseignements de 50 *magister* ayant rang de professeur, et d'environ 200 enseignants docteurs. Les fondations d'université qui suivirent après 1360 dans le domaine d'influence de

Prague et les discussions de plus en plus acides engendrées par la prétention de la nation universitaire bohémienne à la suprématie entraînent toutefois son déclin avant 1400.

Les dissensions d'origine nationale qui pesaient sur le développement de l'université se manifestèrent également dans le clergé. Les moines allemands refusant d'admettre des Bohémiens dans leurs couvents, des provinces bohémiennes autonomes des ordres religieux apparurent. Le dernier évêque de Prague, Jean IV de Dražic (1301-1343), fut un des défenseurs les plus ardents de la composante nationale bohémienne, et lors de la fondation, dans sa ville de Roudnice (Raudnitz) d'un chapitre de chanoines de Saint-Augustin en 1333, il stipula explicitement que seuls des Bohémiens pourraient y être admis, restriction levée en 1349 par le pape Clément VI à la demande de Charles IV. La langue populaire prenant une importance croissante dans les sermons, le bilinguisme de la population et le développement de la conscience nationale tchèque furent aussi à l'origine de tensions nationales. Plus déterminants furent cependant l'envie suscitée par des ecclésiastiques nantis face à un clergé sans ressources, le renouveau de la simonie, l'expansion vigoureuse du domaine foncier de l'Église, la décadence générale de la discipline au sein de cette même Église et des conceptions morales dans la majorité de la population. Les courants anticléricaux ainsi suscités furent un terrain favorable à la propagation d'hérésies qui amenèrent Charles à accepter dès 1343 une inquisition permanente.

Lors de l'élection de Charles, Guillaume d'Occam lui avait reproché d'être un « roi bigot », et même l'élu du « clergé hérétique d'Avignon ». Ce reproche n'est recevable que dans la mesure où sa conception du pouvoir était fortement imprégnée de religiosité ; sa piété était profonde, mystique, extrême. Il fut un collectionneur effréné de reliques miraculeuses, mais ses donations pieuses furent rares. Il s'intéressa de près à l'indépendance des juridictions religieuses et au maintien de la discipline ecclésiastique, et l'épiscopat le soutint activement en ces domaines, sous la conduite des premiers métropolitains de Prague Ernest de Pardubice (1344-1364) et Jean Očko de Vlašim (1364-1378). Grâce à une administration bien organisée, les archevêques établirent leur place dirigeante, juste après le roi, dans la hiérarchie sociale, et les statuts promulgués en 1349 leur permirent d'accroître l'autonomie de l'Église, de restreindre les droits de patronage des nobles, d'affirmer leur compétence juridique sur le clergé et d'imposer l'investiture des prêtres par les évêques. Ils ne parvinrent pas pour autant à mettre un terme au cumul des prébendes et, à l'inverse, au développement d'un clergé errant. 700 ordinations mineures étaient conférées chaque année. Plus de 1 200 clercs vivaient dans la seule Prague, dont 200 à la cathédrale, et près de 300 au Vyšehrad ; ils

géraient d'innombrables prébendes de messes, d'autels, capitulaires et canoniques. Aux 172 couvents s'ajoutaient les nouvelles fondations, encouragées par le roi, les évêques et la haute noblesse, des chanoines de Saint-Augustin (notamment Roudnice, Glatz, Wittingau, Sternberk, Fulnek), des ermites de Saint-Augustin (Saint-Thomas de Prague) ou des chartreux (Mariengarten, près de Prague). Les ordres d'implantation ancienne, cisterciens et prémontrés surtout, s'efforçaient de répondre aux nouvelles exigences du temps par une pastorale populaire utilisant la langue nationale. Conrad Waldhauser, moine augustinien appelé d'Autriche par Charles, exhortait les Pragois à la conversion dans ses sermons à l'église Saint-Gall, puis à Notre-Dame-du-Týn, et il trouva dans Jan Milíč de Kremsier un continuateur charismatique et intransigeant, célèbre pour ses appels apocalyptiques à la réforme.

Société et économie

Ces grandes figures de prédicateurs déclenchèrent dans la population laïque des villes un profond mouvement de piété qui ne put toutefois effacer des dissensions nationales croissantes. La forme des noms et les « nationalités » ne coïncidant pas, l'étude des noms portés sur les registres ne permet pas de démontrer de façon convaincante l'augmentation de la population de langue tchèque dans les villes. À l'exception de Prague, Kutná Hora, Eger et Brno, les villes relevaient du sous-chambellan du roi, et les bourgeois cherchaient à en accroître l'autonomie financière, dans le cadre des conseils dirigés par des bourgmestres élus et qui réduisaient le pouvoir des juges. Cependant, seules les familles riches de patriciens, ayant acquis fortune et prestige dans la colonisation intérieure ou le commerce lointain, jouissaient de la plénitude des droits civils ; elles veillaient jalousement à écarter de la gestion des villes les artisans qui avaient réussi grâce aux corporations. La nomination de certains patriciens à des fonctions de cour, la reconnaissance de leur capacité à administrer dans le respect de la coutume municipale en faisaient à certains égards les égaux des nobles. En encourageant les ligues urbaines, Charles créa un pouvoir suprarégional qui pouvait l'aider à contenir celui des nobles. Étendant considérablement leur superficie en absorbant les villages voisins et leur paysannerie non libre, les villes royales exploitèrent à fond les possibilités économiques qui s'offrirent sous Jean l'Aveugle et Charles IV. Le commerce extérieur, principalement avec Nuremberg, Vienne, Ratisbonne, Breslau, Leipzig et Cracovie, joua un rôle particulièrement important dans cette expansion, grâce aux monopoles dont il bénéficiait. L'artisanat ne put se développer que dans un cadre corporatif qui favorisa le maintien de structures sociales et de méca-

nismes économiques pesants, et la montée des tensions nationales. La production d'argent resta à un niveau élevé. Couvrant environ un tiers des besoins européens, elle garantit au pays une relative prospérité et au roi des revenus permanents importants. Peu avant sa mort, l'empereur Charles IV dut encore freiner la dépréciation du gros pragois à la réputation toujours intacte par la réforme monétaire du 2 novembre 1378 ; les énormes besoins d'argent de la cour, encore accrus par les dépenses entraînées par l'élection de Venceslas au trône allemand, déséquilibrèrent à nouveau les finances.

La stagnation économique de la seconde moitié du XIV^e siècle a sans doute été accentuée par les pertes démographiques dues aux épidémies de peste, qui ralentirent l'afflux des immigrants et la mise en valeur du pays. L'exode rural et la pénurie croissante de main-d'œuvre gênèrent tout particulièrement les propriétaires fonciers laïcs et religieux qui s'efforcèrent d'entraver, voire d'interdire totalement la mobilité de leurs paysans. L'emphytéose, qui mettait fin par un versement unique à des obligations disproportionnées et qui garantissait la libre transmissibilité des biens, se répandit dans des régions initialement à l'écart du mouvement de colonisation. L'assolement triennal et l'utilisation collective des communaux favorisèrent la transformation de la communauté villageoise en une collectivité autoadministrée. De même, des jurés villageois participèrent désormais aux juridictions seigneuriales, et le fonctionnaire d'autorité qu'était le juge ne pouvait les ignorer. Des relations économiques se mirent lentement en place entre ville et campagne, et une production marchande émergea peu à peu, créant les conditions d'un accroissement de la circulation monétaire. L'extension du droit colonial allemand aux régions d'habitat ancien précisa les charges pesant sur le paysan : à côté d'un fermage fixé à l'avance à régler en argent ou en nature au seigneur foncier, il devait au roi la *berna generalis* et versait à l'Église la dîme épiscopale, en général modeste, et une dîme paroissiale plus élevée. La petite noblesse terrienne, menacée de ruine et soutenue par la haute noblesse et le roi, s'opposa vigoureusement à l'extension des domaines de l'Église.

Dans son testament du 18 octobre 1377, Charles IV avait décidé de diviser ses terres entre ses quatre fils. À sa mort, le 29 novembre 1378, il laissa la majorité des pays bohémiens à Venceslas, héritier du trône ; Sigismond, qui par son mariage avec Marie de Hongrie pouvait prétendre à la succession de Hongrie et aussi à celle de Pologne, reçut la marche de Brandebourg ; Jean, duc de Görlitz, une partie de la Haute- et de la Basse-Lusace, et son fils Henri, nouveau-né, la succession des terres familiales du Luxembourg, qui devaient être gouvernées par Venceslas, demi-frère sans enfant de Charles. Les descendants de son frère Jean-Henri, étant margraves de Moravie,

restaient les vassaux du roi de Bohême, qui était aussi suzerain des duchés silésiens et du Haut-Palatinat de Nouvelle-Bohême. Venceslas devait donc se contenter de la suzeraineté sur la Bohême, la Silésie, Bautzen, de certaines régions de la Basse-Lusace, des possessions luxembourgeoises dispersées en Bavière, en Franconie et en Saxe, et d'une souveraineté lointaine sur les autres territoires. Il pouvait cependant envisager l'avenir avec confiance, grâce à sa puissance personnelle renforcée sur les plans économique et politique, et à l'efficace appareil de gouvernement qu'il héritait de son père.

VENCESLAS IV ET LA RÉVOLUTION HUSSITE

Du vivant de Charles IV, deux évolutions s'étaient déjà amorcées, qui allaient peser considérablement sur le règne de Venceslas IV (1378-1419). À partir de 1377, une ligue des villes souabes, puis une ligue rhénane et une ligue saxonne étaient entrées en lutte contre les princes et les chevaliers ; en 1384, après de nombreuses déconvenues, Venceslas put, grâce à l'accord de Heidelberg, décréter une paix civile de quatre ans, qui ne fut pas respectée. La victoire d'Eberhard le Chagrin sur les villes souabes en 1388 à Döffingen ouvrit la voie à la paix d'Eger en 1389, qui reconnut la liberté des villes au sein de l'Empire, mais leur interdit désormais des coalitions temporaires. Venceslas ne put exploiter l'occasion qui s'offrait à lui d'utiliser les nouveaux tribunaux pour asseoir l'influence de la royauté dans l'Empire. En effet, son couronnement comme empereur à Rome aurait renforcé sa légitimité en Allemagne, mais il négligea de s'y plier, sans doute en raison du schisme provoqué par la double élection pontificale de 1378. À la suite de celle-ci, Venceslas, suivant l'exemple paternel, prit le parti du pape de Rome, Urbain VI, compromettant du même coup et pour longtemps toute entente avec la maison de Valois. Il conclut encore le 21 juillet 1380 un accord d'assistance mutuelle avec Charles V, mais comme le roi de France soutenait activement l'anti-pape d'Avignon Clément VII, Venceslas, encouragé par la Curie romaine, se rapprocha de l'Angleterre et scella cette alliance en mariant sa sœur Anne au roi Richard II. Son nouveau beau-frère ne lui ayant pas prêté les 100 000 florins nécessaires à son voyage à Rome, et la paix intérieure restant encore très fragile dans l'Empire et requérant toute son attention, le nonchalant Venceslas recula devant les difficultés d'une campagne en Italie et renonça temporairement à se faire couronner empereur. Il ne suivit cependant pas de ligne précise dans l'interminable querelle autour de la reconnaissance de la papauté de Rome ou de celle d'Avignon. Les princes électeurs aux-

quels Charles IV avait su s'imposer avec fermeté exploitèrent l'inexpérience de Venceslas et les problèmes qu'il devait affronter en Bohême pour accroître leur droit à la parole et peser sur le cours de la politique territoriale princière.

On reprocha rapidement à Venceslas sa mollesse et son manque d'initiative politique dans l'Empire autant que dans ses États héréditaires. Décrit au départ comme doué, soucieux de justice et économe, le roi s'abandonna bientôt à la boisson et à l'influence de conseillers éphémères, et il tenta d'éluder les décisions nécessaires. Le jugement sans appel posé par son contemporain l'abbé Ludolf de Sagan dans le *Tractatus de longaevo schismate*, qui le rend personnellement responsable de tout le malheur de la Bohême et de l'Empire, pèse encore aujourd'hui sur lui. Venceslas assista sans comprendre ni réagir aux bouleversements religieux, sociaux et politiques qui marquèrent les quatre années de son règne, et son attitude irréfléchie et provocatrice contribua même à les précipiter et à les radicaliser.

L'archevêque de Prague Jean Očko de Vlašim ayant été nommé cardinal par Urbain VI, Jean de Jenstein (Jan z Jenštejna, 1379-1396) lui succéda comme archevêque et comme chancelier. Le landgrave Jean de Leuchtenberg, ancien intendant de la cour, le premier burgrave Pierre de Wartenberg et le grand chambellan Thiemo de Kodlitz, deux barons bohémiens, faisaient partie du cercle de ses conseillers particuliers, avec le duc Přemyslav de Děčín, qui avait déjà servi son père. Venceslas privilégiant de plus en plus les représentants de la petite noblesse et de la bourgeoisie, des tensions croissantes apparurent entre les représentants des seigneurs, majoritaires dans le conseil de la couronne et à la chancellerie, et le roi et ses nouveaux conseillers. En 1384, elles amenèrent Jenstein à démissionner de l'influente charge de chancelier que Venceslas confia à Jean Bruno, ancien second chambellan et doyen de Lebus, auquel succéda pour sa part le négociant pragois Sigismond Huler. Les nouveaux favoris ne cessant de contester la souveraineté juridique du métropolitain de Prague, et Jenstein parvenant à faire échouer les plans du roi visant à ériger en évêché l'abbaye de Kladruby, l'escalade se poursuivit en un conflit plus axé sur le droit d'intervention des nobles et de l'élargissement de leur souveraineté territoriale que sur le soutien de Venceslas aux éléments urbains ou tchèques. Le 20 mars 1393, Venceslas fit cruellement torturer, puis précipiter dans la Vltava, du haut du pont Charles, le vicaire général Jean de Pomuk. Ce meurtre fut, pour la haute noblesse, la goutte d'eau qui fit déborder le vase : une fronde noble regroupée en « ligue des seigneurs » autour de Henri de Rosenberg arrêta le roi le 8 mai 1394 et nomma le margrave Jobst de Moravie administrateur du royaume. Grâce aux interventions de son frère Jean de Görlitz et de Rupprecht II de Palatinat, Venceslas, emprisonné au

château de Wildberg en Autriche, fut libéré le 1^{er} août, notamment parce que le pape romain Boniface IX, sollicité par l'archevêque Jean et agissant dans le contexte du schisme, ne put se résoudre à frapper le roi d'interdit. Venceslas ne respecta pas les conditions de sa libération, négociées par le comte palatin Rupprecht à České Budějovice, et, en avril 1395, il fit arrêter son cousin Jobst. Sa conduite maladroite lui aliéna son frère Jean et le duc Albert III d'Autriche ; il souleva alors contre lui non plus une simple ligue des seigneurs, mais une véritable guerre civile. La mort d'Albert, le 29 août 1395, et celle, le 1^{er} mars 1396, de Jean de Görlitz, nommé gouverneur de Bohême, donnèrent à Venceslas un répit pendant lequel son frère Sigismond, roi de Hongrie, s'efforça de négocier un compromis entre Jobst de Moravie, la ligue des seigneurs et le roi de Bohême, acculé dans ses derniers retranchements.

La perte de la couronne allemande

Sigismond avait toutes les raisons de prendre le parti de son demi-frère plus âgé : il devait à son soutien actif, joint à celui de toute sa parenté morave, d'être sorti victorieux de la lutte pour la succession de Louis le Grand († 1382), et d'avoir accédé sinon à la couronne polonaise, du moins à celle de saint Étienne en 1387. Venceslas avait ainsi pu du même coup détourner de l'Empire la pression menaçante des Turcs sur les Balkans. Venceslas ayant garanti la succession de Bohême à son demi-frère et l'ayant nommé second vicaire d'Empire, un arbitrage intervint le 2 avril 1396, qui était en fait une capitulation quasi totale du roi devant les exigences de la noblesse : Venceslas renonçait à la prérogative royale de nommer les titulaires des principales charges du pays et de la couronne, et les membres du conseil de la couronne, et à celle de décider de l'étalon monétaire. Sévèrement défait le 28 septembre 1396 à Nikopolis par les Turcs, Sigismond dut se consacrer au maintien de son pouvoir en Hongrie. Venceslas dut alors céder en fief le duché de Görlitz et la Haute-Lusace à son cousin Jobst. Le margrave de Moravie, doté en 1388 par Sigismond du Brandebourg, du duché de Luxembourg et du bailliage d'Alsace, régnait ainsi sur un ensemble vaste et complexe ; il montrait peu d'empressement à se soumettre de façon loyale et durable à l'indolent roi de Bohême. Venceslas ne se montrait pas plus disposé à respecter la répartition des pouvoirs prévue dans l'arbitrage par la restauration du droit d'intervention des nobles dans le gouvernement du pays, et cherchait à consolider à terme sa position en nommant des conseillers qui lui étaient acquis. Son adversaire le plus acharné, Jean de Jenstein, abandonna ses fonctions d'archevêque le 2 avril 1396 (il mourut à Rome le 17 juin 1400 comme patriarche d'Alexandria) ; son neveu

plus conciliant, Wolfram de Skworek (Olbram ze Škvorce), lui succéda, et ce changement améliora quelque peu la situation de Venceslas.

Le roi céda de mauvais gré à la pression de ses conseillers nobles conduits par le duc Jean de Troppau-Jägerndorf, qui firent assassiner quatre fonctionnaires royaux réticents à leurs exigences, et qui l'exhortaient à prendre plus au sérieux ses devoirs de roi romain en convoquant une diète impériale et, ainsi, à « guider et régler les affaires de l'Empire ». Après dix ans d'absence, Venceslas rencontra les princes d'Empire à Nuremberg à la fin de 1397, et à Francfort au début de 1398. Une opposition constituée parmi les princes autour de l'archevêque de Mayence, Jean de Nassau, et de Rupprecht III de Palatinat remit à l'empereur une plainte en onze points. Pour affaiblir cette ligue princière, Venceslas reprit sa politique de pacification intérieure, fondée sur le développement des villes impériales. Il ne put toutefois s'opposer aux démarches entamées à partir d'avril 1399 pour lui ôter son titre de roi allemand. Ayant repris les combats en Bohême contre la ligue des seigneurs et contre Jobst, Venceslas, parfaitement au fait de ce qui se préparait contre lui, ne répondit pas à la convocation des quatre princes d'Empire rhénans à Oberlahnstein le 4 juin 1400. Le 20 août, il fut « déposé comme démembreur nuisible, superflu et méprisable, et gouvernant indigne du Saint Empire romain germanique », et privé des « dignités, honneurs et pompes » qui y étaient associés. Le lendemain, Rupprecht III, comte palatin et duc de Bavière, fut élu roi : il parvint à briser l'opposition des princes puis celle des villes d'Empire, et à se faire reconnaître dès 1403 par la Curie romaine.

La rapidité et la facilité relative avec lesquelles Rupprecht parvint à s'imposer comme empereur s'expliquent en premier lieu par la passivité inattendue de Venceslas : le roi déposé fut certes pris d'une violente colère, mais n'alla pas au-delà de contacts infructueux avec Charles VI de France et d'efforts limités pour entamer une démarche commune avec son frère Sigismond et ses cousins de Moravie. Rupprecht chercha à plusieurs reprises à obtenir de Venceslas qu'il renonce formellement à la couronne impériale et se soumette à son nouveau suzerain, mais ni les armes ni les négociations ne parvinrent à le faire fléchir. Sigismond finit par aider Venceslas à aller se faire couronner, un peu tardivement, à Rome. Le roi de Hongrie, allié peu sûr, crut que la confusion de la situation créait une occasion favorable à un coup d'État en Bohême : le 6 mars 1402, il fit prisonnier Venceslas, qu'il confia à la surveillance des Habsbourg à Vienne, et il parvint également à neutraliser Procope de Moravie. Cet acte arbitraire suscita toutefois la résistance des nobles bohémiens et silésiens, et la méfiance de Jobst de Moravie, qui, enrichi par la vente du duché de Luxembourg au duc d'Orléans, prit la tête de l'opposition. Celle-ci

fut aidée par le fait qu'en Hongrie même Sigismond dut faire face à un contre-roi en la personne de Ladislas de Naples, et que Venceslas parvint à s'enfuir en Bohême en novembre 1403. Mais Venceslas dut payer son retour sur le trône de Bohême par de nouvelles concessions à la noblesse bohémienne, qui fut la véritable bénéficiaire de la querelle entre les deux frères : le 5 février 1405, le roi accepta de confier la justice d'instance aux juges (*poprávci*) désormais choisis dans la haute noblesse et confirma le droit des seuls barons, déjà reconnu en 1396, à occuper les charges de la cour et du pays. Il dut de même accepter l'exécution, le 23 juin 1405, sous prétexte d'un complot, de son second chambellan Sigismond Huler, fils d'un bourgeois d'Eger, qui l'avait servi fidèlement et qui, dans la guerre entre les frères, avait rallié les villes à la cause du souverain légitime. Venceslas ramena dans son camp l'influent chef de la ligue des seigneurs, Henri de Rosenberg, en lui octroyant les biens royaux de la Bohême du Sud. Le nouvel archevêque Zbyněk Zajíc de Hasenburg (z Hazmburka, 1402-1411) étant au nombre de ses partisans, la situation de la Bohême à l'automne 1405 semblait à peu près rétablie. Le roi Venceslas pouvait espérer avoir les mains libres pour intervenir à nouveau dans les conflits qui divisaient l'Empire.

Venceslas n'avait jamais renoncé à la couronne impériale. La cour de France cherchait alors à provoquer un concile qui déposerait les deux papes et mettrait fin au schisme en élisant un nouveau chef à la tête de l'Église. Venceslas y vit une bonne occasion d'éliminer Rupprecht III de Palatinat et de redevenir un roi de Rome unanimement reconnu. En 1409, le concile de Pise élut un troisième pape en la personne d'Alexandre V et reconnut Venceslas comme le vrai roi de Rome. Condamné à l'inactivité par une longue maladie, celui-ci ne put cependant intervenir militairement contre ses adversaires. Lorsque la mort de Rupprecht, le 18 mai 1410, rendit nécessaire une nouvelle élection, Venceslas ne put compter sur aucun appui familial : le 20 septembre 1410, Sigismond se fit élire roi d'Allemagne par les princes électeurs, et Jobst de Moravie fit de même le 1^{er} octobre suivant. Jobst mourut dès le 18 janvier 1411, peut-être empoisonné, et Venceslas et Sigismond convinrent que le roi de Bohême disposerait de la moitié des revenus impériaux en contrepartie de sa renonciation formelle au trône, tandis que Sigismond l'aiderait à accéder au trône impérial. La conception de Venceslas selon laquelle le roi romain germanique n'était plus le seul souverain à pouvoir prétendre à la dignité impériale remettait en cause l'unité jusqu'alors strictement respectée de la royauté romaine et de la dignité impériale. Un revirement brutal d'opinion et l'ambition personnelle de Sigismond expliquent peut-être pourquoi celui-ci rassembla sur son nom les voix de tous les princes électeurs lors de la nouvelle élection du 21 juillet 1411, sans aider

pour autant ensuite son demi-frère peu aimé à accéder à la dignité impériale. Il se préoccupa plutôt de mettre un terme au schisme de l'Église. Mais dans cette entreprise aussi, il posa de graves problèmes à Venceslas et aux pays bohémiens.

Les bouleversements religieux

Le manque de dynamisme de Venceslas, son alcoolisme, que sa seconde épouse Sophie de Bavière-Munich ne parvint pas non plus à tempérer, et plus encore les graves troubles internes qui éclatèrent en Bohême incitèrent le souverain à se résigner à cette situation. Ces troubles allaient profondément transformer l'État dans les domaines religieux, social et national. La sensibilité nationale et religieuse éveillée sous Charles IV s'était encore exacerbée sous le faible Venceslas. Dans leurs prédications devant des auditoires attentifs, Conrad Waldhauser, Jan Milíč de Kremsier et Matthieu de Janov (*Matěj z Janova*) avaient dénoncé la décadence du religieux et appelé à la conversion et à la pénitence ; ils avaient aussi entrepris concrètement de venir en aide aux plus pauvres et aux exclus de la société. Le schisme pontifical avait divisé en deux camps ennemis un clergé déjà partagé par l'inégale répartition des prébendes. À cela s'ajoutaient les tensions entre les Allemands et les Tchèques, majoritaires dans de nombreuses villes, mais tenus à l'écart de la gestion municipale par le patriciat et les maîtres de corporation allemands, et qui comptaient sur le soutien du roi pour faire aboutir leurs revendications et obtenir l'égalité des droits. La faiblesse du roi devant la noblesse s'exprimait par son absence de pouvoir et d'influence au-delà des limites du domaine royal *stricto sensu*. La petite noblesse (hobereaux et chevaliers), menacée dans son existence même par l'appétit de terres des barons et de l'Église, et exclue de toute participation au pouvoir politique, risquait de perdre son indépendance et ses dernières prérogatives. En ces périodes troublées, l'intensification et la rationalisation de l'exploitation du sol permettaient à peine aux paysans asservis de faire face à l'alourdissement de leurs charges fiscales envers les seigneurs fonciers. Un zèle religieux passionné et l'adhésion à des hérésies populaires furent leur seul refuge, car l'Église officielle n'était pas à même de surmonter le décalage profond entre le clergé et les besoins spirituels et religieux de laïcs en proie à des souffrances multiples.

Venceslas ne parvint pas à apaiser le mécontentement accumulé dans la population face aux dissensions sociales religieuses et politiques. Son désintérêt et son inefficacité éclatèrent au grand jour lorsque, en 1389, il assista sans réagir à la destruction du ghetto de Prague qu'il avait fait édifier sept ans auparavant, et qu'il laissa se dérouler impunément dans tout le pays des pogroms contre les « valets du roi ».

Venceslas et sa cour se tinrent à l'écart des controverses suscitées à l'université de Prague par les efforts de réforme théologique. Lorsque le pape Boniface IX reconnut le roi Rupprecht, Venceslas exigea la neutralité du clergé bohémien dans la querelle pontificale ; puis, sous l'influence de son archevêque Zbyněk de Hasenburg, il amorça un rapprochement vers la papauté d'Avignon. Les théologiens de l'université s'opposèrent à cette nouvelle orientation, et seule la « nation universitaire » bohémienne se montra disposée à respecter la neutralité demandée par le roi dans la question de l'obédience pontificale. Dans cette querelle sans issue, le *magister* Jean, né à Hus en Bohême du Sud vers 1370, joua un rôle majeur ; incarnation des exigences de réforme et martyr de l'Inquisition, il laissa son nom au mouvement qui allait marquer de façon décisive le cours de l'histoire bohémienne au xv^e siècle.

Vers 1398, Hus avait eu connaissance des écrits du réformateur anglais John Wyclif (env. 1330-1384) par son élève Jérôme de Prague. Depuis ses chaires de professeur à l'université et de prédicateur populaire tchèque à la chapelle de Bethléem à Prague, il défendit cette doctrine, condamnée comme hérétique en 1382, qui réclamait une réforme fondamentale de l'Église de son sommet au moindre de ses éléments. Wyclif rejetait toute forme de pouvoir séculier pour l'Église ; il réclamait l'élimination des symptômes de décadence morale dans le clergé comme chez les laïcs et l'instauration de la justice sociale et politique. Son disciple bohémien y ajouta une composante idéologique nationale qui permit aux préoccupations réformatrices de se transformer plus tard en programme de révolution nationale. Le projet de Wyclif de diffuser la Bible dans les langues populaires trouva lui aussi un écho en Bohême. La popularité inattendue de Wyclif et de ses écrits, bientôt diffusés dans tout le pays, suscita l'inquiétude de la hiérarchie ecclésiastique pragoise. En 1403, elle interdit la discussion de ses thèses et dut renouveler cette interdiction en 1408. Les trois autres nations universitaires de Bavière, de Saxe et de Pologne refusèrent de respecter la neutralité exigée par le roi et de soutenir les projets de concile. Les partisans bohémiens de Wyclif, regroupés derrière Hus et Jérôme, défendirent activement cette ligne : l'occasion tant attendue se présentait enfin de faire entériner par le roi une modification des statuts de l'université qui favoriserait le droit de vote de la nation bohémienne, à laquelle appartenaient aussi les Allemands et les Slaves des autres pays de la couronne de Bohême. Par le décret de Kutná Hora du 18 janvier 1409, Venceslas accorda trois voix à la nation universitaire bohémienne organisée désormais sur une base linguistique, tandis que l'ensemble des trois autres nations n'en détenaient plus qu'une, au prétexte que la *natio Teutonica* n'avait aucun droit à considérer la

Bohême comme sa patrie, tandis que la *natio Bohemica* était la véritable héritière du royaume (*eiusdem regni iusta heres*). La faculté de droit et les Allemands de pays bohémiens accueillirent sans objection cette évolution de l'université de Prague vers une université nationale ; par contre, l'échec des négociations à l'été 1409 entraîna l'exclusion des *magister* et des étudiants des trois autres nations. Leur départ bénéficia aux universités nouvelles d'Erfurt, Vienne, Heidelberg et Cracovie, et entraîna même la création d'une nouvelle université, à Leipzig. L'affaiblissement de la composante allemande qui suivit cette exclusion fut en général bien accueilli en Bohême, où il attisa les prémices d'un antagonisme national.

L'Église mit aussitôt à profit la perte de substance que cet exode infligea à l'université et entama une action résolue contre les wyclifiens de Bohême. À l'été 1409, Hus, premier recteur de la nouvelle université, dut répondre de ses paroles devant l'Inquisition ; sur ordre d'Alexandre V, les écrits inspirés de Wyclif furent rassemblés et brûlés publiquement le 16 juillet 1410. Cet autodafé souleva un mouvement de protestation dont Hus fut l'instigateur et qui entraîna son excommunication puis un long procès pour hérésie. Lorsque Hus mit en cause le trafic pontifical des indulgences et affirma son soutien sans réserve à la doctrine wyclifienne de la rémanence (la rémanence du pain dans l'hostie, ce qui équivaut pour les théologiens à une négation de la présence réelle), son excommunication fut renouvelée par un synode pragois et son lieu de résidence frappé d'interdit. Le soutien de l'université et de la cour, celui notamment de la reine Sophie, commença à faiblir, et il dut quitter Prague. Depuis les châteaux de Kozi Hrádek et de Krakovec, il reprit contact avec ses partisans pragois et continua à diffuser ses écrits. Le roi Venceslas, qui ne désespérait pas de se faire couronner empereur et de mettre fin au schisme grâce au concile convoqué à Constance, suivit la suggestion de son frère Sigismond et demanda à Hus de venir y défendre ses thèses. Après l'échec des négociations de 1413 et l'approfondissement de la division du clergé bohémien, c'était pour Venceslas le dernier espoir de rétablir la paix dans son pays. Hus pensait pouvoir convaincre le concile de la justesse de ses principes et donner une impulsion décisive à la réforme de l'Église. Il ne sous-estimait pas les dangers auxquels il s'exposait, le sauf-conduit accordé par Sigismond ne pouvant en aucun cas être considéré comme une protection contre la condamnation qui le menaçait.

Hus arriva le 3 novembre 1414 à Constance ; il fut arrêté dès le 28 novembre mais ne put exposer publiquement ses thèses que les 5, 7 et 8 juin 1415. Ses juges ecclésiastiques tentèrent une conciliation en réduisant l'accusation à trente passages de ses écrits, dont surtout le *De ecclesia*, mais Hus, défendu par Jean de Jesenic (Jan Jesenský),

refusa de se rétracter et d'abjurer ses prétendues erreurs, d'une part parce qu'il n'en reçut pas « la démonstration par l'Écriture » qu'il exigeait et aussi pour ne pas mettre en danger ses partisans bohémiens. Sa condamnation au bûcher prononcée le 6 juillet 1415 fut exécutée le jour même. Jérôme de Prague, son élève, périt lui aussi dans les flammes le 30 mai 1416, en dépit de sa rétractation.

La révolution hussite

Le martyr de Hus déclencha en Bohême des troubles extrêmement graves. Dès le procès, 250 membres de la petite et de la haute noblesse avaient protesté contre la dureté de ses conditions d'emprisonnement. Le 2 septembre 1415 parvint à Constance une protestation portant 452 sceaux, qui dénonçait le jugement et son exécution comme « une honte durable et un stigmate pour la Bohême et la Moravie ». Pendant le procès, Jakobellus de Mies (Jakoubek ze Stříbra) réclama l'institution de la communion sous les deux espèces (*sub utraque specie*). Cette demande eut un grand écho et la communion au calice se répandit dans la plupart des églises. Pendant que le roi Venceslas et l'archevêque Conrad de Vechta (1413-1431) s'efforçaient en vain de rétablir l'autorité de l'Église catholique, la noblesse désigna trois seigneurs pour gérer les questions religieuses pendant les six années à venir. Des revendications s'élevèrent alors : liberté de prédication, non-observation des excommunications injustifiées, vérification des titres de propriété de l'Église, révélant la profondeur de la rupture. Le camp des réformateurs, bientôt appelés hussites, utraquistes ou calixtins, connut lui aussi des divisions religieuses, atténuées par la reconnaissance générale par l'université, le 10 mars 1417, de la communion sous les deux espèces. Un débat animé entre modérés et radicaux permit de dégager un accord sur les quatre points suivants : communion sous les deux espèces, liberté de prédication y compris dans les messes en tchèque, pauvreté des prêtres, punition de tous les péchés mortels. Ces points, rassemblés en avril 1420 sous le nom d'Articles de Prague, devinrent le cadre programmatique de la réforme réclamée.

L'Église officielle eut beau poursuivre les rebelles à grand renfort d'excommunications, d'interdits et de toutes les peines ecclésiastiques disponibles, l'élection de Martin V en 1417 eut beau restaurer l'unité de l'Église, il n'était plus possible d'étouffer le mouvement réformateur et d'arriver à un compromis entre des positions de plus en plus divergentes. En décrétant l'expulsion des prêtres calixtins des villes royales au printemps de 1419, Venceslas déclencha une vague de pèlerinages vers les montagnes. Les revendications se radicalisèrent et de nouvelles formes de vie communautaire se répandirent. L'ancien moine prémontré Jan Želivský jouissait d'une popularité particulière.

Une procession parvint, sous sa conduite, à forcer l'accès à l'église Saint-Étienne dans la Nouvelle Ville de Prague, le 30 juillet 1419, mais le conseil catholique-tchèque mis en place par Venceslas refusa de libérer les calixtins incarcérés, et treize conseillers trouvèrent la mort après avoir été défenestrés de l'Hôtel de Ville. Ce fut le signal d'un soulèvement général qui affecta particulièrement les zones très peuplées de la Bohême centrale et méridionale. Le roi Venceslas s'efforça une fois encore d'arriver à un compromis, mais il mourut le 16 août 1419 des suites d'une attaque.

Avant que le roi Sigismond ait pu prendre la succession de son demi-frère Venceslas mort sans laisser de fils, les troubles graves qui agitaient les pays bohémiens donnèrent naissance à la première guerre hussite. Sophie, veuve du roi, proclama en vain une trêve générale pour juguler les horreurs qui commençaient à se répandre contre les Allemands hostiles à la communion sous les deux espèces. Celle-ci fut interdite par la force dans les églises et les couvents de Prague. Alors les assemblées populaires qui se tenaient en dehors de la capitale, et notamment sur une colline des environs de Bechyne et rebaptisée mont Tabor en référence à l'Ancien Testament, formulèrent des revendications radicales qui allaient désormais jusqu'à remettre en cause l'ordre social. La forteresse du Vyšehrad et le quartier de Malá Strana restèrent aux mains des insurgés dirigés par Jan Žižka jusqu'au début de novembre 1419, et la garnison du Hradčany ne put se maintenir que grâce à un armistice de six mois. Le roi Sigismond se risqua donc seulement jusqu'à Brno au milieu du mois de décembre pour y tenir une diète et y jeter les bases du rétablissement de la paix. Une délégation venue de Prague exigea, en préalable à tout hommage, la confirmation des quatre articles qui avaient été adoptés par une diète sans que le roi en eût été informé ou que, *a fortiori*, il y eût été consentant. Sigismond ne put qu'y voir un affaiblissement de l'autorité royale et cléricale, et l'accord vola en éclats. La situation continuant à se dégrader à Prague et au sud de la Bohême, où un nouveau Tabor permanent s'était ouvert à Hradiště sur la Lužnice, Sigismond se rendit à Breslau où il tint une diète impériale et entama des préparatifs militaires contre les rebelles bohémiens. Le pape Martin V promulgua une bulle contre l'« hérésie wyclifienne et hussite » le 1^{er} mars, tandis que les Pragois s'efforçaient de démontrer que leurs mesures de défense étaient une *bellum iustum*. À l'été 1420, malgré le soutien des margraves de Meissen, du prince électeur Frédéric I^{er} de Saxe et du duc Albert d'Autriche, Sigismond ne parvint pas à s'emparer de Prague avec son armée de croisés ; il se fit alors couronner en hâte roi de Bohême au Hradčany, le 28 juillet, avant de prendre les armes pour en finir avec ses compatriotes hussites.

Ceux-ci disposaient, avec Nicolas de Hus, qui tomba au combat

dès l'été 1420, et surtout avec Jean Žižka de Trocnov (z Trocnova, env. 1370-1424), de chefs de guerre expérimentés qui s'étaient déjà distingués dans les combats de Prague. Les bandes hétéroclites et mal équipées de paysans et de petits artisans qui se sentaient devenus des combattants de Dieu et partaient en guerre avec femme et enfants furent rapidement transformées par Žižka en une armée populaire organisée, efficace et disciplinée, qui remporta des succès initiaux étonnants contre des armées de croisés plus expérimentées et plus nombreuses, grâce à des techniques de guerre nouvelles : chars rapidement transformables en forteresses, et capables de paralyser les armées de chevaliers équipées à l'ancienne, utilisation organisée d'archers et d'armes à feu individuelles, spécialisation, rapidité de déplacement des colonnes de chars. Žižka, bien qu'ayant perdu totalement la vue en 1421, resta jusqu'à sa mort un chef incontesté qui, par sa seule présence, obtenait des masses, assistées par les prêtres jusque dans les combats, des exploits militaires sans précédent. L'historiographie tchèque s'est longuement penchée sur cette figure de génie, mais de nombreux détails de sa biographie restent aujourd'hui encore contradictoires. Combattant de l'unité nationale et de la justice sociale, il devint une figure symbolique de l'histoire tchèque. Procope le Chauve (Prokop Holý, dit aussi Procope le Grand) et Procope le Petit, successeurs de Žižka, prirent sa relève pour forger la technique de guerre et le moral au combat de l'armée hussite.

Malgré sa capacité à mettre sur pied et à mener à la victoire une armée redoutée dans l'Europe entière, la résistance hussite fut affaiblie par des divergences religieuses, sociales et politiques qui la firent éclater en plusieurs fractions régionales incapables de se rassembler sur une action commune. Les taborites eurent au départ une attitude particulièrement radicale, proche des conceptions de l'Église primitive, et prônèrent une vie communautaire et une organisation théocratique. En septembre 1420, ils élurent évêque Nicolas de Pilgram (Mikuláš z Pelhřimov). Ils abandonnèrent rapidement leur chiliasme radical, mais, au printemps 1423, ils rompirent avec Žižka pour des raisons encore inconnues aujourd'hui. La tendance d'Horeb, fondée par le noble Hinko de Lichtenburg dans la région de Hradec Králové, reçut une impulsion puissante de Žižka, et les orebités conduits par le prêtre Ambros concrétisèrent leur idée d'une coopération égalitaire de tous pour la cause divine tout en respectant le principe de la division de la société en ordres. À Prague, à l'automne 1421, Želivský avait entrepris d'établir une dictature républicaine, mais il fut renversé par des forces plus modérées et exécuté le 8 mars 1422. Les efforts de Prague pour reprendre la direction aussi bien religieuse que politique de la Bohême furent contestés par les autres centres religieux, et surtout par la haute noblesse convertie à l'utraquisme, qui ne rejoi-

gnit aucune des trois ligues urbaines ; elle finit par en créer une, qui défendit sa propre ligne et les intérêts des seigneurs fonciers et se montra de plus en plus prête à s'entendre avec le pouvoir monarchique légitime. Le fossé ne s'approfondit pas entre les nobles utraquistes et les catholiques royalistes, car les deux camps partageaient les mêmes objectifs politiques et n'avaient aucun intérêt à voir grandir l'influence des villes ni celle des couches inférieures hussites et de tendance chiliaste et républicaine.

L'échec des efforts de reconstruction avant 1433

Avant 1434, les efforts de Sigismond pour reconquérir la Bohême par les armes restèrent vains, et les deux camps firent à tour de rôle échouer tous les essais de compromis. Le pays dut donc entreprendre de mettre fin lui-même à l'anarchie. La légitimité du couronnement précipité de Sigismond fut immédiatement contestée, et la couronne de Bohême proposée au roi Władysław II Jagellon de Pologne. Les considérations dynastiques et de politique extérieure auraient pu le pousser à accepter, d'autant que Sigismond ne s'était pas particulièrement attiré la sympathie de la cour de Cracovie en rendant autrefois un arbitrage favorable à l'ordre des chevaliers Teutoniques. Toutefois, Jagellon ne voulut pas s'en prendre à son ex-beau-frère ; il soutint son cousin Vitold, grand-prince de Lituanie, ambitieux et sans liens avec Sigismond, qui, au printemps 1422, en accord avec sa noblesse, envoya son neveu Zygmunt Korybutowicz en Bohême comme gouverneur. À cette époque, les hussites y contrôlaient déjà des zones étendues et s'étaient emparés du Hradčany le 8 juin 1421 ; ils avaient renoncé à attaquer la Moravie qui avait reconnu les Articles de Prague et rejeté la souveraineté de Sigismond. Peu de temps auparavant, une diète générale du pays convoquée à Čáslav, et soutenue aussi par les Moraves, avait déposé Sigismond, déclaré « offensé évident des saintes vérités et assassin de l'honneur du peuple bohémien et de sa langue ». Elle avait désigné un gouvernement provisoire de vingt *diktator*, dont onze représentaient les différentes tendances hussites, cinq la haute noblesse, et quatre la bourgeoisie de Prague. Dans le même temps, la Curie pontificale et l'appel des villes allemandes encouragèrent la levée d'une nouvelle armée impériale « pour réprimer l'hérésie bohémienne ». Les 100 000 soldats rassemblés ne purent prendre la ville hussite de Saaz, assiégée au mois de septembre. Dès le 2 octobre 1421, cette deuxième croisade fut interrompue, Sigismond n'ayant pu fournir le soutien promis. Il ne parvint à traverser la Moravie et à gagner Kutná Hora que vers la fin de l'année, et les bandes hussites de Žižka lui infligèrent une défaite si écrasante, le 8 janvier 1422 à Havlíčkův Brod, qu'il dut se replier en désordre vers la Hongrie.

Zygmunt Korybutowicz, entré à Prague le 16 mars 1422, ne put mettre fin aux combats dans la capitale et aux escarmouches dans les environs ; l'idée d'une restauration monarchique soulevait de grandes objections, et Žižka n'avait qu'un respect limité pour le gouverneur. Les opposants au hussitisme reprirent donc espoir. En Moravie, dans les vastes possessions des Rosenberg en Bohême du Sud, à l'ouest, avec Eger et Plzeň, mais aussi au nord et à l'est de la Bohême, les barons catholiques et la population allemande des villes attisaient la résistance aux « hérétiques ». Dans la seconde partie de l'année 1422, une petite armée dirigée par Frédéric de Brandebourg ne parvint qu'à des résultats limités, car les armées qui devaient lui venir en aide, y compris celle de Sigismond, eurent tout aussi peu de succès que les négociations avec les chefs hussites. L'échec de cette troisième croisade relança la guerre civile en Bohême, notamment entre Prague et Tabor, et Zygmunt, réduit à l'impuissance, entama sa retraite vers la Pologne en mars 1423. Devant cet échec, son oncle Vitold renonça à la couronne de saint Venceslas. Zygmunt Korybutowicz essaya encore par deux fois de s'emparer du pouvoir pour lui-même. Alors qu'il s'efforçait de faire légitimer ses efforts par la Curie et par l'épiscopat bohémien, il fut arrêté en 1427 et renvoyé l'année suivante en Pologne. Une autre tentative de pénétrer en Bohême échoua de même en 1431.

Žižka, pour sa part, recherchait une solution militaire. Il parvint à conquérir une grande partie de la Moravie à l'automne 1423, et quelques-unes des principales villes en 1424. Il mourut de la peste le 11 octobre 1424, avant l'aboutissement des négociations avec les Pragois. Son armée se divisa alors en deux : les véritables partisans de Žižka, les « orphelins », se choisirent pour chef Procope le Chauve, fils d'une famille bourgeoise allemande, et Procope le Petit prit le commandement des taborites. L'unité ne put se refaire qu'en 1426, lorsque les positions des hussites au nord de la Bohême semblèrent menacées par Meissen. Aussig fut conquis le 16 juin, et au printemps les hussites entrèrent en Haute-Autriche et repoussèrent la quatrième croisade près de Střibro et de Tachov. La fin lamentable de cette croisade et le comportement hésitant du roi Sigismond découragèrent toute volonté d'en finir par les armes avec l'« hérésie bohémienne ». Délivrés de toute menace étrangère, les taborites tout-puissants purent commencer à mettre en œuvre chez eux leur conception du royaume de Dieu. Et, entre 1428 et 1433, leurs razzias répandirent l'épouvante et la terreur en Autriche, en Hongrie, en Bavière, en Franconie, en Thuringe, en Silésie, au Brandebourg, et en Pologne jusqu'aux portes de Dantzig ; ils y causèrent des pertes humaines et des destructions considérables. Malgré sa supériorité numérique, la cinquième et dernière croisade destinée à venir à bout militairement de l'adversaire

échoua elle aussi, le 14 juin 1431 à Domažlice, où la simple approche et les seuls cris des combattants hussites suffirent à provoquer la fuite désordonnée, et coûteuse en vies humaines, des soldats dirigés par le prince électeur de Brandebourg Frédéric.

Le sentiment d'impuissance face à un ennemi jugé invincible sur le champ de bataille renforça la volonté de négocier et de trouver un compromis. Mais l'intransigeance du roi fit rapidement échouer les discussions sur les Articles de Prague qui eurent lieu entre Procope le Chauve et Sigismond du 4 au 9 avril 1429, à Bratislava. Au début de février 1430, de nouvelles négociations s'engagèrent entre le prince électeur Frédéric de Brandebourg et les hussites et les taborites, à Beheimstein. Enfin, le concile de Bâle, qui travaillait à la refonte de l'organisation générale de l'Église, nomma le 23 juillet 1431 une instance de négociation reconnue par les deux parties. Après les préliminaires du 8 au 18 mai 1432 à Eger, Procope le Chauve et le baron Guillaume Kostka de Postupice se retrouvèrent à Bâle, du 4 janvier au 14 avril 1433, à la tête d'une délégation représentant les quatre tendances : taborites, orphelins dits aussi orebites, Pragois et nobles. Les *Compactata* y furent rédigées afin d'être discutées à une diète convoquée pour le mois de juin. Dans leur formulation, les propositions de Bâle constituaient une victoire des hussites, mais dans leur essence elles marquaient un succès de l'Église, car chacun des articles était suivi d'un paragraphe qui le vidait de son sens. Le débat sur leur adoption brisa l'unité du camp hussite. Les taborites s'en désolidarisèrent les premiers, et, confrontés à l'opposition des autres tendances désormais unies, ils ne purent conquérir à eux seuls la ville catholique de Plzeň. Face à ces éléments « radicaux », les nobles catholiques et utraquistes furent les premiers à s'unir en une ligue renforcée par la Moravie, la Vieille Ville de Prague, Kutná Hora, Plzeň, Mělník et d'autres villes, tandis que la Nouvelle Ville de Prague, les orebites et les taborites se montraient irréconciliables. Le 30 mai 1434, les deux camps s'affrontèrent à Lipany, au nord-est de la Bohême. Procope le Chauve et les principaux chefs taborites y trouvèrent la mort, et les modérés y remportèrent une victoire totale.

La voie était ainsi ouverte au retour de Sigismond, qui avait reçu la couronne impériale à Rome le 31 mai 1433. Les négociations qui s'ouvrirent avec les délégués bohémiens portèrent sur la garantie et le maintien de la communion sous les deux espèces, mais surtout sur la personne du nouvel archevêque, car Conrad de Vechta, passé à l'utraquisme, était mort depuis 1431. Jean Rokycana (env. 1390-1471), élu par la diète le 21 octobre 1435 avec l'approbation de Sigismond, ne fut pas accepté par la Curie, qui confia la gestion de l'archevêché à de simples administrateurs jusqu'au xvi^e siècle (1561). L'Église hussite était dirigée par des *directores cleri* depuis 1421, et

les calixtins, à partir de 1478 seulement par un consistoire de magistrats de l'université de Prague. La division de l'Église était ainsi confirmée, mais, du moins, un accord put se faire plus aisément le 29 février 1436 sur l'adoption des Articles de Prague, atténués par les *Compactata* de Bâle : la communion sous les deux espèces était désormais tolérée et l'expropriation des biens du clergé était entérinée. Sigismond ayant reconnu par serment les *Compactata* à Jihlava le 5 juillet 1436, plus rien ne s'opposait à son retour à Prague. Il ne parvint guère à donner une base solide à son nouveau gouvernement et à s'allier aux villes face à une noblesse devenue toute-puissante. De nouveaux troubles éclatèrent immédiatement après sa mort, le 9 décembre 1437 à Znojmo, alors qu'il se rendait en Hongrie.

Les conséquences du hussitisme

Laurencius de Březová (Vavřinec z Březové), auteur, vers 1422, d'une chronique de la période hussite, l'ouvre sur cette plainte : « Quand je contemple les pertes et les malheurs multiples de ce royaume de Bohême autrefois si heureux et réputé, et qui, peu à peu, ont envahi et consumé le pays tout entier et l'ont anéanti par les divisions de la guerre civile, alors mes sens et ma raison défont, épuisés de douleur. » Les contemporains voyaient déjà clairement les conséquences à long terme des combats : le royaume avait perdu sa suprématie incontestée dans l'Empire allemand ; les seigneurs qui s'étaient considérablement enrichis aux dépens de l'Église et des couvents en étaient les véritables vainqueurs, même si les hobereaux bohémiens et en partie les hobereaux moraves, qui avaient fait leurs preuves dans les armées hussites et accédé à des positions importantes dans les instances dirigeantes des diètes, entendaient affirmer leur influence. Le pouvoir politique était, en tout cas, entièrement aux mains des nobles, barons ou chevaliers. Les couches inférieures et les paysans qui avaient supporté l'essentiel du poids des combats se retrouvèrent rapidement dans une sujétion bien plus grande qu'auparavant. Les véritables perdants étaient cependant les villes, dont la puissance économique avait été brisée par le déclin du commerce et de l'artisanat ainsi que par la fuite ou l'expulsion de la bourgeoisie urbaine allemande. Sauf dans les régions périphériques et les villes moraves, la population allemande avait perdu l'essentiel de sa substance, sans que les hussites soient pour autant parvenus à édifier un « État national » tchéco-bohémien. Les dommages matériels aux campagnes étaient immenses, et irremplaçables les pertes infligées aux biens culturels ; dangereuse aussi la coupure que le puritanisme hussite introduisit entre les pays bohémiens et le développement intellectuel du reste de l'Europe, dominé par l'humanisme et les débuts de la Renaissance.

Pour les historiens tchèques, ces éléments négatifs ne pèsent guère, et leur interprétation insiste en priorité sur les acquis dans le domaine national et sur l'importance du hussitisme pour le développement du peuple tchèque et de son idée de l'État. Cette lecture complètement dissociée de toute réalité politique fait du hussitisme le principe fondateur de la démocratie tchèque (Palacký), et même dans un contexte d'indifférence religieuse, elle l'élève au rang de « maxime de la religion tchèque » (Masaryk). Le régime communiste ne se lassa jamais de relier la « problématique de lutte des classes » et la tradition nationale-communiste qu'il y lisait à la politique contemporaine et de se proclamer le réalisateur des aspirations chiliastiques des taborites. Mais l'invocation, rituelle aux jours de fête nationale, de la tradition hussite comme héritage vivant « de la plus grande époque » de la « tchéquité » devint un geste proclamatoire, vide, oublieux des idéaux originels de rejet de la tyrannie, de lutte pour la liberté des hommes et de solidarité de la société tout entière.

Bien qu'ayant perdu sa base matérielle, l'Église catholique put reconstituer assez rapidement ses positions. Philibert de Coutances, nommé administrateur par le concile de Bâle, s'entendit particulièrement à regagner églises et couvents à l'ancienne foi, à faire respecter les jours de fête religieuse et à rassembler le chapitre de Prague dispersé par les troubles. De plus, les utraquistes modérés se rapprochèrent nettement du catholicisme, car leurs divergences avec le rituel traditionnel ne concernaient que la communion *sub utraque specie* et sa distribution aux enfants, de même que la vénération de Hus. Par contre, les taborites regroupés autour de leur évêque, Nicolas de Pilgram, s'étaient donné une confession de foi qui rejetait la liturgie romaine et la doctrine du purgatoire, la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie et le caractère contraignant des Écritures en tout domaine. Ils avaient été vaincus par les utraquistes pragois dans les violentes confrontations théologiques de 1444, et leur sphère d'influence se réduisit encore lorsque leur bastion le plus puissant, Tabor, tomba en 1452. Mais ils ne renoncèrent pas pour autant à leur autonomie religieuse. L'Unité des frères moraves, qui se sépara de l'ancienne Église en 1468, reprit et développa les positions dogmatiques des taborites, et l'héritage spirituel de la révolution hussite survécut ainsi à toutes les persécutions.

Malgré l'apparition de tensions protonationales nourries d'éléments sociaux et politiques, on a quelques raisons de supposer qu'il n'était pas dans les intentions initiales des hussites d'opprimer ni d'expulser systématiquement les Allemands. La persécution des habitants allemands fut plutôt provoquée par leur attachement à la foi catholique et par leur fidélité à la dynastie régnante. Les ventes de biens imposées à ceux qui portaient et l'expropriation de ceux qui s'étaient enfuis

amenèrent une redistribution de la population au détriment des Allemands dans les villes bohémiennes qui restèrent longtemps sous contrôle hussite, mais les villes ne furent pas pour autant totalement tchéquisées. En Moravie, au contraire, et surtout dans les six villes royales non vassales, la population allemande catholique et royaliste put maintenir presque intégralement ses positions. On ne sait comment fut appliqué le privilège édicté le 20 juillet 1436 à Jihlava par l'empereur et qui excluait les étrangers de toutes les charges, au profit des « Bohémiens de naissance » ; plus décisive fut la confirmation de Sigismond, le 22 juillet, qui excluait le droit au retour et le dédommagement des habitants des villes qui avaient pris la fuite. En tout cas, le patriciat urbain, d'origine majoritairement allemande, avait très certainement perdu son influence décisive sur l'administration des villes ; les villes elles-mêmes, organisées dans des ligues dirigées par Prague, Tabor et Hradec Králové, continuèrent à échapper largement à la surveillance du second chambellan royal et purent enfin soumettre aux bourgmestres les juges royaux qui avaient jusqu'alors veillé au respect de la loi et de la fiscalité royale ; elles obtinrent ainsi un élargissement supplémentaire de leur autonomie administrative. Les quinze ans de guerre et le boycott commercial imposé par la Curie et par le roi, et qui porta particulièrement ombrage au commerce lointain, avaient causé des pertes financières importantes aux villes, et surtout à Prague, autrefois centre de la vie économique. La réparation des dommages dus à la guerre procura des commandes régulières aux artisans, mais il fallut attendre 1450 pour voir revenir des signes tangibles de prospérité. La reprise de l'exploitation minière de l'argent par des mineurs allemands à Kutná Hora ne put empêcher la chute constante de la valeur du gros pragois, obligeant le roi Georges à un réajustement monétaire drastique en 1469.

Les observateurs contemporains, tels Andreas de Brod, Eberhard Windecke et Jean de Příbram, avaient déjà relevé que la noblesse avait été la seule bénéficiaire de la révolution hussite. Tous estiment que les seigneurs ne s'étaient joints au mouvement qu'à contrecœur, pour s'enrichir en s'appropriant des biens d'Église et pour étendre leurs droits. Jan Želivský mit lui aussi en doute la véracité de leurs motivations, estimant qu'ils étaient « des traîtres et des incroyants sans attachement sincère à la vérité ». Quoi qu'il en soit, les barons et la noblesse rurale parvenue à une certaine influence politique avaient su garder des liens à peu près cordiaux avec tous les partis, et la révolution hussite les épargna, même dans sa phase initiale la plus radicale. Qu'elle se situât dans le camp catholique, utraquiste ou taborite, la noblesse sut toujours s'assurer la majorité aux vingt diètes du temps sans roi et dans les collèges directoriaux qu'elles élurent ; en participant en temps opportun aux négociations, elle put ainsi

conserver les privilèges usurpés que l'empereur Sigismond avait fini par reconnaître à Jihlava. Georges de Poděbrady chercha à renforcer un peu le pouvoir central dans les années 1450 ; il entreprit la vérification des biens acquis dans la période hussite, mais ne parvint pas à limiter efficacement la suprématie de la noblesse. L'extinction de la dynastie des Luxembourg en lignée masculine, le retour au principe de l'élection et la dépendance qui en résultait pour le souverain choisi par la noblesse garantissaient aux barons, constitués en ordre et appuyés sur une base matérielle renforcée, une influence politique déterminante, à peine limitée par l'association aux décisions des chevaliers et des villes royales. La haute noblesse dut simplement accepter une participation renforcée de la noblesse rurale aux *Landgerichte*, mais, dans l'ensemble, elle put continuer à exercer une influence intacte sur le maintien de l'ordre au niveau des cercles, grâce à la restauration de la charge de *poprávci*. Le morcellement des biens par les héritages, l'endettement et le manque de main-d'œuvre dû aux pertes démographiques réservaient cependant quelques soucis à la haute noblesse. L'engagement de la noblesse rurale en faveur de la liberté de la foi et de l'indépendance ne fut pas récompensé ; les grandes idées d'égalité et de fraternité, et le projet d'un ordre social nouveau excluant la propriété privée et les divisions en ordres ne survécurent pas à la terrible défaite de Lipany. Le servage fut rétabli ; l'économie fondée sur la rente amena à restreindre la liberté de circulation des paysans ; on tenta de limiter les privilèges et la protection juridique liés à l'emphytéose dans les zones de colonisation.

La reconstruction des villes détruites pendant les combats fut très lente. Dans les zones dévastées, il fallut de nombreuses années pour effacer les traces de la guerre. Le hussitisme donna en revanche une impulsion décisive au tchèque comme langue littéraire. La traduction de la Bible entreprise par Jean Hus avait certes encouragé ce mouvement ; mais le lyrisme spirituel eut également une grande vitalité : à côté de la prédication, le chant d'Église a joué un rôle important dans le renouveau religieux. Un nombre étonnant de ces textes écrits en tchèque furent ensuite traduits en latin et se répandirent ainsi dans toute l'Europe. Des chansons satiriques en langue populaire s'en prenaient aux opposants religieux et politiques. La *Relatio* de la mort de Jean Hus, écrite en latin par Pierre de Mladenowitz, parut à peu près simultanément en tchèque et se répandit très vite dans la population ; elle contribua de façon décisive au déclenchement de la révolution à la mort de Venceslas IV. *Le Laboureur et la Mort*, pamphlet en prose rédigé en nouveau haut allemand précoce vers 1400 par Jean de Saaz (Schüttwa), trouva en *Tkadleček* (*Le Tisserand*) un équivalent considéré comme le chef-d'œuvre de la prose médiévale bohémienne en langue tchèque. Les jeux de Noël et de Pâques cultivés au XIV^e siècle

et condamnés sévèrement par les prédicateurs hussites ne purent se maintenir que dans les régions catholiques pour garder vivant le mélange de la foi religieuse et des joies profanes du théâtre. Au tournant des XIV^e-XV^e siècles, le latin n'était plus la langue exclusive de communication, même dans les milieux cultivés. Du coup, la prédication populaire lancée entre autres par Jean Hus permit aux milieux les plus divers d'être concernés par la laïcisation de la théologie et par les débats sur la vraie doctrine, et les libelles politico-théologiques trouvèrent un large public. Les études bibliques furent pratiquées avec un tel zèle qu'à l'issue de sa visite à Tabor, Enea Silvio Piccolomini, le futur pape Pie II, nota avec étonnement la soif de savoir de toutes les couches de la population et la capacité de la moindre grand-mère à commenter la Bible de façon souvent plus convaincante que bien des évêques italiens. L'état des connaissances et le prosélytisme des écuyers qui accompagnaient la délégation hussite au concile de Bâle étaient si développés qu'on les dispensa de l'instruction prodiguée aux paysans. La fierté tirée de la langue populaire et la capacité à l'utiliser de façon adéquate dans tous les domaines – et jusque dans les traités de tactique militaire de Žižka – doivent donc être considérées comme un des legs intellectuels les plus importants du hussitisme.

Ce long conflit avait porté ombrage au prestige scientifique de l'université de Prague, qui, peu après le départ de la *natio Teutonicorum* en 1409, sombra dans les querelles religieuses et vit l'écrasante majorité des *magister* et des étudiants se rallier à la nouvelle doctrine. Le concile de Constance en vint à prononcer sa dissolution en 1416. Faute d'étudiants, les facultés de droit, de médecine et de théologie furent contraintes de se soumettre à cet ordre ; seuls les philosophes maintinrent un enseignement limité qui fut interrompu totalement entre 1420 et 1423 en raison du départ de nombreux professeurs et de la perte des revenus garantis par les fondateurs. De même, la destruction des bibliothèques freina considérablement le travail scientifique. À partir de 1430, enfin, le déroulement des études reprit à peu près sans heurts. Il fallut donc attendre longtemps avant de voir la culture bohémienne qui s'était développée sous les Přemyslides et les Luxembourg trouver de nouveau sa place dans l'évolution culturelle européenne. Malgré ces difficultés, l'héritage intellectuel du hussitisme a largement débordé sur les pays voisins et influencé les courants religieux et féodaux qui débouchèrent finalement sur la Réforme protestante.

CHAPITRE V

La Bohême de Georges de Poděbrady et des Jagellon (1437-1526)

L'ASCENSION ET LE RÈGNE DE GEORGES, LE « ROI HÉRÉTIQUE »
(1437-1471)

L'empereur Sigismond, sans héritier mâle, avait proposé pour lui succéder dans l'Empire, en Hongrie et en Bohême son gendre, le duc Albert V d'Autriche, marié depuis 1422 à son unique fille Élisabeth. Si la succession ne posa aucun problème en Hongrie (Albert fut élu le 18 décembre 1437 et couronné le 1^{er} janvier 1438 à Stuhlweissenburg) et si les princes électeurs acceptèrent d'élire à l'unanimité Albert comme souverain romain germanique sous le nom d'Albert II le 18 mars 1438, sa prétention à reprendre la couronne de Venceslas se heurta à une résistance massive. Albert, catholique convaincu et margrave de Moravie depuis 1421, avait en effet soutenu activement les efforts de son beau-père dans la répression de l'hérésie hussite. Ses succès militaires étaient certes restés modestes, et les combattants hussites avaient dévasté les terres de son héritage Habsbourg et son fief morave. Albert s'étant cependant engagé à respecter les *Compactata* de Bâle et la situation intérieure étant encore précaire, il fut élu le 27 décembre 1437 à Prague par une majorité composée d'utrasquistes modérés et de catholiques, et conduite par Ulrich de Rosenberg et Meinhard de Hradec, ainsi que par les représentants des principales villes, en se réclamant de l'ordre de succession luxembourgeois et de l'accord de succession réciproque conclu en 1364 par Charles IV avec la maison de Habsbourg.

Un groupe de nobles influents, dont quelques dignitaires de l'époque de Sigismond, avaient boycotté l'élection ; ils avaient tenté d'imposer comme souverain le roi Władysław III de Pologne. Ces plans contrecarraient ceux du chancelier polonais Oleśnicki, qui avait

déjà posé les jalons du mariage de Władysław avec une petite-fille de l'empereur défunt, mariage qui devait permettre de reconquérir la Silésie, d'étendre la souveraineté des Jagellon sur la Hongrie, et, dans un second temps, de prendre pied dans les pays de la couronne bohémienne. L'assemblée des nobles polonais ayant réaffirmé son attachement à l'obligation de résidence du souverain à Cracovie, son plus jeune frère Casimir (IV Jagellon), âgé de onze ans, fut proposé comme candidat et élu roi de Bohême par l'opposition utraquiste le 27 mai 1438. Casimir disposait d'un soutien militaire insuffisant et il ne put s'opposer au couronnement d'Albert, le 29 juin à Saint-Guy. Celui-ci entreprit ensuite d'éliminer ses adversaires. S'il ne put dans un premier temps s'emparer des puissantes fortifications de Tabor, il parvint à chasser les Polonais de Silésie et contraignit les Jagellons à renoncer à leurs prétentions au trône de Bohême. Il s'engagea immédiatement après dans la lutte contre les Turcs en Hongrie, tandis que le comte Ulrich de Cilli, cousin de la reine, nommé *gubernator*, s'efforçait en vain de pacifier la Bohême, ravagée en outre par une nouvelle épidémie de peste qui fit plus de 50 000 victimes. Lorsque parvint la nouvelle de la mort d'Albert à Gran, le 27 octobre 1439, la guerre civile atteignit un nouveau paroxysme. Ces premiers efforts sérieux, au succès cependant éphémère, pour rassembler sous un même souverain les trois pays d'Autriche, de Hongrie et de Bohême furent de fait interrompus par la mort d'Albert, mais cette conception d'un nouvel ordre à l'est de l'Europe centrale allait se réaliser durablement près de quatre-vingt-dix ans plus tard avec la monarchie des Habsbourg.

Albert mourut sans descendant mâle, mais, quatre mois après sa mort, sa veuve Élisabeth mit au monde un héritier, Ladislav, dit le Posthume (*Pohrobek*). Le 20 juin 1440, à Prague, la diète élit roi à l'unanimité le duc Albert III de Bavière, beau-frère de Venceslas IV, alors que quatre jours auparavant le prince électeur Frédéric I^{er} de Brandebourg n'avait pu rassembler sur sa candidature que quatre cinquièmes des seigneurs bohémiens. Dans l'Empire, cependant, la succession était revenue au duc Frédéric d'Autriche, roi sous le nom de Frédéric III (1440-1493). Albert ne pouvant se résoudre à accepter la couronne de saint Venceslas, et les autres candidats souhaitant préserver les droits de Ladislav, une période de vacance du trône s'ouvrit alors, qui dura treize ans. Les pays voisins, Moravie, Silésie et Lusace, rendirent un hommage inconditionnel à Ladislav et, à partir de 1444, après la mort de son rival polonais Władysław III à Varna, la Hongrie reconnut son représentant, le gouverneur János Hunyadi. Par contre, les deux partis bohémiens purent d'autant moins s'accorder sur le nom d'un nouveau monarque que Ulrich de Rosenberg, chef des catholiques et des utraquistes modérés, faisait tout pour différer la

décision. Les anciens opposants au roi Albert et leur porte-parole Hynek von Pirkstein (H. Ptáček z Pirkštejna) avaient conclu, en mars 1440, une trêve qui rassembla principalement tous les seigneurs, chevaliers, officiers ayant rang de chevalier et nobles de Bohême orientale ; ceux-ci ne se montrèrent pas hostiles à l'élection de Ladislav et à l'institution d'une régence pendant sa minorité. Les représentants de la haute noblesse ne pouvaient qu'être favorables à un intérim dynastique, qui pourrait leur permettre, après l'abandon du principe héréditaire et le retour à l'élection du souverain, d'accroître leur droit féodal de codécision, et peut-être même d'arriver au rang tant espéré de prince d'Empire. L'influent Hynek von Pirkstein mourut cependant avant qu'un accord ait pu être conclu sur la suite à donner à ces entrapises.

Le gouvernement de Georges de Poděbrady

Le successeur du rigoureux utraquiste fut Georges de Poděbrady (Jiří z Poděbrad), né en 1420, qui, en dépit de sa jeunesse, avait déjà fait parler de lui à plusieurs reprises depuis 1437, notamment en adhérant à la trêve de Bohême orientale comme gouverneur du cercle de Stará Boleslav, et en participant en 1440 aux négociations avec Albert III de Bavière. Il était apparenté à la famille catholique des Rosenberg par son mariage avec Jeanne de Rožmitál. Son premier objectif était de lier l'élection d'un nouveau roi à la reconnaissance de l'archevêque Jean Rokycana, nommé depuis 1436, et à la confirmation des *Compactata* par la Curie. La diète qu'il convoqua et à laquelle assistèrent les deux partis le 25 novembre 1444 à Český Brod (Böhmisch-Brod) parvint tout aussi peu à établir un accord que les négociations qui suivirent à Prague en février 1445. Chacun des partis agit ensuite pour son propre compte, soucieux seulement d'empêcher toute modification du statu quo qui favoriserait l'autre. Le roi Frédéric III refusant de confier son pupille Ladislav aux seigneurs bohémiens alors que les rivalités intra-bohémiennes s'amplifiaient, le projet d'une nouvelle élection resurgit, et en tout cas celui de confier le maintien de la paix à un *gubernator*. En 1448, la délégation pontificale attendue avec espoir et dirigée par le légat Juan de Carvajal refusa de reconnaître l'archevêque Rokycana et la communion des laïcs au calice, et exigea une obéissance absolue au pape. Le courant favorable aux utraquistes reprit alors vigueur, surtout à Prague. Georges exploita ce mécontentement pour lancer dans la nuit du 3 septembre un coup de main contre la ville dont les bourgeois lui ouvrirent les portes, et contre la colline du château. Le premier burgrave, Meinhard de Hradec, fut fait prisonnier ; le chapitre de la cathédrale et de nombreux citoyens et universitaires catholiques, en majorité allemands, quittè-

rent à nouveau la ville. Georges confia les principales charges du pays aux membres de sa suite.

Les seigneurs catholiques n'étaient pas prêts à admettre sans protester cette réduction de pouvoir. Après leur défaite, le 4 juin 1450 à Rokycany (Rokitzan) en Bohême occidentale, ils assistèrent malgré tout à la diète qui se tint entre le 25 novembre 1450 et le mois de janvier 1451 à Prague, et qui demanda au roi Frédéric III de leur envoyer Ladislav le Posthume « afin que nous ne restions pas plus longtemps sans roi ni seigneur ». Le légat pontifical Eneo Silvio Piccolomini, auteur d'une *Historia Bohemiae* et futur pape (1458-1464), assista aux négociations qui eurent lieu à Benešov (Beneschau) en juillet 1451 ; elles permirent un certain rapprochement et Frédéric III se déclara disposé à reconnaître Georges comme *gubernator* de Bohême, jusqu'à ce que Ladislav soit apte à gouverner. Le 27 avril 1452, une diète composée essentiellement de ses partisans proclama Georges « gouverneur plénipotentiaire et légitime du royaume de Bohême » pour deux ans, afin de prévenir toute action des partisans de Rosenberg et des taborites extrémistes. Le 1^{er} septembre, une armée de 17 000 hommes contraignit la ville de Tabor à accepter la décision de la diète ; Ulrich de Rosenberg dut faire de même le 7 septembre.

Alors que Georges assurait sa position au cœur de la Bohême, les ordres autrichiens s'emparèrent de Ladislav, âgé de douze ans, pour en faire le souverain héréditaire légitime de Haute- et de Basse-Autriche. Hunyadi, gouverneur impérial de Hongrie, envisageant lui aussi de régler définitivement la succession de Hongrie en conférant la couronne de saint Étienne à Ladislav, les Bohémiens, dont les voisins directs reconnaissaient donc pleinement la souveraineté de Ladislav, ne pouvaient laisser la succession vacante plus longtemps. Une imposante délégation bohémienne se rendit à Vienne pour remettre à Ladislav la reddition votée par la diète le 16 octobre 1452. Celle-ci fut toutefois rejetée, car elle réclamait la reconnaissance des *Compactata*. Les discussions qui suivirent en avril 1453 à Znojmo entre Georges et l'oncle de Ladislav, Ulrich de Cilli, permirent de résoudre les points litigieux, à l'exception du mode de succession (élection ou hérédité) à la couronne de saint Venceslas. Georges parvint à prolonger son gouvernement de six ans. Après avoir reçu en juillet à Brno l'hommage des ordres moraves, Ladislav partit pour la Bohême en octobre, prêta le serment convenu le 19 à la frontière, près de Jihlava, et fut couronné le 28 octobre 1453 dans la cathédrale Saint-Guy de Prague par l'évêque Jean XIII d'Olomouc.

Georges de Poděbrady, premier conseiller et ami paternel d'un roi jeune et inexpérimenté, chercha à consolider la situation intérieure et à resserrer les liens entre les pays annexes et la Bohême, que ce long interrègne avait distendus. La marche de Brandebourg, acquise seu-

lement en 1373, avait été cédée dès 1415/1417 par le roi Sigismond au burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, qui, en retour, avait conduit les armées impériales contre les hussites bohémiens. La Silésie, fidèle à l'Église catholique et revendiquée à nouveau par la Pologne, s'était pratiquement soustraite à l'influence bohémienne pendant les guerres hussites. La diète princière silésienne avait admis Ladislav le Posthume comme régent légitime dès sa naissance et ne montrait aucun empressement à suivre les injonctions du *gubernator* Georges. Avant l'arrivée de Ladislav, venu recevoir l'hommage formel des ordres silésiens à Breslau à la fin de novembre 1454, Georges, confirmé pour trois années supplémentaires dans ses fonctions de *gubernator* depuis le 19 mars, avait veillé à faire nommer le nouveau chef de la maison des Rosenberg Henri comme *capitaneus ducatus Silesiae* et comme gouverneur en Haute-Lusace. Un membre de la maison Sternberg fut mis en place en Basse-Lusace, et Georges revendiqua pour sa famille le comté de Glatz, les principautés de Münsterberg et Frankenstein. Les Rosenberg, qui allaient également donner à Breslau son prochain évêque, parvinrent à s'intégrer rapidement dans leur nouveau domaine, et ils surent resserrer les liens entre la Silésie et la couronne de Bohême en dépit des efforts du prédicateur Jean de Capistran pour attiser les préjugés contre les « hérétiques hussites » dans les couches populaires, et malgré une résistance initiale sérieuse de la diète de Breslau au *gubernator* Georges.

En mai 1455, Georges conduisit le roi Ladislav à Vienne et s'en revint seul en Bohême. À compter de cette date, les deux hommes furent de plus en plus étrangers l'un à l'autre. Ladislav, à nouveau soumis à l'influence directe de son oncle Ulrich de Cilli, souhaitait gouverner ses possessions héréditaires de façon plus autonome. Il voulait aussi utiliser les ressources bohémiennes pour combattre les Ottomans qui s'étaient emparés de Constantinople en 1453 et menaçaient dangereusement la Hongrie, gouvernée par János Hunyadi pour le compte de Ladislav. Malgré la défaite des Turcs devant Belgrade, la situation fut encore aggravée par la mort d'Hunyadi le 11 août 1456 : des luttes de factions se déclenchèrent en Hongrie, et Ulrich de Cilli fut assassiné le 9 novembre 1456 par les fils de Hunyadi, Lászlo et Mathias, peut-être avec l'assentiment ou la complicité de Georges de Poděbrady. Le projet de mariage de Ladislav avec Madeleine, fille de Charles VII de France, souleva de nouveaux problèmes, car Georges entendait que ce mariage soit célébré dans la capitale bohémienne. Le jeune roi céda et entama les préparatifs à partir de septembre 1457, mais il mourut à Prague, le 23 septembre, tout juste âgé de dix-huit ans et sans cause apparente – vraisemblablement de la peste bubonique. Avec lui s'éteignait la branche albertine des Habsbourg ; le deuxième essai de rassembler sous un même souverain l'Autriche, la

Bohême et la Hongrie connut ainsi une fin sans gloire, car on soupçonna aussitôt Georges d'avoir recouru au poison pour favoriser sa propre ascension.

Le « règne national » de Georges de Poděbrady

Les candidats à la couronne de saint Venceslas ne manquaient pas cette fois, et selon la loi successorale édictée par Charles en 1348 les deux sœurs de Ladislav pouvaient élever des prétentions tout à fait légitimes à la succession. La plus âgée, Anna, était mariée depuis 1446 à Guillaume de Saxe, et la plus jeune, Élisabeth, au roi Casimir IV Jagellon depuis 1454. Mais les Habsbourg et la maison royale de France posèrent aussi leur candidature. À la diète convoquée pour le 27 février 1458 à Prague, les seigneurs catholiques tentèrent de différer une élection qui était pour eux aussi une condition préalable à l'accès à la couronne de saint Venceslas, mais ils ne purent s'opposer à l'élection de Georges par acclamation. Malgré l'opposition des villes, où les Allemands étaient majoritaires, il fut élu margrave de Moravie. Il brisa rapidement la résistance de Znojmo, Brno, Olomouc et enfin Jihlava. La Haute- et la Basse-Lusace ainsi que la Silésie refusèrent d'abord de reconnaître le résultat de l'élection, et Breslau persista dans une résistance inflexible. L'archevêque de Prague Jean Rokycana n'avait pas été reconnu par la Curie, et le couronnement de Georges n'avait pas valeur légale ; l'évêché d'Olomouc était vacant et Jost de Rosenberg, évêque de Breslau, refusait toute collaboration. Il fallut donc, pour garantir la reconnaissance du nouveau roi par l'Église, que Mathias Hunyadi (Corvin), fiancé à la fille de Georges et proclamé roi de Hongrie le 24 janvier 1458, négocie un compromis avec la Curie. L'avant-veille du couronnement, par un serment d'abord tenu secret, Georges dut promettre fidélité et obéissance au pape Calixte III et s'engager à « détourner son peuple des erreurs, sectes et hérésies », à « le guider vers le rite et le culte de la Sainte Église romaine et à reconstruire celle-ci ». Bien qu'élevé dans l'esprit hussite et bénéficiant d'un soutien particulier des utraquistes, Georges dut d'abord abjurer l'erreur hussite (*abiuratio erroris*) et renoncer du même coup aux *Compactata*, avant d'être enfin couronné le 7 mai 1458 par deux évêques hongrois. En franchissant ce pas, qui équivalait à une conversion au catholicisme, Georges se chargeait d'un fardeau politique dangereux qui allait peser lourdement sur son règne. En Moravie, les catholiques constituaient une majorité importante et l'héritage hussite n'avait pu se maintenir ni en Silésie ni en Lusace, mais dans les pays bohémiens les partisans de l'ancienne foi avaient été largement mis en minorité par les utraquistes qui y étaient majoritaires. Les deux courants religieux étant à peu près de même impor-

tance dans les pays de la couronne, le moindre avantage accordé à l'une ou l'autre confession, la moindre répression de l'une ou l'autre pouvaient avoir des effets funestes.

Après cette volte-face, toutefois, Georges put s'assurer de la reconnaissance générale de sa royauté, et, par l'entremise de l'empereur Frédéric III, obtenir le revirement de son rival Albert VI d'Autriche en octobre 1458. Au cours d'une assemblée princière convoquée par le margrave Albert Achille d'Ansbach-Bayreuth à Eger, les différends entre la Bohême et la Saxe furent réglés à l'amiable, les rapports de vassalité et d'engagement réglés dans chacune des zones frontalières, et le rapprochement scellé par deux fiançailles. Le 31 juillet à Brno, en échange de la promesse de Georges de lui prêter des troupes pour une campagne en Hongrie, l'empereur Frédéric III lui remit formellement en fief les pays de la couronne bohémienne. L'inaction de l'empereur soulevant des critiques croissantes, on envisagea alors d'élever Georges à la dignité de roi romain-allemand, alors qu'il parlait à peine l'allemand ; ce projet fut également soutenu par les Wittelsbach et par le pape Pie II, parfaitement au fait de la situation en Europe centrale et lié personnellement à Georges de Poděbrady. Après sa reconnaissance par le premier prince électeur laïc, son accession à la couronne aurait considérablement accru le prestige de Georges dans son propre pays et lui aurait permis, au-delà des différends confessionnels, de mener à bien la pacification religieuse de la Bohême, conformément à son serment de couronnement. Grâce à l'entremise du pape, que Georges aurait souhaité impliquer davantage dans la lutte contre les Turcs dont la menace se précisait à nouveau, Breslau elle-même finit par se rallier, sans admettre explicitement pour autant la légitimité de l'élection et de la royauté de Georges. Les configurations politiques dans l'Empire et le mécontentement croissant de la Curie devant le non-respect des promesses du couronnement rendirent bientôt irréalisable le projet de Poděbrady de se faire couronner roi allemand.

À l'été 1460, Georges dut reconnaître qu'il ne pourrait réaliser ses ambitieux projets sans l'accord exprès du pape, qui l'avait appelé autrefois « prince pieux, respectueux de la foi et de la religion ». Au début de 1461, il fit rédiger à l'intention de la Curie un mémoire exposant sa disposition à une totale obéissance et son soutien actif à tous les projets du pape au cas où il accéderait à un rang supérieur, alors qu'en septembre 1460 il donnait encore une interprétation restrictive de son serment et réclamait l'indulgence face à sa volonté de « rétablir la sainte foi non par les armes mais plutôt par la négociation et l'intelligence ». Il commença cependant à prendre des mesures contre les communautés de l'Unité des frères, qui venait de naître, et contre d'autres sectes, puis il entama des négociations avec les occu-

pants nobles des biens d'Église confisqués pendant les guerres husites. Lorsque le roi incita l'évêque Jost de Rosenberg à dénoncer la communion au calice dans la cathédrale Saint-Guy, la réaction des utraquistes fut si vive qu'il dut s'engager solennellement le 15 mai 1461 devant la diète à conserver et respecter les *Compactata*. Bien que Georges ne voulût pas admettre les conséquences de ce geste, son projet de devenir roi des Romains était bel et bien définitivement enterré. Alors qu'il préparait une nouvelle action diplomatique de grande ampleur pour créer une ligue princière destinée à garantir la paix en Europe, le 31 mars 1462, le pape Pie II refusa la confirmation des *Compactata* réclamée depuis vingt-cinq ans. Il proclama, de plus, la nullité du compromis élaboré en 1433 au concile de Bâle. Au cours de la diète royale qui se tint en août 1462, le parti catholique bohémien ne montra aucun empressement à soutenir le roi dans ce conflit naissant. Georges fit emprisonner le légat du pape Fantin et démit de ses fonctions son chancelier Rabstein (Jan z Rabštjena), qui avait conduit la délégation bohémienne auprès de la Curie.

À la recherche de nouveaux alliés après cette rupture avec la papauté, Georges soutint l'empereur Frédéric dans ses querelles avec son frère le duc Albert VI et le sauva d'une rébellion viennoise. En mai 1462 à Głogów, il avait déjà conclu avec Casimir IV de Pologne un traité d'amitié qui devait garantir ses arrières. Entre-temps, Antonio Marini, l'ambassadeur de Georges, présenta son plan de paix aux cours européennes. Ce plan avait vraisemblablement été conçu par Martin Mair, fonctionnaire des Wittelsbach. Nettement dirigé contre la papauté et encouragé en ce sens par l'indifférence de l'empereur, il confiait la responsabilité principale du maintien de la paix dans la Chrétienté aux royaumes de France et de Bohême. Poděbrady souhaitait éviter les conflits armés et renforcer le front anti-turc, garantir sa propre paix intérieure et, de façon implicite, régler le conflit intra-bohémien entre utraquistes et catholiques de façon pacifique et sans intervention extérieure*. Ces démarches, qui permirent à Georges d'obtenir le report des sanctions déjà décidées par le pape, renforcèrent son prestige grâce à la diète princière qui se tint à Prague du 8 au 24 août 1463 pour tenter de réconcilier les princes d'Empire divisés. Cependant, cette tentative d'engager l'empereur à réformer l'Empire en convoquant régulièrement le conseil des princes électeurs ne fit pas l'unanimité en raison des rivalités subsistantes.

Malgré la montée de la menace turque, Pie II, encouragé par la pression des citoyens de Breslau, décida d'en finir avec le récalcitrant « roi hussite » et ouvrit son procès religieux le 16 juin 1464. La mort

* Ce projet de ligue princière européenne suscita l'intérêt, mais n'eut aucun résultat concret et ne fut reconnu qu'au XX^e siècle comme précurseur des organisations internationales. (N.d.A.)

du pape le 14 août suivant permit à Georges de gagner du temps ; mais après de vaines négociations en août 1465, le pape Paul II convoqua lui aussi le roi à Rome, ce qui permit à l'opposition dirigée par le premier burgrave Zdeněk de Sternberg d'exiger du roi, à la diète de septembre, une participation accrue de la noblesse à la définition de la politique royale, qu'il justifia par la dégradation permanente de la monnaie, par les campagnes militaires entreprises sans l'autorisation des ordres et par les actions du clergé utraquiste dirigé par Rokycana, qui mettaient en péril la paix intérieure. Georges semblait prêt au compromis, mais, le 28 novembre 1465, seize barons s'unirent au sein de la ligue de Grünberg (Zelená Hora) sous la direction de l'irréconciliable Sternberg et de l'évêque de Breslau Jost de Rosenberg. Le 8 décembre, la Curie libéra tous les sujets de Georges de leur serment de fidélité, et un mouvement favorable à sa destitution se constitua, encouragé par la ligue des seigneurs et dirigé par la ville tchèque catholique de Plzeň, qui donna fort à faire à Georges. D'autres périls apparurent, avec la volte-face de l'ex-gendre de Georges Mathias Corvin, roi de Hongrie, qui, en octobre 1465, avait déjà assuré le pape Paul II de sa disposition à prendre les armes contre les hérétiques bohémiens. Bien que Louis XI de France et Casimir IV de Pologne aient manifesté aussi peu d'intérêt que les princes allemands à un conflit ouvert avec Georges, la Curie et la ligue des seigneurs se sentirent encouragées par la brouille entre l'empereur Frédéric III et Georges. Mais même lorsque le pape Paul II eut excommunié Georges le 23 décembre 1466, puis sa famille et ses partisans, les légats pontificaux ne purent pousser à la guerre la diète impériale qui s'ouvrit à Nuremberg le 14 juillet 1467.

En février 1467, malgré les talents de négociateur qu'il mit une fois de plus en œuvre, Georges ne put ni se concilier la ligue des seigneurs ni convaincre les évêques catholiques de sa fidélité foncière à l'Église. Une partie de la noblesse catholique étant soit loyale, soit neutre, Georges put reprendre le contrôle des villes catholiques moraves et contenir le mouvement qui, en Silésie, cherchait à le destituer. En janvier 1468, une armée bohémienne pénétra en Autriche, donnant à Mathias Corvin l'occasion tant attendue d'intervenir activement dans les combats en attaquant la Moravie le 31 mars. Georges, habilement soutenu par l'ancien secrétaire du conseil de Nuremberg Gregor Heimbürg, qui fit circuler une abondance de manifestes en sa faveur, ne put contraindre Mathias à la trêve que le 26 février 1469 à Vilémov ; le roi de Hongrie s'y engagea à participer à la recherche d'un compromis entre la Bohême et la Curie, tandis que Poděbrady promettait de soutenir la candidature de l'ambitieux Mathias à la royauté allemande dans l'Empire. Lors de la conférence de paix convoquée le 7 avril à Olomouc, Georges fut cependant pris de court par Mathias, qui se fit

élire roi de Bohême le 3 mai 1469 par la ligue des seigneurs catholiques, quelques chevaliers et des délégués des villes de Plzeň et České Budějovice. Bien qu'ayant réussi à se rallier la Moravie et la Silésie, Mathias ne put se faire couronner roi de Bohême.

Georges ne s'avoua pas vaincu. Le 5 juin 1469, par un coup habile écartant ses trois propres fils, il fit élire à sa succession le Jagellon Vladislav, fils aîné de Casimir IV et petit-fils d'Albert II, membre de la maison royale polonaise, insoupçonné de bienveillance à l'égard de l'hérésie. Des représailles extrêmement cruelles contre les partisans respectifs de chacun des rivaux frappèrent la population des pays bohémiens et de la Slovaquie, mais Georges parvint à ébranler un peu la position du contre-roi en Silésie et à le chasser de Moravie. À la faveur du lent renversement d'opinion en faveur de Georges, Zdeněk de Sternberg se rapprocha lui aussi de Poděbrady. Avant que les initiatives destinées à lever son excommunication aient pu aboutir, le « roi hérétique » mourut à Prague le 22 mars 1471, alors qu'il préparait une nouvelle campagne contre la Hongrie.

Georges de Poděbrady laissait un pays sévèrement atteint par les combats et où, à nouveau, les deux camps religieux se faisaient face, rejetant toute conciliation. Les liens des pays annexes avec la couronne bohémienne étaient dangereusement relâchés, et Mathias Corvin n'était nullement prêt à renoncer aux droits qui découlaient de son élection ni au contrôle de la Silésie et de la Moravie. Palacký, et après lui Ernest Denis, firent de Georges le souverain bohémien le plus important après Charles IV, mais l'historiographie moderne ne peut valider ce jugement sous cette forme. Poděbrady est toutefois considéré comme l'un des souverains les plus éclairés et dynamiques de son temps, maniant habilement, et souvent sans scrupules, la diplomatie aussi bien que la propagande pour rétablir une position à plusieurs reprises ébranlée, et s'assurant ses succès les plus grands par ses talents de négociateur et sa disposition au compromis tactique. Il ne put parvenir à son but : la pause nécessaire à la reconstitution de la puissance économique et de la cohésion interne d'une population bohémienne que les guerres hussites et les querelles de succession avaient divisée en deux camps religieux et nationaux. Le conflit latent entre utraquistes tchèques et catholiques allemands n'avait rien perdu de son caractère explosif et il s'était amplifié, particulièrement en Moravie et en Silésie. Mais surtout, Georges, lui-même bénéficiaire de la souveraineté des ordres, ne sut pas empêcher la transformation de la Bohême en un État fondé sur les ordres, ni redonner à la royauté sa puissance antérieure. De même, il ne put concrétiser son désir profond de réintégrer dans l'Empire une Bohême isolée par la victoire de l'idée hussite, ni la rapprocher de la papauté, ni contribuer activement à la réconciliation de l'empereur avec les princes électeurs, et

encore moins gagner le pape à la voie particulière suivie par les pays bohémiens. Il n'a pas réalisé non plus l'espoir nourri pour un temps de parvenir à une position comparable à celle d'un Přemysl Otakar II, voire d'un Charles IV, dans le concert européen. Dans l'état de désolation économique, culturelle et politique où se trouvait alors la Bohême, tout successeur ne pouvait qu'avoir le plus grand mal à s'opposer au déclin d'un royaume autrefois si puissant.

LES PAYS DE LA COURONNE DE BOHÈME
SOUS LES JAGELLON (1471-1526)

Vladislav II

La mort du roi Georges déclencha autour de la couronne de saint Venceslas, et pour la cinquième fois en un demi-siècle, un conflit armé qui continua à dévaster un pays déjà durement éprouvé. Albert de Saxe, de la maison des Wettin, fut le premier à faire connaître ses prétentions en tant que gendre de Georges ; il occupa Prague le 24 avril 1471. Le roi Mathias Corvin de Hongrie était également roi de Bohême en titre depuis mai 1469, et il contrôlait des parties importantes de la Silésie et de la Moravie ; avec le soutien ouvert de plusieurs barons et villes catholiques (Plzeň, České Budějovice), il revendiqua la souveraineté et se fit couronner le 28 mai à Jihlava par un légat du pape, en présence des plus hauts dignitaires religieux et laïcs. Peu avant, cependant, la diète convoquée à Kutná Hora avait confirmé l'élection antérieure du Jagellon Vladislav (roi de Bohême sous le nom de Vladislav II, 1471-1516) comme successeur de Poděbrady ; celui-ci contraignit le duc Albert à se retirer et reçut la couronne de saint Venceslas à Prague le 22 août. Le succès de sa candidature s'explique sans aucun doute par sa filiation Luxembourg – il était, par sa mère Élisabeth, arrière-petit-fils de Charles IV et petit-fils de l'empereur Sigismond –, ainsi que par l'espoir de chasser Mathias Corvin avec l'aide militaire de la Pologne et de parvenir à un accord avec la Curie.

La confrontation avec Mathias Corvin se déroula tout d'abord sur le sol bohémien et morave, avant de s'étendre à la Silésie, la Hongrie, l'Autriche et la Pologne. Elle dégénéra d'autant plus rapidement que le plus jeune frère de Vladislav, Casimir, réclama la couronne de Hongrie et que l'empereur Frédéric III rejoignit temporairement la coalition bohémo-polonaise. Les longues trêves alternèrent avec des combats violents qui montrèrent l'impossibilité de chasser de Silésie et de Lusace Mathias, qui parvint aussi à s'imposer en Moravie. Par

la paix de Gmünden, le 1^{er} décembre 1477, Mathias contraignit aussi l'empereur à rompre son alliance avec les Jagellon, à ne plus reconnaître Vladislav II comme roi de Bohême, à lui confier ce royaume en fief et à l'admettre comme prince électeur et échanson héréditaire. L'issue militaire restant incertaine, de longues négociations, à Brno en février-mars et à Buda en septembre-octobre 1478, aboutirent à un compromis qui faisait de Vladislav et aussi de Mathias les rois de Bohême et les seigneurs héréditaires de la totalité du royaume, mais qui laissait la Moravie, la Silésie, la Lusace et le duché de Schweidnitz-Jauer au roi de Hongrie, ces territoires devant revenir à Vladislav à sa mort, moyennant 400 000 ducats. En cas de décès antérieur de Vladislav, qui ne conservait que les pays centraux de Bohême, ces terres reviendraient au roi de Hongrie, ainsi que la couronne de Bohême. Cet accord fut signé le 7 décembre 1478 et entériné par les deux rois au cours d'une brillante diète princière à Olomouc, le 21 juillet 1479. Ainsi prirent fin huit années de combat pour la couronne de saint Venceslas.

Ce compromis qui montrait sans équivoque la décadence de la Bohême et la menace qui pesait sur son intégrité territoriale ne ramena pourtant pas la paix dans le pays. En procédant à des réformes fondamentales et en mettant en place une administration centralisée en Silésie, Mathias concrétisait son intention de s'implanter durablement dans les pays annexes, tandis qu'en Bohême les troubles religieux reprenaient dans toute leur violence. Vladislav, qui avait déjà été excommunié par la Curie au cours de sa lutte contre Mathias, se trouva alors confronté aux utraquistes. En éliminant l'aile radicale taborite par la violence à l'automne 1452, Georges avait empêché le mouvement hussite de refaire son unité. L'Unité des frères s'en éloignait de plus en plus, en grande partie parce que l'Église utraquiste avait pratiquement renoué avec la doctrine de l'Église catholique, de l'Eucharistie et des sacrements, et qu'elle ne s'en distinguait plus que par la communion sous les deux espèces, la communion des enfants et la vénération de Jean Hus. La mort de l'archevêque Jean Rokycana, qui n'avait jamais été reconnu, avait de surcroît privé les utraquistes de leur chef spirituel et de leur penseur le plus original. Les membres de l'Unité des frères, au contraire, regroupés autour de l'ermite Petr Chelčický (autre identité, probablement, du hobereau Pierre de Záhorka, env. 1390-1460), s'efforçaient, en se détournant radicalement du catholicisme, d'être les vrais héritiers des premiers chrétiens, et de mettre en pratique leur conception d'un nouvel ordre social et politique dans le monde. Persécutés à plusieurs reprises à partir de 1461 en raison de la confirmation par Georges de Poděbrady du décret de Charles IV sur les hérétiques, ils s'enfuirent en Moravie et rompirent avec les utraquistes en 1468 sur la question de la succession

apostolique de leurs prêtres. Les utraquistes subissaient de leur côté une pression croissante des catholiques en raison de la déclaration de nullité des *Compactata* par le pape Pie II en 1462 et de la réforme ecclésiastique entamée par Hilaire de Litoměřice, doyen de la cathédrale de Prague. Du vivant de Georges, et malgré les rumeurs, la papauté avait refusé de reconnaître les *Compactata* et de lever l'excommunication, et Vladislav avait dû, par la « Capitulation électorale » préalable à son couronnement, s'engager à obtenir de la Curie la reconnaissance des quatre articles et la nomination d'un nouvel archevêque à Prague.

Avec le très catholique Vladislav, l'influence des grandes familles catholiques ne put que s'étendre et l'Église put elle aussi affermir sa position. Le retour du chapitre de Prague, l'afflux de nombreux bourgeois catholiques dans la capitale ainsi que la reconstruction de nombreux couvents abandonnés et la fondation de nouveaux couvents démontrèrent le prestige croissant et le renouveau de l'influence de l'Église catholique. Les prêtres formés faisant défaut, il fallut parfois confier les paroisses utraquistes à des clercs. Depuis 1478, les utraquistes dirigés par Venceslas Koranda, successeur de Rokycana, avaient également entrepris, en réformant leur organisation ecclésiastique, de sensibiliser à leurs préoccupations et à leurs craintes un souverain indécis et peu ambitieux. À la diète de la Saint-Venceslas, le 24 septembre 1479, un accord sur la restauration de la paix religieuse intérieure fut bien conclu, mais les puissants seigneurs catholiques, conseillers les plus proches du roi pour l'administration, majoritaires à la Chambre des représentants (*Landbotenstube*) et contrôlant à ce titre les bastions clés de la vie politique, furent peu enclins à respecter le commandement de tolérance. Les utraquistes menaçant de bloquer l'exécution des décisions fiscales tant que leurs revendications ne seraient pas entendues, le parti catholique dut modifier son attitude en 1480-1481, mais du coup le conflit s'aviva un peu plus encore. La peste ayant contraint Vladislav à se réfugier à Kutná Hora, un soulèvement violent se produisit à Prague le 24 septembre 1483 contre les conseillers et les clercs catholiques ; il visait également les Allemands et les Juifs, et s'accompagna de pillages si systématiques qu'« il ne resta plus un clou à un mur ». Cette émeute lancée au nom du calice par les couches inférieures de la population avait eu des précédents en 1419 et 1448, et le roi ne put en venir à bout par les armes, les barons catholiques eux-mêmes refusant de le suivre.

Les autres villes hussites restant calmes, la diète du 13 au 20 mars 1485 à Kutná Hora proclama une paix religieuse de trente et un ans qui obligeait catholiques et utraquistes à la tolérance et au respect mutuel de leur confession et de leurs biens ; une commission paritaire de douze membres devait désormais trancher les litiges. Le roi dut

s'engager à rechercher activement auprès de la Curie la reconnaissance des *Compactata* et la nomination d'un nouvel archevêque. Bien que les Frères aient eu le choix entre quitter le pays ou démontrer, textes bibliques à l'appui, la justesse de leurs conceptions, ils demeurèrent exclus de cet accord, qui fut proclamé « éternel » en 1512 et mit un terme aux dissensions religieuses du xv^e siècle. Le roi ne put obtenir la reconnaissance des *Compactata*, qu'il avait en fait demandée sans grande conviction, et l'archevêché de Prague resta sans titulaire jusqu'en 1561. Toutefois, la paix religieuse se maintint, plus par épuisement des combattants que par véritable conviction. Malgré tout, le pape Innocent VIII reconnut Vladislav comme roi de Bohême à côté de Mathias Corvin en juin 1487.

Le rôle croissant de la noblesse

La négociation de cette paix religieuse et un évident souci de pacifier la Bohême accrurent le prestige jusqu'alors limité de Vladislav. Sa bonté et sa douceur, son caractère amical et compatissant furent unanimement reconnus. Ce renversement d'opinion fut aussi un effet de l'unité réalisée entre les trois ordres à la diète de Kutná Hora en 1485. Villes et chevaliers s'étaient alliés en 1481 lorsque les barons de la haute noblesse avaient restreint leur droit de participer aux décisions juridiques et avaient voulu exclure des diètes les représentants des villes royales. L'entremise du roi permit de parvenir à un compromis stipulant que le *Landrecht*, instance judiciaire suprême, comprendrait les quatre premiers dignitaires (le premier burgrave, le premier chambellan, le premier juge d'instance et le premier secrétaire), douze barons et huit chevaliers, et que les décisions prises seraient rédigées et proclamées par deux seigneurs et un chevalier. Pendant les diètes, les représentants des villes donneraient leur « tierce voix » sur les questions les concernant. Il revenait au roi de choisir selon son bon vouloir les détenteurs de trois charges moins importantes : le secrétaire de la *Landtafel* *, le second chambellan et l'intendant de la monnaie. Ce compromis conclu initialement pour trois ans resta sans lendemain, car les barons firent preuve d'un mépris croissant à l'égard des privilèges des villes, qui ripostèrent en ne respectant pas les droits particuliers de la noblesse. Le conflit s'amplifia dans les années 1490, car, après la mort de Mathias Corvin le 6 avril 1490, Vladislav s'engagea de plus en plus en Hongrie, laissant l'administration de la Bohême entre les mains de fonctionnaires territoriaux issus majoritairement

* La *Landtafel* était le registre des terres possédées par les nobles et les villes et de toutes les opérations s'y rapportant. Ces terres pouvaient avoir leur propre administration. Le registre contenait aussi les décisions de la diète et les lois. (N.d.T.)

des seigneurs. Avides de mettre à profit, pour affermir leurs droits, l'absence, des années durant, d'un souverain faible qui finit par installer sa résidence permanente à Pest, les villes royales, soutenues par les chevaliers et la haute noblesse, provoquèrent des incidents nombreux, et cette agitation permanente compromit une fois de plus la paix intérieure et la stabilisation socio-économique.

Le problème des transgressions de plus en plus fréquentes et de l'insécurité juridique ne put être résolu par la diète de la Pentecôte 1497, à laquelle Vladislav assista après un séjour de sept ans en Hongrie. Face à la haute et à la petite noblesse unies sur ce point, le roi dut renoncer au droit de retour à la couronne des biens tombés en déshérence et promettre de récupérer et de remettre à des nobles bohémiens les fiefs de la couronne qui se trouvaient entre les mains d'Allemands. Il dut également nommer sans objection possible de sa part les titulaires des plus hautes charges sur proposition des deux ordres réunis : six devaient provenir des rangs des barons et trois de ceux des chevaliers ; seule la charge de premier intendant de la monnaie pouvait être attribuée à un bourgeois, et sa désignation restait du ressort du roi. Espérant pouvoir réduire encore les droits de la couronne par une nouvelle codification, la noblesse imposa la convocation d'une commission destinée à élaborer une constitution du pays, malgré toutes les réserves à l'égard de tout droit écrit. Le projet, rassemblant et exposant les dispositions en vigueur en 554 articles à peine mis en forme, fut présenté au roi à l'automne 1499 à Bratislava. Les représentants des villes furent écartés de la rédaction définitive ; ils furent simplement entendus sur les points les concernant, et, le 11 mars 1500, les deux ordres nobles adoptèrent la *Zřízení zemské království českého*, ou *Vladislavského*, pour constitution du royaume de Bohême. La noblesse se considérait comme législateur exclusif du pays : en effet, sans l'accord des ordres des seigneurs et des chevaliers, « personne ne devait avoir le droit de changer quoi que ce soit » ni « ajouter ou ôter quoi que ce soit à ses droits » ; elle défendit avec acharnement cette *Magna Charta* qui représentait la loi fondamentale de la souveraineté des ordres et n'y admit que des modifications mineures et temporaires jusqu'en 1627.

Devant cette atteinte juridique ouverte des barons et des chevaliers, qui se voyaient comme les premiers représentants de la loi et de la souveraineté et voulaient non seulement faire usage de leurs privilèges en tant que corps, mais aussi faire que tout noble puisse les imposer à titre individuel, les trente-deux villes royales dont l'autonomie était reconnue s'unirent, et, disposant seulement du soutien peu convaincu du roi qui ne résidait que temporairement à Prague, elles obtinrent le 22 mars 1502 de participer à l'élection du souverain ainsi qu'aux décisions relatives aux impôts et à la levée générale des troupes ; elles

échouèrent sur les points litigieux relatifs à l'économie, tels que l'octroi aux seuls nobles des droits de brasserie et d'auberge, l'installation d'artisans organisés en corporations et la compétence judiciaire des villes. Le 25 août 1502, les villes se constituèrent en une ligue contre laquelle seigneurs et chevaliers s'unirent en novembre. La guerre civile devenait de plus en plus inévitable, mais, dans le camp noble, rivalités personnelles et querelles de compétences menèrent à une rupture qui poussa à rechercher un compromis. Le 10 août 1508, la diète de la Saint-Jacques décida, sous la présidence du roi, de dissoudre les ligues des villes et des nobles, de respecter, en cas d'absence du roi, l'administration territoriale confiée au premier burgrave Zdeněk Lev z Rožmitálu (von Rosental) et d'œuvrer à la reconnaissance réciproque des jugements du droit coutumier des nobles et des juridictions des villes. Le roi Vladislav promit bien aux villes de « préserver leurs libertés, droits et coutumes, à l'égal des autres ordres », et ordonna aux « fonctionnaires territoriaux et autres seigneurs et chevaliers » de « préserver l'ordre et le droit de chaque sujet », et de ne « pas l'opprimer », mais il n'avait ni les moyens ni la volonté d'imposer cette réconciliation.

La noblesse dénia bientôt aux villes le droit d'exercer la justice à l'encontre des nobles dans leurs murs et fit immédiatement inscrire cette décision dans la *Landtafel* ; les représentants des villes quittèrent alors la diète et relancèrent la querelle. Les essais du duc Georges de Saxe, du roi Sigismond I^{er} de Pologne et de l'empereur Maximilien, en 1513-1514, pour désamorcer ce conflit sans issue ne débouchèrent sur aucun résultat durable. Il fallut attendre la mort de Vladislav, le 13 mars 1516, pour aboutir à un règlement approximatif des divergences à la diète de Venceslas le 24 octobre 1517 ; il y fut décidé que désormais les nobles seraient soumis aux seules dispositions de la constitution et les bourgeois au droit des villes. Les représentants des villes reprirent leur participation aux diètes et acceptèrent quelques-unes des exigences des nobles, notamment pour le droit de brasserie, mais les conflits étaient loin d'être réglés sur le fond. Les villes avaient malgré tout affirmé leur – modeste – droit de participation aux décisions et pouvaient apparaître comme un véritable ordre, même si seigneurs et chevaliers contestaient avec acharnement leurs derniers privilèges. Le clergé, réduit à l'impuissance politique et privé de ses biens fonciers depuis la tourmente hussite, ne pouvait plus figurer parmi les ordres et resta exclu du pouvoir législatif, des décisions fiscales et des charges administratives.

La transformation de la Bohême en un État fondé sur les ordres alla de pair avec l'affaiblissement de la royauté. Au nombre des facteurs qui y contribuèrent figurent les évolutions internationales, l'absence quasi continue de Vladislav II, le caractère modéré du roi et son souci d'éviter tout affrontement. Le dynamique Mathias Corvin, l'un des souverains les plus marquants de la fin du Moyen Âge, avait mis en place un quasi-absolutisme par des réformes de fond et par une administration centralisée, et régnait d'une poigne de fer sur les pays annexes de la couronne bohémienne ; il parvint ainsi à entraîner de plus en plus Vladislav dans une politique dirigée essentiellement contre l'empereur Frédéric III. Après de vaines luttes pour obtenir la couronne de saint Étienne (1462-1463), l'empereur avait fait du jeune Mathias son « fils adoptif ». Une double royauté formelle s'était installée en Hongrie aussi, mais les divergences de vues entre l'Autriche et la Hongrie dégénérèrent en guerre ouverte au début des années 1480, et les Hongrois parvinrent même à occuper Vienne en juin 1485. Pour s'assurer le soutien de l'Empire, le 16 février 1486, Frédéric III fit élire « à l'unanimité » comme roi romain allemand son fils unique Maximilien, marié depuis 1477 à l'héritière de la Bourgogne, sans convier aucun des deux rois de Bohême à participer à cette élection à Francfort. À ce camouflet les deux rois Mathias et Vladislav ripostèrent à Jihlava où, entre le 1^{er} et le 10 septembre 1486, ils élaborèrent un projet de coalition englobant la France, la Pologne et les villes d'Italie du Nord pour limiter la puissance des Habsbourg. Les difficultés rencontrées par Mathias à la suite d'une intervention dans quelques duchés silésiens et en Hongrie même empêchèrent la poursuite de ce plan. Les relations entre la Bohême et la Hongrie allèrent même jusqu'à se dégrader lorsque le roi de Hongrie, contrairement à ses promesses, associa plus étroitement à la couronne de Hongrie une grande partie de la Silésie en imposant, en 1485, l'échange du duché de Troppau contre la concession de Glogów à son fils Jean (János) Corvin et la soumission directe d'Ôls, et en s'étendant vers l'est de la Bohême grâce au rachat de l'importante principauté des Poděbrady. La rumeur disant que Mathias souhaitait installer son fils illégitime János sur le trône de Bohême, Vladislav en vint même à entamer des préparatifs de guerre et à prendre contact avec le roi Maximilien. Mathias mourut à Vienne le 6 avril 1490, avant le déclenchement d'un nouveau conflit.

Une lutte acharnée commença aussitôt pour la couronne de saint Étienne et pour un royaume de Hongrie alors à l'apogée de sa puissance, malgré la montée du danger turc. János Corvin, que son père avait voulu faire proclamer son successeur par tous les ordres bohé-

miens à Breslau, ne put s'imposer. Le roi Maximilien fit connaître ses prétentions en se référant à l'accord de succession conclu entre les Habsbourg et la Hongrie par les traités d'Ödenburg et de Wiener Neustadt les 19 et 24 juin 1463. Il s'empara des territoires autrichiens occupés par les Hongrois, y compris de Vienne, et envahit la Hongrie occidentale, sans parvenir toutefois à se faire élire par les ordres hongrois. La maison royale polonaise, peu convaincue des capacités de Vladislav, soutint la candidature de Jean Albert (Jan I^{er} Olbracht), qui disposait de quelques appuis dans le pays. Mais ce furent précisément sa douceur et son absence d'ambition qui permirent l'élection de Vladislav II comme roi de Hongrie le 15 juillet 1490. Étant pénétré le premier dans le pays dès la fin juin avec des troupes considérables, il put s'y implanter durablement. Il conclut ainsi avec Maximilien la paix de Presbourg, qui donnait aux Habsbourg un nouvel espoir d'accéder à la succession de Hongrie et de Bohême. Vladislav préféra désormais résider à Pest et ne fit plus que trois apparitions dans le royaume de Bohême, en 1497, 1502 et 1508-1509.

Le risque demeurait donc de voir la Bohême relâcher ses liens avec l'Empire pour passer dans l'orbite de la couronne de saint Étienne. Leur situation juridique restant floue et les 400 000 florins convenus en 1479 n'ayant pas été versés, la réintégration de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace dans la couronne de Bohême fut contestée. Le roi suscita aussi le mécontentement des seigneurs bohémiens en passant, le 20 février 1491 à Kaschau avec son frère et rival Jan Olbracht, un accord promettant les duchés d'Öls et de Sagan et la principauté de Glogów non plus à János Corvin, qui avait été écarté, mais à l'héritier de Pologne, en échange de sa renonciation au trône de Hongrie. Lorsque, en janvier 1492, Jan Olbracht se rebella à nouveau contre son frère et contre sa souveraineté sur la Hongrie, seul Glogów lui fut concédé. La diète de 1497 se vit soumettre une demande pressante de retirer cette terre connexe de la couronne bohémienne à Jan Olbracht, devenu entre-temps roi de Pologne, mais son jeune frère Sigismond I^{er} Stary parvint à conserver Glogów ainsi que Troppau, et il assura, en tant que gouverneur de Vladislav, l'administration de la Haute- et de la Basse-Silésie, de Schweidnitz-Jauer et de la Lusace. Ainsi se précisait l'éventualité d'une extension de la souveraineté des Jagellon au détriment de la couronne de Bohême. Sigismond I^{er}, monté en 1506 sur le trône de Pologne et de Lituanie, restitua les territoires silésiens en 1508 et 1511. Il fallut attendre le règne du roi Louis II pour que son précepteur et cousin Georges le Pieux de Brandebourg-Ansbach saisisse l'occasion d'ériger en principauté autonome la Haute-Silésie autour de Jägerndorf et Leobschütz.

Dans les années qui suivirent, Vladislav préserva l'accord auquel il était parvenu avec Maximilien à Presbourg le 7 novembre 1491. La campagne commune prévue pour 1492-1493 contre les Turcs ne vit pas le jour, mais, dans toutes les autres questions relatives à l'Empire, l'entente fut aisée. Chaque souverain était soucieux de maintenir et d'assister l'autre, Vladislav en raison de ses difficultés croissantes en Hongrie, Maximilien afin de conforter ses prétentions à la succession de Bohême et de Hongrie, que convoitait aussi la puissante maison de Pologne. De fait, la question de la succession n'était pas éclaircie, car Vladislav avait conclu deux mariages qui n'avaient pas été consommés : en 1476 avec Barbe de Brandebourg, et en 1490, pour renforcer ses droits à la couronne de saint Étienne, avec Béatrice de Naples, veuve de Mathias Corvin. Les deux mariages ayant été déclarés nuls par le pape Alexandre VI le 7 avril 1500, Vladislav épousa en 1502 une parente du roi de France, Anne de Foix-Grailly, comtesse de Candale, qui lui donna une fille, Anne, en 1503, puis, en 1506, Louis (Lajos), le fils tant désiré. Le roi étant tombé gravement malade au printemps de 1504, Pierre de Rosenberg et le riche et unanimement respecté Guillaume de Pernstein, en Bohême, de même que Jean Zápolya, en Hongrie, avaient commencé à nourrir l'espoir de lui succéder ; il n'existait par contre aucun accord de succession réciproque avec ses frères en Pologne. La noblesse bohémienne était sensible aux avantages d'une union personnelle avec le royaume de saint Étienne mais n'était pas directement concernée par les règles de succession en vigueur en Hongrie. À la diète de la Pentecôte 1497, elle avait réaffirmé son droit à élire le souverain si le roi Vladislav II mourait sans enfant, allant jusqu'à fixer par écrit les modalités pratiques de cette élection. En revanche, en Hongrie en octobre 1505, Zápolya avait fait adopter par la diète une disposition excluant expressément tous les non-Magyars de la succession au trône.

Tout en se préparant à prendre les armes devant ce déni de ses droits légaux, Maximilien convint secrètement avec Vladislav, en mars 1506, du mariage de ses petits-enfants avec Anne et l'héritier espéré ; le 19 juillet, le roi allemand put imposer aux ordres de Hongrie la règle de succession fixée en 1491. Vladislav parvint à faire élire son fils Louis comme successeur au trône de Hongrie, le 24 février 1507, puis à le faire couronner roi de Bohême à Prague, le 11 mars 1509. Les seigneurs bohémiens exigèrent alors que l'héritier apprenne le tchèque et qu'il se familiarise avec les institutions du pays, mais cette demande fut tout aussi peu respectée que celle d'être consultés pour le choix de la prochaine reine. Dans sa Lettre de Majesté du 11 janvier 1510, Vladislav, se référant à l'ordre de suc-

cession établi par Charles IV le 7 avril 1348, édicta cependant que si Louis décédait sans enfant, sa fille Anne serait la « véritable héritière » du royaume de Bohême et qu'aucunes fiançailles ni aucun mariage ne pourraient se faire sans « que ce royaume ne soit averti ni consulté ». Pourtant, la noblesse bohémienne ne s'émut guère lorsque, à l'été 1515, à Bratislava et à Vienne, en présence de Maximilien (empereur depuis 1508), le roi Sigismond I^{er} de Pologne et de Lituanie et Vladislav conclurent un accord définitif de succession réciproque scellé par un double mariage symbolique, le 22 juillet. Simultanément, Maximilien prit le jeune Louis pour fils, recommandant d'en faire le vicaire général de l'Empire à sa mort et de l'élire roi des Romains. Les ordres de Bohême, enlisés dans un interminable conflit avec les villes royales, acceptèrent ces décisions sans objection, car cette promotion de l'héritier présumé du trône leur laissait supposer que ses nombreuses absences leur offriraient une plus grande marge de manœuvre.

La révolution hussite et l'affaiblissement du gouvernement central qui s'était ensuivi avaient contribué à détendre les relations de la couronne avec les pays annexes. La transformation de la Bohême en un État fondé sur les ordres était un effet de l'élargissement de l'influence politique de la haute noblesse, que favorisaient ses importantes propriétés foncières, sa richesse et son contrôle sur les plus hautes fonctions du pays. Elle découlait aussi de la transformation de ses souverainetés territoriales en statuts de princes d'Empire indépendants. Les courants centrifuges s'en virent renforcés, et l'intégrité même de la couronne fut mise en question. La composante nationale tchèque du hussitisme, les conflits religieux et l'isolement des « hérétiques » bohémiens contribuèrent au développement des tendances autonomistes dans les pays annexes. L'accentuation des identités nationales et des aspirations à l'indépendance se fit sentir dans les pays conquis au XIV^e siècle et jusqu'en Moravie, qui disposait pourtant d'institutions juridiques autonomes (*Landrecht*, *Landtafel*, constitution, diètes et assemblées provinciales) et d'une administration provinciale indépendante avec les mêmes fonctions féodales que les pays bohémiens centraux. Depuis le début du XV^e siècle, à l'exception du règne éphémère du futur roi Albert II pendant la première guerre hussite, aucun margrave morave n'y avait résidé. La longue et efficace administration du pays par Mathias Corvin, consignée par traité en 1478, avait réorienté le pays vers la Hongrie et l'Autriche et incité à plusieurs reprises les ordres moraves à envisager comme plus raisonnable le rattachement de la Moravie à la couronne de saint Étienne. En Silésie, la résistance de Breslau au roi Georges de Poděbrady, l'attachement au roi Mathias, les incertitudes apparues après 1490 sur le statut juridique et l'appartenance de la province et le transfert pro-

visoire de l'administration du pays à des princes polonais avaient accentué la dégradation des relations avec la couronne de Bohême ; elle se montrait peu disposée à se soumettre à nouveau au strict contrôle des seigneurs bohémiens. De surcroît, les principautés silésiennes ne constituaient pas encore un groupement territorial uni, et leur représentation générale n'était assurée que par les diètes princières siégeant à Breslau et composées de représentants des trois collèges (seigneurs, noblesse et clergé, villes). La vie politique autonome de chacune des principautés, administrées, faute de charges pourvues par les ordres, par des gouverneurs représentant le roi en son absence, ne céda la place qu'au XVI^e siècle à une administration générale de l'ensemble de la Silésie, dirigée par un gouverneur royal. La Lusace était gouvernée par un bailli choisi parmi les fonctionnaires territoriaux bohémiens. En Basse-Lusace, la haute noblesse était prépondérante dans les diètes, et en Haute-Lusace, l'influence politique et économique des « six villes » était prépondérante.

Mathias avait de bonnes chances de succéder à Vladislav en Bohême proprement dite. Pour régulariser les échanges économiques, il avait donc accepté, à la diète princière de Jihlava en 1487, une monnaie commune à la Bohême, à la Lusace qu'il contrôlait, à la Silésie et à la Moravie, ayant « le même poids, la même teneur et la même forme ». La noblesse bohémienne ayant fini par admettre qu'il n'était plus possible de récupérer les fiefs gagés depuis Venceslas IV et dispersés dans l'ensemble de l'Empire allemand, Vladislav dut s'engager le 11 janvier 1510 à maintenir par tous les moyens « l'unité et l'appartenance de tous les pays et de toutes les possessions de la couronne bohémienne » et à veiller, en confiant leur administration à des autochtones, à ce que « ces pays n'en viennent à être un jour séparés de la couronne de Bohême et du royaume de Bohême par des personnes influentes ». La même année, les ordres moraves conviés à rendre hommage à Louis, héritier du trône, en profitèrent pour faire confirmer les privilèges de leur pays et leur autonomie complète – sans remettre pour autant en cause leur appartenance au royaume de Bohême. Cette autonomie fut également accordée aux Silésiens lorsqu'ils jurèrent fidélité à Louis en 1511. En l'absence de diètes communes, et les Moraves reprochant aux seigneurs bohémiens de ne pas respecter leurs engagements et défendant avec acharnement leurs privilèges, les fonctionnaires royaux ne purent ni coordonner les mesures administratives entre les différents territoires, ni suivre une politique conforme aux intérêts globaux de la monarchie. Ce déclin intérieur provoqua une perte d'influence et de prestige à l'extérieur.

À la mort du roi Vladislav, le 13 mars 1516, son fils Louis avait à peine dix ans. La régence fut assurée en Bohême par l'influent premier burgrave Zdeněk Lev Rožmitál, le duc Charles de Münsterberg (Karel Minstrberský), respectivement neveu et petit-fils de Georges de Poděbrady, et par Břetislav de Schwihau et Riesenberg (Švihovský z Risenberku), qui ne purent véritablement régler les problèmes internes en suspens. Toutefois, l'entremise de Guillaume de Pernstein entre les villes et la noblesse à la diète de la Saint-Venceslas de 1517 permit d'apaiser au moins superficiellement une situation marquée par des troubles paysans, par une grande sécheresse et par une nouvelle montée des tensions religieuses, et de faire rentrer les impôts exceptionnels destinés à éponger les considérables dettes royales. Lorsque, au mépris de l'accord conclu à Vienne en 1515, l'empereur Maximilien essaya de faire élire son fils Charles d'Espagne comme roi des Romains et que celui-ci lui succéda dans l'Empire sous le nom de Charles Quint, les seigneurs bohémiens n'élevèrent aucune protestation devant l'éviction du roi Louis. Ils s'émurent beaucoup du fait que les hauts fonctionnaires territoriaux prenaient l'initiative de certaines adjonctions aux *Landtafel* et œuvraient à leur enrichissement personnel. Après la découverte en 1517 à Jáchymov (Joachimsthal), terre de la couronne donnée en gage aux comtes Schlick, de gisements d'argent dépassant largement ceux de Kutná Hora, Rožmitál, le premier chancelier Ladislav de Sternberg et Jan Pflug de Rabstein autorisèrent, le 25 janvier 1520, les comtes Schlick, moyennant le versement de sept gros par marc d'argent frappé, à frapper des *Groschen* rhénans, les futurs thalers, pour les pays allemands voisins, et à consacrer un tiers de leur production à la monnaie bohémienne. La pénétration progressive du courant de pensée luthérien-réformé et la montée des conflits entre factions au sein des ordres compromettaient de plus en plus une paix intérieure chancelante. Le désir de voir Louis intervenir pour mettre fin aux différends et même de voir le pouvoir royal se renforcer se manifestait avec une fréquence et une insistance accrues.

Le roi Louis se trouvait entièrement sous l'influence de Zápolya et de Georges de Brandebourg-Ansbach, et l'éloignement de la menace turque était prioritaire à ses yeux. L'épidémie de peste qui dévasta la Bohême du sud et Prague à l'été 1520 retarda encore la venue du roi en Bohême. Entre-temps, Charles Quint avait conféré à son jeune frère Ferdinand les pays héréditaires des Habsbourg, le gouvernorat de l'Empire et le droit de succession en Bohême et en Hongrie (traités de Worms, le 28 avril 1521, et de Bruxelles, les 31 janvier et 7 février 1522), et il l'avait marié le 26 mai 1521 à Linz à Anne, sœur de Louis. Cette alliance fut renforcée par la conclusion, le 13 janvier

1522, du mariage, convenu depuis 1515, entre Louis et Marie, fille de Philippe I^{er} de Castille et sœur de Ferdinand. Ce dernier soutint son beau-frère lorsque celui-ci se rendit à Prague en mars 1522 pour régler les conflits les plus pressants et surtout pour s'assurer du soutien militaire bohémien contre les Turcs. Pendant cinq diètes successives, Rožmitál et ses partisans étaient parvenus à faire obstacle aux mesures proposées par le duc Charles de Münsterberg pour restaurer l'autorité royale. Lors de la sixième, cependant, le 5 février 1523, tous les fonctionnaires territoriaux furent congédiés, une « réforme des lois » fut ordonnée afin d'éliminer des *Landtafel* les mentions illégales, et un début d'assainissement financier fut entrepris, avec la levée des gages pesant sur certains châteaux et domaines fonciers de la couronne. Lors de la septième et dernière diète du 22 février au 9 mars 1523, Charles de Münsterberg fut nommé « *gubernator* et capitaine » du royaume ; il envisagea le réexamen de la constitution de Vladislav tout en promettant que les droits et libertés des ordres seraient maintenus. Dans la ville de Prague où, depuis le 30 août 1518, la Vieille Ville et la Nouvelle Ville s'étaient réunies en une seule entité administrative, le *primator* corrompu Jan Pašek fut remplacé par un nouveau maire, Jean Hlavsa von Liboslav (Jan Hlavsa z Liboslavi), plus ouvert à la Réforme.

Ce début de réforme fut sans lendemain. Après le départ du roi, les seigneurs éliminés se rassemblèrent en une opposition résolue, bientôt rejoints par les catholiques et les utraquistes modérés, inquiets de l'expansion rapide de la Réforme. Dès le 13 mars 1524, le nouveau gouvernement de la ville de Prague fut déposé. Les troubles qui éclatèrent le 9 août donnèrent aux conservateurs l'occasion rêvée de pourfendre d'un même mouvement luthériens et réformateurs. À la diète qui siégea du 25 janvier au 10 février 1525 à Prague, Rožmitál, impliqué dans un différend autour de l'important héritage Rosenberg, réapparut dans les fonctions de premier burgrave, démontrant la victoire des seigneurs sur le faible roi Louis, même si Charles de Münsterberg était toujours gouverneur en titre. Les querelles religieuses s'enflammèrent rapidement et l'effet des guerres paysannes allemandes se fit sentir jusqu'en Bohême où de graves troubles se déclenchèrent. Les seigneurs ne répondirent donc que de mauvais gré et fort tardivement – à la fin de juin 1526 – à Louis qui réclamait des hommes pour combattre les Turcs. Lorsque Louis mourut à la bataille de Mohács le 29 août 1526, les troupes bohémiennes n'avaient même pas encore atteint le champ de bataille. L'échec militaire et l'extinction de la branche bohémohongroise de la dynastie des Jagellon en lignée masculine peuvent ainsi être expliqués par l'égoïsme de la haute noblesse bohémienne, sa volonté de maintenir à tout prix ses privilèges et son influence sur la détermination de la politique bohémienne.

La prépondérance de plus en plus écrasante de la noblesse avait conduit à laisser ouvertes, ou du moins sans solution satisfaisante, une série de questions urgentes dans les domaines monétaire, économique, social et démographique. À sa manière directe, le roi Georges de Poděbrady avait réussi à reprendre une partie des biens royaux perdus durant les troubles de la période hussite, à rétablir au niveau antérieur la production d'argent, principale ressource de la couronne, et, grâce à la réforme monétaire de 1469, à contenir quelque peu la dévaluation rampante du gros pragois. Avec la seconde guerre hussite et ses nouvelles dévastations, avec les épidémies de peste, les troubles intérieurs, les levées d'impôts accordées irrégulièrement en raison de l'interruption fréquente des diètes, et enfin les contraintes de sa politique étrangère, le roi Vladislav se trouva constamment étranglé financièrement, et le revenu des monnaies frappées à Kutná Hora ne lui fut que d'un secours limité. Dès 1422, la Moravie avait abandonné la monnaie bohémienne, et les pays annexes contrôlés par le roi Mathias disposaient d'une monnaie de moindre valeur. La diète de saint Venceslas de 1485 dut donc procéder à une nouvelle dévaluation et fixer le cours du florin hongrois à 29 gros pragois, et celui du florin rhéan à 21,5 gros. La chute du cours de l'argent précipita la dévalorisation de la monnaie qui s'accrut encore dans les premières décennies du XVI^e siècle avec l'afflux des métaux précieux venus des nouvelles colonies d'outre-mer. La décision prise par la diète le 23 février 1523 d'imposer au comte Schlick une comptabilité exacte des monnaies frappées à Jáchymov et de reverser dans les caisses publiques une part plus importante du profit dégagé n'eut donc aucun effet à long terme. Mais cette dépréciation amena la noblesse à revoir l'exploitation de ses domaines et, pour maintenir son niveau de vie, à développer sa « souveraineté économique » en perfectionnant l'économie naturelle.

En arrondissant leurs biens fonciers aux dépens de l'Église et de la couronne pendant la première guerre hussite, les magnats avaient renforcé leur puissance économique, et les chevaliers avaient eux aussi amélioré considérablement leur situation matérielle. Même les plus puissantes maisons de la haute noblesse catholique, les Rosenberg, les Pernstein, les Hradec, les Sternberg, les Hasenburg, les Guttenstein, les Kolowrat, les Riesenbourg, les Schwamberg, les Schwihau, etc., n'avaient eu aucun scrupule à développer leur fortune aux dépens de l'Église. Sous le roi Georges comme sous les Jagellon, ils avaient, avec l'accord des barons utraquistes moins prestigieux, monopolisé les plus hautes fonctions et veillé à la recatholicisation des domaines ainsi agrandis. Les pertes humaines considérables du fait des guerres

et des pestes avaient causé une certaine pénurie de main-d'œuvre et, même dans l'intérieur plus fertile du pays, des villages durent être abandonnés. L'ensemble de la noblesse chercha à restreindre le statut juridique de sa paysannerie serve et à la lier solidement à la terre. La dépréciation rapide de la monnaie fit perdre leur valeur aux redevances monétaires des populations non libres. La conjoncture agricole globalement bonne permit par contre de dégager un plus grand profit grâce à une réorganisation de l'administration des domaines reposant sur une exploitation plus intensive de la main-d'œuvre paysanne et grâce à la création d'entreprises par des nobles. L'exploitation des étangs, pratiquée avec un grand succès sur les terres des Rosenberg, avait connu une grande expansion depuis la fin du XIV^e siècle. La fabrication d'eaux-de-vie et surtout la brasserie connurent aussi un grand essor, source de nouveaux conflits avec les villes qui refusaient de partager avec les nobles ces activités lucratives. L'économie forestière et la participation aux exploitations minières et métallurgiques permirent aussi à la noblesse d'assurer ses revenus. Il fallut attendre le courant du XVI^e siècle pour la voir s'engager dans la production de marchandises et le commerce, qui lui permit d'exporter ses excédents agricoles.

Dès 1467, le gouverneur morave Ctibor de Tobitschau avait défendu l'idée que les paysans appelés *robot* (travailleurs forcés) « ne valaient pas la peine, vu leur misère, d'être tolérés sur cette terre, s'ils ne pouvaient au moins, tel l'âne, travailler le sol ». Son credo était : « L'ordre des seigneurs règne sur le pays et dirige ; les chevaliers et les bourgeois ont des droits aussi limités que possible ; les paysans ont le devoir d'assurer les corvées et de payer le fermage. » Dans la seconde moitié du XV^e siècle, la noblesse chercha à limiter au maximum la liberté de déplacement des serfs, comme le montrent les décisions des diètes de 1472, 1479 et surtout du 14 mars 1487 : tout bourgeois était tenu de livrer à son seigneur tout valet ou paysan en fuite. La Moravie était la seule région à préserver encore, par une décision de la diète du 21 octobre 1484, le droit à la levée du servage et au départ volontaire, moyennant d'importants dédommagements. À partir de 1494, pour réduire le brigandage et les bandes de paysans vagabonds, les juges nobles (*popravci*) reçurent toute autorité sur les serfs. De nouvelles mesures destinées à restaurer l'ancienne relation de dépendance et le lien à la terre furent prises en 1497, 1498 et 1517. Cette dépendance croissante de la paysannerie fut justifiée par le principe inscrit dans la constitution de Vladislav selon lequel « quiconque n'est pas seigneur doit avoir un seigneur » ; elle reposait certes sur l'accroissement des corvées, mais aussi sur l'abolition du droit des paysans à décider de leurs propres affaires. Seul le seigneur pouvait donner l'autorisation de se marier ou de partir, engager pour le service

de la cour ou décider du métier des enfants. Les paysans essayèrent de combattre cette dépossession croissante, en 1496, avec le soulèvement contre Adam Ploskovský z Drahonice auquel participa, dit-on, le héros légendaire Dalibor z Kozojed, et à nouveau en 1517 et 1525 ; ils ne purent pourtant résister à une évolution qui engendra une misère paysanne profonde en Bohême et en Moravie jusqu'à l'époque des réformes de Joseph II.

Il existait bien encore un petit nombre de propriétaires de biens héréditaires (*svobodníci*) relevant de la *Landtafel*, et, surtout dans les anciennes zones de colonisation, un corps de juges héréditaires soumis au contrôle étroit des nobles ; toutefois, la paysannerie était constituée en majorité écrasante par les paysans des domaines des seigneurs. Les propriétaires relativement bien lotis de plusieurs *Lahnen* [unité correspondant aux anciens lots de colonisation], possédant eux-mêmes des serfs et dépendant en partie du travail salarié, étaient l'exception. Il existait aussi une couche de paysans moyens qui, en fonction du sol et du climat, pouvait obtenir un revenu suffisant par un métayage allant du quart aux trois quarts. Les artisans de village pour qui le travail de la terre était une activité secondaire étaient comparativement prospères. La grande majorité des petits paysans et les « jardiniers », qui n'avaient en général qu'une parcelle devant leur maison, devaient se louer à l'époque des semailles et des moissons ; en hiver, le tissage du lin et divers travaux d'artisanat leur fournissaient un revenu complémentaire. Ils se retrouvaient souvent dans le groupe des pauvres de village et rejoignaient les rangs des mendiants et des vagabonds qui sillonnaient en grand nombre la Bohême, à côté des bandes de voleurs et de brigands. Les droits traditionnels des paysans à l'auto-administration et les droits communaux se réduisaient de plus en plus, tandis que, surveillés par les seigneurs fonciers et leurs fonctionnaires, les juges et les tribunaux de village composés de jurés élus faisaient régner la loi et l'ordre, assuraient l'administration des biens communaux et veillaient à l'accomplissement des devoirs communautaires.

Pendant la révolution hussite, les villes avaient pu développer une position politique qu'elles avaient ensuite consolidée pendant les luttes pour le trône ou contre des ennemis extérieurs, jouant sur le fait qu'en raison de la prépondérance des ordres nobles elles constituaient le principal soutien matériel du souverain. Elles occupèrent ainsi pour un temps une position comparable aux villes d'Empire allemandes. Sous le règne des faibles Jagellon, la haute noblesse et en partie les chevaliers s'opposèrent à l'extension du droit des villes à s'administrer ; ils concédèrent seulement à leurs représentants le droit d'intervenir dans les questions concernant directement les municipalités grâce à leur tierce voix aux diètes. Sous Vladislav, la fonction de second chambellan royal, chargé de la surveillance des villes royales,

fut attribuée à la chevalerie, ce qui entraîna une régression importante de l'autonomie des villes, alors même qu'elles avaient appuyé la restauration du pouvoir royal central et la fin de l'arbitraire noble. Les représentants des villes ne purent empêcher la limitation de leur droit de ban et de leur compétence juridique, ainsi que la victoire des nobles dans des questions économiques telles que le monopole de la brasserie (décisions du 25 juillet 1502 et du 24 octobre 1517). En 1514, Kutná Hora et Prague firent reconnaître leur droit à élire librement leurs échevins en l'absence du souverain et elles purent conserver une partie de leurs privilèges, mais les autres villes royales, souvent gagées depuis longtemps, perdirent pratiquement toute influence politique. Malgré leurs efforts pour conserver leur position de tiers état, les villes perdirent une part importante de leur droit à la parole et de leur puissance économique.

Cette situation résultait en partie de l'expulsion des artisans et du patriciat allemand, détenteur d'un capital important. Tous les métiers organisés en corporations étaient présents dans les villes de quelque importance au XV^e siècle, mais leurs produits de qualité médiocre ne soutenaient pas la concurrence avec ceux venus de l'Empire allemand. Le développement économique des villes fut freiné par l'installation de plus en plus fréquente des artisans dans les domaines nobles et les cités assujetties, par la mainmise de la noblesse sur le commerce et par les restrictions à l'installation en ville d'une main-d'œuvre paysanne bon marché. Le commerce proche et lointain, si fructueux jusqu'au début du XV^e siècle, ne retrouva pas son importance antérieure en dépit d'une légère reprise sous les Jagellon. Le projet de Georges de Poděbrady visant à protéger l'activité économique de ses sujets contre la concurrence des entreprises étrangères en créant une société royale de commerce était resté lettre morte. Seuls purent se développer sur une plus grande échelle le tissage de la toile et du drap, de tradition ancienne dans les régions montagneuses et peu fertiles du nord de la Bohême et de la Moravie, en Silésie et en Lusace. Ces activités furent le fait d'artisans aimant le risque et travaillant en dehors des corporations ; ils écoulaient principalement leurs produits par le grand centre commercial de Leipzig. Dans la première moitié du XVI^e siècle, la faiblesse du capital personnel, la montée des prix des matières premières, les charges fiscales élevées pendant la guerre avec les Turcs et la perte des marchés d'Europe de l'Est et du Sud-Est frappèrent durement la petite production, largement corporative, et provoquèrent la stagnation des villes et de la bourgeoisie. L'essor rapide des mines et de la sidérurgie, de la métallurgie et de la verrerie se fit en dehors des villes anciennes et favorisa l'apparition de nouveaux lieux d'exploitation minière et de production industrielle. Les troubles déclenchés par les couches inférieures de la population

urbaine et le ressentiment contre la bourgeoisie nantie et dotée de droits politiques, renforcés par les divergences religieuses, furent particulièrement fréquents dans les années 1520.

Nous n'avons aucune donnée précise quant aux effets de la tourmente hussite et à la souveraineté des ordres sur la partie allemande de la population dans les pays bohémiens. Les mesures prises pour contenir l'influence économique, culturelle, sociale, ecclésiastique et surtout politique des Allemands n'eurent, à l'évidence, qu'un succès limité, car les dispositions se succédèrent pour établir la suprématie des habitants moraves et bohémiens. La diète d'août 1419 avait interdit une fois de plus la désignation d'étrangers à des fonctions territoriales et la présence d'Allemands dans les assemblées urbaines, imposé le tchèque comme langue judiciaire et accordé voix prépondérante aux habitants « tchèques » dans le royaume et les villes. Ces décisions furent intégrées en 1436 à la paix de Jihlava entre l'empereur Sigismond et les ordres, ce qui ne mit pas pour autant fin aux plaintes « sur les plus grands affronts à la langue tchèque et les plus grands dommages au pays. ». Dans de nombreuses villes, à l'exception des centres hussites, la population était restée majoritairement allemande ou l'était redevenue grâce à l'immigration ultérieure. Un grand nombre de seigneurs bohémiens se targuaient de ne connaître, outre un peu de latin, que leur langue maternelle, et on ne peut s'étonner dans ces conditions que la diète ait prescrit en 1480 pour la Moravie, en 1495 pour la Bohême, et ce « pour l'éternité », que les mentions dans les *Landtafel* soient faites exclusivement en tchèque et que les étrangers se voient imposer en 1497 de ne s'exprimer qu'en tchèque devant les juridictions bohémiennes. La constitution de Vladislav reprit ces dispositions, ce qui redonna un élan aux aspirations nationales suscitées par la position monopolistique du tchèque dans les échanges administratifs et par les mesures prises pour renforcer son statut comme langue littéraire. Malgré l'interdiction promulguée au xv^e siècle d'admettre des Allemands comme citoyens, et des Allemands ne parlant pas tchèque aux fonctions administratives, des exceptions se produisaient sans cesse ; cette discrimination était surtout absente des régions majoritairement peuplées d'Allemands et des villes catholiques de Moravie. Les observateurs de l'époque déplorent pourtant l'habitude prise de n'accorder aux artisans allemands leurs droits de citoyens qu'une fois vérifiée leur connaissance de la langue tchèque et obtenue leur adhésion publique à l'utraquisme.

Après la guerre hussite, les Juifs eurent à souffrir d'une discrimination plus forte encore, car ils perdirent, avec la libération des charges urbaines, leur qualité de serviteurs de la chambre du roi (*servi camerae*). Relevant désormais des administrations communales, ils furent astreints à des contributions et à des corvées supplémentaires.

Ils furent victimes des taborites dans quelques villes, et dans d'autres les conseils municipaux profitèrent de l'occasion pour les expulser. Avec les mesures de recatholicisation, les sermons du franciscain Jean de Capistran déclenchèrent vers le milieu du xv^e siècle une nouvelle vague de persécutions contre les Juifs en Bohême et en Silésie. La conjoncture économique défavorable et la nécessité accrue de recourir aux prêteurs juifs déclenchèrent d'innombrables plaintes contre le comportement financier de ceux-ci. Elles entraînèrent aussi l'interdiction de leur activité dans le commerce et l'artisanat. Bien que des éléments religieux, enjolivés d'accusations de meurtres rituels, aient fourni un prétexte à leur expulsion hors des villes royales, ces mesures avaient pour cause véritable des éléments sociaux et l'intérêt économique des débiteurs chrétiens. Les décisions des diètes limitant le prêt d'argent (19 mai 1497) et une nouvelle vague de persécutions à partir de 1507 contraignirent de nombreux Juifs à chercher refuge auprès d'un protecteur noble, amorçant ainsi une évolution qui les sortit des ghettos urbains et en fit des « Juifs protégés » à la campagne.

La diffusion des courants réformés

Alors que la piété exemplaire des Juifs était partout reconnue, ni eux, ni les membres de l'Unité des frères, ni les luthériens ne pouvaient plus compter sur la moindre tolérance. Soucieux d'obtenir un accord entre les utraquistes et la Curie, les Frères avaient subi plusieurs persécutions depuis mars 1461, mais ils s'étaient donné aux synodes de Brandeis (1490) et Reichenau (1494) une règle moins stricte qui leur permettait de s'ouvrir à toutes les couches de la population. Ils s'étaient implantés dans le sud, le nord-ouest et l'est de la Bohême, et possédaient des positions fortes en Moravie orientale autour de Fulnek, Prerau et Šternberk, en Moravie du Sud autour de Kralice, d'Ungarisch-Brod et de Třebíč. Malgré de nouvelles persécutions justifiées par les décisions des diètes et par des mandats royaux dans les années 1503-1508, vers 1525 l'Unité des frères rassemblait près de 150 000 personnes, dont une « commune allemande de la fraternité chrétienne ». Ils marquèrent de leur empreinte la vie religieuse bohémienne ; grâce à leur activité d'imprimerie, ils firent connaître leurs conceptions théologiques bien au-delà des frontières de la Bohême, et leur intégrité morale personnelle, leur droiture, leur zèle, leur fidélité à leurs convictions leur valurent un grand prestige.

L'utraquisme était par contre en plein déclin, encore que ni le pape, ni l'empereur, ni le roi n'étaient parvenus à l'éliminer par des moyens politiques ou ecclésiastiques. La paix religieuse conclue à la diète de Kutná Hora en 1485 avait amené un certain apaisement dans les guerres de religion, même si la Curie se refusait à admettre que la commu-

nauté utraquiste, ne défendant plus que la communion au calice, la communion des enfants et la liturgie en langue populaire, était disposée à conclure un compromis et à mettre fin à la guerre ouverte. Le consistoire élu par la diète, qui se composait de quatre professeurs de l'université de Prague et de huit ecclésiastiques, ne pouvait assurer une organisation ecclésiastique rigoureuse. Les évêques faisant souvent défaut pour ordonner les prêtres, le terrain théologique fut peu à peu abandonné, et le manque croissant de prêtres accéléra encore ce mouvement. La majorité des nobles des campagnes et des habitants des villes se référaient encore à un hussitisme modéré, mais la foi catholique parvint à élargir régulièrement sa sphère d'influence grâce aux grands barons catholiques qui s'entendaient à défendre leur suprématie politique.

Tout au long du xv^e siècle, l'Église catholique s'était lentement remise de la perte de ses biens et de son monopole religieux. Elle avait retrouvé une base grâce à la réouverture d'anciens monastères et à l'afflux de citoyens catholiques dans les villes majoritairement utraquistes. De vastes zones de l'ouest et du sud de la Bohême, du nord-ouest et le long de la frontière de la Moravie, qui était restée marquée par le catholicisme, des villes importantes comme České Budějovice, Plzeň ou Trautenau, et les vastes possessions de la haute noblesse étaient restées acquises à la foi catholique. Le siège de l'archevêché de Prague n'avait plus de titulaire et un conseil supérieur tiré du chapitre de la cathédrale dirigeait l'organisation ecclésiastique, avec l'appui des évêques voisins d'Olomouc et Breslau. Les efforts des utraquistes pour trouver un compromis avec la Curie sans abandonner leurs propres positions parurent favorisés par la montée de la menace turque et la pénétration croissante de la Réforme dans les pays bohémiens, et semblèrent déboucher sur un accord après 1522. Pour limiter la propagation du luthéranisme, deux légats pontificaux vinrent à Prague en 1524 négocier un accord entre les catholiques et les vieux-utraquistes, qui fut conclu le 13 juillet à la diète de la Sainte-Marguerite. Cet accord fut élargi en une « unification de la foi » le 25 janvier 1525. Mais ce compromis qui semblait sceller la victoire de la Curie en Bohême resta sans grand effet, car parmi les opposants aux catholiques figuraient non plus seulement les vieux-utraquistes désormais sans grand impact, mais principalement, outre l'Unité des frères, les luthériens.

La doctrine de Luther s'était rapidement répandue en Bohême à partir de la Saxe voisine, et dès 1518/1519, on pouvait entendre dans certaines églises des prédications invoquer l'esprit de la Réforme. En accusant Luther d'être un « hérétique bohémien » à la députation de Leipzig, Johannes Eck contribua à accroître son prestige en Bohême. Les relations qui s'établirent alors amenèrent Luther à prendre parti

pour Hus à plusieurs reprises et à exiger qu'« enfin nous nous engageons une bonne fois sérieusement et véridiquement pour la cause bohémienne, que nous nous unissions à elle et elle à nous ». Luther s'adressa par différents écrits à la Bohême, où le prêtre utraquiste Havel Cahera prit parti avec enthousiasme pour la Réforme à ses débuts, avant d'agir à partir de 1524 en tant que chef des vieux-utraquistes pour l'« unification de la foi » et contre les luthériens. En raison de différences de conception considérables sur la communion et les sacrements, certaines fractions de l'Unité des frères manifestèrent bientôt elles aussi des réticences très fortes à l'égard du réformateur allemand. Ce fut seulement après la mort de Lukas de Prague (env. 1460-1528) et sous son successeur Jan Augusta qu'on assista à un rapprochement prudent, les communautés des Frères espérant devenir, en cas de rupture totale avec Rome, le centre d'une Église bohémienne réformée autocéphale, si le luthéranisme continuait à se répandre, surtout parmi la noblesse.

Les prédications révolutionnaires de Thomas Münzer lui avaient valu de se faire expulser de Prague en 1521, mais la doctrine de Luther se répandit dans tout le pays à partir des villes germanophones, en raison notamment du mécontentement suscité par le compromis de 1525 chez une partie importante des utraquistes, conscients, de plus, de la nécessité d'une réforme de leurs dogmes et de leurs rites sclérosés. Soutenus par quelques familles nobles influentes, dont certaines entretenaient même une correspondance avec Luther, les prédicateurs réformés, sinon poursuivis et expulsés du pays, purent répandre la nouvelle doctrine, qui s'implanta particulièrement dans les villes minières de Jáchymov (Johannes Sylvius Wildenauer, dit Egranus, Johannes Mathesius) et Jihlava (Paulus Speratus), puis vers tous les pays bohémiens et, au-delà, en Slovaquie et en Hongrie, où elle trouva même des partisans à la cour royale avec le margrave Georges de Brandebourg-Ansbach et les prédicateurs Cordatus et Crysling. Avant même l'apparition des anabaptistes et des doctrines de Zwingli et Calvin, un dangereux processus de fermentation religieuse s'était amorcé en Bohême lorsqu'en 1526 la mort de Louis mit la question de la succession à l'ordre du jour. La soif de savoir favorisée par la diffusion de l'imprimerie dans tout le pays, et qui fut un élément du succès de la Réforme, ne devait rien à l'université de Prague. Réduite, à la fin du xv^e siècle, à un rayonnement local et à une fréquentation modeste, elle ne possédait qu'une faculté des arts et de philosophie et ne fournissait qu'un cadre matériel aux querelles religieuses. En raison de la faiblesse de ses moyens financiers, les meilleurs enseignants ne s'y attardaient guère et la haute noblesse envoyait ses fils se former dans des universités étrangères. À l'été 1512, enfin, à l'initiative du conseil municipal de Prague, une réforme fut envisagée, qui

échoua devant l'opposition à l'intervention de la ville dans la gestion des collèges universitaires. En pleine somnolence, l'université ne prit donc pas part à la diffusion des idées de l'humanisme et à la civilisation de la Renaissance.

Les influences de l'humanisme et des débuts de la Renaissance

Le premier humanisme avait déjà trouvé un foyer en Bohême au XIV^e siècle, grâce au soutien généreux de la cour de Charles IV. La connaissance des auteurs de l'Antiquité avait lentement progressé, et la langue populaire avait particulièrement profité de l'essor de la vie littéraire avant de connaître son plein essor à l'époque hussite. Toutefois, l'humanisme nourri aux racines de l'Italie catholique avait eu du mal à prendre pied dans une Bohême déchirée par les conflits religieux. Enea Silvio Piccolomini avait constaté à l'issue de son séjour en Bohême que « cette race infidèle n'a qu'un aspect favorable, c'est qu'elle aime le savoir » – il entendait par là l'étude assidue des textes religieux par les utraquistes. Ce fut au départ un privilège de la haute noblesse catholique et de ses proches au sein du clergé que de se lancer dans l'étude des dernières connaissances relatives à l'Antiquité et d'asseoir sa souveraineté sur les principes tirés du droit romain. Les membres des familles nobles Rabstein, Prokop Pflug et Jan, formés en Italie, et les prieurs du Vyšehrad furent les conseillers loyaux du roi hérétique Georges. Bohuslav Lobkowitz auf Hassenstein (B. Hasištejnský z Lobkovic, 1462-1510), célébré comme la « lumière des Bohémiens » et le « poète divin », et qui se considérait comme allemand et patriote bohémien, chercha, par le recours aux auteurs antiques et la création de bibliothèques, à susciter de nouveaux foyers de vie culturelle, de même qu'Ulrich et Jost de Rosenberg ou Vladislav von Boskowitz à Mährisch-Trübau. Ce fut la tâche du juriste Viktorín Kornel von Všehrd (mort le 21 septembre 1520), dans ses *Neuf Recueils des droits bohémiens*, que de retrouver dans l'arsenal des théories juridiques antiques et dans les descriptions des situations juridiques de l'ancienne Bohême les principes repris par la constitution de Vladislav, qui garantissaient la souveraineté des états. Tout comme le traducteur Venceslas de Pisek (Václav Písecký), il choisit, en tant que Bohémien, de parler et d'écrire en tchèque, en dépit de sa parfaite maîtrise du latin, arguant que la langue tchèque possède la même force d'expression que le grec, « sans avoir à emprunter comme une mendicante au bavardage allemand ni au charabia latin ». Rehoř Hrubý z Jelení traduisit lui aussi des écrivains antiques et humanistes (Pétrarque, Érasme, Lorenzo Valla).

En matière d'architecture, la reconstruction consécutive à la tempête hussite fut très lente et, une fois les destructions effacées, de

nouveaux édifices, dans le style gothique tardif de Bohême du Sud, furent construits principalement sur les domaines des Rosenberg. L'amélioration de la situation économique permit aussi d'achever des chantiers interrompus dans les grandes villes, comme celui de l'église Sainte-Barbe de Kutná Hora. Le roi Vladislav se révéla vite un mécène d'envergure, encourageant les nouveaux styles, que ses architectes les plus doués Matej Rejsek z Prostějova († 1506) et surtout Benedikt Ried von Piesting (B. Rejt z Pístova, 1450-1534) adaptèrent à Prague pour la tour Poudrière, la salle Vladislav du château et l'oratoire de Vladislav à Saint-Guy. Vers la fin du XV^e siècle, la Moravie (avec Tovačov, Mährisch-Trübau, Boskowitz, etc.) fut le relais de la diffusion de la Renaissance italienne qui servit de modèle à l'architecture des châteaux bohémiens (Neuhaus, Pardubice), et dont les éléments stylistiques trouvèrent aussi leur application dans la construction de résidences urbaines. La sculpture connut un renouveau qui s'exprima dans un réalisme fidèle à la nature. La peinture de chevalet s'éloigna des conventions du gothique et se rapprocha du style de l'école flamande. L'art naissant du portrait se montra soucieux de respecter la personnalité de ses modèles. Le chant religieux en langue tchèque de la tradition hussite se maintint et nourrit l'intérêt pour la musique, qui se manifesta surtout dans les chorales et les confréries liturgiques. La bourgeoisie, désormais plus assurée, participait davantage aux différents courants culturels, mais la noblesse, qui dominait toujours la vie politique, sociale et économique, restait toujours attachée aux traditions gothiques en de nombreux domaines et continuait à déterminer l'évolution culturelle et artistique au début du XVI^e siècle.

CHAPITRE VI

Le face à face des Habsbourg et des ordres

L'INTÉGRATION DE LA BOHÈME DANS LA SPHÈRE DES HABSBOURG
ET LES DÉBUTS DE LA CONTRE-RÉFORME SOUS FERDINAND I^{er} (1526-1564)

Dans *Idea státu rakouského (L'Idée de l'État autrichien)*, paru à Prague en 1865, le grand historien tchèque František Palacký estime, avec quelques nuances, que la défense des peuples d'Europe centrale contre la menace turque et les nécessités de leur coexistence pacifique et de leur développement au sein d'un État plurinational suffisent à justifier l'existence de la monarchie des Habsbourg et l'intégration temporaire des pays de la couronne bohémienne dans le groupe des pays de l'Empire, même si « cette relation ne se fit pas toujours à l'avantage de chacune des parties de cet ensemble ». Palacký s'oppose aux historiens autrichiens (entre autres F. Krones, A. Huber, H. von Srbik, O. Brunner, H. Hantsch) qui insistent sur « l'influence bénéfique de la nouvelle maison régnante sur les destinées de la Bohême » et voient dans l'intégration des pays de la couronne bohémienne une « conséquence évidente » du cadre naturel et de « données historiques incontournables ». Il s'oppose même à Ernest Denis, qui reprend en général les interprétations tchèques et considère que, après la victoire sur les Turcs et le triomphe des Lumières en Europe, l'Empire des Habsbourg avait perdu sa raison d'être et constituait un frein à l'expression nationale des peuples qu'il dominait. Par une simplification inacceptable, un grand nombre d'historiens tchèques en sont arrivés à parler de l'« oppression ininterrompue de la Bohême et de la nation tchèque par les Habsbourg », déplorant les « manœuvres » qui auraient permis l'établissement et le maintien de cette « souveraineté de non-droit » (W.W. Tomek, J. Pekař, J. Šusta, E. Rádl, K. Krofta).

L'historiographie marxiste tchèque a elle aussi porté un jugement très circonspect sur l'importance des Habsbourg. Selon elle, l'État

bohémien aurait perdu, sous leur règne, son dernier semblant d'indépendance et régressé au rang de simple province. En invoquant les conquêtes politiques et culturelles de l'époque hussite et en réévaluant, de façon parfois injustifiée, l'époque des Poděbrady et des Jagellon, elle sous-estime certains éléments de politique étrangère, dont la défense de l'Europe et donc aussi des pays bohémiens contre les Turcs. Elle récuse radicalement la thèse selon laquelle l'arrivée au pouvoir des Habsbourg et l'introduction d'un système autocratique et absolutiste auraient mis fin au pouvoir anachronique de la monarchie des ordres et préservé la Bohême de graves dissensions internes. En revanche, elle ne s'arrête pas aux possibilités que l'appartenance à l'ensemble gouverné par la dynastie hispano-habsbourgeoise offrit aux pays bohémiens, devenus ainsi un élément constitutif d'une puissance mondiale. Quoi qu'il en soit, les Habsbourg contrôlaient alors, en Europe, et outre les couronnes du royaume et de l'Empire romain germanique, les pays héréditaires autrichiens, l'Espagne, le royaume de Naples, de Sicile et de Sardaigne, ainsi que la Bourgogne et les Pays-Bas ; leurs succès les conduisirent en Italie du Nord et en Hongrie. Par ailleurs, à partir de l'archipel des Indes occidentales, ils prirent possession de vastes territoires sur le continent américain et édifièrent un gigantesque empire colonial. L'interprétation marxiste de la rivalité qui s'avive alors entre les ordres et la nouvelle souveraineté territoriale, comme d'une pure lutte pour le pouvoir au sein de la classe féodale, pêche elle aussi par son simplisme ; elle ne s'intéresse qu'accessoirement au rôle clé de la question religieuse dans le développement des conflits politiques et sociaux. Elle n'a, de ce fait, étudié de façon approfondie et féconde que les aspects économiques et sociaux de cette époque.

L'aggravation du conflit entre le roi et la noblesse

Lorsque les premières nouvelles de la mort de Louis II parvinrent en Bohême vers le 10 septembre 1526 après le désastre de Mohács, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, né en 1503, cadet de l'empereur Charles Quint, était le prétendant le mieux placé à la succession dans les pays bohémiens. Les accords de succession passés entre l'empereur Charles IV et le duc Rodolphe IV en 1364 et 1366, puis ceux de 1491 et 1515 entre l'empereur Maximilien et les Jagellons à Bratislava et Vienne étaient sans conteste favorables à Ferdinand, d'autant que les droits de sa femme Anne avaient été expressément reconnus par les ordres bohémiens le 10 janvier 1510. Les Habsbourg pouvaient également invoquer que leur maison avait déjà donné un roi à la Bohême en 1307, 1437 et 1452, et que le Jagellon Vladislav II avait reçu la couronne de saint Venceslas en sa qualité de fils d'Élisabeth

de Habsbourg. La Moravie, la Silésie et la Lusace ne manifestèrent aucune opposition à l'application du principe héréditaire, et Ferdinand recueillit aussi une majorité favorable en Hongrie. Malgré tout, se référant aux élections de 1437, 1440, 1458 et 1471, le parti des seigneurs dirigé par l'influent premier burgrave Zdeněk Lev Rožmitál continua à revendiquer le principe de la libre élection du roi. Parmi les nombreux candidats au trône de Bohême émergeaient le prince électeur Jean et le duc Georges de Saxe, le prince Frédéric de Liegnitz, les ducs Guillaume et Louis de Bavière-Munich, ainsi que Sigismond I^{er} de Pologne et François I^{er} de France ; mais Rožmitál et Adalbert de Pernstein envisagèrent sans doute eux aussi d'être candidats. Peu à peu, l'idée s'imposa que seul un souverain puissant pourrait construire un front solide contre la menace turque qui pesait aussi sur la Bohême, mettre un terme aux dissensions internes, aux conflits sociaux et à la misère financière, et contenir la propagation des idées de la Réforme. La reconnaissance des droits d'Anne rendait vraisemblable le risque d'une nouvelle scission des pays annexes ; après plus de deux semaines de négociations, une commission paritaire de 24 membres issus des trois ordres se réunit donc pour élire Ferdinand à l'unanimité. Les représentants des pays annexes, qui n'avaient pas été associés à l'élection, « acceptèrent » Anne « comme héritière de par sa naissance » et son époux Ferdinand comme souverain, et le nouveau roi dut reconnaître que les états de Bohême l'avaient choisi comme monarque de leur plein gré et non en référence à un ordre de succession.

Lorsque au début de décembre 1526 une forte délégation bohémienne se rendit à Vienne, Ferdinand refusa cependant de signer la capitulation électorale qu'elle lui présenta. Après de longs pourparlers, il renouvela les 13 et 15 décembre dans trois Lettres de Majesté les concessions de ses prédécesseurs sur l'intégrité de la couronne de Bohême et des pays annexes, sur le droit de vote des états et le respect de leurs droits antérieurs. Il parvint malgré tout, dans les négociations qui se prolongèrent jusqu'en mars 1527, à ne pas satisfaire leurs exigences relatives à la liberté religieuse et à l'accession de Prague au rang de résidence royale exclusive. Le compromis sur les questions encore pendantes n'intervint qu'après le couronnement du roi le 24 février 1527 à Saint-Guy par l'évêque d'Olomouc Stanislav Thurzo. Il donnait au roi la possibilité de faire couronner de son vivant un fils comme successeur et de se défaire de fonctionnaires incapables après audition (et non plus après approbation) de l'ordre auquel ils appartenaient ; il devait en contrepartie rembourser une partie des dettes accumulées depuis l'époque des Jagellon, soit 120 000 soixantaines de gros de Meissen, somme attestée par une commission indépendante. Le souverain avait consenti en termes vagues à demander

à la Curie de pourvoir l'évêché de Prague et de sanctionner les *Compactata*. Ferdinand reçut l'hommage des pays annexes au printemps de 1527, et les circonstances extérieures l'obligèrent à n'affirmer qu'avec la plus grande prudence ses droits de souverain en Bohême et à ne pas remettre en cause le fondement du pouvoir des ordres. Ferdinand I^{er} se contenta dans un premier temps d'instituer une chambre royale pour administrer les finances de l'État et résorber l'énorme dette léguée par les Jagellon.

À la grande déception des royalistes réformateurs, l'ancien gouvernement noble dirigé par Rožmitál se maintint donc en place, tandis que les nouvelles doctrines réformées se répandaient de plus en plus. En Hongrie, Ferdinand dut affronter Jean Zápolya, élu roi le 11 novembre 1526 par la petite noblesse nationaliste. Après avoir éliminé son rival, il se fit couronner le 3 novembre 1527 à Stuhlweissenburg, mais il ne put profiter longtemps de ses conquêtes, car les Turcs avaient une fois de plus envahi le pays et dévastaient l'est du pays viennois et une bonne partie de la Moravie. Malgré la participation d'importants détachements bohémiens à l'armée impériale qui défendait Vienne, assiégée du 24 septembre au 14 octobre 1529, et la forteresse hongroise de Güns en 1532, le roi eut des difficultés croissantes à faire accepter les nouveaux impôts entraînés par la lutte contre les Turcs aux seigneurs bohémiens, peu intéressés par la politique étrangère. Les courtes trêves et la paix secrète conclue le 24 février 1538 avec Zápolya à Grosswardein ne furent pas un soulagement véritable, d'autant qu'après la mort du contre-roi le 21 juillet 1540 et la proclamation comme successeur de son fils Jean Sigismond, âgé de quelques jours seulement, des combats acharnés reprirent, qui aboutirent l'année suivante à la perte de la ville de Buda, résidence impériale. La ligne de défense qui courait de la Croatie au nord-ouest de la Hongrie fut tenue avec difficulté. En 1546-1547, le sultan accepta le respect du statu quo moyennant un tribut annuel de 30 000 ducats, mais le danger turc n'était pas pour autant écarté des pays bohémiens. La méfiance accumulée entre le roi et les ordres pendant ces vingt ans de lutte, le mécontentement de Ferdinand devant leur réticence, voire leur absence de soutien, celui de la noblesse face aux lourdes exigences financières qui faisaient supporter aux pays bohémiens près des deux tiers des coûts de la guerre nuisirent considérablement aux relations entre le souverain et les ordres.

Après la défaite de Pavie le 24 février 1525 et le démantèlement de la Sainte Ligue de Cognac à la paix des Dames à Cambrai le 5 août 1529, la France avait dû accepter l'installation des Habsbourg en Italie du Nord. Malgré la montée du péril turc, le roi Ferdinand disposa alors d'une marge de manœuvre politique plus importante en Bohême.

Il l'accrut encore en 1530 en imposant le départ de Rožmitál, premier burgrave jusqu'alors tout-puissant, et de Jan Pašek von Vrat, *primator* de la ville de Prague, et en nommant aux fonctions royales et territoriales des hommes de confiance, sans tenir compte de leur appartenance confessionnelle. Il devait à son origine et à son éducation à la cour d'Espagne un catholicisme hostile à la Réforme, mais, à ses débuts, il fit preuve, par-delà les divisions entre ordres et entre confessions, d'une capacité d'intégration impressionnante qu'il sut utiliser avec habileté pour stabiliser son pouvoir et développer les prérogatives royales. Ferdinand rappela avec insistance que le souverain était seul habilité à convoquer la diète, assemblée centrale des ordres siégeant en trois curies – seigneurs, chevaliers et villes – sous la présidence du premier burgrave, et que la discussion des propositions royales avait priorité sur les affaires des ordres. En interdisant à ces derniers de se réunir sans avoir été convoqués ou autorisés par le roi, Ferdinand ne voulait pas seulement contrôler les diètes confessionnelles ou les libres assemblées des villes royales ; il visait surtout les assemblées des cercles utilisées par la petite noblesse pour susciter des courants politiques, et qui élisaient les délégués aux diètes et fixaient leurs consignes de vote. La souveraineté des Habsbourg fut aussi renforcée par la désignation d'hommes de confiance aux fonctions territoriales et par la mise en œuvre progressive mais résolue de la réforme administrative entamée prudemment vers 1530, et qui conférait de nouvelles attributions au grand intendant, qui, en tant que gouverneur, représentait le roi en son absence et présidait la Cour suprême et le tribunal du *Hauptmannsgericht*. Si, au début, le roi prit soin de ne privilégier aucun parti et d'écouter tous les représentants, à partir du milieu des années 1530 il manifesta de plus en plus clairement sa préférence pour ses partisans catholiques les plus fidèles. Zdislav Berka von Dubá, en tant que grand intendant, et son frère Jindřich, comme premier juge d'instance, accédèrent ainsi à des positions particulièrement importantes. En engageant des experts étrangers de petite noblesse à la Chambre des comptes, Ferdinand créa progressivement un corps restreint de fonctionnaires dévoués. Dès 1528, il avait placé sous le contrôle des gouverneurs provinciaux les gouverneurs de cercles, qui géraient les affaires militaires, fiscales et judiciaires des quatorze cercles bohémiens et des trois cercles « extérieurs » (Eger, Elbogen, Trautenau), et introduit dans l'organisation judiciaire quelques réformes censées accélérer les procédures mais destinées, en réalité, à permettre au souverain, en tant que garant ultime de la paix, de contourner le droit local et de s'instituer juge suprême. Ferdinand I^{er} poursuivit ainsi la mise en place de son système de domination. Dans cette entreprise, l'accroissement des revenus royaux et l'élargissement continu du champ des compétences de

l'administration royale lui permirent de s'opposer de plus en plus résolument au pouvoir des ordres.

Le renversement du parti des utraquistes catholiques conservateurs de Rožmitál à la diète de Prague en février-mars 1530 fut un pas décisif dans cette direction. Une fois réprimée la fronde anti-Habsbourg et constitué un parti strictement royaliste au sein des ordres, Ferdinand put obtenir le respect global des propositions royales, et surtout l'adoption de l'impopulaire impôt turc grâce à sa parfaite maîtrise des procédures de la diète. Jusqu'en 1527, l'impôt sur la fortune avait fourni l'essentiel de ses revenus à l'État ; par la suite, l'impôt sur les bâtiments, complété par un impôt sur la bière à partir de 1546, joua ce rôle. Les revenus fiscaux se composaient de droits de succession, de droits de douane, d'amendes et de loyers provenant des villes royales, du revenu des mines, de la monnaie et des biens de la couronne, encore gagés pour beaucoup, et du commerce du sel. Si la nécessité d'écarter la menace turque était admise dans son principe, la charge fiscale qui en résultait et qui pesait principalement sur les villes et les sujets de la noblesse était l'objet d'un rejet croissant de la part des ordres bohémiens plutôt indifférents à la politique étrangère. Ces dépenses faisaient sortir du territoire des sommes considérables et créaient une pénurie chronique de capital. La mauvaise humeur des intéressés qui s'exprima dans les débats des diètes favorisa le regroupement d'une nouvelle opposition, non pas hostile aux Habsbourg, mais avide d'une révision fondamentale des priorités politiques.

La noblesse n'avait accepté que de mauvais gré le remplacement, exigé par Ferdinand en 1537 et 1540, de la levée des troupes par les ordres, procédure lourde et peu efficace, par une simple aide financière permettant de former une armée de soldats disponibles en tout temps, et elle s'était réservé le droit de recruter ces soldats pour le roi. Ferdinand I^{er} répliqua en utilisant à son profit la réforme de la Constitution de Vladislav, adoptée dès 1523, entrée en vigueur après révision en 1530 puis remise en discussion à partir de 1537 ; il fut aidé en cela par l'incendie qui, le 2 juin 1541, ravagea le château de Prague et avec lui la plus grande partie des *Landtafel* et des documents importants. Les ordres se trouvèrent alors privés des preuves de leur statut politique et juridique, et le roi put contester la coutume qu'ils invoquaient régulièrement et œuvrer à la restauration de ses pleins pouvoirs publics et juridiques. Lorsque les représentants des ordres réclamèrent avec impatience le maintien et le renouvellement de leurs droits et de leurs libertés traditionnelles, Ferdinand recourut à une habile tactique dilatoire et accompagna toutes ses concessions de contreparties importantes en faveur de la couronne. En janvier 1545, la diète supprima le *Krönungsrevers* de 1527, qui reconnaissait le

droit des états à élire le souverain, et fixa *a posteriori* l'ordre de succession de la nouvelle dynastie, qui reposait sur le droit au trône de la reine Anne.

Les différends religieux

Les différends religieux compromirent les relations entre les ordres et le souverain, car Ferdinand, catholique convaincu, tenait de moins en moins compte des autres confessions à mesure que son pouvoir se consolidait. Aux diètes impériales de Spire (15 mars-22 avril 1529) et d'Augsbourg (20 juin-19 novembre 1530), Charles Quint ne put restaurer l'unité de l'Église. Les protestants se dotèrent de leur côté d'un écrit fondateur avec la *Confessio Augustana* ; le luthéranisme se répandit de plus en plus rapidement en Bohême. Au début, Ferdinand I^{er}, élu contre toute attente roi romain germanique le 5 janvier 1531, se montra seulement soucieux de contenir la diffusion des nouvelles doctrines dans son domaine direct d'influence – cour, terres de la couronne, villes royales – et d'établir, par des mesures appropriées, la concorde et l'harmonie entre les utraquistes traditionalistes conservateurs et les catholiques. Dans la première moitié des années 1530, les divergences internes existant chez les utraquistes et dans l'Unité des frères empêchèrent ces groupes de se réorganiser, d'arrêter leurs positions théologiques et de nouer des liens durables avec les luthériens. Le soutien et la conversion de certains nobles leur donnèrent cependant un poids plus grand et les encouragèrent à se comporter en religions établies. Après le refus du roi d'admettre la *Confessio* rédigée en septembre 1535 par Jan Roh et Jan Augusta et rassemblant en vingt articles la doctrine de l'Unité, les Frères intensifièrent leurs contacts avec les centres réformés de l'Empire, notamment Wittemberg et Strasbourg, et entreprirent une ouverture idéologique vers le luthéranisme. Les partisans de l'Unité des frères continuèrent à subir des discriminations et durent se soumettre aux prêtres utraquistes dans les villes royales, mais, jusqu'en 1547, ils ne subirent ni vexations ni répression ouverte.

Les débats et les divergences idéologiques au sein des utraquistes permirent par contre à Ferdinand de poursuivre ses efforts pour les rallier à l'Église catholique et de combattre seulement la tendance la plus traditionaliste qui se référait aux *Compactata* de Bâle de 1433, que le roi espérait toujours faire entériner par le pape. La noblesse utraquiste admettait de moins en moins de se voir ouvertement désavantagée dans l'attribution des charges. En soumettant les villes royales à la rigoureuse surveillance de la Chambre des comptes, Ferdinand I^{er} poursuivait certes un objectif fiscal, mais il entendait aussi dresser une barrière solide à la diffusion des doctrines réformées.

Après le renvoi, en mars 1530, de l'habile *primator* de Prague Pašek, le roi intervint de plus en plus directement dans les nominations au conseil, sans parvenir toutefois à pacifier les villes pragoises ni à apaiser les querelles religieuses dans les autres villes. Après 1537 surtout, les néo-utraquistes, ou utraquistes réformateurs, gagnèrent en influence et rallièrent le clergé de la capitale et les dirigeants de l'Église utraquiste à leur conception théologique de la nécessité, pour être sauvé, de communier sous les deux espèces représentant la totalité du Christ. Leurs chefs spirituels, Jan Mystopol, prêtre à Saint-Nicolas, et Václav Mítmánek, prédicateur à l'église de Tyn, dans la Vieille Ville de Prague, prêchaient le rapprochement avec les luthériens et l'Unité des frères, et accordaient une place centrale au sacrifice de la messe, à l'intercession des saints et à la vénération de l'Eucharistie. Ils furent bientôt mis en accusation et expulsés du pays par Ferdinand à l'été 1543. Le conseil de Prague fut remanié sur l'ordre de Ferdinand ; Jakob Fikar von Vrat en devint le *primator*, et la tendance conservatrice traditionaliste, favorable à la réconciliation et à la réunification, y fut majoritaire.

La défaite et la liquidation de l'utraquisme réformiste s'accompagnèrent d'une discrimination accrue à l'encontre de l'Unité des frères et des luthériens, qualifiés d'hérétiques. Les mesures contre les communautés et les individus culminèrent en 1545 avec la réactivation du mandat de la Saint-Jacques, pris secrètement par le roi Vladislav II en 1508 contre les Frères et inscrit désormais dans la nouvelle version des *Landtafel*. La noblesse luthérienne, concentrée dans le nord et le nord-est de la Bohême et regroupée autour des comtes Schlick et Pflug de Rabstein, se trouva entraînée en 1544-1545 dans un conflit majeur avec la couronne à propos du règlement des mines de Jáchymov. Après un procès douteux pour haute trahison, Ferdinand parvint à limiter la relative indépendance du comte Schlick, à contrôler ses contacts avec les ordres protestants de l'Empire et à réduire l'espace de liberté des communautés luthériennes.

La révolte des états en 1547 et les conséquences de son échec

Le gouvernement de plus en plus personnel de Ferdinand I^{er}, sa politique ouvertement hostile à la liberté des ordres et à la diversité confessionnelle suscitèrent au début des années 1540 une opposition où se retrouvèrent les villes acquises aux utraquistes réformateurs, les membres de l'Unité des frères et la noblesse luthérienne. Sur l'arrière-plan du concile de Trente, le souverain cherchait visiblement à réprimer les luthériens et à réunir les pays Habsbourg au sein de l'Église catholique ; les non-catholiques s'unirent de leur côté pour exiger le maintien des fondements traditionnels de la souveraineté des états et

la fin des ruineuses guerres contre les Turcs et les Hongrois, ainsi que la garantie de la liberté religieuse par l'État. Charles Quint avait les mains libres depuis la paix de Crépy avec la France en 1544, et il put se retourner, dans l'Empire, contre la ligue de Smalkalde, constituée en 1531 pour défendre la foi luthérienne. Ferdinand avait recouvré toute sa liberté d'action après l'armistice conclu avec le sultan en 1545, et il se sentit assez fort pour affronter ses adversaires bohémiens qui remettaient ouvertement en question le principe de la *plenitudo potestatis* royale au nom de leur droit de résistance au viol de la séculaire tradition féodale. Malgré la mise en garde du prince électeur de Saxe et du landgrave de Hesse contre les conséquences pour la Bohême d'une victoire impériale sur la ligue de Smalkalde, la diète vota le 17 août 1546 à la demande du roi la mobilisation de 4 000 cavaliers et de 20 000 fantassins. L'autorisation de cette levée expirait au 11 novembre et les troupes s'acheminèrent très lentement vers Kadan. L'opération se prolongea jusqu'au 25 novembre. Ferdinand ne put donc participer efficacement à la campagne de Saxe à l'automne 1546. Lorsque le roi punit – sans sévérité excessive – ceux qui lui avaient ainsi fait faux bond et qu'il fit renouveler la levée par une « adjudication » le 12 janvier 1547, une rébellion ouverte se déclencha. Les villes de Prague furent les premières à refuser de mettre à disposition leurs troupes sans l'autorisation de la diète ; mais les seigneurs royalistes eux-mêmes étaient peu disposés à suivre l'ordre du roi. L'exemple des villes de Prague, « tête de l'État des ordres », fut suivi par la majorité des villes royales, encouragées par le nouveau refus de Ferdinand de reconnaître leurs droits féodaux et leurs libertés religieuses.

Après plusieurs assemblées régionales, une diète fut convoquée à Prague pour la mi-mars 1547 ; elle exposa son programme et ses remontrances en cinquante-sept articles. Elle réclamait, dans la plus pure tradition hussite, une régénération morale et éthique et un rapprochement véritable avec les confessions réformées ; de plus, dans le catalogue des revendications politiques figuraient désormais la reconstitution des prérogatives féodales, l'indépendance de la justice féodale, le droit de regard de la noblesse sur les nominations aux charges territoriales, le maintien de la monarchie élective et, de façon plus générale, la limitation du système de domination monarchique et autocratique au profit des ordres. Le 23 mars, la diète décida de lever une armée placée sous le haut commandement de Kaspar Pflug de Rabstein et de la rassembler avant le 4 avril dans la principauté de Schlaggenwald. Malgré cet accord spontané, les forces rassemblées furent maigres et le roi Ferdinand put, avec sa modeste armée, vaincre la coalition des seigneurs bohémiens et des troupes du prince électeur de Saxe à Eger, puis venir au secours des armées de Charles Quint. Tandis que Pflug von Rabstein réclamait de nouvelles troupes au

directoire pragois des insurgés, la ligue de Smalkalde subit une défaite écrasante à Mühlberg le 24 avril.

Au même moment, les insurgés tinrent une autre diète à Prague entre le 18 et le 28 avril 1547 afin de sceller leur union et de rallier les hésitants. Restant sur la défensive, ils n'engagèrent pas leurs propres troupes sur les champs de bataille saxons et se focalisèrent sur la défense de la Bohême et des privilèges nationaux. La quasi-totalité des ordres avait rejoint la rébellion, mais la nette victoire des impériaux mit un terme rapide à la résistance active des rebelles et à la restauration manu militari des privilèges féodaux. Il ne fut pas possible de créer les conditions d'un règlement pacifique à la diète de mai, car Ferdinand I^{er} exigea des « rebelles » l'acceptation inconditionnelle de toutes les décisions et mesures prises. La noblesse royaliste prôna la soumission, tandis que les villes pragoises et une petite fraction de nobles déterminés suivaient une ligne intransigeante, et que la majorité de la diète se ralliait au compromis proposé par Jean de Pernstein, qui insistait sur la légalité de l'alliance conclue pour défendre « les libertés, les privilèges, l'ordre et le droit du royaume de Bohême » tout en envisageant des concessions. Depuis la capitulation de Wittenberg et l'écrasement de la ligue de Smalkalde, le souverain n'avait pourtant plus guère besoin de prendre des gants avec les ordres bohémiens isolés et que n'avaient suivis ni la noblesse ni les villes des pays annexes, et il avait désormais toute liberté pour lever les dernières restrictions de compétence et les derniers obstacles à une souveraineté autocratique.

En juin à Litoměřice, la plupart des seigneurs et des chevaliers et la majorité des villes rendirent bon gré mal gré au roi le nouvel hommage qu'il leur demandait. Habile tacticien, le souverain sut ramener dans son camp la plus grande partie de la noblesse. La résistance des villes pragoises fut brisée le 8 juillet par une occupation surprise du Hradčany par des troupes fidèles au roi. Au terme du procès qui suivit rapidement, les villes qui, à l'exception de Plzeň, České Budějovice, Most, Eger et Aussig, s'étaient soulevées contre le roi furent condamnées à de lourdes sanctions politiques et économiques : elles perdirent leurs privilèges et leurs libertés, durent à nouveau accepter des juges et des gouverneurs royaux, livrer toutes leurs armes, assister à la confiscation de leurs terres, renoncer aux revenus des octrois et instituer peu après un « impôt éternel sur la bière » qui représenta bientôt un tiers des rentrées fiscales. Les privilèges des corporations qui avaient été abolis furent rapidement rétablis. Certains bourgeois particulièrement en vue furent sanctionnés, et un tribunal composé principalement de nobles des pays annexes restés fidèles au roi condamna 65 seigneurs et chevaliers, pour la plupart à des confiscations de biens et à des assignations à résidence. Des dix condamnés à mort, seuls

quatre furent exécutés le 22 août 1547, les autres ayant pu s'enfuir à temps. Ces mesures jugées draconiennes frappèrent particulièrement les familles Schlick, Wartenberg, Wallenstein, Hassenstein-Lobkowitz, Dohna, Pflug von Rabstein, Slavata, Krajek et Křinecký.

Dès le 24 septembre 1547, par un mandat révocable à tout moment, le roi avait restitué une partie de leurs anciens privilèges aux villes et confirmé expressément leur droit à participer aux diètes, mais il plaça leur activité économique et leur autonomie politique sous son autorité. L'extension de la puissance royale put ainsi se poursuivre. À la diète de la Saint-Barthélemy, du 23 août au 3 septembre, la noblesse dut admettre elle aussi de sévères restrictions politiques et juridiques. Le retrait formel des Articles de mars fut concrètement subordonné à la renonciation au droit de résistance et à la reconnaissance de la *plena potestas* royale. Les états durent accepter le droit de succession de la dynastie des Habsbourg et l'institution d'un tribunal d'appel royal. Seul le roi pouvait nommer aux fonctions territoriales et judiciaires, après consultation des autres fonctionnaires, et il était seul habilité à convoquer les diètes des provinces et des cercles. Le deuxième fils de Ferdinand (1529-1595), nommé représentant permanent du roi et résident au château de Prague, était désormais chargé de faire appliquer et respecter ces mesures draconiennes. La confiscation des biens et des mines, les amendes et le nouvel impôt sur la bière permirent de surcroît à Ferdinand d'éponger une partie de ses dettes ; il avait en effet emprunté aux seuls Fugger près de 600 000 florins pour réprimer la révolte. Jusqu'en 1564, ces dettes s'accrurent pour atteindre la somme fabuleuse de 12 millions de florins. Les pays bohémiens avaient dû se porter garants pour 2,5 millions. Même si Ferdinand ne céda pas à la tentation de réduire encore le droit à la parole des ordres, à l'automne 1547, il avait posé nettement les jalons d'un pouvoir autocratique. Presque tous les différends avaient été réglés à l'avantage du roi, la capacité de résistance de la noblesse avait été pratiquement anéantie et le contrôle avait été presque totalement rétabli sur les villes royales. Le roi n'avait besoin de l'accord des états que pour lever les impôts et les armées. La perte de nombreux privilèges antérieurs avait ramené le royaume de Bohême au rang des autres États des Habsbourg. La revendication de la restauration de l'ancien ordre juridique resurgit à plusieurs reprises, et le vieil esprit de résistance des ordres se manifesta souvent, en réaction principalement à une politique religieuse de plus en plus intolérante et à la forte pression fiscale. Toutefois, les principes et pratiques de la monarchie absolue étaient déjà si enracinés que la souveraineté des Habsbourg n'avait plus rien à craindre. Le souverain, en pleine possession de ses pouvoirs, n'avait plus aucun mal à étouffer dans l'œuf toutes les tenta-

tives de reconquête de l'autonomie institutionnelle et de reconstitution d'une vie politique nationale.

Les succès de la Contre-Réforme

Comme il l'avait fait dans l'Empire, le roi tira bientôt parti de la situation pour intensifier la Contre-Réforme en Bohême. La condamnation des opposants nobles et citadins ne se référait pas à des chefs d'accusation religieux, mais leur défaite ouvrit la voie à une série de décisions religieuses frappant spécialement l'Unité des frères. L'interdiction de leurs communautés, qui remontait à 1508, fut renouvelée le 5 octobre 1547 et le 20 janvier 1548 ; elle déclencha une vague d'arrestations et de persécutions qui poussa de nombreux fidèles des villes royales et des domaines de la couronne à s'enfuir en Petite Pologne et en Prusse. Après l'emprisonnement de leur évêque Jan Augusta et de leur *senior* Jakob Bilek au château de Pürglitz, de nombreuses communautés comme celle de Brandeis sur l'Elbe, qui avait joué un rôle central pendant des années, ne virent d'autre issue qu'une conversion collective au catholicisme. Les ordres de Moravie n'avaient pas rejoint l'alliance hostile à Ferdinand I^{er}, et le monarque ne put donc y faire preuve de la même rigueur à l'égard des non-catholiques. Du coup, le centre de gravité de l'Unité des frères se déplaça vers la Moravie, et plus particulièrement à Prerau, Prostějov et Ivančice (Eibenschitz). En raison de la liberté religieuse qu'y garantissaient le gouverneur et la noblesse, le courant anabaptiste de Balthasar Hubmaier et Theodor Huter, soumis à une persécution acharnée dans toute l'Europe, s'était déjà installé en Moravie, avec un centre à Nikolsburg, et il avait eu l'autorisation d'y installer ses communautés. Dans le nord et le nord-est de la Bohême, plus de 200 pasteurs avaient été expulsés des domaines mis sous séquestre, et de nombreux luthériens durent faire leur soumission aux utraquistes pour échapper eux-mêmes à l'exil ou à d'autres représailles. D'anciens projets d'expulsion des Juifs reprirent vigueur : ils durent quitter Prague et la plupart des régions de Bohême avec leurs biens, mais ils furent très peu inquiétés en Moravie. Les considérations économiques interdisaient d'ailleurs de les chasser totalement, et leurs protecteurs nobles parvenaient à obtenir régulièrement de nouveaux sursis, si bien que leur expulsion totale ne put être réalisée. En 1567, Maximilien II confirma même expressément le droit de la communauté juive à résider dans les pays de la couronne bohémienne.

À l'instigation du nonce apostolique Santa Croce, Ferdinand essaya à plusieurs reprises d'obtenir la réunification, réclamée depuis longtemps, des catholiques et des vieux-utraquistes. Le roi comptait sur

le concile de Trente, qui s'ouvrit en décembre 1547, pour rassembler les croyants bohémiens, mais les protestants boycottèrent le concile, la majorité italo-espagnole y réaffirma sans réserve les dogmes catholiques traditionnels, et le pape Jules III, à la foi rigoureuse, refusa toute concession aux utraquistes. L'accord ne put se faire non plus aux diètes de 1549 et 1550, en raison de l'opposition résolue des milieux « hérétiques », parmi lesquels les seigneurs moraves royalistes mais farouchement anti-romains. Dans l'Empire comme en Bohême, le roi Ferdinand chercha à reprendre l'initiative dans le cadre de l'exercice légal de sa souveraineté. En intervenant de façon répétée auprès du haut clergé utraquiste siégeant avec les ordres, notamment lors de la désignation et de la confirmation des *defensor* choisis à égalité parmi les seigneurs et les chevaliers, en pesant directement sur les sentences rendues, il parvint à exercer un certain contrôle sur le consistoire, mais il approfondit le fossé entre les vieux-utraquistes dociles et les néo-utraquistes intransigeants.

À partir de 1551, Ferdinand I^{er} fut à nouveau engagé dans la lutte contre les Turcs, et en 1552 l'opposition des princes protestants de l'Empire donna tant de fil à retordre à l'empereur et au roi que ces derniers durent accepter de reconnaître les croyants d'autres confessions (traité de Passau, 2 au 5 août) et signer la paix religieuse d'Augsbourg, le 25 septembre 1555. Le souverain bohémien devait en effet ménager les sentiments religieux de ses sujets utraquistes et luthériens, dont le nombre augmentait à nouveau, même si le principe *cuius regio eius religio* était appliqué également dans les pays bohémiens. L'inspection des églises catholiques subsistant en Bohême (300 contre 1 300 autrefois) avait conduit à dresser un tableau déplorable de la formation et de la situation morale et matérielle du clergé. Ferdinand I^{er} favorisa activement la rénovation interne du catholicisme qui reçut une impulsion décisive avec la nomination de Pierre Canisius comme prédicateur à la cour de Vienne et avec la publication de son grand catéchisme (*Summa doctrinae christianae*, traduit en allemand en 1556). Avec l'accord de Jules III, le roi décida de faire venir à Prague l'ordre des Jésuites fondé en 1540 par saint Ignace de Loyola. Douze membres de l'ordre, dirigés par le recteur Ursman Goisson, s'installèrent le 21 avril 1556 dans l'ancien couvent dominicain de Saint-Clément, près du pont Charles, porteurs de tous les espoirs d'une aide efficace à la recatholicisation de la Bohême. Ces premiers arrivants reçurent des renforts le 15 mars 1562, et l'ancienne école des jésuites devint une université de plein droit, le *Collegium Clementinum*, qui s'avéra bientôt un concurrent important du *Carolinum* utraquiste tout proche. La noblesse du pays, y compris protestante, commença à envoyer ses fils dans les établissements d'éducation et d'enseignement réputés des jésuites, qui, grâce à la générosité de leurs

protecteurs, édifièrent de nouveaux collèges à Český Krumlov (1581), Chomutov (1589), Neuhaus (1592) et Glatz (1597). Le soutien énergique de l'évêque d'Olomouc leur ouvrit également la Moravie (Olomouc, 1566, Brno, 1572). Les nouvelles recrues des ordres religieux et le clergé séculier trouvèrent de même chez les jésuites une formation centrée sur les études théologiques et philosophiques, laissant l'histoire et les sciences naturelles au Carolinum. Malgré leurs succès à long terme dans la recatholicisation du pays, les jésuites, gardiens d'une foi catholique rigoureuse, ne purent résoudre les conflits interconfessionnels.

Tout aussi importante pour la restauration de la suprématie de l'ancienne foi fut la nomination obtenue par Ferdinand, devenu entretemps empereur (1555-1558), d'un nouvel archevêque à Prague en 1561. Depuis la conversion à l'utraquisme de Conrad de Vechta en 1421, le siège n'avait eu que des administrateurs. Tous les essais des souverains antérieurs pour obtenir que le pape nomme un nouvel évêque étaient restés infructueux ; les demandes faites en 1537, 1539 et 1545 par Ferdinand en vertu de la promesse faite lors de son élection avaient été repoussées par la Curie. Le pape Pie IV refusa aussi de reconnaître les *Compactata* et n'autorisa qu'avec d'extrêmes réserves la communion sous les deux espèces pour les laïcs, mais le 5 septembre 1561 il nomma archevêque de Prague Anton Brus von Müglitz (Antonín Brus z Mohelnice), évêque de Vienne et grand maître de l'ordre des Croisés, qui ne prit possession de son siège qu'au début de 1564, car il représentait alors le pape au concile de Trente. Essentiellement préoccupé par l'amélioration de la pastorale, il chercha à développer le nombre, la formation et le dévouement des prêtres, et à mieux les protéger contre les abus de pouvoirs de leurs protecteurs, nobles et villes. Lui-même et, après lui, son successeur Martin Medek (1581-1590) encouragèrent la communion au calice des laïcs et la liturgie en langue populaire. Favorisant ainsi une certaine autonomie de l'Église nationale, ils éveillèrent la méfiance chez les nonces apostoliques qui, sous Rodolphe II, résidèrent en permanence à Prague. Avec l'intronisation de Zbyněk II Berka von Dubá (1592-1606), l'archevêque fut ramené sur la ligne de la Curie et rappelé à l'obligation de suivre désormais les conseils du nonce et de n'agir qu'avec l'accord des jésuites. Ce durcissement religieux sensible eut bientôt des conséquences politiques.

Maximilien III^{er}

Ferdinand I^{er} ne put voir les effets à long terme de la recatholicisation, car il mourut le 25 juillet 1564 à Vienne après une longue maladie. Dans les dernières semaines de sa vie, il exprima cependant à plusieurs reprises sa conviction d'avoir porté, par sa politique religieuse, un coup fatal à l'« hérésie bohémienne ». Son fils aîné Maximilien II (roi de Bohême sous le nom de Maximilien I^{er}) avait été élu à Prague en 1547 et couronné le 14 mai 1562. Sa succession ne posa aucun problème, même si son père, le soupçonnant de sympathie pour les protestants, l'avait temporairement interdit de séjour en Bohême. Au début de 1567, son jeune frère, l'archiduc Ferdinand, catholique convaincu, qui exerçait jusqu'alors un contrôle étroit sur la politique du pays en tant que gouverneur de Bohême, quitta ses fonctions pour se consacrer entièrement à l'administration du Tyrol et de ses dépendances. Les ordres virent dans ce départ l'occasion d'élargir leur droit de parole et de reconquérir les possibilités d'intervention dont ils disposaient jusqu'en 1547. Ils furent même rejoints par les puissants seigneurs catholiques plutôt favorables aux Habsbourg qui contrôlaient presque toutes les charges importantes du pays. La situation intérieure et extérieure était favorable à une telle démarche : les nouveaux impôts demandés pour la guerre en Hongrie (1564-1568), puis les besoins financiers considérables entraînés par l'intervention des Habsbourg dans la succession au trône de Pologne après la mort de Sigismond II en août 1572, permirent aux diètes de faire pression sur le souverain pour obtenir en contrepartie la satisfaction de leurs demandes : privilège d'autorisation de levée des impôts, consultation lors de la nomination des fonctionnaires territoriaux, et droit illimité de la noblesse à se réunir dans l'intérêt de la majorité des ordres. La diète n'accepta que le doublement à 250 000 soixantaines de gros de Meissen de la recette fiscale globale, qui, au début des années 1570, reposait principalement sur les villes en dépit des mauvaises récoltes et des famines, et dont environ 45 % étaient fournis par l'impôt sur les bâtiments, 35 % par l'impôt sur la bière et le reste par les impôts indirects. L'acceptation et le couronnement du dauphin Rodolphe comme roi de Bohême, ainsi que le conflit interconfessionnel, furent d'autres moyens de pression des ordres.

Dans sa séance de clôture, le 4 décembre 1563, le concile de Trente avait condamné sans appel toutes les tendances protestantes et pratiquement ruiné la politique de réunification des catholiques et des vieux-utraquistes entreprise par Ferdinand I^{er} et Maximilien II. Maximilien multiplia les interventions dans l'organisation de l'Église utra-

quiste qu'avait inaugurées son père ; il désigna ainsi les hauts dignitaires de l'Église sans consulter les ordres, et, en 1571, en nommant Heinrich (Jindřich) Dvorský comme administrateur, il installa même à une position dirigeante un catholique rigoureux, collaborant étroitement avec les jésuites. L'intolérante recatholicisation de la Moravie menée dans l'esprit du concile de Trente par l'évêque d'Olomouc Wilhelm Prusinovský von Víckov (1565-1572) associa l'expansion des écoles jésuites latinisantes et l'expulsion des instituteurs et des greffiers urbains protestants en majorité allemands hors des villes royales et épiscopales ; elle suscita le mécontentement en Bohême même, car il était tentant d'y voir une entorse à une liberté religieuse jusqu'alors largement respectée. En 1567, les ordres demandèrent à Maximilien de confirmer les lois nationales sans faire allusion aux *Compactata*, manifestant ainsi leur peu d'enthousiasme à trouver un accord avec l'Église catholique sur la base des Articles de Bâle de 1433. L'empereur se plia malgré tout à la prétention à l'exclusivité revendiquée par les catholiques et les vieux-utraquistes. À la diète de 1571, se référant à son serment de couronnement, il refusa d'autoriser la foi luthérienne, comme le demandaient les utraquistes conformément à la Confession d'Augsbourg, et repoussa une demande identique de l'Unité des frères pour leur confession. Les ordres protestants entreprirent une démarche commune en dépit de leurs nombreuses divergences internes, et l'empereur Maximilien II, alors en guerre contre la Hongrie et la Pologne, dut faire marche arrière devant la diète qui s'était ouverte le 21 février 1575 à Prague.

Les délégués non catholiques des ordres étaient les néo-utraquistes ou luthériens, dont le porte-parole était le premier juge d'instance Bohuslav Felix von Hassenstein-Lobkowitz, les Frères dirigés par Karl Krajčů von Krajek et Venceslas Švihovský von Riesenberk, et les vieux-utraquistes, insignifiants en nombre et dont le chef était le grand chambellan Johann Wallenstein. Ils refusèrent d'examiner les propositions royales jusqu'à ce qu'un comité de la diète propose à la mi-mai une « nouvelle » reconnaissance de leurs confessions en vingt-cinq articles, rédigée à partir de l'*Augustana*, des confessions des Frères, d'anciennes résolutions des diètes et d'écrits hussites. Le projet d'organisation de l'Église utraquiste présenté en même temps prévoyait que les administrateurs, les *defensor* et les membres du consistoire seraient recrutés ou choisis par les ordres. Devant les protestations de l'épiscopat et du nonce, les catholiques dirigés par le premier burgrave Wilhelm von Rosenberg de Český Krumlov et le chancelier Vratislav de Pernstein durcirent leur opposition, et les vieux-utraquistes prirent leurs distances à l'égard du projet. L'empereur n'accepta finalement, les 25 août et 2 septembre 1575, qu'une « assurance et confirmation » orale que les non-catholiques n'avaient rien à craindre

pour le libre exercice de leur confession. La *Confessio Bohemica* ne reçut ainsi aucune confirmation formelle et les habitants des villes royales en furent exclus, mais elle accrut la protection juridique des seigneurs et chevaliers protestants et de leurs sujets. Grâce à la reconnaissance de leur foi largement inspirée du luthéranisme, les néo-utraquistes, bientôt rebaptisés « confessionnistes », et dont se réclamait alors la majorité d'une population estimée à 3,5 millions d'habitants, constituèrent *de facto* une organisation ecclésiastique indépendante de Rome, disposant du droit de nommer elle-même ses *defensor*. Environ un dixième de la population seulement était catholique et les non-catholiques représentaient cinq sixièmes des sièges à la diète (100, ou 116 avec les seigneurs et une forte représentation à la curie des villes) ; ils restaient cependant exposés à de fortes pressions religieuses, car les catholiques continuaient à contrôler les principales fonctions administratives et des domaines importants de l'administration, ainsi que la Chambre royale bohémienne, dont l'influence allait croissant.

Rodolphe II

L'empereur Maximilien, garant du respect de la *Confessio Bohemica* et qui avait toujours été relativement libéral dans les questions religieuses, mourut le 12 octobre 1576. Il était alors impossible de prévoir si son successeur Rodolphe II (1576-1611/1612), qui avait la réputation d'un catholique convaincu, saurait résoudre effectivement les conflits religieux. Dès son arrivée au trône, les observateurs se demandèrent si ce « roi insignifiant et falot », né en 1552 du mariage de Maximilien avec sa cousine germaine Marie d'Espagne, saurait faire face aux charges de la fonction de souverain. En dépit de symptômes précoces d'une maladie mentale, le roi-empereur, d'une grande culture dans bien des domaines et maîtrisant cinq langues, fit preuve d'une ténacité et d'une capacité de travail insoupçonnées ; mais sa misanthropie, sa paranoïa et son indécision croissantes retardèrent les décisions les plus urgentes. Ajoutées à son désir de régler lui-même toutes les questions politiques, elles finirent par paralyser les rouages de l'État et par favoriser le développement d'un « gouvernement de valets de chambre », où l'entourage des serviteurs personnels de Rodolphe prit une influence incontrôlée.

Les ordres bohémiens se sentirent particulièrement honorés lorsqu'en 1582 Rodolphe déplaça sa résidence permanente de Vienne au Hradčany de Prague, faisant de la Bohême, comme sous Charles IV, le centre du gouvernement du Saint Empire romain germanique et de la monarchie des Habsbourg. Au début, le souverain se montra tout disposé à tenir compte des besoins spécifiques de la couronne de

Bohême dans les diètes qu'il convoquait régulièrement. Mais aucune question ne fut jamais réglée définitivement, que ce soit la résorption des dettes accumulées par la prodigue Chambre royale ou la pression fiscale croissante. Les mesures prises pour relancer les mines, réformer la monnaie et stabiliser les prix n'eurent pas les effets espérés. La bonne conjoncture agricole du moment poussa les nobles à s'intéresser de près à la canalisation de l'Elbe, qui devait permettre d'écouler à moindre coût les surplus céréaliers et le bois. Les échanges, autrefois insignifiants, avec les pays héréditaires autrichiens connurent un grand essor. L'accord le plus étroit régna entre l'empereur et les ordres jusque dans les années 1590, malgré les besoins financiers importants engendrés par l'activité de bâtisseur de Rodolphe II, les combats incessants en Hongrie et la nouvelle candidature de l'archiduc Maximilien au trône de Pologne après la mort d'Étienne Báthory. Le mérite en revint largement au souci de compromis des chefs des différentes factions nobles, qui firent tout pour éviter que les différends confessionnels ne dégénèrent en conflit ouvert.

Au début de son règne, malgré ses profondes convictions catholiques, Rodolphe II ne prit aucune mesure répressive à l'encontre des non-catholiques, mais il fit preuve d'une grande ténacité pour réduire l'influence des confessions protestantes. À chaque diète, l'empereur rejeta les revendications des utraquistes et refusa de reconnaître la *Confessio Bohemica* et leur Église. S'appuyant sur un mémoire rédigé en 1584 par le nonce Bononi, Rodolphe limita la liberté religieuse aux confessions catholique et vieille-utraquiste et, le 27 juillet, il interdit l'Unité des frères, mesure qui dut être rapportée rapidement en raison de la résistance résolue de la noblesse protestante et des réserves des seigneurs catholiques eux-mêmes. La Contre-Réforme ne cessa pourtant de gagner du terrain. Les écoles jésuites formèrent une nouvelle génération de seigneurs fonciers qui furent des catholiques stricts et fervents et dont la foi s'appuya sur celle d'épouses souvent venues d'Espagne et d'Italie. L'influent et ambitieux Georg Popel von Lobkowitz, à qui fut soumis le plan d'une « dictature catholique dans le pays », recatholicisa ses domaines avec une rigueur sans pareille et chercha à battre en brèche le luthéranisme par des achats systématiques de terres. La Contre-Réforme progressa rapidement en Moravie grâce au soutien résolu des évêques d'Olomouc, Mezoun et Pavlovský, et surtout grâce au cardinal Franz von Dietrichstein (1598-1636) et à la collaboration des jésuites. Les paroisses catholiques, au nombre de 50 seulement en 1560, passèrent à 70 en 1590 et à 280 environ en 1619. Les autres ordres furent également formés par les jésuites et reçurent le renfort de frères allemands, flamands, polonais, espagnols et italiens ; ils purent ainsi rouvrir des couvents abandonnés et étendre régulièrement leur influence grâce à leurs écoles, imprime-

ries et séminaires. En 1599, avec les capucins, un nouvel ordre d'inspiration franciscaine s'installa en Bohême. Le retour au catholicisme de familles influentes, comme les Slavata en Bohême et les Liechtenstein en Moravie, eut un grand retentissement et souligna l'essor du catholicisme en un pays où les non-catholiques constituaient encore 85 % de la population.

Le renouveau catholique fut considérablement facilité par le déclin des utraquistes. La direction de leur Église perdit la confiance des fidèles, déconsidérée par les nominations faites par l'empereur à l'ancien consistoire, et de plus en plus perméable à l'influence catholique. Ce désaveu s'accrut après 1589, lorsque, après d'habiles démarches des nonces, les administrateurs abandonnèrent la foi husite, à l'exception de la communion sous les deux espèces, et reconnurent explicitement l'autorité du pape. Les seigneurs catholiques soumièrent régulièrement à l'empereur les plans conçus par les missionnaires jésuites, les nonces et l'épiscopat bohémien pour éliminer les non-catholiques des fonctions administratives, censurer tous leurs imprimés et recatholiciser l'université de Prague, mais l'empereur ne put se résoudre à prendre des mesures irréversibles. Rodolphe II laissa également sans titulaires les postes de chancelier et de premier burgrave. La chancellerie bohémienne revint ainsi au vice-chancelier Christof Želinský von Sebusein (ze Sebuzína), adversaire résolu des catholiques, ce qui put donner à penser que les seigneurs catholiques perdaient leur influence jusqu'alors dominante sur les charges les plus importantes du pays. Pourtant, sous la pression de l'archevêque Filippo Spinelli, nonce à partir du mois de mars 1599, l'empereur se déclara disposé à renvoyer Zelinský en août, à modifier de façon significative la composition de la Chambre bohémienne, organe le plus important de l'administration du pays, et à appeler des catholiques convaincus aux fonctions de premier chancelier, de grand intendant et de juge suprême, ce qui rétablit la prépondérance catholique. Le nouveau chancelier, Zdeněk de Lobkowitz, ancien élève des jésuites et neveu de l'archevêque de Prague Zbyněk Berka von Dubá, se révéla un avocat infatigable de la Contre-Réforme. Il poussa l'empereur à renouveler le mandat contre l'Unité des frères le 22 juillet puis le 2 septembre 1602 ; ce mandat fut appliqué immédiatement et de la façon la plus rigoureuse contre leur clergé et entraîna la fermeture d'innombrables écoles et lieux de culte. Les protestations élevées par leur porte-parole Venceslas Budowetz von Budov (Václav Budovec z Budova) à la diète de 1603 stoppèrent les persécutions, mais les mesures antérieures restèrent en vigueur. L'archevêque de Prague accéda au rang de prince en 1603, et la réunion d'un brillant synode diocésain à Prague prouva que les catholiques avaient retrouvé leur identité collective et leur pouvoir. Les différences de confession

coïncidèrent de plus en plus avec le conflit larvé entre les prétentions des princes territoriaux, mal défendus par le maladif et méfiant Rodolphe II, et les ordres, qui voulaient retrouver leur place dominante dans l'administration territoriale en même temps que « leurs bons vieux droits ».

En Moravie également, la pugnacité des seigneurs catholiques leur permit d'élargir leur influence à partir de 1600. En 1594, les non-catholiques occupaient encore toutes les fonctions administratives ; dix ans plus tard, ils n'en avaient plus aucune de quelque importance. Ce déploiement de pouvoir fut en grande partie l'œuvre du gouverneur Joachim von Haugwitz, du grand chambellan Ladislav Berka von Dubá et du second chambellan, l'actif Siegmund von Dietrichstein, qui donnèrent systématiquement la préférence à leurs coreligionnaires et tinrent compte des conversions lors des nominations. Le chef de l'Unité morave, Charles l'Aîné de Žerotín (ze Žerotína), découragé, quitta la vie publique en 1602. Les villes étaient trop faibles et trop dépendantes pour opposer la moindre résistance, les paysans restaient livrés à l'arbitraire de leur seigneur, et le vieux principe juridique donnant à chaque seigneur foncier le droit de décider en matière religieuse sur ses terres étant contesté, le camp protestant connut un déclin rapide. En Silésie, le luthéranisme s'était imposé dans les différentes principautés, et la nomination de l'archiduc Charles comme évêque de Breslau amena l'intensification de la Contre-Réforme, même si les ordres se retrouvèrent dans une opposition unanime et résolue. La question toujours ouverte de la succession et la menace turque toute proche offrirent toutefois aux non-catholiques des pays bohémiens des arguments pour négocier la garantie de leur liberté religieuse.

Querelle fratricide dans la maison Habsbourg

Rodolphe II, toujours célibataire malgré vingt ans de négociations en vue de son mariage avec Isabelle d'Espagne, fille du roi Philippe II, n'avait pas d'héritier légitime. Son frère, l'archiduc Mathias, né en 1557, pouvait espérer lui succéder. Quelques seigneurs influents comme G.P. von Lobkowitz, Wilhelm von Rosenberg ou Adam von Neuhaus (z Hrádce) nourrissaient aussi quelques espoirs de recueillir la couronne de saint Venceslas. Rodolphe II évita de trancher et Mathias, craignant d'être évincé par un parent, s'appuya sur le mécontentement croissant des ordres face à l'indolence de l'empereur et aux charges fiscales engendrées par la politique étrangère. La guerre contre les Turcs qui éclata en 1593 menaçait de plus en plus les pays centraux de la monarchie des Habsbourg, de même que le soulèvement de la noblesse protestante hongroise contre la Contre-Réforme qui trouva un chef déterminé en la personne du prince de Transylvanie Étienne

Bocskai. La Hongrie semblait presque perdue pour les Habsbourg. En 1605, les heiduques de Bocskai dévastèrent la Moravie, menaçant ainsi Vienne et la Styrie ; Mathias, chargé *de facto* de la conduite de la maison d'Autriche depuis le 25 avril 1606, dut reconnaître les libertés féodales et religieuses des Hongrois le 23 juin à Vienne dans un traité signé avec le prince de Transylvanie ; il dut aussi signer, le 11 novembre, l'armistice de Zsitva-Torok, mettant ainsi fin à la « longue » guerre contre les Turcs. Les lourdes obligations contenues dans le traité et la crainte d'être totalement dépossédé du pouvoir par sa famille poussèrent, pour sa part, l'empereur Rodolphe II à chercher à éliminer son frère Mathias.

Devant la montée du mécontentement, l'archiduc multiplia les contacts avec Tschernembl et Illyehazi, chefs autrichiens et hongrois de l'opposition à l'empereur, et créa, le 1^{er} février 1608 à Bratislava, une confédération pour maintenir la paix intérieure et extérieure où il entraîna Moraves et Bohémiens. Les ordres moraves dirigés par Charles de Liechtenstein et Charles de Žerotín la rejoignirent, mais, de façon imprévue, Bohémiens et Silésiens restèrent fidèles à l'empereur. La querelle fratricide dans la maison Habsbourg s'enflamma lorsque les insurgés marchèrent sur Prague, mais elle fut réglée avec difficulté le 25 juin par le traité de Libeň, qui confirma le pouvoir de Mathias sur les pays qu'il contrôlait en Autriche, Moravie et Hongrie, tandis que Rodolphe II se contentait de la couronne impériale, du Tyrol et de ses dépendances, de la Bohême, de la Silésie et de la Lusace, et acceptait explicitement comme successeur ce frère peu aimé.

Les ordres s'assurèrent aussitôt le soutien des frères ennemis. Mathias dut garantir aux Moraves la liberté religieuse et aux ordres le droit de décider de la paix et de la guerre, et de prendre les armes pour défendre la constitution de leur pays ; Charles de Žerotín assura la fonction de gouverneur. La diète bohémienne avait soumis à l'empereur en mai 1608 un projet de compromis entre les différentes confessions, mais obtenu pour seule concession que les crimes politiques ne soient plus punis de la confiscation des biens. Appuyé par les premiers fonctionnaires de l'État et de l'épiscopat, Rodolphe II fit mine d'ignorer, voire de respecter seulement de façon limitée, la liberté de culte, ce qui déclencha de graves incidents à la diète de 1609. L'aile catholique, soutenue avec détermination par le nonce et l'ambassadeur d'Espagne et dirigée par le chancelier Lobkowitz, et par Wilhelm Slavata et Jaroslav Martinic (Bořita z Martinic), conjura l'empereur de ne faire aucune concession aux adversaires du catholicisme sans accord explicite du pape. Devant le front uni des protestants et des catholiques modérés conduits par le premier burgrave Adam von Sternberg, Rodolphe II dut malgré tout signer la Lettre de Majesté rédigée par Venceslas von Budowetz. Le chancelier et le

premier secrétaire Menzel refusèrent tous deux pour des raisons de conscience de donner leur contreseing à ce document, et Sternberg et le deuxième secrétaire Michna en prirent la responsabilité. L'allégeance des ordres utraquistes à la *Confessio Bohemica* de 1575 y était reconnue sans restrictions ; ils pouvaient se doter d'une organisation ecclésiastique, choisir leur clergé et élire leurs *defensor* en toute liberté, et aussi former leur consistoire et administrer leur université. Ils furent autorisés à construire de nouvelles écoles et lieux de culte, et la tolérance religieuse fut étendue à toutes les villes royales. Les paysans eux-même ne purent désormais être contraints à changer de confession, que ce soit par leur seigneur foncier ou par une autorité administrative ou religieuse. Un accord conclu simultanément entre les ordres *sub una et sub utraque*, et inscrit lui-aussi dans la *Landtafel*, régla les détails des relations entre les partis religieux et fit l'inventaire des biens possédés par chaque confession. Quelques jours plus tard, le 20 juillet 1609, la même liberté religieuse fut octroyée aux ordres silésiens sur la base de la Confession d'Augsbourg.

Malgré tout, les oppositions entre les confessions et entre les ordres et l'empereur ne s'apaisèrent que pour peu de temps. Rodolphe II avait dû admettre de *facto* la non-application à la Bohême du principe *cuius regio eius religio* adopté dans la paix religieuse d'Augsbourg en 1555 ; il avait de même dû accepter un recul important du pouvoir seigneurial, concéder aux ordres l'initiative législative, et le contrôle suprême de la légalité. Les *defensor*, nommés sans intervention de la couronne, et chargés de garantir, par une procédure complexe, les droits des minorités religieuses, formèrent en fait un second gouvernement indépendant du souverain, auquel les ordres pouvaient s'adresser pour faire respecter leurs prérogatives, y compris non religieuses. Les non-catholiques disposèrent ainsi d'une base juridique solide qui leur permit de mettre en place leurs propres institutions et de créer une université soumise à leur seul contrôle où fut formée une génération de théologiens en rupture avec la suprématie antérieure du *Collegium Clementinum* jésuite. Les succès de l'Union protestante dans l'Empire posaient alors de sérieux problèmes aux Habsbourg, et les ordres purent envisager d'exploiter à leur profit les tensions internationales pour mieux asseoir leur pouvoir.

Rodolphe II et son neveu, l'archiduc Léopold, coadjuteur de l'évêché de Passau, envenimèrent le conflit en faisant envahir la Bohême, au début de 1611, par le « peuple de Passau », rassemblé sous prétexte d'intervenir dans la guerre de succession de Clèves-Juliers. Ils le laissèrent progresser, pillant et incendiant, jusqu'à Prague où château, Vieille et Nouvelle Villes se défendirent avec l'énergie du désespoir. Léopold espérait succéder à Rodolphe dans les territoires qui lui avaient été dévolus, avec l'appui de la ligue des princes d'Empire

catholiques fondée en 1609 ; il ne faisait pas mystère de son intention de revenir sur la Lettre de Majesté et sur les conquêtes des ordres. Les Bohémiens rejoignirent alors la confédération austro-moravo-hongroise dirigée par l'archiduc Mathias, qui chassa rapidement les « léopoldins » du pays et fit son entrée solennelle à Prague le 24 mars. L'empereur désavoué dut accepter la tenue en avril d'une assemblée générale des ordres de la couronne bohémienne pour préparer l'élection de Mathias comme roi de Bohême le 23 mai et l'abdication de Rodolphe II le 11 août 1611. Rodolphe, désormais riche de la seule couronne impériale, mourut peu après, le 20 janvier 1612, et Mathias lui succéda bientôt (le 13 juin) sur le trône impérial.

Mathias I^{er}

Le roi et empereur Mathias (1611-1619), souverain tout aussi peu dynamique et vite écarté, avait bien confirmé la Lettre de Majesté et le compromis religieux lors de son couronnement, mais il avait éludé les autres revendications politiques, en renvoyant à des négociations ultérieures sur des points tels que le gouvernement local autonome réclamé par les ordres de Silésie et de Lusace, la revendication d'alignement des Moraves sur la Bohême, qui cachait en fait des tendances séparatistes non avouées, et la demande de la noblesse bohémienne d'une « confédération » de l'ensemble des pays Habsbourg, assortie d'une organisation militaire unique permettant de mieux coordonner les efforts de défense. Son principal conseiller, bientôt tout-puissant, le cardinal Melchior Khlesl, soutint le souverain contre les ordres et l'influente noblesse protestante. La politique personnelle de Mathias et son soutien au parti catholique à la cour aboutirent à une intensification de la Contre-Réforme qui suscita la protestation des ordres. Les nominations aux charges administratives ne retinrent que les représentants de la tendance catholique la plus intransigeante, qui avaient combattu la promulgation de la Lettre de Majesté, tel le grand chancelier Lobkowitz. L'arrivée à l'archevêché de Prague en 1612 de Johannes Loheilius, fils d'un bourgeois d'Eger et abbé de Strahov, et défenseur zélé de la cause catholique, encouragea les seigneurs catholiques à ramener leurs sujets à la vraie foi, y compris par la force. La liberté religieuse garantie par la Lettre de Majesté de 1609 n'impliquait plus le respect réciproque des différents courants non catholiques, et les querelles de dogmes reprurent entre néo-utraquistes, calvinistes, luthériens et Frères, favorisant l'apparition de clivages nationaux au sein des confessions. Cet affaiblissement de l'opposition ne pouvait que réjouir l'empereur, qui œuvrait à la restauration d'une autorité royale incontestée et sut s'opposer habilement à la réunion d'une diète qui aurait donné aux ordres un lieu de discussion pour leurs revendications.

En 1614, pourtant, le danger d'une nouvelle guerre contre les Turcs rendit inévitable la convocation d'une diète à Ceské Budějovice. Les ordres menacèrent de déposer Mathias pour n'avoir pas respecté la capitulation électorale, mais il parvint à imposer ses demandes fiscales, sans pourtant obtenir la tenue d'une diète générale des pays habsbourgeois pour permettre une meilleure défense contre les Turcs. Lors de la diète générale imposée aux ordres en 1615 à Prague, l'empereur sut aussi éviter toute concession et même toute allusion à la nouvelle revendication, d'une actualité politique brûlante, d'une confédération permettant la protection mutuelle des ordres de l'ensemble des territoires impériaux (Autriche, Hongrie, Bohême). Le 14 juillet 1615, le traité de Vienne permit de conclure une paix durable avec le sultan ; Mathias y gagna une marge de manœuvre supplémentaire pour sa politique, toujours ouvertement dirigée contre l'influence des ordres et de non-catholiques. Le traité conclu par le comte d'Ōñate (15 juin-29 juillet 1617) entre les Habsbourg d'Autriche et ceux d'Espagne régla la succession en faveur de l'archiduc Ferdinand III de Styrie, un des fils de l'archiduc Charles II d'Autriche intérieure [Styrie, Carinthie et Carniole], en cas de décès sans héritier de Mathias. Les ordres des pays bohémiens eux-mêmes acceptèrent sans grandes réserves la « désignation » et le couronnement, le 29 juin 1617, en vertu du principe héréditaire, de ce successeur, pourtant réputé élève des jésuites, défenseur acharné de la foi catholique et adversaire déclaré de la liberté des ordres. Peu après, le déplacement de la résidence impériale de Prague à Vienne cessa de faire de la Bohême le cœur de la monarchie des Habsbourg, mais ce geste pouvait être également interprété comme une déclaration de guerre aux ordres indociles et à leurs libertés politiques et religieuses.

L'empereur Mathias fut sans doute encouragé à intervenir vigoureusement par les contacts étroits que les principaux membres de l'opposition, tel Henri Mathias comte de Thurn, entretenaient avec la Ligue des princes protestants de l'Empire. Les chefs de la Ligue, l'électeur palatin Frédéric V et Christian d'Anhalt, poussaient les villes bohémiennes à donner le signal du renversement des Habsbourg dans l'Empire. L'empereur était par ailleurs submergé de plaintes, d'accusations et de pamphlets dénonçant des atteintes réelles ou supposées aux libertés religieuses et réclamant son intervention. Les mesures visant à renforcer l'influence catholique dans les villes royales et mises en œuvre scrupuleusement par la chancellerie de Bohême (obligation de respecter les fêtes religieuses catholiques, droits civils plus avantageux pour les catholiques et reconnaissance de leur présence dans les conseils, dans les chartes communales, discrimination envers les protestants) suscitèrent une agitation importante ; la pression exercée sur les paysans pour qu'ils se convertissent au catholi-

cisme, l'interdiction de fréquenter les églises protestantes et les menaces d'expulsion engendrèrent insécurité et amertume dans tout le pays. Le mécontentement s'accrut encore avec la fermeture des églises protestantes installées sur les terres de l'abbaye bénédictine de Břevnov et la démolition d'un oratoire à Klostergrab, en décembre 1617, sur ordre de l'archevêque de Prague Lohelius.

L'assemblée des délégués des ordres fidèles à la *Confessio Bohemica* convoquée par les *defensor* le 6 mars 1618 protesta avec véhémence auprès de l'empereur contre l'évidente atteinte à la liberté d'édifier des lieux de culte, reconnue par la Lettre de Majesté de 1609. Mathias rejeta cette plainte comme « infondée » dans sa *Schweres Schreiben* du 21 mars et interdit la nouvelle réunion des protestants prévue pour le mois de mai. La tension monta, et l'amertume était si grande qu'une nouvelle réunion des représentants non catholiques des ordres se tint en dépit de l'interdiction impériale, et que les opposants aux Habsbourg purent y faire adopter des mesures de rétorsion contre les gouverneurs royaux, désignés comme responsables de cette aggravation en tant que « violeurs de la Lettre de Majesté, ennemis des ordres et du bien public ». Le 23 mai 1618, une foule importante se rendit au château et précipita par la fenêtre de la chancellerie de Bohême deux gouverneurs particulièrement détestés, Wilhelm Slavata et Jaroslav Martinic, ainsi que le secrétaire des *Landtafel*, Philipp Fabricius. Les défenestrés survécurent à leur chute, mais la Défenestration de Prague, déjà déplorée en son temps comme un acte « insensé et injustifié » et comme « le début et la cause de tout le malheur qui suivit », déclencha la première phase de la guerre de Trente Ans : la rébellion de la noblesse en majorité protestante contre la domination du pays par l'autocratie catholique des Habsbourg. Cette rébellion dégénéra en une guerre qui se propagea à toute l'Europe, bouleversant de façon irrémédiable l'ordre politique existant, et dont les conséquences furent désastreuses pour les pays de la couronne de saint Venceslas.

LES BOULEVERSEMENTS CULTURELS, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES AU XVI^e SIÈCLE

La littérature, les arts plastiques, l'architecture et la musique ne furent pas affectés par les conflits politiques et religieux ni par les lourdes charges financières qui pesaient sur les pays bohémiens. Ils connurent un essor remarquable dans le cadre du mouvement culturel de la Renaissance européenne. L'imprimerie bénéficia d'un prestige particulier, suscitant l'apparition de véritables maisons d'édition, dont l'imprimerie créée par Georg Melantrich (Jiří M.z Aventina) et reprise

par son gendre, l'historien et lexicographe Daniel Adam de Veleslavín (z Veleslavína). Elle connut une diffusion rapide et stimula la création littéraire nationale ; le cercle des lecteurs s'élargit rapidement grâce à l'amélioration de la formation scolaire ; les écrits religieux des Frères, à usage populaire et en langue populaire, touchèrent aussi citadins et paysans. On doit à Jan Blahoslav (1523-1571), évêque des Frères à l'esprit fort éclairé, la première grammaire tchèque, parue en 1571, et surtout la première traduction à peu près fidèle de la Bible, la Bible de Kralice en six volumes, parue entre 1579 et 1588, et qui utilise un langage simple et imagé ; jusqu'au XVIII^e siècle, ces deux ouvrages restèrent des modèles de vocabulaire, de style et de syntaxe. Les Frères s'intéressaient aussi au chant religieux, qui se répandit grâce à de nombreux recueils imprimés. Les libelles théologiques et les traités religieux connurent alors également des tirages étonnamment élevés.

Une littérature moins ambitieuse et de divertissement vit aussi le jour, ainsi que des traductions de textes humanistes et littéraires, qui touchèrent un public élargi, mais les ouvrages les plus recherchés étaient les récits de voyage, les descriptions historico-politiques et les traités édifiants et didactiques. Ces textes étaient publiés en latin, enseigné dans des établissements parrainés par des nobles, mais aussi en tchèque, et même à l'occasion en allemand, ce qui atteste la maîtrise de plusieurs langues par la majorité de la noblesse et de la bourgeoisie cultivée. L'art de greffer les arbres fruitiers, l'importance économique des brasseries et de la pisciculture (Jan Dubravius, *De piscinis*, 1547) et les fondements de l'exploitation minière (Georg Agricola, *De re metallica libri XII*, 1556) connurent la même diffusion que les dernières découvertes des sciences naturelles. Des travaux particulièrement importants furent conduits à Prague en médecine (Jan Černý, T. Hájek von Hájek, Pietro Andrea Mathioli, Johann Jessenius/Jan Jesenský) et en astronomie (T. Hájek von Hájek, Tycho Brahe, Johann Kepler). L'histoire et la littérature politique jouissaient aussi d'un grand prestige, et le roi, la noblesse et les bourgeois y cherchaient des arguments pour leurs opinions. Les auteurs bourgeois défendaient l'importance des intérêts citadins, la noblesse cherchait à justifier sa suprématie dans la vie publique et à contrecarrer les prétentions de la couronne (Venceslas Budowetz von Budov, Charles l'Aîné de Žerotín). Malgré sa glorification unilatérale des grandes maisons nobles et sa condamnation inconditionnelle du hussitisme, la *Chronique bohémienne (Annales Boemorum)* de Venceslas Hájek de Libotschan (Václav H. z Libočan), parue en 1541, devint l'un des principaux ouvrages historiques de l'époque, parmi un nombre impressionnant d'autres chroniques et compilations traitant du passé et du présent des pays bohémiens. Au cours du XVI^e siècle, les auteurs abandonnèrent progressivement l'humanisme latinisant utilisé dans les milieux de la

noblesse et élevèrent le tchèque au rang de langue littéraire parfaitement élaborée.

L'école élémentaire n'était pas encore parvenue jusqu'aux villages, mais les grandes villes disposaient d'institutions scolaires tout à fait satisfaisantes. Aux niveaux élémentaires des écoles urbaines, estimées à plus de 300 en Bohême et à plus de 100 en Moravie, la place principale était occupée par la lecture, l'écriture, le calcul et l'enseignement religieux. La fréquentation des classes supérieures donnait accès à l'université, réservée de fait aux fils de familles nobles et patriciennes. Vers 1600, les seules villes de Prague comptaient 17 écoles en latin, qui se faisaient souvent concurrence et qui, tout en se conformant aux programmes établis et contrôlés par l'université, étaient très soucieuses de diffuser un vaste savoir dans les domaines théologique et philosophique, mais aussi scientifique et juridique. Des nobles fortunés tels que le dernier des Witigon, Peter Wok von Rosenberg (Petr Vok z Rožemberka, 1539-1611), firent construire des lycées et les dotèrent richement. Les écoles latinisantes connurent un essor particulier grâce à la mise en place systématique d'un ensemble d'établissements jésuites, dont le centre était l'académie de Saint-Clément, soutenue par le roi, et à l'université d'Olomouc, fondée en 1573. La concurrence des établissements catholiques permit au *Carolinum* ultraquiste de retrouver peu à peu sa qualité, surtout après la Lettre de Majesté de 1609 qui donna une base juridique claire à sa réorganisation. La garantie de l'existence matérielle des enseignants, qui n'étaient plus soumis à l'obligation du célibat, et la promulgation d'une nouvelle constitution de l'université entre 1612 et 1614 préparèrent le terrain aux réformes radicales du nouveau recteur, nommé en 1617, Johann Jessenius, historien et diplomate respecté, anatomiste et chirurgien. De nombreux jeunes Bohémiens allaient parfaire leur éducation à l'étranger, les protestants aux universités suisses de Bâle, Genève et Zurich, Strasbourg, Leyde, Wittenberg, Marburg et Heidelberg, et les catholiques dans les universités italiennes, ainsi qu'à Louvain, Vienne et Cracovie.

Prague, et par son intermédiaire les pays bohémiens, profita diversément du fait qu'elle était ville de résidence et centre administratif de la monarchie des Habsbourg. Ferdinand I^{er} se plia assez consciencieusement à l'engagement pris lors de son élection de faire du château de Prague sa résidence principale, même si Vienne restait la capitale ; son activité de bâtisseur dans le style de la Renaissance (particulièrement le pavillon du Belvédère construit pour la reine Anne de 1536 à 1560 par Giovanni Spatio) eut un rôle moteur pour toute l'architecture nationale. Les familles de la haute noblesse rivalisèrent dans la construction de châteaux sur leurs terres, et, dans la capitale, de palais plus somptueux les uns que les autres. À côté des architectes

italiens et autrichiens, les artistes locaux purent aussi déployer leur talent, et s'appuyant sur les traditions antérieures, ils développèrent un style « Renaissance bohémienne » qu'adopta la population des villes. L'art du *sgraffitto*, venu d'Italie, se répandit rapidement et décora palais et maisons bourgeoises. Depuis que Rodolphe II avait établi sa cour à Prague, les arts plastiques s'épanouissaient à nouveau : sculpture avec les Flamands Collin et Adriaan De Vries, gravure sur cuivre avec Ägidius Sadeler, peinture de cour, influencée au départ par la peinture de genre flamande de Georg Hufnagel et de Hans van Aachen, puis par les maîtres espagnols. Vers 1600, l'orchestre de la cour, qui faisait appel à de nombreux compositeurs et solistes étrangers, passait pour le meilleur d'Europe. Il contribua à l'apparition de la polyphonie et à l'essor du chant choral, traditionnel en Bohême. Parmi les compositeurs bohémiens se dégage la figure de Christoph Harant von Polschitz (Kryštof Harant z Polžic a Bezdržic, 1546-1621), dont les messes et les motets restent cependant fidèles à l'ancien style. L'empereur Rodolphe, collectionneur passionné de trésors littéraires et artistiques, mais aussi de bizarreries, était visiblement soucieux de faire de Prague le centre culturel de son Empire. Cette évolution plutôt positive a permis aux historiens tchèques des XIX^e et XX^e siècles de qualifier cette époque d'« âge d'or » de la culture nationale, par opposition au *temno*, les ténèbres des XVII^e et XVIII^e siècles.

Au XVI^e siècle, les pays de la couronne bohémienne ne furent pas traversés par des bouleversements sociaux et économiques comparables à ceux de l'époque précédente, marquée par le hussitisme. Sous les premiers Habsbourg, la société féodale n'était pourtant nullement stabilisée. L'ordre des seigneurs de la haute noblesse (*barones regni*), pour lequel on a recensé en Bohême 184 familles en 1557 et 197 en 1615, contrôlait à lui seul 45 % du territoire ; 11 familles se partageaient un quart des terres. Les chevaliers (*militēs*), dont le nombre de familles passa de 1438 à 977 dans le même temps et dont environ un tiers n'avait plus aucun sujet, disposaient des deux cinquièmes des terres. Près des deux tiers des terres appartenant aux seigneurs fonciers constituaient la réserve exploitée à leur profit, et leurs sujets paysans devaient tirer du tiers restant leur pain et l'argent nécessaire aux redevances qui leur étaient imposées. Le nombre des propriétaires de moins de 100 serfs régresa de 28 % à 16,3 % entre 1557 et 1620, et la part des familles employant plus de 900 paysans serfs sur leurs domaines s'accrut de 25,8 % à 41,8 %. Quelques familles nobles dirigeantes, comme les Rosenberg, les Hassenstein-Lobkowitz, les Neuhaus, les Schellenberg, s'éteignirent à la veille de la guerre de Trente Ans ou durent céder leurs possessions ; les anoblissements prononcés par le roi et l'octroi de l'*inkolat*, entrepris de concert par les seigneurs et chevaliers, c'est-à-dire l'admission dans la *Landmannschaft* (com-

munauté noble du pays) d'un étranger de même rang, qui impliquait le droit à la possession de biens nobles en qualité de seigneur foncier, justicier et personnel des sujets qui s'y trouvaient et à l'inscription dans la *Landtafel*, compensèrent largement ces pertes. Parmi les 300 familles admises dans l'ordre des chevaliers entre 1526 et 1618 * se trouvaient de nombreux fonctionnaires royaux, mais aussi des médecins, des juristes et des scientifiques, pour plus de la moitié des Bohémiens, et pour 40 % environ des Allemands. Parmi les 53 familles admises dans l'ordre des seigneurs on trouve les familles Trčka von Lipa, Czernín, Kinský, Kaunitz, Kolowrat, Thurn, Hohenlohe et Redern, qui firent rapidement preuve d'une conscience nationale développée et se fondirent rapidement par mariage dans les familles plus anciennes. En Moravie, où la haute noblesse possédait une proportion encore plus élevée des terres, l'évolution fut similaire ; la prédominance de la haute noblesse y fut plus grande encore qu'en Bohême proprement dite.

L'appartenance à la noblesse terrienne offrait d'innombrables privilèges : franchise fiscale des terres en vassalité immédiate, possibilité d'intervenir dans le processus législatif, de rendre la justice dans les cercles, d'occuper certaines fonctions territoriales et de collaborer, directement ou indirectement pendant les diètes, à la détermination de la politique du pays. La noblesse était toutefois traversée par des différences considérables de situation économique et de fortune. La haute noblesse, dans ses châteaux tout neufs et ses prestigieux palais urbains, affichait sa culture et sa richesse, cependant que de nombreux petits nobles étaient contraints de s'installer en ville pour s'y livrer à des activités bourgeoises. À l'inverse, certains bourgeois prospères des villes royales, notamment dans les villes de Prague et à Kutná Hora, avaient acquis des terres et adopté le mode de vie des chevaliers. Comme toute couche supérieure, la noblesse bohémienne cherchait à exclure cette bourgeoisie ambitieuse du pouvoir politique, au nom de ses prérogatives héréditaires, et à défendre ses intérêts y compris économiques.

Les mesures prises par la couronne et par les grandes familles de la noblesse catholique pour recatholiciser le pays eurent un certain succès, puisque à la veille du soulèvement des ordres en 1618 on comptait, en Bohême comme en Moravie, 36 couvents et chapitres de 30 personnes chacun en moyenne, et, dans la seule Bohême, 1 336 paroisses, pour moitié confiées à des prêtres catholiques. À l'exception de l'archevêque de Prague et des rares fonctionnaires royaux issus du haut clergé, l'influence politique du clergé en Bohême proprement

* À la diète de Benešov en 1516, les seigneurs et les chevaliers ont défini des critères plus stricts d'admission dans la noblesse tchèque ; en 1554, les chevaliers purent élargir considérablement leur droit de parole lors des nouvelles admissions. (*N.d.A.*)

dite était relativement insignifiante. Par contre, en Moravie, où le hussitisme et la Réforme avaient beaucoup moins ébranlé la position de l'Église catholique, les clercs restaient un ordre autonome, même s'ils ne siégeaient pas en tant que curie distincte aux diètes, puisque l'évêque d'Olomouc appartenait à la curie des seigneurs, alors que les prélats étaient comptés dans la deuxième curie, avec les représentants de la noblesse et de la ville de Breslau.

Sous le règne des Habsbourg, un appareil administratif se mit en place, payé par le roi, efficace, de taille modeste au départ, mais responsable devant le seul souverain et chargé principalement des questions fiscales. Seuls les plus hauts fonctionnaires territoriaux étaient nommés par le roi, pour certains après consultation des ordres ou sur leur recommandation, selon leurs responsabilités. Dans l'administration féodale elle aussi, jusqu'au niveau du cercle, et aussi dans les villes royales, les juges, secrétaires, enseignants, etc. commençaient à constituer la base d'une bureaucratie assez différenciée. De même, dans l'administration des réserves seigneuriales et dans les entreprises créées par des seigneurs fonciers, on trouvait un nombre croissant et difficile à évaluer d'employés, et une nouvelle couche sociale commença à se mettre lentement en place et à se développer au début du XVII^e siècle.

Malgré la persistance d'épidémies de peste et de famines parfois importantes, les pays de la couronne bohémienne avaient connu au cours du XVI^e siècle une lente croissance démographique, la population passant, sur une superficie d'environ 122 000 km², à plus de 4 millions d'habitants, dont 1,5 environ dans la Bohême proprement dite, 0,8 en Moravie et 1,4 en Silésie, la population du pays d'Eger et des deux Lusaces restant difficile à évaluer. La population des villes profita de cette expansion générale. Les trois villes royales de Prague et le château comptaient à peu près 65 000 habitants vers 1600 ; Kutná Hora avait 4 632 bourgeois et 2 440 serfs sur les domaines de la ville, Litoměřice 4 505 habitants et 3 191 serfs, et Plzeň 1 820 habitants et 1 098 serfs. La plupart des communes comptaient cependant moins de 2 000 habitants, comme par exemple Litomyšl, Neuhaus, Jičín ou Havlíčkův Brod. Dans l'ensemble, les bourgeois des 56 villes royales bohémiennes et des 9 villes royales moraves étaient soumis à une pression politique et économique croissante de la noblesse, qui cherchait à réduire encore leur indépendance économique et leur déjà modeste droit d'intervention aux diètes. Les restrictions mises par cette noblesse à l'exode vers les villes d'une main-d'œuvre villageoise à bon marché allaient dans le même sens. Elles constituèrent un obstacle au décollage économique des villes royales, de même que le maintien des corporations qui garantissait une certaine prospérité à un petit groupe de maîtres artisans bien établis. Les sanctions prises en

1547 par Ferdinand I^{er} après le soulèvement des ordres frappèrent au premier chef les villes de Bohême, à un moment où les villes et les bourgeoisies européennes connaissaient un essor rapide. La faiblesse des capitaux propres et les taux d'intérêt élevés ainsi que le renchérissement des matières premières et du travail affectèrent surtout les petits producteurs, qui furent acculés à la faillite et souvent contraints de fermer boutique. À cela s'ajouta la permanence de la menace turque, qui compromit régulièrement les relations économiques avec le sud de l'Europe, ainsi que les échanges avec la Pologne, la Transylvanie et la Russie. Le déclin de la production artisanale urbaine fut précipité au premier chef par les impôts considérables destinés à couvrir les dépenses engagées pour combattre les Turcs et qui provoquèrent une véritable saignée de capital. Certaines années, deux cinquièmes des 725 000 soixantaines de gros de Meissen dus par les pays bohémiens vers 1600 étaient supportés par les villes royales, l'essentiel de la charge reposant sur les artisans. Le mécontentement des compagnons artisans et des mineurs ainsi que d'une population urbaine qui s'appauvriissait s'exprima par plusieurs émeutes qui ne débouchèrent sur aucune amélioration réelle. L'afflux de l'argent américain provoqua le recul d'une production locale désormais dépourvue de rentabilité, et la montée régulière des prix posa d'autres problèmes aux habitants des villes royales et aux petites villes vassales. La situation économique était un peu meilleure en Moravie, en Silésie et en Lusace, mais elle restait cependant sous le signe de la stagnation, tandis qu'en Bohême l'ensemble des villes déclinaient.

Les paysans, presque tous asservis, restaient exclus de la vie politique et livrés au pouvoir judiciaire et pénal de la noblesse foncière. Celle-ci prélevait habituellement sa part sur les intérêts et les corvées, les impôts, les corvées et les contributions militaires. La situation juridique des paysans installés sur les terres royales (8 %), urbaines (3,7 %), ou ecclésiastiques (4,2 %) ne s'était pas non plus améliorée. Les quelque 400 paysans libres bohémiens et les 150 subsistant en Moravie ne possédaient plus que 0,4 % de la terre cultivable. L'exploitation plus intensive des réserves nobles offrait du moins des possibilités de travail l'été, mais en hiver, les petits propriétaires contraints d'exercer une activité secondaire ne trouvaient pas à s'employer. Les années de mauvaises récoltes et de famine, les plus pauvres se faisaient mendiants et vagabonds et parcouraient le pays, tandis que les jeunes gens s'engageaient comme mercenaires contre les Turcs. Le manque total de perspectives dans le plat pays se traduisit après 1580 par un nombre croissant de protestations ouvertes et de jacqueries dont le nombre et la cruauté s'accrurent dans les premières années de la guerre de Trente Ans.

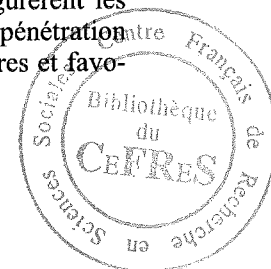
Les seigneurs fonciers se préoccupèrent peu de réduire ces tensions.

De plus en plus soucieux d'accroître leurs revenus agricoles, ils réinstallèrent des paysans dans les régions abandonnées à la fin du Moyen Âge et mirent en valeur des territoires jusqu'alors inoccupés dans des zones frontalières au climat peu clément. L'exploitation de gisements récemment découverts suscita de nouvelles implantations sur les crêtes de l'Erzgebirge : Jáchymov, Gottesgab, Weipert, etc., et aussi dans la Forêt Bohémienne, le Riesengebirge, l'Isergebirge et les Beskides. Ces nouvelles agglomérations se spécialisèrent dans la fabrication du verre et l'élevage des moutons à laine associé au tissage du drap et de la toile. Offrant des perspectives de gains, elles provoquèrent un afflux de population allemande – mineurs des anciennes régions minières de Saxe, immigrants de la Silésie et de la Haute-Lusace voisines. La Réforme avait créé une communauté de religion qui réduisit un peu les anciens préjugés des populations slaves à leur égard. Les Allemands furent donc à nouveau autorisés à s'installer comme artisans, librement dans les villes, ou moyennant un droit d'installation dans les villages, mais toujours avec des droits restreints. L'arrivée des Habsbourg au trône avait encouragé et facilité cet afflux qui amena un léger déplacement de la frontière linguistique dans le nord et l'ouest de la Bohême ; dans certaines villes telles que Střibro, Saaz et Litoměřice et leurs environs, la population allemande redevint majoritaire. L'admission de familles nobles allemandes dans la noblesse bohémienne par le biais de l'*inkolat*, l'intégration de commerçants allemands dans le patriciat des villes royales et l'influence croissante des Allemands sur le commerce et l'artisanat, les villes et les mines, l'administration et la vie culturelle entraînèrent aussi la constitution de paroisses allemandes (Saint-Sauveur dans la Vieille Ville de Prague, la Trinité dans Malá Strana) et permit l'entrée des Allemands dans les conseils et les tribunaux. Pour freiner cette tendance, la diète chercha à maintenir la suprématie de la langue tchèque dans la vie publique par des mesures plus rigoureuses ; celles-ci furent rapidement sabordées par l'administration royale qui employait un nombre considérable de fonctionnaires germanophones et cherchait à imposer l'allemand comme langue administrative en Bohême. En 1579, Paul Christian de Kaldín (1530-1589), chancelier de la Vieille Ville de Prague, promulgua des « droits urbains pour le royaume de Bohême » qui imposèrent le tchèque comme langue judiciaire unique et qui s'appliquèrent à toutes les juridictions urbaines à partir de 1610. La noblesse bohémienne réagit encore plus violemment contre cette menace d'aliénation linguistique, en décidant à la diète morave d'Olomouc de 1609 et à la diète générale de Prague de 1615 que les immigrants devaient faire apprendre le tchèque à leurs enfants sous peine d'être expulsés et déshérités. Cependant, ni ces décisions ni la discrimination entraînée par l'exclusion des charges administratives natio-

nales et urbaines des « étrangers » majoritairement germanophones ne purent s'opposer à la remontée numérique, économique et politique de la population allemande.

Les Juifs furent soumis à des restrictions beaucoup plus efficaces. En 1551, devant l'inefficacité des mesures d'expulsion prises à partir des années 1540, Ferdinand I^{er} obligea très vraisemblablement tous les Juifs des pays bohémiens à porter un cercle jaune sur la poitrine ; les impôts dont ils devaient s'acquitter en tant que « valets » des seigneurs furent régulièrement augmentés. Les pogroms déclenchés par des accusations de meurtre et les tentatives répétées de les exclure de la vie économique accrurent leur insécurité. Malgré ces charges et ces brimades, les Juifs réussissaient non seulement dans la branche traditionnelle de la finance mais aussi dans le commerce intérieur et extérieur et dans l'artisanat qualifié. Cédant à la pression des villes et des corporations, la diète leur avait interdit à plusieurs reprises d'exercer une activité artisanale. Ils étaient malgré tout boulangers et bouchers, tailleurs et souffleurs de verre, armuriers et orfèvres. De façon plus éparse, ils étaient présents dans tous les métiers. Le commerce des bestiaux, des céréales, des vins et des textiles représentait une part considérable de leurs activités commerciales. Devant l'indifférence du roi et la discrimination et les persécutions des villes, les Juifs recherchèrent la protection de la noblesse moyennant des contributions élevées et en jouant le rôle d'intermédiaires pour la vente de leurs excédents agricoles, de gérants des douanes, de prêteurs et de fournisseurs de produits de luxe, toutes activités qui en firent les précurseurs des fournisseurs de la cour. Les efforts pour développer une administration juive autonome dans les villes reçurent un accueil très variable : dès 1454 Breslau avait totalement interdit aux Juifs d'y résider *intra muros*, alors qu'en 1600 plus de 9 000 personnes vivaient dans le ghetto de Prague et y affrontaient un antisémitisme religieux et économique larvé.

En développant ainsi son activité économique, la noblesse se trouva de plus en plus concurrente des villes. Depuis le xv^e siècle, les luttes entamées pour le droit de brasserie pesaient sur les relations entre les villes et les nobles. Elles conduisirent les seigneurs à installer des artisans sur leurs réserves ou dans les villages vassaux, ce qui nuisit considérablement à la production urbaine organisée dans les corporations. L'essor de l'exploitation systématique des étangs et des exportations céréalières eut des effets positifs sur l'économie nationale, mais le développement économique des villes fut entravé par les ateliers relativement importants de fabrication de drap, de verrerie et de cuir que la noblesse ouvrit à partir de 1600 et qui préfigurèrent les futures manufactures. À partir du milieu du xvi^e siècle, la pénétration du capital étranger commença à partir des zones frontalières et favo-



risa l'installation de nouvelles activités dans le nord et le nord-ouest de la Bohême. Cette familiarité précoce avec des processus techniques complexes facilita le développement ultérieur de procédés proto-industriels. De grandes dynasties commerciales, les Fugger, les Welser, les Thurzo, ainsi que les groupements de commerçants de Nuremberg et de Leipzig investirent dans les mines, la sidérurgie, la production de toile et l'exportation. La conjoncture favorable dans le bâtiment, le déplacement de la résidence impériale à Prague stimulèrent pour un temps l'activité économique générale, mais les artisans des villes, mis en péril par la concurrence noble, ne purent en profiter durablement. Le commerce extérieur et de transit ne jouait plus qu'un rôle mineur et ne représentait plus qu'un volume limité, en dépit d'un accroissement sensible des échanges de marchandises avec les autres pays Habsbourg. Les grands propriétaires fonciers nobles purent ainsi aisément rassembler des capitaux importants, mais non les chevaliers, et encore moins les villes, où les prélèvements fiscaux représentaient une saignée monétaire régulière. Seule la haute noblesse opulente pouvait investir et accroître régulièrement sa fortune dans une démarche capitaliste délibérée.

En mai 1618, des motifs religieux et politiques avaient conduit les états à se soulever contre la maison de Habsbourg, mais les éléments socio-économiques avaient contribué à aviver le mécontentement général. La pression fiscale très forte et l'accroissement incessant des demandes avaient accru les tensions sociales en une époque de forte récession économique qui dégénéra rapidement en une crise économique commune à toute l'Europe centrale et accompagnée d'une inflation rapide. La hausse rapide du coût de la vie et la chute des prix de produits fabriqués frappèrent particulièrement les habitants des villes, qui supportaient l'essentiel de la charge fiscale. Il en fut de même pour la majorité des petits paysans dont la misère matérielle devint insupportable et qui n'avaient d'autre issue que la rébellion contre les seigneurs. Les chevaliers moins fortunés virent leurs revenus menacés et leur amertume s'accrut lorsque le souverain refusa de les soutenir et de garantir leur droit d'intervention en rétablissant, au moins au niveau du cercle, les assemblées nobles interdites depuis 1546-1547. Les mesures royales qui visaient à éroder un peu plus la souveraineté des ordres et à revenir sur les libertés octroyées dans la Lettre de Majesté pour rétablir le catholicisme comme seule religion d'État constituèrent un terrain idéal où s'alimenta le mécontentement croissant. Le déplacement de la capitale de Prague à Vienne blessa profondément l'ensemble de la noblesse, qui y vit une perte d'importance politique des pays bohémiens au sein de la monarchie des Habsbourg et le signe que le roi de Bohême, fort de son autorité d'empereur ainsi que des ressources issues de sa parenté espagnole et des premiers

banquiers d'Europe, n'avait plus besoin de monnayer le recours à la prospérité relative de son royaume de Bohême par des concessions à des ordres indociles et orgueilleux qui étaient insupportables à sa conception autocratique du pouvoir.

CHAPITRE VII
La guerre de Trente Ans (1618-1648)

LE SOULÈVEMENT DES ÉTATS EN 1618 ET LES CONSÉQUENCES
DE LA DÉFAITE DE LA MONTAGNE BLANCHE

Par la Défenestration de Prague, le 23 mai 1618, une partie des états protestants avait manifesté son mécontentement devant une politique catholique centralisatrice qui ne respectait ni la tradition ni le sentiment national. Pour autant, elle ne souhaitait pas rompre les relations avec la dynastie au pouvoir. Dans le conseil de trente *direktor* (dix pour chacun des ordres des seigneurs, des chevaliers et des bourgeois) mis en place et présidé par Venceslas de Ruppau (Václav Vilém z Roupova), la tendance dominante, représentée par Henri Mathias comte de Thurn, Albert Smřický et Venceslas Budowetz, était toutefois favorable au rétablissement intégral de la liberté des ordres et au strict respect de la Confession bohémienne et de la Lettre de Majesté ; elle estimait également inévitables la chute des Habsbourg et la mise en place d'une royauté élective. La rupture avec la couronne put être évitée tant que la majorité de la noblesse et les principales villes se gardèrent de soutenir ouvertement le soulèvement, que les pays annexes différèrent leur participation et que le contexte international resta incertain. La petite armée de 1 000 cavaliers et 3 000 hommes à pied que commandaient Thurn et le comte Georges Frédéric Hohenlohe ne fut rejointe qu'en novembre par les troupes hétérogènes de l'aventureux Ernst von Mansfeld. Elle infligea quelques pertes à l'armée impériale des généraux Buquoy et Dampierre dans le sud de la Bohême, mais elle ne put l'empêcher de ravager le pays ni l'en chasser. L'empereur Mathias et son conseiller le plus influent, le cardinal Khlesl, cherchaient plutôt à négocier un compromis avec les rebelles bohémiens, voire la reconnaissance de leur particularisme religieux. Au contraire, Ferdinand II, roi de Bohême, soutenu par son

oncle l'archiduc Maximilien, le nonce et l'ambassadeur espagnol Oñate, prônait l'écrasement de la révolte par les armes. L'arrestation de Khlesl et la mort de l'empereur le 20 mars 1619 permirent le triomphe de la ligne intransigeante de l'entourage de Ferdinand II à Vienne, mais obligèrent aussi les délégués des ordres bohémiens à prendre parti dans la question de la succession.

Lors d'entrevues avec les états protestants de l'Empire regroupés dans l'Union, le prince électeur calviniste Frédéric V s'était proposé comme candidat des états à la couronne de Bohême ; le duc Charles-Emmanuel de Savoie, catholique farouchement hostile aux Habsbourg, et le prince électeur Jean-Georges de Saxe, luthérien rigoureux, avaient des chances sérieuses. Les rebelles ne parvinrent à affermir leur position qu'à partir de mai 1619, lorsque Ladislav Velen de Žerotín parvint à renverser le gouvernement morave favorable à la maison impériale et que le margrave Jean-Georges de Jägerndorf, ayant eu l'assurance que seraient satisfaites leurs revendications de décentralisation et d'autonomie, incita les ordres silésiens à les rejoindre. Les états de Haute- et Basse-Autriche purent alors se rallier à leur tour à la cause du soulèvement protestant. Le prince de Transylvanie Gábor Béthlen, (1580-1629) n'était pas non plus hostile à une telle alliance, car il estimait venue l'heure de s'emparer de la partie de la Hongrie sous domination des Habsbourg. En revanche, les états de Hollande s'en tinrent à la trêve conclue avec l'Espagne jusqu'en 1621 et ne fournirent ensuite qu'une aide mensuelle de 50 000 florins, tandis que l'Empire ottoman, en guerre contre la Perse, se désintéressait temporairement de la situation en Europe centrale. Le soulèvement bohémien ne put donc bénéficier d'un soutien élargi contre les Habsbourg. La percée militaire qui mena Thurn jusque sous les remparts de Vienne en juin 1619 échoua, essentiellement en raison de l'incapacité personnelle de Thurn qui dut se replier après la nette défaite que Buquoy infligea à Ernst von Mansfeld le 10 juin à Zláblatí en Bohême du Sud. Tandis que, dans l'Empire, Ferdinand de Styrie préparait son élection et parvenait à s'assurer les voix des autres princes électeurs, à l'exception de celle de l'électeur palatin, le 28 août une nouvelle diète générale convoquée à Prague prenait des décisions qui scellaient définitivement la rupture avec les Habsbourg.

Le 31 juillet 1619, les états de tous les pays de la couronne, réunis « en une alliance armée pour l'éternité », adoptèrent une nouvelle constitution par une charte de confédération qui faisait de la couronne de Bohême une royauté élective à structure fortement fédéraliste et garantissait à la noblesse protestante utraquiste le contrôle des principales charges du pays. Le 16 août, les états de Haute- et Basse-Autriche adhérèrent à la Confédération. Dès le 19 août, cette dernière proclama le roi Ferdinand II « ennemi des libertés religieuses et féo-

dales » associées au trône et, le 26 août, elle élut pour roi de Bohême Frédéric V de Palatinat. Le 3 novembre, le roi Frédéric et son épouse Élisabeth, fille de Jacques I^{er} d'Angleterre, furent solennellement couronnés en la cathédrale Saint-Guy de Prague par l'administrateur utraquiste Georges Dicastus et par le *senior* des Frères Jean Cyril. En choisissant ce prince aux importantes relations personnelles et politiques, les rebelles espéraient faire pression sur l'empereur ou du moins s'assurer le soutien des forces protestantes hostiles aux Habsbourg, mais leurs attentes furent cruellement déçues. Frédéric se révéla rapidement un souverain faible et incapable de faire face à la situation ; le prince Christian d'Anhalt, son ancien gouverneur (*Statthalter*) pour le Palatinat, reprit le commandement militaire mais ne parvint pas à mettre sur pied une armée efficace en temps voulu ni à prendre l'initiative. La conquête rapide de la Slovaquie par Béthlen et la nouvelle marche sur Vienne d'une armée bohémienne commandée par Thurn purent laisser croire à la possibilité d'un succès rapide, mais le prince de Transylvanie fut contraint à une retraite précipitée par ses adversaires catholiques soutenus par les Polonais ; moyennant quelques concessions modestes, il accepta de conclure une trêve avec l'empereur en janvier 1620, et, après l'échec d'une nouvelle attaque, il finit par signer la paix le 6 janvier 1622. Ses initiatives antérieures pour conclure une alliance entre Frédéric et le sultan n'avaient trouvé aucun écho favorable à Constantinople. L'Angleterre n'avait aucun intérêt direct à défendre en Bohême et le roi Jacques I^{er}, soucieux d'améliorer ses relations avec l'Espagne, consentit seulement à jouer un rôle d'intermédiaire et refusa tout soutien militaire actif. En France, Louis XIII, qui venait d'accéder personnellement au trône, désavoua explicitement ce soulèvement contre un souverain légitime et choisit la neutralité. Après l'élection de Frédéric, l'unité politique et religieuse de l'Union protestante vola en éclats ; les villes royales, dans le meilleur des cas, fournirent une aide financière, et le soutien religieux commença même à faiblir, puisque derrière le prince électeur Jean-Georges de Saxe, les milieux luthériens allèrent jusqu'à esquisser un rapprochement avec les Habsbourg. La République de Venise, hostile aux Habsbourg, refusa les prêts qui auraient permis de recruter des troupes, et les rebelles ne purent compter que sur le renfort des 2 000 mercenaires payés par le duc Charles-Emmanuel de Savoie et dirigés par le général Mansfeld.

Ferdinand II, pour sa part, était fermement résolu à réprimer le soulèvement et à abolir une fois pour toutes les libertés religieuses des ordres. La première mesure du directoire des états avait été d'expulser « pour l'éternité » les jésuites, qui avaient monté contre eux le roi et le peuple. Les Bohémiens fidèles aux Habsbourg avaient pris le chemin de l'exil ; l'archevêque Lohelius et le cardinal Die-

trichstein avaient dénoncé en leur nom l'expulsion des catholiques de l'administration et la confiscation de leurs biens. Ferdinand II jugea donc nécessaire d'intervenir vigoureusement. Élève des jésuites, il se considérait comme le premier soldat de la Contre-Réforme ; extirper l'« hérésie » était pour lui une priorité absolue. Ses contemporains, qui lui déniaient aussi bien la vraie grandeur que le discernement politique, la puissance de travail que la perspicacité, lui reconnaissaient, outre son amabilité personnelle et son indulgence condescendante, une rigueur religieuse et une persévérance à toute épreuve dans la poursuite de ses buts et dans l'utilisation de tous les moyens offerts par l'État au service de l'unité de l'Église. Une telle attitude rejoignait tout à fait les conceptions de la branche espagnole des Habsbourg, d'autant que l'accord d'Oñate de 1617 avait définitivement réglé le différend successoral avec Philippe III. L'empereur avait très rapidement trouvé un terrain d'entente avec la Pologne, la Toscane et la papauté. Ayant admis l'idée d'un compromis religieux avec les luthériens dans l'Empire et en Autriche, et fait miroiter au prince électeur Jean-Georges de Saxe la possibilité d'acquérir la Lusace, il put rallier ce dernier au camp impérial le 21 mars 1620. Mais le plus important fut l'accord du 8 octobre 1619 avec le duc Maximilien de Bavière, chef suprême de la Ligue catholique, qui, en cas de victoire, devait obtenir les possessions du Palatinat, assorties du titre d'électeur palatin. Le cercle se referma donc sur la Bohême et, à l'été 1620, la coalition put entreprendre l'écrasement systématique des états et la soumission des pays bohémiens aux Habsbourg.

L'écrasement du soulèvement

Le 3 août 1620, grâce à la médiation française, l'Union protestante et la Ligue catholique s'engagèrent à rester neutres, et les troupes bavaroises dirigées par Tilly, chef de guerre éprouvé, pacifièrent la Haute-Autriche jusqu'au 20 août, avant de faire leur jonction avec les impériaux de Buquoy en Bohême du Sud et de progresser lentement vers Plzeň, tenu par Mansfeld, sans chercher véritablement à reprendre la ville. Les deux camps cherchaient à éviter un affrontement direct, qui se produisit pourtant, et presque par hasard le 8 novembre, sur la Montagne Blanche, dans les collines à l'ouest de Prague. En une heure d'un combat plus proche de l'« escarmouche » que de la bataille véritable, les 25 000 impériaux, mieux équipés, contraignirent les 21 000 soldats de Christian d'Anhalt à se replier en désordre vers la ville. Seules les troupes moraves dirigées par Henri comte Schlick répondirent aux espoirs mis en elles, sans pouvoir éviter la défaite totale. La confusion et l'indécision empêchèrent le regroupement de troupes certes entamées, mais encore tout à fait capables de combattre.

De même, au lieu de se préparer à défendre Prague, pourtant bien fortifiée, Frédéric, le « roi d'un hiver », ses généraux et une partie importante des chefs du soulèvement s'enfuirent vers la Silésie, abandonnant la ville, qui fut investie sans coup férir par les impériaux dès le lendemain. Peu après, le 13 novembre, le vainqueur, le duc Maximilien de Bavière, reçut, au nom de l'empereur, l'hommage de la majorité de la noblesse catholique et ultraquiste et confia l'administration effective du pays à Charles de Liechtenstein. En quelques semaines, la plupart des villes se rendirent. La Moravie fut « pacifiée » en décembre 1620, après l'entrée de Buquoy ; l'Accord saxon du 21 février 1621 chargea de la pacification de la Silésie le prince électeur Jean-Georges de Saxe, qui garantit toutefois aux ordres le maintien de leurs libertés politiques et religieuses. Frédéric avait quitté Breslau dès le 23 décembre 1620, avant de trouver refuge à La Haye, car les troupes espagnoles avaient investi le Palatinat. Les pays de la couronne de Bohême se trouvaient donc à nouveau solidement tenus par l'Empire Habsbourg.

Une seule défaite avait suffi ainsi à sceller le sort des états bohémiens et de leur nouveau roi. Les causes véritables de cet effondrement d'une rapidité déconcertante sont aujourd'hui encore controversées. La base politique du soulèvement était sans doute trop étroite ; la noblesse et les états s'étaient ralliés sans grande conviction à une révolte décidée par une poignée d'aristocrates ; dès l'été 1618, ils avaient entrepris de justifier ce ralliement par « les persécutions et les tourments insupportables infligés à leur foi chrétienne », tout en rejetant toute mesure susceptible d'« introduire des réformes ou innovations susceptibles de léser la grandeur et l'autorité de Sa Majesté Royale ». Après la constitution de la confédération et l'adhésion des ordres de Haute- et Basse-Autriche en août 1619, l'aide étrangère escomptée ne vint pas, et les ressources économiques et militaires ne suffirent pas à organiser une défense satisfaisante. Aussi virulents à l'égard des catholiques que des luthériens, pleins de mépris pour les usages bohémiens, les calvinistes palatins ne se firent guère d'amis. L'erreur principale fut toutefois de n'avoir pas organisé une guerre populaire en utilisant la combativité des paysans, qui, en Bohême du Sud par exemple, s'étaient courageusement regroupés contre les impériaux sous la direction de quelques nobles. De nombreux nobles craignaient une résurgence des pratiques hussites et redoutaient par-dessus tout d'avoir à payer l'aide des paysans avec l'adoucissement voire l'abolition du servage. L'indécision et l'inertie du roi Frédéric, contrastant violemment avec la résolution de l'empereur Ferdinand, paralysèrent la détermination des ordres à s'engager sur les objectifs des rebelles, souvent contraires à leur sensibilité légaliste, et elles poussèrent

beaucoup d'hésitants à rejoindre le camp du vainqueur prévisible dès que la situation bascula.

Ferdinand II n'hésita pas à exploiter son succès militaire pour faire triompher ses projets religieux et pour établir sa souveraineté exclusive aux dépens des droits politiques des ordres et de l'autonomie nationale des pays de la couronne de Bohême. À partir de février 1621, les commissions impériales présidées par Liechtenstein en Bohême et par le cardinal Franz von Dietrichstein en Moravie firent arrêter et juger, en des procès contestables, toutes les personnes qui s'étaient signalées pendant la rébellion. La répression s'abattit particulièrement sur trois seigneurs, sept chevaliers et dix-sept bourgeois, bohémiens et allemands, protestants et catholiques, dont Venceslas Budowetz et Johann Jessenius, qui furent exécutés à l'aube du 21 juin devant l'hôtel de ville de la Vieille Ville, à Prague. En Moravie, où le cardinal de Dietrichstein dirigeait en tant que *gubernator* l'ensemble de l'administration civile et ecclésiastique, les jugements définitifs furent retardés à juillet 1622, car le margrave Jean-Georges de Jägerndorf, allié à Gábor Béthlen, ne reculant que progressivement, continua à tenir différentes zones du pays jusqu'en novembre 1621. Les vingt condamnations à mort prononcées ne furent pas exécutées. Entre 1623 et 1626, sous prétexte de couvrir les dépenses entraînées par la guerre, mais en fait pour priver de sa base économique la noblesse jugée peu fiable, une commission confisqua les biens de 680 personnes et 50 villes ; 166 personnes perdirent ainsi toute leur fortune, 112 durent transformer leurs biens allodiaux en fiefs, et les autres durent céder entre un cinquième et la moitié de leurs biens. Ces biens furent en général vendus en dessous de leur valeur réelle, et les propriétaires payés en monnaie « longue » ; ces condamnations partielles furent donc en fait largement assimilables à des expropriations. Elles frappèrent 491 des quelque 925 domaines « complets », dont 275 grands domaines, l'ensemble étant évalué entre 30 et 40 millions de florins rhénans. En Moravie, 300 personnes et 135 domaines furent affectés par ces mesures. Elles entraînèrent vraisemblablement la redistribution de plus de la moitié du sol.

L'épiscopat et les couvents profitèrent de l'occasion pour réclamer un dédommagement pour les pertes subies pendant les guerres hussites, tandis que partisans et généraux attendaient de l'empereur la récompense de leurs bons et loyaux services. La noblesse catholique locale qui n'avait pas pris de part active au soulèvement fut toutefois la principale bénéficiaire de ces atteintes décisives aux structures antérieures de la propriété. Une dévalorisation monétaire sans précédent profita également aux nouveaux propriétaires : l'empereur avait en effet concédé la frappe de la monnaie à un consortium présidé par le Hollandais Hans De Witte et le doyen de la communauté juive de

Prague Jakob Bassevi, qui, sous le patronage du gouverneur Lichtenstein et de chefs de familles nobles (Slavata, Wallenstein), fit battre une monnaie de moindre valeur, d'une teneur en argent égale au sixième de la valeur légale. Les biens estimés en « bonne » monnaie furent payés en monnaie « longue », au détriment des anciens propriétaires et de la Chambre impériale, qui subit ainsi un préjudice estimé au minimum à six millions de florins *. Le nouvel archevêque de Prague, Ernest Albert comte Harrach, se construisit de la sorte une rapide fortune personnelle, tout comme le cardinal Dietrichstein en Moravie et l'ordre des Jésuites ou le couvent de Strahov dirigé par l'influent abbé Gaspard de Questenberg. Les généraux impériaux Buquoy, Verdugo, Baltazar de Marradas, Martin de Huerta et bien d'autres furent largement récompensés par des terres bohémiennes et moraves. Parmi les acquéreurs, les meilleures affaires furent faites par Albert de Wallenstein, qui récupéra presque tous les biens des seigneurs Smiřický et acheta d'autres principautés de tailles diverses, par Charles de Liechtenstein, qui se vit offrir cinq domaines, outre le duché de Jägerndorf, et en acheta sept autres, et par Johann Ulrich von Eggenberg, ami et conseiller de l'empereur, qui reçut le considérable territoire des Rosenberg au sud de la Bohême. Les comtes Trauttmansdorff, les familles Thun, Metternich et Clary s'installèrent alors en Bohême. Les bouleversements dans la structure de la propriété se poursuivirent au cours de la guerre de Trente Ans et laissèrent des traces profondes dans la composition et les fortunes de la noblesse bohémienne.

La hausse inouïe des prix et la famine firent d'innombrables victimes, car, en dépit de pertes considérables du fait de la guerre, les pays de la couronne bohémienne furent les premiers sollicités pour financer les dépenses militaires. La « bonne monnaie » ne circulait plus qu'en quantité très limitée. Des mesures furent en outre immédiatement prises pour convertir les « hérétiques » et consolider la foi catholique. À partir de décembre 1621, l'empereur, qui s'était entouré de zéloteurs religieux tels que le nonce Caraffa, le carme Dominicus a Jesu Maria et des confesseurs jésuites Becanus et Lamormaini (à partir de 1624), fit expulser le clergé non catholique des villes royales. Les luthériens, initialement protégés par le prince électeur de Saxe, durent quitter à leur tour le pays à partir d'octobre 1622. La même année, les jésuites, ayant pris le contrôle du *Collegium Carolinum*, fusionnèrent l'ancienne université et leur *Clementinum*, et introduisirent le latin comme langue d'enseignement ; ils se virent de plus confier le contrôle

* Wallenstein tira de la transaction un bénéfice de 617 249 florins, Liechtenstein de 453 185 florins, le futur comte et ancien secrétaire de la chambre Paul Michna de 726 1860 florins, tandis que la part de Bassevi se serait montée à 6,75 millions et celle de De Witte à 31,34 millions de florins. (N.d.A.)

de l'enseignement scolaire et la censure de tous les imprimés. La patente royale du 29 mars pour la Bohême et du 9 juin 1624 pour la Moravie fit du catholicisme la seule religion reconnue et accentua la pression sur la noblesse non catholique. Les anabaptistes (*Huterische Brüder*) quittèrent les premiers la Moravie, suivis par des membres de l'Unité des frères, des utraquistes et même des vieux-utraquistes, autrefois tolérés, ainsi que par les luthériens des villes royales. Un nombre croissant de nobles fut aussi contraint à l'exil ou à la fuite par l'interdiction d'invoquer la *Landtafel* pour protéger leurs biens, de fréquenter des universités étrangères et d'obtenir l'*inkolat*. Les citoyens non catholiques étaient menacés de privation des droits civils, d'exclusion des corporations, d'interdiction de se marier. L'émigration était totalement interdite aux paysans, qui furent contraints, parfois par la force, de réintégrer la foi catholique. La résistance aux conversions forcées fut plus importante que prévu, et, le 5 février 1627, Ferdinand II créa une commission dirigée par le cardinal Harrach, qui donna aux nobles six mois pour se convertir ou s'exiler. Le résultat en fut une émigration massive, des conversions de façade et une pratique clandestine de l'ancienne foi. On estime à 36 000 familles, soit 150 000 personnes, la population frappée par les édits successifs d'expulsion et qui s'installa dans les États allemands limitrophes, en Pologne, en Suisse, en Angleterre et en Hongrie, ou qui se mit au service de la Suède, de la Saxe électorale, du Danemark, de la Hollande et de la France.

Cet exode de population décima l'élite sociale, intellectuelle et économique du pays. Les artisans, considérés par leurs adversaires religieux eux-mêmes comme travailleurs, honnêtes et habiles, fondèrent dans leur pays d'accueil des imprimeries, des filatures, des verreries et des fabriques d'instruments de musique, ou bien se reconvertirent dans les mines et le commerce. Les émigrants paysans se firent une réputation de régisseurs de domaines, de meuniers et d'aubergistes, de spécialistes de la culture des céréales et de l'horticulture. On trouva dans toute l'Europe des précepteurs, des professeurs, des ecclésiastiques et des artistes bohémiens et moraves. Des médecins comme Habervešl (Haberwaschl) et Borbonius, des mathématiciens (Paul Aretin von Ehrenfeld), des poètes, des philologues, des peintres, des sculpteurs, des graveurs, parmi lesquels Venceslas Hollar parvint à la plus grande célébrité, des théologiens et des historiens se firent une réputation enviable dans leur discipline. L'érudition et la nostalgie du pays perdu marquent les histoires écrites en émigration, telles que la *Bellum Bohemicum* d'Habervešl (1625), une histoire de l'Église en Bohême de Pavel Skála ze Zhoře, originaire de Saaz, et la volumineuse *Res Publica Boiema* de Pavel Stránský. La personnalité de Jan Amos Comenius (Komenský, 1592-1670) les domine cependant tous ;

dans l'Europe entière, il jouit d'une autorité morale incontestée comme « enseignant des peuples » et évêque de l'Unité des frères, et par ses travaux pédagogiques, linguistiques, théologiques et politiques, dont les plus importants restent la *Didacta magna*, *Janna Linguarum reservata* et *Orbis sensualium pictus*.

La Constitution rénovée (« Verneuerte Landesordnung »)

Le 10 mai 1627, Ferdinand II mit un point final à la pacification violente des pays bohémiens en promulguant une constitution amendée, la *Verneuerte Landesordnung*, qui, le 26 juin 1628, fut étendue à la Moravie avec quelques aménagements mineurs. La foi catholique devenait la seule religion reconnue dans le pays (art. 23) et le roi s'y engageait, en vertu de son serment de couronnement, à prendre toutes les mesures nécessaires à sa défense. Les écrits fixant les privilèges nationaux antérieurs ayant fait partie du butin de 1620, Ferdinand II les déclara nuls. Il ne restitua aux ordres, en « témoignage de clémence » de Sa Majesté Impériale et Royale, que les privilèges compatibles avec la souveraineté absolue de la couronne. En proclamant les pays bohémiens royaume héréditaire de la maison de Habsbourg en lignée masculine, le souverain revendiquait désormais l'autorité exclusive sur la législation, la nomination et la révocation des fonctionnaires, la juridiction suprême et l'attribution des titres de noblesse et de l'*inkolat*. Les ordres conservaient le droit de fixer et de lever les impôts, mais ils durent accepter de fournir au souverain un service militaire illimité hors des frontières du pays ou les moyens financiers nécessaires à l'engagement de mercenaires. La composition de la diète subit des modifications fondamentales, et les représentants du clergé catholique eurent désormais la préséance parmi les ordres. Les titulaires des titres de duc, prince et comte, calqués sur le modèle austro-allemand, furent introduits dans les pays bohémiens, et les hauts fonctionnaires territoriaux nommés pour cinq ans maximum eurent le pas sur les seigneurs de la haute noblesse, jusqu'alors prépondérants ; les villes royales n'eurent plus qu'une seule voix à elles toutes. L'attribution de la *Landsässigkeit* [citoyenneté libre] fut pour le souverain un autre instrument (bientôt abondamment utilisé) pour infléchir la composition de la noblesse et la constitution des majorités aux diètes. La reconnaissance de l'égalité des deux langues (art. CII/117) favorisa beaucoup l'expansion de la langue allemande dans l'administration intérieure, la justice et jusque dans les débats aux diètes.

Les nouveaux principes constitutionnels furent également introduits en Silésie, même si le principe du *cuius regio eius religio* ne put s'y appliquer en raison des libertés reconnues aux luthériens par l'Accord saxon de 1621. La Contre-Réforme y fut cependant tout aussi massive

et énergique et, en 1635, la paix de Prague limita l'application de la Confession d'Augsbourg aux principautés d'Oppeln, Brieg et Ôls, exclus du champ d'application de l'édit de restitution. Dans les pays bohémiens, la *Verneuerte Landesordnung*, en tant que constitution nationale, a réglé les relations entre le monarque et les ordres jusqu'au XIX^e siècle et été le fondement juridique de l'exercice d'un pouvoir absolu.

L'empereur Ferdinand II avait porté ces coups brutaux à la situation juridique des pays de la couronne bohémienne à l'instigation du « parti espagnol » de la cour et des fonctionnaires, et en dépit des réserves des conservateurs bohémiens regroupés autour des princes Liechtenstein, Zdeněk de Lobkowitz, Slavata et Martinic. Il n'y eut pourtant aucune réaction quand il interdit la tenue de la diète morave convoquée à Znojmo du 27 juin au 5 août 1627. En Bohême aussi, l'empereur put se convaincre à la diète pragoise, du 14 au 23 novembre, que l'opposition avait été réduite au silence. Par la suite, Ferdinand confia les affaires courantes à des hauts fonctionnaires nommés *Statthalter* royaux ; les affaires du royaume étaient tranchées par la chancellerie de Bohême, créée en 1624, et dont la fonction principale était, outre la perception des impôts, l'élimination du « vice hérétique et de l'esprit de rébellion ». Le déclin de la conscience nationale bohémienne qui s'amorça à cette occasion fut accentué par l'arrivée d'une noblesse étrangère. De surcroît, les grandes familles résidèrent de plus en plus à la cour de Vienne, soulignèrent leur loyauté à la famille régnante par une fidélité inébranlable à la foi catholique et se distancèrent de leurs racines historiques, nationales, culturelles et linguistiques.

Le naufrage de l'État féodal bohémien à la bataille de la Montagne Blanche (Bílá Hora) est pour l'histoire tchèque une coupure décisive en vertu de laquelle l'histoire se divise en « avant » et « après » la Montagne Blanche. L'impact de mesures qui restèrent en vigueur jusqu'en 1848, et pour certaines jusqu'en 1918, fut globalement et hâtivement qualifié d'« antitchéque », alors que la politique de Ferdinand II se fondait exclusivement sur sa volonté d'imposer le catholicisme et sur des considérations absolutistes et dynastiques. La Montagne Blanche permit d'accuser le centralisme viennois, le catholicisme et la germanité de tous les maux ultérieurs ; la « compensation des injustices infligées au peuple tchèque » par les Habsbourg et les Allemands après 1620 servit aussi bien en 1918 qu'en 1945 à justifier les modifications profondes de la structure sociale. Les termes de « Montagne Blanche » et de *temno*, les « ténèbres », qui lui succèdent ont gardé une charge traumatique jusque dans la société tchèque moderne et renforcé une tendance à glorifier la période d'avant la Montagne Blanche, celle du hussitisme, de l'utraquisme et

des ordres. Le long combat, qui lui succéda et triompha finalement, pour la langue tchèque et la reconnaissance d'une appartenance nationale, pour la justice sociale et le bien-être matériel, et enfin pour un État souverain, est souvent abusivement présenté comme anti-allemand, anti-Habsbourg et anticatholique. Cette appréciation mésestime le fait que la part allemande de la population bohémienne a subi la même répression, mis à part un avantage linguistique. Même s'il est impossible de distinguer nettement entre les mesures religieuses et politiques, l'assimilation simpliste des objectifs des Habsbourg à ceux de Rome dans les interventions brutales de la Contre-Réforme a favorisé la légende qui fait de la recatholicisation du pays un outil au service de buts pro-allemands et anti-tchèques ; cette interprétation oublie elle aussi allègrement que le clergé tchèque a accompli cette tâche de façon autonome, et que l'utraquisme qui avait tant influencé la pensée féodale dans la période précédant la Montagne Blanche était théologiquement très proche du protestantisme allemand et surtout du luthéranisme.

L'ENRACINEMENT DE L'ABSOLUTISME ET LE BOULEVERSEMENT DES STRUCTURES POLITIQUES ET SOCIALES APRÈS 1627

L'ascension et la chute de Wallenstein

Pendant la guerre du Palatinat (1621-1624), qui scella le destin de Frédéric V de Palatinat, les pays bohémiens restèrent à l'écart des principaux combats, même si Gábor Béthlen dévasta la Moravie et la Silésie et si le margrave de Jägerndorf parvint à s'installer en Moravie occidentale. En 1624, l'Angleterre, la France, le Danemark, la Suède, Venise, la Savoie et d'autres puissances plus modestes commencèrent à s'allier contre les Habsbourg, et la guerre du Danemark éclata en 1625, mais le roi Christian IV de Danemark, soutenu par Ernst von Mansfeld et Christian d'Halberstadt, ne parvint pas à s'imposer face à la suprématie des Habsbourg. La supériorité militaire des impériaux reposait pour l'essentiel sur Albert de Wallenstein (z Valdštejna), qui avait proposé en 1623 de lever à ses frais et contre dédommagement ultérieur une armée d'au moins 20 000 hommes. Né en 1583 dans un milieu plutôt modeste, orphelin dès 1595 et élevé dans la foi luthérienne par son tuteur Heinrich Slavata de Chlum, il s'était converti au catholicisme vers 1606 et avait épousé, par l'entremise des jésuites, une dame relativement âgée qui lui laissa une fortune importante à sa mort en 1614. Wallenstein avait déjà rendu de grands services financiers et militaires à Ferdinand II avant et pendant le soulèvement

bohémien. La récompense qu'il reçut pour ses prêts, ses dépenses militaires et les dommages subis du fait de la guerre fut assez conséquente pour lui permettre d'acquérir au nord de la Bohême, aux environs de Frydlant (Friedland), Liberec (Reichenberg) et Jičín (Jitschin), un ensemble homogène de terres sur lesquelles Ferdinand confirma sa souveraineté en lui conférant le titre de prince le 12 mars 1624. Le 13 juin 1625, Wallenstein fut nommé duc de Friedland. Cette ascension rapide lui permit d'épouser en secondes noces Isabelle d'Harrach, fille d'un des politiciens les plus influents de la cour de Vienne ; elle ne lui valut pas que des partisans et des amis, mais fit aussi beaucoup de jaloux qui suivirent son ascension avec une méfiance extrême. Sur les champs de bataille de la guerre de Trente Ans, Wallenstein fut plus un grand entrepreneur, maîtrisant parfaitement la logistique et l'organisation, qu'un stratège génial et un chef de guerre.

Nommé « *capo* de tout le peuple impérial » le 7 avril et général le 25 juillet 1625, il leva en Bohême occidentale une armée qui lui permit de défaire les forces hostiles aux Habsbourg sur le sol allemand, en étroite collaboration avec Tilly, qui commandait les forces de la Ligue. Les armées danoises, souvent dirigées par des exilés bohémiens, ne purent conserver que peu de temps la Moravie septentrionale, Děčín, Troppau et Jägerndorf. Les nouveaux soulèvements qui se produisirent alors en Valachie morave et dans les villes de Moravie dégénérèrent en jacqueries dans le centre et le nord-est de la Bohême. En juin 1629, Christian IV fut contraint de signer la paix de Lübeck. Wallenstein avait alors déjà reçu en récompense de ses mérites, en 1627, la principauté silésienne de Sagan, en possession héréditaire, et, en 1629, le duché de Mecklembourg, en fief impérial. Par l'Édit de restitution du 6 mars 1629, Ferdinand II ordonna la restitution à l'Église catholique des biens ecclésiastiques qui lui avaient été enlevés depuis la paix religieuse d'Augsbourg de 1555, soulevant la protestation des ordres protestants de l'Empire jusqu'alors loyaux, et celle de Wallenstein qui exprima publiquement son mécontentement. Ferdinand céda alors aux pressions des princes électeurs rassemblés à Ratisbonne, en désavouant le plus victorieux de ses généraux et en le congédiant en septembre 1630. Peu avant, le 6 août, le roi Gustave Adolphe de Suède avait débarqué à Usedom avec une petite armée de 12 500 hommes, dont de nombreux exilés bohémiens ; il remporta des succès rapides, notamment après la conclusion d'une alliance avec la France le 23 janvier 1631. Sa victoire écrasante sur les armées impériales commandées par Tilly, le 17 septembre, signifia pour Ferdinand II la perte de l'ensemble de l'Allemagne du Nord.

En dépit d'une apparente indifférence, Wallenstein avait été profondément affecté par son renvoi ; il n'avait pas repoussé les contacts pris par Henri Mathias comte de Thurn, ancien chef des insurgés et

à présent maréchal de l'armée suédoise, où avait été évoquée l'éventualité de lui donner la couronne bohémienne s'il changeait de camp. Thurn, désormais commissaire général du royaume de Bohême, s'était emparé de Prague pendant quelques jours seulement, venant de Saxe, puis Jean-Georges d'Arnim, à la tête des troupes saxonnes, avait également occupé les vallées de l'Elbe et de l'Ohře et la Bohême centrale. Ils furent suivis d'une vague d'exilés, qui espéraient retrouver en Bohême leurs biens et leurs positions antérieures et rétablir l'ancien ordre politique et religieux. L'empereur aux abois n'eut plus d'autre choix que de négocier avec Wallenstein qui, avant même la conclusion d'un accord formel en avril 1632, reprit ses fonctions de général et les combats contre la Suède, s'empara de Prague le 25 mai, achevant le 6 juin de bousculer les dernières armées ennemies par-delà les frontières et annonçant triomphalement à Vienne : « *Böhmen ist liberirt.* » Après la défaite des Suédois à Nuremberg, Gustave Adolphe trouva la mort à la bataille de Lützen le 16 novembre. Wallenstein y subit lui aussi des pertes sévères et ses troupes fortement diminuées durent prendre leurs quartiers d'hiver en Bohême. Il reprit alors ses négociations avec la Suède et la France, la Saxe et le Brandebourg, ce qui éveilla à nouveau les soupçons de la cour de Vienne et l'idée que l'indépendant et imprévisible maréchal pourrait à nouveau changer de camp et conserver pour lui la couronne de Bohême. Malgré des succès militaires en Silésie (victoire de Steinau sur les Suédois le 12 octobre 1633) et en Allemagne du Sud, ses adversaires retrouvèrent l'oreille de l'empereur, notamment lorsque Wallenstein refusa de quitter Ratisbonne et fit prêter à ses officiers un serment de fidélité personnelle le 13 janvier 1634 à Plzeň. Persuadés que Wallenstein, gravement malade, n'avait plus aucun intérêt personnel à prolonger les combats et envisageait de rejoindre la coalition suédo-saxonne devant les menaces de déposition et d'arrestation, ils le firent assassiner, avec ses plus proches conseillers, Trčka, Kinský, Illow et d'autres, par un groupe d'officiers fidèles à l'empereur. Après de longues tractations et de généreuses promesses, le commandement de l'armée fut confié aux adjoints immédiats de Wallenstein, les comtes Mathias Gallas, Franz Octavio Piccolomini, Rudolf Colloredo, Johann Aldringen, et au général Baltazar de Marradas.

Les conséquences de la mort de Wallenstein

Pour les pays de la couronne bohémienne, la mort de Wallenstein marqua une rupture profonde. À partir des années suivantes, une seconde vague de redistribution des terres provoqua en effet l'afflux de la plupart des familles non « autochtones » qui allaient donner à la noblesse son caractère particulier. Les possessions de Wallenstein,

estimées à elles seules à environ 15 millions de florins, et les biens de ses amis bohémiens furent donnés en récompense aux généraux et officiers passés dans le camp impérial ; à cette occasion, Gallas reçut entre autres Friedland et Reichenberg, Piccolomini la souveraineté sur Nachod et Aldringen, anciennement à Trčka, et les terres de Teplitz, autrefois propriété de Kinský. Mais Slavata, Colloredo, Isolani, Morzin et Henri comte Schlick furent aussi généreusement dotés par Ferdinand II, ainsi que l'héritier au trône, l'ordre des Jésuites et les assassins eux-mêmes *. À cette même époque, les familles Sporck, Clary, Clam, Beaufort-Spontin, Collalto, Coudenhove-Calergi, Serenyi et d'autres familles de la grande noblesse acquièrent des biens importants, frayant la voie à l'arrivée pacifique ultérieure des Auersperg, Berchtold, Fürstenberg, Haugwitz, Herberstein, Hohenlohe, Khevenhüller-Metsch, Larisch, Rohan, Schönborn, Nostitz, Löwenstein, Schönburg-Hartenstein. Grâce à une politique d'attribution généreuse de l'*inkolat*, entre 1627 et 1656, 417 personnes furent admises dans la *Landmannschaft* et se fondirent au fil du temps avec les familles de la vieille noblesse des seigneurs bohémiens : Sternberg, Lobkowitz, Czernin, Kinský, Martinic, Slavata, Wallenstein, Bubna, Deym et Kolowrat. Entre 1615 et la fin de la guerre de Trente Ans, le nombre des familles relevant de l'ordre des seigneurs était passé de 194 à 297, dont 169 membres « anciens » de la haute noblesse et 128 admis récemment. En Moravie aussi, les seigneurs autochtones étaient majoritaires : 39, contre 27 admis grâce à l'*inkolat*. Des intérêts communs, une même vision du monde, un lien étroit à la religion catholique et une dépendance croissante à l'égard de la maison impériale favorisèrent l'apparition de la nouvelle société aristocratique qui, grâce à l'esprit de la Contre-Réforme et de la civilisation baroque, et en dépit de son hétérogénéité nationale, se vécut de plus en plus spontanément comme le représentant naturel des pays de la couronne de Bohême. La noblesse terrienne, plus profondément atteinte par la guerre, dut souvent quitter des domaines plus petits et gagner sa vie dans l'armée impériale, ou renoncer à ses privilèges et prendre une profession bourgeoise. Le nombre des chevaliers passa ainsi en Bohême de 938 à 573 familles, dont 457 anciennes et 116 nouvelles ; en Moravie, il ne restait plus que 35 anciennes familles à côté des 30 nouvellement admises. Du fait de la guerre de Trente Ans, et de façon plus ou moins contrainte, entre deux tiers et trois quarts des terres changèrent ainsi de mains ; confiscations, expulsions, acquisitions, opérations militaires et attri-

* Dès le 6 mars 1634 le domaine de Hirschberg de Wallenstein et le titre de comte furent attribués à Walter Butler ; John Gordon reçut les domaines de Smidar et Skřivan, Walter Deveraux les possessions à Dobrovitov, Chlum et Krchleby, et Walter, comte Leslie, la seigneurie de Neustadt an der Mettau. (N.d.A.)

butions d'*inkolat* contribuèrent ainsi aux changements démographiques et, à plus long terme, à la restructuration économique du pays.

Après l'assassinat de Wallenstein, les armées suédoises et saxonnes avaient envahi le nord de la Bohême, puis occupé Prague. L'armée impériale conduite par le dauphin Ferdinand III reprit Regensburg en juillet 1634 et vainquit une armée suédoise à Nördlingen les 5 et 6 septembre, obligeant les attaquants à se retirer et à entamer des négociations. Par la paix de Prague du 30 mai 1635, l'empereur dut renoncer définitivement à la Lusace, gagée depuis 1620 et qui devint possession héréditaire du prince électeur Jean-Georges de Saxe ; il perdait ainsi une province prospère de 9 000 km² qui avait été partie intégrante de la couronne de Bohême depuis 1319 pour la Haute-Lusace et depuis 1367 pour la Basse-Lusace. Bien que Ferdinand II ait dû concéder des libertés religieuses modestes aux luthériens dans certaines parties de la Silésie, il parvint à éluder les demandes de libertés particulières pour les autres non-catholiques encore présents et de concessions pour les exilés. Après le ralliement du Brandebourg et d'autres princes protestants à la paix de Prague, l'espoir d'une fin rapide des combats s'accrut.

La même année, cependant, l'entrée en guerre de la France aux côtés des Suédois relança les hostilités. À la mort du très croyant Ferdinand II, le 15 février 1637, la succession de son fils Ferdinand III (1637-1657) était assurée aussi bien dans les pays héréditaires des Habsbourg que dans l'ensemble de l'Empire, mais la situation militaire des impériaux était plutôt délicate. En mai 1639, les troupes suédoises conduites par le général Johan Banér pénétrèrent en Bohême ; elles ne purent prendre Prague, et leur occupation de l'est du pays n'en fut que plus brutale. L'armée dirigée par le nouvel évêque d'Olomouc, l'archiduc Léopold Guillaume, réussit enfin à les chasser au début de l'année 1640. En 1642, une nouvelle armée suédoise commandée par Torstensson envahit la Silésie et la Moravie du Nord, et s'empara d'Olomouc le 14 juin. Sa victoire sur les impériaux près de Breitenfeld, le 2 novembre, lui permit de s'installer durablement en Bohême et de mettre le siège devant Brno en septembre 1643. Des négociations de paix se déroulaient à Münster et Osnabrück depuis décembre 1644, mais les combats faisaient à nouveau rage en Bohême, où, les 6 et 7 mars 1645, les troupes de Torstensson infligèrent une défaite écrasante aux impériaux à Jankau au sud de la Bohême. Le successeur de Béthlen au trône de Transylvanie, Georges I^{er} Rákóczi, s'était à son tour soulevé contre l'empereur et semblait pouvoir donner un tournant décisif à la guerre en s'alliant aux Suédois qui campaient sous les murs de Vienne. Les exilés bohémiens qui affluaient à nouveau dans le pays espéraient abolir la *Landesordnung* abhorrée en cas de chute des Habsbourg et restaurer la situation anté-

rieure à 1620. Brno ne capitulant pas, en dépit d'un second siège qui dura de mars à août 1645, et les impériaux ayant reçu des renforts de l'Empire, Torstensson dut se replier vers la Saxe avant d'avoir pu faire sa liaison avec Rákóczi, et le prince de Transylvanie fit volte-face à la paix de Linz, le 16 décembre 1645.

Les adversaires des Habsbourg avaient défendu à la table des négociations la revendication des nobles bohémiens émigrés de voir restaurer le système féodal et de restituer les biens confisqués, mais ils n'avaient réussi qu'à rapprocher des positions de l'empereur Ferdinand III les anciens et nouveaux seigneurs restés dans le pays, qui pouvaient craindre pour leurs acquisitions récentes. Dans la phase ultime des combats, le sort avait basculé à nouveau en faveur des impériaux, et les négociateurs viennois ne purent arriver à un accord sur les questions bohémiennes. Les émigrants reprirent encore espoir lorsque les troupes suédoises du général Königsmarck envahirent à nouveau la Bohême en juillet 1648 et s'emparèrent à Prague, par un coup de main, de Malá Strana et du château le 26 août. La nouvelle de la signature de la paix le 24 octobre ne fut pas le signal de la fin de l'occupation étrangère : il fallut attendre le 30 novembre 1649 pour que les Suédois quittent Prague, en emportant avec eux un butin artistique et culturel inestimable ; Olomouc ne fut évacué qu'après la ratification des traités et le paiement de 20 000 thalers en juillet 1650.

La Lusace avait été définitivement perdue en 1635 par les traités de Münster et Osnabrück, qui la cédaient à la Saxe, mais Ferdinand III avait réussi à défendre ses possessions bohémiennes à la date de 1620. Les duchés silésiens d'Oppeln et Ratibor gagés à la Pologne au cours de la guerre de 1645 contre les Suédois furent rachetées dans le courant de l'année ; le petit duché de Jägerndorf cédé en 1621 à Jean-Georges de Brandebourg, et concédé à Charles de Liechtenstein, qui s'empara par la suite de la principauté limitrophe de Troppau, allait devenir une pomme de discorde entre les Habsbourg et les Hohenzollern, le grand électeur Frédéric-Guillaume rappelant à chaque occasion les prétentions de sa maison. Les pays bohémiens n'avaient pas eu à souffrir directement de la guerre par comparaison avec d'autres territoires de l'Empire, mais la guerre de Trente Ans y avait causé d'énormes dégâts humains et matériels.

Les ravages de la guerre

Les régions fertiles occupées par les Tchèques de Bohême intérieure et de Moravie avaient été particulièrement touchées. Pendant cette longue guerre, du fait de l'immigration en provenance des pays voisins, la part de la population germanophone s'accrut lentement dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Elle atteignit près d'un cin-

quième en Bohême et en Moravie, et même plus des deux cinquièmes de la population totale des pays de la couronne bohémienne en raison de sa forte implantation en Silésie. La révision des rôles fiscaux (*Berni rula*) entre 1653 et 1655 permit de constater que la population de Bohême était tombée au-dessous du million, comme celle de la Silésie, alors que celle de la Moravie comptait moins de 500 000 habitants. Environ un tiers des habitants de 1618 avait disparu du pays du fait de l'expulsion des non-catholiques, des opérations militaires, des famines et des épidémies : la majorité des victimes était due à la peste qui frappa à plusieurs reprises (1624, 1639, 1642, 1645, 1647, 1649). En 1654, on dénombrait en Bohême (non compris le comté de Glatz et la vieille terre d'Empire [*Reichspfandschaft*] d'Eger, qui jouissaient d'un statut spécial) 68 villes royales et 87 villes assujetties, 396 marchés, 11 000 villages et 1 364 principautés, mais le recensement des principaux dommages de guerre dénombra 80 villes, 813 villages et 215 châteaux. En Moravie, sur les 7 villes royales et les 60 villes vassales, les 190 marchés et les 2 607 villages, 22 villes, 333 villages et 63 châteaux avaient subi de graves dommages du fait des combats et des incendies. De nombreux paysans avaient abandonné leurs fermes et s'étaient enfuis dans les forêts pendant les combats et en réaction à la recatholicisation, mais aussi en raison de la sécheresse de 1650 et de la famine qui s'ensuivit et ravagea un pays autrefois prospère. Les correspondances et les descriptions des contemporains restituent l'ampleur des dévastations, des destructions et des souffrances des populations, mais aussi l'espoir vivace d'une amélioration et d'une reconstruction rapides dès le retour d'une paix ardemment désirée.

Le plus difficile fut de sensibiliser la bourgeoisie des villes. L'émigration forcée et massive des protestants avait réduit brutalement la population urbaine, parfois à moins de la moitié ; en 1654, un quart des maisons des villes assujetties et un tiers de celles des villes royales étaient encore inoccupées. À Prague, dès 1656, 27 000 habitants vivaient dans 2 500 maisons environ, mais la moitié des habitations étaient encore vides. Dans les autres grandes villes, la population ne se reconstitua que très lentement aussi, en dépit d'essais désespérés de repeuplement. Malgré les pillages et les destructions, la population des villes avait dû supporter l'essentiel de la charge financière de la guerre, puisqu'un *extraordinarium militare* s'était ajouté aux habituels impôts sur les habitations et sur la bière. Le privilège d'autorisation des impôts par la diète avait été vidé de son sens par l'empereur qui interdit d'assortir cette autorisation de « restrictions inopportunes » susceptibles de nuire au pouvoir royal, ou au rang et à la dignité du souverain. Comme avant 1618, des sommes considérables quittaient le pays dont les dernières réserves furent ainsi épuisées. L'argent manqua souvent aux petits artisans pour acheter des matières premiè-

res ; le commerce transfrontalier avait pratiquement cessé. La stagnation du commerce et de l'artisanat et le poids des dettes amenèrent la mise en place d'une « commission pour la négociation des dettes des villes » en 1650, mais ses effets positifs ne se firent sentir qu'à partir des années 1670.

Les paysans se plaignaient eux aussi ouvertement de l'insuffisance de la masse monétaire qui ne leur permettait pas de tirer de revenus satisfaisants de leurs produits, alors qu'ils étaient lourdement imposés. Le nombre des exploitations diminua de moitié pendant la guerre, passant de près de 150 000 à 82 800, mais il remonta à 107 000 en Bohême proprement dite dès 1654. Une transformation profonde s'amorça pendant les années de guerre dans la structure des seigneuries foncières, qui se concentrèrent de plus en plus pour former des domaines considérables et se spécialisèrent souvent dans la production de céréales et de viande pour les marchés étrangers. Elle frappa particulièrement les petits paysans asservis, dont les seigneurs exigeaient toujours la même charge de travail, alors que leur nombre avait diminué, et augmentaient les contributions fiscales afin de confisquer leurs biens et de compenser ainsi les pertes subies pendant la guerre. De plus, les nouveaux propriétaires étaient souvent totalement ignorants des coutumes et de la mentalité de leurs nouveaux sujets, voire totalement indifférents, et l'ancien sentiment patriarcal de responsabilité vis-à-vis des paysans laissa la place à une exploitation brutale de la force de travail agricole, à une augmentation des corvées attelées et à bras, qui occupèrent désormais en moyenne trois jours par semaine sur toute l'année, et même davantage pendant les labours de printemps, les fenaisons et les récoltes. La Moravie avait adopté avec succès l'usage de traiter devant le tribunal d'instance les plaintes déposées par les sujets auprès du gouverneur, et la *Verneuerte Landesordnung* de Bohême avait autorisé les paysans à s'adresser, dans leurs conflits avec les seigneurs fonciers, à la cour d'appel de Prague, qui pouvait également être sollicitée en cas de condamnation à mort. La protection de l'État ne suffit cependant pas à contenir efficacement les abus des propriétaires fonciers. L'amertume et la révolte des paysans s'accrurent et débouchèrent pour la première fois en 1680 sur un soulèvement de grande ampleur.

À l'issue de la guerre, certains des généraux étrangers qui avaient été récompensés par des donations et des achats de terre dans les pays bohémiens s'en désintéressèrent bientôt et s'en séparèrent. En 1654, trois cinquièmes des paysans avaient pour seigneurs d'anciens nobles et deux cinquièmes de nouveaux nobles. Les aristocrates contrôlaient déjà 60 % des terres cultivables de la Bohême ; les biens d'Église représentaient 12 % du sol et la part des chevaliers avait chuté à 10 %. La situation était analogue en Moravie, mais l'Église y possédait déjà

un cinquième des terres, le roi et les villes se partageant le reste. Le processus de concentration amorcé en 1620 avec la constitution de latifundia gigantesques avait mis le tiers des terres nobles entre les mains d'un petit nombre de magnats, dont les Lobkowitz, les Sternberg, les Liechtenstein, les Eggenberg et les Dietrichstein ; 3 % d'autres familles de la haute noblesse possédaient un cinquième du sol et les 95 % restants de familles nobles devaient se contenter de l'autre moitié des seigneuries foncières. Les seules possessions des Liechtenstein représentaient 18,2 % de la Moravie et 16 795 foyers assujettis ; les domaines des Dietrichstein en représentaient encore 5,2 %. En Silésie, et surtout en Haute-Silésie, la petite noblesse des chevaliers, largement germanisée, avait réussi à se maintenir. Mais, ne fût-ce qu'en raison de leurs moindres moyens financiers, ils n'entretenaient aucun contact avec leurs homologues bohémiens et moraves mieux nantis. Les grands propriétaires s'acquittaient de leurs dettes par des opérations financières souvent risquées, en tirant parfois même des bénéfices, tandis que les petits et moyens propriétaires étaient obligés de faire de gros emprunts au remboursement souvent malaisé en raison des faibles revenus de la seule production agricole. Les seigneurs fonciers ne se contentèrent pas de fixer le prix des produits de leurs paysans, ils les contraignirent souvent à se fournir auprès d'eux en objets d'usage courant, vêtements, nourriture et boissons, se dotant ainsi d'un nouveau moyen de combler leurs dettes aux dépens de leurs paysans. La transformation alors en vogue des châteaux des domaines, des palais de Prague et des résidences de Vienne dans le goût baroque, et les constructions nouvelles et prestigieuses accrurent encore le besoin d'argent et les charges des sujets atteignirent un niveau intolérable.

La mise en place d'une administration centralisée

La promulgation de la *Verneuerte Landesordnung* et la nécessité dictée par la guerre de prendre des décisions rapides et de contrôler de façon optimale les ressources des pays de la couronne avaient été, sous Ferdinand I^{er}, l'occasion de renforcer la centralisation de l'administration générale de l'État. Les institutions créées par Ferdinand I^{er} dans le cadre de l'ordonnance (*Hofstaatsordnung*) de 1527 avaient été fort utiles. Le conseil privé (*Geheime Rat*), composé de conseillers choisis par le souverain et des plus hauts dignitaires de la cour, fixait les lignes directrices de la politique extérieure et traitait des questions dynastiques. Depuis les protestations bohémiennes de 1537, le conseil aulique (*Hofrat*), auquel appartenaient aussi certains membres du *Geheime Rat*, ne servait plus que d'instance judiciaire suprême pour les pays héréditaires autrichiens. La chancellerie de Bohême, réorga-

nisée en 1559, était l'organe exécutif, et la Chambre des comptes (*Hofkammer*), plus importante, contrôlait l'ensemble de l'administration financière. Le Conseil de la guerre (*Hofkriegsrat*), mis en place en 1556, ne tenait compte ni des frontières nationales, ni des particularismes ; il représentait une véritable institution centrale, dont les compétences dépassaient les seules affaires militaires en temps de crise. D'autres tentatives des possessions des Habsbourg pour exercer leur droit de délibération et d'intervention dans les diètes générales avaient été bloquées, selon les circonstances, par la couronne ou par les ordres des différents pays ; à partir de 1619, il n'y eut plus de tentative sérieuse de convoquer une diète générale, même pour les seuls pays de la couronne bohémienne, et les délibérations se firent en ordre dispersé, les Bohémiens à Prague, les Moraves à Brno et les représentants des principautés silésiennes à Breslau. Au nom d'anciens particularismes, on vit même se réunir des représentations spécifiques dans le comté de Glatz et l'ancienne terre d'Empire d'Eger.

Le déplacement de la chancellerie de Bohême à Vienne en 1624, conçu au départ comme une mesure provisoire, prit bientôt un caractère définitif ; organe suprême de l'administration et la justice pour tous les pays bohémiens, elle resta sous la surveillance du chancelier qui résidait lui aussi de façon permanente à la cour impériale. L'influence croissante du souverain et des organes de la cour restreignit un peu plus l'autonomie constitutionnelle affichée à l'extérieur ; les gouvernorats (*Statthalterei*) étaient en effet soumis exclusivement à la tutelle royale en tant qu'organes administratifs dévolus à des princes territoriaux, et le souverain désignait pour cinq ans les fonctionnaires qui lui étaient personnellement assermentés, veillant toutefois à ce que les six charges principales (premier burgrave, grand intendant, grand maréchal, grand chambellan, premier juge, et chancelier) soient confiées aux plus anciennes familles de la noblesse. De même, les responsables des cercles, l'un choisi comme autrefois parmi l'ordre des seigneurs et l'autre parmi celui des chevaliers, ne l'étaient que devant l'empereur, même s'ils étaient principalement chargés des anciennes tâches féodales de maintien de l'ordre dans leur circonscription et étaient payés par les états. À partir du XVIII^e siècle seulement, ils eurent leur mot à dire dans le choix des recrues et la levée des taxes militaires et des impôts. En 1637, la réorganisation administrative de la Moravie en cinq cercles (Olomouc, Brno, Znojmo, Jihlava et Unerské-Hradec) s'accompagna de mesures qui s'étalèrent sur plus de cent ans et visaient à supprimer les privilèges du prince-évêque d'Olomouc, fief du royaume de Bohême, et à soumettre l'ensemble des territoires et des habitants à l'autorité administrative et judiciaire du gouverneur de la Moravie.

Les détenteurs des principautés silésiennes, les Liechtenstein à Jägerndorf et Troppau, les Lobkowitz à Roudnice et Sagan (depuis 1646) et les Eggenberg dans le duché de Český Krumlov, furent dépossédés de leurs droits suprêmes de souverains territoriaux (droits de lever une armée et de disposer d'une représentation extérieure, de légiférer et d'octroyer des privilèges notamment) au profit du pouvoir central absolu. En 1640, les diètes s'étaient vu restituer le pouvoir législatif dans les domaines ne lésant pas le pouvoir royal, mais la noblesse n'avait plus aucun intérêt à participer à des délibérations coûteuses, au point qu'on en vint à déplorer la faiblesse de sa participation.

La *Verneuerte Landesordnung*, avec l'affaiblissement des institutions et l'élargissement considérable des pouvoirs royaux qui en résultèrent, n'avait pas encore suffi à établir fermement l'absolutisme centralisé. Elle avait malgré tout modifié l'équilibre politique en faveur de la couronne de façon si décisive que désormais plus aucune résistance significative ne pouvait être opposée au pouvoir monarchique, d'autant que l'ancienne communauté féodale n'existait plus. Les villes royales avaient été pratiquement dépouillées de tous leurs droits de codécision, déjà fortement entamés. L'ordre des chevaliers, privé de sa base matérielle et amoindri numériquement, avait perdu son ancienne importance politique. Le premier des ordres était désormais celui des évêques et des prélats. Encouragé par la recatholicisation à renforcer le pouvoir royal, il fit preuve de la même loyauté que le fort hétérogène ordre des seigneurs. La distribution généreuse de titres de prince, duc ou comte, le maintien des privilèges personnels, la défense commune de la foi chrétienne et les possibilités de carrière offertes par la cour de Vienne permirent aux grandes familles de magnats de s'identifier totalement aux intérêts de la dynastie des Habsbourg. Cette haute noblesse, à la mentalité très internationale, alliée aux grandes familles catholiques d'Europe, parlait l'espagnol, l'italien, le français, un peu l'allemand et, à l'occasion et très mal, le tchèque. Elle n'avait en général aucun patriotisme marqué, sauf peut-être une ancienne conscience féodale bohémienne. Mais son lien à la monarchie Habsbourg n'était pas très développé, car l'idée d'un État supranational était alors inexistante : le détenteur indépendant de la couronne bohémienne était, par union personnelle, souverain d'Autriche, roi de Hongrie, et empereur du Saint Empire germanique ; en tant que souverain de Bohême, il était prince électeur allemand, margrave de Moravie et suzerain des principautés silésiennes, qui à ce titre possédait en fief impérial les pays de la couronne bohémienne. Dans les cent ans qui suivirent, le déplacement de la résidence impériale à Vienne, la suppression des droits politiques des diètes, le poids croissant des fonctions de la cour impériale

dans l'administration et la dissolution du lien de l'ordre des seigneurs avec son environnement local immédiat firent régresser les pays bohémiens au rang de province toujours importante, mais non plus centrale, de l'Empire Habsbourg.

CHAPITRE VIII
Le centralisme
et l'absolutisme de la monarchie habsbourgeoise
(1648-1740)

LE RÔLE DES PAYS BOHÉMIENS
DANS LA FORMATION DE LA PUISSANCE HABSBOURGEOISE

1648
À la paix de Westphalie, l'empereur Ferdinand III avait dû faire quelques concessions territoriales sur le Rhin supérieur, mais aussi accepter un affaiblissement de sa position dans l'Empire, dont les États ne formaient plus désormais qu'une confédération aux liens distendus. Dès la guerre de Trente Ans, le centre de gravité politique, militaire et socio-économique des Habsbourg s'était déplacé de l'Empire vers les pays héréditaires de la maison d'Autriche, auxquels furent imposés avec succès les deux principes de l'absolutisme et du catholicisme, qui furent au cœur de luttes acharnées jusqu'à l'épuisement des combattants. Au cours de l'évolution ainsi amorcée dans la maison des Habsbourg, l'idée impériale commença à céder le pas devant celle, encore embryonnaire, d'un État supranational qui allait engendrer, non la simple reconnaissance de l'existence d'un groupement de pays, mais la conscience d'une communauté d'appartenance au-delà des anciennes frontières nationales et l'apparition d'un patriotisme commun à tous les États. Cette centralisation déguisée de l'appareil d'État exigeait le démantèlement des dernières traces du pouvoir féodal, ainsi que l'uniformisation religieuse et l'imposition de réformes économiques d'inspiration mercantiliste. Malgré le maintien d'une autonomie formelle du royaume et d'institutions gouvernementales et administratives spécifiques, les pays de la couronne bohémienne furent systématiquement intégrés à cet État centralisé, même si les diètes, aux prérogatives limitées depuis 1627, conservèrent des bribes d'autonomie aussi bien dans l'administration et la justice féo-

dales que dans la souveraineté directe de la noblesse exercée sur l'écrasante majorité représentée par la population rurale asservie.

La situation extérieure

La guerre achevée, Ferdinand III et son nouveau chancelier pour la Bohême, Johann Hartwig comte Nostitz (1652-1683), se consacrèrent à deux problèmes : la recatholicisation et la reconstitution de la capacité financière et donc économique. La complexité de la politique extérieure donna à la reconstruction économique une importance particulière. Le traité de Zsitva-Torok de 1606 avec la Porte ottomane put être renouvelé, mais les préparatifs militaires devinrent inévitables lorsque Charles X Gustave de Suède chercha à prendre pied en Pologne en 1655. La proximité d'une dynastie protestante pouvait en effet avoir valeur de signal pour de nombreux non-catholiques des provinces de Silésie et de haute Hongrie (Slovaquie) et modifier de façon décisive l'équilibre des forces dans l'est de l'Europe centrale. Le roi de Pologne Jean II Casimir, fortement menacé, chercha refuge auprès des Habsbourg en Silésie et signa un armistice avec la Russie le 3 novembre 1656 grâce à la médiation de l'empereur, qui l'assura des subsides autrichiens à partir de décembre. L'intervention du Brandebourg, du Danemark, de Moscou et du khan de Crimée transforma le conflit en une politique de terre brûlée, où l'intervention active de Georges II Rákóczi, prince de Transylvanie, entraîna plus encore la monarchie des Habsbourg et réveilla le danger d'une nouvelle guerre turque. Avant toute solution diplomatique, Ferdinand III mourut le 2 avril 1657, et il revint à son successeur d'accorder une nouvelle aide à ses alliés polonais par le traité de Vienne du 27 mai 1657. La médiation française permit de faire la paix avec le Brandebourg (traités de Wehlau et Bromberg des 19 septembre et 6 novembre 1657) et la Suède (paix d'Oliva du 3 mai 1660).

Depuis longtemps, l'empereur avait cherché à obtenir la reconnaissance de son fils du même nom, qui avait été élu roi des Romains dès 1653. Elle ne posa aucun problème dans les pays bohémiens, mais Ferdinand IV mourut de la petite vérole dès 1654. Son frère Léopold I^{er} (1657-1705), d'abord destiné à l'état religieux, fut alors proposé à sa succession et tout aussi aisément accepté par les Bohémiens. Il bénéficiait de la confiance personnelle de nombreux seigneurs et chevaliers (dont Jan Humprecht Czernin de Chudenitz, François Auguste de Wallenstein, le premier burgrave Martinic et différents « nouveaux » nobles bohémiens), qui disposaient de représentants majeurs aux postes décisifs de la cour, avec le comte Nostitz, chancelier, le prince Venceslas Eusebius Lobkowitz, président du Conseil de la guerre, et Johann Adolf Schwarzenberg, grand inten-

dant de l'archiduc Léopold Guillaume. Les interventions françaises obligèrent ce souverain de dix-sept ans à batailler pendant plus de quinze mois pour se faire élire empereur le 18 juillet 1658. L'espoir qu'il rendrait à l'ordre noble ses anciens privilèges et allégerait des charges fiscales toujours plus lourdes fut vain. Celui de voir Prague redevenir résidence impériale s'avéra tout aussi irréaliste. Au cours de son séjour à Prague pour son couronnement, pendant l'hiver 1657-1658, il manifesta assurément une certaine compréhension pour les doléances qui lui furent présentées mais ne se montra pas disposé à changer d'orientation. L'aggravation de la situation politique sur la frontière orientale ramena en outre toute son attention sur la politique étrangère.

Par ses entreprises hostiles aux Habsbourg et sa volonté d'agrandir sa principauté de Transylvanie, Georges (György) II Rákóczi avait éveillé à la fois la méfiance de la cour de Vienne et l'hostilité du sultan, qui profita de la fin des combats en Pologne pour intervenir dans la principauté et, en mai 1660, vainquit Georges II, qui mourut des blessures reçues au cours de la bataille. Les Habsbourg ne pouvaient tolérer de voir les Turcs s'implanter durablement en Transylvanie. Une nouvelle guerre s'engagea, dans laquelle la Slovaquie et la Moravie du Sud furent entraînées à partir de 1663. Après la victoire de Sankt Gotthard an der Raab, le 1^{er} août, la paix, conclue de façon précipitée le 10 août 1664 à Vasvár (Eisenburg), n'apporta aucune amélioration aux positions autrichiennes. Une fois encore, les pays bohémiens durent supporter une grande part des impôts de guerre et participer de façon disproportionnée aux dépenses entraînées par la répression de la conjuration d'aristocrates hongrois (Zrínyi, Nádasdy) et par celle de la rébellion des Kuruc, dirigée par Imre Thököly et soutenue par la Porte et la Transylvanie, au moment précis où les Habsbourg étaient en guerre ouverte avec la France de Louis XIV. L'accroissement régulier de la pression fiscale et les charges à la limite du supportable qui pesaient sur les paysans déclenchèrent des soulèvements et suscitèrent aussi les réserves des ordres bohémiens, qui ne se satisfaisaient plus de voir le prince Lobkowitz présider en tant que Premier ministre à la définition de la politique étrangère depuis 1669. N'ayant pas su éviter la guerre avec la France à propos des Pays-Bas et ayant provoqué la résistance de la Hongrie par la rudesse de son action, Lobkowitz fut démis de ses fonctions par Léopold en 1674 et renvoyé sur ses terres de Bohême. L'insatisfaisante paix de Nimègue (10 août et 17 septembre 1678, 5 février 1679) et la politique d'annexions de Louis XIV émurent peu les états bohémiens, surtout préoccupés par la levée des impôts et des troupes, mais elles provoquèrent la poursuite de l'escalade à l'est de l'Empire des Habsbourg.

L'ambitieux grand vizir Kara Mustapha profita du mécontentement et des aspirations à l'autonomie de la noblesse hongroise pour lancer une attaque de grande ampleur contre Vienne vers 1683. Les efforts des diplomates, issus pour l'essentiel de la noblesse bohémienne (Dominik Andreas Kaunitz, Georg Adam Martinic et Karl Ferdinand Wallenstein), contribuèrent de façon décisive à obtenir l'appui des autres puissances européennes, notamment du roi de Pologne Jean III Sobieski. Le cercle qui s'était refermé sur Vienne depuis le 15 juillet fut brisé le 12 septembre et les troupes turques furent repoussées vers la Hongrie. L'orientation politique ainsi amorcée allait par la suite détacher plus encore la monarchie des Habsbourg de l'Empire allemand et déplacer son centre de gravité vers l'espace danubien et l'est de l'Europe centrale. Après la conquête militaire de la Hongrie (prise de Buda le 2 septembre 1686, victoire de Harsány le 12 août 1687), la noblesse magyare fut obligée d'accepter un régime absolutiste rigoureux et de reconnaître les droits des Habsbourg en lignée masculine à la succession à la couronne de saint Étienne (diète impériale de Bratislava en 1687), comme l'avaient fait les états bohémiens soixante ans auparavant. Après la soumission de la Transylvanie par le traité de Blasendorf le 27 octobre 1687, la prise de Belgrade le 6 septembre 1688 et les victoires du prince Eugène de Savoie (notamment à Zenta, le 11 septembre 1697), le sultan renonça à la Hongrie, à la Transylvanie et à des parties importantes de la Croatie et de la Slovénie, par la paix de Carlovitz, le 26 janvier 1699. Il ne pouvait plus compter non plus sur des diversions françaises sur d'autres fronts, car, le 29 septembre 1697, la paix de Rijswijck avait mis fin à la guerre commencée en 1688 sur le Rhin. Ces succès dus en grande part à la politique avisée de Franz Ulrich Kinsky (1683-1699), chancelier de Bohême devenu Premier ministre, avaient fait de la maison d'Autriche la puissance dominante à l'est de l'Europe centrale. Les espoirs partagés par tous les pays héréditaires de voir s'instaurer une paix durable après des guerres quasi incessantes ne se réalisèrent pas pour autant.

En effet, outre la guerre du Nord, la guerre de Succession d'Espagne éclata en 1701, par laquelle les Habsbourg d'Autriche cherchèrent à imposer leurs droits à la succession de Charles II, dernier représentant de la branche aînée des Habsbourg d'Espagne. L'archiduc Charles, fils cadet de l'empereur Léopold I^{er}, qui s'appuyait sur les prétentions de la branche autrichienne consignées dans les traités internes de la maison, avait pour rival le petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou, qui avait été désigné par testament. Après les paix d'Utrecht (11 avril 1713) et de Rastatt (6 mars 1714), la maison d'Autriche dut renoncer au trône d'Espagne, mais elle avait jeté les bases de sa future hégémonie en Italie en obtenant la Lombardie, Naples et la Sardaigne. Pendant les hostilités en Italie et sur le Rhin supérieur au printemps

1703, une nouvelle rébellion des Kuruc de haute Hongrie s'était déclenchée avec le soutien de la France ; elle s'était étendue jusqu'aux frontières de la Moravie, et François (Ferenc) II Rákóczi en avait profité pour se proclamer l'année suivante prince de Transylvanie. Les insurgés avaient été rejoints par les paysans opprimés, puis par la noblesse terrienne et, après 1707, par une partie des magnats. Rákóczi s'était alors senti assez fort pour obtenir de la diète convoquée à Ónod la destitution des Habsbourg comme rois de Hongrie. Le roi de Suède Charles XII occupait alors une grande partie de la Silésie, et le nouvel empereur Joseph I^{er} (1705-1711) ne put dans un premier temps réprimer l'insurrection par les armes. Seule la convention d'Altranstädt du 1^{er} septembre 1707, qui concédait aux protestants silésiens une liberté religieuse qu'ils avaient arrachée de force, permit de garantir le front nord. Joseph I^{er} put alors écraser le soulèvement hongrois, et la paix de Szatmár, conclue le 29 avril 1711, régla de façon satisfaisante les relations entre les états hongrois et la maison d'Autriche, en échange d'une promesse d'amnistie et de la garantie de quelques privilèges politiques et religieux. Les pays de la couronne de Bohême ne furent affectés qu'indirectement par ces développements.

La guerre se poursuivit cependant. D'abord avec les Turcs en 1714 : ses dates majeures furent la victoire du Prince Eugène à Peterswardein le 5 août et Temesvár le 13 octobre 1716, puis la conquête de Belgrade du 16 au 22 août 1717 ; elle s'acheva le 21 juillet 1718 à la paix de Passarowitz, où la monarchie des Habsbourg reçut le Banat, la Petite Valachie et les districts septentrionaux de la Croatie et de la Serbie avec Belgrade. L'objectif prioritaire de l'empereur Charles VI (1711-1740) était de faire reconnaître la Pragmatique Sanction, qui proclamait l'indivisibilité des pays héréditaires des Habsbourg et la possibilité pour les femmes d'accéder au trône. Il fut ainsi amené à poursuivre une politique extérieure active et à saisir toutes les occasions de faire admettre cette nouvelle règle par les puissances européennes. Malgré l'adhésion à la Quadruple Alliance, le 2 août 1718, le retrait des troupes espagnoles des possessions italiennes et la renonciation définitive des Habsbourg à leur héritage espagnol dans la péninsule Ibérique et outre-mer, la *Monarchia austriaca* était alors à l'apogée de son extension territoriale : elle formait un *imperium* qui s'étendait des côtes néerlandaises à la pointe extrême de l'Italie, de la Silésie à l'Aluta valaque, mais qui n'était pas un tout homogène et continu. Les alliances conclues avec la Russie et la Prusse en 1726 furent à l'origine d'un isolement diplomatique plus que d'une amélioration durable de la position internationale de l'Empire Habsbourg. La Pragmatique Sanction fut pourtant reconnue en 1725 par l'Espagne, en 1726 par la Russie et la Prusse, en 1731 par la dynastie

d'Angleterre-Hanovre et par les Provinces-Unies, en 1732 par le Danemark et l'Empire, en 1733 par la Saxe-Pologne, en 1736 par la Sardaigne et en 1738 par la France. La guerre de Succession de Pologne déclenchée par la mort d'Auguste le Fort le 1^{er} février 1733 faillit dégénérer à son tour en un conflit de grande ampleur entraînant l'Autriche et l'Europe entière. Le traité de Vienne du 3 octobre 1735, qui n'acquiesça de valeur définitive que le 18 novembre 1738, comportait l'acquisition de Parme et de Piacenza, mais aussi l'abandon du royaume de Naples et de Sicile ; il représentait déjà une perte territoriale sensible et un affaiblissement des positions autrichiennes en Italie. Quant à la guerre menée contre les Turcs aux côtés de la Russie, elle s'acheva le 18 septembre 1739 par la paix de Belgrade et la perte de la Serbie et de la Petite Valachie ; la rivalité pour les Balkans avec la puissance montante de la Russie s'y exprima pour la première fois. Si cette période fut d'une importance capitale pour l'évolution ultérieure de la monarchie des Habsbourg, les pays de la couronne de Bohême n'y jouèrent qu'un rôle passif. La montée régulière de la pression fiscale du fait des conflits incessants suscita le mécontentement croissant des ordres, et leur irritation s'accrut lorsque, après Vratislav von Mitrowitz, qui avait été un conseiller influent de Joseph I^{er}, plus aucun membre de la noblesse bohémienne n'accéda à une fonction équivalente, Charles VI préférant s'entourer de conseillers venus d'Italie et des Pays-Bas

La situation intérieure

La centralisation et l'homogénéisation de l'Empire Habsbourg ne laissèrent guère de marge à l'initiative des états dans le domaine intérieur. Les nobles représentant chacun des pays cherchèrent à préserver les derniers restes d'autonomie mais ne purent, dans le meilleur des cas, que défendre les intérêts spécifiques de la Bohême, et beaucoup moins ceux de la Moravie et de la Silésie. Seul leur privilège d'autorisation des impôts permit parfois aux états d'arracher des concessions au souverain, mais, de fait, il fut impossible de reconquérir le terrain perdu ou d'obtenir le respect des promesses faites par la couronne dans ses moments difficiles, car le souverain se contenta, lors des guerres, de convoquer des diètes plus soumises qui lui accordèrent troupes et contributions, et il mita sur la hausse des impôts indirects fondés sur l'accise qui échappaient au contrôle de la diète. Les pays bohémiens étaient redevables d'une part disproportionnée du financement des dépenses globales qui augmentaient très rapidement, et, redoutant troubles et émeutes, les états se contentèrent de limiter au maximum les charges financières qui pesaient sur leurs sujets appauvris, la pénurie monétaire générale risquant en outre de compromettre

la restauration de l'économie urbaine, mais aussi l'industrie naissante. Les diètes convoquées en règle générale tous les ans en Bohême, en Moravie, en Silésie, dans l'ancienne terre d'Empire d'Eger et dans le comté de Glatz ne purent relancer une vie politique animée et inventive. Malgré tout, à partir de 1651, chaque curie put débattre de façon séparée des « affaires mineures », pour autant qu'elles aient trait « au bien du pays et à la préservation d'une situation intérieure paisible », ces questions étant ensuite soumises à un vote à la majorité en collège unique. Les doléances des états (*Nominata*), préparées en commission, devaient être avalisées par le souverain et ne pouvaient être inscrites à l'ordre du jour de la diète qu'après acceptation des propositions royales par le premier burgrave qui, en Bohême, dirigeait la diète en l'absence du souverain. Les participants devaient financer leurs séjours pendant les diètes, et, de ce fait, les délégués des seigneurs, plus riches, participèrent plus aux débats que ceux des chevaliers, alors que le rapport numérique était de quatre cinquièmes, soit une courte majorité, en faveur de ces derniers. Du fait de l'élargissement des thèmes de discussion et de la mise en place de nombreuses sous-commissions où les curies siégeaient en commun, l'intervalle entre les sessions des diètes atteignit huit à neuf mois au XVIII^e siècle. La haute aristocratie qui résidait la plupart du temps à Prague y vit une raison supplémentaire de créer, à force de surenchère architecturale, un cadre digne de fêtes mises en scène avec toute la splendeur baroque.

Le 26 septembre 1709, afin d'éliminer « tout retour et toute trace de cette erreur oubliée depuis longtemps » qu'avait été la rébellion, Joseph I^{er} chargea deux commissions composées de membres des ordres et de juristes et siégeant séparément pour la Bohême et la Moravie de réviser la *Verneuerte Landesordnung* pour l'adapter aux exigences du moment. Elles commencèrent à rassembler les décrets et dispositions complémentaires promulgués depuis 1627/1628, et à les aligner sur la *Verneuerte Landesordnung*, mais l'empereur Charles VI interrompit leurs travaux en 1712. Il autorisa cependant par un décret (*Hofdekret*) du 4 octobre 1714 la mise en place d'une nouvelle instance (*Landesauschuss* ou *Zemský výbor*) qui eut la tutelle de toutes les fonctions assurées par les ordres. Fonctionnant sur une base collégiale et présidée par le premier burgrave, elle était soumise au contrôle des ordres dont elle était l'organe exécutif, et sa compétence principale était l'administration générale de l'économie, au cœur de laquelle se trouvaient, une fois de plus, les questions fiscales. Cette concession ayant reçu un accueil favorable de la noblesse, lorsque la ratification de la Pragmatique Sanction arriva à l'ordre du jour des diètes, Charles VI institua de nouvelles commissions de révision de la *Verneuerte Landesordnung* en 1720. Dans le plus pur esprit abso-

lutiste, l'empereur considérait les pays héréditaires comme la propriété personnelle de la maison Habsbourg, et les diètes des pays de la couronne bohémienne durent se contenter de prendre acte de la Pragmatique Sanction, notamment de la clause d'indivisibilité de l'Empire et des règles de succession, même si les prérogatives des seigneurs fonciers avaient été considérablement accrues (en Bohême le 12 octobre 1720, en Moravie le 17 octobre et en Silésie le 21 octobre). Les propositions en dix-huit points formulées finalement en 1723 par la commission de révision traitaient de la succession, du serment de couronnement, de la division et des privilèges des ordres, de la tenue de diètes, de l'*inkolat*, aussi bien que de l'attribution des charges nationales et héréditaires ou du droit des mines et de la monnaie. Elles restèrent sans suite, et aucun changement n'affected la position juridique des pays de la couronne bohémienne à l'égard du souverain et de la maison des Habsbourg. Les états ne purent que constater avec amertume le déclin des pays de la couronne bohémienne dans le groupe de tous ceux de la monarchie des Habsbourg, ce que confirma le fait que l'empereur Joseph I^{er} ne daigna pas recevoir la couronne de saint Venceslas. L'empereur Charles VI lui aussi, prétextant les risques de guerre et de peste, repoussa les cérémonie du couronnement jusqu'en 1723. Il ne resta plus aux états que la modeste consolation de voir que, grâce au renouvellement (*Readmission*) de sa dignité électorale par Joseph I^{er} en 1708, le royaume de Bohême avait gardé sa première place dans une diète impériale par ailleurs impuissante.

Le système judiciaire ne connut pas de transformation décisive pendant l'absolutisme. Les juridictions civiles (*Landrecht*) exercées par les ordres se transformèrent, sous la concurrence des gouvernorats de Bohême (*Statthalterei*) et de Moravie (*Landeshauptmannschaft*), et des gouvernements (*Regierung*) silésiens, en juridictions exercées par les princes territoriaux soumises depuis 1628 à une instance royale de révision : la cour d'appel de Prague. La législation pénale (*peinliche Halsgerichtsordnung*) mise en place en 1707 en Bohême, en Moravie et en Silésie ne constitua qu'un complément aux législations en vigueur jusqu'alors, dans la mesure où elle se fondait principalement sur la *Constitutio Criminalis Carolina* et sur la procédure judiciaire instituée en 1656 pour l'Autriche au sud de l'Enns. Seules les institutions financières subirent une refonte à la mesure de l'élargissement de leurs tâches. Les Chambres des comptes (*Kammer*) en Bohême et Silésie, l'Office royal des rentes (*königliches Rentamt*) en Moravie restèrent le noyau central de l'administration des finances royales. L'office fiscal de Bohême, organisé collégalement et dirigé par un *prokurator*, eut une importance accrue ; il représentait les intérêts du souverain auprès des villes, de l'université, des couvents et des domaines libres, et surveillait les juges royaux, les fonctionnaires

municipaux et les communautés juives, ainsi que les poursuites pénales et le comportement des seigneurs fonciers à l'égard de leurs sujets. Un office fut créé en 1646 pour améliorer la gestion des recettes du sel, du vin et de la bière. Le développement des banques amena la création d'une administration spéciale en Moravie en 1732. L'unification monétaire entamée sous Léopold I^{er} par la patente du 20 septembre 1692 avait aligné l'ancien calcul par soixantaine de gros sur le florin viennois ; les monnaies frappées à Kutná Hora, Jáchymov et Prague continuèrent toutefois à se distinguer des monnaies moraves et silésiennes : sur les monnaies bohémiennes, le lion bohémien figurait sur l'écu de l'aigle à deux têtes, tandis que la monnaie morave portait les armes des pays héréditaires ou celles de la maison des Habsbourg, qui figuraient aussi sur les monnaies silésiennes à côté des armes de la Silésie. Dès 1637, le découpage en cercles avait été révisé en Moravie, mais, en Bohême, il fallut attendre 1714 et l'intégration de la région d'Elbogen et d'Eger pour que le niveau administratif inférieur des douze cercles soit réorganisé et que le champ de compétences de leurs gouverneurs soit élargi à l'administration et à la perception des impôts, ainsi qu'à la levée des troupes et à l'intendance militaire. L'extinction de la dernière branche des Piast en 1675 fit rentrer dans le giron habsbourgeois les principautés de Liegnitz, Wohlau et Brieg, autrefois indirectement vassales de la couronne de Bohême.

Finances et fiscalité

Pour la maison d'Autriche, la réorganisation des finances publiques et l'accroissement des revenus fiscaux de la couronne de Bohême étaient d'autant plus urgents qu'à partir de 1648 elle dut entretenir une armée de plus de 100 000 hommes et que l'installation de garnisons permanentes, l'extension des fortifications et la construction d'arsenaux engloutissaient des sommes fabuleuses. Malgré les destructions dues à la guerre, les pays bohémiens continuaient à être considérés comme prospères et redevables à ce titre de 60 à 65 % des recettes fiscales de la monarchie. La levée d'une capitation et d'un impôt sur le revenu et sur la fortune avait amené à dresser de nouveaux rôles (*Berní rula*) en 1654 et 1656 en Bohême et à établir, en Moravie, un nouveau cadastre des terres assujetties qui servit de base à la répartition des impôts dus par chaque seigneurie foncière, chaque village et chaque foyer. Les paysans furent classés en taxables à plein, à demi et au quart, selon le nombre d'animaux de trait avec lequel ils accomplissaient les corvées, et indépendamment du rendement de leurs terres. Les seigneurs firent d'abord reposer la totalité des charges sur leurs sujets, qui, par la suite, furent également écrasés par la hausse

régulière des impôts indirects (accises) sur les céréales, le bétail, la viande, les boissons et le tabac, auxquels s'ajoutaient les impôts généraux sur la consommation et les transports. La révision des rôles commencée en 1661 et close en 1682 intégra la superficie de la propriété foncière dans la base de calcul du prélèvement, mais toujours pas la qualité du sol. Les impôts nationaux ayant priorité sur les impôts seigneuriaux, la noblesse terrienne poussa à une nouvelle révision, effectuée à partir de 1711 par une commission permanente chargée de corriger le classement des foyers. Entre 1715 et 1729, des « inspections oculaires » permirent d'inclure la qualité et le rendement du sol dans le calcul des bases d'imposition. Ce travail ne s'acheva qu'en 1747 par l'établissement d'un nouveau cadastre. Alors qu'en 1655 chaque propriété versait en moyenne 8 florins, cette somme s'élevait à 38 florins et 9 kreuzers en 1740. Les impôts versés chaque année par la seule Bohême dépassaient les trois millions de florins depuis 1735. En 1663, les pays de la couronne bohémienne versaient 1,9 millions de florins ; ce montant avait doublé en 1697, pratiquement triplé en 1716 avec 5,4 millions de florins, et plus que quadruplé en 1739 où il atteignit 7,8 millions.

Ces sommes énormes ne purent être rassemblées que parce que, en dépit du principe de la franchise fiscale des ordres, les nobles et le clergé avaient dû rassembler un *Extraordinarium militare*, dont les seigneurs fonciers qui exploitaient en faire-valoir direct de vastes réserves foncières s'acquittèrent plus aisément que les propriétaires qui tiraient l'essentiel de leurs revenus de terres assujetties. Les montants fixes d'impôts demandés aux ordres par la couronne se décomposaient en *Quantum militare* (par la suite *ordinarium*), *Quantum camerale*, *Quantum domesticale* et *Quantum fortificatorium*. La pression fiscale qui augmentait au fil des ans et des guerres compromit la reprise économique, car ces sommes ne profitaient guère au pays et étaient dépensées dans d'autres provinces de l'Empire des Habsbourg. La noblesse pressurant à l'extrême la population serve, la pauvreté crût elle aussi, ouvrant la voie aux émeutes et aux jacqueries. Pendant la grande guerre turque qui suivit 1683, le haut clergé, pourtant totalement acquis à la maison impériale, et dirigé par l'archevêque de Prague Jean-Frédéric de Wallenstein (1675-1694) et par l'évêque d'Olomouc Charles II de Lichtenstein (1664-1695), appela à la résistance contre de nouvelles augmentations d'impôts. A Prague, aux environs de 1690, on calcula fort sérieusement que les sommes acquittées par les pays bohémiens pour libérer la Hongrie auraient permis d'acheter le plus grand et le plus prospère des royaumes. La compréhensible impopularité de dépenses dont les buts politiques ne concernaient que marginalement la Bohême ouvrit la voie à la revendication de plus en plus impérieuse d'une plus grande justice fiscale entre les

pays héréditaires des Habsbourg. Toutes les tentatives pour homogénéiser la législation fiscale et aligner la part versée par les pays bohémiens sur le nombre de ses habitants et sur leur capacité économique restèrent malgré tout infructueuses. Même les observateurs bien-pensants des premières décennies du XVIII^e siècle estimaient que « l'argent liquide est quasi inexistant dans ce pays » et que « le commerce et l'industrie y sont ruinés » parce que « le royaume de Bohême est pressuré jusqu'à la dernière goutte de sang ».

Les révoltes paysannes

Il n'est donc pas étonnant que les serfs, particulièrement opprimés, se soient rebellés contre leurs charges. Dès 1652, un soulèvement s'était produit dans la seigneurie de Teinitz qui appartenait au doyenné de Litoměřice. En 1668, les paysans des domaines des comtes Desfour et Wallenstein s'étaient soulevés et en 1673, toujours à Litoměřice, ils avaient refusé les corvées. De mauvaises récoltes, les pestes récurrentes, qui, en 1679-1680, tuèrent 6 000 personnes dans la seule Prague et 50 000 personnes en Bohême, l'intransigeance de la Contre-Réforme et surtout les impôts réclamés par les seigneurs et par le roi encouragèrent les rébellions. Il y eut bien des propriétaires fonciers qui, dans les périodes de grande misère, animés par un sentiment chrétien de leurs responsabilités et par la conviction qu'un sujet en bonne santé et satisfait est plus consciencieux et plus productif qu'un sujet misérable, se montrèrent prêts à venir en aide à leurs paysans. Mais il y eut aussi beaucoup de petits seigneurs ou de seigneurs de noblesse récente qui, n'aspirant qu'à s'enrichir rapidement, ne s'attachèrent ni aux hommes ni au rendement modeste de leurs domaines. Lors de sa visite en Bohême à l'automne 1679, l'empereur Léopold I^{er} fut submergé de requêtes, mais, après son départ, nombre de pétitionnaires paysans furent arrêtés. Rien ne fut fait pour remédier à leur situation, si bien qu'une révolte éclata en mars 1680 sur les terres du comte Rodolphe Christophe Breda, célèbre pour sa dureté envers les paysans ; elle se propagea rapidement vers le nord de la Bohême, d'Aussig à Friedland, à la région de Trautenau et de Braunau au nord-est, vers l'ouest entre Bischofteinitz et Chomutov, et aussi vers l'intérieur du pays, dans les cercles de Čáslav et Práchen (Prachin) et vers quelques régions de Moravie. Les troupes régulières affrontèrent les rebelles dans quelques escarmouches, et à la fin mai, la paix était à peu près revenue dans le pays. Plus de cent chefs du soulèvement furent exécutés, et plusieurs milliers de personnes condamnées aux travaux forcés ou à la prison. La patente sur les corvées promulguée par l'empereur le 28 juin 1680, les *Pragmatica* de Pardubice, instaura de nouvelles relations entre seigneur foncier et paysan et fixa pour

les corvées un maximum de trois jours par semaine, sauf en cas de moissons urgentes pour lesquelles un travail supplémentaire rétribué pouvait être autorisé.

L'appel à traiter les sujets « chrétiennement et avec clémence » et à observer strictement « l'usage et la loi » ne rencontra aucun écho favorable chez les seigneurs fonciers et les régisseurs de domaine, à en juger par les soulèvements qui se produisirent à nouveau dès la fin de 1680 dans les domaines des comtes Gallas, Friedland et Reichenberg. En 1692, les Chodes, installés dans la région frontalière de la Forêt Bohémienne, se soulevèrent derrière le paysan Johann Sladký, dit Kozina ; par la suite, des émeutes plus limitées se produisirent, qui furent à chaque fois circonscrites et réprimées par l'armée. Outre la situation religieuse et économique, ces soulèvements furent souvent déclenchés par les abus des seigneurs ou de leurs régisseurs. L'empereur Charles VI fut donc amené à promulguer le 22 février 1717 pour la Bohême et le 2 septembre pour la Moravie deux patentes analogues sur les corvées, qui reprenaient pratiquement les *Pragmatica* de Pardubice. À la suite de nouveaux troubles paysans dans la région de Tabor et en Moravie du Sud, une nouvelle patente fut édictée le 27 janvier 1738, qui intégrait quelques améliorations modestes mais ne proposait toujours pas de réglementation fondamentale des corvées, devenues globalement insatisfaisantes et de moins en moins rentables. Les seigneurs furent de plus en plus tentés d'y substituer une taxation en argent, ce qui produisit des changements fondamentaux dans la structure de l'économie agraire et rurale.

L'historiographie tchécoslovaque postérieure à 1945 a prêté une attention particulière à la situation socio-économique de la population rurale de Bohême et de Moravie et y a vu les causes de la « crise du féodalisme » et des problèmes du « second servage », dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Elle faisait de la guerre de Trente Ans un conflit né « d'une tension entre le féodalisme et les débuts du capitalisme », même si, à l'évidence, l'heure de la résolution de cette « contradiction fondamentale » était encore lointaine. La longue transition de la société féodale vers la société bourgeoise fut interprétée dans l'esprit de Marx et Engels comme une « seconde crise du féodalisme », exacerbée, dans les pays bohémiens, par l'effondrement de la révolte des ordres, la victoire des Habsbourg et la provincialisation du pays qui en résulta, et où l'exercice de plus en plus centralisateur et absolutiste du pouvoir renforça l'apparition du « second servage », dont les origines étaient d'abord économiques. En l'absence d'un ordre bourgeois actif et porteur d'une conscience nationale, le processus de différenciation sociale se serait ralenti et la dépendance des paysans non libres à l'égard de la noblesse aurait progressé jusqu'à devenir une absence totale de droits. Dans les années 1980, on a pu affiner ces analyses et

envisager la relation entre les seigneurs fonciers et leurs sujets et les affirmations sur les conditions de vie et la situation économique des paysans à partir non plus de présupposés idéologiques, mais d'études de cas détaillées. Le nivellement sensible au sein de la population paysanne, les changements induits par le mercantilisme et le développement des manufactures dans les domaines seigneuriaux, la préférence croissante donnée au travail salarié plutôt qu'aux corvées peu rentables ne peuvent s'expliquer par le seul « second servage ».

Les initiatives économiques

Les habitants des villes avaient été les principales victimes des conséquences de la guerre de Trente Ans : en 1654, près du tiers des maisons – et même, dans les villes de Prague, la moitié des maisons d'habitation – étaient encore inoccupées. Les autorités firent cependant peu pour restaurer la puissance économique des villes. La résistance tenace des ordres fit que la commission de règlement des dettes des villes, constituée en 1650, mit vingt ans à trouver une solution satisfaisante pour éponger les dettes anciennes et assainir les finances municipales. À partir de 1621, l'autonomie administrative des villes avait déjà été amputée au profit des gouverneurs des villes (appelés en Bohême *Kaiserrichter*, et en Moravie *Fürsten-* et *Grafenrichter*) soumis au second chambellan royal, et dont les compétences furent régulièrement élargies. L'« instruction pour les juges, maires et conseillers », promulguée en 1651 pour la Bohême et en 1659 pour la Moravie, réorganisa la totalité de l'administration et de la justice municipales, et donna aux juges municipaux royaux la présidence des conseils et le contrôle des mesures prises dans les domaines administratif, économique et fiscal. Les seules exceptions concernèrent les villes catholiques de Plzeň et České Budějovice, et, à Prague, Malá Strana à partir de 1628, les Vieille et Nouvelle Villes à partir de 1648-1649, dont les privilèges et les compétences furent élargies ; elles reçurent en outre, tout comme six autres villes de Bohême et de Moravie, le droit d'acquérir des biens inscrits dans la *Landtafel*. Sur la proposition d'une commission pour le redressement des villes instituée en 1704, elles perdirent ensuite leur autonomie financière, ces questions relevant désormais d'inspecteurs économiques princiers indépendants des conseils municipaux. À partir de 1726, la Moravie eut des directions économiques autonomes, dépendant uniquement d'une commission impériale et royale siégeant à Brno. Ces restrictions massives répondaient sans aucun doute à la déception devant la lenteur extrême de la renaissance économique des villes et la faiblesse de leurs rentrées fiscales, mais elles confirmaient surtout l'absolutisme centralisateur de la monarchie Habsbourg.

Le *Merkantilkollegium*, créé le 2 novembre 1714 et transformé en 1719 en Collège commercial royal pour le royaume héréditaire de Bohême, avait pour mission de résoudre les problèmes qui avaient jusqu'alors le plus entravé l'essor de l'industrie et du commerce. L'un des principaux était la Patente douanière de 1658, qui prévoyait un impôt sur les exportations, mais non sur les importations, et dont l'interprétation restait livrée à l'arbitraire des fonctionnaires des douanes. À partir de 1738 enfin, un nouveau tarif douanier entra en vigueur, mais la guerre de Succession d'Espagne qui éclata alors l'empêcha de montrer son efficacité. L'amélioration de l'état des routes, la répression du brigandage, la suppression des innombrables péages privés et publics, l'aménagement de l'Elbe et de la Vltava en voies navigables, mais aussi les mesures dirigées contre les Juifs, « nuisibles au commerce et à l'industrie bohémiens », et la multiplication des foires et marchés pour intensifier les échanges commerciaux donnèrent lieu à d'autres initiatives. L'élimination des abus des corporations s'imposait avec une particulière urgence, car ce système s'était renforcé au cours du XVII^e siècle et, s'il avait garanti à ses membres des revenus modestes, il avait plutôt constitué un obstacle dans le passage à la production manufacturière. Ayant restreint leur autonomie en 1731, la couronne autorisa la création de nouvelles corporations et l'existence d'artisans hors corporation, et révisa leurs statuts. L'Article général sur les corporations de 1739 régla ces points et unifia les réglementations des différentes corporations et commerces, ainsi que celles des villes et « sites manufacturiers ». Ainsi furent créées les conditions indispensables à la suppression d'un système considéré globalement comme dépassé et à la réduction de la division sociale au sein de l'ordre bourgeois (patriciens, bourgeois peu fortunés, artisans, habitants, valets, journaliers et mendiants).

La « dictature des corporations », dont les membres réclamaient avec acharnement la réduction du nombre des entreprises autorisées et une admission plus sélective à l'état de maître, et s'efforçaient de maintenir la subordination des compagnons, fut aussi jugée responsable de la stagnation des villes royales après un premier afflux de population. Il fallut attendre 1700 pour voir une très lente croissance du nombre des bourgeois. En revanche, la population augmenta fortement dans certaines villes assujetties, car les seigneurs y installèrent systématiquement des artisans indépendants des corporations puis des manufactures et s'opposèrent par tous les moyens légaux au départ de leurs sujets vers les villes royales. Les grandes familles nobles vivaient pratiquement en autarcie sur de vastes domaines, cultivaient les arbres fruitiers et la vigne là où le climat le permettait, et édifiaient une véritable économie forestière. Elles disposaient ainsi du capital nécessaire à l'ouverture de manufactures dans l'esprit du mercanti-

lisme et bénéficiaient de l'appartenance des pays bohémiens à l'ensemble Habsbourg, qui leur ouvrait un marché à la hauteur de leur production. Les régions du nord et du nord-ouest de la Bohême et la Silésie, moins fertiles, disposaient d'une main-d'œuvre abondante et bon marché en raison du servage ; la production s'y développa, préindustrielle, manuelle, mais en atelier, avec un début de division du travail et d'organisation collective. À côté d'une main-d'œuvre spécialisée, souvent recrutée à l'étranger et bien rémunérée, les serfs sans terre et les petits paysans y travaillaient pour des salaires modestes, ainsi que des manœuvres en servage personnel. De façon générale, cependant, la production continuait à être assurée à domicile par des femmes et des enfants, surtout dans le secteur textile, largement décentralisé.

Les gisements d'argent, de cuivre et de zinc commençaient à s'épuiser et à décliner devant les débuts de l'extraction et de la fabrication de fer dans l'avant-pays du Riesengebirge, dans le Brdywald et dans l'Erzgebirge. Un autre débouché s'offrit aux investissements avec la modernisation du tissage de drap et de toile, qui se faisait jusqu'alors surtout à domicile. Un avocat de Brno, F.B. Malivský, y créa une entreprise vers 1660. Prolongeant les premiers essais d'Albert de Wallenstein, le comte François Ferdinand Gallas développa la fabrication de drap dans ses domaines de Friedland et de Reichenberg, imité par l'abbé d'Osseg dans l'Erzgebirge, le comte Kaunitz à Austerlitz et Křížanov, le bourgeois J.B. Fremmrich à Planitz près de Klattau et à Böhmisches-Leipa, le comte Wallenstein à Oberleutendorf et les jésuites, qui firent de leur petite ville de Nový Jičín (Neutitschein), en Moravie orientale, un véritable centre textile. Des spécialistes suisses, hollandais, flamands, anglais et allemands participèrent au développement de ces premières manufactures, au nombre de 80 en 1730 pour la Bohême en dépit de nombreux échecs et de faillites spectaculaires. La qualité restait irrégulière et une partie des produits achetés par des firmes de Nuremberg (Viatis et Peller), Leipzig, Görlitz, Magdebourg, ou Hambourg devaient d'abord être finis ou teints avant d'être vendus comme anglais ou hollandais. À partir de 1720, les exportations se montèrent à 1,5 millions de florins en moyenne annuelle ; la seule firme anglaise Richard Allason, installée à Rumburg, exportait chaque année 14 000 pièces de drap.

À partir du début du XVI^e siècle, la verrerie, déjà traditionnelle dans le Riesengebirge, connut un essor particulièrement rapide et s'implanta aussi dans la Forêt Bohémienne et dans le nord-est de la Bohême. En créant en 1669 dans sa ville de Chřibská (Kreibitz) une organisation de type corporatif pour les souffleurs et tailleurs de verre, le comte Venceslas Norbert Kinský posa les bases du développement manufacturier de la verrerie bohémienne, qui parvint rapi-

dement à une renommée mondiale. La miroiterie et la verrerie de table, mais surtout le verre au plomb et le cristal taillé devinrent des marchandises d'exportation rentables, à taux de croissance élevé, rapportant ainsi pratiquement un million de florins en 1732. Cet essor fut notamment l'œuvre de Georg Kreibich, qui avait commencé à exporter ses productions vers la Bavière, l'Autriche et l'Angleterre en 1682, avant d'ouvrir des succursales en Espagne, au Portugal et à Constantinople, et de faire ainsi connaître la verrerie bohémienne dans le monde entier

Les exportations de produits agricoles, céréales, houblon, porc et poisson se poursuivirent mais perdirent de leur importance relative devant l'essor des produits manufacturés. Avec la création d'un monopole royal du sel, le recours aux salines autrichiennes déclina. Les échanges commerciaux avec les pays centraux de la monarchie Habsbourg en bénéficièrent, au détriment des contacts jusqu'alors nombreux avec l'Allemagne centrale et méridionale. Les villes jadis prospères de la route du sel au sud-est de la Bohême en furent les principales victimes. Le projet de relier le Danube à l'Oder par la Morava et de créer ainsi une voie fluviale vers la Baltique fit l'objet d'études approfondies dès 1700, mais il ne put être réalisé faute de moyens financiers. La Cour considéra par principe comme justifiées toutes les plaintes des villes royales résultant de l'entrée massive des nobles dans l'économie, et surtout de l'installation systématique d'entreprises artisanales à la campagne et dans les villes vassales. Mais le soutien inconditionnel du commerce n'était possible qu'à condition de mobiliser le capital dont disposaient les nobles, et toutes les mesures qui auraient pu limiter l'activité économique de ceux-ci au profit des villes restèrent lettre morte. J.J. Becher, P.W. von Hörnigk et W. von Schröder, Autrichiens d'adoption, jouèrent un rôle considérable dans la justification théorique et dans la mise en œuvre pratique de la politique économique mercantiliste. Des Bohémiens firent de même : J.K. Bořek se fit le défenseur des voies de communication terrestres et fluviales et de réformes administratives, de la réduction des corvées et de la création d'établissements monétaires. Les bourgeois de Brno P.H. Morgenthaler et F.B. Malivský plaidèrent pour la diminution du nombre des mendiants et vagabonds, pour la construction de manufactures d'État, et le Pragois G. Leux rédigea des propositions concrètes pour la stimulation du commerce en Bohême, et particulièrement à Prague. Ni les décisions de la commission des manufactures installée en 1714, ni les mesures du collège commercial fondé en 1724 ne débouchèrent sur une amélioration rapide dans les villes, et leurs habitants, confrontés à de graves difficultés économiques, cherchèrent à se rattraper aux dépens des Juifs, considérés une fois de plus comme une concurrence indésirable.

Dès janvier 1623, l'empereur Ferdinand II avait confirmé les anciens privilèges des Juifs de Prague et des pays bohémiens : liberté de résidence, exercice du commerce, protection contre les expulsions. Ces droits avaient été confirmés en 1627 pour la Bohême et la Silésie et en 1629 pour la Moravie, et assortis d'une contribution annuelle de 40 000 et 12 000 florins respectivement. Dès 1636, les villes royales de Moravie entreprirent une première démarche auprès de l'empereur pour qu'il revienne sur ce privilège. Les Juifs ayant toujours été loyaux et s'étant distingués dans la défense de Prague en 1648, l'empereur Ferdinand III confirma à son tour leurs anciens droits, garantissant « qu'ils pourront, dans notre royaume héréditaire de Bohême et ses villes royales [...], là où ils ont toujours eu leur résidence, vivre et rester sous notre [...] protection, [...] qu'ils ne pourront en être chassés sans notre [...] information et accord préalables ». En 1657, la situation juridique des Juifs de Moravie fut également précisée et garantit leur libre accès aux marchés et leur non discrimination par rapport aux commerçants chrétiens. Les diètes et les villes royales continuèrent pourtant à restreindre les domaines d'activité des Juifs aux fonctions de régisseurs ou d'administrateurs de péages et douanes, concessions et immeubles publics et cherchèrent à faire expulser tous les Israélites entrés dans le pays depuis le 1^{er} janvier 1618. Léopold résista d'abord à ces pressions croissantes, craignant d'affaiblir encore l'économie des villes royales et de réduire ses propres revenus. Il était en effet à prévoir que la quasi-totalité des Juifs expulsés trouveraient refuge dans les villes assujetties et les domaines de la noblesse ou qu'ils se soumettraient au clergé comme protégé ou domestique (*Schutz-* ou *Hausjude*). En 1703, 1708 et 1719, les privilèges de Ferdinand furent confirmés par Léopold I^{er}, Joseph I^{er} et Charles VI pour les pays bohémiens, avec pour seule restriction que le souverain pourrait en tout temps modifier ou abolir totalement la protection juridique qu'il leur accordait.

La population, soutenue par une partie du clergé, éleva des protestations particulièrement violentes à Prague, surtout lorsque la peste sévit en 1680 dans le ghetto surpeuplé et qu'en 1689 un incendie réduisit en cendres de nombreuses rues de la Vieille Ville. Vers 1700, les Juifs représentaient, avec 11 000 personnes, la moitié de la population de la Vieille Ville et plus de la moitié de la population totale de la ville. L'épidémie de peste réduisit le nombre des Juifs de Prague à moins de 8 000 personnes ; toutefois, une commission instituée en 1714 par Charles VI et présidée par le grand chambellan, le comte Kolowrat, projeta de limiter leur nombre à 620 familles « numérotées », soumises à une surveillance stricte de l'État et tenues de verser

un impôt annuel de 100 florins. Un rapport du gouvernorat de Bohême de novembre 1719 conseilla de plus de réduire sensiblement le nombre des Juifs vivant dans le pays en expulsant les moins riches ou les immigrés les plus récents. Là encore, seule l'opposition massive de la Chambre bohémienne et de la Chambre des comptes de Vienne, toutes deux chargées de l'administration financière, fit échouer l'exécution de plans d'expulsion déjà largement avancés. Dans les années qui suivirent, la diminution sensible du nombre des Juifs et la taxation de leurs activités restèrent au cœur des revendications. En 1724, la couronne avança des propositions concrètes, et la diète refusa les dispositions hostiles aux Juifs, considérant que la réduction de recettes fiscales qui en résulterait alourdirait les charges des serfs et des habitants des villes. Par la suite, les lois sur les familles, promulguées sans l'accord de la diète en 1726-1727, limitèrent le nombre des familles juives à 8 541 en Bohême et 5106 en Moravie, et leur imposèrent des restrictions économiques. Quelques modifications furent apportées après 1729 pour tenir compte d'effets économiques qui apparurent rapidement, mais le temps était révolu de la liberté garantie par le souverain et de la prospérité économique. L'expulsion des Juifs de Silésie ordonnée par Charles VI en 1738 mit en évidence les dangers qui pesaient sur la survie des Juifs dans les pays bohémiens.

Le durcissement à l'égard des Juifs qui, pour une population totale de 4,8 millions en 1740 (environ 2 millions en Bohême et en Silésie et 800 000 en Moravie), étaient à peu près 35 000 en Bohême et moins de 25 000 en Moravie, fut peut-être un effet de la dépendance croissante de la cour de Vienne à l'égard des *Hoffaktoren*, fournisseurs juifs de la Cour, qui, comme Samuel Oppenheimer jusqu'à sa banqueroute de 1703 et après lui Samson Wertheimer, accordèrent à l'empereur des prêts d'en moyenne 2 millions de florins par an jusqu'en 1739. La grande aristocratie recourait aussi aux services précieux des Juifs pour l'administration de ses domaines et pour la gestion de ses affaires financières et commerciales. Les Sternberg, les Czernín, les Eggenberg et, après l'extinction de ces derniers, les Schwarzenberg, qui, en 1719, reprirent leurs domaines du sud de la Bohême devenus duché de Český Krumlov, étaient devenus très riches grâce à la rigueur de leur gestion et aux succès de leurs entreprises. Ils ne se contentèrent pas de mener un train de vie luxueux au service diplomatique de l'empereur, à la cour de Vienne ou sur leurs terres de Bohême. Ils furent aussi des mécènes et des bâtisseurs actifs et prodigieux et prêtèrent à l'empereur des sommes considérables : la famille Czernín lui prêta ainsi plus de 4 millions de florins entre 1691 et 1724. La stagnation économique générale sous le règne de Charles VI obligea cependant aussi de nombreux seigneurs moins fortunés, pendant ces « temps difficiles », à faire appel au capital étranger ou

à vendre certains de leurs biens. Contrairement à ses prédécesseurs, Charles VI n'avait admis aucun des orgueilleux seigneurs bohémiens parmi ses conseillers les plus proches, et les membres de l'aristocratie préférèrent résider sur leurs terres ou dans leurs somptueux palais de Prague, et s'intéressèrent davantage aux affaires du pays. Au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles, une résurgence du culte de saint Venceslas comme symbole de l'autonomie politique de la Bohême s'amorça, témoignant d'une nouvelle conscience nationale qui ne rejetait pas pour autant l'appartenance à un État supranational, impliquée par le terme de *Monarchia austriaca*, utilisé à partir de 1711. La communauté de foi catholique comme religion d'État fut un lien fort qui contribua largement à maintenir la loyauté inébranlable de la noblesse envers la dynastie et la maison des Habsbourg.

LA VIE RELIGIEUSE ET CULTURELLE À L'ÉPOQUE BAROQUE

La recatholicisation du pays avait été déjà entreprise de façon résolue et énergique dès la guerre de Trente Ans. Ferdinand III, moins intransigeant que son père dans les questions religieuses, était pourtant un croyant tout aussi inconditionnel. L'ordre des Jésuites, qui avait déjà renforcé sa position pendant les longues années de guerre, était un allié sans concession et déployait avec une grande habileté tactique cérémonies grandioses et processions soigneusement préparées, écoles et spectacles théâtraux impressionnants ; il ne reculait pas non plus devant la force et les expulsions pour parvenir à ses fins. Les nobles et les bourgeois des villes royales qui choisissaient de demeurer dans la foi réformée avaient toujours la possibilité de prendre le chemin de l'exil, mais les habitants des villes assujetties et les paysans n'avaient d'autre issue que les conversions forcées sans pour autant adhérer à la foi catholique. Les émeutes, la fuite dans les forêts ou la résistance ouverte étaient réprimées par l'intervention de troupes régulières, l'installation de quartiers militaires et la confiscation des biens. Les autres ordres, renforcés par l'afflux de moines allemands, flamands et italiens, s'engagèrent beaucoup moins dans ces actions souvent entreprises avec une grande dureté, prônant plutôt un travail patient d'explication et de persuasion.

Dans un premier temps, cette politique de réconciliation fut également celle du cardinal-archevêque de Prague, le comte Ernst Adalbert Harrach (1623-1667). Mais le manque de prêtres et de missionnaires maîtrisant la langue locale, l'organisation généralement déficiente des paroisses dans le plat pays et la volonté de l'empereur de ramener rapidement tous les sujets de son Empire dans le sein de l'Église

catholique interdirent de recourir à un processus plus conforme à des préoccupations religieuses. Juan Caramuel de Lobkowitz, d'origine espagnole, vicaire général du diocèse de Prague (jusqu'en 1658), abbé du couvent d'Emmaüs (Na Slovanech), d'une rare intolérance, s'attribua le mérite du succès de la recatholicisation. Les confessions non catholiques ne purent se maintenir à proximité des pays protestants (Saxe, Lusace, Brandebourg), de la Slovaquie et dans des régions plus reculées, pas plus que par exemple dans le sud de la Bohême, en Moravie ou dans les zones frontalières siléso-polonaises. La diète de Prague de septembre 1650 et la diète morave de 1651 instaurèrent l'usage de commencer leurs comptes rendus en exhortant le monarque à poursuivre « l'élimination totale de toutes les erreurs et l'implantation de la vraie et sainte religion catholique, seule garantie de salut ».

L'œuvre de conversion fut poursuivie par toute une série d'ordres nouveaux, Hibernes, Pauliniens, Barnabites, Frères de la Miséricorde, Théatins, Piaristes, Ursulines, qui s'étaient installés dans les pays bohémiens après la guerre de Trente Ans. La création de nouveaux vicariats suivant le découpage des cercles permit au cardinal Harrach d'améliorer l'organisation et le contrôle des paroisses. Celles-ci étaient en nombre tout à fait insuffisant en raison du manque de prêtres et de la précarité matérielle du bas clergé, si bien que les fidèles devaient souvent parcourir de longues distances pour assister aux offices, du moins les jours de fête. Cet encadrement pastoral limité et l'absence d'enseignement religieux laissèrent dans bien des endroits le champ libre à la croyance aux miracles et à la peur du diable, à des vénération fanatiques de saints, à l'exaltation religieuse. De nombreux convertis de façade continuaient à observer la foi protestante en famille, en dépit de la vigilance des commissions de recatholicisation qui organisaient de spectaculaires procès d'hérétiques et de sorcières. Après les échecs des efforts d'Albert de Wallenstein pour obtenir la création d'un évêché sur ses terres de Friedland et de l'archevêque de Prague pour fonder un diocèse à Plzeň ou Klattau, Litoměřice accéda enfin au rang d'évêché en 1655 pour le nord de la Bohême, et Hradec Králové en 1664 pour le nord-est.

L'Église avait reconstitué ses domaines fonciers pendant la guerre de Trente Ans. Elle possédait désormais 12 % des terres en Bohême et jusqu'à 20 % en Moravie, mais sa principale source de revenus resta l'impôt sur le sel (*Cassa salis*), convenu entre l'empereur et le pape en 1630 et « pour l'éternité », qui se montait à un quart de florin par muid de sel vendu en Bohême. Grâce à ces recettes régulières, aux dons considérables des fidèles et aux droits d'étole, l'épiscopat et les ordres furent bientôt à même de rivaliser avec la haute noblesse comme bâtisseurs. Les jésuites avaient posé les jalons décisifs de l'évolution du baroque bohémien en demandant en 1653 à l'architecte

italien Carlo Lurago d'unifier le gigantesque ensemble du Clementinum, au centre de la ville, et en entamant la construction de l'église de Klattau en 1656. La liste de leurs succès s'allongea avec l'octroi, après un différend avec l'archevêque de Prague que l'empereur trancha en leur faveur, de la surveillance de toutes les écoles et de la censure de tous les imprimés, ainsi que de l'administration de l'université de Prague, qui leur fut confiée le 23 février 1654. La *Carolo-Ferdinanda* révisée donnait à l'ordre l'exclusivité de la nomination des professeurs des facultés de théologie et de philosophie. Les titulaires des chaires de droit et de médecine étaient, eux, nommés par l'administration impériale. L'ordre contrôlait aussi l'université d'Olmouc, seul autre établissement d'enseignement supérieur, où une faculté de droit fonctionna à partir de 1679 à côté des facultés de théologie et de philosophie. La prédominance de l'esprit et de l'influence jésuites était aussi assurée en Silésie. L'université fondée en 1702 à Breslau était une émanation du lycée jésuite et ne possédait qu'une faculté de théologie et de philosophie. Joseph I^{er} et Charles VI convoquèrent respectivement en 1710 et 1711 des commissions pour doter les universités d'« une meilleure organisation », mais aucune modification fondamentale ne put être obtenue dans la structure et le contenu des enseignements avant 1740.

Malgré les proclamations victorieuses sur l'ampleur de la recatholicisation, l'héritage des utraquistes, de l'Unité des frères et des luthériens n'avait pas disparu dans la population, entretenu par l'importation en contrebande d'ouvrages et de libelles protestants. Le jésuite Antonín Koniáš avait établi dans son ouvrage *Clavis haeresium claudens et sapiens* * (1729) un répertoire des livres « hérétiques » interdits et il avait affirmé, contre toute vraisemblance, avoir jeté au feu plus de 60 000 volumes de littérature hérétique. Toutes les mesures répressives n'empêchèrent pas les écrits protestants de circuler encore en grand nombre. Les privilèges des luthériens de Silésie, confirmés en 1707, étaient un autre frein à l'uniformisation religieuse. Les querelles qui surgirent entre la couronne et l'archevêque de Prague, le comte Ferdinand Khünburg (1710-1731), à propos de la compétence des juridictions religieuses et civiles dans les procès pour hérésie bloquèrent les poursuites contre les non-catholiques pour plusieurs années, et les plaintes relatives à l'augmentation des hérésies s'amoncelèrent dans les diètes. À partir de 1717, on relève pratiquement tous les ans un rescrit ou une patente impériale contre les partisans des doctrines protestantes ou les propagateurs d'écrits non catholiques, apparemment sans grand effet. Seule la « Pragmatique contre les hérésies »

* « Clé fermant et ouvrant l'hérésie », paru en 1770 sous le titre plus approprié de *Index bohemicorum librorum prohibitorum et corrigendorum*. (N.d.A.)

tiques » de 1721 permit à l'empereur et à l'épiscopat de s'accorder sur leur attitude future face aux non-catholiques. Ceux-ci durent alors à nouveau choisir entre la conversion et l'exil. Les nouvelles sanctions publiées entre le 25 et le 28 décembre 1725 pour la Bohême et la Moravie provoquèrent un exode massif. À cette occasion, en 1727, un groupe de familles influencées par le piétisme allemand et originaires du Kuhländchen morave trouva refuge sur les terres d'Herrenhut, propriété de Nicolas Louis de Zinzendorf, conseiller à la cour de Saxe ; ils y constituèrent une communauté rénovée de Frères. Cette communauté des *Herrenhuter* ou encore Frères moraves, composée en majorité de nobles et d'artisans, s'était dotée d'une organisation hiérarchique rigoureuse, marquée par une relation personnelle et mystique au Christ et par une morale incorruptible. Elle s'engagea dans le travail missionnaire et devait créer des entreprises économiques prospères et des institutions sociales exemplaires.

L'influence des jésuites amena une intensification de la vénération des saints et du culte marial. Les innombrables colonnes de la peste édifiées dans le style baroque sur les places de marchés en remerciement pour la protection contre l'épidémie qui, en 1715 encore, avait fait de nombreux morts en Moravie étaient également dédiées à la Vierge Marie. Ce culte des saints avait déjà conduit en 1654 à choisir saint Joseph comme patron sauveur de la paix et, quelque temps plus tard, à ajouter Cyrille et Méthode, les évangélistes slaves, au nombre des saints patrons nationaux. Il atteignit son apogée avec la canonisation, à la demande des jésuites, de Jean de Pomuk, mort le 20 mars 1393 ; elle fut prononcée par le pape Benoît XIII le 19 mars 1729. Entre le 9 et le 16 octobre, des centaines de milliers de fidèles venus en procession à Prague célébrèrent celui qui était désormais Jean Népomucène (Jan Nepomucký), vénéré comme protecteur des ponts, devenu aux côtés de saint Venceslas le grand symbole du pays chargé d'effacer la mémoire de Jan Hus.

L'ordre des Jésuites influença non seulement la vie religieuse, mais tout le champ culturel. Des jésuites et des membres d'autres congrégations composèrent des poèmes en latin et dans les différentes langues populaires. Théâtre, contes et légendes, récits et chants populaires, qui ne furent rassemblés qu'à la période romantique, permirent la conservation de la langue tchèque, qui fut cultivée et perfectionnée dans les sermons en langue populaire et par la philologie. L'imprimerie du *Clementinum* et, après 1683, l'officine *Dědictví Svatováclaské* (l'Héritage de saint Venceslas) publièrent à des tirages élevés une littérature édifiante en langue vulgaire, provenant clandestinement, dans une version protestante, des imprimeries que les Frères possédaient à l'étranger. L'augmentation du nombre des fonctionnaires germanophones, les contacts économiques et intellectuels accrus

avec les pays germaniques voisins et le lent accroissement de la population allemande donnèrent un certain élan à l'allemand, sans relancer pour autant les antagonismes nationaux. Les chants religieux et la poésie lyrique baroque se répandirent en traduction latine et en langue populaire. Après quelques tentatives sans lendemain, l'imprimeur Karl Franz Rosenmüller publia le *Prager Postzeitung*, journal d'informations et d'annonces qui connut un grand succès.

Le « premier éveillé de la conscience nationale slave en Bohême » fut un autre jésuite : Bohuslav Balbín (1621-1688), qui chercha à maintenir vivante la conscience d'un passé glorieux dans ses grands ouvrages historiques (*Epitome rerum Bohemicarum*, *Miscellanea historica regni Bohemiae*) et devint, avec sa *Bohemia docta*, le père de l'histoire littéraire et de l'érudition bohémiennes. Dans le domaine des sciences naturelles et de la médecine, l'université de Prague produisit, avec la figure de Johann Marcus Marci (1595-1667), un médecin réputé qui entreprit de renouveler la philosophie platonicienne. Seuls le mathématicien Karel Slavíček, qui travailla même à la cour de Chine, et Valerian Magni, capucin d'origine suédoise, parvinrent à une renommée suprarégionale. À la faculté de théologie, on trouvait bien des spécialistes de renom à côté de l'Allemand Matthias Tanner et de l'Espagnol Rodrigo de Arriaga, mais ils s'épuisèrent dans les querelles entre les trois écoles écossaises et ne parvinrent pas à surmonter le fossé entre les conceptions scholastique, aristotélicienne et platonicienne. Tous les points de vue contraires à la doctrine dominante furent combattus systématiquement : l'abbé de Strahov, Hieronymus Hirnhaim, retrouva même à l'index ses réflexions sur une nouvelle doctrine de la connaissance (*De typho generis humani*, 1676).

Les arts plastiques, fortement encouragés par la cour et par les jésuites, connurent un essor prodigieux. Les représentations théâtrales dans les lycées tenus par les jésuites avaient des objectifs pédagogiques et religieux, mais elles étaient aussi des événements mondains éclatants. Les nobles qui y étaient formés accueillirent les troupes itinérantes espagnoles, italiennes et anglaises, mais ils furent aussi fréquemment eux-mêmes auteurs ou acteurs de spectacles mis en scène à grands frais. La vie musicale, très animée à la cour de Vienne sous Ferdinand III et Léopold I^{er}, étendit son rayonnement jusqu'aux pays bohémiens, où la musique religieuse était particulièrement cultivée. La haute noblesse avait les moyens d'entretenir orchestres et chœurs, et les compositeurs Pavel Vejvanovský, Heinrich Bieber, Antonio Caldara et Johann Fux y trouvèrent un cadre favorable à leur activité. La poursuite du développement de la polyphonie et le perfectionnement des techniques scéniques permirent le déploiement de l'opéra baroque, grâce à Christoph Willibald Gluck, Bohémien de naissance. Le comte François Antoine Sporck (1662-1738), homme

aux intérêts multiples, fils d'un paysan de la région de Paderborn, devenu général d'Empire et grand propriétaire foncier, fut un mécène dans tous les domaines : il importa l'opéra italien en Bohême et créa un théâtre permanent, forma un orchestre renommé avec ses domestiques, créa sa propre imprimerie, rassembla au fil des ans une bibliothèque remarquable, fit construire divers palais et édifices pour lesquels il sollicita les principaux artistes de son temps.

La richesse de certaines maisons nobles déclencha une véritable frénésie de construction peu après la fin de la guerre de Trente Ans. Jusqu'en 1740, la plupart des châteaux furent transformés dans le nouveau goût baroque et richement décorés. Wallenstein avait déjà confié des commandes importantes aux architectes italiens Andrea Spezza, Giovanni Marini et Baccio Bianco, notamment sa résidence prestigieuse de Malá Strana. Il fut imité par la famille Lobkowitz qui, entre 1652 et 1684, fit reconstruire le château de Roudnice. Ce bâtiment fut l'œuvre de Francesco Caratti, qui conçut aussi l'imposant palais Czernín sur le Hradčany de Prague. Les architectes de la famille Lurago travaillèrent pour les jésuites : Carlo dessina en 1660 la résidence urbaine de la famille Kinský dans la Hibernergasse, et Giovanni Santini transforma leur château de Chlumetz. De cette époque date l'aspect actuel des châteaux de Děčín, Friedland, Reichstadt, Jindřichův Hradec, Šternberk et Český Krumlov. En Moravie, Carlo et Balthasar Fontana transformèrent le château de Buchowitz. Jarnaritz, Kremsier et d'autres bâtiments profanes furent édifiés ou modifiés à la suite de commandes religieuses ou laïques. L'influence viennoise fut elle aussi importante. Un exemple particulièrement réussi en est la galerie des ancêtres du château de Frain sur la Theya, aménagée par J.B. Fischer von Erlach. À Prague, Christoph et Kilian Ignaz Dientzenhofer (Saint-Nicolas de Malá Strana, l'église du couvent de Břevnov, le palais Kinský sur la place de l'Hôtel-de-Ville de la Vieille Ville), J.B. Mathey (l'église des Croisés, le château de Troja, F.M. Kaňka (Saint-Clément) et de nombreux architectes moins connus commencèrent leur activité un peu plus tard et développèrent un baroque spécifiquement bohémien. Des sculpteurs tels que F.M. Brockhoff et M.B. Braun, des peintres comme K. Škréta, P. Brandl, W.L. Reiner et bien d'autres purent déployer leur talent dans une totale liberté artistique et donner forme à leurs idées grâce au mécénat généreux de la noblesse et des commanditaires ecclésiastiques. À la campagne surtout, les travaux furent réalisés grâce aux corvées des paysans, et toute cette activité ne bénéficia qu'à quelques corps de métiers spécialisés.

Aucune époque de l'histoire ne semble aussi contradictoire que celle-ci, décrite par les historiens tchèques comme une période des ténèbres (*temno*). La richesse extrême de quelques grandes familles

nobles y côtoyait les conditions de vie extrêmement misérables et les charges financières d'une population servile dépourvue de tout droit et dont les révoltes restaient le seul moyen d'attirer l'attention des autorités pour obtenir une amélioration de sa pénible existence. La dynastie des Habsbourg, absorbée par les graves conflits de l'époque et par l'édification de sa puissance en Italie et dans l'espace danubien, ne s'intéressait aux pays de la couronne de Bohême que lorsque les revenus de l'État menaçaient de diminuer ou que les tensions sociales atteignaient la limite du supportable. Sa politique ne tint jamais compte des intérêts spécifiques de ces pays, et l'application d'une réglementation de plus en plus dictée par le pouvoir central de Vienne fut abandonnée à des fonctionnaires subalternes étrangers. Une partie de la haute aristocratie cherchait à s'occuper dans les tourbillons de la cour viennoise et participait à la construction de la grande puissance autrichienne dans le service diplomatique ou la haute administration. Par contre, le patriotisme local qui se développa peu à peu dans la moyenne noblesse et parmi les chevaliers les amena à prendre fait et cause pour les préoccupations politiques et socio-économiques des différents éléments du pays, tandis qu'en Moravie et en Silésie le sentiment d'une responsabilité collective envers l'intégrité de la couronne de Bohême s'estompait. L'intolérance religieuse, nourrie par le zèle de la Contre-Réforme, les expulsions et la répression des autres confessions, causa des pertes irréparables et porta préjudice aux villes et à l'économie. Contrairement à ce qu'avancent les thèses anciennes, la recatholicisation fut un phénomène totalement distinct de la germanisation, et la percée de la langue allemande n'a pas nui à la littérature en langue populaire. Les couches dirigeantes de la société s'exprimaient de préférence en espagnol, en français et en italien ; l'allemand était de plus en plus la langue de l'administration, de l'économie et des villes, et le tchèque restait dominant à la campagne, en milieu paysan et dans les couches populaires des villes. La conclusion qui s'impose inévitablement est que l'usage d'une langue était socialement discriminant. Le cœur des pays bohémiens resta malgré tout à l'écart des effets directs de la guerre pendant près de quatre-vingt-dix ans. La stabilisation attendue depuis si longtemps dans de nombreux domaines eut enfin lieu à l'âge baroque ; elle permit de faire face à la menace que le Brandebourg prussien fit peser sur l'intégrité des pays de la couronne de Bohême à partir de 1740.

CHAPITRE IX

Les pertes territoriales
lors de la refonte des structures étatiques
à l'époque de Marie-Thérèse et de Joseph II
(1740-1790)

LA GUERRE DE SUCCESSION D'AUTRICHE
ET LA GUERRE DE SEPT ANS : LA PERTE DE LA SILÉSIE

L'empereur Charles VI avait consenti des efforts et des sacrifices considérables pour faire reconnaître la Pragmatique Sanction, et s'il savait qu'avec lui sa maison allait s'éteindre en lignée masculine, il pouvait espérer avoir suffisamment aplani le terrain pour permettre une succession sans problème à sa fille Marie-Thérèse, née en 1717, et garantir l'indivisibilité des pays de la couronne des Habsbourg. Depuis bien des années, de nombreux candidats avaient manifesté leur intérêt pour certains territoires de l'héritage Habsbourg et fait part de leurs conceptions personnelles sur un éventuel partage de la monarchie danubienne. En 1670 et 1714, Versailles était allé jusqu'à proposer aux Wittelsbach de Bavière de les appuyer dans leurs visées bohémiennes. Après son élection au trône de Pologne en 1697, le prince électeur de Saxe Frédéric-Auguste I^{er} (dit le Fort, roi sous le nom d'Auguste II) avait cherché à rallier la France à un plan conçu dès 1692, et à obtenir, en échange de son soutien aux prétentions des Bourbons au trône d'Espagne, un accord pour la création d'un grand royaume à l'est de l'Europe centrale, grâce à l'annexion de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. Dans son « projet pour l'acquisition de la Silésie » de 1671, le Grand Électeur justifiait ses prétentions, en cas d'extinction des Habsbourg en lignée masculine, par l'installation des Hohenzollern dans le duché de Jägerndorf sous Louis II, et par leurs liens matrimoniaux avec les Piast de Silésie ; il envisageait de donner la Bohême et

la Moravie à la Bavière ou à la Saxe. Les filles de Joseph I^{er} avaient expressément renoncé à leurs droits à la monarchie Habsbourg lors de leur mariage, mais leurs époux reprirent ces prétentions à leur compte en invoquant de prétendus droits antérieurs. Le prince électeur Charles Albert de Bavière, qui avait épousé Marie-Amélie en 1722, s'appuya sur le testament de 1543 de Ferdinand I^{er} et sur un contrat conclu en 1546 à l'occasion du mariage de sa fille Anne avec le prince bavarois Albert V, qui ne prévoyait l'accès au trône qu'après extinction totale (et pas seulement en lignée masculine) des Wittelsbach. De ce fait, la Bavière refusa de reconnaître la Pragmatique Sanction, se sentant soutenue par la France qui, en 1727 et à nouveau en 1738, l'avait assurée de son appui dans sa conquête de la couronne de saint Venceslas puis de la couronne impériale. Le cardinal Fleury, responsable de la politique étrangère de la France de Louis XV, avait également promis l'aide française à la Saxe pour conquérir les pays bohémiens et les districts autrichiens au nord du Danube, donnant ainsi aux Wettin l'espoir de réaliser les projets d'un grand Empire allant de l'Elbe au Dniepr.

Lorsque à la mort de l'empereur Charles VI, le 20 octobre 1740, la question de la succession se posa concrètement, ni la Bavière ni la Saxe ne se manifestèrent. En revanche, le roi Frédéric II de Prusse, monté sur le trône quelques mois auparavant, le 30 mai, exigea avec insistance la cession de toute la Silésie, s'engageant en contrepartie à garantir l'intégrité territoriale du reste des pays de la monarchie Habsbourg ; il négocia simultanément avec Frédéric Auguste de Saxe (roi de Pologne sous le nom de Frédéric-Auguste III), lui proposant son soutien pour s'emparer de la Bohême et pour créer un corridor vers la Pologne au travers de la Haute-Silésie. Marie-Thérèse était assistée depuis le 21 novembre 1740 par le régent François-Étienne de Lorraine, son mari depuis 1736. Elle rejeta les ultimatums prussiens, malgré le mauvais état des armées autrichiennes épuisées par les guerres contre les Turcs, espérant au minimum attirer dans son camp la Saxe grâce à la médiation de l'Angleterre, de la Hollande et de la Russie. La Bavière rappela alors ses prétentions pourtant contestables ; avant qu'une solution négociée n'ait pu être trouvée, le 16 décembre 1740, Frédéric II fit franchir la frontière autrichienne à ses troupes qui furent accueillies favorablement par les protestants de Silésie, ouvrant ainsi avec les guerres de Silésie la guerre de Succession d'Autriche, qui allait se prolonger jusqu'en 1748.

Les guerres de Silésie

La victoire prussienne de Mollwitz, le 10 avril 1741, entraîna l'occupation de toute la Silésie, du comté de Glatz et de certaines zones du nord et du nord-ouest de la Bohême. Elle fut pour la France l'occasion

de s'engager clairement aux côtés de Frédéric II par le traité de Breslau le 4 juin. La Saxe, irritée par le refus autrichien de lui concéder un corridor vers la Pologne au travers de la Bohême, bascula elle aussi dans le camp adverse. En juillet, les troupes bavaroises ouvrirent les hostilités. Au début d'octobre 1741, elles avaient occupé toute la Haute-Autriche, grâce à l'appui d'un corps d'armée français qui avait franchi le Rhin le 15 août. La France organisa entre la Bavière et la Saxe des négociations conclues par le traité préliminaire de Francfort du 19 septembre, qui concédait à la Bavière la Bohême, le Tyrol, la Haute-Autriche et l'Autriche antérieure [i.e. les possessions d'Alsace, de Souabe et du haut Danube], à la Saxe la Moravie et la Haute-Silésie jusqu'à la Neisse, érigées en un royaume unique, et à la Prusse la Basse-Silésie avec Breslau et le comté de Glatz. Le prince électeur Charles Albert de Bavière était le candidat le mieux placé pour devenir empereur. Les Bourbons d'Espagne revendiquaient les possessions des Habsbourg en Italie, tandis que la France continuait à réclamer les Pays-Bas autrichiens. Tout en reconnaissant le traité, Frédéric II poursuivit avec la cour de Vienne, en proie aux pires difficultés, des négociations secrètes qui aboutirent le 9 octobre à l'accord de Klein-Schnellendorf et à un armistice provisoire avec l'Autriche. Entre-temps, l'armée franco-bavaroise était entrée en Bohême et, le 26 novembre 1741, elle prit Prague, qui n'opposa qu'une résistance limitée, le prince électeur Charles Albert se proclama roi de Bohême le 7 décembre sous le nom de Charles III et reçut l'hommage des ordres bohémiens le 19 décembre. Les habitants de Prague et de nombreux représentants des ordres « maudissant la maison d'Autriche en raison des charges incessantes et insupportables qu'elle avait imposées les années passées », la noblesse et le clergé se soumièrent au nouveau souverain par une courte majorité les 8 janvier et 8 février 1742 ; parmi eux figuraient des membres des familles Buquoy, Chotek, Czernín, Gallas, Kolowrat, Lažanský, Nostitz, Sternberg, Thun et Wallenstein. La plupart des fonctionnaires territoriaux, quant à eux, avaient évité de prendre clairement position ou s'étaient retirés sur leurs terres. Par précaution, la couronne de saint Venceslas avait été transportée à Vienne, et Charles ne put être couronné que de façon symbolique par son partisan, Moritz Gustav Manderscheid (1733-1763), archevêque de Prague et comte d'Empire. L'administration du pays fut confiée à une chancellerie de Bohême réorganisée et dirigée par le comte Johann Wenzel Kaiserstein et par une *Hofdeputation* nommée le 23 décembre 1741 et présidée par le comte Philipp Kolowrat-Krakovský. Le soutien massif de la France permit l'élection de Charles-Albert comme empereur le 24 janvier 1742 et son couronnement sous le nom de Charles VII le 12 février à Francfort.

Entre-temps, la situation de Marie-Thérèse s'était quelque peu réta-

blie. À Bratislava, où la cour impériale s'était réfugiée devant les menaces pesant sur Vienne, elle s'en était remise à la protection « de la brave et chevaleresque nation hongroise » et avait reçu le serment de la diète de mettre *vitam et sanguinem* au service de la défense du trône. Les 20 000 soldats des armées hongroises s'avèrent des combattants de la plus grande valeur. Les armées autrichiennes, réorganisées, pénétrèrent en Haute-Autriche à la fin de l'année 1741, reprirent Linz en janvier 1742 et s'emparèrent même de Munich le 14 février, mais Frédéric II, prétextant que la divulgation des accords secrets de Klein-Schnellendorf en constituait une violation, avait occupé les cercles de Mladá Boleslav (Jungbunzlau), Litoměřice et Hradec Králové, ainsi que le nord de la Moravie avec Olomouc et Troppau. Une armée prusso-saxonne appuyée par quelques renforts français entreprit la conquête de la Moravie en février 1742, espérant pousser jusqu'à Vienne et mettre ainsi un terme à la guerre. La forteresse assiégée de Brno résista, et l'armée autrichienne commandée par le duc Charles de Lorraine lança une contre-offensive sur Prague, obligeant à interrompre la campagne de Moravie au début d'avril. La Prusse parvint encore à l'emporter à la bataille de Chotusitz près de Kutná Hora le 17 mai, mais, après un premier succès le 25 mai, les Français durent abandonner la Bohême du Sud au début de juin devant l'attaque des Autrichiens dirigés par Georges Christian de Lobkowitz, et se replièrent jusqu'à Prague ; Frédéric estima alors plus sage de négocier. Les préliminaires de paix signés grâce à l'entremise britannique le 11 juin à Breslau accordaient à la Prusse la Basse-Silésie, certains districts de Haute-Silésie et le comté de Glatz ; la paix définitive conclue à Berlin le 28 juillet 1742 ne laissa à l'Autriche que Děčín et Bielitz, les duchés de Troppau et Jägerndorf, au sud de l'Oppa, et Hennersdorf. Alors que la Prusse avait pratiquement augmenté son territoire d'un tiers, la monarchie des Habsbourg ne possédait plus en Silésie que 4 400 km², soit un septième de cette province si prospère et peuplée. Le 16 juin 1743, la diète de Bohême renonça elle aussi, sous la contrainte des événements, « aux États et juridictions appartenant autrefois à la couronne de Bohême ». Le lien avec la Silésie, élément constitutif de la couronne de Bohême depuis quatre siècles, était ainsi abruptement tranché.

Les efforts entrepris à l'été 1742 pour reprendre Prague et la Bohême occidentale n'avaient pas été vraiment couronnés de succès en raison du commandement indécis du régent François-Étienne. L'essentiel de la garnison française quitta Prague assiégée le 16 décembre, et la capitale bohémienne fut reprise par les Autrichiens le 2 janvier 1743. Avant même le départ des derniers occupants français d'Eger le 9 septembre, et, avec eux, des dernières troupes étrangères encore présentes sur le sol bohémien, Marie-Thérèse était entrée dans

Prague pour se faire couronner de cette couronne de saint Venceslas qu'elle avait qualifiée, dans une lettre au comte Philipp Kinsky, de « coiffe de bouffon ». Depuis le départ de Sir Robert Walpole, la politique étrangère britannique avait pris un cours plus favorable à l'Autriche. En Italie, des succès militaires avaient été remportés contre les Espagnols ; après quelques revers, l'occupation de la Bavière s'était poursuivie ; le 27 juin, les Français avaient subi une défaite sévère à Dettingen ; 1743 avait donc été une année particulièrement bonne pour la politique autrichienne. Toutefois, après le traité de Worms, le 13 septembre, la collaboration renforcée de l'Autriche avec le royaume de Savoie-Sardaigne et avec l'Angleterre et l'importante aide financière britannique alarmèrent Frédéric II de Prusse, qui chercha à conforter le fragile pouvoir de l'empereur Charles VII en s'alliant le 22 mai 1744 au Palatinat et à la Hesse-Cassel afin d'obtenir sa reconnaissance unanime et la restitution de ses terres. En proie aux plus grandes difficultés, Charles VII accepta même, le 24 juillet à Francfort, de céder à la Prusse les principautés de Hradec Králové et Pardubice au nord de l'Elbe, autrefois possessions impériales en Bohême et perdues depuis longtemps.

À l'été 1744, une armée autrichienne commandée par Charles de Lorraine envahit l'Alsace, et le roi de Prusse, qui avait conclu une alliance offensive avec la France le 5 juin, lança son armée de 80 000 hommes sur la Bohême, entamant ainsi la deuxième guerre de Silésie. Prague fut prise le 18 septembre après un bref siège ; toute la Bohême du Sud tomba ensuite aux mains de l'administration militaire prussienne. Les unités autrichiennes rappelées en hâte du front du Rhin repoussèrent rapidement Frédéric II, en refusant l'affrontement militaire de grande envergure que les Prussiens cherchèrent à plusieurs reprises. Les difficultés croissantes d'approvisionnement, les désertions et la précocité de l'hiver contraignirent les soldats prussiens à se replier sur la Silésie en novembre. Après quelques escarmouches, Frédéric II améliora considérablement sa situation le 4 juin 1745 par la victoire de Hohenfriedberg ; les victoires suivantes de Soor le 30 septembre, de Hennersdorf le 23 novembre, et de Kesselsdorf le 15 décembre, puis la prise de Dresde le 17 décembre lui permirent de négocier en meilleure position la paix de Dresde, et, sur la base des positions arrêtées en 1742 à Breslau et Berlin, de confirmer sa souveraineté sur la Silésie et sur le comté de Glatz, dont l'importance stratégique était considérable. En dépit de la supériorité numérique des troupes autrichiennes, le génial stratège qu'était Frédéric II avait anéanti l'espoir, encore nourri au printemps par Marie-Thérèse, de récupérer la Silésie.

Après la mort inattendue de Charles VII, le 20 janvier 1745, Marie-Thérèse restitua l'intégralité de son héritage à l'héritier bavarois Maxi-

milien III Joseph par la paix de Füssen le 22 juin 1745. Ce dernier lui promet en contrepartie sa voix pour l'élection à la dignité impériale de son époux François-Étienne. Malgré son élection le 13 septembre, François I^{er} ne disposait d'aucune base personnelle de pouvoir, et il resta dans l'ombre de son imposante épouse. La guerre de Succession d'Autriche se poursuivit avec des succès français aux Pays-Bas et autrichiens en Italie, avec la victoire de Plaisance le 16 juin 1746 : elle fut aussi marquée par la conclusion d'une alliance défensive avec la Russie le 2 juin et par l'intervention d'une armée russe sur le Rhin, ce qui encouragea plus encore l'ensemble des participants, enlisés dans les opérations militaires, à rechercher la paix et à signer le traité d'Aix-la-Chapelle le 18 octobre 1748. Les Habsbourg durent céder Parme et Plaisance à l'Espagne, Finale et l'ouest de la Lombardie à la Savoie, et aussi confirmer la cession de la Silésie et du comté de Glatz à Frédéric II. La Prusse accéda ainsi au rang de deuxième puissance allemande. Ces pertes empêchèrent Marie-Thérèse d'apprécier pleinement la nouvelle reconnaissance de la Pragmatique Sanction par les puissances européennes.

La guerre de Sept Ans

L'impératrice n'était nullement disposée à considérer comme définitive la perte de la région de Glatz et de la Silésie, province au développement économique avancé et peuplée en majorité d'Allemands. Elle sentait bien en effet qu'elle ne pourrait conserver ses possessions et son rôle dirigeant qu'à condition de réduire le poids de ce nouveau rival qu'était le royaume de Prusse. Les deux guerres de Silésie avaient dévasté la Bohême et la Moravie et mis en évidence les insuffisances de l'organisation administrative et militaire autrichienne. Marie-Thérèse prit donc toutes les mesures nécessaires pour affronter un autre conflit avec une meilleure armée et, plus généralement, pour renforcer ses positions. L'alliance avec la Russie d'Élisabeth Petrovna le 2 juin 1746 lui garantit un soutien contre une éventuelle attaque turque ou prussienne. L'influence croissante depuis 1749 du comte Wenzel Anton Kaunitz avait conduit à un renversement d'alliances et à un accord avec la cour de Versailles qui semblait plus propice à un règlement avec la Prusse et à la reconquête de la Silésie que le maintien des anciennes relations avec la cour britannique. La convention de Westminster, conclue en hâte par Frédéric II le 16 janvier 1756, précipita la venue d'un nouveau conflit, de plus en plus vraisemblable après la signature d'une alliance défensive franco-autrichienne, le 1^{er} mai.

L'invasion de la Saxe électorale par la Prusse le 29 août 1756 fut le signal du déclenchement de la guerre de Sept Ans, dont les pays

bohémiens furent une fois de plus le théâtre principal. Le premier affrontement d'importance entre les troupes prussiennes et l'armée autrichienne commandée par le maréchal Browne se produisit le 1^{er} octobre 1756 à Lovosic (Lobositz) sur l'Elbe ; une deuxième armée prussienne commandée par le comte Schwerin opéra de façon autonome en Bohême orientale. Les troupes prussiennes pénétrèrent à nouveau en trois colonnes en Bohême au milieu d'avril 1757. Malgré des pertes importantes, elles s'installèrent durablement dans les environs de Prague le 6 mai, sans pouvoir s'emparer de la ville elle-même. Le 18 juin, la défaite de Frédéric II à Kolin contre les Autrichiens de Daun l'obligea à renoncer à la Bohême. Dans les mois suivants, la Saxe et la Silésie eurent à souffrir particulièrement des combats, et, après la victoire de Rossbach, le 5 novembre, le roi de Prusse lança à nouveau le maréchal Keith sur la Bohême, et la victoire de Leuthen, le 5 décembre 1757, vengea les pertes que lui avait infligées précédemment l'Autriche. En mai 1758, les combats se déplacèrent vers le nord de la Moravie ; Olomouc, transformé en forteresse, opposa une résistance vigoureuse et les Prussiens firent les frais de plusieurs escarmouches, amenant Frédéric II à se replier entre la fin juillet et le début d'août par Hradec Králové et Nachod, sur la Silésie qu'il dut évacuer à l'exception de Breslau après sa cuisante défaite de Kunersdorf le 12 août 1759.

La Silésie et les districts septentrionaux de la Bohême et de la Moravie subirent ensuite des attaques, des pillages et des combats de moindre ampleur. Seuls la mort de la tsarine Élisabeth Petrovna, le 5 janvier 1762, et le retrait de la Russie des champs de bataille de la guerre de Sept Ans, ainsi que la victoire de Burkensdorf le 21 juillet 1762 permirent à nouveau à Frédéric II de chasser les Autrichiens de Silésie et d'envahir le nord de la Bohême. L'épuisement militaire et économique des parties en présence les conduisit à conclure un armistice et à signer, le 15 février 1763, au château d'Hubertsbourg en Saxe, une paix fondée sur la reconnaissance du statu quo. Le comté de Glatz dut être abandonné par les troupes autrichiennes qui l'occupaient encore, et la souveraineté prussienne sur les provinces silésiennes au nord de l'Oppa fut une fois encore confirmée. L'Autriche avait dû accepter sous la contrainte la perte définitive de la Silésie et l'entrée de la Prusse et de la Russie dans le groupe des plus grandes puissances européennes, mais elle ne souhaitait pas voir l'antagonisme austro-prussien menacer davantage sa suprématie dans l'Empire.

Les autres actions de politique étrangère

Devant les dévastations et la ruine totale des finances publiques, Marie-Thérèse s'était juré de ne plus jamais se laisser entraîner dans

une guerre. Promesse sans lendemain, car les interventions russes et prussiennes, favorisées par l'intolérance religieuse, l'obligèrent à intervenir à son tour dans la république nobiliaire de Pologne, où les confédérés de Bar menaient une véritable guerre civile contre le roi Stanislas Auguste Poniatowski depuis février 1768. Un conflit se développa alors entre la Russie et la Turquie, qui risquait de déboucher sur l'installation durable des Russes dans les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie et de créer une menace permanente sur le front oriental de l'Autriche. Joseph II, élu roi romain germanique en 1764, devenu sans difficulté empereur à la mort de son père l'année suivante, et nommé corégent le 18 août 1765, se laissa convaincre par Frédéric, au cours des entrevues de Neisse en 1769 et d'Uničov, en 1770, de participer au partage de la Pologne imposé par le roi de Prusse. L'Autriche donna le signal en occupant les treize villes du comté de Zips cédées en gage à la Pologne depuis 1412 et en envahissant trois starosties de Vieille Pologne, en 1769-1770. En 1772, malgré les réserves de l'impératrice, l'Autriche reprit une zone allant de la frontière orientale de la Silésie jusqu'à Bug, au nord des Carpathes. Ce territoire fut incorporé aux terres de la couronne des Habsbourg sous le nom de royaume de Galicie et Lodométrie, avec pour capitale Lvov (Lemberg). L'occupation sans coup férir de la Bucovine en 1775 permit de relier la Galicie à la principauté de Transylvanie.

La guerre de Succession de Bavière s'était ouverte en 1778, en raison de l'intention de Joseph II d'échanger la totalité des territoires bavarois en sa possession contre les Pays-Bas autrichiens avec l'électeur palatin Charles-Théodore, prétendant au trône après l'extinction des Wittelsbach en lignée masculine. Les pays de Bohême furent entraînés dans le conflit, car, une fois encore, les troupes de Frédéric II, soutenues par la Saxe, envahirent le nord-est de la Bohême et la Moravie avec l'intention de conquérir Prague, Olomouc et Brno, puis de livrer une bataille décisive devant Vienne. Les troupes autrichiennes s'étaient solidement retranchées entre Litoměřice et Hradec Králové, et les Prussiens durent battre en retraite en août-septembre 1778 ; ils ne parvinrent à se maintenir qu'à Jägerndorf et Děčín. La paix de Děčín, le 13 mai 1779, mit un terme à ce conflit, bientôt qualifié ironiquement de « guerre des pommes de terre » et de « foire aux prunes », où l'Autriche, malgré tout, gagna l'Innviertel bavarois. L'empereur aurait choisi la perte de la Bohême plutôt que cette « paix infamante, funeste et défavorable », mais Marie-Thérèse, soucieuse d'éviter les conflits, poursuivit une politique de compromis dans les dernières années de son règne. L'entrevue de Mohilev entre Joseph II et Catherine II, peu de temps avant la mort de Marie-Thérèse le 29 novembre 1780, amena un rapprochement austro-russe qui allait sans doute à l'encontre de ses intentions.

Joseph II était beaucoup trop absorbé par ses réformes intérieures pour mener une politique extérieure active. C'est pourtant sans doute l'échec de nouvelles initiatives pour échanger la Bavière contre les Pays-Bas malgré l'opposition persistante de la Prusse et l'indifférence française qui conduisirent l'empereur à s'engager dans une nouvelle guerre contre les Turcs aux côtés de la Russie. Après des revers initiaux, dont la responsabilité incombe en fait largement à Joseph II lui-même, Belgrade fut conquise en 1789, et les armées turques furent mises en déroute à Fokşani et Martineşti. Les profondes réformes intérieures entreprises par Joseph II, surtout aux Pays-Bas et en Hongrie, mais aussi dans les pays bohémiens, avaient créé une situation explosive. La Prusse et son Premier ministre Hertzberg s'étaient engagés dans une politique étrangère résolument anti-autrichienne, et la France, en proie à la tourmente révolutionnaire, n'était pas à même de fournir une aide active. L'empereur ne pouvait donc plus exploiter les succès militaires obtenus au sud-est de l'Europe pour étendre la puissance des Habsbourg. La population de Bohême et de Moravie, tout à l'ébranlement interne provoqué par les réformes de l'empereur, ne montrait guère d'intérêt pour les développements de la politique étrangère.

LA RESTRUCTURATION ADMINISTRATIVE ET LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Les pays de la couronne bohémienne ne comprenaient plus, outre le royaume de Bohême et le margraviat de Moravie, que les restes des duchés de Jägerndorf, Děčín et Troppau, désormais appelés Silésie autrichienne, et l'ancienne terre d'Empire d'Eger, soit un territoire de 79 000 km² et de moins de 3 millions d'habitants. Ils avaient déjà beaucoup souffert des deux guerres de Silésie. Pendant son court règne sur la moitié à peine du pays, Charles Albert de Bavière (le roi Charles III) l'avait taxé d'un impôt de 6 millions de florins ; cette somme, réduite de moitié, ne put être rassemblée à la fin d'avril 1742, et les occupants français soumièrent la Bohême centrale et occidentale à un pillage si systématique que le maréchal de Belle-Isle put se vanter d'être parvenu à en tirer jusqu'au dernier sou. Ce pillage éhonté, les troubles paysans et l'exode massif qui s'ensuivirent, éveillèrent dès le printemps 1742 le souhait unanime d'un retour au sein de la monarchie des Habsbourg. Les armées prussiennes vécurent de même sur le pays, incendiant, réquisitionnant et pillant à tout va. Frédéric II lui-même dénonça les violences telles que nez et oreilles coupés, les attribuant toutefois à des exactions des Croates et des Pandours

combattant dans l'armée autrichienne. Il ne put être question, de toute façon, d'envisager une administration régulière du pays et d'effacer les effets les plus criants de la guerre avant 1746.

Tandis que la grande aristocratie morave solidement contrôlée par la maison Habsbourg restait fidèle à la dynastie, en Bohême près de 400 nobles avaient rendu hommage à Charles III/VII et s'étaient, pour certains, déclarés prêts à rejoindre la nouvelle administration. Trois représentants en vue de l'ordre des seigneurs : les comtes Franz Leopold Buquoy, Rudolf Chotek et Hermann Czernín faisaient partie de la *Hofdeputation* qui avait remplacé l'ancienne *Statthalterei* de Bohême, le 23 décembre 1741, et dont le comte Philipp Kolowrat-Krakovský avait pris la direction, tandis que les intérêts des chevaliers étaient défendus par J.C. Dohalský, M. Bechyně et W. Audrtzky. Deux seigneurs bohémiens, le comte J.W. Lassaga-Paradis et J.F. von Turba, faisaient partie de la chancellerie de Bohême, réorganisée et dirigée par le comte J.W. Kaiserstein, à côté du baron bavarois J.A. von Ickstadt. La noblesse bohémienne espérait que le nouveau souverain donnerait un droit de parole plus important aux ordres, mais cette attente fut déçue : la brièveté du séjour de Charles III/VII à Prague, l'amputation du territoire du fait de la guerre et de l'occupation, et la brève souveraineté franco-bavaroise furent autant d'obstacles au renouvellement profond de personnel et à l'octroi de privilèges qui auraient pu modifier l'attribution des charges territoriales. La généralité française adopta un comportement très indépendant, les Prussiens se mirent à lever des impôts et des soldats dans les districts qu'ils occupaient, et le droit de guerre régnait de même dans les régions tenues par les troupes autrichiennes. Il ne pouvait donc être question de mettre en place une administration territoriale régulière.

La réorganisation administrative sous Marie-Thérèse

Après la reconquête de Prague le 2 janvier 1743, Marie-Thérèse abolit les institutions administratives bavaroises et créa une commission d'enquête qui condamna sévèrement les collaborateurs les plus notoires, mais la souveraine s'opposa à l'exécution de ces peines. Les anciens officiers généraux du pays restèrent à leurs postes et certains membres de la *Hofdeputation* occupèrent même des positions dirigeantes après 1747*. La composition du collège de la *Statthalterei* ne subit que des modifications mineures ; il retrouva ses anciennes

* Le comte Kolowrat-Krakovský devint *Oberstlandrichter* et premier burgrave en 1748 ; le comte Chotek devint premier chambellan en 1747 et le comte Buquoy grand maréchal en 1748. Même le burgrave de Hradec Králové, J.C. Dohalský, renvoyé en 1743, fut à partir de 1754 conseiller de la *Königliche Repräsentation und Kammer* et conseiller au *Gubernium* à partir de 1763. (N.d.A.)

attributions et redevint à partir du 9 juin le gouvernement du pays de Bohême. Les occupations ennemies répétées et la perte de plus en plus évidente de l'essentiel de la Silésie n'eurent pas d'effet marquant sur la structure de l'administration centrale ; les premières mesures visaient à assurer une rentrée efficace des impôts, à encourager le commerce et la production et à stabiliser l'administration dans les districts silésiens restants. Le *gubernium* installé le 28 janvier 1743 à Opava allait dans ce sens. Présidé par le comte Frédéric-Guillaume Haugwitz, il était l'organe administratif souverain, organisé de façon collégiale et chargé des fonctions politiques, juridiques et fiscales pour les territoires au sud de l'Oppa. Des charges de sénateurs (*Landälteste*) furent créées et placées sous l'autorité du *gubernium* le 21 février 1744 ; elles jouaient le rôle d'instance administrative intermédiaire. Les fonctionnaires royaux qui les occupaient avaient pour mission principale la levée des impôts ; dans les villes royales de Troppau, Děčín et Jägerndorf, les *administrators* royaux assurèrent ces fonctions. La nouvelle diète silésienne de Troppau (également diète princière) représentait les ordres et regroupait les princes de Děčín, Jägerndorf, Troppau, Neisse (l'évêque de Breslau) et Bielitz (principauté à partir du 18 mars 1752, puis duché à partir du 2 novembre 1754, sous le comte de Sułkowski) ainsi que les princes des onze principautés mineures ou leurs représentants. Dès le 22 avril 1743, l'évêque de Breslau avait mis en place à Weidenau (et à Johannesberg à partir de 1767) un gouvernement princier pour les territoires non repris par la Prusse, et le 16 février 1746, le prince Liechtenstein suivit son exemple en réorganisant et en concentrant à Troppau son administration pour les territoires de Jägerndorf et Troppau.

Marie-Thérèse était parfaitement consciente que la réorganisation de l'ensemble de l'appareil d'État et l'unification et la réforme interne du système administratif de chacun des pays héréditaires s'imposaient si l'Autriche voulait affirmer sa suprématie dans l'Empire et reconquérir la Silésie. Dès 1741, elle posa des jalons décisifs en ce sens. L'ensemble du système financier, placé sous la responsabilité du comte Philipp Kinsky, ancien chancelier de Bohême, fut réorganisé à partir de 1745, et en 1742 une chancellerie d'État (*Staatskanzlei*) fut chargée de la politique étrangère, la chancellerie autrichienne (*Hofkanzlei*) n'assurant plus que les affaires intérieures ; le règlement intérieur du Conseil de la guerre (*Hofkriegsrat*) fut refondu en 1745, et un directory commercial général fut créé en 1746 pour favoriser l'essor du commerce et des transports. Marie-Thérèse, malgré sa méfiance envers une partie de la noblesse, entreprit ces actions avec prudence, car elle restait dépendante de son soutien politique et matériel. Le comte Frédéric-Guillaume Haugwitz, qui avait administré avec succès la Silésie autrichienne, avait

préconisé la séparation de l'administration et de la justice en 1743-1744, et, en 1745, les chancelleries d'Autriche et de Bohême furent remplacées par un *Revisorium*, instance ultime d'appel. D'autres mesures furent envisagées pour réduire l'autonomie et favoriser l'uniformisation. Les états bohémiens émirent des réserves de plus en plus fortes devant les projets d'Haugwitz, devenu, à côté du comte Anton Wenzel Kaunitz-Rietberg, le premier conseiller de l'impératrice. La noblesse invoquait le droit d'État pour justifier son opposition, mais les propriétaires de terres allodiales craignaient surtout de voir fondre le nombre de leurs justiciables. La noblesse morave soutint de son plein gré la mise en place des réformes, espérant que cette uniformisation administrative mettrait fin à l'ancienne soumission de la Moravie à la Bohême. En revanche, les porte-parole des ordres bohémiens, les comtes Harrach, chancelier de la chancellerie bohémienne, et Philipp Kinsky, président de la *Ministerialbancodeputatio*, exprimèrent ouvertement leurs réserves.

La nécessité d'entretenir une armée permanente de 108 000 hommes, dont l'entretien coûtait au moins 15 millions de florins par an et qui était soumise à l'autorisation préalable des états pour des périodes de dix ans, incita à priver pratiquement ces derniers de tout droit d'intervention dans l'administration fiscale et militaire ; la conséquence la plus importante fut pourtant l'abolition de la franchise fiscale de la noblesse. La Bohême dut à elle seule verser 4,6 millions de florins pour l'armée, la Moravie, 1,5 million et la Silésie autrichienne 245 000. Le recès décennal qui entra en vigueur le 1^{er} novembre 1748 fut entériné par la diète bohémienne en janvier 1749 et en février par la diète morave, malgré de nombreuses manifestations de mécontentement. L'ancien cadastre fiscal s'avéra inexact et après de longs débats, un examen général du cadastre rustical [des terres concédées aux paysans] fut entrepris en 1751 ; il devait procéder à la conversion des *Lahnen* moraves en *Ansässigkeiten*, en usage en Bohême et correspondant à un rendement annuel de 180 florins. En Bohême, on ne trouvait plus en 1757 que 52 850 de ces *Ansässigkeiten*. La taxation annuelle d'une *Ansässigkeit*, de 54 florins en 1746, était passée à 60 après le recès décennal ; elle atteignit 66 florins en 1772. L'ordonnance fiscale entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1748 devait garantir la levée des impôts et la circulation correcte des sommes prélevées. La noblesse avait jusqu'alors contribué à l'impôt exigé du pays par un *Extraordinarium* calculé sur une base volontaire et annuelle ; elle dut alors se soumettre à l'obligation fiscale générale, qui fut justifiée par « l'égalité de tous de par la volonté divine », admettre le cadastre dominical [des terres initialement exploitées par les seigneurs, éventuellement concédées ensuite en exploitation] proposé par l'*Exaequatorium dominicale*, et, à partir du 1^{er} novembre 1756, verser à la

Königliche Repräsentation und Kammer un impôt de 29 % sur leurs revenus.

La paix d'Aix-la-Chapelle avait accordé à la monarchie des Habsbourg un répit de plusieurs années qui lui permit d'engager une réforme plus systématique et plus générale de l'État. Sur la proposition d'Haugwitz, le 14 juillet 1748, un premier pas fut fait, certes éphémère, pour restructurer l'administration territoriale, en instaurant des députations royales chargées de l'administration du *camerale, contributionale et militare mixtum*. Elles relevaient de la *Geheime Hofkommission*, compétente pour la levée des impôts, la gestion et l'accroissement des revenus de la Chambre, ainsi que l'entretien et l'hébergement des troupes. Cependant, l'administration des cercles, correspondant aux députations, continuait à être soumise au contrôle de la *Statthaltere* (gouvernorat) en Bohême et du *Tribunal* en Moravie et en Silésie autrichienne pour certaines de ses attributions, notamment l'application des lois, l'entretien des routes et la médiation dans les conflits entre paysans serfs et seigneurs fonciers. Des conflits de compétences et des rivalités surgirent entre les deux autorités de tutelle. Cette situation, ajoutée à la volonté de Marie-Thérèse de briser l'influence des ordres, toujours vivace au niveau des cercles, et de mettre un terme à la confusion, jugée dépassée, des fonctions politico-administratives et judiciaires, amena à rechercher des solutions plus satisfaisantes.

Les affaires pénales bourgeoises, les juridictions criminelles et civiles et la justice économique en première instance ne furent pas concernées par cette volonté de séparation des pouvoirs ; le tribunal d'appel de Prague conserva sa fonction de seconde instance, et les nouveaux organes se virent confier la justice politique et administrative. En Moravie et en Silésie autrichienne, un sénat de justice et un sénat politique furent institués le 15 janvier 1749, et, le 24 janvier, les attributions juridiques antérieures du gouvernorat de Bohême furent transférées à un *Justizkonsess*. Le 1^{er} mai, une nouvelle instance judiciaire suprême succéda au *Revisorium* institué en 1745 comme tribunal suprême de révision chargé de contrôler les décisions du tribunal d'appel de Prague. Malgré les hésitations de la plupart des conseillers, Marie-Thérèse suivit là aussi les conseils d'Haugwitz et mit en place, le 1^{er} mai 1749, un *Directorium in publicis et cameralibus* qui reprit les compétences des anciennes chancelleries de Bohême et d'Autriche, ainsi que les fonctions financières assurées jusqu'alors par la *Hofkammer* ; il devint ainsi l'organe suprême des « pays héréditaires allemands » pour l'administration politique et fiscale. Les pays de la couronne de Bohême perdirent leur dernier reste d'autonomie administrative avec la mise en place de cette autorité centrale dirigée par Haugwitz, devenu « premier chancelier d'Autriche et chancelier

suprême de Bohême » (*Böhmischer oberster und österreichischer erster Kanzler*) ; ils durent ainsi se couler dans le moule administratif des pays héréditaires autrichiens. Une des conséquences en fut la dissolution, le 7 mai, de la *Statthalterei* de Prague et le transfert de ses fonctions administratives à la *Königliche Repräsentation und Kammer* qui prit la succession de l'éphémère *Königliche Böhmisches Deputatio* ; le 10 mai, les fonctionnaires territoriaux des ordres furent regroupés dans le *Konsess der Obersten Landesoffiziere*, dirigé par le premier burgrave, le comte Philipp Kolowrat-Krakovský, et chargé des anciennes attributions judiciaires de la *Statthalterei*. En Moravie et en Silésie autrichienne aussi, les députations en fonction reçurent l'appellation de *Königliche Repräsentation und Kammer* ; placées au-dessus de toutes les autres charges du pays, elles étaient soumises directement au directoire de Vienne. La réforme des cercles entreprise sur la proposition du comte Larisch le 23 janvier 1751 était de toute évidence destinée à réduire encore l'influence des ordres. Dans les cercles bohémiens, désormais au nombre de 16, et dans les 6 *Kreis* moraves, l'administration était confiée à un gouverneur rémunéré sur fonds publics, devant certes posséder l'*inkolat*, mais qui n'était plus tenu de posséder des terres dans son district. Ces charges publiques permettaient de contrôler la noblesse de façon beaucoup plus satisfaisante que par le passé, même si elle conservait encore ses droits et devoirs héréditaires au niveau inférieur et dans les domaines financier, juridique et de l'administration politique générale. Le développement de la bureaucratie provoqua l'intervention accrue de juges, fonctionnaires, employés et secrétaires rémunérés, ce qui eut pour effet de renforcer le pouvoir du souverain dans tous les domaines de l'administration.

Malgré la persistante résistance des états et l'expression du mécontentement des nobles, Haugwitz, protégé par l'impératrice, persévéra dans la mise en place de ces réformes. Le 30 janvier 1751, un *Regalien und Fiskal Konsess* fut mis en place sous la présidence du comte Wilhelm Nostitz ; il reprit la justice financière et fiscale, jusqu'alors confiée au *Konsess der Obersten Landesoffiziere*. L'égalité de traitement réclamée par la Moravie amena à la création, à Brno le 18 novembre 1752, d'un tribunal d'appel pour les sujets ; la justice autrefois rendue par les tribunaux criminels des états ou des seigneurs fonciers fut désormais assurée par les nouveaux tribunaux des cercles. En Bohême, la résistance des états repoussa au 19 août 1765 le remplacement des juridictions nobles par les tribunaux de *Kreis*. La guerre de Sept Ans empêcha la poursuite de la mise en place de réformes importantes. Toutefois, sur la proposition du comte Kaunitz, qui jouait un rôle de plus en plus grand, le *Staatsrat* fut mis en place le 9 décembre 1760. Dépourvu des pleins pouvoirs exécutifs, mais principal

conseil de l'impératrice, il devait assurer la coordination entre la nébuleuse des institutions centrales et la souveraine, et répartir les tâches entre les différents ministères qui apparaissaient peu à peu et éviter les empiétements de compétences.

Haugwitz présida le *Staatsrat* jusqu'à sa mort en 1765, mais son influence déclina peu à peu. Il ne put s'opposer, le 29 décembre 1761, à la proposition de Kaunitz de dissoudre le *Directorium in publicis et cameralibus*, et de transférer ses compétences politiques à la chancellerie d'Autriche et de Bohême dirigée par le comte Rudolf Chotek. L'administration des finances, désormais indépendante, fut confiée à une nouvelle Chambre des comptes (*Hofkammer*), dont la caisse générale fut chargée des règlements et de la gestion de la dette publique ; la Cour des comptes (*Hofrechenkammer*), autonome jusqu'en 1772 seulement, devait contrôler l'ensemble des opérations financières. Peu après la guerre et afin d'apaiser la noblesse aigrie par sa mise à l'écart croissante, Kaunitz remplaça le 1^{er} mai 1763 l'impopulaire *Königliche Repräsentation und Kammer* par un *Gubernium* composé de deux conseillers non rémunérés, choisis dans l'ordre des seigneurs, et de six conseillers rémunérés, et présidé par le comte Kolowrat-Krakovský. Ce dernier était également, en tant que premier burgrave, le premier fonctionnaire du pays et à ce titre président de la diète et du *Landesausschuss*. Le *Konsess der Obersten Landesoffiziere*, qui, depuis 1749, n'était plus qu'une instance judiciaire compétente pour les affaires relatives aux ordres, fusionna avec le *Gubernium* le 17 décembre 1763. De même, en Silésie autrichienne, le 16 juillet 1763 et en Moravie le 15 décembre 1764, la plus haute instance du pays prit le nom de *gubernium*. En 1771, le nouveau premier burgrave, le prince Karl Eugen Fürstenberg, reprit la présidence du *gubernium* bohémien, qui, le 26 juillet, fut divisé en deux sénats : le *gubernicum in publicis et politicis* compétent pour l'administration, et le *gubernicum in judicialibus*, chargé de la justice. Ajustements et modifications se poursuivirent, mais les fondements de la structure de l'État dans les « pays héréditaires allemands » de la monarchie restèrent jusqu'en 1848 ceux que Marie-Thérèse avait mis en place. Les mesures cohérentes, mais introduites avec prudence et avec le souci de ménager les sensibilités des intéressés, que l'impératrice prit pour réduire l'influence des ordres privèrent la noblesse de tout privilège politique. Il ne lui resta que la participation aux diètes, qui continuèrent à être convoquées régulièrement pour donner une sanction formelle aux décrets et aux patentes royales, l'occupation des charges territoriales royales et une participation limitée à la gestion des cercles et des tribunaux de niveau inférieur. Les autres domaines de l'administration publique étaient désormais tous totalement aux mains du pouvoir central.

La présence toujours plus forte d'un corps de fonctionnaires professionnels rémunérés et formés aux nouvelles sciences administratives et policières contribua à réduire encore la participation de la noblesse à l'administration du pays. Fidèle à l'esprit du despotisme éclairé, le monarque, se sentant également responsable du bien-être de tous ses sujets, cherchait à homogénéiser les conditions politiques et matérielles de chacun des pays héréditaires, au prix de l'abolition de leurs traditions et privilèges. La noblesse, en réaction, se battit avec acharnement pour, au moins, préserver sa suprématie économique et ses derniers privilèges administratifs et politiques. Au-delà de son patriotisme, la référence à l'ancienne position privilégiée des pays de la couronne de Bohême lui servit surtout à appuyer ses revendications et à défendre des privilèges acquis aux dépens de la collectivité. Malgré leur attachement à la dynastie, les grandes familles nobles qui contrôlaient des latifundia gigantesques semblent n'avoir manifesté qu'un goût modéré pour toute innovation susceptible de receler l'apparence d'une restriction de leur pouvoir ou d'une préférence pour une autre catégorie de population. Aux diètes, les représentants des chevaliers formaient toujours la courte majorité des présents, mais les seigneurs délibérant à part et conservant la préséance sur les autres curies, leurs décisions continuèrent à prévaloir.

La transformation de l'appareil judiciaire

L'impératrice avait senti la persistance de cette résistance dès 1753, lorsqu'elle avait redonné vie à d'anciens projets d'harmonisation juridique en mettant en place une *Compilationscommission*. Le projet de Code civil général (*Codex Theresianus*) de 1766 ne fut qu'une compilation des anciennes normes juridiques, car la haute noblesse émit de fortes réserves à l'encontre d'une codification qui se référerait au droit naturel. Il fallut attendre Joseph II pour que ce travail se poursuive avec la publication d'un premier volume en 1786. Le Code pénal thérésien (*Constitutio criminalis*, dit aussi *Nemesis Theresiana*) ne présentait de même aucune différence réelle par rapport aux lois pénales promulguées par l'empereur Joseph I^{er} en 1708. Il fallut attendre ici aussi 1787 et Joseph II pour que les exigences de l'époque soient prises en compte et pour qu'une réforme de la procédure vienne compléter le nouveau Code pénal. Toutes les mesures destinées à adoucir le sort misérable des paysans suscitèrent de même une grande méfiance et durent être suspendues en 1774. Joseph II, dès sa régence, continua à œuvrer tout à fait ouvertement à la neutralisation totale de la noblesse, qu'il considérait comme insoumise, et à l'élimination des anciennes représentations féodales. La révolution d'en haut qui s'amorça avec son accession au trône le 29 novembre 1780 lui permit

d'imposer rapidement ses vues, mais la bureaucratie administrative qu'il mit en place ne put maintenir sa suprématie sur les ordres bohémiens au-delà de la fin de son règne.

La réorganisation administrative et juridique entreprise dès 1782 déclencha les protestations des états, qui, de surcroît, ne pouvaient admettre que l'empereur refuse énergiquement de se faire couronner roi de Bohême à Prague. L'empereur s'était pourtant contenté, dans un premier temps, de réunir la *Böhmisch-österreichische Hofkanzlei*, la *Hofkammer* et la *Ministerialbancodeputatio* en une *Vereinigte böhmisch-österreichische Hofkanzlei* et le *gubernium* austro-silésien avec le *gubernium* morave. Les atteintes à la justice féodale qui se produisirent au même moment pesèrent par contre beaucoup plus lourd. La suppression, le 11 avril 1782, des grands et petits *Landrecht*, des tribunaux du *Kammergericht*, du *Hoflehengericht*, de la *Landtafel* et du tribunal du premier burgrave, ainsi que la liquidation totale des *Obergerichte* jusqu'alors juridictions autonomes des ordres, provoquèrent la démission du premier burgrave Fürstenberg. Ce coup d'éclat n'empêcha pas l'empereur de faire des tribunaux d'appel de Prague et Brno, réorganisés sur une base collégiale, les juridictions d'appel de l'ensemble de la population, et donc aussi de la noblesse. La nouvelle hiérarchie des instances, promulguée le 14 avril 1783, laissait intacte la justice patrimoniale des seigneurs fonciers, mais elle faisait appel à des juristes spécialisés. L'instance suprême de révision resta l'*Oberste Justizstelle* de Vienne. Les tribunaux pénaux, qui n'existaient plus que dans les capitales des cercles, furent réorganisés par une décision du 20 août 1787 et confiés obligatoirement à des juges professionnels.

Après 1783, pour briser l'opposition féodale, Joseph II ne convoqua plus de diètes et pendant six ans, il leva les impôts sans leur autorisation. Le 27 octobre 1783, il avait de surcroît interdit que les ordres se réunissent de leur propre initiative, interdiction qu'il renouvela en 1788. En 1784, les *Landesausschüsse* (conseils provinciaux) féodaux créés soixante-dix ans auparavant furent dissous, et en 1788 les deux représentants des ordres placés auprès des *gubernium* furent privés de leur droit d'intervention. En 1789 seulement, alors que la patente fiscale et urbairiale préparée par une *Hofkommission* depuis 1785 allait être adoptée, l'empereur convoqua les états bohémiens et moravo-silésiens afin de leur demander de délibérer en quelque sorte eux-mêmes sur la fin de leur privilège fiscal qui rendrait désormais inutile la tenue d'autres diètes. De même que la communauté de conscription introduite malgré la forte résistance des ordres avait limité le champ d'intervention administrative des instances économiques seigneuriales, l'établissement d'un nouveau cadastre foncier devait mettre en place un cadastre unique et supprimer toute distinction fiscale entre seigneurs et paysans. La Patente sur les corvées du 10 février 1789

stipulait que les impôts collectés constituaient 30 % des revenus des paysans et allaient pour 12^{2/9} % dans les caisses de l'État et pour 17^{7/9} % dans celles du seigneur, les corvées devant être assimilées à des versements en argent et incluses à ce titre dans la part seigneuriale ; elle souleva de vives protestations et entraîna cette fois la démission du chancelier, le comte Johann Rudolf Chotek. La noblesse craignait non seulement une réduction sensible de ses revenus, et une imposition plus lourde de ses biens dominicaux, mais aussi, et à juste titre, une perte totale de pouvoir. Cependant, alors que les ordres réunis en diète à Prague délibéraient en toute hâte d'une lettre de protestation violente et forgeaient des projets de rébellion, on annonça la mort du souverain détesté le 20 janvier 1790. Devant la détermination de la noblesse, son successeur, Léopold II (1790-1792), réintroduisit les diètes et les *Landesauschüsse*. Le privilège d'autorisation des impôts ne disparut qu'en 1848.

La politique économique mercantiliste

Dès le règne de Marie-Thérèse, des mesures économiques inspirées de l'absolutisme éclairé et du mercantilisme alors dominant avaient été prises afin d'augmenter le « bien-être général » par un soutien spécifique à l'économie et au commerce, et d'augmenter les revenus de l'État. L'inspection cadastrale générale avait mis en évidence l'absence de données démographiques fiables, utiles aussi bien pour la levée des troupes que pour le recensement des ouvriers des manufactures ; une patente du 13 octobre 1753 instaura désormais des recensements annuels. Le premier, en 1754, recensa 3 013 369 habitants, dont 1 971 613 en Bohême et 1 041 576 en Moravie et en Silésie. L'unification monétaire prescrite par l'instruction du 7 novembre 1750 introduisit une monnaie de référence (12 thalers, ou 24 florins pour un marc d'argent viennois, soit 281 grammes de fin). Elle fut révisée à la suite d'une convention conclue en 1753 avec la Bavière électorale afin de faciliter la mise en place d'une monnaie impériale. Dans ce but, le marc d'argent de Cologne (233,856 g de fin) fut divisé en 10 thalers conventionnels ou 20 florins conventionnels, qui s'avèrent extrêmement stables, et le taler de Marie-Thérèse, frappé à partir de 1753, jouit d'une réputation particulière dans le commerce avec l'Orient et le Levant. À l'exception d'une interruption entre 1784 et 1795, Prague conserva sa propre Monnaie jusqu'en 1857, mais elle dut abandonner en 1781 la production de la dernière monnaie locale, le *Gröschl*, valant trois quarts de kreuzer. L'unification des poids et mesures, prévue par la Patente du 30 juillet 1764, fut un échec partiel, mais les équivalences prescrites de façon précise facilitèrent le commerce entre régions.

La perte de la Silésie avait réduit brutalement la part de la population allemande dans les pays de la couronne bohémienne et donné une nette majorité aux Tchèques ; elle avait également eu de lourdes conséquences économiques. Les destructions considérables causées par la guerre et les charges et impôts pesant sur la population avaient imposé à un pays déjà appauvri des sacrifices matériels à la limite du supportable. La volonté de relancer l'économie conduisit à créer un office des manufactures à Brno en 1751 et une commission du commerce et des manufactures à Prague en 1753, soumis chacun aux députations correspondantes. Les collèges manufacturiers créés parallèlement, et qui fusionnèrent dès 1757 avec les commissions, devaient surveiller les inspecteurs du commerce et les commissaires aux manufactures chargés d'encourager et d'encadrer le développement économique des cercles. Marie-Thérèse institua en 1762 une autorité centrale, le *Hofkommerzienrat*, qui lui était directement rattaché et qui chercha à orienter le développement économique jusqu'en 1776 ; par la suite, ses tâches furent transférées à la *Vereinigte böhmische und österreichische Hofkanzlei*, qui chargea les *gubernium* respectifs du contrôle des *Commerz-Kommission* encore en place. Mais l'édification de manufactures dans les pays bohémiens fut moins le fait du soutien public que de l'initiative privée. Le commerce des produits agricoles stagnait alors que les prix d'achat étaient élevés, et les seigneurs estimèrent plus rentable d'employer dans les manufactures naissantes la population serve des régions frontalières, au climat moins propice et aux rendements agricoles moins élevés ; de plus, des marchés semblaient se dessiner dans l'espace danubien et dans le commerce avec le Levant. Dans les villes, le système corporatif et la pénurie générale de capital s'opposaient à l'émergence d'une production fondée sur la division du travail et spécialisée dans des produits de valeur ; la noblesse, elle, était beaucoup mieux placée pour agrandir ses manufactures déjà existantes et en créer de nouvelles.

La production de toile avait connu des taux de croissance étonnants ; les produits de base étaient souvent filés et tissés artisanalement, puis blanchis, teints et apprêtés dans des manufactures, avant d'être vendus par les sociétés de commerce créées par les *Faktoren*. Le grand-duc François-Étienne de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, acquit une grande réputation dans la création et le développement des manufactures. Avant 1740, il prit des mesures destinées à améliorer la production. Une fois empereur, il introduisit des critères de qualité dans l'ordonnance sur les filatures de 1750-1751 et joua un rôle important dans la fondation en 1755 à Pottenstein d'une manufacture de drap qui devint une entreprise modèle dirigée par le comte Chamaré. La création d'écoles de filage et de tissage et le perfectionnement des procédés de blanchiment et d'apprêt bénéficièrent aux créations ulté-

rieures, dans lesquelles le comte Joseph Kinský se montra un entrepreneur inventif et hardi, défenseur convaincu d'une industrialisation rapide des pays bohémiens, qui, en 1774, employaient plus de 2 500 salariés dans les manufactures. Le comte Joseph Bolza associa en 1763 une unité de tissage et un atelier d'impression, inaugurant une nouvelle activité rentable dans l'industrie textile bohémienne qui, après 1788, fut surtout l'affaire de J.J. Leitenberger. Une ordonnance du 10 mars 1755 sur la fabrication du papier introduisit des critères de qualité qui permirent d'augmenter la production et l'exportation des quelque cent moulins installés principalement aux alentours de Prague. La réputation internationale de la production et surtout de la taille du verre reposait sur la formation des ouvriers et sur la qualité des produits. L'industrie chimique connut des taux de croissance élevés ; ses principales fabrications étaient le soufre, l'alun et le vitriol et aussi des smalts, utilisés dans l'industrie textile. Les gisements traditionnels d'argent, de cuivre et de zinc s'épuisant, leur exploitation décru fortement. La production de fonte se développait dans 60 usines, surtout après la découverte, dans le district d'Ostrava-Karvinà en 1770, de riches gisements de houille, utilisés de plus en plus pour les hauts fourneaux, et après la libéralisation de la production de fer en 1785. La transformation du métal en resta par contre à un stade artisanal. Par contre la production de mines de crayons à partir des riches gisements de graphite entourant České Budějovice prit dès le départ une forme industrielle. En 1775, la seule industrie textile occupait 177 000 personnes dans les pays bohémiens ; l'ensemble des branches du *Commerciale* employait environ 400 000 personnes.

Cet essor économique fut soutenu par des mesures d'accompagnement. Après l'unification des douanes intérieures et des péages en 1731 en Moravie, en 1737 en Bohême, l'ordonnance douanière de 1752 s'efforça de protéger le marché intérieur des importations de Silésie prussienne. L'ordonnance douanière de 1775 fit des territoires cisleithaniens de l'Empire Habsbourg un espace économique et douanier homogène. Le développement du réseau routier public (routes *ärariales* ou impériales), avec la route de Vienne à Prague par Znojmo et Jihlava, joua un rôle aussi important que l'élargissement des réseaux régionaux. L'impératrice avait chargé la Direction des voies navigables installée à Prague de la canalisation de la Morava, de l'Elbe, de la Vltava et de la Sázava, et aussi de la construction du canal Danube-Oder, projet qui ne put aboutir en raison de son coût, évalué à trois millions de florins. La canalisation de la Vltava fut néanmoins menée à bien en 1774. Les sociétés de commerce extérieur créées pour développer la vente des produits nationaux ne parvinrent pas à s'implanter, et les sociétés de commerce britanniques assurèrent une partie des exportations. La banque de prêt « *Zu Unserer Lieben Frau* » créée à

Brno en 1751 par privilège impérial par J. A. Kernhofer, puis reprise par les frères juifs Hönig, est considérée comme le premier établissement bancaire moderne des pays héréditaires autrichiens. Elle ne se contenta pas de traiter des affaires financières et d'encourager le développement industriel par ses crédits, mais opéra aussi pour son propre compte dans l'immobilier et dans des affaires commerciales et édita la totalité des journaux de Brno. Mais seule la suppression des corporations par Joseph II à la fin de son règne fut, avec l'abolition du servage, le signal décisif d'un déploiement vigoureux des structures économiques qui fit accéder les pays bohémiens à la phase préindustrielle, avant qu'ils ne deviennent le centre de gravité économique de la monarchie des Habsbourg.

La guerre de Sept Ans avait également décimé la population civile, et la famine consécutive à de mauvaises récoltes avait fait d'autres victimes en 1771-1772 ; malgré tout, la population augmenta régulièrement dans les pays bohémiens, atteignant 3,65 millions en 1773 et 4,25 millions en 1785 (2,72 en Bohême et 1,53 en Moravie et en Silésie), et les anciens pays tchèques bénéficièrent particulièrement de cette croissance. On ne dispose pas de données fiables sur les nationalités : les Allemands sont alors estimés à 1,05 million en Bohême, 400 000 en Moravie et 150 000 en Silésie autrichienne ; ils disposaient à nouveau d'une majorité confortable dans les villes. Les zones allemandes constituaient un arc homogène au long des frontières, profond de 80 km dans le nord-ouest de la Bohême et le nord de la Moravie, de 10 à 15 km seulement en d'autres endroits, et interrompu uniquement à la frontière moravo-slovaque. En Silésie autrichienne, les 90 000 Polonais étaient le deuxième groupe, devant les 60 000 Tchèques. L'excessive charge fiscale pesant sur la population, l'augmentation des prix agricoles et les faibles salaires maintenaient la population à peine au niveau du minimum vital et cette précarité était encore accrue par les mauvaises récoltes et les mauvaises conjonctures.

L'abolition du servage

Encouragés par la bienveillance publique mais le plus souvent de leur propre initiative, certains nobles s'efforcèrent de réformer le secteur agricole et d'introduire des méthodes de culture plus rationnelles, des semences de meilleure qualité et des critères d'élevage plus satisfaisants. Des sociétés patriotiques économiques furent créées en 1769-1770 à Prague, Olomouc et Brno pour promouvoir ces objectifs. Elles publièrent aussi des manuels d'agriculture et introduisirent un enseignement agricole dès l'école élémentaire. La demande en viande croissant et les rendements augmentant grâce à l'utilisation des engrais,

l'élevage se développa. La culture intensive du trèfle et de la luzerne, désormais nécessaire pour le fourrage, contribua à l'amélioration des sols en permettant l'assolement triennal. Le développement de char-rués et de herses plus lourdes permit de meilleurs rendements et entraîna la création de manufactures d'outils agricoles. L'empereur Joseph II, partisan éclairé des doctrines physiocratiques, encouragea particulièrement toutes les initiatives en faveur de l'agriculture et exprima son intérêt personnel pour la mise en valeur du sol : lors d'un de ses séjours réguliers en Bohême, le 19 août 1769, dans les champs du paysan Andreas Trnka, qui appartenait à la famille Liechtenstein, il prit lui-même la charrue en main, afin de « rendre justice à son état et à son labeur ». L'empereur s'intéressa ainsi à l'extension de la culture de la betterave dans le plat pays, de la pomme de terre dans les montagnes moyennes et du lin comme base de l'industrie de la toile dans les régions frontalières du Nord. La croissance régulière de la population, et donc de la demande en produits industriels, provoqua une pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, car le servage liait toujours celle-ci à la terre, et la stagnation de la situation matérielle des paysans. Les tensions sociales qui en résultèrent ne firent que s'accroître.

Pourtant, la noblesse foncière déplorait elle aussi de plus en plus la faiblesse de la productivité et des revenus de ses latifundia. La concentration des terres avait donné à quelques familles le contrôle d'une part considérable du territoire ; dans ces grands complexes, l'intervention d'un personnel formé à l'économie avait permis l'introduction d'une administration efficace et de méthodes modernes de culture. 41 % du sol étaient des terres dominicales, gérées en réserves foncières autonomes ; les taxes et prestations des paysans asservis représentaient en moyenne un cinquième, et parfois jusqu'à la moitié, de leurs revenus. Les entreprises industrielles de la noblesse – brasseries, distilleries d'eau-de-vie, pisciculture et forêts – constituaient deux cinquièmes de leurs revenus. 59 % de la superficie étaient des terres rusticales. Les paysans, qui devaient mettre la plus grande partie de leur force de travail à la disposition de leur seigneur, cultivaient surtout le seigle et l'avoine, et l'augmentation des rendements céréaliers les poussa, en dépit de leur traditionalisme, à introduire aussi les plantes sarclées.

Les paysans n'avaient pratiquement plus affaire au seigneur lui-même mais à ses régisseurs, et cette dépersonnalisation des relations suscita des doléances, des troubles et des révoltes paysannes. L'idée que seules des réformes de fond telles que l'abolition du servage pourraient remédier à des problèmes bien connus avait déjà été émise sous Charles VI. En 1742, les occupants franco-bavarois avaient appelé les paysans à s'associer au soulèvement contre les Habsbourg en dénon-

çant leur servage et en cessant de payer leur impôts pendant trois ans. Cet appel eut un retentissement tel que, dès la fin des combats en 1748, l'impératrice mit en place une commission chargée d'améliorer la situation de la paysannerie en la soumettant à une juridiction propre, le *iudicium delegatum in causis subditorum*. Des considérations philosophiques, humanitaires mais aussi sans doute fiscales et, à partir de 1770, les réflexions des physiocrates attirèrent l'attention sur le sort des paysans. Les ordres, peu coopératifs, s'opposaient à toute intervention de l'État dans les relations entre seigneurs et sujets, qu'ils considéraient comme relevant exclusivement du droit privé, et la situation juridique des paysans ne put être modifiée ni par les propositions de la commission d'enquête du comte Larisch en Bohême, ni par les libelles bien intentionnés de contemporains avisés. Seule la conviction, de plus en plus répandue dans les milieux les plus ouverts de la noblesse, que les corvées étaient improductives et contrariaient l'essor économique et que seul un paysan jouissant de la liberté personnelle pouvait avoir intérêt à une intensification de l'agriculture, rendit peu à peu acceptable l'idée de réformes fondamentales.

En 1767, les paysans de Silésie autrichienne se révoltèrent, et le *Gubernialrat* Franz Anton Blanc put alors imposer son idée de ramener l'ordre en réglant et en réduisant les devoirs pesant sur les domaines. Après de longues hésitations, les seigneurs concernés acceptèrent de redéfinir les prestations qui leur étaient dues et qui furent consignées dans la Patente sur les corvées du 6 juillet 1771. Pour parvenir à un règlement équivalent en Bohême et en Moravie, l'empereur entreprit une tournée d'information pendant l'année de famine de 1771, mais il dut capituler devant la résistance résolue de la noblesse foncière qui se refusa à toute entente avec les paysans. Les rapports de l'époque dressent un tableau effrayant des conditions de logement, de l'état de santé, du niveau d'éducation et de la capacité économique de paysans jugés travailleurs, sobres et consciencieux, qui, « dès l'âge le plus tendre », à partir de sept ans, étaient soumis aux corvées les plus rudes, et « sucés jusqu'au sang ». Les états, dans leur déclaration du 27 décembre 1773, justifiaient la misère de leurs sujets par les fortes contributions et les impôts du souverain, arguant par ailleurs que « le serf, qui accomplit les corvées *in natura*, ne fait que le travail conforme à son état et à sa constitution ». La nouvelle patente sur les corvées du 7 avril 1774 ne réduisit que faiblement les prestations requises, mais imposa l'établissement de listes des obligations des sujets.

La déception des paysans s'exprima à partir du début de l'année 1775 par une série de soulèvements qui, de Hradec Králové, se propagèrent vers d'autres régions. Les paysans propriétaires, conduits par l'Allemand Anton Seidel et le paysan libre Antonin Nyvlt, créèrent

un « gouvernement paysan » et cherchèrent à obtenir satisfaction pacifiquement, mais les locataires et les travailleurs à domicile formulèrent des revendications plus radicales, et se livrèrent à des violences contre les nobles et le clergé. 40 000 soldats écrasèrent cette révolte jusqu'à la fin d'avril, sans pouvoir toutefois venir à bout de flambées locales limitées. Les chefs furent punis sans trop de rigueur et une nouvelle patente fut rapidement promulguée, de façon à apaiser rapidement les esprits. Le plan proposé par Blanc le 13 août 1775 pour la Bohême et le 7 septembre pour la Moravie supprimait les corvées exceptionnelles et allégeait quelque peu les obligations : les sujets, classés en onze groupes selon leurs propriétés, s'y voyaient prescrire de façon très précise leurs obligations, des paysans riches qui devaient trois jours de corvée attelée par semaine, aux *inleute* redevables seulement de treize jours de corvée à bras par an, de huit heures en hiver et onze heures en été.

Les nobles propriétaires de réserves foncières importantes ne pouvaient se passer du travail gratuit représenté par les corvées. N'ayant les moyens ni d'acquérir les animaux de trait et les instruments nécessaires ni de faire face aux coûts du travail salarié, ils rejetèrent à l'unanimité cette réduction substantielle des corvées attelées et à bras. Seul un petit nombre se reconvertit vers des cultures spécialisées plus rentables, développa l'économie forestière ou ouvrit une manufacture. Le travail forcé commença à être remplacé par des contributions monétaires, et certains domaines furent purement et simplement supprimés ou divisés et loués par parcelle à des petits paysans, qui bénéficièrent d'un droit successoral emphytéotique. À partir de 1774, le conseiller à la cour Franz Anton Raab prit l'initiative d'une opération, dite de raabisation, de distribution de terres à des volontaires sur les domaines de la couronne, afin d'intensifier leur exploitation et d'accroître la rente foncière. Certains nobles recoururent à de telles opérations pour résoudre leurs propres difficultés économiques. Jusqu'en 1787, la dissolution des domaines permit de créer en Bohême 128 *Siedlungen*, correspondant à 7 820 exploitations et en Moravie 117 nouveaux *Weiler* regroupant 3 628 habitants. La *Reluierung*, ou abolition des corvées, fut malgré tout réalisée complètement sur 952 seigneuries, dans 351 domaines et, partiellement, dans 181 domaines complexes. Avant 1800, déjà, le surendettement avait amené de nombreux nobles à vendre tout ou partie de leurs terres, qui furent de plus en plus souvent rachetées par des bourgeois ayant fait fortune dans le commerce et l'industrie.

Ces mesures ne permirent cependant pas de détendre sensiblement l'atmosphère dans les campagnes. Dans sa correspondance avec ses enfants au cours des années 1776-1777, Marie-Thérèse se plaignait amèrement que les seigneurs aient pu s'opposer à la levée du servage

et à la réduction des corvées, accroissant ainsi constamment le risque de nouvelles émeutes. La guerre de Succession de Bavière empêcha pour un temps l'introduction de nouveaux allègements. Soucieux de transformer l'ancienne sujétion héréditaire en une sujétion à l'État et de faire des paysans des individus agissant dans la liberté, l'égalité des droits et la responsabilité, conformément à l'idéal de la physiocratie et de l'absolutisme éclairé, Joseph II, se posant en souverain absolu, passa outre à la résistance de la noblesse foncière et imposa l'abolition du servage. « Fermement décidé à ne rien négliger pour réaliser cet ouvrage pour lequel le plus tôt sera le mieux », le 23 avril 1781, l'empereur invita les « *gubernium* et états de Moravie et de Bohême » à envisager « l'abolition totale du servage dans les pays bohémiens et l'introduction d'un assujettissement modéré ». De nouvelles réserves s'élevèrent, et, les négociations risquant visiblement de s'éterniser, le 1^{er} septembre 1781, Joseph II promulgua deux nouvelles patentes se contentant, dans un premier temps, de simplifier les voies de recours des sujets portant plainte contre leur suzerain et de transférer les juridictions seigneuriales à des juristes qualifiés, dits *Justitiaren*. La Patente du 1^{er} novembre abolit, elle, le servage personnel et autorisa les paysans asservis à changer de lieu de résidence et à choisir librement leur métier et leur conjoint. La suppression de tout service de cour aboutit à interdire formellement toute corvée ou prestation en nature ou en argent, à l'exception des obligations consignées dans les patentes urbariales, puisque les paysans « ne doivent plus être considérés désormais comme des individus asservis personnellement ». La patente ouvrait ainsi aux couches rurales inférieures et aux cadets de familles paysannes de bonnes chances d'ascension sociale en les autorisant à apprendre un métier artisanal ou à entreprendre des études.

La constitution d'une nouvelle classe moyenne et la croissance démographique rapide se traduisirent par une augmentation de la population des villes, qui créa à son tour des conditions plus satisfaisantes à l'essor d'une grande production industrielle organisée sur un mode capitaliste. La dissolution partielle des corporations, la suppression des privilèges des maîtres et de leurs fils et l'ouverture de nombreuses professions favorisèrent la création de fabriques, souvent à l'initiative d'artisans, et l'apparition d'une bourgeoisie industrielle, tandis qu'un prolétariat ouvrier s'esquissait en parallèle. La patente sur le servage n'avait que partiellement mis fin à la dépendance foncière et juridique des paysans à l'égard de leurs propriétaires, et l'empereur continua à chercher l'amélioration de la situation économique de la population rurale et à élargir ses droits d'usage et de propriété en mettant fin aux privilèges d'autorité, tels que le monopole des moulins, des auberges et du commerce du sel. La patente urbariale

et fiscale du 10 février 1789 visant à accroître l'autonomie économique des paysans ne put entrer en application devant la résistance farouche des ordres qui auraient dû supporter des charges financières accrues.

L'empereur Joseph II ne parvint pas à abolir totalement les privilèges et monopoles considérés comme un obstacle incontournable à toute modernisation, même s'ils étaient historiquement fondés et politiquement justifiables, ni à introduire l'égalité de tous les citoyens devant la loi ; il parvint cependant à réduire pratiquement à néant le pouvoir des représentations féodales et à mettre un État à la fois providence et policier, chargé, grâce à un gouvernement et à une administration éclairés, de créer pour toutes les catégories de population les conditions favorables à leur bien-être personnel et matériel. La séparation systématique de la justice et de l'administration, l'importante limitation des juridictions patrimoniales des seigneurs fonciers et le développement systématique de la législation sociale ont surtout profité aux paysans et assuré au souverain une reconnaissance durable, en dépit de la résistance générale suscitée, en Bohême aussi, par les autres mesures et par la rigueur du contrôle et de la tutelle sur tous les aspects de l'existence.

LES MESURES RELIGIEUSES ET CULTURELLES

L'impératrice Marie-Thérèse était incontestablement fille du catholicisme baroque et sa confiance inébranlable en Dieu lui permit de faire face avec une apparente tranquillité aux situations les plus difficiles. Toutefois, elle disposait d'assez d'autorité et de discernement pour confier la réforme fondamentale de l'Empire des Habsbourg à des esprits aussi éclairés que Haugwitz, Kaunitz, Van Swieten et Sonnenfels. L'esprit des Lumières lui était personnellement largement étranger, mais elle encouragea dans la mesure de ses moyens la mise en œuvre des connaissances modernes, particulièrement dans le domaine de l'éducation et des sciences humaines et naturelles, et tant que le rôle dirigeant de l'Église catholique ne s'en trouvait pas remis en cause. Les acquis culturels des Lumières, qui pénétrèrent en Bohême à partir de la Saxe dès avant 1700, grâce principalement à Christian Wolff, trouvèrent un écho favorable chez de nombreux théologiens et religieux catholiques, dont le jésuite et mathématicien pragois Joseph Stepling. Sous l'influence du jansénisme, condamné en 1717 et qui prônait un renouveau de l'Église marqué par l'influence de saint Augustin, les bénédictins et, peu avant sa dissolution, l'ordre des Jésuites lui-même reprirent les idéaux des Lumières. La fondation,

en 1745 à Olomouc, d'une *Societas incognitorum*, défendant un patriotisme catholique éclairé, les débats théologiques entre traditionalistes et modernistes, la création de loges franc-maçonnnes et de cercles jansénistes très en vogue, dirigés, pour l'un d'entre eux par Gerard Van Swieten, médecin personnel de Marie-Thérèse et directeur de l'enseignement en l'Autriche, furent autant de signes de la pénétration de l'esprit des Lumières jusque dans les milieux religieux. L'impératrice ne put ignorer les réformes conseillées par les évêques et les abbés eux-mêmes pour réconcilier le catholicisme et la raison.

Marie-Thérèse ne craignit donc pas de soumettre les biens d'Église à la surveillance de l'État, de réduire le droit d'asile et le pouvoir des juridictions ecclésiastiques dans les questions matrimoniales, de réformer les études de théologie, d'étendre la censure de l'État aux ouvrages religieux et de rendre plus difficile la création de nouveaux couvents. Elle tenta aussi, par les décrets de 1748, 1754 et 1765, d'interdire les rites non catholiques et l'extension des sectes. Toutefois, considérant que l'amélioration de la pastorale et le développement des paroisses et du clergé séculier seraient les meilleurs remèdes à la décadence du catholicisme, elle créa, à Brno en 1777, un nouvel évêché suffragant d'Olomouc, promu, lui, archevêché. Joseph II et le comte Kaunitz s'opposèrent à tous les projets de répression par la force de revendications de liberté religieuse qui se faisaient de plus en plus vives et impatientes, et l'impératrice dut, en contradiction avec ses convictions les plus intimes, dispenser les non-catholiques de l'assistance obligatoire aux offices catholiques et leur permettre au moins des célébrations en privé par la *Vertrauenspatent* du 14 novembre 1777.

La politique religieuse de Joseph II

Joseph II, que Pie VI avait taxé en 1782 au cours d'une visite à Vienne d'un « bon fonds religieux » et qualifié de « meilleur catholique du monde », suivit une politique plus nette encore de tolérance religieuse, à la fois pour des raisons humanitaires et dans l'intérêt de l'État. Malgré la résistance du premier burgrave Fürstenberg et la demande du chancelier de la cour, le comte Blümegen, de s'abstenir de toute déclaration publique, il promulgua, le 13 octobre 1781 pour les pays bohémiens, une patente de tolérance donnant aux luthériens, aux calvinistes et aux orthodoxes la liberté de culte et l'égalité civile avec la majorité catholique, et les autorisant, sous certaines réserves, à se donner leurs propres institutions religieuses. Bien que « le maintien de la religion catholique, seule religion salvatrice [restât] le devoir le plus impérieux et la préoccupation la plus chère de Sa Majesté », les non-catholiques devinrent des citoyens et des maîtres artisans à

part entière, admis aux dignités académiques et aux offices publics, et autorisés à acquérir des maisons et des terres. La réforme de la vie ecclésiastique entreprise au même moment devait garantir la suprématie du catholicisme comme religion « dominante ». L'empereur, dans son pragmatisme rationaliste, dénia tout droit à l'existence aux ordres contemplatifs « totalement inutiles à leur prochain et à ce titre forcément déplaisants à Dieu », et, par la patente du 29 novembre 1781, il ferma tous les couvents n'assurant pas de tâches humanitaires, soins aux malades, enseignement ou activités scientifiques. Joseph II pouvait s'appuyer sur un précédent, car, en application de la suppression de l'ordre des Jésuites prononcée par le pape Clément XIV le 21 juillet 1773, Marie-Thérèse avait déjà ordonné pour la monarchie des Habsbourg la confiscation des biens de l'ordre et l'expulsion de ses membres ; 20 collèges et 12 résidences avaient alors été fermés en Bohême, soit 1 071 membres, et en Moravie, six collèges et une résidence, hébergeant 372 personnes, et les fonds correspondants avaient été remis à une fondation de bourses d'étude. Plus de 400 fermetures furent ordonnées pour l'ensemble de l'État, dont, en Bohême, 61 couvents d'hommes et 13 couvents de femmes, soit 960 moines et 380 religieuses. Les célèbres et riches couvents de Zbraslav, Sázava, Sedletz et Břevnov, qui avaient joué un rôle important dans l'histoire culturelle de la Bohême, furent eux aussi frappés. En Moravie, on ferma 33 couvents où vivaient 837 religieux, et 7 couvents abritant 236 religieuses. Le fonds religieux constitué par la confiscation des fortunes en argent liquide et le bénéfice des ventes servirent à créer de nouvelles paroisses, à installer les nouveaux diocèses de Brno et České Budějovice (créé en 1785 comme centre de l'administration religieuse de toute la Bohême du Sud) et à développer l'enseignement populaire. Les contacts des établissements religieux encore tolérés avec les couvents étrangers furent interdits et les exemptions monastiques supprimées.

La fermeture des couvents s'accompagna d'interventions massives destinées à faire de l'Église catholique, réformée dans l'esprit des Lumières, un pilier de l'État et même une véritable Église d'État. L'influence de la Curie et du pape sur les institutions religieuses de la monarchie Habsbourg fut fortement réduite, la surveillance des prêtres fut confiée aux évêques et les nouvelles générations de prêtres furent formées dans des séminaires par des enseignants rémunérés par l'État. Le nouveau clergé séculier était garant de la fidélité des paroissiens à la foi religieuse, mais aussi à l'État. Les prêtres, soumis au contrôle des administrations des cercles, touchaient désormais un salaire fixe (*kongrua*) financé par le Fonds religieux. Les modifications imposées dans la vie et les usages religieux suscitèrent une grande amertume dans la population, car elles se traduisirent entre

autres par une réduction importante des jours de fête, des processions et pèlerinages, ainsi que des autels et cierges, et par des atteintes au cérémonial lui-même, à la liturgie et la musique religieuse. Le regroupement des fêtes votives les plus populaires sur un seul jour, la kermesse impériale, l'interdiction d'usages anciens et surtout l'obligation, vite rapportée, de remplacer les cercueils par des lincoeurs de toile suscitèrent un mécontentement extrême. Des erreurs tactiques, des excès bureaucratiques et une mésestimation globale des états d'esprit discréditèrent des réformes parties d'intentions louables, et en grande partie justifiées ; ils fournirent un aliment supplémentaire au mécontentement général devant la reprise en main de l'État.

Le début de l'émancipation des Juifs

À la différence de sa mère, Joseph II suivit à l'égard des Juifs une politique de tolérance dictée par des considérations plus économiques que religieuses. Marie-Thérèse estimait qu'il n'existait pas « de peste plus noire pour l'État que cette nation » ; soupçonnant la communauté juive de collaboration avec l'ennemi pendant la guerre de Succession d'Espagne, elle ordonna, le 17 décembre 1744, l'expulsion des 10 000 Juifs installés à Prague, qui furent sommés de quitter la ville avant la fin de janvier 1745 et le pays avant la fin juin. Le 2 janvier 1745, un ordre identique fut donné aux Juifs de Moravie. Les deux gouverneurs, le comte Schaffgotsch et le baron Netolitzky von Eisenberg, et le chancelier, le comte Philipp Kinský, émirent des réserves relatives aux probables retombées économiques de cette mesure, mais ils ne purent faire revenir l'impératrice sur sa décision, qu'elle reporta cependant. En dépit de la misère matérielle et de la détresse personnelle des Juifs qui avaient trouvé refuge dans les granges et les étables aux alentours de Prague, l'impératrice persista à fixer au 1^{er} août 1746 le départ des Juifs de Bohême et de Moravie. Les problèmes économiques prédits se manifestèrent rapidement, et, devant la flambée des prix alimentaires et l'effondrement du petit commerce, les habitants de Prague réclamèrent d'eux-mêmes le retour des Juifs ; les ordres de Moravie refusèrent de supporter les impôts jusqu'alors versés par les Juifs ; enfin, par une lettre du 11 août 1746, la *Statthalterei* de Bohême souligna expressément les conséquences économiques et fiscales à long terme de cette expulsion. À la suite d'interventions de certains milieux de la cour, de diplomates de pays amis et du pape lui-même, Marie-Thérèse dut autoriser les Juifs à séjourner dans les pays bohémiens pour au moins les dix années suivantes. En contrepartie, l'impératrice leur fit obligation de verser chaque année une contribution de

300 000 florins *. En 1755, elle restitua même leurs anciens privilèges aux 41 321 Juifs (20 994 en Bohême, 19 752 en Moravie et 575 en Silésie), mais elle insista pour que soit maintenue une clause générale de *Salvation*. Malgré cette imposition relativement élevée, les baptêmes de Juifs, fortement encouragés sous Marie-Thérèse, restèrent l'exception. La responsabilité du souverain éclairé envers le bien-être de tous ses sujets servit d'argument pour justifier l'intervention croissante de l'État dans l'administration interne juive, la soumission des communautés juives au contrôle des autorités et la réglementation de leur vie communautaire et de leur organisation sociale.

Joseph II souhaitait améliorer la situation juridique des Juifs qu'il considérait comme « des éléments utiles » à placer de façon plus intensive au service de l'État. Il voulut favoriser leurs aspirations à l'émancipation et à l'assimilation en leur accordant l'égalité des droits politiques et sociaux. Dès le 13 mai 1781, l'empereur ordonna à la chancellerie bohémo-autrichienne de préparer une patente en ce sens : les décrets qui parurent à partir du 19 octobre n'accordaient pas encore une complète égalité de droits à la population juive qui s'était fortement accrue depuis quarante ans (en 1785, 42 129 Juifs vivaient en Bohême, soit une augmentation de 110 % et 26 665 en Moravie, soit une augmentation de 31 %) ; les Juifs étaient autorisés à exercer des métiers de l'artisanat et du commerce, à suivre des études supérieures, à posséder des biens inscrits à la *Landtafel* ; les prescriptions vestimentaires étaient levées ; la perspective d'un « anoblissement ** » leur était même ouverte. On espérait qu'en retour ils renonceraient à leur « langue nationale », sauf dans les offices religieux, et que ce rapprochement linguistique faciliterait un rapprochement avec la culture non juive. La suppression des juridictions juives fut ordonnée en 1785 ; en 1788/1789, les jeunes Juifs furent soumis eux aussi à l'obligation militaire. Les Juifs aisés, cultivés, et, de ce fait, souvent plus libéraux, soutinrent ces réformes venues d'en haut ; ils accueillirent avec gratitude les possibilités d'action qui s'ouvraient ainsi à eux, et encouragèrent le processus d'émancipation amorcé par la patente, espérant devenir citoyens à part entière de la monarchie des Habsbourg. L'orthodoxie, elle, éleva de graves objections, et son point de vue fut confirmé par les déclarations antisémites de certains clercs

* Les Juifs devaient verser annuellement un impôt « de recès » de 205 000 florins en Bohême et 90 000 en Moravie ; s'y ajoutaient un impôt sur la fortune variant de 10 % à 13 % et des suppléments aux impôts courants sur la consommation pour les aliments kasher. La taxe familiale se montait à 5 florins pour le chef de famille et à 30 kreuzers pour chacun des autres membres. Les Juifs étrangers étaient assujettis à un impôt de tolérance. (N.d.A.)

** En 1789, Israel Hönig (1724-1808) fut le premier Juif non baptisé à être anobli sous le nom de von Hönigsberg. Son père, Aaron Moyses Hönig, avait été l'un des fermiers de la Landesbank de Moravie. (N.d.A.)

catholiques de renom. La patente juive de 1797 de l'empereur François II prit en considération certaines de ces objections, définît en soixante-trois paragraphes les droits et devoirs des Juifs envers l'État, et précisa les conditions d'exercice de la religion, l'organisation des communautés et les activités autorisées. La forte émigration des Juifs des campagnes vers les grandes villes, où l'anonymat favorisait l'assimilation, accrut le nombre des conversions au christianisme, susceptibles de faciliter les carrières dans l'administration et l'armée. Les communautés juives homogènes des villages et des petites villes préservèrent par contre leurs traditions anciennes jusqu'au cœur du XIX^e siècle et restèrent à l'abri des pressions en faveur de l'assimilation.

L'activité des Juifs se concentrait à 52 % dans le commerce, le *Dorfgeher* (colporteur) du bas de l'échelle aspirant à devenir propriétaire d'une *Gemischte Warenhandlung* (bazar). 20 % environ étaient des commerçants organisés, comme à Prague, en corporations juives propres, que Joseph II soumit au contrôle des corporations chrétiennes en raison de la mauvaise qualité de leurs produits. 14 % environ exerçaient déjà des professions libres et 13 % gagnaient leur vie comme métayers. La grande aspiration des Juifs au savoir amena une augmentation rapide de leur nombre dans les lycées et les universités, et la proportion des jeunes Juifs recevant une formation qualifiée dépassa largement leur part dans la population globale, ce qui leur permit en l'espace d'une génération de connaître une ascension sociale importante. Dès la première moitié du XIX^e siècle, la communauté juive exerça une influence croissante sur l'économie et la culture des pays bohémiens.

La politique linguistique et culturelle

L'édit du 19 octobre 1781 avait interdit à la population juive l'usage du yiddish et de l'hébreu, « sous peine de punition et de nullité », sauf dans les circonstances religieuses ; il imposait la rédaction de tous les documents administratifs et économiques dans l'« allemand administratif propre au pays », afin d'accélérer l'émancipation recherchée et de contraindre les synagogues à créer des écoles sur le modèle de l'école chrétienne ordinaire et contrôlées par l'État *. Même si Joseph II accordait une grande importance à l'uniformisation linguistique de ses États, il n'envisagea jamais de prendre des mesures équi-

* De ce fait, dès l'époque du *Vormärz*, la plupart des Juifs étaient déjà bilingues, ceux qui vivaient en territoire tchèque maîtrisant en général le tchèque et ayant des sympathies pour le mouvement national tchèque. La part initialement forte des Juifs utilisant l'allemand comme langue véhiculaire ne cessa de régresser sauf dans les grandes villes, même si en 1910 on trouvait encore en Silésie 84,3 % des Juifs déclarant l'allemand comme langue maternelle, 77,7 % en Moravie et 47,7 % en Bohême. (N.d.A.)

valentes pour le tchèque. Le règne de Marie-Thérèse avait vu la naissance d'une volonté de regrouper tous les sujets de l'Empire en un État unitaire et centralisé, et de remplacer l'ancienne administration féodale par un appareil de fonctionnaires dévoués au seul gouvernement. Pour les Tchèques, nettement majoritaires depuis la perte définitive de la Silésie, le risque se précisait de voir leur langue maternelle supplantée par l'allemand, de plus en plus fréquemment utilisé comme langue administrative. Le champ d'utilisation de la langue tchèque avait été réduit depuis la *Verneuerte Landesordnung* de 1627, et l'impératrice n'y toucha pas, si bien que les débats des diètes se déroulaient officiellement en tchèque, tandis que les propositions royales étaient lues dans les deux langues, lois et ordonnances étant de même publiées dans les deux langues. Malgré les plaintes de certains contemporains, il est impossible de trouver trace d'une discrimination délibérée à l'égard du tchèque par l'impératrice ou son gouvernement. Marie-Thérèse était au contraire soucieuse d'encourager leur « propre langue bohémienne », dans laquelle elle fit aussi élever son successeur. Le décret de la chancellerie du 9 juillet 1763 conseillait ainsi aux parents « d'élever avec plus de zèle [leurs fils] dans la langue bohémienne » et prescrivait « de ne proposer pour le service administratif, sauf raison particulière, que des sujets parlant et écrivant en bohémien ». Elle ordonna aussi, en sens inverse, le 23 février 1765, qu'il « convenait de réfléchir à la diffusion de la langue allemande et de tout faire pour faciliter son extension et sa généralisation ». La contradiction qui en résulta fut particulièrement sensible dans la politique scolaire et dans le choix de la langue d'enseignement dans les lycées et les universités, marqué par le principe que « l'apprentissage de la langue allemande par la nation bohémienne présente de fort grands avantages, car sans elle l'accès à de nombreux postes restera fermé ».

Le souci de l'« État-providence » pour ses sujets se manifesta surtout dans la réforme du système scolaire que Marie-Thérèse entama dès la première décennie de son règne. Les universités avaient une réputation médiocre et les étudiants allaient le plus souvent poursuivre leurs études à l'étranger. L'impératrice confia donc à son médecin particulier Van Swieten la rénovation des universités. Les programmes qu'il institua pour les facultés de l'université de Vienne furent progressivement repris par les autres universités, dont celle de Prague le 25 juin 1752. L'influence des jésuites diminuant, l'allemand remplaça peu à peu le latin comme langue d'enseignement. À Prague, le professeur de morale et de sciences de l'esprit Karl Heinrich Seibt fut la cheville ouvrière de la réalisation des réformes de Van Swieten. Premier non-jésuite et laïc appelé à la faculté de philosophie, apprécié autant comme historien de l'Église que comme pédagogue, Seibt par-

vint, dans ses leçons données en allemand, à enthousiasmer nombre de jeunes prêtres et religieux pour la pensée des Lumières et à les convaincre de la nécessité d'une réforme de l'Église, et il sut aussi éveiller l'intérêt des milieux nobles et bourgeois pour la langue, les belles-lettres et l'étude du passé. Dès les années 1750, Marie-Thérèse avait fait introduire le tchèque à l'Académie militaire de Wiener Neustadt, à l'Académie des ingénieurs de Vienne et dans sa propre fondation de la *Theresianische Ritterakademie* ; en 1775, elle donna son accord à la création d'une chaire de langue tchèque à l'université de Vienne et, en 1777, à l'instauration d'enseignements parallèles en langue tchèque pour l'obstétrique à la faculté de médecine et pour la pastorale à la faculté de théologie de l'université de Prague. Le transfert de l'université d'Olomouc, autrefois sous l'influence exclusive des jésuites, à Brno, le 25 mai 1778, lui donna un souffle nouveau. Les universités étaient avant tout chargées de donner une formation académique aux futurs serviteurs de l'État, et elles en restèrent à un niveau scientifique modeste, même après l'institution d'une commission des études en 1769. C'est seulement à partir de 1782, date de la sécularisation totale des universités par Joseph II, et après l'ouverture complète des universités aux non-catholiques (1778) et aux Juifs (1782), que la rapide mise en place de cursus dans les sciences naturelles et les disciplines médicales permit la naissance d'une véritable érudition. La formation universitaire était désormais indépendante de la noblesse et de l'Église, et des enfants méritants de bourgeois et de paysans purent ainsi accéder à un emploi au service de l'État.

Malgré les réserves de l'Église et la résistance de seigneurs fonciers peu soucieux de perdre leur main-d'œuvre, l'impératrice accorda la plus grande importance à la modernisation de l'enseignement élémentaire et moyen. Seibt avait déjà considéré comme prioritaire la formation de bons enseignants et leur installation dans les familles nobles et les écoles latinisantes existantes. L'impératrice soumit à examen plusieurs propositions d'amélioration du système scolaire, et, le 13 octobre 1770, elle donna le coup d'envoi du projet d'une scolarisation générale obligatoire dans des *Trivialschule* (écoles élémentaires) où seraient enseignés la lecture, l'écriture, le calcul et le catéchisme. Le 6 décembre 1774, Ignace Felbinger, abbé des chanoines de Saint-Augustin de Sagan, proposa un règlement général des écoles qui prévoyait pour les enfants de six à douze ans, répartis en classes et divisés selon le sexe, un enseignement assuré par des enseignants de bon niveau. Le prêtre Ferdinand Kindermann, élève de Seibt, avait déjà édifié à Kaplitz, au sud de la Bohême, une école modèle conforme aux principes de Felbinger, et la même année, il fut nommé par l'impératrice inspecteur général des *Normalschulen* (écoles élémentaires) de Bohême. Sur l'intervention personnelle de Kindermann, la réforme

ne fut pas limitée aux villes d'une certaine taille mais toucha aussi le peuple des campagnes, jusqu'alors oublié. Les écoles élémentaires du nouveau système étaient déjà plus de 500 en 1778, et leur nombre atteignit 2 085 en 1791 ; celui des élèves passa de 112 000 à 185 000 entre ces dates et à 217 000 en 1795, soit les deux tiers des enfants soumis à l'obligation scolaire. Il n'y avait cependant pour les filles que 30 *Trivialschulen*, concentrées dans les villes les plus importantes, et la couture et le tricot y tenaient une place importante ; les garçons recevaient, quant à eux, un enseignement complémentaire d'horticulture et d'agriculture, afin de les rendre « industriels ». Par les ordonnances du 31 août 1775 et du 18 octobre 1776, Marie-Thérèse avait ordonné la création d'un enseignement allemand « là où d'ordinaire on ne parle que bohémien ». Kindermann et ses collaborateurs attachaient, eux, une grande importance à la langue populaire. L'imprimerie pragoise des écoles « normales » publia, outre des manuels de lecture, d'écriture et de calcul, un grand nombre de bibles et de catéchismes en langue tchèque, marquant ainsi une étape importante dans la renaissance linguistique et donc nationale.

Dès avant l'abolition de l'ordre des Jésuites, le contenu des enseignements des lycées avait été réformé dans l'esprit des Lumières, avec notamment l'appui des piaristes, qui s'intéressaient particulièrement à la langue nationale, à l'enseignement de l'histoire, et aussi à une *Realienkunde* [ensemble de matières associant mathématiques, géographie, histoire, sciences naturelles, et opposé autrefois aux humanités] à dominante mathématique. Après l'expulsion des jésuites, K.H. Seibt avait été chargé de la surveillance des 42 écoles latinisantes de Bohême. Il réduisit rapidement ce nombre à 13 après l'introduction d'un nouveau programme le 13 octobre 1775, et les transforma, avec l'aide du piariste Gratian Marx, en lycées de pointe. Dans trois seulement de ceux-ci et pour une durée limitée, le tchèque fut langue d'enseignement à côté du latin. En Moravie il ne resta que huit des quinze *Mittelschulen* (écoles moyennes) et en Silésie autrichienne, trois furent maintenues et vouées à la formation d'un corps dévoué de fonctionnaires. Par un décret du 18 mai 1784, Joseph II imposa l'allemand comme langue administrative dans tous les pays de la monarchie Habsbourg. Il ne s'agissait pas pour lui de rabaisser les autres idiomes, car « Sa Majesté n'a pas pris ces mesures pour éliminer les langues maternelles et en priver les différentes nationalités », mais « seul l'allemand peut être pris en considération pour la conduite des affaires », car de grands avantages se dégagent pour le bien-être général si « dans tout l'Empire la même langue sert à la conduite des affaires ». L'allemand n'avait donc pas été envisagé comme langue de culture et de sociabilité mais comme une simple langue de communication entre les différents peuples. Ces mesures mécontentèrent

pourtant les ordres bohémiens et moraves, qui y virent le comble de l'intolérance de la politique centralisatrice suivie par Joseph au mépris des usages locaux. L'empereur Léopold ne céda pas, au cours de son bref règne, à la demande de réintroduction du latin comme langue d'enseignement, au nom de la « formation de pasteurs valables » et du recul sensible du nombre des lycéens tchèques. Toutefois, il fit un geste de réconciliation en instituant une chaire de tchèque à l'université de Prague par un décret du 18 octobre 1791.

La naissance d'un patriotisme bohémien

La diffusion de la lecture permise par l'amélioration du système scolaire, la fierté suscitée par les réalisations nationales entreprises en réaction aux mesures centralisatrices, l'intérêt pour le passé et aussi pour la langue tchèque, éveillé par les projets de germanisation sous-jacents à l'ordonnance sur la langue de Joseph II, contribuèrent, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à l'apparition d'une conscience nationale dans une partie de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie cultivée. Ces signes annonciateurs d'un réveil national n'avaient pas encore touché la population rurale, qui restait reconnaissante à l'empereur d'avoir garanti sa position juridique et défini clairement ses obligations, même si elle rejetait sans ambiguïté sa politique religieuse et gémissait sous le fardeau de ses impôts. Toutefois, les paysans des pays bohémiens ne nourrirent jamais de sentiment national « grand-autrichien » : ils s'identifièrent de plus en plus à leur terre natale *stricto sensu*. La bourgeoisie éclairée, catégorie encore peu nombreuse, avait elle aussi bénéficié de la suppression de contraintes dépassées et tiré parti de l'élargissement de l'espace économique ; son ascension culturelle et sociale mettait en évidence les risques qu'encourrait la population tchèque des pays bohémiens dans un État unitaire centralisé de langue allemande, tant qu'elle ne disposerait pas d'un droit d'intervention et d'institutions culturelles nationales.

La suprématie de la noblesse, redevenue un groupe homogène, avait été ébranlée par les profondes réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II : elle avait cédé aux nouveaux fonctionnaires le contrôle de l'administration du pays, l'abolition du servage l'avait dépouillée de ses privilèges de seigneurs fonciers, elle avait subi de lourdes pertes matérielles. Son rôle culturel était remis en cause par la bourgeoisie cultivée et par le clergé. En tant que seigneurs fonciers, les nobles avaient lié leur sort à celui des pays bohémiens, et ce patriotisme avait fait naître chez eux un sentiment global de responsabilité. Ils en reprirent conscience lorsqu'ils perdirent leur position privilégiée jusque dans des domaines où il ne s'agissait plus de défendre des principes

« nationaux ». Ils se sentaient toujours unis par un lien de fidélité à la maison impériale, ressentaient une grande fierté de cet Empire multinational des Habsbourg qui leur offrait un terrain d'action élargi et, à côté de tout leur amour pour leur pays natal, ils cultivaient un patriotisme « grand-autrichien », même s'ils manifestaient les plus grandes réserves à l'égard de l'idée d'un groupe de pays rassemblant tous les habitants de l'Empire dans un même lien de souveraineté et sur un pied d'égalité. Le centralisme exacerbé de Joseph II se proposait initialement de créer des possibilités de compromis pacifique pour résoudre les problèmes d'un État multinational et en harmoniser les conditions de vie. N'ayant qu'une compréhension limitée d'institutions autochtones et autonomes, il aboutit en fait au résultat inverse et permit la naissance d'un nationalisme véritable.

Il est malaisé et d'un intérêt limité de classer par ethnie les partisans d'un patriotisme bohémien actif, l'absolutisme éclairé ne connaissant aucun des critères correspondant au concept moderne de nation. Les mouvements intellectuels de l'époque étaient supranationaux, les influences culturelles étrangères et, dans ce cas particulier, surtout allemandes se mêlaient aux évolutions internes, et agissaient bien au-delà des frontières. Dans les cercles intellectuels influents et les sociétés scientifiques, Allemands et Bohémiens, immigrés et autochtones se côtoyaient et collaboraient avec efficacité. Joseph Petráš, né à Brod, en Slavonie, et élevé à Olomouc était l'élément moteur de la *Societas Incognitorum*, privilégiée par l'impératrice le 16 mars 1747, qui publia les *Monatliche Auszüge alt und neuer gelehrter Sachen* (*Extraits mensuels d'érudition ancienne et nouvelle*), mais cessa ses activités dès 1751. Les projets de collection des œuvres d'historiens bohémiens (*Böhmische Bibliothek*), d'une histoire du margraviat de Moravie et de l'évêché d'Olomouc ainsi que d'une école érudite bénédictine pour la noblesse ne purent voir le jour en dépit d'un nombre important de membres et du soutien bienveillant de l'État. La *Privatgesellschaft der Wissenschaften* (Société privée des sciences), créée par le comte Franz Kinsky et par le Transylvain Ignaz von Born, eut une plus grande longévité ; à partir de 1771, elle publia les *Prager Gelehrten Nachrichten* (*Nouvelles savantes de Prague*), qui devinrent, après 1775, les *Abhandlungen einer Privatgesellschaft in Böhmen zur Aufnahme der Mathematik, der vaterländischen Geschichte und der Naturgeschichte* (*Comptes rendus de la société privée de Bohême pour les mathématiques, l'histoire patriotique et l'histoire naturelle*). C'est dans ce contexte que fut créée le 4 décembre 1784 la *Česká společnost nauk* (Société bohémienne des sciences), dont les écrits étaient simultanément publiés en allemand, et où savants tchèques et allemands collaboraient en toute confiance. Les magazines publiés à Prague depuis 1770 en langue allemande à l'attention des beaux esprits

ne vécurent que peu de temps ; le *Mensuel pour l'éducation et la distraction du petit peuple*, publié en tchèque, et le *Prager Kinderzeitung* (*Journal des enfants*, à partir de 1787), imprimé par l'imprimerie de l'école normale, rassemblèrent un nombre plus important de lecteurs ; tous deux diffusaient à la fois des connaissances de base en sciences naturelles et un état d'esprit civique.

L'intérêt pour les belles-lettres ne faisait pas oublier le souci de la langue maternelle et l'étude de l'histoire. À Vienne, centre naissant de la slavistique, Johann Venceslas Pohl, professeur de tchèque de Joseph II, publia dès 1756 sa *Böhmische Sprachkunst* (*Art de la langue bohémienne*). D'importants traités scientifiques et juridiques ainsi que le Code pénal furent édités simultanément en allemand et en tchèque. À la soif de lecture croissante de la population répondit l'ouverture de bibliothèques dans les universités, les couvents et chez les nobles, la création de bibliothèques de prêt et de collections de littérature à bon marché ; Venceslas Matthieu (Václav Matěj) Kramerius, juriste de formation, éditeur et libraire, joua un rôle de premier plan dans ces actions. L'ancien prémontré Raphael Ungar sauva les précieuses bibliothèques des couvents sécularisés en les intégrant à la bibliothèque de l'université de Prague, qui accéda ainsi au rang de Bibliothèque nationale de Bohême. Toutes ces mesures furent activement soutenues et coordonnées par les membres des loges franc-maçonnaires, particulièrement influentes entre 1772 et 1794.

Les plus grands historiens et littérateurs de ces années étaient à la fois frères des loges et membre des ordres. Josef Dobrovský se distingua autant comme philologue que comme historien ; il publia à partir de 1779 un *Literarisches Magazin der böhmischen und mährischen Literatur* (*Magazine littéraire de la littérature bohémienne et morave*), qui donna une impulsion décisive à la langue tchèque et chercha à dégager l'histoire du peuple tchèque des mythes nationaux par une étude attentive des sources – Goethe devait écrire son éloge funèbre. Gelasius Dobner, frère piariste, est célébré aujourd'hui comme le « père de la critique historique de la Bohême » pour avoir mis en évidence l'in vraisemblance et les falsifications de la *Chronique bohémienne* de Venceslas Hájek de Libotschan (z Libočan), datant du XVI^e siècle et jusqu'alors considérée comme ouvrage de référence, et aussi pour avoir donné une impulsion décisive à la publication de sources et de documents. Franz Martin Pelzel (Pelcl), longtemps intendant de la maison des comtes Sternberg et Nostitz, publia pour la première fois en 1774 une *Kurzgefasste Geschichte der Böhmen* (*Brève Histoire des Bohémiens*), plusieurs fois rééditée et mise à jour. Les critiques de l'époque lui reprochèrent d'avoir pris « l'histoire du peuple bohémien essentiellement comme une histoire de la noblesse bohémienne ». Les trois volumes rédigés en collaboration avec Niko-

laus Adaukt Voigt des *Abbildungen böhmischer und mährischer Gelehrter und Künstler (Portraits de savants et artistes bohémiens et moraves, 1773-1777)*, l'édition longuement discutée de l'apologie de la langue tchèque rédigée cent ans auparavant par Bohuslav Balbín, et des souvenirs de Venceslas Vratislav von Mitrowitz, et la publication de sa *Geschichte der Deutschen und ihrer Sprache in Böhmen (Histoire des Allemands et de leur langue en Bohême)* donnèrent à Pelcl un renom qui lui permit de devenir le premier titulaire de la nouvelle chaire de langue et littérature tchèques en 1793, alors que sa connaissance du tchèque était loin d'être parfaite. Porté par son engagement résolu pour la sauvegarde et le développement de la langue tchèque, J.A. Hanke, conservateur de la bibliothèque de l'université de Brno, écrivit à son tour en 1782 une *Empfehlung der böhmischen Sprache und Literatur (Éloge de la langue et de la littérature tchèques)* en allemand, où il rappelait à « ses compatriotes, aujourd'hui Tchèques et Moraves dégénérés, leur devoir d'amour de la patrie ». En 1783, K.I. Tham rédigea à son tour une *Schutzschrift der tschechischen Sprache gegen ihre boshafte Verleumder (Défense de la langue tchèque contre ses vils calomnieurs)* dans laquelle il conjurait Joseph II d'accorder un soutien tout particulier au tchèque. À la chaire d'histoire de l'université de Prague, l'enseignement de l'ancien jésuite d'origine italienne Ignaz Cornova était inspiré par le patriotisme austro-bohémien ; y participaient aussi F.A. Steinský pour les sciences auxiliaires de l'histoire et N.A. Voigt, numismate réputé. En Moravie, les meilleurs spécialistes d'histoire locale furent Adolf Pilarz, Franz Morawetz et Bonaventura Pitter. J.A. Riegger fut un pionnier de la statistique pour les pays bohémiens.

Le consentement bienveillant de Joseph II permit au burgrave Franz Anton Nostitz de passer outre à la mise en garde des carmes de l'abbaye voisine de Saint-Gall contre « l'engeance immorale et hérétique des comédiens » et de faire construire à ses frais entre 1781 et 1783 le premier théâtre permanent de Prague pour « un spectacle national dans notre langue maternelle [allemande] », où W.A. Mozart dirigea en 1787 la première de son *Don Giovanni*. Grâce aux musiciens bohémiens, chefs d'orchestre, solistes ou compositeurs, la musique baroque avait acquis une popularité considérable dans les cours européennes et elle exerça sur les principaux compositeurs de l'époque une influence décisive. Les opéras de Gluck et de Mozart, dont les *Noces de Figaro* avaient rencontré un succès sans égal à Prague en 1786, trouvèrent un public aussi enthousiaste que les drames de Shakespeare ou les tragédies de Lessing.

Dans les années plus calmes qui avaient suivi 1763, la cour, l'Église, la noblesse et la bourgeoisie se mirent à construire et à reconstruire. Le baroque débordant et imaginaire avait déjà jeté ses

derniers feux, cédant la place à un classicisme plus simple et austère. Les bâtiments construits à la demande de Marie-Thérèse sur le Hradčany par le baron Nicolas Pacassi et achevés en 1774, « nobles, mais sobres et marqués par une correction impersonnelle et quasi administrative » (E. Bachmann), constituent une transition vers les débuts du classicisme, que la noblesse reprendra par la suite dans sa version d'Italie du Nord pour ses édifices de prestige. La bourgeoisie en pleine ascension saisit cette invitation à la simplicité, à l'absence d'ornementation inutile, mais elle ne renonça pas pour autant à son goût d'un cadre de vie confortable, intime et embrassable d'un seul coup d'œil.

En septembre 1791, l'empereur Léopold II séjourna longtemps à Prague à l'occasion de son couronnement comme roi de Bohême ; il ne manqua pas de participer à une séance solennelle de la Société royale bohémienne des sciences et y entendit les considérations de Josef Dobrovský « sur le dévouement et l'attachement des peuples slaves à la maison d'Autriche ». Au début d'octobre, il visita l'exposition industrielle organisée par le comte Heinrich Rottenhan, premier burgrave ; on lui montra « quels produits et quelles manufactures ont déjà atteint un niveau brillant, et lesquels sont encore en retard ». C'étaient là des preuves impressionnantes de l'essor culturel et économique des pays bohémiens au cours du demi-siècle précédent, en dépit des lourdes pertes de la guerre de Succession d'Autriche et de la guerre de Sept Ans. L'intégration de la couronne de Bohême dans la monarchie des Habsbourg était désormais acceptée, et la dynastie jouissait globalement d'un grand prestige, mais la politique d'uniformisation et de centralisation avait provoqué un regain de patriotisme bohémien et morave, et suscité des réserves contre les deux derniers souverains et contre les objectifs et les effets de la politique d'édification d'un État unique, et d'uniformisation linguistique. Alors que la mort de Marie-Thérèse était sincèrement déplorée dans les pays héréditaires autrichiens, Pelcl, qui l'appelait « la marâtre [*macecha*] de la Bohême », ne mentionne aucun chagrin particulier dans la noblesse et la bourgeoisie bohémiennes. L'enthousiasme qui accueillit l'accession au trône de Joseph II céda bientôt la place à des critiques puis à une rébellion ouverte contre ses projets de réforme fiscale. La nouvelle de la mort de l'empereur fut accueillie avec soulagement et même avec enthousiasme dans les pays bohémiens. Les aspects positifs du joséphisme, principalement l'abolition du servage, les patentes sur la tolérance et sur les corvées, les essais de régulation des charges urbaines et la réforme des impôts fonciers, la législation sociale et les réformes administratives, ne furent pas reconnus dans leur modernité radicale, occultée par des excès bureaucratiques, des erreurs tactiques et des interventions inconsidérées contre les usages et les tra-

ditions blessantes pour le sentiment populaire. Léopold II, le nouveau souverain, dut donc inscrire au premier rang de ses priorités la restauration d'un climat de confiance et la résolution des différends subsistants, urgence qui s'imposa d'autant plus que la Révolution française déclenchait une nouvelle vague de troubles.

CHAPITRE X
Les conditions
de la renaissance nationale tchèque
(1790-1848)

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'époque napoléonienne et le « système Metternich » qui lui succède forment une période de restauration qui s'achève par la révolution bourgeoise de 1848 et qui n'a laissé que peu de traces politiques dans le royaume de Bohême. Elle a créé en revanche les conditions d'un essor économique impressionnant, d'une restructuration sociale profonde et d'un processus de maturation intellectuelle et culturelle qui permirent ensuite la fameuse « Renaissance nationale tchèque ». C'est dans un cercle restreint, pour une bonne part des clercs et des érudits, et pour un très petit nombre des aristocrates, qu'au cours du *Vormärz* [période antérieure à la révolution de 1848] on disputa de l'interprétation nationale de l'histoire et du rapport au pays et à l'État bohémiens ; cette discussion fut cependant compliquée par le fait que le terme de *český* ne permet de distinguer entre « bohémien » et « tchèque » qu'au prix d'une transcription difficile. Les termes de Bohême et de bohémien, repris du latin médiéval et majoritairement utilisés jusque dans le premier quart du XIX^e siècle pour désigner aussi bien le pays que ses habitants et sa langue, englobaient l'importante population germano-bohémienne, qui fut de plus en plus exclue de la collectivité bohémienne par le poids croissant de l'idée nationale dans la vie publique et culturelle comme dans les objectifs politiques d'une bourgeoisie tchèque ambitieuse. Après 1848, cette population fut ainsi poussée vers un engagement allemand ou austro-allemand. Dans ce contexte, la formule « ni Tchèque, ni Allemand, seulement Bohémien » défendue par le comte Joseph Matthias Thun, membre de la haute aristocratie, perdit toute pertinence. Le concept géopolitique de

Tchèque, déjà présent avant 1840 dans les écrits en langue allemande, fut d'abord rejeté violemment par les patriotes tchèques : tout d'abord parce qu'ils s'opposaient à l'implication sous-jacente que les « Bohémiens » étaient un élément de la grande nation allemande, au même titre que les Bavarois et les Saxons, tandis que les « Tchèques » ne représentaient qu'un « saupoudrage » de population et de culture slaves. Par ailleurs, ils ne pouvaient revendiquer l'héritage des traditions glorieuses de leur royaume qu'en tant que Bohémiens, et seule la référence au droit d'État (*Staatsrecht*) fondée historiquement sur la couronne de saint Venceslas semblait permettre une autogestion élargie dans le cadre du royaume des Habsbourg. Les aspirations au renouvellement linguistique, culturel et aussi politique du mouvement national tchèque bourgeois de même que l'antagonisme qui s'aviva à nouveau entre Tchèques et Allemands ont reçu en tout cas une impulsion décisive avant la tempête de 1848.

Léopold II (1790-1792), qui n'avait renoncé qu'à regret à son trône et à ses activités de grand-duc de Toscane pour assurer la succession de son frère Joseph II après son décès brutal, se trouva confronté en 1790 à une série de décisions délicates et urgentes de politique intérieure et extérieure. L'empereur, apprécié par ses contemporains comme un homme simple, juste et ouvert au progrès, fut élu le 30 septembre et couronné le 9 octobre 1790 à Francfort. Il poursuivit de façon persévérante et avisée la politique de consolidation qui lui parut s'imposer en revenant sur certaines décisions de son prédécesseur afin de détendre l'atmosphère en Hongrie et dans les Pays-Bas autrichiens. Son pragmatisme lui permit d'apaiser le mécontentement des représentants des ordres bohémiens et moraves en annulant, le 19 avril 1790 pour la Silésie, puis le 9 mai pour la Bohême, les patentes urbaine et fiscale promulguées par Joseph II en 1789, tout en réintroduisant la patente thérésienne de 1775 sur les corvées. Il convoqua la diète le 1^{er} mai et invita les ordres à y formuler publiquement leurs plaintes et leurs vœux. De cette abondance de remontrances et de requêtes émergea le désir de recouvrer au minimum, grâce à une nouvelle constitution, le droit de participer à l'administration du pays confisquée par les deux souverains précédents, et de voir disparaître le centralisme contraire aux traditions et aux origines. Léopold II se fit couronner dans toutes les formes protocolaires le 6 septembre 1791 à Prague et reçut solennellement l'hommage des ordres moraves à Brno le 10 octobre ; il répondit favorablement aux demandes de la diète en autorisant à nouveau les *Landesausschüsse* mis en place en 1714 et supprimés en 1783, et en rétablissant en partie dans leurs anciennes fonctions les *gubernium* et les administrations des cercles. Les seigneurs fonciers s'estimèrent satisfaits de retrouver leurs juridictions mineures, le pouvoir de police, et la levée des soldats et des

impôts sur leurs terres, mais ils restèrent soumis au contrôle strict de l'État. Devant l'inquiétude des paysans et leur crainte de voir disparaître les droits qu'ils venaient d'obtenir, l'abolition du servage et les obligations consignées dans la patente sur les corvées furent confirmées. De même, à partir de 1792, l'imposition des terres rusticales fut assise sur les estimations du cadastre joséphiste qui étaient plus favorables à la population des campagnes. L'annulation de l'ordonnance sur l'emploi de l'allemand comme langue administrative générale fut accueillie avec satisfaction ; la réglementation prescrivant la « langue courante dans le pays » conduisit de même à adopter à peu près à égalité les langues allemande et « bohémienne » dans les pays bohémiens, que ce soit devant les tribunaux ou comme langue administrative d'échange.

Léopold II estima aussi utile d'apporter certaines modifications à quelques autres groupes de réformes de Joseph II. Dans le domaine ecclésiastique, il autorisa la réouverture de certains couvents, mais surtout, il mit fin au contrôle de l'État sur les grands séminaires où étaient formés les prêtres et qui furent à nouveau soumis au contrôle des évêques. Par contre, les mesures destinées à faire des écoles et des universités des institutions autonomes en restèrent au stade du projet. La dissolution des *Vereinigte Hofstellen* et la séparation concomitante des administrations politique et fiscale permirent d'espérer la fin des excès du centralisme. La promesse, faite en réponse aux événements de France, de donner aux pays bohémiens une constitution accordant l'égalité des droits et une plus grande autonomie aux bourgeois et aux paysans, et à laquelle le président de la chancellerie bohémo-autrichienne, le comte Léopold Kolowrat-Krakovský, commença à donner un début de réalité, ne put se concrétiser en raison de la dégradation de la situation extérieure, et de la mort subite de l'empereur le 1^{er} mars 1792.

Au mépris de la politique étrangère antérieure du chancelier Kaunitz, Léopold II avait cherché à s'entendre avec la Prusse (convention de Reichenbach, le 27 juillet 1790) afin de mettre un terme à la coûteuse guerre menée contre les Turcs aux côtés de la Russie, ce qui fut obtenu à la paix de Sistova, le 2 août 1791. Préoccupé par l'évolution de la situation en France et soucieux de pouvoir prêter main-forte à son beau-frère prisonnier, Louis XVI, et à sa sœur Marie-Antoinette, l'empereur avait conclu avec la Prusse des préliminaires d'alliance le 25 juillet 1791 et un accord de défense le 7 février 1792. La crainte d'une propagation de la pensée révolutionnaire dans ses propres pays héréditaires le conduisit à aggraver la censure et les contrôles policiers, au point qu'à l'annonce de sa mort on évoqua l'hypothèse d'un attentat jacobin ou franc-maçon. C'est sur la toile de fond d'un possible affrontement militaire avec la France que François II, comme

roi de Bohême, puis empereur d'Autriche sous le nom de François I^{er} à partir de 1806, accéda au trône.

Vers l'« Empire d'Autriche »

Le règne de François II, fils de Léopold II, monté sur le trône à l'âge de vingt-quatre ans, ne fut marqué par aucune initiative ou réforme spectaculaire. Le nouveau souverain gouverna avec conscience et ténacité le royaume qui lui était échu, dont il maintint l'intégrité tout au long du quart de siècle de guerres et de révoltes que dura son règne, en s'en tenant, conservateur et étranger à toute réforme, à la tradition. Il n'avait pas de réelle sympathie pour les pays bohémiens et ne manifesta que peu d'intérêt pour leur particularisme, même s'il se fit couronner roi de Bohême le 9 août 1792 avec le cérémonial habituel dans la cathédrale Saint-Guy de Prague. Pendant les guerres de coalition et les guerres napoléoniennes, les pays bohémiens restèrent livrés à eux-mêmes, mais ils eurent largement leur part des charges, et, en Moravie surtout, des destructions de la guerre. Pendant la première coalition (1792-1797), les Pays-Bas autrichiens et une grande partie des possessions italiennes furent perdus, mais les victoires de l'archiduc Charles à Wurzburg et Amberg, les 24 août et 3 novembre 1796, lui valurent d'être célébré comme le « sauveur de la Bohême » et évitèrent au moins l'invasion française aux pays héréditaires des Habsbourg. « Gouverneur de Bohême pour les questions militaires », le populaire archiduc, après la paix de Campoformio des 17 et 18 octobre 1797, dut entamer la préparation de la campagne suivante à Prague. Entre-temps, le 13 janvier 1795, le troisième partage de la Pologne avait donné aux Habsbourg les zones méridionales de celle-ci jusqu'aux portes de Varsovie, ce qui accrut notablement la part de la population slave. La Deuxième Coalition (1799-1802) ne concerna pas non plus directement la Bohême, mais la perte de la Lombardie, riche et économiquement développée, échangée contre la Vénétie, beaucoup plus pauvre, fut un préjudice matériel important. Le passage des armées russes de Souvorov en Moravie en octobre 1798 et de Korsakov en Bohême en mai 1799 suscita un grand intérêt et donna à la population déjà avide de paix un avant-goût des batailles qui allaient se dérouler sur le sol morave.

Les paix de Lunéville et d'Amiens en 1801 et 1802 ne furent guère durables, même si, depuis le renvoi du baron Franz von Thugut, la politique étrangère désormais dirigée par le comte Ludwig Cobenzl avait pris un cours plus francophile. Voulant ressusciter l'Empire de Charlemagne, Napoléon, Premier Consul, s'était autoproclamé empereur des Français, ce qui fut considéré comme un effet logique de la fin de la Révolution. Pourtant le recès d'Empire imposé par les Fran-

çais à Ratisbonne en 1803, qui supprimait de nombreux petits États et les principautés ecclésiastiques, donnait la majorité aux protestants dans le collège des princes électeurs et dans le conseil des princes d'Empire, et compromettait le maintien de la couronne impériale dans la maison d'Autriche. L'avancée française jusqu'au Rhin et le ralliement des princes d'Allemagne du Sud à Napoléon donnèrent un regain d'actualité à l'idée, déjà évoquée sous Joseph, d'instituer une dignité impériale héréditaire pour les pays Habsbourg. Après avoir envisagé un moment d'adjoindre à sa couronne d'empereur romain-germanique le titre d'« empereur de Hongrie et de Bohême », François annonça le 11 août 1804 qu'il devenait « empereur d'Autriche », et Napoléon s'étant couronné lui-même empereur le 2 décembre, il renouvela solennellement cette proclamation le 7 décembre, sans procéder à un nouveau couronnement. Les états hongrois avaient été assurés que cette démarche d'une légalité contestable ne nuirait en rien à la situation juridique et politique de leur royaume, et on ne jugea pas même nécessaire d'en aviser les états bohémiens, silésiens et moraves. À la diète de Ratisbonne, désormais sans objet, l'Autriche fut représentée par un ambassadeur royal de Bohême électoral.

Cet édifice n'eut qu'une brève existence. L'Autriche fut entraînée dans la troisième guerre de coalition qui se déroula principalement en Bohême et en Moravie en 1805/1806. Au début de novembre 1805, Vienne fut prise par les Français ; la cour se replia sur Ratisbonne puis sur Olomouc, où le tsar Alexandre I^{er} installa lui aussi ses quartiers. Une armée russe dirigée par Koutousov s'installa en Moravie du Nord, tandis que les troupes françaises envahissaient la Moravie du Sud, y prélevant une contribution de guerre de 12 millions de florins et exigeant le paiement d'un million et demi de florins dans les districts de České Budějovice et de Tabor qu'ils occupaient en Bohême du Sud. Après l'éclatante victoire de Napoléon à Austerlitz, la « bataille des trois empereurs », le 2 décembre, à l'est de Brno, la Russie quitta la coalition ; l'empereur François dut signer la paix de Presbourg le 26 décembre 1805, et consentir à la perte de la Vénétie, du Tyrol et du Vorarlberg, et des possessions d'Autriche occidentale autour de Lindau. Sous l'influence du prince Karl Theodor Dalberg, Napoléon envisagea de se proclamer l'héritier du Saint Empire. La constitution de la confédération du Rhin et une forte pression française poussèrent l'empereur François à déposer la couronne impériale allemande le 6 août 1806 et à rompre ainsi le lien juridique qui existait depuis 1438 entre la maison d'Autriche et les États allemands. La dissolution du Saint Empire romain germanique qui l'accompagna mit fin à la dépendance directe entre les pays bohémiens et l'Empire qui existait depuis le couronnement impérial d'Otton I^{er} en 962, et à la dignité électoral de la Bohême. À Vienne, l'idée s'imposa alors que

la couronne de Bohême était subordonnée à l'Empire autrichien. L'appartenance de la Bohême aux pays héréditaires « allemands » (c'est-à-dire cisleithaniens) des Habsbourg ressuscita sous une autre forme, celle de la Confédération germanique, créée au congrès de Vienne le 8 juin 1815.

L'écrasement de la Prusse en 1806 et en 1807 et la création d'un État polonais dans le grand-duché de Varsovie déclenchèrent des discussions sur le nouvel ordre des frontières en Europe, dont relevait aussi l'intégrité territoriale des pays bohémiens. L'offre, à vrai dire peu sérieuse, de Napoléon d'échanger l'intégralité de la Silésie contre la signature d'une alliance militaire fut rejetée sans hésiter par l'empereur François I^{er}. Le tsar Alexandre I^{er} ne vit, quant à lui, aucune objection à voir le royaume de Bohême sortir de la monarchie des Habsbourg, lorsqu'en 1808 des plans fleurirent pour réunir en un grand État centralisé d'Europe centrale la Bohême, l'ensemble de la Silésie et certaines régions de Pologne, et la Saxe dont le roi venait d'être élu duc de Varsovie. On évoqua aussi la possibilité d'une Bohême autonome, sous suzeraineté française, ou, du moins, d'un rattachement à la Saxe des régions majoritairement allemandes du nord de la Bohême. À cette époque, sous le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Autriche, le comte Philipp Stadion, l'archiduc Charles commençait à rassembler des forces en Bohême en vue d'une nouvelle guerre contre Napoléon. Prague devint alors le centre de la résistance intellectuelle et de l'idée de corps francs, qui commença bientôt à se concrétiser. Le 31 octobre 1808, la diète bohémienne vota à l'unanimité une somme d'un million de florins pour mettre sur pied et équiper les 55 bataillons territoriaux prévus ; les dons importants de la population témoignèrent la présence du patriotisme des Tchèques comme des Allemands. Lorsque la guerre éclata en avril 1809, l'archiduc Charles parvint à infliger sa première défaite à Napoléon sur le Danube à Aspern et Esslingen, mais, après la défaite de Wagram les 5 et 6 juillet, l'Autriche dut à nouveau se soumettre à l'empereur des Français par la paix de Schönbrunn. Le danger d'une scission de la Bohême ou du moins de certaines régions put être écarté, mais les enclaves dans le royaume de Saxe furent alors perdues, comme l'avaient déjà été les terres bohémiennes dispersées en territoire bavarois.

Les districts méridionaux de Bohême et de Moravie avaient quelque peu souffert du passage des troupes, des escarmouches et de l'occupation ennemie, mais, en 1809 comme pendant les guerres de libération de 1813-1814, la participation des pays bohémiens ne fut qu'indirecte. Le contingent auxiliaire autrichien qui dut être levé pour couvrir la retraite de Russie de Napoléon en 1812 comportait de nombreux Bohémiens dont seul un petit nombre revint au pays. L'empereur Fran-

çois I^{er}, incité à une politique plus francophile par son ambassadeur à Paris le comte Clemens Metternich-Winneberg et désormais lié par le mariage de sa fille Marie-Louise à Napoléon, eut quelque difficulté à rejoindre le camp de ses adversaires. Les préparatifs des combats finaux eurent lieu en 1813 sur le sol bohémien : le congrès de Prague, du 12 juillet au 10 août, créa les conditions diplomatiques de l'alliance contre Napoléon. Toutes les têtes couronnées rassemblées dans les châteaux bohémiens s'y accordèrent sur la dissolution de la Confédération du Rhin et sur le rétablissement de la Prusse et de l'Autriche dans les frontières de 1805. Le succès de Leipzig, « la bataille des nations », du 16 au 19 octobre 1813, la conquête de Paris le 31 mars 1814 et la défaite finale de Napoléon à Waterloo le 18 juin 1815 mirent un terme militaire aux guerres de libération.

Le congrès de Vienne et la Sainte Alliance

Les accords conclus au congrès de Vienne, qui se tint du 18 septembre 1814 au 9 juin 1815, ne concernaient que marginalement les pays bohémiens. Le succès des négociations fut accueilli avec satisfaction, car Metternich avait pu éviter l'absorption de la totalité de la Saxe par la Prusse et obtenir ainsi au moins la création d'une zone tampon avec ce voisin jugé dangereux. Le règlement de la question allemande dans le cadre d'un système fédératif suscita des réserves, et les patriotes allemands réclamèrent à l'empereur François I^{er} la restauration de l'ancien Empire, solution à leurs yeux la plus satisfaisante. Mais là encore, Metternich imposa son point de vue. À l'assemblée fédérale de la nouvelle Confédération germanique à Francfort, les pays bohémiens n'étaient pas représentés par leur propre délégué, mais par le représentant autrichien. L'ancienne et prestigieuse appellation de « Royaume de Bohême » était désormais vidée de son sens. Les actes de la Confédération prévoyaient bien la réactivation de la constitution féodale nationale, et les pays bohémiens, dans leurs frontières historiques, pouvaient espérer le maintien d'une représentation des ordres. Toutefois, la nécessité d'une « couronne de Bohême » regroupant toutes les composantes pour les représenter à l'extérieur au sein de l'Empire autrichien ne s'imposait plus. Malgré la prépondérance théorique du royaume, chacun de ses éléments – Bohême, margraviat de Moravie, duché de Silésie – avait un poids égal.

L'alliance pour la paix mondiale conclue le 26 septembre 1815 par la Sainte Alliance concernait au premier chef la politique autrichienne dominée par le prince Clemens Metternich, qui souhaitait défendre la pentarchie confirmée au congrès de Vienne, éliminer les mouvements révolutionnaires de l'Europe entière et réprimer toute manifestation patriotique et démocratique. Les congrès d'Aix-la-Chapelle, Carlsbad,

Troppau, Laibach et Vérone qui se succédèrent entre 1818 et 1822 permirent le maintien de gouvernements absolutistes attardés et la répression des droits des peuples. Les troubles révolutionnaires de Naples et d'Espagne, les combats pour la libération de la Grèce, la révolution de Juillet à Paris et le soulèvement de Novembre en Pologne en 1830-1831 montrèrent la fragilité de la réaction absolutiste et relancèrent les débats autour des formes libérales de gouvernement et du transfert de droits d'autogestion et d'autonomie administrative aux populations non allemandes de l'Empire Habsbourg qui avaient une conscience de plus en plus aiguë de leur ancienne spécificité politique dans l'Empire. Sous le règne de l'indolent Ferdinand I^{er}, le conflit turco-serbe, le soulèvement de Galicie et l'annexion de la petite cité-république de Cracovie en 1846 furent les points les plus saillants de la politique extérieure, mais ils n'alimentèrent pas véritablement le mécontentement intérieur croissant ni les débats sur l'avenir de la politique intérieure, qui se déroulaient dans un climat de plus en plus empreint d'amertume.

Les effets de la situation internationale sur la politique intérieure

Dans les premières années du règne de l'empereur François, la profonde implication de l'Empire Habsbourg dans les guerres révolutionnaires et de libération avait empêché la poursuite conséquente des réformes envisagées par son père pour créer des régions administratives autonomes au sein de l'Empire et la construction, à son initiative, d'une administration moderne. Son ancien précepteur et nouveau chef de cabinet, le comte Franz Colloredo-Wallsee, n'avait pas l'expérience de l'administration nécessaire à la réforme générale du système de gouvernement que l'empereur lui-même estimait indispensable. Le retour à un centralisme strict s'amorça avec la dissolution, en 1793, de la chancellerie bohémo-autrichienne au profit d'un *Directorium in cameralibus germanicis et hungaricis et in publico politicis germanicis*, également chargé de l'administration des finances pour l'ensemble de l'Empire. En tant que Premier ministre (*dirigierender Staatsminister*), le comte Leopold Kolowrat-Krakovský, chancelier, réorganisa à partir de 1796 le *Staatsrat*, dissous dès 1801, et l'année suivante, parfaitement au fait des affaires bohémiennes, il prit la direction du *Directorium*, désormais également ultime instance judiciaire. Kolowrat renforça encore son influence en politique intérieure après la création, en 1801, d'un *Staats- und Konferenzministerium* complété, en 1802, par une instance autonome pour la justice, les finances et les affaires intérieures. La police et la censure, confiées à partir de 1806 et pour de nombreuses années au comte Joseph Sedlnický, exer-

cèrent un contrôle rigoureux qui étouffa pratiquement toute vie intellectuelle. Le clergé catholique, jugé inaccessible à la pensée révolutionnaire, bénéficia bientôt d'un soutien accru à ses activités d'enseignement ; il fut également chargé de la surveillance des écoles, supposées former non des citoyens autonomes, mais des sujets dociles de l'empereur, dotés uniquement de connaissances élémentaires. L'obligation scolaire générale eut du mal à s'imposer, notamment en raison du manque de classes destinées aux filles. Avant 1815, 70 % des enfants au plus recevaient une formation scolaire de base. L'uniformisation et la centralisation furent encouragées par la publication d'un Code civil général, qui s'appliqua à l'ensemble de l'Empire à partir du 1^{er} janvier 1812.

En 1798, les préparatifs militaires ramenèrent l'archiduc Charles en Bohême pendant plusieurs mois, et il exprima alors le jugement suivant : « Je n'ai jamais vu un pays où on parle aussi peu de politique et où on y pense aussi peu. » Les ordres semblaient désormais totalement indifférents au maintien de leurs modestes droits politiques. La participation aux diètes de Bohême et de Moravie, désormais convoquées à intervalles de plus en plus grands, décrut au fil des ans ; les rares participants se contentaient d'écouter les propositions de la couronne et de voter les impôts à l'unanimité et sans véritables discussions. La demande pressante de restituer des compétences élargies aux *Landesauschüsse*, réintroduits sous une forme limitée en 1791, fut repoussée sèchement par François I^{er} en 1802 avec la mention : « S'en tenir aux statuts et au mode de rémunération en vigueur sous Marie-Thérèse jusqu'en 1782 et auxquels Sa Majesté feu mon père était provisoirement revenu lui aussi. » Il est donc peu étonnant qu'en 1801 par exemple cinq prélats, quatre seigneurs, six chevaliers et quatre représentants des villes (disposant d'une simple voix collective) aient été les seuls participants à la diète de Prague, et que, devant ce désintéret croissant, l'importance de la représentation des ordres n'ait cessé de diminuer. La noblesse récente issue en général de la bourgeoisie ne contestait pas le rôle dirigeant de la noblesse de naissance, qui se tournait de plus en plus vers l'armée, source d'occupations satisfaisantes et, pendant les guerres, de possibilités d'ascension rapide, et qui s'employait à exploiter ses domaines, à enrichir ses collections et à cultiver les arts et les sciences. Ces milieux, ainsi que la cour, perçurent trop tard la nécessité de prêter attention aux inégalités sociales, aux difficultés économiques et au courant de pensée libéral porté par les idées de la Révolution française.

Dès le début du XIX^e siècle, des rapports des fonctionnaires à leurs ministères, souvent précédés de la mention « confidentiel » ou « à examiner avec attention », signalaient un recul inquiétant dans la production des principales manufactures, et particulièrement dans les

fabriques de toile et de drap bohémiennes et moraves. Le développement de l'inflation et la pénurie monétaire, ajoutés aux besoins financiers considérables de l'État du fait des guerres, avaient conduit à l'émission accélérée de papier-monnaie, les *Bancozettel*, auxquels faisait défaut l'habituelle couverture en florins d'argent conventionnels. Après l'échec de plusieurs plans de stabilisation, alors que 1 061 millions de florins en billets de banque se trouvaient en circulation, seul le retrait du papier-monnaie pour 1/5 de sa valeur nominale, décidé le 20 février 1811, et équivalant à une banqueroute de l'État, put consolider temporairement la monnaie. Le comte Joseph Wallis, premier burgrave de Prague depuis de longues années et nouveau président de la Chambre des comptes, remplacé par le comte Stadion en 1814, inaugura une politique de stabilisation qui ne commença à agir sur le déficit chronique du budget autrichien qu'à la fin des guerres napoléoniennes. Dans les pays bohémiens, la ruine de 1811 provoqua des banqueroutes innombrables et une grave crise économique, qui ne céda la place à un début de reprise qu'au début des années 1820.

Le 18 avril 1815, au terme de cette longue guerre, Metternich proposa à l'empereur François I^{er} de reconstruire l'État impérial autrichien en portant une attention plus grande aux différents pays qu'avait réunis une histoire commune, afin de faire face au développement des consciences nationales et de mettre le patriotisme existant au service de l'idée d'un État global. Les propositions d'un conseil impérial, élu en partie par les ordres et instance de contrôle de la procédure législative, et l'affaiblissement du centralisme par la reconnaissance du fédéralisme issu de l'histoire échouèrent devant le centralisme rigide et figé de l'empereur. Le 27 octobre 1817, Metternich et le prince Franz Joseph von Dietrichstein proposèrent, à titre d'alternative, soit la « fusion totale », jugée peu satisfaisante, de toutes les composantes de l'Empire en une seule forme de gouvernement, soit une réorganisation en groupes de pays tenant compte « des différences de nationalité des habitants », c'est-à-dire une solution fédérative. Le 24 décembre, l'empereur y répondit en ordonnant la division de la partie occidentale de l'Empire (Cisleithanie) en trois parties : la Bohême, la Moravie et la Silésie autrichienne furent confiées, avec la Galicie, à un même chancelier, le comte Prokop Lažanský, mais elles conservèrent des administrations provinciales distinctes ; par contre, à la différence des pays bohémiens, la Galicie n'appartenait pas à la Confédération germanique. L'article 13 de l'acte fondateur de la Confédération prévoyait une représentation des ordres de chaque État membre, mais l'article 57 le vidait de tout sens, puisque l'autorité du souverain ne pouvait être entamée par l'existence d'assemblées des ordres aux droits d'ailleurs très limités. S'appuyant sur cette disposi-

tion, l'empereur refusa énergiquement après 1818 d'élargir les attributions de la noblesse et d'accroître le poids politique d'ordres et de diètes pratiquement réduits à l'impuissance : « Je ne veux pas de nouveautés ; qu'on applique avec justice les lois, elles sont bonnes et suffisantes. L'époque n'est pas aux réformes. » Tel était son credo, partagé par Metternich. Dans le *Staatsrat* modifié en 1814 et composé de quatre sections : Justice, Finances, Armées et Guerre, Metternich, devenu en 1821 chancelier de la maison impériale, de la cour et de l'État, jouait un rôle important. Le comte Franz Anton Kolowrat-Liebsteinsky, promu en 1826 des fonctions de premier burgrave de Prague à celles de *dirigierender Staats- und Konferenzminister*, vit cependant son influence s'accroître constamment. Ce représentant de la haute aristocratie patriote bohémienne ne contribua pourtant en rien à faire avancer les orientations fédéralistes et national-slaves.

La montée des tensions nationales et sociales

Avant sa mort, le 2 avril 1835, l'empereur François I^{er} avait laissé pour instruction à son fils aîné et successeur Ferdinand I^{er} (1835-1848) : « Ne modifie en rien les fondements de l'État ; accorde au prince Metternich, mon plus fidèle serviteur et ami, la confiance que je lui ai donnée pendant tant d'années... » Sous le règne de Ferdinand, « être à l'esprit affaibli par la maladie, qui de tout ce qu'on dit devant lui ne comprend pas un mot » (baron de Kübeck), la nouvelle *Staatskonferenz* créée le 12 décembre 1836 et composée de Metternich, Kolowrat et des archiducs Louis et François-Charles dirigea les affaires. Le couronnement en grande pompe du roi de Bohême le 7 septembre 1836 à Prague relança malgré tout l'intérêt des ordres pour la vie politique, et la noblesse se remit à fréquenter en plus grand nombre les diètes et à chercher à tout prix à s'opposer à une représentation parlementaire directe des bourgeois et des paysans. Mus par une conscience historique accrue, certains nobles furent plus attentifs au respect de leurs droits et privilèges et exigèrent la restauration ou le respect des anciennes procédures. Le conflit avec le gouvernement s'envenima à propos du premier burgrave, le comte Karl Chotek, président depuis 1826 de la plus haute instance de Bohême, le *Landesgubernium*, qui cherchait à faire oublier son impuissance politique par des mesures économiques et sociales progressistes et qui, dès 1838, s'était vu reprocher un comportement par trop indépendant en matière financière. Les plaintes des comtes Friedrich Deym et Joseph Matthias Thun furent le signal d'une nouvelle opposition féodale. Elle obtint en 1843 la démission de Chotek et commença à mettre ouvertement en cause l'opportunité du centralisme absolutiste et le devoir de loyauté des ordres à l'égard de la couronne.

La cour de Vienne était alors déjà confrontée à des troubles ouvriers et à une famine importante dans l'Erzgebirge ; elle s'efforça d'apaiser les esprits en jouant sur la popularité des archiducs Ferdinand-Charles, nommé commandant de l'armée, et Étienne, nommé *Landeschef* de Bohême, mais ces nominations n'eurent pas le succès escompté ; leur légalité fut en effet contestée, aucun des deux archiducs ne possédant de terres en Bohême et n'étant donc membre des états du pays. Les requêtes adressées par ceux-ci à l'empereur en 1845, notamment la confirmation de leurs libertés et privilèges, n'obtinrent que des réponses insatisfaisantes, et leur assemblée mit en place une « commission pour la garantie des droits des ordres », dirigée par le prince Karl Wilhelm Auersperg, qui présenta le 18 février 1847 une « Déduction sur la légalité des droits et libertés conformes à la constitution féodale du pays bohémien ». L'essentiel de l'argumentation fut repris dans la « Déclaration de la diète sur la permanence du système des ordres en Bohême » le 11 mai. Des éléments historiques et juridiques y étaient opposés à la thèse du gouvernement qui faisait des droits concédés avec réticence aux ordres l'effet du seul bon vouloir du souverain, toujours libre de révoquer ces anciens privilèges. L'assimilation des privilèges renouvelés lors du couronnement de Ferdinand I^{er} en 1836 aux anciens droits en usage dans le royaume de Bohême et l'idée que la défense des libertés féodales favorisait une volonté d'autonomie politique respectueuse de la monarchie des Habsbourg, vivante dans le peuple tchèque, étayèrent le raisonnement qui, se référant au « droit historique bohémien », déboucha dans les décennies suivantes sur la revendication de l'autonomie politique puis de la pleine souveraineté pour les pays de la couronne de saint Venceslas.

Le gouvernement négligea de répondre dans les règles à la « Déduction », et les débats s'avivèrent au cours de la diète de mai à septembre 1847. À la différence des années précédentes où les propositions royales et les demandes fiscales étaient acceptées sans discussion, la querelle s'envenima autour d'une modeste demande de 50 000 florins pour le Fonds criminel dont l'opposition s'empara pour entraîner les débats vers les questions constitutionnelles décisives. Devant les explications insatisfaisantes du gouvernement sur la couverture du budget et sur le niveau de l'endettement public, les représentants de la haute aristocratie eux-mêmes ne cachèrent pas leur colère. L'identification croissante des représentants des ordres aux intérêts nationaux tchèques, la montée du mécontentement soulevé par un système Metternich sclérosé et incapable de se renouveler, le processus de fermentation intellectuelle et idéologique et le potentiel conflictuel de la situation sociale créèrent un climat politique hautement explosif.

Les ordres du margraviat de Moravie et du duché de Silésie étaient, eux, plus enclins à accepter ce système absolutiste et centralisateur

dépassé qui, en prêtant une oreille bienveillante à leurs aspirations séparatistes et égalitaristes, avait affaibli la position autrefois dominante du royaume de Bohême ; leurs diètes des années 1840 exigèrent pourtant l'élargissement des droits d'intervention politique et surtout une meilleure information sur l'utilisation des impôts. La renaissance culturelle de la « tchéquité » et la propagation d'idées panslavistes contribuèrent en Moravie et en Silésie aussi à la transformation d'anciennes identités associées au pays natal et à la province en un sentiment national moderne. Si toutes les couches populaires ne manifestaient pas encore un intérêt identique pour la politique, l'aggravation des symptômes de crise sociale favorisa le développement du potentiel révolutionnaire.

L'ÉVEIL D'UNE CONSCIENCE NATIONALE MODERNE

Le clergé catholique, la bourgeoisie en expansion rapide et l'intelligentsia, dont l'impact et le nombre croissaient alors aussi, furent les principaux maîtres d'œuvre d'une conscience culturelle et nationale propre aux Tchèques. Cependant, par leur mécénat dans les sciences, les arts, la musique et la littérature, les membres de l'aristocratie, qui, en tant que patriotes bohémiens et autrichiens, appartenaient plutôt à la tendance « bohémiste », fournirent une contribution importante au développement de la langue et de la culture tchèques. De même qu'une partie de la couche intellectuelle dirigeante allemande et que le personnel de l'administration, ces milieux témoignaient de la coexistence fraternelle des Tchèques et des Allemands dans les pays bohémiens. L'apparition d'orientations nationales tchèques et allemandes distinctes était pour eux en contradiction avec l'histoire commune et l'unité de l'espace géographique. Se référant au royaume binational de Bohême, ils défendaient une ligne politique hostile à la centralisation et à la germanisation. Le respect réciproque des langues maternelles, des acquis culturels et des possessions nationales de chaque communauté devait créer les conditions de l'« évolution commune des familles de Bohême » vers une nation bohémienne détentriche d'une culture et d'un mode de vie propres, où les deux langues seraient sur un strict pied d'égalité et maîtrisées par chaque citoyen, et dépourvue de toute discrimination selon l'origine. Ces idées, développées dans son enseignement par le philosophe et spécialiste des religions Bernard Bolzano entre 1800 et 1816, ne purent s'imposer face à la rapide montée d'une conscience nationale tchèque : le « bohémisme authentique » trouva de moins en moins de défenseurs, même si les chefs de l'opposition libérale féodale du *Vormärz* s'y référèrent, insistant sur leur

« profond amour de la patrie » et dénonçant « comme le pire des maux le désir d'une des deux nationalités d'opprimer l'autre ». Cette noblesse bohémienne, généralement d'origine allemande ou germanisée, ne fit jamais preuve de la moindre hostilité à l'égard des Tchèques mais crut devoir soutenir le combat des Tchèques désavantagés dans leur langue et leur culture, afin de créer les conditions de l'égalité revendiquée et de la « fusion » recherchée.

Cette communauté d'intérêts entre le patriotisme bohémien et le nationalisme tchèque bourgeois s'était constituée dès le début du XIX^e siècle, nourrie par les exhortations de A.L. Schlözer et J.G. Herder à retrouver le fier passé des peuples slaves et de l'espoir d'un grand avenir politique. Le souhait exprimé en 1793 par F.M. Pelcl dans son discours inaugural à l'université d'entendre bientôt à nouveau les fils des grandes familles nobles bohémiennes eux-mêmes s'exprimer en « bohémien » se réalisa au fil des décennies. La résurgence de l'héritage slave reçut en 1818 une impulsion décisive d'une initiative du comte Kaspar Sternberg et d'un appel du premier burgrave Kolowrat-Liebsteinsky « Aux amis patriotes de la science », qui aboutirent à la création d'un Musée royal de la nation bohémienne, inauguré le 23 décembre 1822. Le projet de ses fondateurs nobles de mettre en évidence l'unité et la binationalité fondamentales de l'esprit bohémien et du royaume de Bohême ne put se maintenir sur le long terme. La revue de la Société du musée, créée en 1827 par František Palacký qui la dirigea jusqu'en 1838, devint le plus important organe scientifique et littéraire en langue tchèque de la petite république des savants tchèque, dont le centre était à Prague et qui se fixa pour tâche principale la libération de la nation. Dans les années 1840, les mémoires, brochures, ouvrages et écrits anonymes des membres de la Société tels que les comtes J.M. et L. Thun-Hohenstein, F. Deym, F.L. Schirnding réclamèrent que justice soit rendue, politiquement et linguistiquement, à la majorité tchèque de la population, sans remettre en cause la fructueuse symbiose nationale apparue au cours des siècles entre les Tchèques et les Allemands. On lit parfois aujourd'hui que la noblesse n'aurait guère participé à la renaissance nationale et aurait freiné la montée du mouvement national bourgeois tchèque. Cette assertion ne peut être maintenue dans une version si simplificatrice.

L'importance de la littérature

Les travaux scientifiques des érudits tchèques sur la langue et la littérature tchèques ont joué un rôle déterminant dans le développement d'une conscience nationale dans la partie tchèque de la population. La plupart de ces travaux furent publiés en allemand afin de les rendre accessibles à un public plus large. Josef Dobrovský, pendant

une brève période recteur du grand séminaire de Moravie, puis précepteur au palais pragois des comtes Nostitz, publia en 1792 la première histoire de la langue et de la littérature bohémiennes, où il fait du XVI^e siècle « l'âge d'or de la langue tchèque », et où il évoque la « décadence » des années postérieures à 1620. Il permit la fusion de différents groupes de poètes néo-tchèques qui publiaient chacun leur propre almanach depuis 1795. Le *Dictionnaire allemand-bohémien* publié en 1800 par Dobrovský et la parution en 1809 de son *Ausführliches Lehrgebäude der böhmischen Sprache (Manuel complet de la langue bohémienne)*, qui constitue la base de la connaissance du tchèque moderne, eurent une importance considérable ; ce dernier ouvrage déclencha une querelle qui ne prit fin qu'en 1817 entre les défenseurs de l'ancienne « orthographe des frères » (les jotistes, partisans de l'utilisation du *j*) et les ypsilonistes (partisans de l'utilisation du *y*), représentés par Josef Jungmann et Václav Hanka, qui finirent par l'emporter. Cet essor rapide du tchèque, appuyé sur un travail scientifique, incluant désormais aussi la petite bourgeoisie des bourgs ruraux influencés par l'idée nationale, permit le développement d'une conscience nationale tchèque spécifique. Le gouvernement fut ainsi amené, dans un décret de la chancellerie du 23 août 1816, à revenir sur la discrimination du tchèque dans la vie publique, à admettre le tchèque comme langue d'enseignement dans les *Mittelschulen* et à assurer qu'il « donnerait la préférence, dans l'attribution des postes politiques des pays bohémiens, aux candidats maîtrisant la langue bohémienne ».

À la suite des ordonnances restrictives de Carlsbad en août 1819, ce décret libéral fut cassé dès le 16 février 1821 et toute expression de convictions démocratiques ou libérales fut réprimée systématiquement. Malgré tout, l'essor du mouvement national tchèque ne pouvait plus être contenu. Bernard Bolzano, partisan d'un patriotisme bohémien où cohabiteraient Tchèques et Allemands, perdit bien sa chaire pragoise en 1819, mais ses idées de tolérance religieuse, d'égalité et de liberté continuèrent à se propager. Josef Jungmann, dont l'influence s'accroissait, publia en 1820, sous le titre *Slovesnost (Poétique)* un manuel de lecture et de stylistique tchèques, suivi, la même année d'un ouvrage d'Antonín Marek sur la terminologie philosophique tchèque. La revue *Čechoslav*, fondée par le dynamique V. Kramerius, et *Dobroslav*, journal dirigé par J. Ziegler, eurent de nombreux lecteurs, sollicités aussi par des cercles de lecture qui se créaient spontanément. Un mouvement de théâtre amateur se répandit de même jusque dans les bourgs ruraux, ainsi que d'innombrables associations culturelles nationales tchèques. On peut considérer comme un écho de la lutte de libération tchèque et du novembre polonais la création, le 1^{er} janvier 1831, comme section de la Société du musée, de l'asso-

ciation *Matice česká*, qui s'intéressa particulièrement à la science et à la littérature tchèques, et qui, en 1839, publia dans sa maison d'édition les cinq volumes du dictionnaire tchèque-allemand de Jungmann (*Slovník česko-německý*). Des évocations historiques romantiques en costume national tchèque, au caractère de plus en plus nettement anti-allemand, des poésies sentimentales, une littérature didactique nationale et un mouvement de théâtre amateur favorisèrent le développement d'une conscience nationale dans la population tchèque, et désormais aussi dans la paysannerie aisée. Le chant du jeune dramaturge Josef Kájetan Tyl, *Kde domov můj ? (Où est ma patrie ?)*, interprété pour la première fois en 1834, symbolisa la vitalité de ce nationalisme tchèque et devint en toute logique l'hymne national de la nouvelle République tchécoslovaque en 1918.

Ces entreprises sérieuses et globalement couronnées de succès furent perturbées par les falsifications du futur bibliothécaire du Musée national : Václav Hanka prétendit, en 1817-1818, avoir trouvé à Dvůr Králové sur l'Elbe et au château de Zelená Hora des fragments de manuscrits du IX^e siècle en vieux tchèque qui semblaient apporter la preuve, exprimée en termes violemment anti-allemands, de l'existence d'un passé national glorieux. Ces faux, bien que rapidement démasqués, jouèrent cependant un rôle non négligeable dans la montée des tensions entre Tchèques et Allemands ; ils ne cessèrent d'être utilisés comme « sources historiques » qu'après leur réfutation par T.G. Masaryk en 1886. František Palacký lui-même, auteur d'une histoire de la Bohême commandée par les ordres bohémiens et publiée en allemand à partir de 1836, a subi l'influence de ces faux. Un des thèmes fondamentaux de son histoire nationale tchèque, parue en 1848 en traduction tchèque, est l'existence d'une lutte permanente entre les Slaves, pacifiques habitants originels du pays, et les Allemands, conquérants dominateurs venus de l'extérieur. Le Slovaque Pavol Jozef Šafařík joua un rôle analogue avec *Starožitnosti slovanske*, publié en 1837, où il étudiait l'antiquité et l'ethnologie slaves ; auteur de travaux de philologie et d'histoire littéraire, professeur de philologie slave à l'université de Prague, il donna une impulsion décisive au réveil national *. Ce vif intérêt pour le passé se traduisit par de nombreuses contributions à l'histoire locale et régionale, qui touchèrent un public de plus en plus nombreux dans des revues de vulgarisation très populaires.

Le mouvement national tchèque fut quelque peu affaibli par une scission dans les années 1830. Dès le XVIII^e siècle, la Russie avait suscité l'intérêt, en raison de son importance croissante dans le concert

* Sa *Geschichte der slavischen Sprache und Literatur nach allen Mundarten*, écrite dès avant 1826, et sa *Geschichte der südslavischen Literatur* en trois volumes (1864-1865) en font un comparatiste de premier ordre. (N.d.A.)

des grandes puissances sous Catherine II et de son éveil intellectuel et culturel. À la suite de son voyage dans la Russie des tsars en 1796, J. Dobrovský avait contribué à la célébration et à l'idéalisation de la russité dans la littérature tchèque. Les contacts avec les soldats russes parvenus jusqu'en Bohême et en Moravie à l'occasion des guerres napoléoniennes et l'existence de possibilités de compréhension avaient permis la germination d'un sentiment commun d'appartenance à une culture slave jusque dans la population rurale. Ce sentiment fut utilisé délibérément par les « éveilleurs nationaux », ne serait-ce que sous la forme d'un idéalisme utopique. Cette tendance, qui proposait d'imposer à tous les Slaves une langue, une écriture et une culture communes, s'exprima dans les études de A.J. Puchmajer, A. Marek et surtout J. Jungmann ; elle réclamait la fusion politique des Slaves qui constituaient le groupe de population le plus important de la monarchie des Habsbourg *, et se proposait de donner, avec l'aide de la Russie, un fondement panslaviste à l'évolution culturelle des Tchèques inscrite depuis près de mille ans dans l'histoire occidentale.

La politique particulièrement réactionnaire de Nicolas I^{er} et la répression brutale du soulèvement de novembre en Pologne divisèrent le mouvement national tchèque. Les conservateurs, qui rejetaient le recours aux méthodes révolutionnaires dans le combat politique et approuvaient donc l'attitude russe, souhaitaient trouver, grâce au réformisme et à la collaboration avec la noblesse bohémienne, une amélioration de la situation juridique de la population tchèque dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. L'aile radicale-démocrate, de son côté, s'était regroupée autour de *Matice česká*, qui comptait près de 3 500 membres en 1848 ; elle ne cachait pas ses sympathies pour les mouvements révolutionnaires européens et particulièrement pour la révolution polonaise et exigeait de plus en plus impérieusement, comme préalable à la conquête de l'autonomie politique, l'égalité absolue de la langue tchèque dans l'administration et l'enseignement. Au fil des ans, les deux groupes se retrouvèrent pour coopérer avec le mouvement austro-slave, qui voulait réunir les huit peuples slaves de la monarchie des Habsbourg et leur donner un leadership collectif par-delà leurs différences linguistiques, culturelles, historiques et politiques afin de faire de l'Empire autrichien un grand État slave. La noblesse conservatrice attachée au maintien intégral de la monarchie était aussi favorable à l'austroslavisme, car elle refusait en bloc la russophilie des conservateurs et les projets fédéralistes des radicaux-démocrates. Elle développa en parallèle un antigermanisme alimenté par la crainte de la réussite économique de la bourgeoisie libérale

* Avant 1848, les Slaves, avec 40,7 %, étaient le premier groupe de population, suivis des Roumains (21,6 %), des Allemands (21 %), des Magyars (16,7 %), et de représentants d'autres petits peuples. (N.d.A.)

allemande, favorisée par la mise en place du *Zollverein* et par la possible extension de la prédominance allemande au sein de la monarchie des Habsbourg.

Les échanges intellectuels et l'élaboration de principes politiques se nourrissaient de la vie sociale intense qui se déployait dans les salons de la noblesse et de la bourgeoisie aisée, de plus en plus présente dans le débat politique ; d'innombrables associations et institutions publiques y contribuaient également. L'Association pour la promotion de l'industrie bohémienne, créée en 1833, renonça à son caractère aristocratique en 1842 pour s'ouvrir à l'intelligentsia tchèque libérale. Le Club des citoyens (*Měšt'ianská beseda*), fondé en 1844 par le prêtre Jan Arnold, se transforma en un forum politique qui fit des émules en province. Le combat des Irlandais contre les Anglais devint un modèle pour la lutte nationale des Tchèques contre les Allemands, et suscita la création par quelques jeunes radicaux-démocrates du club clandestin *Repeal*, dont Karel Havlíček Borovský devint la figure dominante. Rédacteur en chef du journal politique *Pražské Noviny* (*Les Nouvelles de Prague*) et de la revue littéraire *Česká včela* (*L'Abeille bohémienne*), il avait pris des positions radicalement opposées à celles de Jan Kollár, prêtre slovaque qui prônait le rassemblement de toutes les tribus slaves dans un esprit panslave et sous direction russe. En donnant la priorité aux revendications de liberté, d'indépendance et de participation tchèque au gouvernement de l'Autriche, il mit le mouvement tchèque sur la voie de la révolution de 1848. Sa série d'articles de 1846 « *Slovan a Čech* » (« Slaves et Tchèques ») marque une prise de distance définitive de l'idéologie national-tchèque bourgeoise à l'égard de son slavisme initial ; selon Havlíček Borovský, la collaboration ultérieure des Tchèques avec d'autres nations slaves ne pouvait plus être conçue, désormais, que comme une collaboration de peuples autonomes au sens politique et national. Mais les conflits nationaux naissants trouvèrent à s'alimenter non seulement aux oppositions politiques, culturelles et linguistiques, mais aussi à une rivalité économique croissante.

La vie culturelle et intellectuelle

Les efforts des patriotes bohémiens pour promouvoir la langue et la conscience nationale tchèques étaient soutenus activement par les Allemands eux-mêmes et n'avaient pas porté ombrage à la coexistence des Tchèques et des Allemands. La population allemande des pays bohémiens, installée dans la longue bande frontalière et dans quelques îlots linguistiques, avait, dans le meilleur des cas, un vague sentiment d'appartenance régionale, et s'identifiait à la terre natale en tant qu'Allemands de Bohême, de Moravie et de Silésie autrichienne ;

elle était profondément loyale à la maison impériale et avait une conscience très vivante d'un grand État global autrichien, pourtant peu encourageant avec le « système Metternich ». Ce patriotisme d'État purement passif, renforcé par les forces non nationales qu'étaient l'Église, la noblesse de cour et la bureaucratie, avait fait obstacle à l'apparition d'une conscience panallemande. La conscience nationale allemande en germe dans les États allemands pendant les guerres de libération n'était donc le fait que d'un nombre limité d'Allemands, même si Prague et les villes d'eaux bohémiennes avaient accueilli de nombreux patriotes allemands pendant l'occupation napoléonienne. Cette indifférence nationale et l'attention accrue portée au développement économique avaient favorisé le « bohémisme » et souligné les points communs entre Tchèques et Allemands. Les réticences allemandes qui précédèrent l'apparition d'une conscience communautaire nationale allemande n'apparurent qu'en réaction à la rapide pénétration des travailleurs tchèques dans les villes autrefois largement allemandes, à la concurrence économique croissante, à la crainte que l'octroi d'une plus grande autonomie provinciale aux pays de la couronne ne leur fasse perdre leurs avantages antérieurs et ne les oblige à céder la place aux Tchèques, et aussi aux progrès de la renaissance nationale tchèque, ressentis comme une menace pour leur peuple et leur identité. En réponse à l'attitude anti-allemande de plus en plus courante dans la bourgeoisie nationale tchèque, on vit apparaître dans la petite bourgeoisie allemande les prémices d'une défense d'intérêts nationaux, mais ces aspirations identitaires présentes des deux côtés ne débouchaient pas encore sur des conflits profonds. Avant et pendant la révolution de 1848, les clivages nationaux n'étaient donc pas encore nettement affirmés.

À la différence des écrits tchèques, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le point de vue national est absent des ouvrages en langue allemande issus des pays bohémiens ; imprégnés de romantisme, ils puisent leurs thèmes dans le passé et dans les légendes slaves. Dans *Libussa* (1844), Franz Grillparzer lui-même a utilisé mythes et histoire de la Bohême et annoncé une période de souveraineté slave ; dans sa pièce *König Ottokars Glück und Ende* (1823), la guerre de Bohême le fascine bien plus que la figure idéalisée de Rodolphe de Habsbourg, considéré comme le fondateur d'une idée impériale autrichienne. Ses réserves à l'égard de toute forme de nationalisme s'expriment dans une épigramme prophétique de 1849 : « Le chemin de la nouvelle culture va de l'humanité à la bestialité en passant par la nationalité. » Les esprits indépendants, hostiles à l'esprit de la restauration de Metternich, favorables aux idées démocratiques ou réticents à l'Église catholique d'État, furent muselés par la censure ou contraints à l'exil. Parmi eux figurent Karl Postl, écrivain de Moravie du Sud connu sous le nom

de Charles Sealsfield, Karl Herloßsohn, rédacteur de la revue littéraire *Komet*, le journaliste Ignaz Kuranda, qui marqua les orientations de la revue culturelle *Die Grenzboten* qui paraissait alors à Leipzig, et Franz Schuselka, originaire de Česká Budějovice et défenseur actif des intérêts allemands. L'intérêt croissant pour l'histoire conduisit à des débats animés sur les conceptions historiques défendues par la Renaissance tchèque. Moritz Hartmann et Alfred Meissner émirent ainsi des réserves sur la vision hagiographique du hussitisme. J.L. Knoll, historien à l'université de Prague, mit en doute la thèse de l'hostilité héréditaire entre Slaves et Allemands défendue par Palacký dans son histoire de la Bohême. Adalbert Stifter, originaire de la Forêt Bohémienne, démentit cet antagonisme politique et national par ses descriptions, très dépouillées et dépourvues de toute animosité, d'un passé commun (*Witiko*, 1865-1867) ou de la vie bourgeoise et paysanne de son temps ; il y développa ses positions favorables à la supranationalité et à l'État.

Dans l'ensemble, la vie intellectuelle et culturelle ne fut affectée que marginalement par le développement des querelles nationales ; la musique et l'art n'y étaient pas encore divisés en camps idéologiques et politiques opposés. Avec la montée d'une bourgeoisie aisée, la science, la littérature et les arts plastiques cessèrent d'être l'apanage quasi exclusif de la cour et du souverain et perdirent l'unité stylistique qui avait dominé jusqu'à la fin du baroque. La diversité de la vie intellectuelle se refléta aussi dans l'architecture, le théâtre, la musique et les sciences naturelles, dont les progrès furent considérables. La censure préalable exercée avec rigueur à partir de 1820 rendit plus difficile le traitement critique de thèmes contemporains et même historiques et interdit l'expression d'opinions politiques ne fût-ce que vaguement libérales ou anticléricales. La seule issue resta la publication d'innombrables libelles, en général anonymes, souvent imprimés en Saxe puis importés clandestinement, et plutôt favorables aux thèses nationales tchèques. L'État se souciait plus de surveiller des étudiants et des professeurs considérés comme peu sûrs que d'encourager la science, le niveau des enseignements juridiques et humanistes continua à décliner dans les universités, incapables de soutenir la concurrence des établissements des territoires allemands alors en plein développement. Les nombreuses sociétés privées et associations artistiques ou scientifiques en constituèrent des substituts approximatifs. La Société patriotique des amis des arts, fondée dès 1796, fut à l'origine de la création en 1800 d'une Académie des arts plastiques ; suivirent, à l'initiative des ordres, un Institut polytechnique en 1806, l'Association pour la promotion de la musique par le Conservatoire en 1808, et, en 1826, une Association pour la musique religieuse. La Société du musée, créée en 1818, et la Société

pour le relèvement de l'industrie en Bohême, née en 1833, prirent une importance particulière.

La réévaluation du passé et la découverte du « peuple » engendrèrent un vif intérêt pour l'art et la culture populaires, qui étaient parvenus à un haut niveau pendant la période baroque. La conviction de se trouver en présence de formes constituées au cours des siècles par la société agraire slave suscita une activité intense de préservation des costumes, des objets d'usage courant et des maisons rurales décorées et à colombages, des coutumes, chants, contes et légendes. La différenciation sociale croissante due à la naissance de la société industrielle affecta à leur tour les régions agraires du centre de la Bohême et de la Moravie, et porta atteinte à cette riche culture populaire qui devint peu à peu une culture de musée lorsque la production moderne de masse vint remplacer les produits des artisans de village et de travailleurs à domicile.

Le passage de la fin du baroque au rococo puis au classicisme n'a laissé que peu de traces originales dans l'architecture des pays bohémiens. Le style napoléonien servit de modèle aux architectes du château de Kačina, près de Kutná Hora, commandé par le comte Karl Chotek. L'architecture intérieure de nombreuses églises présente des éléments néo-classiques. La construction des établissements thermaux bohémiens, de réputation mondiale, s'inspira aussi des modèles du néo-classicisme impérial, avec des temples aérés et des colonnades impressionnantes dont la sévérité fut un peu atténuée ensuite par des ornements ajoutés à l'époque du Biedermeier. Avec le retour en vogue du Moyen Âge, le souci d'une restauration fidèle des bâtiments historiques amena à reprendre des éléments gothiques et romans, qui apparurent aussi de plus en plus dans la construction de nouvelles églises. L'idée dominante était que le classique convenait aux bâtiments de prestige et aux châteaux, la Renaissance aux hôtels de ville et aux écoles, et un style néo-classique aménagé aux maisons bourgeoises d'habitation et de commerce, tandis que les bâtiments industriels n'avaient à répondre qu'à des impératifs purement utilitaires. C'est dans cet esprit que le prince Metternich fit transformer son château de Königwarth près de Marienbad dans le style Empire. La suppression des fortifications et l'arasement des remparts permirent à beaucoup de villes, notamment à une Prague en plein essor, d'ouvrir de larges avenues monumentales bordées de bâtiments dans le style néo-classique « impérial-autrichien ». Le style Biedermeier, inspiré des anciennes formes baroques, expression du romantisme et du goût de la nature, ne s'imposa que dans les maisons des petites villes rurales. Les paysages industriels, quant à eux, étaient marqués par les casernes de brique laides et massives qui hébergeaient les ouvriers et qui éliminèrent les anciennes façades à colombages.

La sculpture bohémienne, parvenue à des sommets pendant la période baroque, se cantonna dans la fabrication de figures allégoriques destinées à animer les façades. La peinture fut moins affectée par ce déclin. Le plafond de la bibliothèque du monastère de Strahov, peint par le Souabe Anton Franz Maulbertsch, fut la dernière grande fresque du rococo, chef-d'œuvre total associant l'architecture, la décoration intérieure et la peinture. La peinture académique adopta un classicisme rationnel extrême, et la découverte de la nature par le romantisme suscita la floraison de la peinture de paysage, à la suite des Allemands Ludwig Richter et Caspar David Friedrich, qui puisèrent leur inspiration dans les beautés du Riesengebirge, de la montagne moyenne bohémienne et dans la nostalgie de la Bohême orientale. Cette école, de plus en plus influencée par le réalisme, trouva en Josef Mánes son représentant tchèque le plus inspiré. Le Biedermeier affectionna particulièrement la peinture de genre, tandis que les Nazaréens, portés par une inspiration catholique, s'imposèrent avec František Tkadlík. La peinture historique prit une importance politique croissante ; en référence aux thèses de Palacký, elle prit pour sujet, dans des variantes innombrables, la défense des Slaves pacifiques contre les envahisseurs allemands, et traduisit les événements jugés importants du passé national en un langage iconographique compréhensible de tous. La lithographie permit de mettre les représentations idéalisées des grandes figures historiques et des hauts faits nationaux au service du mouvement national tchèque naissant.

Malgré les modifications et suppressions exigées par la censure, la vie théâtrale prit un essor fulgurant. À la fin du XVIII^e siècle, on trouvait des théâtres permanents à Prague, mais aussi à Brno, Olomouc, Eger, Karlsbad et Litoměřice, où l'on jouait particulièrement le *Singspiel*, en langue populaire. À Prague, le Théâtre des États connut une nouvelle vie sous la direction de J.N. Štěpánek, entre 1824 et 1834. Le 2 février 1826 vit la première représentation du premier opéra tchèque, *Dráteník* de F.J. Škroup, sur un livret de J.K. Chmelenský. Le dramaturge J.K. Tyl donna une impulsion particulière au théâtre populaire en langue tchèque ; il s'installa à partir de l'été 1834 au théâtre Kajetán dans le quartier de Malá Strana, et, en 1840, il organisa avec le jeune juriste F.L. Rieger le premier des « bals tchèques » qui connurent ensuite une grande popularité. Les acteurs s'y livraient à des improvisations échappant à la censure sur des sujets généralement d'actualité, et mettaient à profit leur situation pour diffuser des informations censées rester confidentielles.

La musique fut le seul art à se maintenir à un niveau international. Prague, où Mozart avait connu ses grands succès et où *La Clémence de Titus* avait été représentée avec faste à l'occasion du couronnement de Léopold II, continua à le vénérer après sa mort, et les nouvelles

tendances musicales ne purent s'y imposer qu'avec difficulté. La musique religieuse vocale et instrumentale, autrefois très développée, avait beaucoup souffert des règlements édictés par Joseph II, malgré les efforts de la Société des interprètes, fondée en 1803 pour relancer la musique spirituelle, avec notamment les oratorios de Haendel et les messes de Haydn. Dans les années 1790, la plupart des orchestres nobles, qui donnaient le ton à tous points de vue, furent dissous pour des raisons principalement financières ; la situation de la musique orchestrale profane se dégrada à son tour, et la « Société privée Weber pour l'organisation de concerts les jours de fête » s'efforça de la relancer. Beethoven, protégé des aristocrates bohémiens (Lobkowitz, Lichnowsky, Kinsky), vint cinq fois à Prague après 1796. Il séjourna à plusieurs reprises dans les villes d'eaux bohémiennes, mais il se fit difficilement admettre en Bohême, car sa musique était fort éloignée de la musique Biedermeier défendue par le premier directeur du conservatoire de Prague, F.D. Weber. Carl Maria von Weber, qui avait donné une impulsion certaine à la vie musicale pragoise entre 1813 et 1816, subit le même sort et ne put non plus s'imposer longtemps face au conservatisme bohémien. Par contre, Franz Schubert, né à Vienne de parents allemands de Moravie, trouva pour ses *Singspiele* et ses opéras – aujourd'hui largement oubliés –, et pour sa musique de chambre et ses cycles de *Lieder* un public attentif dans les milieux bourgeois, habitués à pratiquer la musique en petits cercles amicaux ou en famille. Les virtuoses en tournée dans les domaines seigneuriaux, les grandes villes d'eaux et les villes comme Prague, Olomouc et Brno contribuèrent à la diffusion de la sensibilité romantique. Les compositeurs bohémiens – J.J. Ryba, I. Moscheles, J.W. Kallivoda et surtout V.J. Tomášek – connurent la célébrité de leur vivant. Bedřich Smetana fut le principal représentant de la créativité musicale nationale tchèque, et, de ce fait, le clivage national affecta ici aussi les artistes.

Sous Joseph II, les catholiques des confessions romaine, grecque et uniate, les protestants et les grecs orthodoxes disposaient du même statut social et juridique, mais l'Église catholique demeura prépondérante, les fonctions dirigeantes de l'État constituant une chasse gardée pour les catholiques et l'appartenance à cette confession conditionnant l'accès aux emplois qualifiés dans tous les domaines. Les protestants, les orthodoxes et les juifs (111 000 en 1846), toujours tenus en suspicion, devaient apporter des preuves éclatantes de leur loyalisme par des performances particulières. La loi sur l'école élémentaire (*Volksschule*) de 1804 avait chargé le clergé catholique d'assister l'État dans la surveillance des écoles et de tenir écoliers et enseignants à l'écart des idées révolutionnaires. Après les guerres de libération, le clergé bohémien et morave connut un mouvement de religiosité romantique et d'intériorisation qui l'amena à prêcher un approfondissement de la

foi religieuse ; mais il fut aussi traversé par l'esprit de la renaissance nationale tchèque. Les prêtres qui jouissaient d'une grande considération dans les campagnes participèrent ainsi à la constitution d'un sentiment national tchèque chez leurs paroissiens *. Toutefois, malgré une recatholicisation apparemment réussie des pays bohémiens au terme de laquelle plus de 95 % de la population de langue tchèque se déclarait catholique-romaine en 1846 (96,3 % en Bohême, 95 % en Moravie et 85,1 % en Silésie autrichienne), le sentiment religieux n'était pas assez profondément enraciné pour permettre une identification entre intérêts nationaux et catholiques.

Malgré l'absence de concordat, le système scolaire était largement au service des intérêts de l'Église **. Or, dans les années 1840, plus de 95 % des enfants en âge scolaire (94,8 % en Bohême, 96,6 % en Moravie et en Silésie) recevaient un enseignement élémentaire dans leur langue maternelle. À part un intermède dans les années 1816-1821, la création d'écoles moyennes (*Mittelschulen*) en langue tchèque resta interdite, et aux universités de Prague et de Brno l'allemand demeura la langue d'enseignement, à de rares exceptions près. Cette situation conduisit à faire de l'égalité linguistique dans l'enseignement une des principales revendications du mouvement national tchèque. Dans ces conditions, les principales publications de sciences naturelles et humaines ne pouvaient être rédigées qu'en allemand, malgré des efforts considérables pour développer une terminologie scientifique tchèque. Entre 1820 et 1835, J.S. Presl, professeur à Prague, publia, en collaboration avec le comte F.V. Berchtold, un dictionnaire spécialisé pour la minéralogie, la botanique, la zoologie, la chimie et les techniques nouvelles. L'ouvrage de J.E. Purkyně *Sur la constitution des glandes stomacales et la nature de la digestion*, imprimé en 1837, témoigne du haut niveau de la médecine à l'université de Prague, tout comme, pour l'astrophysique, la recherche pionnière de C. Doppler sur *La Lumière colorée des étoiles doubles et de quelques autres astres du ciel*, parue en 1842 ; K. Balling publia en 1845/1847 *La Chimie de la fermentation*, qui témoigne de la qualité des sciences

* Des 3 561 écoles de Bohême, seules 76 furent maintenues pour les non-catholiques, 103 des 1 837 de Moravie-Silésie ; des 22 *Mittelschulen* de Bohême, 14 étaient catholiques et 8 laïques, des 11 *Mittelschulen* de Moravie seules 4 étaient catholiques, 1 évangélique et 6 laïques. (N.d.A.)

** En Bohême on enregistra en 1846, selon leur langue habituelle, 2,6 millions d'habitants comme tchèques (soit 59,7 %), et 1,68 million (soit 38,6 %) comme allemands, alors que seulement 49,6 % des écoles étaient de langue d'enseignement « slave », 5,1 % étaient multilingues et 45,2 % germanophones. En Moravie, on trouvait 1,25 million de Tchèques (soit 70,2 %), 493 000 Allemands (soit 27,6 %) et 2,1 % d'« autres ». La Silésie comptait 222 000 d'Allemands (soit 47,7 %), 147 000 Polonais (soit 31,5 %) et 94 000 Tchèques (soit 20 %). Dans ces deux provinces, la langue d'enseignement était « slave » dans 54,2 % des écoles, et l'allemand dans 36,5 % ; 9,2 % étaient bilingues. (N.d.A.)

naturelles pratiquées à l'École polytechnique. B. Bolzano, tombé en disgrâce à la cour, s'acquit avec *Du meilleur État* (1831), *Théorie de la science* (1837) et *Paradoxes de l'infini* (1847/1848) une grande réputation dans les milieux érudits de langue allemande. L'assurance de la bourgeoisie et de l'intelligentsia nationales, l'espoir d'obtenir des droits politiques plus importants pour les pays bohémiens dans le cadre de la monarchie des Habsbourg furent confortés par les succès du mouvement de rénovation intellectuelle et culturelle, et de plus en plus aussi par les succès économiques.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE, POLITIQUE MERCANTILISTE ET PREMIÈRE INDUSTRIALISATION

Sous Joseph II, le passage progressif du mercantilisme au populonisme, associé aux idées physiocratiques, pesa sur l'évolution sociale et économique des pays de la couronne bohémienne jusqu'après la fin de l'ère napoléonienne, avant de céder le pas à un libéralisme qui donne toute liberté d'action aux entrepreneurs. La lente croissance de la population, les transformations importantes des méthodes de production, leurs conséquences politiques et sociales explosives à long terme et les intérêts fiscaux de l'État pesèrent de plus en plus sur la politique économique publique, qui perçut trop tard les conséquences de ces changements. Les mesures contraignantes qui furent alors prises ne fournirent ni la réponse nécessaire aux besoins sociaux, ni le soutien et l'harmonisation réclamés par l'industrialisation.

En 1790, la population des pays bohémiens atteignait 4,457 millions d'habitants ; en 1815, du fait des guerres, elle n'était que de 4,793, soit une augmentation de 7,5 % ; un taux de natalité élevé, dépassant 1 % par an, et la lente augmentation de l'espérance de vie la firent passer en 1851 à 6,624 millions, dont 4,386 millions dans la partie bohémienne du pays, 1,8 million en Moravie et 439 000 en Silésie autrichienne. Les grandes épidémies de choléra des années 1831/1832 et 1836/1837 firent des milliers de victimes mais ne purent entraver durablement cette croissance rapide ; en revanche, les crises sociales et les famines qui affectèrent les régions frappées par le chômage dans les années 1840 firent chuter le nombre des naissances et croître le taux de mortalité.

La langue tchèque était utilisée par 60 % des habitants en Bohême et 70 % en Moravie, et par 20 % seulement en Silésie, où plus de 30 % utilisaient des dialectes polonais. Les germanophones constituaient 38,6 % de la population de Bohême, 27,6 % en Moravie et

47,7 % en Silésie. La forte immigration en provenance de Galicie avait fait passer le nombre des Juifs à 110 988 (70 000 en Bohême et 40 000 en Moravie), soit une augmentation de 61,3 %.

La densité de population variait fortement sur les 79 313 km² du territoire (51 946 km² pour la Bohême, 22 221 pour le margraviat de Moravie et 5 146 pour le duché de Silésie) ; elle passa de 56 habitants au km² en 1790 à près de 84 en 1851, avec une population quatre fois plus dense dans les régions montagneuses du Nord et du Nord-Ouest, et près de six fois plus élevée dans les nouvelles régions industrielles que dans les régions purement agricoles. En 1790, Prague, centre administratif, culturel et économique, était une des principales villes d'Europe centrale, avec près de 78 000 habitants ; elle atteignit presque 120 000 habitants en 1851. Parmi les autres villes qui comptaient toutes moins de 10 000 habitants avant la Révolution française, Brno, centre de production textile et mécanique, dépassait 47 000 habitants ; 10 communes dépassaient nettement les 11 000 habitants, dont Jihlava, avec 18 000 habitants, et Reichenberg, avec 15 000 habitants. Šternberk (Sternberg), centre textile morave, connut un développement spectaculaire, passant de 4 300 à 12 400 habitants entre 1790 et 1851, dépassant Olomouc et prenant la cinquième place des villes des pays bohémiens.

L'abolition du servage en 1781 et l'introduction de la libre circulation des sujets avaient accru la mobilité géographique et les déplacements vers des emplois plus satisfaisants. Soucieux d'éviter un exode incontrôlé de la main-d'œuvre, de nombreux propriétaires fonciers s'étaient mis à diviser leurs domaines selon le principe de la « raabisation » pour assurer aux fils de paysans non héritiers et aux locataires un emploi dans l'agriculture, et pour stabiliser leurs revenus, issus pour l'essentiel des corvées et de la rente foncière. On chercha à contrecarrer la formation d'un prolétariat rural en vendant à prix réduit de petites parcelles prélevées sur les domaines des seigneurs et des communes aux enfants de paysans et de locataires. Ils purent y édifier de petites maisons et tirer de leur modeste jardin un minimum vital qu'ils complétaient en travaillant à domicile pour les manufactures. De son côté, l'État encouragea la création de ces manufactures en zone rurale, afin d'absorber les excédents de main-d'œuvre et d'éviter la formation tant redoutée d'un prolétariat errant, coupé de ses racines et perméable aux mouvements révolutionnaires. Par la suite, la crise économique qui s'amorça en 1816 et la mécanisation accrue réduisirent à la famine de nombreux travailleurs à domicile. La fondation de grandes entreprises dans les zones d'attraction des villes à partir de 1830 et la construction d'un réseau ferroviaire prometteur de grandes possibilités d'emplois déclenchèrent un exode vers les villes et, à terme, la naissance d'un prolétariat industriel. Les zones

rurales fertiles, plutôt peuplées de Tchèques, restèrent dans l'ensemble à l'abri de ces transformations sociales, mais cette nouvelle vague d'implantations industrielles affecta en priorité les régions de moyenne montagne au peuplement dense et majoritairement allemand. Soucieux à la fois de garantir des revenus suffisants à tous les habitants, d'éviter ainsi des troubles sociaux prévisibles et d'améliorer les rentrées fiscales comme l'équilibre budgétaire, pour créer la base d'une politique extérieure active, le prince Metternich ne s'opposa pas à la libéralisation de la politique économique prônée après 1816 par le comte Philipp Stadion, tout en autorisant quelques mesures de soutien à l'industrie.

La banqueroute de l'État en février-mars 1811 du fait de la croissance des dépenses militaires causa la ruine de milliers de familles et l'effondrement de nombreuses entreprises industrielles et commerciales. La stabilisation des finances publiques avait échoué, et les rentrées fiscales en régression ne couvraient qu'en partie les dépenses. L'augmentation rapide de la circulation du papier-monnaie ne put couvrir totalement le florin conventionnel qui restait l'unité monétaire. Les prêts de la banque Rothschild de Francfort, qui avait ouvert une succursale à Vienne en 1820, accrurent l'endettement public qui atteignit 1 249 millions de florins en 1848. Les présidents successifs de la Chambre des comptes s'efforcèrent d'équilibrer les finances publiques en augmentant les impôts, ce qui affecta surtout la population pauvre et, en aggravant la pénurie en capital déjà sensible dans les pays bohémiens, freina la création et le développement des usines. L'augmentation de 50 % des impôts généraux provoqua des troubles qui se généralisèrent lorsque, le 23 décembre 1817, une patente envisagea la refonte de l'impôt foncier. Le calcul des rendements fiscaux, qui devaient être établis à la suite de relevés précis des surfaces et de la productivité des sols, s'avéra une opération très longue, et ce cadastre dit « de François », ou « stable », ne put être introduit qu'en 1851 en Moravie et en 1853 pour certaines régions de la Bohême. L'ancien cadastre joséphinen resta donc, comme depuis le 1^{er} novembre 1820, la base des prélèvements fiscaux fonciers convertis en rendements nets et traitant de façon identique les terres dominicales et rusticales. Le produit des impôts actualisés ou nouveaux sur les bâtiments, les revenus, les personnes, les classes et la fortune restait inférieur aux rendements escomptés, et les monopoles publics du sel, du tabac et des jeux de hasard ne représentaient que des sommes marginales tout comme les revenus des autres biens caméraux. Les impôts indirects prirent donc une importance décisive : ils furent complétés en 1829 par une taxe sur les denrées alimentaires et les boissons, par l'impôt sur les alcools refondu en 1835, et à partir de 1840 par des droits de timbre et des taxes. En 1848, ils finirent par représenter les deux tiers

des revenus totaux de l'État, qui percevait aussi les revenus croissants de ses mines et de droits de douane accrus par un système douanier rigoureux. L'Autriche était restée à l'écart du *Zollverein* allemand constitué en 1833/1834, et cette politique douanière réduisit considérablement les échanges avec les États allemands limitrophes. Les pays bohémiens durent se réorienter vers les marchés des pays de la monarchie des Habsbourg, des Balkans et du Proche-Orient. La situation financière précaire de l'État ne permit qu'exceptionnellement d'aider matériellement les entreprises industrielles naissantes. La politique fiscale octroya quelques avantages aux propriétaires de grandes fortunes et aux bénéficiaires de revenus importants et fit reposer l'essentiel de la charge fiscale sur les couches les moins favorisées des villes alors en pleine expansion.

Les transformations du secteur agricole

L'agriculture constituait toujours la principale source de revenu de la majorité des habitants des pays bohémiens. La loi du 1^{er} septembre 1798 qui supprimait les corvées avait ouvert la possibilité d'abolir les corvées obligatoires sur la base d'une entente volontaire entre seigneurs fonciers et paysans. Pendant la période napoléonienne, dans un contexte de forte inflation, des marchés importants s'étaient ouverts aux produits agricoles dans des conditions favorables, mais les propriétaires fonciers n'avaient guère utilisé cette possibilité de convertir les corvées en prestations monétaires. La population rurale espéra, mais en vain, être récompensée de son engagement patriotique par la suppression totale des corvées, et, en 1819, la réforme des impôts fonciers se traduisit par des charges accrues pour les paysans. Ces nouvelles déceptions provoquèrent un soulèvement important en Moravie en 1821. L'administration rigoureuse des domaines par des régisseurs formés à l'économie, la rationalisation systématique de la gestion avaient eu des retentissements importants sur tous les paysans. La mécanisation progressa et la rotation des cultures remplaça un assolement triennal amélioré ; l'augmentation de l'élevage entraîna l'extension des pâtures. Tout aussi systématique fut la mise en place d'une industrie agro-alimentaire. Les seigneurs fonciers continuaient à exiger les corvées et le maintien d'une administration patrimoniale était de plus en plus considéré comme une humiliation par les paysans ; les plus aisés pouvaient payer des hommes pour accomplir les corvées à leur place, mais les locataires restaient redevables des corvées à bras et les petits et moyens paysans des corvées attelées pendant les périodes particulièrement denses des semailles et des moissons, donc au détriment de leurs propres exploitations. Ces travaux sur des domaines gérés avec méthode permettaient aux paysans de s'initier à

l'utilisation de matériels modernes et à des méthodes de culture plus rentables, et de travailler plus rationnellement, mais leur conservatisme foncier et l'insuffisance de leurs moyens financiers s'opposèrent pendant longtemps au remplacement de la faucille par la faux ou à l'introduction de la charrue à déversoir, des plantes fourragères et d'engrais minéraux. La lourdeur du travail requis par des terres épuisées et aux rendements faibles chassa vers les villes un nombre croissant de paysans des régions les moins fertiles du sud de la Bohême et du sud-est de la Moravie, dépourvues d'implantations industrielles de quelque ampleur. La population traditionnelle des ouvriers agricoles les suivit bientôt, cherchant à échapper à la misère, mais aussi au pouvoir patrimonial incarné par les instances inférieures de la justice et de l'administration, et à ses châtiments corporels inhumains. Les tensions croissantes s'exprimèrent dans le soulèvement paysan de Galicie en 1846, où plusieurs émeutes obligèrent le pouvoir à promulguer le 18 décembre 1846 une nouvelle patente sur les corvées qui se contenta en fait de conseiller le remplacement des corvées par des prestations monétaires. L'indigence de cette proposition suscita de nouvelles émeutes en février 1847, les paysans exigeant l'abolition des derniers vestiges du servage, des contraintes pesant sur les terres, et des restrictions au droit de pacage, mais aussi la fin de leur soumission à l'arbitraire des régisseurs de domaines. Ces revendications portaient en priorité donc sur la suppression de ces entraves, mais on y trouve aussi la trace de motivations nationales qui conduisirent les paysans à participer à la révolution de 1848.

Dans cette première phase d'industrialisation, les propriétaires nobles, du moins les seigneurs fonciers de la haute aristocratie, qui avaient donné un élan si déterminant à l'édification des manufactures, se trouvèrent soumis à la concurrence sévère de la bourgeoisie. Les fonctionnaires anoblis les ayant évincés de l'administration du pays, ils se consacrèrent de façon croissante, non seulement à la science et à la chasse, mais aussi à l'accroissement de leurs revenus agricoles. La conjoncture favorable dans le bâtiment et les besoins croissants en denrées alimentaires des villes en plein essor accrurent les débouchés du bois et des produits agricoles. La rationalisation des techniques utilisées dans les domaines réduisit les coûts salariaux et la dépendance à l'égard des corvées. L'intensification de l'élevage ovin et l'extension de la culture du lin et des légumineuses permirent de fournir en plus grande quantité des matières premières à l'industrie textile et aux sucreries qui se développèrent rapidement après 1848. L'apparition d'une industrie agro-alimentaire active dans les secteurs les plus importants de la production et de la consommation fut elle aussi le résultat des investissements de la noblesse. Elle contrôlait ainsi la brasserie, secteur prospère avec plus de 1 000 établissements de pro-

duction en Bohême en 1841, pour lequel elle cultivait aussi le houblon et l'orge. La majorité des distilleries appartenaient à la noblesse. Présente aussi largement dans l'industrie textile, les mines et la sidérurgie, branches en pleine croissance et à forte intensité capitalistique, son influence sur le développement économique du pays resta considérable.

L'industrialisation naissante

La première utilisation de machines dans la fabrication de marchandises remonte à 1797, avec l'installation par J.J. Leitenberger à Wernstädt d'une machine à filer mue par la force hydraulique, qui trouva rapidement des imitateurs. En 1825, 35 000 des 40 000 fileurs de coton à la main avaient perdu leur emploi. Après l'installation du premier métier à tisser mécanique à Warnsdorf en 1801, la plupart des tisseurs, en général à domicile, se retrouvèrent à leur tour sans travail. La filature industrielle du lin, qui se développa progressivement à partir de 1810, coûta également leur emploi à la quasi-totalité des 320 000 personnes qui en avaient fait leur emploi principal. Le Blocus continental, les besoins importants en soldats, le ralentissement de la croissance démographique et la surchauffe conjoncturelle due à la guerre empêchèrent tout d'abord que les problèmes sociaux ne prennent un caractère trop aigu ; seule la crise économique de 1816, due à la baisse de la demande et au retour sur le marché des produits industriels anglais moins chers et de meilleure qualité, frappa particulièrement les pays bohémiens où l'industrie avait déjà atteint un certain niveau, y suscitant une profonde misère. La liberté d'établissement n'était pas encore totale, mais les artisans moins dépendants du capital et travaillant dans le goût et les normes du Biedermeier assurèrent encore une production de qualité dans l'ébénisterie, le bois tourné, la maroquinerie, la ganterie, la fabrication d'instruments, le verre soufflé ; ils permirent ainsi de surmonter la stagnation et firent aussi œuvre pionnière en expérimentant de nouvelles méthodes de production.

Dans cette ambiance empreinte de libéralisme, le gouvernement chercha à susciter des emplois pour les chômeurs rejetés par la mécanisation de l'industrie textile. Il favorisa l'apparition de nouvelles branches d'activité et encouragea la bourgeoisie et la noblesse à investir leur capital encore disponible. La suppression du monopole des seigneurs fonciers sur leur main-d'œuvre et la mise en chômage des travailleurs à domicile provoquèrent un excédent de main-d'œuvre ; les salaires tombèrent à un niveau de famine. Les rares bénéficiaires de la guerre et quelques artisans et commerçants audacieux et compétents tirèrent parti de la faiblesse des salaires et des coûts de produc-

tion ; ils fondèrent des usines nouvelles, à forte intensité de main-d'œuvre, qui concurrencèrent les anciens établissements contrôlés par la noblesse. La compétence artisanale et l'inventivité jouaient un rôle décisif dans leur succès, les produits manufacturés indispensables et éprouvés étant, eux, fabriqués ailleurs à peu de frais et en grande série. Dans ces nouvelles créations, le nombre d'échecs dépassa largement celui des réussites. On assista malgré tout, dans la période du *Vormärz*, à la montée d'un patronat protégé par l'État et ambitieux, initialement plutôt allemand ou juif allemand. Les artisans étaient en effet pour l'essentiel allemands et pouvaient recourir à une main-d'œuvre expérimentée et disciplinée dans les régions de moyenne montagne où ils étaient installés ; par contre, les régions agricoles et à faible densité où résidaient les Tchèques ne disposaient pas des moyens nécessaires à une industrialisation rapide. La part des entrepreneurs tchèques ne dépassait la moyenne nationale qu'à Prague et dans ses environs. Leur nombre crût cependant rapidement avec l'essor des mines de charbon et de fer dans le centre de la Bohême et en Silésie orientale.

L'utilisation d'une énergie hydraulique disponible en abondance fut assez précoce, et la première machine à vapeur fut mise en service en 1816 en Moravie et en 1823 en Bohême ; en 1841, on y comptait 79 machines à vapeur développant 1 050 chevaux-vapeur (en Moravie : 77, soit 795 chevaux-vapeur). L'exploitation de la houille, des minerais de fer, d'argent et de métaux non ferreux connut un essor vigoureux dans le triangle Plzeň-Beroun-Příbram ; la tourbe fut extraite dans les environs de Falkenau, Most, Dux, Aussig et Teplitz. L'industrie chimique dut son essor à Johann David Starck, anobli pour ses mérites en 1836. L'adoption des techniques métallurgiques anglaises et de la cokéfaction permit le démarrage de la production d'acier et le développement de la transformation du fer. Le prince-évêque et archiduc d'Olomouc Rudolf s'y distingua en créant à Vitkovice une usine qui porta son nom. Une industrie mécanique performante fut d'abord créée avec l'aide étrangère à Reichenberg, puis, dans les années 1840, à Brno et dans ses environs. L'invention du verre moulé en 1810 en Angleterre avait porté un préjudice sérieux à la verrerie bohémienne, surtout axée sur l'exportation et qui ne put se rétablir qu'en se spécialisant et en améliorant sa qualité ; le procédé inventé par F. Egermann de Haida pour « dépolir la masse de cristal et y introduire à volonté des couleurs transparentes » ouvrit de nouveaux marchés, de même que la production d'objets dans le goût vénitien à Gablonz. Après le succès de l'exportation de terre cuite, de faïence et de grès, la production de porcelaine implantée dans la région de Karlsbad-Elbogen se développa grâce à sa haute qualité et conquiert des marchés étrangers importants. Comme par le passé, la fabrication

du drap de laine et le tissage de la toile et du coton restèrent dominants dans les régions de Reichenberg, Brno et Jihlava, mais, depuis le début des années 1830, l'industrie sidérurgique avait, en valeur, pris la première place. Un système d'écoles professionnelles développé et différencié contribua à l'amélioration régulière de la qualité et à l'adoption rapide des innovations techniques.

Les expositions industrielles donnèrent une forte impulsion à l'essor des pays bohémiens. Elles se multiplièrent après 1828, sur l'exemple des premières foires-expositions d'Europe centrale organisées à Prague à partir de 1791. Du même esprit relèvent la création en 1833 de l'Association pour la promotion de l'industrie en Bohême et la parution de nombreux ouvrages et revues spécialisés. La poste, publique depuis 1813, le lent développement des routes, et les actes de navigation signés par les pays riverains de l'Elbe furent autant de soutiens à l'économie naissante. Le 1^{er} août 1832, une ligne de chemin de fer à traction à cheval fut mise en service entre Linz et České Budějovice ; conçue dès 1807 et construite à partir de 1825, financée par un consortium bancaire viennois, elle améliora les relations entre la Bohême et l'espace danubien. La liaison plus importante Vienne-Bohumín (Oderberg), construite à partir de 1837 par la société privée *K.k.priv. Kaiser-Ferdinands-Nordbahn*, fut achevée en dix ans. La construction de la *Nördliche Staatsbahn* Prague-Olomouc, entamée à l'automne 1842 et financée par l'État, fut achevée en trois ans malgré des conditions géographiques difficiles. Les travaux entrepris à partir de 1841 sur le trajet Vienne-Prague-Bodenbach-Dresde se poursuivirent jusque dans les années 1850. Les pays bohémiens disposèrent en peu de temps d'un réseau ferré à la hauteur de leur importance économique et de leur densité démographique. Ce réseau conforta la position de l'industrie à l'exportation et créa de nombreux emplois. À partir de 1841, le bateau à aubes *Bohemia* assura de plus un transport de voyageurs entre Prague et Dresde.

La formation d'une classe ouvrière

Au cours de cette première phase d'industrialisation, les conditions de vie des ouvriers furent particulièrement mauvaises. Dès les années 1780 et 1790, la faiblesse des salaires avait provoqué des grèves et des manifestations publiques de mécontentement. Au début du XIX^e siècle, l'introduction des machines eut des effets similaires. L'extension de la mécanisation dans les années 1820 et la perte de travail qui en résulta pour les travailleurs à domicile provoquèrent un chômage de masse qui frappa particulièrement certains centres urbains, surtout dans les régions peuplées par les Allemands ; seule l'émigration des journaliers et des locataires des régions agricoles peu fertiles vers les

centres industriels accrut la part des Tchèques dans la population ouvrière. Devant le caractère prioritaire des problèmes de simple survie économique, la composante nationale ne joua d'abord aucun rôle parmi les ouvriers, alors qu'elle devint rapidement explosive dans les relations entre bourgeoisies tchèque et allemande. Après 1840, le perfectionnement des métiers à tisser le lin réduisit à nouveau au chômage des milliers de travailleurs à domicile, qui, faute d'emploi, furent réduits à la misère, et la crise s'aggrava. La solidarité fut d'abord inexistante entre ceux qui avaient un emploi mal payé et ceux qui en cherchaient un à tout prix : les ouvriers d'usine combattaient les travailleurs agricoles et les travailleurs à domicile comme autant de concurrents, comme on le vit à Brno en 1843. Les mauvaises récoltes de 1842 et 1843 déclenchèrent, particulièrement dans l'Erzgebirge, une famine devant laquelle les mesures d'assistance du gouvernement provincial bohémien furent totalement insuffisantes. Les difficultés d'écoulement de la production dues au boycott hongrois et les licenciements massifs chez les imprimeurs d'indienne causèrent des émeutes ouvrières à Prague en juin-juillet 1844, puis des grèves et des bris de machines en d'autres villes : Reichenberg, Böhmisches-Leipa, Reichstadt et Bürgstein. Les propriétaires des usines étant souvent juifs, ce mécontentement prit des accents antisémites. L'armée réprima ce mouvement ; il y eut des morts et des blessés. Les directions ayant remplacé leur salaire journalier par un salaire au rendement, les cheminots de la *Nördliche Staatsbahn* et de la *Nordbahn* se mirent aussi en grève les 8 et 29 juillet. La puissance publique avait éliminé les abus, limité le travail des enfants et introduit des mesures minimales de protection des ouvriers dans le cadre d'un règlement des fabriques, mais le gouvernement ne parvint pas à enrayer la misère croissante de ceux qu'on appelait déjà couramment des prolétaires. Les grands travaux, construction de routes, régularisation de cours d'eaux, l'achat de toiles fabriquées à domicile, la fondation d'éphémères associations d'entraide et la distribution de denrées alimentaires et de vêtements n'apportèrent qu'un soulagement limité à cette détresse.

Alors que le sous-emploi latent et la misère des territoires à majorité allemande restaient pratiquement ignorés, les révoltes sans cesse renaissantes des ouvriers d'usine, qui s'opposaient à l'introduction de machines nouvelles et exigeaient de meilleurs salaires, attirèrent l'attention de l'opinion publique sur les problèmes économiques et sociaux que faisait naître l'industrialisation. L'examen des causes de la mauvaise situation des usines et de leurs ouvriers (concurrence impitoyable entre des petites et moyennes entreprises au capital trop faible, difficultés d'écoulement vers la partie hongroise de l'Empire surtout à partir de 1844, renchérissement, usure, conditions inimaginables de travail et de logement, salaires insuffisants) soutint la reven-

dication d'une législation sociale et d'une garantie de l'emploi que le gouvernement ne prit pas en considération. Les ouvriers d'industrie développèrent toutefois progressivement une conscience collective qui fut le déclencheur de la formation des premières caisses de soutien. Les organisations d'entraide, les associations de formation ouvrière et les coopératives se développèrent surtout parmi les Allemands.

Certains propriétaires d'usine, conservant un sentiment paternaliste de responsabilité envers leurs ouvriers, s'efforçaient d'adoucir le sort de leurs travailleurs tombés dans la misère, mais les salariés, pratiquement dépourvus de tout droit, restaient pour l'essentiel totalement livrés à eux-mêmes. Les grands entrepreneurs, notamment ceux qui possédaient des capitaux importants et étaient étrangers à la Bohême, n'hésitèrent pas à mécaniser les usines qu'ils avaient rachetées sans égard pour les salariés, ni à imposer des salaires minimaux aux ouvriers menacés de licenciement. Dans les petites et moyennes entreprises locales où le patron provenait du même milieu que ses ouvriers, la situation était un peu meilleure, mais les salaires restaient là aussi extrêmement bas. Malgré ces nombreuses insuffisances, il ne faut pas méconnaître que cet essor économique impressionnant eut des aspects positifs, en offrant des emplois à une population en pleine expansion et en permettant la mise en place dans les pays bohémiens d'une production industrielle diversifiée capable de soutenir, mais à quel prix, la concurrence des pays allemands voisins.

Le démarrage de la production industrielle avait été le fait des entrepreneurs nobles, ainsi que de bourgeois et, dans une moindre mesure, de spécialistes étrangers ; dans la phase suivante de concurrence avec les Allemands et les Juifs, prédominants au départ, les Tchèques prirent une place de plus en plus importante dans le processus de modernisation économique. La hausse des produits agricoles bénéficia particulièrement à la population tchèque, et la petite bourgeoisie rurale profita de la prospérité des paysans les plus aisés. La montée d'une conscience nationale chez les Tchèques et l'afflux croissant d'ouvriers tchèques dans les villes autrefois majoritairement allemandes en déplacèrent le centre de gravité vers la population tchèque dès avant le *Vormärz*. La bourgeoisie tchèque, économiquement prospère, culturellement attachée au Biedermeier, idéologiquement libérale et de plus en plus sensible à l'idée nationale, restait exclue du jeu politique et souhaitait participer à la détermination et à la conduite de la politique du pays à proportion de son importance économique. Outre l'aggravation des conflits sociaux, les revendications de cette bourgeoisie, enracinée dans l'histoire et portée par une nouvelle identité nationale, mais confrontée à l'incapacité du système Metternich de réagir à ces transformations, furent l'étincelle de la révolution bourgeoise de 1848.

CHAPITRE XI

La formation de la société-nation tchèque (1848-1893)

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION DE 1848 ET DU NÉO-ABSOLUTISME

La révolution de Février avait triomphé à Paris, d'impressionnantes assemblées populaires s'étaient tenues dans les États allemands, l'association industrielle libérale de Basse-Autriche avait présenté une pétition à l'empereur et, à Budapest, Lajos Kossuth réclamait une constitution démocratique et représentative. Toutes ces nouvelles incitèrent le Repeal-Club, créé dans la clandestinité à Prague en 1844, à appeler la population, le 11 mars 1848, à une assemblée de citoyens à l'auberge des Bains-Saint-Venceslas, lieu de réunion bien connu dans la Ville Neuve de Prague. Cette manifestation pacifique rassembla, dit-on, 3 000 citoyens à qui furent soumis deux projets de pétition qui se distinguaient moins sur les principes nationaux que sur la façon d'envisager la question sociale. Aucun compromis n'ayant pu être trouvé entre ces deux textes, une commission de 28 membres fut élue, qui se réunit dès le lendemain à l'Hôtel de Ville de la Vieille Ville et qui confia la rédaction finale d'un texte au Dr A.M. Pinkas, avocat et correspondant du *Grenzbote* de Leipzig. Alors que les combats de rue faisaient rage à Vienne et que le prince Metternich s'enfuyait à Londres, à Prague, l'influence croissante de Palacký et des représentants modérés de la noblesse, les comtes Deym, Thun et Buquoy, amena les Bohémiens à se contenter d'adresser une requête à l'empereur. Les revendications d'« égalité totale de la nationalité bohémienne avec la nationalité allemande dans toutes les écoles et toutes les fonctions administratives de tous les pays bohémiens », d'unification administrative des pays de la couronne bohémienne et de constitution d'une assemblée bohé-

mienne commune y occupaient une place beaucoup plus importante que l'allégement des charges foncières des paysans, l'abolition de l'administration patrimoniale ou encore les revendications social-révolutionnaires qui avaient été initialement retenues. La délégation qui se rendit à Vienne le 19 mars reçut une réponse globalement positive, puisque le document remis par le gouvernement de transition de Kolowrat-Liebsteinsky, rédigé de la main de l'empereur, prenait acte des revendications, mais ce texte restait général et évasif. Il renvoyait à une future constitution de l'ensemble de la monarchie et n'envisageait qu'une simple réforme de la *Landesordnung* et l'élargissement de la représentation populaire. Lorsque la délégation rentra à Prague le 27 mars, cet échec accentua sensiblement les tensions entre nationalités et radicalisa les revendications.

Tandis que la Moravie et la Silésie autrichienne suivaient l'évolution de la situation à Vienne et à Prague avec intérêt mais sans vraiment se sentir concernées, la situation continuait à s'aggraver dans la capitale bohémienne. Malgré quelques scènes de fraternisation, les Allemands de Prague, souvent d'origine juive et en grande partie attachés au « bohémisme », mais d'une fidélité absolue à l'empereur et encore faiblement majoritaires dans la population, se trouvaient de plus en plus sommés de reconnaître la prépondérance de la langue tchèque au nom de la prédominance slave dans l'ensemble du pays, et de soutenir les principes formulés par les Tchèques. Les écrivains pragois des deux langues avaient adopté, les 20 et 21 mars, des déclarations communes par lesquelles ils s'engageaient à respecter tout règlement des relations réciproques « sur la base d'une totale égalité des droits » ; le 31 mars, le comité des Bains-Saint-Venceslas rejeta avec une « profonde douleur » la rumeur circulant parmi les « Allemands de Bohême » selon laquelle la « partie tchèque de notre peuple » voulait exploiter la situation pour étouffer la langue et la culture allemandes. Les étudiants de Prague se regroupèrent en deux associations nouvelles : la Slavia et la Teutonia. La Concordia, association des artistes, éclata en deux groupes, et la garde nationale placée sous commandement allemand s'opposa à la Fraternité de Saint-Venceslas, dont la devise était « Égalité, Fraternité, Tolérance, Dignité nationale et Langue tchèque ». L'idéologie séparatiste gagna du terrain dans les milieux les plus divers et amena les éléments jusqu'alors indifférents de la population à prendre parti de plus en plus souvent et de façon de plus en plus convaincue pour la « tchéquité » et pour ses principes politiques nationaux. Dans le premier numéro, daté du 5 avril 1848, du *Národní noviny* (*Journal national*), organe des libéraux bohémiens, financé par le comte allemand Adalbert Deym, Havlíček Borovský défendit l'idée, déjà largement admise, que les Allemands avaient droit à l'égalité dans les

écoles et l'administration, mais que la suprématie politique revenait aux Tchèques*.

Cette exacerbation des passions nationales était notamment née de l'échec de la deuxième délégation, qui, à l'instigation de Brauner, avait porté une nouvelle pétition à Vienne le 31 mars. Ce texte réclamait, en des termes toujours mesurés, la mise en place d'une représentation nationale reflétant l'unité des pays bohémiens et répondant au principe de la plus large éligibilité active et passive, et la formation d'une garde nationale complètement équipée. Elle demandait également que tous les fonctionnaires civils et militaires prêtent serment de fidélité à la future constitution. La réponse du gouvernement Ficquelmont-Pillersdorf, transmise le 8 avril sous forme d'une lettre du cabinet impérial, reconnaissait en termes vagues ces principes, notamment l'égalité des deux langues dans l'administration et la vie publique, la mise en place d'autorités centrales responsables pour l'ensemble du royaume de Bohême et la convocation d'une assemblée. La fusion des trois provinces en un État bohémien unique fut renvoyée à la décision ultérieure d'une Assemblée constituante pour l'Empire. L'évidente réserve du nouveau Conseil des ministres, qui avait succédé à la *Staatskonferenz* et remplacé les anciennes *Hofstellen*, *Hofkanzlei* et *Hofkammer* par des ministères modernes, était sans doute aussi l'effet d'une intervention de l'« Association des Allemands de Bohême, de Moravie et de Silésie pour la sauvegarde de leur nationalité », fondée à Vienne à l'initiative de Ludwig von Löhner, et de la vague de protestations venues des territoires allemands de Bohême, qui dénonçaient l'« oppression » et l'« arrogance » des Tchèques. Le 10 avril 1848, un comité national avait été créé à Prague, mandaté par le comité des Bains-Saint-Venceslas et par un comité conservateur de citoyens rassemblé par le premier burgrave, le comte Rudolf Stadion, où siégeaient quelques Allemands. Il joua le rôle de gouvernement provisoire en s'efforçant de résoudre les problèmes les plus urgents du pays en accord avec les autorités centrales bohémiennes ; il mit sur pied la Garde nationale tchèque (*Svornost*) afin de donner du poids à ses décisions, mais il ne parvint pas à éviter le durcissement du conflit entre Tchèques et Allemands. Alors que Prague préparait en grande hâte les élections à la diète et jetait les bases d'une constitution de l'ensemble des pays de la couronne bohémienne, qui devait être adoptée avant l'ouverture du *Reichstag*, le 14 avril, les états de

* « Nous ne concevons pas une égalité entre Tchèques et Allemands où Allemands et Tchèques disposeraient chacun de la moitié du pays. Nous y verrions une grande injustice pour les Tchèques, car les Tchèques représentent les 3/4 du pays et les Allemands 1/4. Notre opinion est que Tchèques et Allemands doivent disposer de toutes leurs "aises" nationales dans l'administration et l'école, mais que pour le reste les Tchèques doivent être prépondérants, car ils sont les plus nombreux. » (*N.d.A.*)

Moravie puis les représentants de Silésie autrichienne rejetèrent sans hésiter les projets bohémiens de réunification et affirmèrent leur volonté de prendre en toute autonomie les décisions relatives à leur province.

Les tensions croissantes entre nationalités

L'évolution ultérieure de la Bohême est parfaitement symbolisée par le refus de František Palacký, rendu public le 11 avril, de participer au premier parlement de Francfort. En tant que « Bohémien d'origine slave », il ne s'estimait pas tenu de maintenir l'appartenance traditionnelle des pays de la couronne bohémienne aux États allemands, puisque, à ses yeux, la transformation de l'ancienne confédération princière en une confédération du peuple allemand risquait d'affaiblir l'Empire Habsbourg ; pour Palacký, une Autriche forte était la meilleure garantie pour mettre en échec l'extension redoutée de la monarchie russe à l'Europe entière et voir « assurées et protégées la paix, la liberté et le droit pour mon peuple ». Sa défense – même conditionnelle – de la monarchie Habsbourg reposait sur l'idée que seul un austroslavisme développé dans ce cadre pouvait protéger les petits peuples slaves contre l'expansionnisme du pangermanisme et du tsarisme absolutiste russe. Le comité national s'étant de surcroît prononcé contre les élections au parlement de l'église Saint-Paul à Francfort (18 avril et 1^{er} mai 1848), seuls quelques territoires allemands de Bohême, la plupart des cercles de Moravie et la Silésie autrichienne votèrent le 13 ou le 20 mai ; au début, 68 députés des pays bohémiens participèrent malgré tout au parlement de Francfort, mais sans grand résultat. Dans le comité national qui comportait à présent 140 membres, les représentants de la petite bourgeoisie radicale l'emportaient désormais sur ceux, plus modérés, de la noblesse et de la grande bourgeoisie libérale qui ne parvenaient plus à faire valoir leur point de vue dans les revendications nationales ; la tension continua donc à monter, et la nomination comme burgrave du comte Leo Thun, représentant de la tendance national-tchèque au sein de la noblesse et défenseur ardent de la littérature tchèque, ne créa pas la détente espérée. Les membres allemands du comité national, réduits à l'impuissance, en tirèrent la conséquence et démissionnèrent pour se constituer, le 19 avril, en une « Association constitutionnelle » qui se fixa pour but « le développement, dans la plus totale liberté, de la nationalité tchèque », dans le cadre du maintien du lien millénaire de la Bohême avec l'Allemagne, et la garantie « du trésor sacré de la liberté pour tous les Bohémiens ». La Constitution dite de Pillersdorf, proclamée le 25 avril, préservait le droit de veto de l'empereur et limitait de façon draconienne le droit de vote en introduisant un cens électoral très

élevé ; elle n'avait donc rien pour apaiser les esprits. Le retard mis à régler les problèmes sociaux les plus urgents provoqua des manifestations ouvrières et antisémites qui virèrent peu à peu à la guerre civile autour du 1^{er} mai.

La perspective d'une autonomie politique des pays bohémiens suscita l'inquiétude de la population allemande. L'Association des Allemands de Bohême, de Moravie et de Silésie, créée à Vienne comme association d'autodéfense, proposa de ramener dans le giron d'une « Allemagne renouvelée » la partie cisleithanienne de l'Empire et de la réorganiser selon des principes libéraux, afin de maintenir la suprématie politique et économique allemande antérieure. Au cours des débats sur la participation au parlement de Saint-Paul surgit pour la première fois l'idée de dénoncer l'unité des pays de la couronne bohémienne pour rattacher au royaume de Saxe les zones frontalières majoritairement peuplées d'Allemands, et de les intégrer ainsi dans une Allemagne nouvelle et démocratique ; dans l'ancienne principauté d'Eger, cette revendication pouvait s'appuyer sur des arguments historiques. La compréhensible indignation des patriotes tchèques face à ce mouvement séparatiste éloigna encore plus les deux camps nationaux ; l'aile conservatrice rassemblée autour de Palacký, Rieger et Thun, qui prônait une Grande Autriche, put se présenter devant la Cour comme le soutien fidèle de l'Empire et renforcer les réserves à l'encontre des démocrates petits-bourgeois allemands de Bohême fascinés par Francfort. La divergence croissante des objectifs politiques s'exprima avec éclat au congrès des Allemands de Bohême, réuni du 28 au 31 août 1848 à Teplitz : 112 délégués de 47 villes y rejetèrent sans hésiter toute collaboration avec les Tchèques au sein des institutions représentatives et administratives du pays, se prononcèrent pour la séparation des zones allemandes et tchèques du pays, et pour la réorganisation de la monarchie des Habsbourg de part et d'autre des frontières linguistiques ; ils réclamèrent une administration communale fondée sur l'autonomie de gestion afin de réduire les oppositions nationales.

Le soulèvement de la Pentecôte 1848

Le deuxième soulèvement viennois, qui se produisit le 15 mai à la suite de la pétition des étudiants, réclama le retrait de la constitution octroyée et l'introduction du suffrage universel égalitaire, et provoqua la fuite de la cour à Innsbruck. L'onde de choc n'atteignit les pays bohémiens qu'avec retard. Pour éviter l'extension à Prague des troubles qui avaient repris à Vienne le 26 mai, Thun, qui présidait le *gubernium*, avait mis en place un gouvernement provisoire le 29 mai avec l'accord du gouverneur militaire, le prince Alfred Windischgrätz.

Palacký avait été invité à y participer, mais ce gouvernement n'eut pas l'aval du ministre Pillersdorf. Pour limiter au minimum l'éventuelle intervention du gouvernement contesté et du *Reichstag* dans la définition de la politique bohémienne, Thun précipita la tenue des élections à la diète, mais des difficultés techniques l'obligèrent à repousser la convocation du parlement à Prague du 7 au 15 juin. La tâche la plus urgente était l'adoption d'une constitution, puis la mise en place d'un gouvernement doté d'une large autonomie. Thun souhaitait sans doute aussi, avant d'ouvrir les débats du parlement, connaître les résultats du Congrès slave qui s'était ouvert à Prague le 2 juin, et où siégeaient 340 délégués, aux deux tiers originaires de Bohême et de Moravie ; les délégués non autrichiens, dont le représentant le plus éminent était l'anarchiste russe Bakounine, disposaient eux aussi d'un droit de vote intégral. Palacký joua un rôle moteur dans les débats, mais il eut un certain mal à convaincre une majorité de délégués que le maintien de la monarchie danubienne servirait l'intérêt de l'ensemble des Slaves. Palacký, Bakounine, Karol Libelt, Polonais de Poznań, et le Morave František Zach rédigèrent un manifeste aux peuples d'Europe qui rejetait toute forme d'oppression nationale, exigeait l'égalité entre les Slaves d'Autriche, les Allemands et les Magyars, et réclamait la réorganisation de la monarchie des Habsbourg en une « fédération de peuples égaux en droit ». Avant que les trois sections (bohémienne, polono-ruthène et slave du Sud) n'aient pu s'accorder sur un programme concret, le soulèvement de la Pentecôte se déclencha à Prague, et avec lui la révolution en Bohême.

La petite bourgeoisie, les artisans et les étudiants n'avaient jamais caché leur hostilité à la ligne suivie par les grands bourgeois conservateurs et avaient constitué des associations, telles que *Slovanská Lípa* (Le Tilleul slave), présidée par P.J. Šafařík, et un club étudiant dirigé par Karel Sladkovský, afin de protester contre l'ostensible renforcement des troupes dans la capitale. À l'issue d'une messe devant le monument à saint Venceslas sur le marché aux chevaux, le 12 juin, les troupes furent prises à partie et des barricades furent édifiées. Windischgrätz menaçant de bombarder Prague, les révolutionnaires capitulèrent le 17 juin. Les tentatives de soulèvement de quelques villes, telles Kutná Hora, Kolín, et Litomyšl, furent réduites sans difficulté. Windischgrätz, jadis dénoncé comme réactionnaire, était ainsi devenu le libérateur des Allemands opprimés, et la cause tchèque s'était discréditée à la cour. L'empereur refusa d'autoriser l'ouverture de la diète de Bohême et donna à Thun l'ordre, exécuté le 26 juin, de dissoudre le comité national et la Garde (*Svornost*). Le 19 juillet, Thun, président du *gubernium*, fut congédié de façon peu glorieuse par le nouveau ministre Doblhoff-Wessenberg, qui choisit pour lui succéder son ancien adjoint le baron Karl Mecsery de Tsoor, fonc-

tionnaire falot qui assura pendant les douze années suivantes l'administration du pays. Derrière Palacký, les forces nationales tchèques dénoncèrent le soulèvement de la Pentecôte comme « l'œuvre conjointe d'*agents provocateurs* * étrangers et de la sottise locale », mais il ne leur resta plus qu'à participer au *Reichstag* convoqué pour le 10 juillet à Vienne, afin de reconquérir la confiance de la couronne et de faire progresser quelque peu la réalisation de leurs revendications politiques.

Ni l'exacerbation dangereuse du conflit national en Bohême ni l'esprit révolutionnaire n'avaient vraiment atteint la Moravie, où, en dépit de l'active propagande nationale tchèque, aucune bourgeoisie nationale slave ne s'était constituée ; tout au plus avait-on vu apparaître une conscience nationale morave vivante. Dès le 30 mars 1848, le gouverneur, le comte Leopold Lažanský, avait convoqué les ordres qui siègent en diète jusqu'à la mi-mai et préparèrent des élections à un nouveau parlement provincial. Dans cette assemblée, dite diète paysanne, comprenant 261 délégués, les anciens ordres (58 délégués), les grands propriétaires fonciers (18), et les cinq électeurs à titre individuel (2 évêques et 3 représentants de l'université d'Olomouc) étaient regroupés dans la première curie ; les 77 députés des villes composaient la deuxième et les 103 envoyés des communes rurales la troisième. Le 9 juin, les corvées et les redevances en nature furent abolies à compter du 1^{er} juillet. Avec cette décision, qui eut valeur de signal et contribua à détendre sensiblement la situation, la question sociale prenait le pas sur la question nationale. Dans la partie impériale et royale de la Silésie, villes et paysans furent associés à la représentation féodale, ainsi transformée en « une convention publique renforcée », qui adopta le projet de constitution provinciale du comte Theodor von Falkenhayn et accorda 16 voix à chaque curie : les grands propriétaires fonciers, renforcés par 4 électeurs princiers, les citadins et les paysans. Les catégories supérieures, en majorité allemandes, n'avaient guère de sympathie pour le programme tchèque de réforme de l'État, et l'allègement des charges foncières et la suppression des corvées occupèrent dans les débats une place plus importante que les points relatifs à la démocratie et aux nationalités.

L'œuvre de l'Assemblée constituante

Le 22 juillet 1848, l'archiduc Jean ouvrit le *Reichstag*, qui ne fut qu'un parlement-croupion en raison de l'absence des Magyars et des Italiens. La question agraire y prit également une importance particulière car les demandes d'allègement des charges foncières et de sup-

* En français dans le texte.

pression de l'administration patrimoniale se mêlaient aux aspects nationaux. Le 25 juillet, le député allemand de Silésie Hans Kudlich demanda la « suppression du servage et de tous les droits et devoirs en découlant », déclenchant des discussions passionnées sur le dédommagement des seigneurs fonciers. Le 21 août, la majorité se fit sur un compromis aux termes duquel une partie de la somme devait être versée par les paysans et le reste par l'État. L'empereur, dans la patente du 7 septembre 1848, élimina les dernières survivances de l'ancien lien héréditaire et de la dépendance personnelle des paysans à l'égard des seigneurs fonciers ; elle incita les paysans à se détourner du mouvement révolutionnaire, qui pouvait amener la remise en cause de ces acquis. La gestion administrative de la suppression des charges foncières souleva des problèmes innombrables en raison de la complexité du sujet, mais s'acheva malgré tout le 30 octobre 1852 en Moravie et le 31 octobre 1853 en Bohême. Le montant des dédommagements fut porté à 54 millions de florins en Bohême et à 31,5 millions en Moravie*.

L'élaboration d'une constitution impériale et, à travers elle, d'une solution au problème des nationalités s'avéra une tâche bien plus ardue. Parmi les 383 députés, les 138 représentants des pays bohémiens constituaient un groupe important, mais divisé par leurs aspirations nationales** ; les Tchèques conservateurs ou libéraux modérés rejoignaient une partie des Polonais et des parlementaires allemands des pays alpins sur un projet fédéraliste de Grande Autriche ; les Allemands de Bohême alliés aux députés viennois et les éléments démocratiques de la fraction polonaise regroupés autour de F. Smolka défendaient l'idée d'une Grande Allemagne, sans pouvoir s'imposer sur les questions décisives. Au sein du comité constitutionnel mis en place le 31 juillet, des missions importantes avaient été confiées à Palacký, Rieger et Pinkas, mais, dans l'exaltation régnant alors à Vienne, ils ne purent fournir aucune contribution positive. Le désordre et l'excitation créés par l'évolution de la situation en Hongrie firent remonter la tension : le 6 octobre, un nouveau soulèvement se produisit. Dès le lendemain, l'empereur Ferdinand dut s'enfuir avec la cour à Olomouc ; la patente impériale du 22 octobre, qui suspendait la tenue de la diète et la transférait dans la petite ville morave de Kremsier, resta ignorée de la majorité des députés, même lorsque le

* La loi fut adoptée par 174 voix contre 144 et 36 abstentions ; des représentants originaires de Bohême, qui représentaient un peuple paysan dans un pays marqué par la grande propriété foncière noble, 53 votèrent pour et 14 contre, alors que 11 s'abstenaient. En Bohême 587 341 « obligations » devaient être levées, qui concernaient 22 762 ayants droit ; en Moravie, 4 091 ayants droit bénéficiaient de 333 199 « obligations ». (N.d.A.)

** Des 90 députés de Bohême, 55 étaient tchèques et 35 allemands ; 20 Tchèques et 18 Allemands venaient de Moravie, et 9 Allemands et 1 Tchèque de Silésie. (N.d.A.)

prince Windischgrätz s'apprêta à prendre la capitale d'assaut. Par contre, la plupart des parlementaires tchèques avaient, eux, obéi à l'injonction impériale, condamné toute agitation et tout soutien aux insurgés viennois, et ils avaient rappelé leur fidélité à l'idée autrichienne ; une fois encore, ils rejetèrent, au nom de l'histoire et du droit naturel, l'intégration dans le futur État national allemand que réclamaient les libéraux allemands de Bohême.

L'espoir d'une Autriche réorganisée sur une base démocratique et constitutionnelle, garantissant l'égalité de toutes les nationalités et reconnaissant une large autonomie aux pays bohémiens réunis, fut amèrement déçu par le nouveau cabinet Schwarzenberg-Stadion, nommé le 21 novembre 1848. Les succès militaires à Vienne et en Italie avaient permis d'écraser l'insurrection hongroise ; il fallait éliminer désormais les dernières traces de révolution. Le nouveau Premier ministre, le prince Felix Schwarzenberg, adopta donc une attitude dilatoire en rouvrant la diète impériale à Kremsier le 22 novembre sur une reconnaissance verbale de la monarchie constitutionnelle. Le remplacement de l'empereur Ferdinand I^{er}, peu capable de gérer la situation et tenu par sa promesse d'accorder une constitution, par son jeune neveu François-Joseph I^{er} (1848-1916) témoignait du retour en force des conservateurs hostiles à toute libéralisation et à toute démocratisation. Les responsables du mouvement national tchèque, Palacký, Rieger, Brauner, et le vice-président de la diète Antonín Strobach, durent rapidement reconnaître que leur loyalisme n'apporterait pas les résultats escomptés. Ils se rapprochèrent alors des libéraux affaiblis par la répression de l'insurrection de Vienne, qui avaient abandonné leur irréalisable programme d'une Grande Allemagne pour se rallier à l'idée d'une fédéralisation de la monarchie danubienne intégrant les districts germano-bohémiens à une Autriche allemande et réorganisant les régions slaves des pays bohémiens en une Autriche tchèque. Palacký lui-même défendit cette réorganisation selon des frontières ethniques devant le comité constitutionnel, mais il souhaita laisser un certain droit de parole aux autorités impériales centrales et aux institutions parlementaires dans l'administration des États fédératifs envisagés. Ne parvenant pas à réunir une majorité sur son projet, le 6 février 1849 il quitta le comité constitutionnel ; celui-ci parvint cependant à trouver un compromis susceptible de rassembler une large majorité. Le principal artisan de cet accord fut principalement Kajetan Mayer, Allemand de Silésie, qui avait réussi à imposer le maintien des zones déjà constituées historiquement et une intégration dans un cadre national qui leur laisserait une grande autonomie administrative, fondée sur le principe de la liberté et de l'autogestion communale. F.L. Rieger fut l'auteur de l'article 21 qui énonçait le principe de l'égalité en droit de tous les peuples de la monarchie.

Avant même que le *Reichstag* ne se soit réuni pour la séance de clôture, l'empereur adopta un contre-projet élaboré par le ministre de l'Intérieur, le comte Franz Stadion, qui reposait sur le maintien du système centraliste, le droit de veto absolu du souverain et donnait au gouvernement la possibilité de régir par une législation d'exception en ignorant le *Reichsrat* composé de deux chambres. L'urgente question des nationalités n'était pas abordée, les droits démocratiques étaient vidés de leur sens. La diète de Kremsier fut dispersé de force par l'armée le 7 mars ; le prince Schwarzenberg fit même ajourner la constitution octroyée. L'intervention des troupes russes permit aussi de venir à bout de l'insurrection hongroise (elle capitula à Világos le 13 août, et ses chefs furent exécutés le 6 octobre 1849 à Arad), la constitution impériale prévoyant une « Petite Allemagne » fut rejetée dans les différents États, et Frédéric-Guillaume IV de Prusse refusa la couronne impériale qui lui était proposée : le gouvernement Schwarzenberg n'avait donc plus besoin de s'arrêter aux sentiments nationaux au sein de la monarchie des Habsbourg. La solution trouvée à l'amiable par les représentants des nationalités pour parvenir à une coexistence pacifique des peuples fut balayée et remplacée par un autocratie inspiré du centralisme éclairé josphien. La question des nationalités, qui jusqu'alors agitait surtout une couche relativement limitée de bourgeois et d'intellectuels, enflamma l'ensemble de la population qui se divisa en camps ethniques et nationaux, et un nationalisme dangereusement idéologisé put déployer une influence qui allait être fatale à l'Empire autrichien.

Les habitants de Bohême, allemands ou tchèques, libéraux, radical-démocrates ou conservateurs, furent tous déçus par l'octroi de la constitution Stadion et par la dissolution de la Constituante. Dans un mémorandum du 21 mars 1849, les députés tchèques qualifièrent cette dissolution de « malheur injustifié qui frappe notre belle patrie et même la monarchie tout entière ». Traumatisée, dépouillée de son prestige, soumise à une censure et à une surveillance accrues, la grande bourgeoisie conservatrice tchèque entra dans un silence de dix ans. La méfiance à l'encontre de l'État centralisé autrichien fut entretenue par la nomination de nombreux Allemands de Bohême de tendance nationaliste aux plus hautes fonctions gouvernementales, qu'ils mirent à profit pour favoriser leurs compatriotes et leur assurer une influence supérieure à leur poids réel dans la population. La vie politique resta marquée par une passivité imposée et par la montée de forces plus jeunes, libérales, plus éloignées de l'aristocratie et moins attachées au maintien de la monarchie dans son intégralité. Toutes les propositions de règlement de la question des nationalités restant en retrait de l'idée du droit d'État bohémien et n'excluant donc pas la réunification politique et administrative des pays de la couronne bohémienne en un

ensemble disposant d'une grande autonomie furent désormais rejetées résolument par les Tchèques comme insuffisantes.

Les effets du néo-absolutisme

De nombreux Allemands de Bohême relativement en vue furent en butte à une répression et à des représailles qui amenèrent certains de leurs porte-parole à entrer dans la clandestinité ou à s'exiler. Les espoirs nourris au printemps 1848 de rattacher au moins les régions de peuplement allemand à une nouvelle confédération d'États allemands avaient pâli dès l'automne 1848, et l'adoption de la constitution de la Petite Allemagne le 28 mars 1849 les avait anéantis. Le mécontentement créé par l'échec des projets constitutionnels et par une impopulaire levée de troupes pour combattre l'insurrection hongroise rapprocha une fois encore les démocrates tchèques et allemands. Les étudiants démocrates préparèrent un nouveau soulèvement à partir de la fin janvier 1849 sous la direction d'E. Arnold, avec la collaboration active de Bakounine ; il devait coïncider avec le soulèvement qui, à Dresde, devait obtenir une constitution pour la Saxe ; il fut étouffé les 9 et 10 mai par le commandant militaire Khevenhüller, qui en profita pour faire arrêter quelques politiciens indésirables, instaurer l'état de siège pour quatre ans à Prague et prendre des mesures de grande ampleur contre la presse d'opposition. L'association de Löhner « pour l'identité allemande en Bohême, en Moravie et en Silésie » dut cesser elle aussi ses activités. Il n'y eut aucune protestation parmi les Allemands de Bohême lorsque Schwarzenberg répliqua aux projets prussiens d'annexion de l'Autriche par des mesures massives destinées à rétablir la prépondérance de la monarchie des Habsbourg dans une confédération allemande à l'ancienne, soutenue par les quatre royaumes de Hanovre, de Saxe, de Wurtemberg et de Bavière. Les relations avec la Prusse se dégradèrent rapidement et le risque de guerre s'accrut à l'automne 1850, malgré la médiation russe du 28 au 30 mai 1850 à Skierniewice près de Varsovie ; seule la reculade de la Prusse à Olomouc, le 29 novembre, détendit la situation et permit la reconstitution d'une confédération allemande sous direction autrichienne. La lutte contre le néo-absolutisme ne pouvait espérer le soutien politique et moral des États allemands, ni de la France, où, en 1849, Rieger était allé plaider la cause nationale tchèque.

Le gouvernement centralisé et le système néo-absolutiste mis en place par Schwarzenberg, par son ministre de l'Intérieur Alexander von Bach et par K.F. von Kübeck, président du nouveau *Reichsrat* depuis 1850, s'appuyaient sur l'armée et sur une bureaucratie rigoureusement surveillée, mais compétente, consciencieuse et incorruptible. Ils ramenèrent le calme désiré dans les pays bohémiens, où la

législation communale moderne promulguée par le comte Stadion le 17 mars 1849 donnait une autonomie élargie au niveau communal, et adaptait les limites des cercles aux frontières linguistiques, répondant ainsi modestement à une des revendications formulées. Après la démission de Stadion, malade, en juillet 1849, le pouvoir raccourcit aussitôt les rênes. La presse fut la première à s'en apercevoir. Dès avril 1849, Havlíček Borovský fut cité en justice, puis libéré. Le 9 juin, son article « Le noble et l'esclave » fournit l'occasion d'interdire temporairement son journal *Národní noviny*. Après la publication, le 21 décembre, d'un texte de Palacký « sur la centralisation et l'égalité des droits des nations en Autriche », où il précisait ses anciens plans de fédération et invitait à respecter les dispositions de la constitution octroyée, puis celle des réflexions de Havlíček sur le maintien de la suppression des droits civils, la pression des autorités s'accrut et le journal dut cesser sa parution le 19 janvier 1850. Le *Slovan*, publié à Kutná Hora, lui succéda à partir de mai et dut de même interrompre sa publication en août 1851. Assigné à résidence pour trois ans à Brixen, Havlíček Borovský ne put rentrer à Prague qu'en avril 1855, atteint d'une maladie qui l'emporta à trente-cinq ans, le 29 juillet 1856 ; il est une des figures les plus tragiques de la vie intellectuelle tchèque. L'*Union* de Pinkas, l'ancien député à la diète impériale, et de son futur gendre A. Springer, était l'organe de l'opposition constitutionnelle ; elle fut interdite le 12 novembre 1850, de même que le quotidien du soir *Pražský večerní list*, autrefois lié à l'aile radicale-démocrate, et interdit le 1^{er} février 1851, tout comme le *Prager Deutsche Zeitung* libéral, si bien qu'à l'exception de l'officieux *Pražské noviny*, plus aucun organe de presse indépendant n'avait droit de cité en Bohême.

Dès le gouvernement du prince Schwarzenberg, mort le 5 avril 1852, des personnalités de premier ordre telles que Schmerling et Bruck avaient quitté le Conseil des ministres viennois ; elles avaient été remplacées par des hauts fonctionnaires sans couleur politique, tel le président de la Chambre des comptes Kübeck, qui présidait le *Reichsrat*, seul organe délibératif prévu par la constitution de Mars. Leur propos principal était de convaincre François-Joseph, encore inexpérimenté, de mettre complètement fin à l'expérience constitutionnelle et de revenir à un État-providence absolutiste, où le calme, l'ordre, le respect des lois et la sécurité matérielle seraient plus faciles à obtenir. François-Joseph, qui avait résidé à Olomouc jusqu'en mai 1849, n'avait pas de lien particulier avec les pays bohémiens ; il connaissait mal leur passé et leurs problèmes politiques et socio-économiques. Les conservateurs tchèques et leurs revendications lui étaient tout aussi suspects que les libéraux allemands de Bohême. Il refusa avec énergie de recevoir la couronne de saint Venceslas, ce qui aurait ouvert la voie à une possible reconnaissance d'un État national bohémien et

à toutes ses implications politiques. Le gouvernement avait bien annoncé, le 22 janvier, la mise en place des diètes provinciales prévues dans la Constitution et promulgué une loi électorale ; mais il ne prit aucune disposition concrète pour organiser les élections aux diètes provinciales ou impériale, si bien que les anciennes assemblées provinciales, dont la composition reprenait les anciennes dispositions féodales, et qui avaient été privées de leur privilège d'autoriser les impôts, furent rabaisées au rang d'organe délibératif auprès d'un gouverneur tout-puissant.

Dès le 20 août 1851, le principe constitutionnel de la responsabilité ministérielle avait été dénoncé, et la Patente de la Saint-Sylvestre, rassemblant trois textes impériaux, mit fin à la Constitution de mars 1849. En trente-six paragraphes rédigés par Kübeck, elle exposait les « principes pour les institutions organiques dans les pays de la couronne de l'État impérial autrichien ». Ceux-ci rétablissaient l'État unitaire absolutiste, réduisaient au minimum la séparation de la justice et de l'administration, supprimaient les tribunaux de jurés et les procédures publiques, rognèrent les droits des administrations communales et des cercles, tandis que les *Statthaltereien* redevenaient les principaux organes de l'administration. Le ministère, autorité administrative suprême, était responsable devant l'empereur seul.

Le système, parfaitement organisé par Alexander von Bach, ministre de l'Intérieur, et dont la conception se maintint jusqu'en 1918 dans la double monarchie, faisait une fois encore de la germanité le facteur d'unification de l'État ; réintroduisant l'allemand comme langue administrative, il éveilla immédiatement chez les non-Allemands l'impression que cette administration délibérément *deutsch-national* se fixait pour objectif leur germanisation. Même si les Allemands défendaient désormais l'idée d'une culture et d'un État « grand-autrichiens », ils furent rejetés par la population non allemande comme les instruments d'un système haï et considérés comme des ennemis. Les activités politiques restaient largement interdites et la censure rendait très difficile toute entreprise culturelle nationale ; la réflexion sur les fondements historiques de la conscience nationale bohémienne permit d'approfondir les discussions sur le contenu et l'ampleur d'un droit d'État bohémien et sur ses conséquences politiques. Ces discussions se répandirent dans des cercles de plus en plus larges et finirent par aborder l'opportunité même du maintien d'une monarchie autrichienne globale. L'amère constatation qu'à l'étranger on ignorait tout de l'existence historique du royaume de Bohême, et que, de ce fait, à la différence des mouvements nationaux polonais, hongrois et italiens, les principes nationaux tchèques ne pouvaient espérer aucun soutien international efficace, incita malgré tout à diffuser le pro-

gramme national tchèque à l'intérieur et à l'extérieur du domaine Habsbourg.

Les réformes courageuses du comte Thun, ministre de la Culture et de l'Enseignement, favorable aux Tchèques, et de son sous-secrétaire d'État J.A. von Helfert, originaire de Bohême du Sud, eurent des effets positifs, en particulier sur l'enseignement supérieur : la création de grandes écoles techniques et d'académies de commerce. Malgré certaines animosités dans le camp tchèque, on reconnut que Thun avait œuvré « au bénéfice de la nation tchèque », et qu'il méritait « sa gratitude impérissable ». La considérable amélioration des possibilités de formation fut utilisée par la population, dès qu'il devint évident que le tchèque ne serait plus objet de discrimination dans l'enseignement. La politique religieuse de Thun visait, elle, à étendre l'influence religieuse dans les écoles, à éliminer les derniers restes de l'absolutisme éclairé de Joseph II et à accroître les possibilités d'intervention de la Curie ; elle fut résolument rejetée par les milieux libéraux. Le concordat du 18 août 1855 remplaçait les juridictions matrimoniales et l'éducation sous l'influence confessionnelle du catholicisme. Il suscita de grandes réserves dans le pays et à l'étranger et, en Bohême, il éveilla la crainte de voir une nouvelle contre-réforme éliminer les dernières survivances du hussitisme et de l'Unité des frères. L'Église catholique fut soupçonnée de s'identifier aux objectifs de l'État néo-absolutiste et de donner son aval à la répression de revendications démocratiques et nationales. Alors que le concordat se proposait précisément de réveiller la conscience religieuse, il échoua dans les pays bohémiens.

Les pays bohémiens s'intéressèrent peu à la politique extérieure du comte Buol-Schauenstein. Le rôle lamentable de l'Autriche dans la guerre de Crimée (1853-1856) lui attira l'hostilité de la Russie, sans lui permettre pour autant de devenir un partenaire à part entière de l'Angleterre et de la France. Les relations avec la Prusse demeurèrent durablement perturbées. Lorsque Napoléon III commença à soutenir activement la politique d'unification italienne entreprise par la Sardaigne, l'Autriche se trouva largement isolée, et ses difficultés financières chroniques lui interdirent d'entreprendre des préparatifs militaires importants. Après les sévères défaites de Magenta, le 4 juin, et de Solferino, le 24 juin, l'armistice et la paix furent précipitamment signés à Villafranca les 8 et 15 juillet ; ils contenaient déjà en germe la paix de Zurich du 10 novembre 1859 et la cession de la Lombardie. La constitution d'un État national italien poursuivie par la maison de Savoie allait tôt ou tard conduire à la perte de la Vénétie. Plus inquiétante encore était la joie non dissimulée avec laquelle la Hongrie accueillit la défaite autrichienne, considérant comme inévitable la fin rapide de la souveraineté néo-absolutiste.

Sa sévère défaite en Italie, la montée des tensions en Hongrie et l'ébranlement de son leadership dans la Confédération germanique obligèrent l'empereur François-Joseph à agir. C'est dans ce contexte que, dès le 15 juillet 1859, il envisagea, dans le manifeste de Laxembourg, une possibilité « d'amélioration et d'adaptation à notre temps de la législation et de l'administration », dont le premier indice fut le renvoi de Bach, le ministre de l'Intérieur, de Kempen, ministre de la Police tant redouté, et du comte Grünne, d'outre adjudant général. Le comte polonais Agenor Gołuchowski fut chargé d'une réforme administrative, que devait préparer un *Reichsrat* élargi à 59 membres et présidé par l'archiduc Rainer. Le prince Johann Adolf Schwarzenberg, le comte Heinrich Clam-Martinic, le comte Albert Nostitz-Rieneck et A. Trenkler, un industriel de Reichenberg, y représentaient la Bohême ; les intérêts moraves étaient défendus par le comte Franz Salm-Reifferscheid, le comte Georg Stockau et le grand industriel Philipp Schöller. Ils veillèrent également à la prise en compte de leurs propositions, qui portaient la trace de leur passé féodal et de l'identité de leurs pays. Le Diplôme d'octobre, daté du 20 octobre 1860 et valant pour « loi fondamentale permanente et irrévocable », constituait un compromis entre les tendances centralistes et fédéralistes. Il faisait des pays de la couronne de saint Étienne un élément du groupe des pays de la monarchie Habsbourg, garantissait aux diètes des droits relativement importants et réservait à l'État impérial central le pouvoir législatif dans les domaines fiscal et militaire.

Ce « compromis entre l'absolutisme, un pouvoir législatif constitutionnellement restreint et un fédéralisme administratif » (Kann) rencontra une approbation limitée, car il ne reconnaissait aucune base historique et encore moins ethnique aux États membres, mais en faisait des entités administratives issues de considérations purement techniques ; de plus, il privilégiait les prérogatives féodales encore survivantes, plutôt que les conceptions libérales et démocratiques. Si Palacký vit dans le Diplôme d'octobre un premier pas vers la mise en place de diètes dotées d'un pouvoir législatif, alors que ce texte ne faisait nullement de la couronne bohémienne la représentante juridique d'entités territoriales historiques, l'opposition des Magyars et les réserves des libéraux allemands face à la personnalité du ministre des Finances Ignaz von Plener incitèrent l'empereur à renvoyer le gouvernement Gołuchowski et à confier la direction des affaires au chevalier Anton von Schmerling, le 15 décembre 1860.

Schmerling était un libéral allemand en vue et un produit de la haute administration autrichienne centralisatrice. Dès le 26 février

1861, il promulgua la Patente de février qui donnait des compétences constituantes élargies au *Reichsrat* bicaméral et limitait le rôle politique des diètes provinciales qui devaient voir le jour en vertu de constitutions similaires et d'un droit de vote très restrictif. Aux élections de mars à la diète provinciale, la Bohême élut 236 députés, dont 70 pour les propriétaires fonciers, 87 pour les villes et les chambres d'industrie et 79 pour les communes rurales. Le prince-archevêque de Prague, les évêques de Litoměřice, Hradec Králové et České Budějovice ainsi que le recteur de l'université de Prague avaient conservé leur statut d'électeur. En Moravie, la diète se composait du prince-archevêque d'Olomouc, de l'évêque de Brno, de 30 propriétaires fonciers, de 37 représentants des villes et des chambres et de 31 députés des autres communes. On comptait un député pour 11 666 habitants dans les villes, et seulement un pour 49 081 pour les communes rurales. Ces diètes se réunirent respectivement les 6 et 9 avril 1861 pour élire les représentants à la Chambre des députés du *Reichsrat* de Vienne ; au sein de cette assemblée de 343 membres, la Bohême comptait 54 représentants, la Moravie 22 et la Silésie 6. Du fait du vote par classe, les 82 députés comprenaient seulement 24 Tchèques (20 de Bohême et 4 de Moravie). Palacký figurait parmi les 38 personnalités désignées par l'empereur pour siéger à la Chambre des seigneurs (*Herrenhaus*) en raison de services rendus à l'État, à l'Église, à la science ou à l'art ; l'aristocratie avait une place prépondérante dans cette chambre de 130 membres, à côté des archiducs et des plus hauts dignitaires de l'Église. Le *Reichstag* avait été boycotté par les Hongrois, les Croates, les Slovènes et les Transylvains, et la majorité des députés bohémiens les suivirent le 18 mars 1863 en signe de protestation contre l'orientation favorable à une Grande Allemagne prise par le gouvernement Schmerling ; cette assemblée n'eut donc plus qu'un rôle mineur.

En revanche, les constitutions provinciales promulguées de même le 26 février 1861 pour la Bohême, la Moravie et l'Autriche restèrent en vigueur jusqu'en 1913. Les débats de la diète provinciale étaient dirigés par le grand maréchal nommé par l'empereur en Bohême et, en Moravie et en Silésie, par les gouverneurs qui présidaient également le *Landesausschuss* et les organes administratifs et exécutifs de la représentation provinciale ; ce double rôle les obligeait à concilier les intérêts de l'Empire et les besoins spécifiques des pays. Les compétences des diètes avaient été restreintes aux questions agraires, à la politique sociale, à la gestion des biens du pays et à la surveillance de l'administration provinciale et de ses fonctionnaires. La présence des trois quarts des membres et une majorité des deux tiers des présents étaient requises pour la prise des décisions, ce qui ouvrait largement la porte au boycott et excluait tout travail législatif constructif. L'empereur

conservait toutefois le droit de dissoudre la diète à tout moment. Le vote par curie privait pratiquement les petits bourgeois, les paysans et les ouvriers de toute influence politique. Les diètes de chacun des pays de la couronne n'avaient pas le droit d'entretenir entre elles de contacts officiels, et toute opposition au gouvernement central était rigoureusement impossible au niveau des différents pays. Entre la curie urbaine, majoritairement allemande ou juive-allemande, et la curie des communes rurales à prédominance tchèque, un certain équilibre politique s'instaura assez vite, d'autant qu'au départ, les représentants de la grande propriété foncière se répartissaient à peu près également selon les différents points de vue nationaux et entreprirent véritablement de régler les questions les plus urgentes du pays. La loi communale de Schmerling de 1862 accrut de plus la participation des Tchèques à l'administration locale au niveau inférieur. La base du mouvement national bourgeois s'en trouva élargie, et il put espérer qu'avec le temps l'équilibre se modifierait en sa faveur à la diète.

Le 19 avril 1861, une « objection juridique » (*Rechtsverwahrung*) fut déposée contre la Patente centralisatrice de février et la constitution octroyée par le haut, et contre le système censitaire qui favorisait les Allemands ; elle rassembla même une majorité allemande dans le *Landesausschuss*. Mais, malgré les réserves soulevées par la Patente de février dans le camp national-tchèque, celui-ci se révéla plutôt disposé à collaborer avec les instances parlementaires, y voyant le seul moyen d'obtenir quelques progrès pour la démocratie et la question nationale. Les Tchèques avaient envoyé leurs politiciens et leurs intellectuels les plus éminents au *Reichsrat*, mais ils souhaitaient avant tout conquérir la majorité à la diète. L'aile aristocrate conservatrice, conduite par le prince Karl Schwarzenberg et le comte Heinrich Clam-Martinic, se rapprocha de plus en plus de la tendance fédéraliste et libérale de droite rassemblée autour de Palacký et de son gendre Rieger, alors que la fraction représentée par le prince Carlos Auersperg rejoignait les points de vue des Allemands de Bohême. Ainsi se constitua en 1860 le Parti national (*Národní strana*), parti de notabilités unies par des liens peu contraignants. Il adopta le programme établi par Rieger le 4 mai 1861, qui défendait le maintien de la monarchie, une autonomie administrative élargie, l'égalité totale des droits des nations tchèque et allemande en Bohême et le soutien actif de la langue et de l'identité nationales. Le développement économique et surtout agricole y occupait aussi une place importante, ainsi que la protection de l'artisanat et le soutien à l'industrie grâce aux commandes de l'État et à une loi sur les cartels. Depuis le 1^{er} janvier 1861, le Parti national disposait d'un quotidien : *Národní listy* (*Les Feuilles nationales*), qui devait, selon Rieger, « favoriser la formation politique et générale de notre peuple, afin qu'il parvienne par ses propres forces et dans le concert des peuples autrichiens

à une autonomie constitutionnelle interne qui seule lui donnera une prospérité générale, des moyens sûrs de défendre son identité nationale, et lui renverra un écho digne de son grand passé ». Pourtant, une aile démocratique radicale et libérale se constitua dès 1863 autour de J. Grégr et K. Sladkovský, pour dénoncer sa collaboration avec l'aristocratie, sa politique religieuse et bientôt aussi sa mollesse dans la défense des principes nationaux.

Le conflit s'aggrava après l'écrasement du soulèvement polonais de janvier 1863. La majorité de la population tchèque l'avait suivi avec sympathie, tandis que Palacký, Rieger et leurs amis aristocrates saluaient ouvertement le succès de la Russie, puissance protectrice des Slaves. Même si un accord global régnait sur les objectifs nationaux, à défaut d'exister sur les mesures concrètes à prendre, le fossé ne tarda pas à se creuser de plus en plus entre les « Vieux-Tchèques » conservateurs et leurs adversaires, rapidement baptisés « Jeunes-Tchèques ». La fondation, annoncée pour le 8 janvier 1864, d'un parti libéral par le prince « tchéquisé » Rodolphe de Tour et Taxis n'aboutit certes pas, mais le *Národní listy* de Grégr défendit désormais cette ligne distincte, tandis que Palacký s'appuyait sur l'éphémère revue *Národ* pour diffuser ses thèses. Il y publia, sur l'arrière-plan de l'unification austro-hongroise qui s'ébaucha en avril-mai 1865, ses réflexions sur la fédéralisation de l'Empire des Habsbourg ; il y justifiait par l'histoire juridique la revendication d'une fédération d'États pour les pays de la couronne bohémienne, il émettait des réserves à l'encontre d'une solution dualiste austro-magyare des problèmes nationaux, qui ne se réaliserait qu'au détriment des Slaves, et il dissimulait ses doutes sur la légitimité de l'Empire Habsbourg par la formule « Nous étions là avant l'Autriche, et nous serons encore là après elle ». Abandonnant son idée antérieure d'une fédération purement ethnique entre une « Bohême allemande » et une « Tchéquie », qui lui paraissait désormais irréalisable en raison de la configuration géographique du quadrilatère bohémien, il développa l'idée d'un État fédératif sur des bases ethniques, géographiques et historiques.

L'éveil de la conscience nationale tchèque

Ces années de « libéralisme centraliste » furent utilisées systématiquement par les patriotes tchèques pour réveiller la conscience nationale et favoriser la libre utilisation de la langue tchèque dans la vie publique. Les institutions culturelles connurent un développement remarquable, et parmi elles le Musée national, présidé depuis 1861 par le comte Heinrich Clam-Martinić, assisté du prince Karl Schwarzenberg, et qui connut un essor prodigieux grâce à la collaboration de Palacký. Entre 1859 et 1874, après de nombreux travaux préparatoires

inspirés des dictionnaires de conversation allemands, parut le *Slovník naučný*, dirigé par I.L. Kober et F.L. Rieger, sous la devise « *V práci a věděni je naše spasení* » (« Dans le travail et le savoir est notre salut »). Sur ces bases parurent entre 1888 et 1909 les vingt-huit volumes de l'*Ottův Slovník naučný*, dictionnaire encore inégalé. L'historien W.W. Tomek, qui bénéficiait du soutien du comte Leo Thun et qui siégeait également au *Reichsrat* de Vienne, entreprit la rédaction de la première histoire détaillée de Prague. Les cercles littéraires, composés principalement d'intellectuels radicaux-libéraux des milieux de la révolution de 1848 (J.V. Frič, V. Hálek, K. Sabina, etc.), et les almanachs *Lada-Niála* (1855) et *Máj* (1858, nom inspiré du poème lyrique romantique de K.H. Mácha, poète mort prématurément) attirèrent l'attention, tout comme le roman plein de poésie *Babička* (*La Grand-Mère*, 1854), de B. Němcová, la grande poétesse tchèque, qui exprimait les tendances nationales et les courants libéraux et sociaux de son temps. Une école littéraire totalement nouvelle, représentée par Jan Neruda, reprit les traditions d'une poésie pédagogique populaire et nationale, tout en se référant plus nettement aux modèles européens. La musique de Bedřich Smetana, qui emprunte ses matériaux à des figures historiques (*Dalibor*, *Libuše*) et à la vie populaire (*La Fiancée vendue*), joua un grand rôle dans l'éveil culturel et national tchèque. À l'infatigable F.L. Rieger, authentique tribun populaire, revient le mérite du projet de théâtre national, dont la première pierre fut posée en 1868. Il fut par ailleurs un grand pédagogue de la cause nationale et un grand animateur de la science, de la culture et de l'économie tchèques. La vie associative et coopérative connut un grand épanouissement, mais ne put surmonter les divisions nationales. Parmi ces associations, une des plus populaires fut le mouvement des *Sokol* (les Faucons), fondé en 1862 par le Dr Miroslav Tyřs et Jindřich Fügner, association panslave de gymnastique et de sport à caractère spécifiquement démocratique et petit-bourgeois, qui joua un rôle décisif dans le développement de la conscience nationale.

Depuis la fin des années 1850, les deux langues jouissaient de fait des mêmes droits dans le système scolaire et l'enseignement était donné dans les deux langues dans les écoles primaires et complémentaires des territoires mixtes, ou, sinon, dans la langue de la communauté la plus importante. L'enseignement des lycées avait été réorganisé de la même façon, la seconde langue étant toujours obligatoirement enseignée parallèlement *. En septembre 1861, il fallut une intervention

* Cette réglementation promulguée dans une décision souveraine du 20 juillet 1859 a été suivie d'ordonnances prises par le ministre de l'Enseignement le comte Thun, le 8 août. L'égalité des deux langues dans les écoles populaires et moyennes avait été décrétée le 18 janvier 1866. En 1866 furent autorisés dix lycées de langue tchèque en Bohême, en 1867, deux en Moravie et, en 1887, un en Silésie autrichienne. (*N.d.A.*)

pressante du gouvernement central de Vienne pour contraindre les conseillers municipaux pragois à revenir sur leur décision de fermer toutes les écoles en langue allemande de la capitale où les Tchèques avaient une courte majorité. L'extension des enseignements magistraux et des séminaires en tchèque à la *Technische Hochschule* de Prague ne posa aucun problème, et en 1868, un établissement tchèque autonome fut créé. Par contre, la réorganisation à l'« utraquiste » de l'université Karl-Ferdinand, où le nombre des étudiants tchèques dépassait déjà celui des étudiants allemands, suscita des débats passionnés à la diète de 1866. La petite bourgeoisie tchèque libérale et démocratique, forte de sa rapide ascension économique, commença à espérer des droits politiques élargis et une position nationale plus solide. L'intolérance croissante amena bientôt chacun à se réclamer d'une nationalité, quelle que soit son origine familiale ou sa parenté ; dans cette atmosphère, les relations familiales autrefois étroites entre Tchèques et Allemands prirent fin et chacun se replia sur un camp national.

Les Allemands de Bohême avaient beaucoup plus de peine à exprimer et à défendre activement leurs exigences politiques. De nombreux porte-parole de 1848-1849 s'étaient exilés ou avaient renoncé à leurs convictions ; les plus actifs et les plus doués, Leopold von Hasner, Franz Schmeykal et Karl Giskra, furent appelés à Vienne, où ils poursuivirent leur carrière politique. Les députés et les défenseurs des intérêts allemands furent le plus souvent les professeurs nommés à l'université de Prague. Ce fut le cas d'Eduard Herbst, d'Aloys von Brinz et de l'historien souabe Constantin von Höfler, qui vécut à Prague à partir de 1851 et encouragea la création, en 1862, de l'Association pour l'histoire des Allemands en Bohême : elle se proposait de donner une base historique aux droits nationaux des Bohémiens-Allemands, souvent mis en doute par les Tchèques, et d'approfondir leur conscience historique. De nombreux groupes et associations se constituèrent rapidement, associations apolitiques d'alpinisme et de randonnée, associations de sciences naturelles ou de médecine telles que l'association *Lobos*, créée en 1849, ou encore la dynamique association de gymnastique *Deutscher Turnverband*, aux innombrables sections locales et qui se consacra au maintien, à l'extension et à l'avancement de l'identité allemande au sens de F.L. Jahn. Un *Deutscher Sängerbund* (Association de chanteurs) fut créé en 1864 en Bohême et en Silésie, en 1868 en Moravie, et fournit une contribution importante à l'éducation culturelle et nationale. Même les coopératives créées sur le modèle de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen et les très populaires associations de consommateurs eurent des établissements distincts pour chacune des communautés nationales, ce qui contribua un peu plus à séparer les populations tchèque et allemande.

L'aggravation du conflit du Schleswig-Holstein rendit de plus en plus vraisemblable un conflit militaire entre l'Autriche et la Prusse. François-Joseph congédia le 27 juin 1865 son Premier ministre Schmerling, qui n'avait réussi ni à infléchir la Hongrie, ni à faire céder les Tchèques, et appela l'ancien *Landespräsident* de Silésie et *Statthalter* de Bohême, le comte Richard Belcredi. Avec la suspension de la Constitution le 20 septembre 1865, celle du *Reichsrat*, boycotté par les Tchèques depuis le printemps 1863, et la convocation des diètes pour le 23 novembre, les chances de réalisation du programme national des pays bohémiens semblaient se préciser, d'autant que la curie des grands propriétaires fonciers était maintenant majoritairement acquise aux positions tchèques. Une adresse adoptée le 29 décembre contre l'avis des députés allemands rappela à l'empereur sa promesse d'avril 1861 de se faire couronner roi de Bohême. Le 8 janvier 1866, François-Joseph accepta, « après le succès de la grande œuvre » de la révision constitutionnelle, « d'accomplir l'acte du couronnement au cœur de [sa] fidèle Bohême, selon le droit et la sainte coutume ». Le 19 mars, une autre pétition fut adressée à l'empereur, sollicitant une révision fondamentale du droit électoral, au bénéfice de la majorité tchèque de la population. Toutefois, devant la menace croissante de guerre, la diète fut ajournée avant que la réponse ne lui parvienne.

Dans son manifeste de guerre du 17 juin 1866, l'empereur constatait avec regret l'échec de toutes les tentatives diplomatiques et le caractère « désormais inéluctable du pire des maux : une guerre d'Allemands contre d'autres Allemands ». Malgré leurs succès militaires en Italie, les troupes autrichiennes se révélèrent inférieures aux troupes prussiennes qui avaient envahi la Bohême. Après des pertes sévères au cours d'affrontements limités, la bataille décisive eut lieu le 3 juillet entre Hradec Králové et le petit village de Sadová ; la victoire des Prussiens fut totale et les unités autrichiennes durent se replier vers Olomouc et Vienne. Bismarck fut le premier à inviter le roi Guillaume I^{er} à mettre rapidement fin à la guerre en proposant à l'Autriche une paix généreuse. Le 22 juillet, un armistice fut signé, puis des préliminaires de paix le 6 août à Nikolsburg. Le 22 août 1866, la paix de Prague fut conclue. L'Autriche ne subissait aucune perte territoriale mais devait quitter la Confédération germanique, dissoute dans sa forme existante. En annexant le Schleswig-Holstein, le Hanovre, la Hesse électorale, Nassau et Francfort, la Prusse comblait la distance qui la séparait de ses possessions rhénanes ; elle parvint à s'entendre avec les États allemands subsistant encore au nord de l'Allemagne et avec le royaume de Saxe pour créer une Confédération de l'Allemagne du Nord. La défaite autrichienne de 1866 fut ainsi la condition

nécessaire à la fondation d'un État national prussien *klein-deutsch*. Malgré les victoires de Custoza le 24 juin et de la bataille navale de Lissa le 20 juillet 1866, l'Autriche dut céder la Vénétie jusqu'à l'Isonzo, perdant ainsi toute possibilité d'intervention dans les affaires italiennes. Les quelque dix millions d'Allemands d'Autriche, qui jusqu'alors avaient trouvé une sorte d'appui moral dans la Confédération germanique et s'étaient considérés comme rattachés à la grande nation allemande par des liens séculaires et par une tradition ininterrompue, se virent réduits au rang de minorité nationale dans une monarchie danubienne en proie à des problèmes nationaux croissants. Même si les politiciens viennois donnèrent la priorité au règlement de la question hongroise, l'importance du problème bohémien pour une évolution harmonieuse de la monarchie Habsbourg ne fut pas méconnue.

Lors de l'occupation de la Bohême, qui avait gravement souffert des combats, Bismarck publia une proclamation « aux habitants du glorieux royaume de Bohême », promettant « le plein respect de vos droits historiques et nationaux » et envisageant la réalisation de leurs « souhaits nationaux ». Quant à Palacký et Rieger, reçus en audience par l'empereur, ils l'assurèrent de l'indéfectible fidélité des Tchèques envers la maison Habsbourg et exprimèrent l'espoir, renforcé par le départ de l'Autriche de la Confédération germanique, de voir la monarchie se fédéraliser. En juillet-août 1866, en collaboration avec les politiciens polonais et croates, ils élaborèrent un plan historico-fédéraliste qui devait concerner cinq groupes de pays, dont l'un était composé de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, représentés chacun par un chancelier (*Hofkanzler*) au ministère impérial. Une diète générale (*Reichsrat*) désignée par chaque pays assurerait les missions générales de l'État définies par le Diplôme d'octobre ; le programme réclamait un vaste champ d'activité pour les gouvernements de chaque pays, soumis au contrôle des diètes. Mais le système parlementaire complexe proposé par Rieger était fondé à la fois sur la population, la taille du pays et les impôts payés, et il ne fut pas possible de parvenir à un accord à ce Congrès slave. Ni le voyage de l'empereur en Moravie et en Bohême, du 18 octobre au 4 novembre, ni les débats de la diète, en novembre-décembre 1866, ne permirent de clarifier les points de vue, bien que le ministère Belcredi n'ait pas dissimulé sa sympathie pour une solution fédéraliste au problème des nationalités. L'accord avec la Hongrie ne fut possible qu'au prix de la reconnaissance préalable de sa suprématie en Transleithanie, et l'empereur finit par trancher en faveur de la solution dualiste, sous l'influence de l'ancien ministre saxon, le comte Frédéric Beust qui, après le renvoi de Belcredi, assumait la responsabilité du compromis austro-hongrois à partir du 7 février 1867.

Les députés de la diète bohémienne et de la diète morave cherchè-

rent à s'opposer à la division, à leurs yeux dangereuse, de la monarchie Habsbourg en une partie occidentale (Cisleithanie), dominée par les Allemands, et une partie orientale (Transleithanie), dominée par les Magyars, mais cette opposition, au demeurant infructueuse, fut payée de la dissolution des diètes régionales et de nouvelles élections à l'issue desquelles les Allemands retrouvèrent la majorité. Le 12 avril 1867, Rieger protesta vigoureusement contre l'élection des membres du *Reichsrat* par les députés libéraux allemands, et les parlementaires tchèques boycottèrent les débats constitutionnels entamés le 20 mai au *Reichsrat*. Par contre, les plus éminents représentants tchèques participèrent au « pèlerinage » en Russie, au cours duquel Palacký et Rieger furent reçus par le tsar Alexandre II le 26 mai. Cette démonstration panslave ne put infléchir la discussion et l'adoption des nouveaux principes constitutionnels de l'Autriche. Le 25 juillet 1867, l'introduction de la responsabilité ministérielle ouvrit la voie à un constitutionnalisme libéral modéré, et, le 21 décembre, la « Constitution de décembre » entra en vigueur : la partie occidentale de l'Empire recevait une structure de base libérale et centralisée, sans répartition fédéraliste des compétences, même si le principe de l'égalité de tous ses peuples était reconnu. L'article 19 énonçait explicitement : « Tous les peuples de l'État ont des droits identiques et chaque peuple a un droit imprescriptible à la garantie et à la sauvegarde de sa nationalité et de sa langue. L'égalité en droit de toutes les langues en usage dans les écoles, l'administration et la vie publique est reconnue par l'État. » Le compromis n'avait laissé subsister que trois grands ministères au niveau de l'Empire : les Affaires étrangères, l'Armée et la Guerre, et les Finances, indispensables à ces dernières ; les principes constitutionnels en vigueur en Cisleithanie prenaient donc une importance toute particulière ; dans ce contexte, des tâches très larges incombaient au *Reichsrat* désigné par un système électoral censitaire et comprenant 203 membres, 54 pour la Bohême, 22 pour la Moravie et 6 pour la Silésie ; l'enseignement et l'organisation administrative et judiciaire relevaient de sa compétence législative. Dans le gouvernement du prince Carlos Auersperg, formé le 30 décembre 1867, figuraient quatre députés allemands de Bohême : Ignaz von Plener pour le Commerce, Eduard Herbst pour la Justice, Leopold von Hasner pour les Cultes et l'Enseignement, et Karl Giskra pour l'Intérieur.

Le durcissement des revendications nationales

La Constitution de décembre n'avait pas répondu aux attentes des fédéralistes tchèques et la reconnaissance tardive des privilèges politiques de la Hongrie, encore considérés comme relevant de la haute trahison en 1848-1849, avait été pour eux un désaveu public de leur

fidélité à l'empereur et de leur loyauté. Toute la vie politique nationale tchèque en fut radicalisée, non plus seulement dans la petite bourgeoisie des villes, mais aussi parmi les populations rurales et ouvrières. Le combat contre la constitution et pour la réalisation des projets nationaux et fédéralistes dissimulait un conflit de plus en plus vif, dont l'enjeu était la fin de la prépondérance allemande et la conquête de l'autonomie politique pour le peuple tchèque, majoritaire dans les pays de la couronne bohémienne qu'il ressentait comme une unité indissoluble. Le retour de la couronne de saint Venceslas de Vienne à Prague, le 28 août 1867, conçu comme un geste de réconciliation, se transforma en une manifestation nationale tchèque contre le dualisme, de même que la pose de la première pierre du Théâtre national tchèque, du 15 au 17 mai 1868, et la célébration du soixante-dixième anniversaire de Palacký les 14 et 15 juin. Lorsque, la semaine suivante, l'empereur vint inaugurer le nouveau pont Élisabeth sur la Vltava, il reçut un accueil d'une extrême froideur. Dans la déclaration prononcée par Rieger le 22 août, 81 députés tchèques présentèrent les « requêtes de la nation » en dix points et justifiaient leur absence de la diète de Prague. D'innombrables assemblées populaires en plein air, appelées d'abord *meetings*, sur le modèle irlandais, puis *tábory*, réclamèrent la reconnaissance du peuple tchèque comme État-nation, au nom de son « droit d'aïnesse », et le renouvellement du contrat conclu lors de la Pragmatique Sanction entre les pays de la couronne bohémienne et la maison Habsbourg, et considéré comme le seul lien juridique avec l'Autriche. Le gouvernement Auersperg, ne parvenant pas à adopter une attitude commune sur la ligne à suivre en Bohême, fut dissous le 26 septembre 1868. Des incidents graves se produisirent à la suite d'un rassemblement de 20 000 personnes à Prague-Pankratz ; ils amenèrent la proclamation de l'état d'urgence dans la capitale le 11 octobre ; le remplacement du gouverneur civil Kellersperg par le lieutenant général Koller fut le premier pas vers un rétablissement précaire de l'ordre grâce à l'intervention massive de troupes et à l'interdiction de la presse d'opposition. La situation ne redevint normale qu'après le 28 avril 1869.

Mais ni au sein du camp gouvernemental, dirigé désormais par l'ancien ministre de la Guerre, le comte Eduard Taaffe, ni du côté tchèque, l'accord ne régnait sur la conduite à suivre. Les milieux politiques regroupés autour de Rieger et soutenus par la haute aristocratie tchèque refusèrent de négocier avec le gouvernement sur la base de la Constitution de décembre et cherchèrent à mobiliser l'opinion internationale en faveur de d'un État bohémien ; le mémorandum de Rieger à Napoléon III, qui présentait les avantages d'un tel État pour la politique française en Europe centrale, rencontra un certain écho. À l'issue d'un conseil des ministres qu'il présidait, l'empereur

demanda aux différentes tendances représentées au gouvernement de lui présenter par écrit leurs propositions contradictoires pour le règlement de la question tchèque. Leopold von Hasner, partisan d'une ligne centraliste, prêt à satisfaire les espoirs tchèques uniquement dans le cadre de la Constitution de décembre, prit la tête du gouvernement le 1^{er} février 1870. Les Tchèques se refusant à entamer des discussions préparatoires, il céda la place dès le 11 avril au comte polonais Alfred Potocki, qui se proposait de résoudre le conflit national en introduisant des éléments fédératifs dans l'État et la Constitution. Tandis que le danger d'une guerre franco-allemande – qui finit par éclater le 19 juillet 1870 – ramenait l'attention sur la situation internationale et que l'Autriche optait pour la « neutralité désarmée », Potocki s'efforçait de sonder la volonté tchèque de négocier. Au cours des conversations secrètes qui se déroulèrent à Vienne à partir du 20 avril, Rieger et Sladkovský se dirent prêts à accepter le compromis austro-hongrois et à renoncer au boycott des institutions si une solution dualiste équivalente était trouvée pour la Cisleithanie ; ils posaient comme condition à l'ouverture de négociations une réforme du droit électoral au bénéfice de la majorité tchèque et la reconnaissance fondamentale du droit d'État bohémien par un manifeste impérial.

Le gouvernement accepta nombre des propositions tchèques et dissolut la diète le 29 juillet 1870 dans l'espoir que de nouvelles élections amèneraient une majorité favorable à un État tchèque. Les discussions s'avèrent pourtant très ardues à bien des niveaux, car les intérêts des Allemands de Bohême devaient être également respectés. L'accord se fit malgré tout sur un élargissement important des compétences législatives de la diète bohémienne et sur une libéralisation du droit électoral comportant la suppression des électeurs ès qualités et l'octroi du suffrage direct pour les deux principaux groupes de population : les villes industrielles et les propriétaires fonciers ruraux. Des mesures destinées à concrétiser l'égalité des nationalités devant la loi et la construction d'une administration régionale autonome furent de même adoptées. Les élections à la diète donnèrent effectivement la majorité aux Tchèques et les députés tchèques occupèrent à nouveau leurs sièges, mais refusèrent de réintégrer le *Reichsrat*, préalable posé par Potocki pour la signature des accords. La diète dénonça cette situation dans une adresse le 18 septembre 1870, et François-Joseph répondit le 26 septembre par un rescrit conciliant où il se déclarait disposé à reconnaître par son couronnement l'indivisibilité du royaume de Bohême et l'intangibilité de ses droits, mais où il rappelait explicitement que les lois fondamentales de 1860, 1861 et 1867 étaient toujours valables. Les représentants tchèques à la diète refusèrent une fois de plus de se rendre à l'injonction impériale et d'élire leurs délégués au *Reichsrat* et la diète fut une fois de plus suspendue le 5 octo-

bre 1870 et les délégués désignés en vertu de lois électorales d'exception. Les trente parlementaires tchèques refusèrent de siéger à Vienne, Potocki fut renversé et, le 7 février 1871, le comte Siegmund Hohenwart fut chargé de constituer le gouvernement, où il fit entrer Karel Habětínek comme ministre de la Justice et Josef Jireček comme ministre de l'Enseignement.

Les points de vue s'étaient également durcis sous l'effet de l'enthousiasme des Allemands de Bohême et de Moravie devant les succès militaires prussiens contre la France. L'Autriche fut soulevée par un grand élan en faveur d'une Grande Allemagne, auquel les Tchèques restèrent étrangers, eux qui avaient réclamé une intervention massive aux côtés de la France puis protesté véhémentement contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et la création d'un Empire allemand incluant les États d'Allemagne du Sud. La résurrection de la dignité impériale, le 18 janvier 1871 à Versailles, et les clauses de la paix de Francfort du 10 mai montrèrent bien que, désormais, la monarchie des Habsbourg devrait régler seule ses problèmes intérieurs si elle voulait rester dans le concert des grandes puissances et faire face à l'évolution de la situation créée dans les Balkans par l'effondrement de l'Empire ottoman. Les pourparlers germano-tchèques reprirent donc de façon intensive à partir de mars 1871, avec, du côté tchèque, Rieger, A. Pražák, le prince G. Lobkowitz et les comtes H. Clam-Martinic et E. Belcredi. Ils avaient été relancés par le rescrit impérial du 12 septembre, par lequel François-Joseph avait fait savoir qu'« au vu de la situation de la couronne de Bohême au regard du droit public, nous reconnaissons volontiers les droits de ce royaume et sommes disposé à renouveler cette reconnaissance par notre serment de couronnement ». Sur la base de l'accord obtenu avec le ministre Potocki et malgré les objections de la minorité allemande de Bohême à la diète, les Articles fondamentaux furent alors élaborés. Ils comportaient un projet de loi sur les nationalités et une réforme de la loi électorale.

L'échec du trialisme

Leurs formulations correspondaient largement aux souhaits tchèques et se heurtèrent donc à l'opposition résolue des Allemands de Bohême et de Moravie, auxquels s'allièrent certains éléments de la fonction publique, des militaires regroupés autour du ministre de la Guerre von John, le chancelier impérial Beust, le cardinal de Vienne Rauscher et la haute aristocratie, qui refusèrent la transformation prévue de la Chambre des seigneurs en Sénat. Aux termes des Articles fondamentaux, la Bohême devait accéder à une position spécifique dans la partie cisleithanienne de l'Empire ; cette position, proche des

droits obtenus par la Hongrie dans le compromis de 1867, devait transformer le dualisme antérieur en un trialisme austro-hungaro-bohémien. Les Magyars élevèrent à leur tour des protestations violentes. Le projet de loi sur les nationalités était extrêmement respectueux de la préservation des caractères nationaux et des langues. La diète était formée de curies nationales tchèques et allemandes ; cette structure permettait le rejet, à une majorité des deux tiers, de toute proposition faite par une nationalité si elle était jugée contraire aux intérêts de l'autre. Le parti allemand refusa d'assister aux délibérations à Prague comme à Vienne, et il rejeta le passus qui prescrivait le bilinguisme des fonctionnaires. La diète silésienne avait refusé tout lien juridique avec la Bohême, la Moravie avait donné son accord aux Articles fondamentaux, mais repoussé elle aussi la tenue d'une assemblée générale constituante qui restaurerait l'intégrité des pays de la couronne bohémienne, et elle réclamait le maintien de ministères provinciaux autonomes.

Le *Paket* législatif, soumis pour approbation à l'empereur le 10 octobre 1871, ne put être promulgué que par octroi impérial, faute d'avoir obtenu la majorité requise aux diètes ; il fut aussi critiqué par le conseil des ministres des 20 et 21 octobre : Hohenwart et son ministre du Commerce Albert Schäffle, principal acteur du succès des négociations, défendirent la solution retenue, mais Beust, le comte G. Andrassy, Premier ministre hongrois, et le ministre des Finances Holzgethan la rejetèrent sans hésiter. L'empereur, irrité par la clause conférant aux diètes le droit d'autoriser les recrutements, approuva les modifications importantes apportées au projet, qu'il fit transmettre aux négociateurs tchèques avec l'injonction d'entamer immédiatement de nouvelles négociations. Les Articles fondamentaux ayant disparu du projet corrigé, le point de départ des négociations était à nouveau l'application intégrale de la Constitution de décembre, et les Tchèques indignés par ces remises en cause massives refusèrent de poursuivre les discussions. Un rescrit impérial du 30 octobre proposa de régler les points litigieux au niveau du *Reichsrat*, ce qui provoqua la démission du gouvernement Hohenwart. Les tentatives de rapprochement entreprises dans ce cadre échouèrent elles aussi, car la diète bohémienne confirma ses positions radicales dans sa résolution du 8 novembre 1871 et refusa toute idée de compromis.

Malgré les doutes émis sur la capacité du *Paket* législatif de 1871 à résoudre les tensions nationales en Bohême et à assurer la coexistence pacifique des Tchèques et des Allemands en raison de l'extrême complexité des règles proposées, une occasion très favorable avait été ainsi perdue de procéder à une transformation plus qu'urgente de la Cisleithanie. Le refus de l'empereur répondait sans doute à l'attitude des Tchèques qui avaient encouragé les autres entités territoriales his-

toriques ou les autres nationalités à se réclamer elles aussi du droit d'État. Les aspects militaires et les considérations financières constituèrent sans doute un autre facteur de rejet, car la large autonomie fiscale prévue par les Articles fondamentaux pour les pays bohémiens plus prospères risquait d'entraver le développement économique de régions plus arriérées de l'Empire, telles que la Galicie et les régions karstiques. Rieger, dont l'intransigeance avait été un des facteurs d'échec des négociations, reconnut : « Le peuple bohémien a reçu un coup sévère. Nous avons subi une grave défaite... » Les politiciens admirent qu'ils ne pouvaient compter sur le soutien efficace d'autres pays, puisque ni la Russie ni la France ne se déclaraient prêtes à accorder un soutien durable à la cause tchèque. Dans son testament politique, publié le 31 juin 1872, Palacký estimait que le maintien de la monarchie Habsbourg ne pourrait désormais être au cœur de l'activité des politiciens tchèques ; il y qualifiait aussi de « grave erreur » sa prise de position de 1848 sur le nécessaire maintien de l'Empire autrichien, et il exprimait ses craintes : « Personnellement j'abandonne à présent tout espoir d'une survie durable de l'Autriche. » La construction d'une autonomie nationale socio-économique, culturelle et politique devint de plus en plus prioritaire, et précipita le remplacement des élites antérieures.

Le ministère libéral allemand du prince Auersperg, nommé le 26 novembre 1871, réprima l'agitation en nommant à nouveau le maréchal Koller gouverneur de Bohême et en restreignant les activités politiques, tout en faisant preuve d'une plus grande tolérance pour les activités culturelles. Du coup, les célébrations nationales, telles que le centième anniversaire de Josef Jungmann à l'été 1873, l'inauguration d'un monument à Žižka en 1874 et les obsèques de František Palacký, mort le 26 mai 1876, furent le prétexte de vastes démonstrations d'unité populaire. À partir du 7 avril 1872, le gouvernement entreprit de renforcer la part des Allemands dans la curie des grands propriétaires fonciers en rachetant des terres inscrites dans la *Landtafel*, afin de créer une majorité allemande et constitutionnaliste à la diète ; les Tchèques y répliquèrent en procédant à des partages fictifs des domaines afin d'augmenter le nombre de leurs voix, et en recourant aux fonds de la *Živnostenská banka* (Banque industrielle), créée en 1869, et des *Založny* (caisses de crédit). Les *Chabrus*, sociétés publiques d'achat de terres, furent bien sûr avantagées, mais ne purent obtenir de véritables succès. Cette initiative, la promulgation, le 2 avril 1873, d'un nouveau système électoral fondé sur le scrutin direct pour le *Reichsrat*, qui passa de 203 à 353 membres à cette occasion, puis la dissolution de la Société économique patriotique présidée par le prince Karl Schwarzenberg, enfin l'aggravation de la censure pour la presse, n'étaient pas les meilleurs moyens de reconquérir la confiance

des politiciens tchèques, même si, en juin 1874, le remplacement du gouverneur militaire Koller, nommé ministre de la Guerre, par le baron Philipp von Weber restaura le caractère civil de l'instance administrative suprême.

La naissance des partis politiques

Au printemps 1873, le camp des Allemands de Bohême s'était divisé. Les « Jeunes », avec K. Pickert et A. Knoll, avaient quitté le parti libéral en signe de protestation contre la corruption de ses dirigeants et avec l'intention de revenir à une politique authentiquement libérale, dans l'esprit de 1848, et d'attester de la montée d'une pensée nationale allemande distincte de la pensée nationale austro-allemande ; ils obtinrent la majorité des votes des Allemands de Bohême aux premières élections directes au *Reichsrat*. Les 33 députés tchèques expliquèrent dans une remontrance juridique leur absence de plus de dix ans au *Reichsrat* ; ils soulignaient leur volonté de parvenir à une « collaboration fraternelle avec les députés de tous les royaumes et pays » afin de parvenir, « sans préjudice pour la situation juridique de notre patrie », à « une solution de l'imbroglie juridique », mais ils furent démis de leurs mandats en 1874. Par contre, les parlementaires moraves étaient arrivés à Vienne le 24 janvier et avaient exprimé leur désir de participer à l'élaboration d'une constitution « qui soit sûre, parce que fondée sur le droit ». Sept députés de l'ancien Parti national dirigé par A.P. Trojan et E. Grégr désavouèrent l'attitude d'opposition passive adoptée par Rieger et son entourage de notables, ainsi que leur collaboration avec les grands propriétaires fonciers conservateurs ; ils participèrent à nouveau aux débats de la diète bohémienne, et les divergences sensibles depuis longtemps sur les principes fondamentaux des orientations nationales et politiques éclatèrent alors au grand jour. Le 27 décembre, la rupture avec les Vieux-Tchèques fut consommée avec la création du Parti national libéral (*Národní strana svobodomyšlná*, dit aussi Jeunes-Tchèques, *Mladočeši*) sur l'initiative de K. Sladkovský et des frères E. et J. Grégr, même si leurs programmes restaient très proches. Les Jeunes-Tchèques réclamaient une consolidation économique et culturelle de la nation tchèque qui permettrait aux Tchèques de participer à leur juste mesure au pouvoir d'État dans tous ses aspects, garantirait l'indivisibilité des pays bohémiens, reconnaîtrait le droit d'État et donnerait à la population tchèque une administration autonome conforme à ses besoins. Bien qu'en 1875 le congrès du parti se fût déclaré favorable à la participation à la diète, le boycott du *Reichsrat* viennois se poursuivit.

Les 5 et 6 avril 1874, le Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche s'était constitué à Neudörfel avec la participation de 10 délégués tchè-

ques. Une de ses tendances était favorable à une Grande Allemagne, et une autre était internationaliste et s'inspirait du programme de l'Association internationale des travailleurs. Il fallut attendre la recherche d'une unification de la classe ouvrière sur la base de l'appartenance nationale pour que les membres tchèques du parti se décident à fonder, le 7 avril 1878 à Prague-Břevnov, le Parti ouvrier social-démocrate tchécoslovaque (*Československá socialně demokratická strana dělnická*), qui se considérait comme un élément autonome de la social-démocratie autrichienne et se fixait pour priorité la représentation des intérêts sociaux des travailleurs, tout en réclamant le droit à l'autogestion politique et en insistant sur le droit à l'autodétermination nationale.

Le lent apaisement des oppositions nationales depuis 1874 fut facilité par l'évolution internationale : Andrássy, ministre des Affaires étrangères, préoccupé par l'influence jugée excessive de la Russie dans les Balkans, se rapprochait de l'Empire allemand et repoussait toutes les avances françaises ou britanniques destinées à entraver cette coopération. Les soulèvements de 1875-1876 en Herzégovine et en Roumélie orientale dégénérent en une guerre de la Serbie et du Monténégro, soutenus par la Russie, contre la Turquie, et la monarchie austro-hongroise y vit une menace pour ses intérêts. Depuis l'ouverture du conflit russo-turc, la Russie ne se montrait plus disposée à accepter, conformément aux conventions secrètes de Reichstad et Budapest, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Empire Habsbourg, tandis qu'une vague de panslavisme déferlait sur les pays bohémiens. Après le diktat russe à la paix de San Stefano (3 mars 1878), un conflit armé entre les grandes puissances devenait inévitable. Au Congrès de Berlin, du 13 juin au 13 juillet 1878, la solution avancée par Bismarck concédait à l'Autriche les provinces de Bosnie et d'Herzégovine qui commandaient la côte dalmate, et le contrôle militaire, d'une grande importance stratégique, de Sandschak Novi-pazar. Ce renforcement de l'élément slave suscita l'opposition des Magyars, mais aussi des vieux-libéraux allemands de Bohême autour de Herbst et Giskra. Le gouvernement Auersperg dut démissionner en août 1878. Après le gouvernement de transition de K. von Stremayr, le comte Eduard Taaffe reprit la direction des affaires le 14 août 1879, avec la ferme intention d'obtenir une collaboration fructueuse avec les Tchèques.

Dès novembre 1877, Vieux et Jeunes-Tchèques s'étaient mis d'accord sur le principe d'un programme de construction d'un État national fédéraliste, et les Vieux-Tchèques reprirent le chemin de la diète bohémienne le 24 septembre 1878. À l'automne, les discussions entre Rieger et les libéraux allemands de Bohême de tendance fédéraliste avaient conduit à un accord (Mémorandum d'Emmersdorf du

31 octobre 1878), mais le changement de gouvernement empêcha de le préciser davantage. Les blocs conservateur et fédéraliste qui soutenaient le gouvernement Taaffe s'opposèrent plus nettement que le parti constitutionnel précédent, plus libéral, aux conceptions des Vieux-Tchèques nationaux-conservateurs soutenus par une noblesse féodale favorable à un État bohémien. Grâce à diverses concessions, Taaffe parvint à créer rapidement les conditions du retour des députés tchèques au *Reichsrat* : ils exprimèrent publiquement leur position juridique dans une « remontrance officielle et déclaration fondamentale », et ils furent désormais représentés par un des leurs au cabinet. En 1882, l'université de Prague fut divisée en deux *Hochschulen*, allemande et tchèque. L'égalité des deux langues fut promise dans les administrations autonomes et étatiques, même si l'allemand restait la langue administrative interne ; l'enseignement du tchèque devenait devenir obligatoire y compris dans les écoles complémentaires (*Mittelschulen*). Le 7 octobre 1879, après seize ans d'absence, les parlementaires tchèques regagnèrent le *Reichsrat*, où ils constituèrent avec le club Hohenwart, féodal et conservateur, et avec les députés polonais, le Cercle de fer, qui allait maintenir le comte Taaffe au pouvoir pendant quatorze ans. Taaffe, en dépit de ses origines irlandaises, se considérait exclusivement comme un « patriote bohémien » mais ne se sentait lié ni aux Allemands ni aux Tchèques, et il s'efforçait d'être « le ministre de l'empereur », placé au-dessus des partis.

L'ère Taaffe

L'ère Taaffe a été présentée à tort comme une période de stagnation, où la population slave aurait été unilatéralement favorisée, et où la fin de la suprématie libérale antérieure aurait porté des coups fatals à la cohésion de l'État et au maintien de la pensée impériale. Pour Taaffe, l'idée, la sauvegarde et le développement d'un État Habsbourg global étaient des priorités absolues et constituaient une des lignes directrices de son action. Sa « politique du juste milieu » voulait désamorcer les conflits nationaux et politiques. Taaffe s'était fixé pour tâches d'assainir les finances publiques, de réorganiser l'armée et d'associer la population à la vie politique, car la rapide industrialisation et la croissance démographique régulière imposaient un prompt règlement des conflits sociaux. La législation sociale réformatrice et conservatrice entamée par le baron catholique Vogelsang et poursuivie par Joseph Baernreither, Bohémien-Allemand libéral, instaura une inspection des manufactures, la réglementation du temps de travail, une assurance contre la maladie et les accidents du travail ; elle contribua ainsi à réduire quelque peu la misère ouvrière dans les régions industrielles du nord de la Bohême. La réforme électorale du 4 octobre

1882, en abaissant le cens électoral de dix à cinq florins, accru de 34 % le corps électoral des villes et de 26 % celui des campagnes. Du coup, la grande bourgeoisie libérale allemande perdit sa prépondérance antérieure au profit du nouvel électorat paysan et petit-bourgeois. La curie des grands propriétaires fonciers, où les Allemands détenaient jusqu'alors une courte majorité, fut répartie en six corps électoraux ; les Tchèques étaient ainsi assurés d'une majorité à la diète bohémienne, et ils furent également majoritaires à partir de 1884 dans les chambres de commerce et d'industrie de Prague, Plzeň, et České Budějovice. L'influence politique des Allemands ne cessa de régresser, mais aussi celle des Vieux-Tchèques conservateurs, qui durent s'effacer devant les Jeunes-Tchèques.

En Cisleithanie occidentale, le nationalisme extrémiste antidynastique, anticlérical et ouvertement antisémite de Georg von Schönerer attisait les conflits, et l'escalade reprit en Bohême aussi entre Allemands et Tchèques. Dans les années 1880, les points de vue se radicalisèrent dans le domaine idéologique comme dans celui de l'action politique. C'était là, entre autres, un effet de l'accomplissement des promesses faites par Taaffe aux Tchèques à l'automne 1879, en échange de leur retour au *Reichsrat* et de leur soutien à son ministère. L'ordonnance linguistique, dite ordonnance Taaffe-Stremayr, du 19 avril 1880, pour la Bohême et la Moravie, maintenait certes l'allemand comme langue de travail interne à l'administration, mais, pour les relations avec le public, elle autorisait l'usage de la langue maternelle des parties concernées, y compris dans les zones majoritairement allemandes. Des 216 circonscriptions judiciaires de Bohême, 77 n'avaient qu'une proportion négligeable de population tchèque, et le bilinguisme, exigé alors que de nombreux Allemands ne parlaient pas tchèque, aurait constitué une faveur supplémentaire accordée aux fonctionnaires tchèques qui occupaient déjà une proportion excessive de postes dans l'administration et la justice. Jusqu'en 1886, d'autres ordonnances du ministre de la Justice A. Pražák veillèrent à garantir le bilinguisme dans la fonction publique. Ces dispositions déclenchèrent une âpre guerre linguistique, car les politiciens allemands de Bohême dénoncèrent cette ignorance d'une zone germanophone homogène, où l'allemand avait toujours été la seule langue courante, comme une reconnaissance de l'idéologie nationale tchèque historicisante et se refusèrent à abandonner sans mot dire leurs bastions dans l'administration.

La presse qui s'était créée ou développée pendant l'ère libérale se faisait de plus en plus l'écho des controverses nationales. De nombreux quotidiens et revues n'eurent souvent qu'une existence éphémère ; les publications des Vieux-Tchèques, *Národ* (*Nation*, 1863-1866) et *Národní pokrok* (*Le Progrès national*, 1867-1868), ne

trouvèrent plus de lecteurs ou succombèrent à des interdictions répétées. Il fallut attendre le xx^e siècle pour que, avec *Hlas národa* (*La Voix du peuple*) de A. Bráf, le Parti national dispose d'un journal de quelque audience. Dans le camp tchèque, les organes politiques importants restèrent *Národní listy*, dont J. Grégr était rédacteur en chef, et qui, après 1882, eut un concurrent sérieux avec *Národní politika* (*La Politique Nationale*), journal national à grande diffusion. Le journal de langue allemande *Politik*, créé en 1862 par O. Zeithammer, servait sans ambiguïté la cause tchèque, tout comme l'hebdomadaire *Čas* (*Le Temps*), créé en 1886 par T.G. Masaryk, qui se transforma à partir de 1900 pour devenir le quotidien du petit Parti des réalistes, mais ne toucha qu'un nombre limité de lecteurs. *Právo lidu* (*Le Droit du peuple*), journal social-démocrate fondé en 1891, tenta lui aussi de devenir quotidien en 1897. Ses précurseurs, *Dělnické listy* (*Les Feuilles ouvrières*, créé en 1872) et *Budoucnost* (*L'Avenir*, créé en 1874), cessèrent rapidement de paraître. En Moravie, *Moravská orlice* (*L'Aigle morave*, créé en 1863) était plus proche des Vieux-Tchèques, alors que *Lidové noviny* (*Le Journal du peuple*, successeur de *Moravské listy*), dirigé par A. Stránský à Brno depuis 1892, suivait plutôt la ligne des Jeunes-Tchèques. La presse allemande était principalement représentée par *Bohemia*, publié à Prague à partir de 1827, et par le *Prager Tagblatt* (*Le Quotidien de Prague*), fondé en 1875 et représentant surtout les Juifs libéraux allemands. Le *Tagesbote aus Böhmen* (*Le Messenger de Bohême*, né en 1852) exprimait lui aussi le point de vue libéral. Le *Deutsche Volkszeitung* (*Le Journal allemand du peuple*) défendait les positions nationalistes allemandes depuis 1867, et le *Nordböhmisches Volksblatt* (*La Feuille populaire de Bohême du Nord*), du brillant chapelain Ambros Opitz, le point de vue catholique. À côté d'une presse régionale active, les journaux et les hebdomadaires viennois influençaient aussi l'opinion politique des pays bohémiens.

La rivalité germano-tchèque de ces décennies traversa aussi les arts. Des associations artistiques et théâtrales étaient apparues dans tout le pays et cherchaient à développer la conscience nationale en renforçant l'identité culturelle. *Umělecká beseda*, le « Club de l'art et de la sociabilité », créé en 1863 par le peintre tchèque Josef Mánes, eut un rayonnement impressionnant et devint un exemple pour les petites associations amicales qui, agissant dans un esprit patriotique, furent le cadre concret de la naissance d'une culture nationale. L'ouverture définitive du Théâtre national, le 18 novembre 1883, prit valeur de symbole. L'édifice, gravement endommagé par un incendie peu après son achèvement en août 1881, avait été reconstruit extrêmement rapidement grâce à des dons considérables.

La réponse vint avec la construction d'un *Neues Deutsches Theater*

(Nouveau Théâtre allemand) à l'initiative du *Deutscher Theater Verein* (Association du théâtre allemand), et qui fut inauguré dès 1888. Les travaux entrepris en 1872 sur la nef de la cathédrale Saint-Guy de Prague par les architectes J. Mocker et K. Hilbert et achevés en 1929 seulement, ou l'imposant Musée national construit entre 1885 et 1890 pour clore la place Saint-Venceslas témoignent de l'assurance et de l'engagement des Tchèques. La surenchère artistique se concentra sur la capitale, mais les grandes villes de province tinrent elles aussi à déployer ostensiblement leurs propres productions artistiques aux yeux des non-Tchèques. Ce développement de plus en plus divergent affecta la littérature, la peinture et la vie musicale, animée et influencée par Smetana et Antonín Dvořák, et empêcha la constitution d'une culture « utraquiste », transcendant les camps nationaux. Dans tous les domaines, pourtant, des talents innombrables s'épanouirent, pionniers de la peinture moderne avec Aleš, Švabinský, Mucha, Kubin ou Hölzel, de la création musicale avec Janáček, Fibich, Suk et Mahler, qui lui donnèrent une impulsion décisive au tournant du siècle, et de l'écriture, où l'on retrouve de grands noms de l'histoire de la littérature, issus souvent, un peu plus tard, des milieux juifs allemands (Kafka, Werfel, Brod, Kisch). Marie von Ebner-Eschenbach, Rainer Maria Rilke, Gustav Meyrink, Karl Kraus, Edmund Husserl et Sigmund Freud étaient originaires des régions germanophones de Bohême et de Moravie. Les milieux littéraires tchèques se retrouvaient, eux, autour de *Ruch* (Mouvement, almanach fondé en 1868 avec entre autres Š. Čech, Z. Winter, J. Herben), de la revue littéraire *Lumír* (de J. V. Sládek et J. Vrchlický), et des figures dominantes de Jan Neruda et Jana Mužáková.

Les institutions scientifiques et scolaires

La tentation séparatiste toucha particulièrement l'histoire, discipline alors très dynamique (Tomek, Goll, Pekař, Höfler, Schlesinger, Emler, Bretholz, Bachmann), aussi bien que les associations scientifiques. Entre autres concessions à l'entrée des Tchèques au gouvernement, le comte Taaffe avait autorisé la création, en 1879, d'une Société royale bohémienne des sciences, et, en 1890, d'une Académie tchèque des arts et des sciences (*Česká akademie věd a umění*) ; du coup, les Allemands créèrent en 1891 la Société pour l'avancement de la science, de l'art et de la culture allemands et, en 1904 à Reichenberg, une Société scientifique allemande. Le travail d'éducation populaire s'intensifia à partir de 1869 grâce au *Deutscher Verein zur Verbreitung gemeinnütziger Kenntnisse* (Association pour la propagation des connaissances d'intérêt général) à Prague et, après 1892, à la *Deutsche Gesellschaft für Altertumskunde* (Société allemande

pour l'Antiquité), étroitement liée à l'université ; toutes deux furent regroupées en 1911 dans le *Landesverband für deutsches Volksbildungswesen in Böhmen* (Société nationale pour l'éducation populaire allemande en Bohême), qui édita un mensuel de grande influence et de haute tenue, *Deutsche Arbeit (Le Travail allemand)*. De leur côté, en 1905, les Tchèques réunirent les aspirations à la formation des couches moyennes et ouvrières au sein de l'*Osvětový svaz* (Association pour l'éducation populaire).

Depuis 1866, les libéraux allemands étaient les premiers à réclamer le partage de l'université de Prague, mais la division, en 1882, de la *Carolo-Ferdinanda* en deux collèges universitaires distincts enseignant l'un en tchèque, l'autre en allemand, ne se fit pas sans difficulté et attisa l'antagonisme entre les deux nations. À partir du semestre d'hiver 1882-1883, il y eut, dans la section tchèque, une faculté de philosophie et une faculté de droit, à partir de 1883-1884 une faculté de médecine, et à partir de 1891-1892 une faculté de théologie. Le camp tchèque déplora cette division ; il n'avait en effet réclamé par la bouche de Rieger, le 17 novembre 1879, que l'« utraquisation », c'est-à-dire l'égalité absolue des langues d'enseignement et un nombre suffisant de professeurs tchèques. De son point de vue, l'afflux des étudiants tchèques aurait, à terme, suffi à transformer l'université tout entière en un établissement tchèque. À leurs débuts, les deux collèges attirèrent et formèrent des enseignants de grande qualité, et l'*Alma mater* pragoise parvint à une réputation exceptionnelle dans les sciences humaines, et particulièrement l'histoire, mais aussi dans les sciences naturelles et médicales. À partir de 1874, la Moravie réclama également pour son université, qui avait été reléguée de Brno à Olomouc, un nouvel établissement totalement bilingue, mais c'est en 1899 seulement que fut créée une université technique tchèque à côté de l'allemande, et que furent ainsi satisfaites les aspirations nationales et économiques. L'atmosphère tendue qui régnait à Prague au tournant du siècle incita toutefois les étudiants allemands à s'inscrire de plus en plus à Vienne ou Graz, ou encore à Berlin, Leipzig, Halle ou Breslau. Certains universitaires de renom prirent le même chemin, attirés par la réputation des universités. Dès avant la Première Guerre mondiale, les universités allemandes de Bohême connurent ainsi un exode des cerveaux qui ramena à moins de 2 000 le nombre de leurs étudiants et ne fut pas sans effet sur la vie intellectuelle allemande des pays bohémiens.

Les deux camps avaient reconnu la nécessité d'encourager l'innovation technique, d'améliorer la qualité et de rationaliser les processus de fabrication industrielle. Les académies d'agriculture jouissaient d'un prestige particulier, de même que le réseau dense des instituts de recherche et des écoles professionnelles qui existaient pour chacun

des secteurs économiques représentés en Bohême, et dont la création et le fonctionnement étaient en partie assurés par des donateurs privés. Les établissements d'enseignement supérieur s'appuyaient sur des enseignements primaires et secondaires relativement modernes et performants mis en place par la loi impériale sur l'enseignement (*Reichsvolksschulgesetz*) du 21 avril 1869. La réforme de la formation des enseignants et l'augmentation de leurs traitements avaient permis une élévation générale du niveau de l'enseignement. La régression de l'influence de l'Église et la centralisation rigoureuse de l'administration scolaire firent du système scolaire des pays bohémiens le premier des pays de la monarchie danubienne. La *Bürgerschule* créée dès 1848 était une école complémentaire de trois ans qui faisait suite à l'école élémentaire (*Volksschule*) de cinq ans. Elle permit la formation d'une catégorie relativement importante de techniciens et ouvrit également un débouché vers des emplois moyens ou supérieurs de la fonction publique et vers l'industrie. Après leur autorisation en 1866-1867, les lycées tchèques se multiplièrent rapidement, lycées techniques (*Realgymnasien*) adaptés aux besoins de l'industrie moderne ou institutions humanistes où l'enseignement se faisait en allemand ; la seconde langue d'enseignement était *relativ obligat*, mais les élèves allemands ne firent qu'un usage limité de cette possibilité, s'interdisant ainsi de faire carrière dans les hautes sphères de l'État. Un amendement du 2 mai 1883 à la *Reichsvolksschulgesetz* avait rendu à l'Église une certaine influence sur les enseignants, et les paysans avaient obtenu des allègements à l'obligation scolaire. La limitation du travail des enfants en 1885 avait provoqué un accroissement sensible du nombre des écoliers ; vers 1890, 95 % des enfants d'âge scolaire suivaient régulièrement un enseignement et le nombre des analphabètes était inférieur à 20 % dans toutes les classes d'âge.

Alors que la population bohémienne était composée de 37 % d'Allemands et de 63 % de Tchèques, en 1890 l'allemand était encore la langue d'enseignement de 44 % des élèves et le tchèque de 56 % seulement*. La méfiance et un sentiment de menace réciproque se développaient entre les communautés, et de nombreuses associations se consacraient à la défense des intérêts nationaux les plus divers au prix de sacrifices considérables de leurs membres. Le système scolaire destiné aux minorités se développa grâce à l'Association scolaire centrale (*Ústřední matice školská*), à l'Association scolaire pour la Silésie de Troppau (*Matice opavská*), créées en 1872 et 1880, pour les Tchèques, et à l'Association scolaire allemande (*Deutscher Schulverein*),

* En 1864, il avait dans les pays bohémiens 3 244 *Volksschulen* de langue tchèque (2 038 en Bohême, 1 156 en Moravie, 45 en Silésie et 5 en Basse-Autriche) ; ce nombre passa à 4 129 en 1884, puis à 5 439 en 1914 (3 359 en Bohême, 1 940 en Moravie, 140 en Silésie ; il y avait en Basse-Autriche 9 écoles multilingues). (*N.d.A.*)

fondée en 1880, pour les Allemands ; dans leur sillage naquirent une série d'organisations de combat, regroupées dans le *Česká národní rada* (Conseil national tchèque) et le *Bund der Deutschen* (Ligue des Allemands). L'industrialisation suscita un afflux de population rurale tchèque vers les villes mixtes, qui de ce fait se tchéquisèrent rapidement. La montée d'un antisémitisme racial et économique chez les Allemands conduisit la population juive, jusqu'alors plutôt proche des Allemands, à se tourner vers les Tchèques dont l'influence et le prestige se développaient. Les possibilités d'ascension sociale et économique favorisèrent même l'assimilation d'intellectuels allemands issus de milieux petits-bourgeois et paysans. Ce renversement fut particulièrement manifeste à Prague, où l'on comptait encore en 1847 plus de 66 000 Allemands pour à peine 37 000 Tchèques et 6 000 Juifs. Si on y ajoute les banlieues industrielles incorporées entre-temps à la capitale, il n'y avait plus, en 1880, que 38 591 habitants, dont deux cinquièmes de Juifs, pour se déclarer de langue allemande, alors que 213 122 se disaient de langue tchèque. En 1910, la ville avait plus de 442 000 habitants, dont 32 000 seulement se considéraient comme allemands.

La querelle linguistique

La tchéquisation encouragée par le gouvernement Taaffe suscita dans la population allemande un fort sentiment de fragilisation. Une sorte de paranoïa se fit jour, accentuée par les résultats des premières élections depuis la réforme électorale. En 1883, à la diète bohémienne, 167 députés tchèques dont 87 Vieux-Tchèques, 10 Jeunes-Tchèques et 70 de la curie des grands propriétaires fonciers, faisaient face à 75 parlementaires allemands seulement, dont 32 libéraux ou du Parti du progrès et 36 nationaux-allemands (*Deutschnational*) ; les six électeurs ès qualités et un élu indépendant votaient avec le camp allemand. N'ayant pu obtenir le redécoupage des circonscriptions selon des critères nationaux ni l'annulation des ordonnances linguistiques de Pražák, 74 députés allemands quittèrent la diète le 26 décembre 1886, après une déclaration de principe de leur porte-parole Franz Schmeykal, et recoururent à leur tour à la stérile politique du boycott. Arguant du fait qu'ils fournissaient 50 % des rentrées fiscales, les représentants des Allemands de Bohême envisagèrent alors sérieusement de réclamer la division des pays bohémiens selon une frontière linguistique, et la création d'institutions exécutives, judiciaires et délibératives distinctes, ou, du moins, un découpage des circonscriptions administratives selon des critères nationaux et linguistiques. Pour éviter que les régions linguistiques ne se transforment en zones administratives figées, ce qui freinerait l'expansion tchèque, le prince Georg Lobko-

wicz, *Landesmarschall*, s'efforça, avec l'appui des Vieux-Tchèques, de rouvrir des négociations en vue d'un nouveau compromis. Celles-ci échouèrent rapidement lorsque les Allemands de Bohême réclamèrent, avant toute chose, l'annulation des dispositions linguistiques jugées discriminatoires et la division du pays en circonscriptions définies selon des critères nationaux, alors que les Tchèques avaient fait preuve d'ouverture sur la question linguistique, sur la création d'écoles pour les minorités et sur la mise en place d'une curie particulière pour les Allemands à la diète.

Aux élections à la diète de 1889, 39 sièges allèrent pourtant déjà aux Jeunes-Tchèques, relativement plus intransigeants sur les questions nationales que les Vieux-Tchèques qui en obtinrent 58. La pression s'accrut alors sur Rieger et ses Vieux-Tchèques afin de parvenir à un accord. La victoire électorale des Jeunes-Tchèques s'expliquait en partie par le fait que, après avoir pendant longtemps rejeté l'idée d'un État national tchèque, ils adoptaient désormais totalement le point de vue de l'histoire et du droit et celui de l'indivisible individualité nationale des pays de la couronne bohémienne ; à partir de 1888, ils défendirent derrière Grégr l'idée que « l'autonomie maximale du pays » exigeait que la centrale de Vienne ne contrôle plus que les domaines « absolument nécessaires » au maintien de l'unité étatique de la monarchie Habsbourg. Les objectifs concrets des Jeunes-Tchèques étaient la fondation, dans le cadre d'une monarchie fédéraliste, d'un État tchèque ayant le tchèque pour langue nationale, le couronnement de François-Joseph comme roi de Bohême et la limitation de l'influence allemande. Ils réclamaient aussi l'élargissement des libertés individuelles, l'introduction du suffrage universel, l'égalité des confessions et l'amélioration du système éducatif. Les Vieux-Tchèques et la noblesse féodale étaient prêts à collaborer activement à un compromis considéré comme indispensable, une fois que l'accord se serait fait dans les domaines politique et linguistique. Taaffe craignait que l'obstruction des députés allemands à la diète de Prague n'affecte l'ensemble de la politique nationale cisleithanienne et il poussa donc à l'ouverture de négociations directes.

Les pourparlers commencèrent le 4 janvier 1890 ; seuls y participaient des représentants de la grande propriété foncière (Lobkowitz, F. Kinský, R. Clam-Martinić) et les députés vieux-tchèques conduits par Rieger, tandis que Ernst von Plener et Schmeykal dirigeaient la délégation allemande. Sous la présidence du Premier ministre et grâce à l'intérêt actif de l'empereur, ils aboutirent dès le 19 janvier à un accord en onze points. Il comportait des clauses culturelles et linguistiques, avec notamment l'instauration de sections distinctes au *Landeskulturrat* (Conseil national de la culture) et au *Landeschulrat* (Conseil national des écoles), la création d'écoles pour les minorités

chaque fois qu'existait un groupe de plus de 40 enfants de la communauté linguistique minoritaire, et la redéfinition de circonscriptions judiciaires selon des critères nationaux ; il prévoyait un nouveau règlement pour la diète et la division de l'assemblée plénière en deux sections nationales disposant d'un droit de veto. Il introduisait aussi une clause importante : le résultat des négociations devait être adopté à l'unanimité. Tandis que Plener parvenait à faire accepter le compromis aux Allemands de Bohême au cours d'un congrès exceptionnel du parti à Teplitz le 9 février, les négociateurs vieux-tchèques eurent à affronter les attaques sévères des Jeunes-Tchèques, rejoints par une partie des grands propriétaires fonciers réunis autour du prince Karl Schwarzenberg. Dans une agitation inouïe entretenue par la petite-bourgeoisie et les *Sokol*, Rieger fut désavoué et insulté publiquement pour cette « politique de ramassage de miettes » contraire aux traditions démocratiques du peuple tchèque. Les débats à la diète se prolongèrent du fait de l'opposition jeune-tchèque ; seules les lois sur le Conseil national de la culture et le Conseil national des écoles furent adoptées après amendement. Rieger ne parvenant pas à obtenir de Taaffe que le tchèque devienne la langue de travail de l'administration dans la partie tchèque du pays, il démissionna et, déçu, se retira de la vie politique. Les Vieux-Tchèques, affaiblis par cette querelle, n'obtinrent plus que 12 des 49 mandats tchèques au *Reichsrat* lors des élections de 1891. Les Jeunes-Tchèques, soutenus par les Réalistes Masaryk, J. Kaizl et K. Kramář, imposèrent bientôt leur ligne dans la politique bohémienne ou impériale. De ce fait, le 1^{er} avril 1892, les négociations furent déclarées rompues, le « déchirement » du pays représenté par le redécoupage des circonscriptions judiciaires ayant été jugé nuisible et inutile.

Les Jeunes-Tchèques ne purent savourer longtemps leur victoire ; après la défaite politique des Vieux-Tchèques, les ouvriers, les paysans et les milieux chrétiens-sociaux commencèrent à créer leurs propres partis politiques. Parmi les réalistes, absorbés en 1889 et qui s'étaient distingués par un travail politique concret, Tomáš Garrigue Masaryk, professeur de philosophie réputé, démissionna le 25 septembre 1893 de ses mandats au *Reichstag* et à la diète, en réaction aux violentes attaques dont il avait été l'objet pour avoir repris à son compte, dans sa revue *Atheneum*, le 13 février 1886, les doutes émis par son collègue J. Gebauer, bohémiste éminent, sur l'authenticité des manuscrits de Dvůr Králové et Zelená Hora, et s'être associé à la mise à jour des falsifications. Dénoncé comme un « nihiliste national » et soumis aux attaques personnelles de J. Grégr, avalisées de surcroît par le Club tchèque, Masaryk, politicien intègre et indépendant, et combattant solitaire, en tira les conséquences. En 1900, il fonda son propre parti, le Parti populaire tchèque (*Česká strana*

lidová), où il développa son programme, fondé sur le droit naturel et visant à l'autonomie nationale dans le cadre d'une Autriche démocratique et fédéraliste modernisée.

L'échec de la réconciliation, qui aurait sans doute donné un cours différent à l'évolution ultérieure de l'Empire Habsbourg, brisa le « Cercle de fer » de Taaffe et ébranla considérablement sa position. La politique étrangère suscita de vifs débats parmi les députés du Club tchèque, principal soutien de son ministère. Certains proposaient de substituer au *Zweibund*, conclu avec l'Empire allemand en 1879, un rapprochement avec l'alliance qui s'esquissait entre la Russie et la France. L'influent député jeune-tchèque J. Grégr put déclarer en décembre 1891 sans soulever de critique : « L'Autriche conclut les alliances les plus contre-nature avec l'ennemi héréditaire, se cramponne maladivement à l'Allemagne, met en jeu l'existence de l'État, par pure haine des Slaves et par fanatisme germanique. » Les Allemands de Bohême protestèrent unanimement contre ces manifestations de panslavisme, car ils considéraient que l'avenir d'un État national et le maintien de la suprématie allemande passaient par une alliance étroite avec l'Empire allemand. À Prague, des incidents violents entre nationalités naquirent de causes relativement anodines : affrontements entre étudiants de confréries allemandes et tchèques, incidents de rues dus à l'usage de l'allemand dans la vie publique, ou encore la décision du conseil municipal de Prague, le 11 novembre 1891, de supprimer les plaques des rues et les enseignes de magasins rédigées en allemand. De même, la visite de l'empereur à l'occasion de l'exposition nationale, organisée à Prague le 25 septembre 1891 sans participation allemande, ne contribua pas à apaiser les émotions ; trois socialistes tchèques et un socialiste allemand se livrèrent même à une tentative d'attentat pendant la suite de son voyage vers Reichenberg. Les modifications prévues dans les circonscriptions judiciaires de Trautenau, Beroun et Schlan furent le prétexte à autant de manifestations, tout comme la découverte de l'association secrète *Omladina* (Jeunesse) et le procès de ses dirigeants, convaincus d'avoir préparé des attentats à l'explosif. Le gouvernement rétablit l'état de siège à Prague lorsque les fêtes en l'honneur de saint Jean Népomucène en mai 1893 et de Hus en juin 1893 dégénérèrent en émeutes. La crise se prolongea pourtant, et quand Taaffe, pour élargir la base parlementaire de son ministère en y associant des politiciens libéraux, proposa une nouvelle réforme électorale et une importante réforme fiscale, il fut renversé par une coalition composée du club Hohenwart, de Polonais et des libéraux, en octobre 1893. Ainsi prit fin son gouvernement perfidement appelé « politique du train-train ».

C'était l'échec du projet d'un consensus minimal entre Tchèques et Allemands en Bohême qui aurait permis d'apaiser les tensions natio-

nales en respectant les principes fondamentaux de chacun. L'urgence et la nécessité d'un accord global entre Tchèques et Allemands étaient parfaitement perçues par les politiciens responsables, qui, comme T. G. Masaryk, étaient à la recherche de solutions non conventionnelles. Sa revendication « Égalité totale, je suis maître, tu es maître » avait marqué un premier pas vers une désescalade et un rapprochement des conceptions allemandes. En 1895, il conseilla : « Pratiquement, l'union avec les Allemands est réalisable sur la base de l'autonomie conçue comme une autoadministration élargie, où chaque peuple décide de son sort en politique intérieure. C'est ce qu'implique le concept de "spontanéité populaire" sur lequel nous nous appuyons. » Des transformations sociales et économiques profondes avaient ébranlé les fondements de la structure sociale et de la vie économique, et le conflit national se doublait d'un conflit social larvé mais de plus en plus pressant. Il n'était plus possible de différer encore le compromis si on voulait préserver la paix intérieure et la cohésion de la monarchie des Habsbourg.

L'INDUSTRIALISATION

Les conflits politiques aigus entre Tchèques et Allemands après 1848 étaient contemporains d'un dynamisme social et d'une vitalité économique impressionnants dans un contexte capitaliste où les pays bohémiens confirmèrent leur suprématie au sein de l'Empire Habsbourg et parvinrent à un degré de développement industriel comparable à celui du reste de l'Europe centrale. La croissance démographique avait été considérable entre 1851 et 1890, pratiquement 30 %, puisque la population était passée de 6,624 à 8,725 millions ; la Bohême comptait 5,843 millions d'habitants, la Moravie 2,277 millions et la Silésie autrichienne 606 000 habitants. La part des Allemands avait légèrement reculé en Bohême, passant à 37 %, tandis qu'à l'inverse elle était montée à 29 % en Moravie et à 48 % en Silésie. Malgré tout, la tendance générale fut à la baisse après 1880, une part sans cesse croissante de la population se déclarant de langue tchèque. Les Allemands étaient toutefois encore 2,95 millions, soit plus du tiers de la population totale. Les Juifs, dont les deux cinquièmes se déclaraient allemands, étaient environ 150 000, soit 1,7 % de la population ; 94 000 se trouvaient en Bohême, 44 000 en Moravie et 8 600 en Silésie autrichienne. Dans les zones agricoles tchèques de l'intérieur, la croissance démographique avait été particulièrement forte, et l'exode rural poussa de plus en plus les villageois vers les villes, et aussi, les frontières s'abaissant, vers les pays limitrophes. La

Basse-Autriche et Vienne accueillait les immigrants, facilement assimilés, du sud de la Bohême et de la Moravie, et un flux sans cesse croissant d'émigrants partait chercher fortune en Amérique du Nord.

Le secteur agricole

Vers 1850, les pays bohémiens étaient essentiellement agricoles ; après 1869, plus de la moitié des actifs travaillaient encore dans le secteur agricole et forestier, 30 % des habitants étaient employés dans l'industrie et l'artisanat, 3 % dans le commerce et le secteur bancaire et les transports. Environ 15 % exerçaient une profession libérale ou étaient employés dans le service public. Tandis qu'en Bohême moins du quart de la population résidait dans les villes, cette part atteignait 36,6 % en Moravie et en Silésie. Prague et ses banlieues industrielles, Brno, majoritairement allemande, Plzeň, Reichenberg, České Budějovice et de plus en plus le bassin d'Ostrava-Karviná, avec ses mines de charbon et sa sidérurgie prospère, connurent une croissance démographique rapide. La plupart des villes moyennes, aux taux de croissance moins élevés, se trouvaient plutôt dans les zones de peuplement allemand. Les 7,76 millions d'hectares consacrés à l'agriculture étaient pour moitié voués à la culture, principalement du seigle, de l'avoine, de la pomme de terre et de la betterave sucrière ; la forêt couvrait près de 30 % du pays. Les grandes propriétés foncières représentaient 0,16 % des exploitations, mais encore 34 % du sol. Une classe moyenne paysanne prospère, qui exploitait les 12 % de fermes de 6 à 14 ha et les 11 % d'exploitations de 15 à 28 ha, côtoyait une paysannerie de petits propriétaires de moins de 6 ha qui n'exploitaient que 8,15 % des surfaces cultivées.

Ces structures et la conjoncture agraire favorable, qui se maintint jusqu'au milieu des années 1870, à peine affectée par la politique fiscale pourtant peu favorable aux intérêts agraires des gouvernements autrichiens après 1861, consolidèrent la propriété de la prospère paysannerie moyenne tchèque. Un système exemplaire de coopératives et de caisses de prévoyance (*záložny*) se développa sur une base nationale, et favorisa ensuite l'apparition progressive d'un capital bancaire et industriel tchèque. La bourgeoisie tchèque et l'intelligentsia bourgeoise participaient activement à la détermination des orientations du mouvement national tchèque. Les artisans et petits paysans, industriels et désormais bien formés, gravirent rapidement les échelons de la hiérarchie sociale et professionnelle, grâce à leur ambition et à leur travail, et aussi grâce aux matières premières fournies par les coopératives, à une organisation plus rationnelle des marchés et à un accès plus facile au crédit. Un des instigateurs en fut le médecin Cyril Kämpelík, qui laissa son nom aux coopératives de crédit ; les associations

de consommateurs et les coopératives de construction résultèrent d'une initiative du Dr F. L. Chleborád. 1869 vit la naissance de la *Živnostenská banka pro Čechy a Moravu v Praze* (Banque industrielle pragoise pour la Bohême et la Moravie), organisme central des 180 caisses de crédit, doté d'un capital de départ d'un million de couronnes ; elle joua rapidement le rôle d'une banque de commerce et devint la grande banque du peuple tchèque, qui fournit leur capital de départ à de nombreuses entreprises industrielles. À peu près au même moment naquirent, en 1864, la *Kreditbank* du royaume de Bohême et la *Landeskulturbank* de Moravie, en 1868, l'Office de crédit de Hradec Králové (*Založní úvěrní ústav*) et la Banque de crédit de Kolín (*Kolínska úvěrní banka*) et, en 1870, la *Kreditbank* de Prague. Le krach boursier de Vienne, le 9 mai 1873, compromit également le développement industriel bohémien : la *Živnostenská banka* elle-même dut réduire son capital de 10 à 6 millions de couronnes ; quelques banques aux arrières mal assurés firent faillite de même qu'en 1884 le prestigieux *Böhmische Bodenkreditanstalt*. Toutefois, l'essor économique soutenu par les banques se poursuivit. L'importance de Prague comme centre économique de la Bohême fut consacrée en 1871 par la création d'une bourse des valeurs et d'une bourse du commerce. Au début des années 1890, l'entrée en activité de la banque centrale du royaume de Bohême (*Zemská banka Království českého*) donna le signal d'une série de fusions ou de créations de banques qui devinrent les piliers du marché monétaire et occupèrent des positions importantes dans le développement ultérieur de l'industrie et du réseau des transports. La vie économique bénéficia également de la création, en 1868, de chambres de commerce et d'industrie ; celles de Prague et de Plzeň étaient organisées sur une base « utraquiste », c'est-à-dire bilingue, tandis que celles d'Eger et Reichenberg (avec une succursale tchécophone à Hradec Králové) avaient pour langue de travail l'allemand, et celle de České Budějovice le tchèque. La Moravie en comptait deux à Brno et Olomouc, et la Silésie une à Troppau.

L'accélération de l'industrialisation

Les investissements tchèques se portèrent tout d'abord sur la prospère industrie agro-alimentaire avec ses grands moulins, ses sucreries, ses brasseries et ses distilleries, ensuite ses conserveries de charcuterie et de viande, puis sur l'industrie mécanique, les machines agricoles et l'équipement de l'industrie agro-alimentaire. Dans l'industrie textile et la fabrication de machines textiles, la part des Tchèques se développa au détriment de la prédominance allemande. Malgré diverses tentatives, le capital tchèque ne parvint pas à s'implanter dans

l'industrie lourde contrôlée par le grand capital viennois et les consortiums internationaux. La seule exception fut celle des usines Škoda à Plzeň ; à partir de 1869, Emil Škoda fit de l'ancienne usine de mécanique Waldstein la plus grande usine d'armement de la double monarchie. Le capital tchèque était prépondérant dans l'industrie graphique, le travail du cuir et de la chaussure, la céramique et les tuileries, et il s'accrut aussi dans l'industrie chimique. Dans les deux nationalités, les petites et moyennes entreprises étaient majoritaires en dépit de la présence de quelques grandes entreprises.

Le grand capital viennois, avec ses ramifications internationales, souvent représenté par des financiers juifs allemands (Rothschild, Gutmann), contrôlait les mines de houille et les industries du fer et de l'acier, et des pans entiers de l'industrie mécanique. La situation favorable des matières premières et des transports et l'introduction des méthodes de production les plus modernes favorisèrent un essor étonnant du jeune bassin d'Ostrava-Karviná, possible seulement grâce à l'afflux de la main-d'œuvre tchèque, tout comme l'intensification de l'extraction du lignite dans les bassins de Dux, Most et Teplitz. Longtemps soumis à des discriminations sociales et politiques, les ouvriers tchèques commencèrent alors à exister en tant que groupe national. L'industrie textile était parvenue à un niveau technique élevé ; elle écoulait l'essentiel de sa production vers la Transleithanie et les Balkans, mais elle se ressentait fortement de la concurrence de l'Empire allemand et traversait un lent processus de concentration et d'érosion. Les principaux centres de production restaient malgré tout localisés autour de Brno, dans les régions germanophones de Moravie du Nord et de Silésie, et tout au long des zones montagneuses de Bohême du Nord. Tout comme dans l'industrie textile, les petites et moyennes entreprises restaient la règle dans l'industrie chimique, la verrerie et la porcelaine ainsi que dans la rentable bijouterie. Les rivalités nationales pesaient de plus en plus sur la concurrence économique, qui s'intensifia ainsi en 1882 lorsque la population tchèque de Prague boycotta les commerçants, industriels et artisans allemands. Le poids du capital juif et le succès de quelques entrepreneurs juifs firent naître dans les deux camps un antisémitisme d'origine économique. Le développement économique fut également porté par celui du réseau ferré dans l'espace bohémo-morave, financé essentiellement par des sociétés privées, et les lignes secondaires permirent le désenclavement des bassins économiques périphériques ; jusqu'en 1897, 17 143 km de voies furent posées en Cisleithanie, dont 5 228 km en Bohême et 1 769 km en Moravie.

Si l'industrialisation galopante des territoires de peuplement allemand commençait à s'essouffler au début des années 1870, ce phénomène ne se produisit qu'à la fin des années 1870 dans l'intérieur

de la Bohême, en raison de la croissance démographique et des crises agricoles. L'effondrement des prix et les difficultés de vente du sucre et des céréales déclenchèrent un mouvement de rationalisation et de spécialisation qui mit au chômage de nombreux travailleurs agricoles et les contraignit à chercher ailleurs leur gagne-pain. Dans le même temps, de nombreux artisans fermèrent leurs ateliers et se dirigèrent vers l'industrie, car leurs produits ne pouvaient plus soutenir la concurrence de la production de masse industrielle à bon marché. L'excédent de main-d'œuvre et la prolétarianisation approfondirent la misère de la classe ouvrière naissante. Les ouvriers bohémiens-allemands émigrèrent en grand nombre vers les régions industrielles de la Saxe, où les conditions de travail étaient meilleures et les mesures de protection exemplaires, et les travailleurs tchèques prirent leur place, extrêmement mal payés et soumis à des conditions de vie et de logement effroyables. Vivant dans les quasi-ghettos des premières cités ouvrières et subissant une forte discrimination sociale, ils ne purent s'assimiler, et l'émigration massive vers les vieilles régions industrielles germanophones amena le développement du bilinguisme et l'intégration croissante des îlots allemands. Les créations d'usines se multiplièrent dans les territoires tchèques du centre du pays. La diffusion des techniques et la meilleure qualification de la main-d'œuvre permirent de relâcher la pression sur les salaires au début des années 1890 et les conditions de vie s'améliorèrent lentement. La loi sur l'industrie de 1885 et le début de la législation ouvrière contribuèrent à cette progression régulière du niveau de vie, qui amena à son tour une reprise de la natalité. La même évolution se produisit du côté allemand, renforçant d'autant les barrières linguistiques.

L'apparition de divisions nationales dans la classe ouvrière

Les contemporains eux-mêmes reconnaissaient le bien-fondé des plaintes suscitées par l'exploitation physique et matérielle et l'infériorisation politique d'une classe ouvrière en plein développement. Les ouvriers qui tentèrent de s'organiser et d'améliorer leur situation sociale se heurtèrent longtemps à la répression administrative et militaire, et les premières grandes grèves qui mobilisèrent par exemple 20 000 mineurs en 1879 dans le nord et l'ouest de la Bohême et 10 000 ouvriers du textile en 1884 dans la région de Děčín restèrent sans succès. Au départ, la coopération ouvrière ignore les barrières nationales, mais dans les années 1870, la concurrence pour les emplois s'enrichit d'une composante nationale, les Jeunes-Tchèques du Parti libéral cherchant à conquérir les suffrages des ouvriers tchèques. Par contre, jusqu'à son autonomisation en 1911, le Parti ouvrier social-démocrate tchèque, fondé en 1878 à Prague-Břevnov, se concevait

comme la section autonome du parti autrichien d'orientation internationaliste, et son programme évolua en référence étroite au parti frère de l'Allemagne impériale. L'appartenance à l'Internationale socialiste donna aux sociaux-démocrates tchèques la conscience de leur droit à être représentés de façon autonome vis-à-vis de l'extérieur. Ils construisirent peu à peu un réseau d'organisations locales auxquelles s'ajoutèrent des organisations féminines et de jeunesse, des associations ouvrières de gymnastique et les premières entreprises coopératives, qui furent ensuite intégrées aux puissantes coopératives déjà existantes. La répression politique et la crise économique suscitérent cependant des luttes de tendances. Une minorité rejoignit le courant anarcho-radical de J. J. Most, tandis que la majorité choisissait la voie réformiste pour parvenir à ses fins : suffrage universel égalitaire, égalité des droits politiques et sociaux pour les ouvriers, amélioration de la législation ouvrière, liberté de coalition et liberté de la presse, solidarité internationale du prolétariat, et, à long terme, suppression de la propriété privée des moyens de production. Lorsque Victor Adler parvint à rassembler les fractions du parti, les Tchèques adoptèrent eux aussi les principes de la déclaration de Hainfeld de 1888-1889, même si leur désir d'être soutenus dans leurs revendications d'autonomie et d'autogestion pour les pays bohémiens devenait de plus en plus évident. Les idées nationalistes pénétraient de plus en plus dans les milieux petits-bourgeois et jusque dans les catégories inférieures de la société ; elles furent pour les idées social-démocrates des concurrentes sévères, les obligeant à prendre leurs distances vis-à-vis de leur maison mère autrichienne dans les années 1890 et à envisager l'auto-nomisation de leur organisation.

En 1890, les pays bohémiens ne représentaient que 36 % de la population de Cisleithanie, mais plus de la moitié des ouvriers autrichiens. La population agricole était tombée à 46,8 %, et 34,8 % des actifs étaient employés dans le secteur industriel. Près de 70 % de la population résidait dans des communes de moins de 2 000 habitants et 10 % à peine dans des villes de plus de 10 000 habitants, ce qui ne facilita pas la radicalisation politique ni la pénétration de l'idée de lutte des classes. En dehors de Prague, Brno, Ostrava et Plzeň, l'industrialisation concernait des villages ouvriers ou les petites villes où la majorité des ouvriers résidaient toujours. L'immigration, entre 1880 et 1900, de 500 000 Tchèques dans les villes et bourgs autrefois majoritairement allemands suscita chez les ouvriers et les petits bourgeois allemands une crainte croissante qui éveilla chez eux le besoin de préserver un patrimoine national. Le fossé se creusant, toute assimilation devint impossible et la propagande nationaliste, influencée par le darwinisme, s'empara de plus en plus de l'ensemble de la population des deux camps. À la différence de ce qui se produisit en d'autres

régions plurinationales, l'industrialisation et la modernisation ne rapprochèrent pas les deux nations. Les Allemands se sentaient de plus en plus menacés par cette industrialisation destructrice des anciens modes de vie et des anciennes formes économiques. La montée des ouvriers et des entrepreneurs tchèques, désormais concurrents pour les revenus et rivaux pour l'accès aux droits politiques, leur faisait perdre leur suprématie dans la vie publique. La révolution économique et sociale prit par contre pour la majorité des Tchèques un caractère essentiellement positif. Les succès économiques confortèrent la conscience nationale. Face à l'évidente paralysie politique de l'Empire Habsbourg, le rêve d'un État autonome ne semblait plus une utopie.

On peut considérer que le tournant décisif de l'évolution nationale tchèque n'a pas eu lieu en 1918, mais dans le dernier quart du XIX^e siècle. Des nations européennes sans État, la nation tchèque avait atteint le niveau social, économique et culturel le plus élevé et, depuis 1848, elle était parvenue à prendre pied avec succès dans l'administration de l'État, y compris à des positions clés des services centraux viennois. L'existence d'un groupement impérial autrichien incluant les pays bohémiens, avec leurs matières premières et leurs marchés essentiels à une industrie développée, ne fut d'abord remise en question que par de petits groupes radicaux. Le maintien d'une monarchie globale (*Gesamtmonarchie*) exigeait une réorganisation rapide et profonde de l'Autriche où peuples et nationalités coexisteraient avec les mêmes droits. Tout nouveau retard dans l'octroi de l'égalité politique aux Tchèques, toute nouvelle négation de leurs principes nationaux ne pouvait, face à l'affirmation de leur identité, que nuire à l'idée nationale autrichienne. Exclue du processus de décision, y compris pour les questions concernant leur pays, blessés dans leur orgueil national par les interventions des autorités centrales viennoises pour les affaires les plus anodines, pris dans un conflit de plus en plus exacerbé et intolérant avec les Allemands, mécontents de l'évidente absence de ligne directrice et d'imagination des gouvernements autrichiens, les Tchèques furent inéluctablement conduits à réfléchir par eux-mêmes à leur avenir politique et à développer systématiquement en ce sens les institutions économiques, socio-politiques et culturelles déjà en place.

CHAPITRE XII

L'effondrement de la monarchie habsbourgeoise et la fondation de la République tchécoslovaque (1893-1918)

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Dans les années 1890, le déclin du parti national vieux-tchèque qui suivit l'échec des propositions de Taaffe fut à l'origine d'une différenciation plus nette des forces politiques et de l'apparition de partis modernes. Tandis qu'à la diète bohémienne et au *Reichsrat* viennois le parti national libéral jeune-tchèque donnait le ton, de nouvelles organisations émergèrent, qui ne se distinguaient pas par des positions nationales originales mais se présentaient comme les émanations de groupes sociaux, philosophiques ou religieux et les défenseurs d'une clientèle électorale. Le Parti chrétien social (*Křest'ansko-sociální strana*) fut créé le 9 septembre 1894 à Litoměřice sur le modèle du regroupement des chrétiens réformistes et des cléricaux conservateurs opéré par le Dr Karl Lueger en Autriche. Se référant à l'encyclique de Léon XIII *Rerum novarum* (1891), il réclamait le maintien des traditions chrétiennes et catholiques dans la vie publique et l'enseignement, et cherchait à attirer les ouvriers favorables à l'Église. Le 20 mai 1896, un parti équivalent vit le jour en Moravie : le Parti catholique national (*Katolická národní strana*), dirigé par M. Hruban. Il reprit le programme conservateur et légitimiste des Vieux-Tchèques et s'opposa au Parti social-chrétien réformiste (*Sociálně-reformní křest'ansko-sociální strana*), créé le 4 septembre 1899 par J. Srámek et partisan du christianisme social. En 1912, à force de créations et de scissions, la Bohême comptait cinq partis chrétiens-sociaux et la Moravie deux, chacun ayant ses organisations et sa presse ; cette dispersion limita leur efficacité, même si, comme en Moravie, leur implantation se renforça dans les régions les plus pauvres. Ils furent

soutenus par les paysans catholiques, la bourgeoisie conservatrice, le clergé et quelques gros propriétaires fonciers, qui, jusqu'à la Première Guerre mondiale, suivirent une ligne pro-autrichienne en riposte à la large tradition anticléricale et pro-hussite.

Pratiquement exclus de la vie politique par le vote censitaire et réduits de plus en plus à la misère par la chute des prix agricoles à partir du début des années 1870, les paysans s'étaient organisés dans l'Association paysanne du royaume de Bohême (*Selské jednoty pro Království České*), dirigée par le Jeune-Tchèque A. Št'astný. Cet apport de voix avait garanti les succès électoraux des Jeunes-Tchèques, mais leur Parti national-libéral défendit surtout les intérêts bourgeois et urbains. Déçus, certains militants paysans tels que S. Kubr, fondateur en 1896 d'une des grandes associations de paysans tchèques regroupant les différentes composantes politiques, quittèrent les Jeunes-Tchèques et donnèrent le coup d'envoi, le 6 janvier 1899, du Parti agrarien tchèque (*Česká strana agrární*). Le premier programme de 1903, aux accents antisocialistes et antiaristocratiques, défendait surtout les intérêts des paysans aisés des régions céréalières et betteravières. Toutefois, après sa fusion avec le parti agrarien tchèque de Moravie et de Silésie en 1905, pour former le parti agrarien tchécoslovaque (*Čekoslovanská strana agrární*), sous l'influence croissante de A. Švehla, les intérêts nationaux et les besoins des petits paysans passèrent plus nettement au premier plan. La réorganisation du parti, la publication du quotidien *Venkov* (*La Campagne*), la participation aux coopératives, aux institutions de crédit, aux caisses d'épargne et à des groupes d'intérêts assurèrent rapidement au parti agrarien une base populaire très large. Dès la première élection à la diète provinciale, à laquelle il se présenta en 1901, il remporta 44 % des voix tchèques et 21 sièges ; aux élections au *Reichsrat* de 1907, il en obtint 28, et 38 en 1911. Les agrariens acquirent dès ce moment un poids politique respectable dans le camp tchèque, même si leur influence n'atteignit son apogée que sous la République tchèque, après la fin de la Première Guerre mondiale.

Dans la seconde moitié des années 1890, constatant avec amertume que l'agitation nationaliste des autres partis portait ses fruits jusque dans la classe ouvrière, la social-démocratie tchèque se démarqua davantage du grand frère autrichien et demanda au congrès de České Budějovice la fédéralisation de l'organisation commune. Le parti viennois accepta cette demande au cours de la conférence générale autrichienne qui se tint à Prague du 5 au 11 avril 1896 ; la déclaration d'autonomie des sections italienne et polonaise y fut de même acceptée. Le programme relatif aux nationalités adopté au congrès de Brno en 1899 répondait largement aux souhaits des militants non allemands. Les sociaux-démocrates tchèques rejetaient le droit d'État bohémien

et exigeaient pour chaque nation l'autonomie et l'institution de zones administratives propres. Sous l'influence des Jeunes-Tchèques et reprochant à la social-démocratie d'avoir trahi les principes nationaux, les ouvriers et les artisans tchèques réclamèrent à partir de 1897 un « socialisme slave » fortement empreint d'antisémitisme et d'antigermanisme ; ainsi naquit, entre le 9 et le 11 avril 1898 à Prague, le Parti socialiste national en Bohême, Moravie, Silésie et Basse et Haute-Autriche (*Národně sociální strana v Čechách, na Moravě, ve Slezsku a v Dolních a Horních Rakousích*), qui réclamait, outre des améliorations sociales et politiques qui constituaient des points essentiels de son programme, la formation d'un État tchèque souverain sur la base de l'unité historique des pays bohémiens. Par cette attention accordée aux idées nationalistes, son porte-parole V. Klobáček s'attacha le soutien de la petite bourgeoisie et des ouvriers déjà sensibilisés au combat national dans les régions où cohabitaient les deux nationalités. De ce fait, aux élections au *Reichsrat* de 1901, les socialistes-nationaux ne rassemblèrent certes que 1,2 % des voix et 5 sièges, mais leurs 4,2 % de voix ne donnèrent que 2 sièges aux sociaux-démocrates. Cette rivalité s'exprima dans de violentes campagnes de presse, opposant le quotidien social-démocrate *Právo lidu* (*Le Droit du peuple*), qui paraissait depuis le 1^{er} octobre 1897, et la presse des socialistes-nationaux : l'hebdomadaire *Česká Demokracie* (*La Démocratie tchèque*) et le quotidien *České slovo* (*La Parole tchèque*) lancé en 1907. Le Parti socialiste-national chercha à faire oublier son abandon des questions sociales en organisant des manifestations nationalistes de masse et passa des alliances électorales avec le Parti radical du droit d'État en 1907 et avec les Jeunes-Tchèques et les Vieux-Tchèques en 1911, mais sa politique d'obstruction fut de plus en plus mal acceptée par l'opinion. Il lui fallut attendre la Première Guerre mondiale pour connaître un regain de popularité grâce à son combat intransigeant pour un État autonome et à son antimilitarisme radical, en prenant la tête du mouvement national tchèque et en défendant les revendications socialistes.

Soucieux de conserver leur influence auprès de la population ouvrière, les sociaux-démocrates exploitèrent systématiquement les enjeux nationaux et adoptèrent en 1902 un programme autonomiste détaillé. Leur engagement résolu pour le suffrage universel leur valut 24 sièges au *Reichsrat* de 1907. Alors même que le 9^e congrès de 1909 avait adopté ses thèses, l'aile austro-marxiste de B. Šmeral se trouva refoulée au second plan par les partisans d'un État autonome regroupés autour de F. Modráček. La rupture avec le parti autrichien fut scellée au congrès de Brno les 13 et 14 mai 1911 et conduisit *de facto* à la sortie de la social-démocratie tchèque de la Deuxième Internationale socialiste. Elle se joignit désormais sans retenue à l'agitation

nationaliste des partis bourgeois, avec lesquels elle collabora à Vienne au sein du Club tchèque. Cette scission du Parti ouvrier social-démocrate centraliste tchèque et l'éloignement des pro-autrichiens de la direction du parti au 11^e congrès de 1913 entraînent aussi, sous l'influence de E. Bernstein, la révision du programme marxiste et l'engagement ouvert du parti en faveur de la création d'un État national tchèque et slovaque dans la dernière phase de la Première Guerre mondiale.

En dépit d'un soutien électoral modeste, le Parti populaire tchèque (*Česká strana lidová*), créé les 31 mars et 1^{er} avril 1900 par T.G. Masaryk, J. Gruber, F. Drtina et d'autres, et devenu en 1906 le Parti du progrès (*Česká strana pokroková*), était une véritable force politique. Après une brève période de collaboration, les réalistes venus du Parti national s'étaient à nouveau séparés des Jeunes-Tchèques au début des années 1890, estimant irréaliste la restauration, au nom de l'histoire, de l'autonomie des pays de la couronne bohémienne. Leur conception de l'autonomie nationale se fonda sur le droit naturel et se limita à une Cisleithanie modernisée, fédérale et démocratique. Réformistes sociaux éclairés, les réalistes réclamaient l'égalité entre les sexes, des réformes sociales radicales, la séparation de l'Église et de l'État, le développement d'administrations autonomes sans discrimination nationale, et une transformation radicale de l'enseignement et de la culture ; à leurs yeux, l'impulsion venue du champ culturel devait précisément donner aux Tchèques le moyen de s'administrer dans le cadre d'une fédération d'États autrichiens. Les réalistes connurent des fluctuations importantes en raison de scissions et de l'adhésion parfois éphémère de nombreuses personnalités mécontentes des mots d'ordre des autres partis ou déçues du provincialisme et du retard social et culturel. Leur parti n'envoya que deux députés au *Reichsrat* en 1907, et même un seul en 1911, dont à chaque fois Masaryk, qui en fut l'un des parlementaires les plus remarquables ; son influence dépassait largement son poids numérique grâce à une presse en plein essor qui lui permit d'intervenir abondamment dans la vie publique, la littérature, l'art et les sciences.

Suivant l'exemple des campagnes et des ouvriers, les artisans et les commerçants, qui s'étaient jusqu'alors répartis entre les différents partis et leurs organisations spécialisées, créèrent à leur tour leur propre représentation. Toutefois, les partis d'artisans et de commerçants créés en 1906 par F. Horák et M. Trčka en Bohême, et en 1907 par R. Mlčoch, n'eurent aucune importance véritable avant 1918. Le Parti national libéral des Jeunes-Tchèques s'efforça en effet de capter cet électorat en insistant davantage sur les besoins des classes moyennes urbaines. Il inscrivit à son programme revendicatif le suffrage universel, les droits civils et l'égalité de toutes les confessions, la présence

des Tchèques dans tous les secteurs de l'administration à proportion de leur importance dans la population, et aussi dans l'armée et dans la détermination de la politique extérieure, enfin la réforme de l'enseignement primaire, technique et supérieur ; il réclama aussi une répartition plus juste des charges fiscales et l'élévation du niveau de vie de toutes les catégories sociales, entre autres par l'extension du secteur coopératif et du crédit et par le soutien de l'industrie. En 1901, K. Kramář et V. Škarda étaient parvenus à la tête du parti, qui réclamait alors la reconnaissance du droit historique d'État de la Bohême et la réunion des pays de la couronne bohémienne. Ce parti de la bourgeoisie nationaliste aisée, du grand négoce, des banques et de l'industrie subit pourtant des pertes sévères après l'introduction du suffrage universel : aux élections au *Reichsrat* de 1907 et 1911, il n'obtint plus que 18 puis 14 sièges ; aux élections à la diète bohémienne de 1908, régies par le suffrage censitaire, il n'en eut plus que 38. La rapide ascension d'hommes neufs tels que A. Rašín et Z. Tobolka, et l'étroite collaboration avec des formations progressistes ne purent freiner sa lente érosion ; en 1918, les Jeunes-Tchèques se résignèrent à fusionner avec une aile du Parti du progrès et avec le Parti radical d'État pour la démocratie nationale tchécoslovaque.

Le gendre de Rieger, A. Bráf, en 1906, puis, au cours de la Première Guerre mondiale, K. Matuš, cherchèrent en vain à relancer le Parti national vieux-tchèque, qui se rapprocha à nouveau des Jeunes-Tchèques et bénéficia des listes communes présentées aux élections. Leur presse, l'organe du parti *Hlas národa* (*La Voix de la nation*), au lectorat important, et l'hebdomadaire de renom *Národní politika*, était la seule à défendre encore l'idée d'une fédéralisation de l'Autriche comme garante d'une large autonomie des pays bohémiens. Le but qu'ils avaient poursuivi pendant la guerre mondiale, la réunification administrative des pays de la couronne bohémienne, ne souleva guère l'enthousiasme populaire, et finalement ce qui subsistait encore des Vieux-Tchèques fut absorbé à son tour par le Parti national-démocrate tchèque. Le 16 septembre 1899, les partis tchèques et la presse de la bourgeoisie avaient constitué un Conseil national tchèque (*Národní rada česká*), animé par le Jeune-Tchèque K. Podlipný, pour coordonner leur action. La section extérieure, dirigée par J. Herold, puis par K. Kramář, développa des contacts avec la France et la Russie pour obtenir un soutien moral et politique aux revendications nationales. Kramář, qui s'était rendu pour la première fois en Russie en 1890 et avait épousé une Russe en 1900, avait clairement joué la carte russe et panslave, ce qui lui valut, après la Révolution de 1905, d'être courtisé par le Premier ministre Stolypine et le ministre des Affaires étrangères A.P. Izvol'ski comme le futur leader de l'unification des Tchèques. Le premier congrès slave, organisé par Kramář à Prague du

12 au 17 juillet 1908, à l'occasion du soixantième anniversaire du premier rassemblement slave, se transforma en une impressionnante démonstration de puissance du « néo-slavisme ». La francophilie, vivace depuis si longtemps, connut de même un nouvel élan. De nombreux jeunes Tchèques pleins d'avenir saisirent l'occasion d'étudier dans les universités françaises ; aucune fête à caractère un tant soit peu national, fête musicale ou fête des *Sokol*, jubilé ou célébration de Palacký, ne se déroulait sans représentants français. Dans la presse britannique, H. Wickham Steed et R. W. Seton-Watson étaient les principaux journalistes à rendre compte du combat des nationalités en Bohême et des revendications nationales des Tchèques.

Les organisations politiques allemandes

Dans l'ensemble, les Allemands des pays bohémiens, les *Deutschböhmen*, étaient représentés par les partis autrichiens. Aussi bien dans le Parti chrétien-social (*Christlichsoziale Partei*), le Parti ouvrier social-démocrate (*Sozialdemokratische Arbeiterpartei*), le Parti de la Constitution (*Verfassungspartei*) que chez les nationaux allemands, les *Deutschnationalen*, ils étaient représentés par des sections importantes qui leur permettaient de peser sur les conflits nationaux et sur le comportement de vote des partis auxquels elles étaient liées. La Gauche allemande unie (*Vereinigte Deutsche Linke*), issue en 1888 du Parti de la Constitution fondé en 1861, éclata au milieu des années 1890 sous l'effet de l'amplification des conflits de nationalités, et les députés allemands de Bohême durent créer un nouveau parti, qui se constitua le 18 octobre 1896 à Prague ; ce fut le Parti allemand du progrès (*Deutsche Fortschrittspartei*) qui adopta le programme de G. Marchet, où la défense du patrimoine national occupait la première place. La lutte contre les ordonnances linguistiques rapprocha les partis allemands, mais le Parti du progrès y perdit une partie de ses électeurs, ce qui l'entraîna de plus en plus vers le camp nationaliste allemand. Leurs pertes sévères aux élections au *Reichsrat* de 1907 les amenèrent à fonder l'Association nationale allemande (*Deutschnationalverband*), association libérale à laquelle le Parti du progrès participa de plus en plus après sa fusion avec le Parti du peuple allemand (*Deutsche Volkspartei*).

Alors que les pangermanistes de Georg von Schönerer rencontraient peu d'écho chez les Allemands de Bohême et de Moravie, le *Deutsche Volkspartei*, créé le 7 juin 1896, connut un grand développement ; il se référait au programme de Linz de 1882 et défendait une ligne réaliste, tenant compte des intérêts vitaux des Allemands et réclamant la poursuite d'une évolution positive de la monarchie Habsbourg. Le Parti radical allemand (*Deutschradikale Partei*), fondé en 1901 par

K.H. Wolf, cherchait, lui, plutôt à mobiliser la population sur une ligne nationale, y associant un antisémitisme militant et revendiquant avec intolérance la réduction de l'influence tchèque. Le Parti ouvrier allemand (*Deutsche Arbeiterpartei*), d'orientation nationaliste, fondé en 1903-1904 à Trautenau, resta une organisation limitée à la Bohême ; Le Parti agrarien allemand (*Deutsche Agrarpartei*), né en 1905, recrutait de même surtout en Bohême, où il défendait, outre les intérêts économiques de ses adhérents paysans, la cause de leur patrimoine national. Ces organisations du camp nationaliste allemand se regroupèrent dans le *Deutscher Nationalverband*, constitué le 26 février 1910, et qui se révéla la première force politique de la Chambre des députés de Vienne après les élections de 1911 au *Reichsrat*.

Le Parti chrétien social, qui avait rejoint le mouvement de réforme sociale catholique de K. von Vogelsang, bénéficia, dans les pays bohémiens, d'un soutien important de la masse des petits bourgeois et paysans opprimés, mais il fut incapable de renouveler son potentiel politique. Le rejet du dualisme et les attaques contre la « clique judéomagyare » de Budapest rassemblèrent les chrétiens-sociaux autour de la volonté de « sauvegarder le patrimoine philosophique et matériel du peuple allemand ». La social-démocratie rencontra un écho plus large auprès des ouvriers allemands, soumis à une condition sociale misérable et dont le poids politique n'apparut qu'après l'introduction du suffrage universel. Fort éloignés des aspirations nationalistes tous azimuts des militants tchèques, les sociaux-démocrates allemands de Bohême se contentaient de réclamer la « fédéralisation ethnique » de l'Autriche et la création d'institutions administratives nationales autonomes. Comme le montra le compromis morave de 1905, le principe de l'autonomie personnelle, proposé par K. Renner et O. Bauer dans leurs écrits, aurait pu constituer une base solide à la résolution des conflits nationaux dans les pays bohémiens. Aux élections au *Reichsrat* de 1907, les camps tchèques et allemands étaient presque à égalité avec 24 et 21 mandats ; en 1911, les Allemands n'eurent plus que 10 sièges, tandis que les Tchèques, avec 26 sièges, avaient envoyé deux députés supplémentaires à Vienne. En dépit de la constitution en 1903 par J. Titta d'un *Deutscher Volksrat* (Conseil populaire allemand) en Bohême et en Moravie, aucun bloc politique allemand ne parvint à émerger dans les pays bohémiens, chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates rejetant toute collaboration.

La minorité polonaise de la partie orientale de la Silésie autrichienne se joignait en général aux Tchèques au sein d'un Collectif électoral slave (*Slavische Wahlgemeinschaft*) ; elle parvint à envoyer deux députés au *Reichsrat* après 1907. Le Parti populaire silésien (*Śląska partia ludowa*), fondé en 1908, représentant les intérêts des Silésiens autochtones, les Slonsaques, était également représenté au

Reichsrat par le maire de Děčín, J. Kozdon. De même, depuis 1890, deux députés polonais et un représentant slonsaque siégeaient à la diète silésienne de Troppau, dominée par les députés allemands.

L'ÉCHEC DES DERNIERS EFFORTS DE COMPROMIS
AVANT LE DÉCLENCHÉMENT DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Le développement rapide des partis s'explique par celui de la conscience politique et nationale dans la population, mais aussi par la modeste réforme électorale de 1882. Celle-ci avait suscité la revendication de plus en plus impérieuse d'une plus grande libéralisation du droit de vote, qui finit par provoquer la chute du ministère Taaffe en 1893. Le gouvernement de coalition, nommé le 11 novembre 1893, était dirigé par le prince Alfred Windischgrätz, mais son véritable moteur politique était l'Allemand de Bohême Ernst von Plener ; il ne se montra pas prêt à répondre au vaste mouvement pour le droit de vote ni aux souhaits d'entente sur les questions nationales formulés avec une résolution renouvelée par les Jeunes-Tchèques de K. Kramář. Le conflit prit une nouvelle dimension lorsque, le 23 septembre 1894, à leur congrès de Nimburg, les Jeunes-Tchèques inscrivirent à leur programme officiel le droit historique d'État qu'ils avaient autrefois désavoué, et exigèrent avec insistance la fédéralisation de la Cisleithanie et la transformation de la Chambre des seigneurs en Chambre des pays et de la Chambre des députés en une représentation populaire issue du suffrage universel. Un différend mineur à propos de l'ouverture d'une classe parallèle slovène au lycée de Cilli fit éclater la coalition et le gouvernement Windischgrätz dut démissionner. Tandis que les signes de décadence se multipliaient au sein du camp allemand, où la tendance la moins conciliante des nationalistes allemands prenait le dessus, les Slaves de Cisleithanie se sentaient le vent en poupe. Après le rapide ministère de transition du comte Kielmannsegg, l'empereur, conscient de la situation, confia le 29 septembre 1895 à l'ancien *Statthalter* de Galicie, le comte Casimir Badeni, le soin de constituer un gouvernement « à poigne ».

Les ordonnances Badeni

Badeni, aristocrate polonais, se signala immédiatement en levant le 20 octobre l'état de siège qui régnait sur Prague depuis plus de deux ans et en imposant au *Reichsrat*, le 14 juin 1896, une réforme électorale créant une cinquième curie de 5,33 millions d'électeurs de plus de 24 ans jusqu'alors exclus du corps électoral qui obtinrent le droit

d'élire 72 des 425 députés du parlement de Vienne. On restait cependant encore fort éloigné du suffrage universel réclamé de toutes parts : 5 000 électeurs désignaient 85 représentants dans la curie des grands propriétaires fonciers, tandis que les citadins n'en désignaient que 118, les chambres d'industrie et de commerce 21, et la curie des communes rurales 129. En 1897, les sociaux-démocrates des pays bohémiens envoyèrent pour la première fois au *Reichsrat* huit représentants allemands et trois députés tchèques ; l'irrésistible déclin de la Gauche allemande l'avait réduite à 32 parlementaires, cependant que le *Deutsche Volkspartei* en avait 17, et la *Freideutsche Vereinigung* et les agrariens 3 chacun. Les partis tchèques avaient obtenu 62 sièges, mais ils avaient aussi 19 représentants chez les grands propriétaires fonciers. En 1873, les Allemands de Cisleithanie avaient encore élu deux tiers des représentants, proportion tombée à 47 % en 1897. Badeni espérait, par ce geste en faveur des Tchèques, inciter leurs représentants, toujours cantonnés dans l'obstruction, à participer activement au *Reichsrat*. C'était en effet pour lui le seul espoir de faire adopter la législation fiscale en souffrance et de clore avec succès la difficile négociation sur la part du budget qui revenait à la Hongrie.

Les longs entretiens préparatoires avec les représentants du Club tchèque avait clairement montré que seule une plus grande ouverture à leurs revendications linguistiques si contestées les amènerait à adoucir leurs positions. Sans en informer les parlementaires allemands, Badeni publia donc, le 5 avril pour la Bohême, le 22 avril pour la Moravie, les ordonnances linguistiques connues sous son nom qui déclenchèrent une crise politique grave dans la partie cisleithanienne de l'Empire et firent accéder le conflit des nationalités à sa phase ultime. Leur propos était en fait simplement d'établir l'égalité des deux langues pour le travail interne et les relations externes des administrations des pays bohémien et morave ; même dans les régions purement germanophones, la connaissance du tchèque devenait nécessaire à un fonctionnaire allemand désireux de suivre une carrière normale ; or l'effectif des fonctionnaires tchèques en zone germanophone était déjà disproportionné. La division ethno-administrative du pays réclamée par les Allemands était totalement passée sous silence. Les Allemands se retrouvèrent dans une opposition unanime et résolue aux ordonnances linguistiques, qui les rassembla dans un sentiment communautaire encore jamais ressenti avec cette intensité, et qui s'empara aussi de la population allemande de la partie occidentale de l'Empire. Des rassemblements de masse dans les grandes villes allemandes de Bohême : Reichenberg, Teplitz et Eger, appuyèrent la politique d'obstruction parlementaire des partis allemands, au point que, pour mettre un terme à ce conflit qui divisait de plus en plus l'opinion, Badeni dut proposer des aménagements et envisager des dispositions

législatives sur la protection des minorités, et l'usage des langues dans les institutions administratives autonomes, la création d'administrations dans les cercles et la réforme des curies et du droit électoral. Les responsables des partis allemands firent cependant du retrait des ordonnances un préalable à toute négociation. Aux intimidations subies par les Tchèques dans les zones allemandes, les Jeunes-Tchèques ripostèrent en élargissant leurs revendications, ajoutant aux 35 principes nationaux énumérés dans un mémoire l'extension des ordonnances linguistiques à la Silésie. L'agitation s'étendit à Graz et à Vienne, et des scènes indignes se déroulèrent au *Reichsrat* où les députés en vinrent aux mains, tandis que les négociations avec la Hongrie se trouvaient paralysées; l'empereur François-Joseph ordonna alors la fermeture du Parlement et le renvoi de Badeni le 28 novembre 1897.

L'ancien ministre de l'Enseignement, le baron Paul Gautsch von Frankenthurn, chargé brièvement du gouvernement (28 novembre 1897-5 mars 1898), se trouva placé devant une tâche insoluble, car l'ajournement du *Reichsrat* le contraignait à gouverner par ordonnances conformément à l'article 14. Il répondit aux manifestations qui se prolongeaient à Prague contre le renvoi de Badeni en proclamant temporairement l'état d'urgence. Il chercha à désamorcer la pression des partis réunis en une *Deutsche Gemeinbürgerschaft* (Communauté des citoyens allemands) en révisant le découpage des cercles bohémiens et moraves, ce qui lui valut, en retour, l'opposition des Jeunes-Tchèques qui réclamaient toujours l'application intégrale des ordonnances linguistiques. Le 26 février 1898, les députés allemands quittèrent à leur tour la diète bohémienne, estimant que le point de vue qu'ils avaient exposé dans une adresse à l'empereur n'avait pas été pris en considération. Le conflit sur le port ostensible de leurs couleurs par les étudiants allemands de Prague dégénéra ensuite en grève dans les universités de Cisleithanie; Gautsch chercha alors à apaiser les esprits par une révision raisonnable des ordonnances. Son règlement élaboré le 24 février et publié le 5 mars prescrivait, en une formulation floue, que chaque fonctionnaire devait maîtriser la langue nécessaire au service. S'y ajoutait une distinction entre des zones administratives de langue tchèque ou allemande, ou mixtes.

L'exacerbation de la querelle linguistique

Le cabinet suivant fut constitué par le comte Franz Anton Thun-Hohenstein, aristocrate bohémien jouissant d'une position intermédiaire entre les deux nationalités. Il choisit le Jeune-Tchèque J. Kaizl comme ministre des Finances, et comme ministre du Commerce J.M. Baernreither, représentant de la grande propriété foncière et

défenseur de la Constitution. En dépit de leur politique d'obstruction, Thun refusa de céder aux partis allemands en annulant purement et simplement les ordonnances linguistiques. Il restait ainsi prisonnier du soutien des Jeunes-Tchèques et, dans cette position de quémendeur, il paya leur bienveillance de nombreuses concessions qui ravivèrent l'hostilité allemande. Les passions nationales déchaînées par cette pénible querelle linguistique s'exprimèrent violemment dans des manifestations de rues. Les politiciens les plus modérés eux-mêmes ne parvenaient plus à rester sur une ligne conciliatrice qui risquait d'en faire des traîtres à la cause nationale. Les mots d'ordre chauvins des pangermanistes de Schönerer et des radicaux allemands de K.H. Wolf trouvèrent un écho de plus en plus fort dans la population allemande des pays bohémiens et accentuèrent le sentiment anti-tchèque. L'ordonnance du 1^{er} juillet 1898 divisa la Bohême en 219 circonscriptions, 76 uniquement germanophones, 6 majoritairement allemandes, 15 mixtes, 8 majoritairement tchèques et 114 uniquement de langue tchèque. Ces dispositions, bien que répondant largement aux souhaits allemands, ne purent apaiser les esprits, car une récession économique durable aggravait encore les tensions nationales. Le programme de la Pentecôte adopté le 20 mai 1899 par la *Deutsche Gemeinbürgerschaft* continuait à réclamer que l'allemand devienne la « langue véhiculaire » officielle et la langue interne à l'administration sauf dans les districts polonais et italiens de Cisleithanie et que la langue administrative externe soit déterminée en fonction de la langue dominante dans la région. Les Jeunes-Tchèques refusèrent d'en faire une base de négociation, trouvant suspecte la formulation : « Il conviendra de déterminer dans quelle mesure la langue tchèque peut être utilisée comme langue interne à l'administration dans les cercles tchèques qui seront constitués en Bohême. » Les propositions de séparer les diètes en curies nationales et de faciliter l'ouverture d'écoles pour les minorités allaient au-devant des souhaits des Tchèques, mais ni le gouvernement ni les partis tchèques n'acceptèrent le programme de la Pentecôte comme base de négociation.

Ce programme défensif contenait en effet un point dont l'importance allait devenir névralgique dans la suite du conflit. Les Allemands estimaient que toutes les dépenses liées aux écoles et aux institutions culturelles devaient être couvertes par les rentrées fiscales des nationalités correspondantes. Or les 37 % de population allemande contribuaient pour 53 % aux impôts de la Bohême, et les 63 % de Tchèques pour à peine 45 %; les dirigeants tchèques reconnurent le risque, contenu aussi dans un partage ethnique du pays, de ne plus bénéficier de la puissance fiscale supérieure des Allemands et de compromettre ainsi le développement des zones tchèques, et ils repoussèrent avec indignation tous les projets en ce sens. Karel

Kramář, qui s'imposait de plus en plus comme porte-parole des Jeunes-Tchèques, développa une « théorie du contribuable » approuvée par K. Renner, selon laquelle les rentrées fiscales provenant des entreprises détenues par des Allemands, mais employant des salariés tchèques devaient être réparties selon une clé à préciser afin de réduire l'écart. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les politiciens tchèques continuèrent à dénoncer ardemment la prétendue « exploitation » de la puissance économique tchèque par le gouvernement de Vienne, mais les mesures financières et économiques prises par tous les cabinets pour favoriser les Tchèques se firent aux dépens des autres nationalités non allemandes de Cisleithanie. De nombreux politiciens tchèques percurent si bien l'ampleur des avantages offerts par un grand espace économique à des pays bohémiens déjà largement industrialisés qu'ils se gardèrent bien, avant 1914, de réclamer l'indépendance nationale.

Le gouvernement Thun-Hohenstein ne parvint pas non plus à résoudre les problèmes les plus urgents, ni à se constituer une base parlementaire efficace. L'empereur appela donc tout d'abord, en mars 1899, le comte Clary-Aldringen, puis, en octobre, H. von Wittek à la direction des affaires. Lorsque à la surprise générale, le 14 octobre, Clary-Aldringen annonça la suspension des ordonnances linguistiques, il fut certes approuvé par les Allemands, mais se heurta à l'opposition véhémement des Tchèques, qui, comme en Hongrie, cherchèrent à impliquer l'armée dans la querelle linguistique, ce qui mécontenta profondément l'empereur. Des courants antisémites, à fondement souvent économique, se propagèrent jusqu'en Moravie, où la population juive, le plus souvent favorable aux Allemands, se trouva confrontée aux attaques des Tchèques qui la tenaient pour un élément « germanisant ». Le mouvement sioniste et nationaliste juif du Viennois Theodor Herzl n'y trouva pourtant que peu d'écho, les Juifs des pays bohémiens étant en général attachés à l'idée d'assimilation, avec en Moravie une préférence pour les Allemands et en Bohême pour les Tchèques*. Ce changement de ligne résultait notamment de l'antisémitisme racial, représenté, depuis la fondation de l'association Germania en 1893, par les associations étudiantes nationalistes allemandes, et qui s'empara de l'ensemble de la vie associative allemande, désormais globalement interdite aux Juifs. Bien que le mouvement de Georg von Schönerer *Los-von-Rom* n'ait rencontré pratiquement aucun écho dans les pays bohémiens, la querelle des nationalités s'étendit aussi à l'Église. Le bas clergé soutint activement le mouvement national tchèque, l'épiscopat devint bientôt suspect d'indifférence à l'égard de la question nationale ; les milieux nationalistes

* Lors du recensement de 1900, 54 % des habitants juifs de Bohême avaient déclaré le tchèque comme langue courante, alors qu'en Moravie 77,4 % avaient indiqué l'allemand. (N.d.A.)

allemands soupçonnèrent par contre le clergé catholique de langue allemande et plus encore les représentants du catholicisme politique de tiédeur dans la défense des positions allemandes. Les gouvernements avaient tout lieu de s'inquiéter du fait que, dans la querelle des nationalités, la fonction publique et une partie de l'armée et du clergé délaissaient de plus en plus le patriotisme envers l'État autrichien et se sentaient plus engagés envers leur nationalité qu'envers l'empereur et l'Empire.

L'élaboration du compromis morave

Après la nomination d'Ernest von Koerber à la tête du ministère, le 18 janvier 1900, la politique cisleithanienne gagna en stabilité et en continuité. Les élections de 1900 au *Reichsrat* ne modifièrent guère le rapport des forces parlementaires, et Koerber fit pour la première fois appel à l'opinion publique qu'il s'entendit à façonner grâce à la presse et aux journalistes. Au début du moins, Koerber attacha une grande importance au règlement de la question bohémienne. Les négociations directes qu'il organisa du 5 février au 22 mars entre les Tchèques de Bohême et de Moravie et leurs partenaires allemands respectifs s'éternisèrent cependant tellement que le Premier ministre finit par proposer une fois de plus la traditionnelle solution de circonscriptions administratives et judiciaires unilingues, et de réforme des diètes par l'institution de trois curies (une par nation plus une pour les grands propriétaires fonciers). Tandis que le Parti des réalistes de Masaryk acceptait l'idée d'un découpage national et d'une autonomie accrue de l'administration territoriale et l'introduction du tchèque comme langue administrative dans les districts tchèques, les Jeunes-Tchèques repoussèrent une fois encore cette proposition qui rejoignait celle de Taaffe en 1890. Les propositions de loi de Koerber en mai 1900 sur la langue administrative en Bohême et en Moravie, et sur la mise en place d'administrations décentralisées, échouèrent devant l'irréconciliabilité des deux partis : tandis que les Allemands rejetaient l'introduction du tchèque comme langue administrative interne et exigeaient des précisions sur la division des cercles selon des critères ethniques et nationaux, les Tchèques dénonçaient l'inégalité des deux langues dans toutes les régions du pays, y compris les régions purement germanophones. Ainsi échouait une nouvelle tentative équitable et prometteuse de régler ce conflit interminable et d'ouvrir la voie à une cohabitation satisfaisante des Tchèques et des Allemands dans les pays bohémiens. Seuls les Moraves poursuivirent les négociations encouragées par Koerber. Au boycott du *Reichsrat* viennois par les partis tchèques répondit l'obstruction des Allemands à la diète pragoise.

Koerber avait donc échoué à faire adopter la division de la Bohême en dix cercles, cinq purement tchèques, trois purement allemands et deux mixtes, et qui assument les tâches autrefois gérées de façon centralisée par la *Statthaltereï*. Cet échec le conduisit à lancer un programme économique et social généreux et inventif, pour détourner l'attention du brûlot des nationalités. Ses plans de construction de nouvelles voies navigables, dont un canal Elbe-Vltava-Danube et un canal Oder-Morava-Danube, ses recommandations pour l'amélioration des relations ferroviaires, la stimulation de l'industrie locale et l'extension de lois sociales permirent à partir de 1903 une véritable relance de l'économie après plusieurs années de stagnation, même si seule une partie de ces projets – les chemins de fer du Tauern et de la Pyrhn, et l'aménagement du port de Trieste – put être réalisée en raison du déficit chronique de l'État. Malgré le succès représenté par l'adoption du compromis austro-hongrois au Parlement, les attaques de l'Église et la reprise du conflit des nationalités entraînèrent sa démission le 31 décembre 1904.

Koerber n'avait donc résolu aucun des problèmes décisifs auxquels la monarchie des Habsbourg se trouvait confrontée ; mais il faut lui reconnaître le mérite d'avoir fait adopter par l'empereur, le 7 novembre 1905, le compromis austro-morave qui permit à ce pays de la couronne de prendre ses distances à l'égard de la confrontation nationale. Au cours de longues négociations, la majorité allemande à la diète, conduite par J.V. Chlumecky, et la minorité tchèque s'étaient mises d'accord sur la réorganisation de la province, du système électoral, et de l'administration scolaire. À l'exception des représentants de la grande propriété foncière et des chambres de commerce et d'industrie, les élections à la diète se faisaient désormais selon un nouveau cadastre électoral et par curie nationale ; les Allemands disposaient de 46 mandats, les Tchèques de 73 et la grande propriété foncière de 30. Selon le principe de l'autonomie personnelle développé par K. Renner, le découpage électoral faisait qu'à la diète un Allemand ne pouvait élire que des Allemands et un Tchèque des Tchèques, le but recherché étant d'éviter la domination des minorités nationales par la majorité. La division se poursuivit aussi à propos de l'utilisation des langues, puisqu'il incombait à chaque administration locale de choisir sa langue de travail tout en respectant les besoins des minorités. Le conseil scolaire impérial-royal fut lui aussi divisé en deux sections et on chercha à créer des circonscriptions scolaires linguistiquement homogènes. Le *Landesauschuss* était composé de huit membres dont quatre Tchèques, deux Allemands et deux grands propriétaires fonciers ; lors des nominations dans la fonction publique, la langue dominante au lieu de travail devait être prise en considération ainsi que l'équilibre entre les nationalités. Cet accord avait été possible notam-

ment parce qu'en Moravie les querelles nationales n'avaient pas atteint le même degré qu'en Bohême. Allemands et Tchèques y vivaient en plus grande symbiose et de ce fait le bilinguisme y était plus répandu. Un compromis fut passé sur des bases analogues en 1910 en Bucovine, pays quadrilingue, et, en 1914, un autre fut conclu entre Polonais et Ruthènes en Galicie, mais il ne put entrer en application.

Pendant le second ministère Gautsch (1^{er} janvier 1905-2 mai 1906) la population de Cisleithanie suivit avec une particulière attention le combat acharné de la social-démocratie pour le suffrage universel égalitaire, conçu comme un écho aux événements révolutionnaires de l'époque et à l'introduction d'un constitutionnalisme modéré en Russie et destiné aussi à intimider les Hongrois qui, sous la direction du Parti de l'indépendance, dominé par les nobles et les grands bourgeois, réclamaient une indépendance totale.

Des manifestations et des grèves ouvrières massives se propagèrent dans les pays bohémiens à l'automne 1905, et la résistance passive des cheminots s'avéra une technique particulièrement efficace*. L'entourage de l'empereur vieillissant estimait que l'introduction du suffrage universel affaiblirait la bourgeoisie nationale au profit des partis confessionnels fidèles à l'empereur et d'une social-démocratie surtout soucieuse d'améliorations économiques et sociales : l'atmosphère entourant les conflits nationaux s'en verrait détendue et le *Reichsrat* pourrait reprendre son activité ; Gautsch se sentit donc encouragé à présenter un projet de réforme électorale au Parlement. Ce projet ayant échoué, le prince « rouge » Konrad de Hohenlohe prit pour trois semaines (du 9 au 28 mai 1906) la direction du ministère avant d'être renversé sur la question hongroise. Seul le gouvernement de Max Wladimir von Beck put mener à bien les négociations entamées par Gautsch et bloquées par le comité du droit de vote sur la question du nombre des mandats bohémiens. Le 1^{er} décembre 1906, il fit adopter par 194 voix contre 63 une réforme électorale que l'empereur promulgua le 26 janvier 1907. Les Allemands, qui représentaient 35 % de la population mais supportaient 63 % de la charge fiscale de Cisleithanie, avaient dû accepter la réduction de leur représentation à 43 % des sièges à pourvoir. Lors des premières élections au suffrage universel égalitaire, direct et secret qui eurent lieu les 14 et 23 mai 1907, 108 des 516 mandats revinrent à des candidats tchèques, les agrariens et le Parti populaire catholique arrivant en tête avec respectivement 28 et 17 sièges. Les Jeunes-Tchèques n'obtinrent que 18 sièges, les Vieux-Tchèques 7 et les réalistes 2, et les socialistes nationaux 9 grâce à des alliances électorales conclues entre les deux tours.

* Lors des grandes manifestations 50 000 personnes se rassemblèrent le 24 septembre 1905 à Prague, et près de 100 000 le 28 novembre, alors que 300 000 personnes manifestaient au même moment à Vienne. (N.d.A.)

Ces formations se regroupèrent dans le Club tchèque. 24 sociaux-démocrates tchèques côtoyaient 21 sociaux-démocrates allemands. Dans le camp allemand, les agrariens avaient obtenu des résultats satisfaisants, avec 19 sièges, de même que les radicaux allemands et le *Deutsche Volkspartei* avec chacun 13 sièges, les progressistes ayant subi de pertes sévères avec seulement 14 mandats, tout comme le *Deutsche Nationalpartei*.

Nouvel échec des tentatives de compromis

Dans son discours d'ouverture devant le Parlement, le 17 juin, l'empereur insista sur le maintien de la position de grande puissance de l'Autriche, y voyant un principe intangible et supérieur aux souhaits particuliers des différentes nationalités. L'éparpillement des partis obligea le cabinet Beck, où siégeaient aussi les Tchèques Fořt (Commerce) et Pacák (Affaires tchèques), et par la suite l'Allemand de Bohême F. Peschka (Affaires allemandes), à s'appuyer uniquement sur des majorités de travail constituées à l'occasion de chaque texte de loi. Les débuts furent prometteurs, avec le vote des budgets, et des lois sur la levée de recrues, sur la nationalisation de la voie ferrée *Kaiser-Ferdinand-Bahn* et de la *Nordbahn* bohémienne, sur la réforme de l'administration des cercles, les accords avec la Hongrie et l'introduction d'une assurance pour les personnes âgées et les invalides ; mais, de plus en plus, la machine se mit à tourner à vide. Les différends nationaux rejaillirent d'autant plus que les partis représentants des groupes d'intérêts, agrariens, chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates, ne furent pas épargnés par la contagion du nationalisme. De plus, l'héritier au trône, l'archiduc François-Ferdinand d'Este, marié à la comtesse bohémienne Sophie Chotek, qui séjournait fréquemment dans son château de Konopiště au sud de Prague où il rencontrait les politiciens et les intellectuels tchèques, poursuivait des buts personnels et commençait à interférer dans les affaires publiques. En 1906, l'historien roumain de Transylvanie Aurel Popovici, qui appartenait au cercle des familiers de l'archiduc, publia une étude, *Les États-Unis de la Grande-Autriche*, qui fit sensation, car elle envisageait un partage de la monarchie en plusieurs unités étatiques. En dépit de résistances croissantes et de propositions de solutions incompatibles, Beck se montra soucieux de ne pas rompre les liens avec les Tchèques et de rechercher avec patience un règlement satisfaisant pour les deux parties.

Les Jeunes-Tchèques, grands perdants des élections de 1907 au *Reichsrat*, étaient eux aussi prêts à négocier. En 1906 et 1907, l'empereur s'était rendu en Bohême et avait reçu un accueil amical à Prague, où il avait séjourné plusieurs jours, et même enthousiaste au nord de

la Bohême. Le mémoire de J. Herold, qui rappelait le point de vue des Jeunes-Tchèques sur la réforme constitutionnelle, fut accueilli favorablement par le cabinet Beck, car il exprimait une indéniable disposition à négocier des concessions malgré leur attachement au principe du droit d'État et à l'égalité linguistique dans toutes les parties du pays ; il considérait que la Bohême devait accéder au rang d'État dans la partie cisleithanienne de l'Empire, tout comme la Hongrie y avait eu droit dans le cadre de la monarchie lors du compromis de 1867. Pour améliorer le climat des discussions, Beck renvoya les membres bohémiens de son gouvernement et nomma F. Fiedler ministre du Commerce, K. Prášek ministre des Affaires tchèques, et H. Prade ministre des Affaires allemandes. Toutefois, un différend inutilement monté en épingle sur la langue à utiliser dans les requêtes déposées auprès du tribunal du canton d'Eger, la revendication véhémente de l'égalité des langues pour les écriteaux des gares et les billets de train, l'orthographe des noms tchèques dans l'indication du lieu d'impression des livres et d'autres détails encore enflammèrent à nouveau les passions nationalistes, qui trouvèrent un aliment supplémentaire dans la tenue grandiose du Congrès slave à Prague du 12 au 17 juillet 1908. Conduite par les comtes Thun et Clam-Martinic et soutenue par le *Statthalter*, le prince Schwarzenberg, la haute noblesse bohémienne, irritée par l'octroi du suffrage universel, fit tout pour saboter tout compromis susceptible de réduire un peu plus encore ses privilèges ou d'avoir des effets négatifs sur la composition et les droits de la curie des propriétaires fonciers.

Après l'ouverture de la diète bohémienne en septembre 1908, la tension monta encore lorsque les partis tchèques exigèrent l'élection de cette instance au suffrage universel et que les députés allemands s'obstinèrent à réclamer la division du pays, un découpage ethnique des circonscriptions administratives et la mise en place, à la diète et au *Landesausschuss*, de curies nationales jouissant d'un droit de veto. L'obstruction des députés allemands de Bohême attira en réplique le boycott par les Tchèques des séances du *Reichsrat* viennois. Les deux parties repoussèrent donc les projets de réforme électorale de Beck et la convocation d'une commission consultative permanente sur les modalités électorales et sur une nouvelle constitution, et le Premier ministre dut ajourner la diète le 15 octobre, provoquant la démission des ministres originaires de Bohême. La crise créée par l'annexion de la Bosnie, qui approchait de son point culminant, et l'affaire Wahr-mund, déclenchée par les opinions d'un professeur de droit canon d'Innsbruck, qui faisait les manchettes des journaux, affaiblirent le gouvernement et Beck fut renvoyé le 14 novembre 1908. Le Premier ministre le plus compétent de l'Empire Habsbourg au début du xx^e siècle à côté de Koerber avait échoué devant l'impossibilité, face à des

camps nationalistes figés et de plus en plus intolérants, de résoudre la question bohémienne de façon acceptable par les deux parties.

Face à l'opposition russe et à la montée des nationalismes chez ses voisins, la monarchie des Habsbourg, ayant perdu sa position de grande puissance en Allemagne et en Italie, n'avait plus que les Balkans pour arrondir ses possessions. Les relations avec la Serbie se dégradèrent régulièrement après la chute de la dynastie Obrenović en 1903 ; en 1906, à l'expiration du traité de commerce, elles dégénérent en une « sale guerre » qui affaiblit la position autrichienne de même que l'imprudente politique des nationalités de la Hongrie et le refus des Magyars d'accepter de nouvelles acquisitions de territoires aux dépens de leur domaine d'influence. L'effondrement de l'Empire ottoman et la révolution des Jeunes-Turcs en 1908 incitèrent le ministre des Affaires étrangères Aloys Lexa, baron d'Aehrenthal, à transformer en annexion l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine qui se prolongeait depuis trente ans. Cette opération menée de façon maladroite le 6 octobre 1908 déclencha d'énergiques protestations anglaises et turques, et surtout elle engendra un risque de guerre avec la Russie et la Serbie. Parmi les politiciens tchèques, Kramář et, avec certaines réserves, Masaryk soutinrent l'annexion des deux provinces balkaniques, qui, selon eux, en accroissant la part slave de la population, devait encourager le gouvernement cisleithanien à régler au plus vite le conflit entre Tchèques et Allemands de Bohême avec des concessions substantielles. La crise déclenchée par cette annexion mit en évidence la dépendance de l'Autriche à l'égard de l'Empire allemand, qui fut considérée comme un danger grave pour les intérêts tchèques et fit espérer une réorientation de la politique étrangère vers l'Entente.

Le nouveau chef du gouvernement, le baron Richard von Bienerth-Schmerling, accorda une grande importance à la reprise des pourparlers germano-tchèques, d'autant que l'agitation permanente avait obligé à proclamer à nouveau l'état d'exception à Prague. En appelant au gouvernement le dirigeant vieux-tchèque A. Bráf, K. Marek et J. von Kaněra, il chercha à faire la preuve d'une bonne volonté que manifestèrent aussi Masaryk et Kramář le 26 novembre 1908 lors d'un grand débat au parlement sur les nationalités. Les négociations directes n'ayant pas donné les résultats escomptés, Bienerth reprit en les modifiant les propositions de Koerber et, le 3 février 1909, il soumit au *Reichsrat* des lois sur les langues et sur l'administration des cercles, qui tenaient compte des objections des deux camps. Les droits à l'auto-gestion proposés ne suffirent cependant pas aux Tchèques, tandis que les Allemands n'étaient pas d'accord avec la délimitation des zones linguistiques. En septembre 1909, pour mettre fin à ce nouveau boycott, le gouvernement proposa au *Landtag* une série de dispositions,

dont une réforme électorale, un règlement de la question linguistique et un projet de constitution se référant aux propositions précédentes de Beck. Les différends suscités immédiatement par l'ordre du jour ne permirent pas d'aborder les véritables problèmes ; les discussions en commission ne permirent pas non plus de rapprocher les points de vue. La situation dramatique des finances, qui n'assuraient même plus à court terme les traitements des fonctionnaires bohémiens, amena du moins les deux partis, à la session de l'automne 1910, à accepter l'élection d'un Comité national de 40 membres présidé par le comte H. Clam-Martinić, K. Urban et B. Pacák, qui mit en place un comité et deux sous-comités pour discuter des projets en suspens. Malgré les premières avancées qui laissaient espérer un succès pour la fin d'octobre, les fronts se durcirent à nouveau : du côté tchèque, on exigeait des concessions financières, tandis que les Allemands réclamaient avant tout des garanties linguistiques. En janvier 1911, la nomination de l'ancien Premier ministre, le prince Franz Thun, comme *Statthalter* de Bohême incita les adversaires à se montrer plus conciliants. Les deux pommés de discorde restaient la question des écoles des minorités et l'utilisation des langues minoritaires par les administrations publiques ; les négociateurs allemands acceptèrent malgré tout de mandater la diète pour négocier l'usage des langues par les administrations autonomes du pays, tandis que les Tchèques laissaient le *Reichsrat* décider d'une législation-cadre et se montraient disposés à certaines concessions dans la délimitation des zones unilingues ou bilingues. Pour empêcher désormais la stérile politique de boycott, le *Reichsrat* avait adopté en décembre 1910, après une séance-marathon de 86 heures, un nouveau règlement intérieur propice à un travail fructueux pour la Chambre des députés qui devait être élue au printemps 1911, et peut-être de faire franchir les obstacles parlementaires au compromis austro-bohémien tant espéré.

Une occasion manquée

Les dernières élections au *Reichsrat* ne donnèrent plus que 14 sièges aux Jeunes-Tchèques, et les Vieux-Tchèques n'en obtinrent même qu'un. Par contre, avec 38 des 84 sièges revenus au camp bourgeois, les agrariens représentaient 45 % des députés. Malgré les pertes sévères de leurs partenaires allemands, les sociaux-démocrates tchèques, qui agissaient de plus en plus pour leur propre compte, obtinrent deux sièges supplémentaires et envoyèrent 26 parlementaires au *Reichsrat* ; le groupe allemand tomba, lui, de 21 à 10 sièges. Les groupes qui s'étaient montrés les plus intransigeants sur la question des nationalités eurent les plus forts gains en voix : les socialistes nationaux obtinrent 17 sièges et les radicaux allemands 22 sièges. À la légère

progression des agrariens allemands, qui disposaient désormais de 22 sièges, s'opposaient les baisses enregistrées par les progressistes et le *Deutsche Volkspartei*. Le Parti populaire catholique tchèque paya chèrement sa fidélité inébranlable à la dynastie et à la Grande Autriche, et passa de 17 à 7 parlementaires. La mort du tribun viennois Lueger en 1910 avait également fait régresser les voix chrétiennes-sociales. Malgré le regroupement des députés bourgeois allemands au sein du *Deutscher Nationalverband*, aucun accord réel n'existait entre agrariens, chrétiens-sociaux, progressistes et radicaux, que ce soit dans la politique à l'égard de l'Empire ou sur la question bohémienne. La division de la social-démocratie en clubs nationaux illustra à quel point le nationalisme avait séparé des militants qui se référaient toujours officiellement à l'internationalisme socialiste, et elle entraîna une division identique des syndicats et des coopératives en sections nationales. Le cloisonnement entre conscience internationale de classe et conscience nationale populaire paralysa presque complètement les institutions et organisations du mouvement ouvrier bohémien.

Malgré ses bonnes intentions, Bienert échoua lui aussi sur le conflit des nationalités, et il démissionna le 26 juin 1911. Le gouvernement de transition de Gautsch ne vécut que jusqu'au 3 novembre ; le comte Karl Stürgkh, choisi par un empereur de plus en plus ralenti par l'âge, forma ensuite un « cabinet de travail », qui n'accorda qu'un intérêt limité à la question bohémienne. Par contre, l'héritier au trône François-Ferdinand, appuyé sur les comtes Ottokar Czernin et Heinrich Clam-Martinić, cherchait de plus en plus à intervenir dans les contacts entre politiciens tchèques et allemands de Bohême. Il se fixait au minimum d'obtenir une entente supranationale au sein d'une haute aristocratie inquiète de perdre son pouvoir du fait du processus de démocratisation. Cette ligne soutenue par le prince A. Rohan et le comte E. Nostitz-Rieneck mit rapidement en évidence la quasi-incapacité de la noblesse conservatrice à influencer les dirigeants nationalistes radicaux de la bourgeoisie. Indifférents aux transformations socio-économiques considérables des pays bohémiens dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'entourage de l'héritier au trône semblait considérer comme plausible une solution trialiste proche de celle proposée en 1870, afin de satisfaire les revendications tchèques en fédéralisant la Cisleithanie et en réduisant la prépondérance hongroise, jugée inopportune et dangereuse pour l'État. Mais, pour garantir le maintien d'un Empire Habsbourg homogène, François-Ferdinand n'aurait sans doute pas reculé devant des solutions octroyées, à même de garantir la suprématie politique de la population allemande dans l'Empire.

La recherche tenace d'une médiation par des hommes politiques tels que J.M. Baernreither et l'historien Adolf Bachmann, que les passions nationales n'avaient pas encore aveuglés, permit la reprise

des travaux de la commission nationale de la diète bohémienne en novembre 1911, avec un succès qui se confirma jusqu'au printemps 1912, laissant espérer la chute prochaine du « rideau de papier » qui séparait les deux nations. Mais la signature des accords escomptés fut empêchée par les divergences sur la municipalité de Prague, que les *Deutschböhmen* voulaient bilingue, tandis que les Tchèques estimaient que la langue dominante devait y être la leur. Les négociateurs allemands exigeaient en outre que la population allemande, sous-représentée dans l'administration bohémienne et impériale, soit désormais mieux respectée dans les nominations et que seuls des Allemands soient nommés dans les régions allemandes. L'accord n'ayant pu se faire, les Allemands reprirent leur politique d'obstruction à Prague et les Tchèques la leur à Vienne, et la faille se creusa un peu plus entre les deux camps. Les imposantes manifestations à l'occasion de la Journée des *Sokol* le 30 juin 1912 à Prague, en présence de nombreuses délégations étrangères, puis l'inauguration d'un monument à Palacký sur le quai de la Vltava le lendemain dégénérèrent une fois de plus, dans le climat tendu de la capitale, en bagarres violentes, les étudiants nationalistes allemands ayant provoqué les participants tchèques par leurs mots d'ordre, leurs chants et le port ostensible de leurs couleurs. Le déclenchement de la guerre des Balkans en octobre 1912 renforça nettement la composante nationaliste des manifestations de rues et des collectes et les partis tchèques opposés à toute intervention se trouvèrent en contradiction totale avec le gouvernement central de Vienne.

Différentes tentatives pour reprendre les négociations à Prague et rapprocher les points de vue échouèrent à l'automne et pendant l'hiver 1912-1913. La paralysie de la diète mettait les finances bohémiennes au bord du gouffre et le *Landesausschuss* hors d'état de remplir ses fonctions. Dans l'ordonnance impériale du 25 juillet 1913 (dite Patente de la Sainte-Anne), le Premier ministre Stürgkh démit de ses fonctions l'*Oberstlandmarschall* de Bohême, le prince Ferdinand Lobkowitz, et renvoya la diète sans convoquer de nouvelles élections. Une commission administrative de huit fonctionnaires dirigée par le comte Adalbert Schönborn fut chargée de confirmer le privilège d'autorisation des impôts de la diète et les droits administratifs du *Landesausschuss*. Les agrariens tchèques et les socialistes nationaux, dirigés par V. Klobučák, ripostèrent par le boycott des travaux du *Reichsrat*, contraignant le gouvernement à dissoudre la Chambre des députés le 16 mars 1914. Stürgkh gouverna désormais par ordonnances, conformément à l'article 14. Les Jeunes-Tchèques ne s'étaient pas joints à cette protestation et avaient délégué Kramář auprès du Premier ministre pour obtenir la réouverture des négociations. L'accord s'était fait sur presque tous les points vers la fin de l'année 1913, mais un nouvel échec

se produisit en février 1914, en raison de nouvelles divergences sur la question de la langue de travail de l'administration et les Allemands réclamant désormais avec intransigeance la délimitation immédiate de circonscriptions administratives linguistiquement homogènes. Ni l'empereur, le dauphin et le ministre Stürgkh, ni les politiciens tchèques et allemands attachés au maintien d'une double monarchie démocratisée et fédéralisée ne voyaient clairement l'urgence d'un règlement généreux et équitable. Leur aveuglement contribua notablement à l'éclatement de l'État impérial autrichien pendant la Première Guerre mondiale. De nombreux Bohémiens avaient abandonné tout espoir d'une transformation pacifique de l'Empire Habsbourg par un véritable « compromis » germano-tchèque, même si le groupement étatique autrichien restait pour eux la meilleure garantie de la coexistence politique de peuples égaux en droit.

Les succès socio-économiques des Tchèques

La maturation de la conscience nationale tchèque était sans nul doute le fruit de réussites économiques, sociales et culturelles. En 1910, après vingt ans d'une croissance de 15 %, on comptait 10,06 millions d'habitants, dont 6,713 en Bohême, 2,605 millions en Moravie et 741 500 en Silésie autrichienne, soit 36 % des habitants de Cisleithanie. 3,513 millions s'étaient déclarés de langue allemande ; 140 000, soit 1,4 % des habitants, de religion juive-orthodoxe. La densité des pays bohémiens était, avec 127 habitants au km², exactement celle de l'Empire allemand, et leurs compositions socio-professionnelles étaient également proches. 38 % des actifs se trouvaient encore dans l'agriculture et les forêts, mais 36 % travaillaient déjà dans l'industrie, le commerce et l'artisanat. Le commerce et les transports en employaient 9 % et la fonction publique et les professions libérales 15 %. La Moravie restait plus agricole, mais la population ouvrière, avec 39,4 % en Silésie autrichienne et 36,6 % en Bohême, se trouvait à un niveau comparable à celui du reste de l'Europe centrale. Plus de 40 % de la production industrielle et environ 45 % des recettes fiscales de l'ensemble de la monarchie provenaient des pays bohémiens qui occupaient une situation de quasi-monopole dans certaines branches ; le centre financier de Vienne restait toujours très présent dans le capital. Les pays bohémiens, pratiquement autonomes sur le plan alimentaire, fournissaient près de 95 % du sucre, 93 % des produits maltés et 57 % de la bière ; les pays de la Bohême historique abritaient 75 % de l'industrie sidérurgique de Cisleithanie, 60 % de la transformation des métaux et de la construction mécanique, près de 90 % du textile, 70 % du cuir, 75 % de l'industrie chimique et une part importante de toutes les industries de biens de consom-

mation. La Bohême et ses pays connexes bénéficièrent particulièrement de la deuxième révolution industrielle, celle de l'électricité et du perfectionnement des procédés de production, qui, au tournant du siècle et à partir de 1903 particulièrement, succéda à une assez longue dépression.

Les entreprises industrielles et les banques tchèques, qui opéraient surtout avec des fonds propres et recouraient peu aux participations étrangères, avaient également pris pied avec succès dans des branches jusqu'alors plutôt sous influence du capital allemand : textile, verre et céramique, industrie légère, transformation des pierres précieuses et semi-précieuses et fabrication de bijoux fantaisie. La construction mécanique pragoise, très diversifiée, la construction automobile bohémienne, la construction électrique, en expansion rapide, étaient de même dominées par les investissements tchèques, qui contrôlaient aussi la prospère industrie agro-alimentaire et la transformation du bois. Même dans l'industrie lourde et ses divers sous-secteurs, les influences tchèque et allemande s'équilibraient à peu près. Dans cette dynamique de changement social, les Tchèques, encore tournés en dérision à la fin du XIX^e siècle comme « un peuple de paysans et de domestiques », n'avaient pas seulement rattrapé les Allemands de Bohême et déplacé une part importante de leur population vers le bâtiment, la confection et l'agro-alimentaire, ainsi que vers les mines et la sidérurgie, ils avaient aussi laissé largement derrière eux les Allemands des régions alpines. Le système scolaire avait atteint un niveau élevé de développement avec, en 1912, 3 691 écoles allemandes, dont 2 566 (41 %) en Bohême, 842 (28,9 %) en Moravie et 283 (46,2 %) en Silésie, et 5 895 écoles tchèques, dont 3 689 (59 %) en Bohême, 2 065 (70,9 %) en Moravie et 141 (23 %) en Silésie. 99,5 % des enfants d'âge scolaire étaient ainsi scolarisés et le nombre des analphabètes avait régressé au-dessous de 20 %. Au niveau des écoles moyennes, où on comptait 123 lycées et *Realschulen* en Bohême, 67 en Moravie et 15 en Silésie autrichienne, les établissements scolaires de langue tchèque couvraient sans problème les besoins de la population tchèque.

Les espoirs d'une grande partie de la population en la poursuite du développement économique, la régression des injustices sociales et l'élévation générale d'un niveau de vie encore modeste dans bien des régions, qui constituaient autant de préalables à l'accord politique tant désiré, ces espoirs furent cruellement déçus par l'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo, de l'héritier au trône François-Ferdinand et de son épouse par un Bosniaque de nationalité serbe. La déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, un mois plus tard, déclencha la Première Guerre mondiale à laquelle l'Empire plurinational des Habsbourg n'allait pas survivre ; à son issue, les pays bohémiens, associés

à la Slovaquie et à la Ruthénie carpathique, accéderaient à l'indépendance sous le nom de République tchécoslovaque.

LA NAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
AU COURS DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Si, pendant l'entre-deux-guerres, on discuta abondamment de la responsabilité de la guerre en cherchant à rejeter sur l'adversaire la faute de l'enchaînement funeste de circonstances, en elles-mêmes peu dramatiques, qui conduisirent à son déclenchement, on considère depuis qu'aucune des grandes puissances européennes n'avait véritablement intérêt à éviter cette confrontation, et que chaque gouvernement escomptait un certain nombre de bénéfices d'une guerre « courte et bonne ». Les hommes d'État austro-hongrois, qui étaient les mieux placés pour saisir les dangers d'une épreuve militaire de longue durée pour leur Empire, ne cherchèrent guère à éviter la transformation en embrasement mondial d'un affrontement, totalement approuvé par l'opinion publique, avec une Serbie soutenue par la Russie. Même si la catastrophe d'une guerre mondiale n'a été ni voulue ni planifiée, cette perspective n'a pas effrayé les politiciens des autres puissances européennes.

La déclaration de guerre prit totalement au dépourvu les habitants des pays bohémiens. La fidélité à l'empereur et la conscience nationale autrichienne suscitèrent dans les régions allemandes un véritable enthousiasme guerrier ; bien que plus réservée, l'opinion tchèque accueillit favorablement l'action punitive contre la Serbie, et les réservistes répondirent de bon gré, sinon avec enthousiasme, aux ordres de mobilisation. Même si le rêve de la renaissance d'un État autonome bohémien indépendant surgissait parfois, aucun dirigeant n'avait été au-delà d'une transformation de la monarchie en une fédération d'entités nationales autonomes. Dans toutes leurs critiques de la situation en Cisleithanie et des aspirations des Magyars qui mettaient en péril l'unité de l'État, T.G. Masaryk et K. Kramář, les porte-parole les plus prestigieux et les plus éclairés de la « tchéquité », avaient toujours insisté avant 1914 sur la nécessité de maintenir un lien avec une Autriche modernisée pour garantir un avenir satisfaisant aux pays bohémiens. Dans sa thèse soutenue en 1908 à Dijon, où il analysait les programmes nationaux des partis tchèques, Edvard Beneš avait affirmé que le conflit germano-tchèque en Bohême pouvait se résoudre par la délimitation de zones nationales homogènes au sein de l'Autriche-Hongrie et par la garantie d'une large autonomie politique. Mais la guerre des Balkans de 1912-1913 avait donné une impulsion

décisive à la faction néo-slave soutenue par les *Národní listy* jeunes-tchèques de Kramář, et aux revendications, sporadiques depuis 1848, de regrouper les Tchèques et les Slovaques opprimés par la politique magyare des nationalités. Une idée ancienne avait resurgi, celle d'une réunion des pays bohémiens à la Russie et à la Pologne au sein d'une fédération panslave sous la houlette tsariste, à laquelle seraient associés les États slaves du Sud. Le rejet de l'absolutisme russe poussa la social-démocratie tchèque à rejeter cette solution. Elle exposa dans le *Právo lidu* du 5 août 1914 l'opinion de la majorité de la population : « Le peuple tchèque restera lié à l'Autriche pour ses relations internationales, il doit donc l'encourager à se transformer en fonction de ses besoins. » Mais aucune ligne commune n'existait ni ne put être définie par les partis tchèques pour garantir les intérêts nationaux.

La formation d'une opposition tchèque intérieure

Les interventions arbitraires des autorités militaires dans les affaires tchèques, favorisées par l'état d'exception et marquées par une profonde méfiance à l'égard de la population locale, le patriotisme débordant des régions allemandes et le leadership de plus en plus évident de l'Empire allemand parmi les puissances d'Europe centrale amenèrent bientôt un renversement d'opinion chez les Tchèques. L'éclosion du pangermanisme suscita surtout des réserves dans les milieux qui avaient espéré accroître la prépondérance ethnique tchèque par la « reconquête nationale » des régions frontalières germanisées, écarter le risque de division du pays de part et d'autre d'une frontière linguistique et garantir l'unité géopolitique des pays historiques. À leurs yeux, le succès militaire des puissances centrales ne pouvait, au contraire, que consolider l'ancien régime, donner davantage la parole aux militaires, renforcer l'influence allemande en Cisleithanie et réduire à leur plus simple expression les tendances réformistes et la prépondérance politique tchèque dans l'espace bohémien. À l'automne 1914, au ministère des Affaires étrangères allemand, les représentants du *Deutscher Nationalverband* débattirent de l'élargissement de l'alliance austro-allemande et des idées de Friedrich Naumann sur l'Europe centrale, qui défendait la mise en place d'un vaste espace économique austro-allemand, ce qui n'était pas fait pour atténuer les craintes des politiciens tchèques. Le lamentable échec de l'offensive contre la Serbie et les lourdes pertes de 1914-1915 sur le front de Galicie eurent un effet très démobilisateur, malgré la reprise de la place forte de Przemyśl sur le San et de Lemberg en juin 1915. La censure rigoureuse et la sévérité des autorités à l'égard des ennemis réels ou supposés de l'État conduisirent la plupart des hommes poli-

tiques tchèques à s'abstenir de toute déclaration et à se plier de façon opportuniste aux circonstances. Seuls les partis cléricaux restèrent ouvertement et résolument fidèles à la monarchie.

Les actions des nationalistes allemands qui espéraient que, pendant la suspension du *Reichsrat* et grâce au soutien des militaires, l'empereur imposerait une solution conforme à leurs attentes, et les poursuites contre des politiciens tchèques connus contribuèrent à dégrader sensiblement le climat politique. Le dirigeant jeune-tchèque Karel Kramář fut arrêté le 21 mai 1915 pour haute trahison sans qu'en aient été informés ni le Premier ministre Stürgkh ni le *Statthalter* de Bohême, von Coudenhove, successeur, depuis le 10 avril 1915, du prince Thun, jugé trop favorable aux Tchèques. En juin 1914, par l'intermédiaire du journaliste Svatkovski, il avait fait parvenir au ministre russe des Affaires étrangères Sazonov ses idées sur une fédération panslave et la constitution d'un État tchéco-slave fort dans ses limites du XIV^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de sa plus grande extension, et envisagé d'y intégrer la Slovaquie. Après la déclaration de guerre, il avait demandé aux États de l'Entente par l'intermédiaire de la légation sofiote qu'en cas de maintien de l'Autriche-Hongrie lors des négociations de paix, le droit d'État, le regroupement des pays de la couronne bohémienne et le principe d'une administration autonome soient au moins reconnus. Ils furent arrêtés l'un après l'autre, ainsi que le chef du *Sokol*, le Dr J. Scheiner, le rédacteur des *Národní listy*, le Dr A. Rašín, V. Klofáč des socialistes nationaux et bien d'autres, dont le procès eut lieu en décembre 1915. Le 3 juin 1916, Kramář fut condamné à mort, devenant du même coup pour la population un martyr de la cause tchèque, mais la sentence fut cassée le 2 juillet 1917 ; 719 Tchèques bénéficièrent d'une amnistie prononcée par l'empereur Charles I^{er}.

Cette rigueur, qui se traduisit aussi par l'interdiction du *Sokol* et de quelques journaux d'opposition, était destinée à briser la vague d'enthousiasme panslave suscitée par l'avance des troupes russes à l'hiver 1914-1915 et à servir d'avertissement aux autres politiciens tchèques qui s'étaient associés, avec l'accord de Masaryk, en une sorte de société secrète baptisée Maffia, pour préparer des actions national-révolutionnaires et populariser l'idée d'un État indépendant. En mars 1915, Kramář, Scheiner, Rašín, Beneš et Šámal entreprirent la rédaction d'un programme. Des représentants des agrariens, des socialistes et des progressistes devaient être également sollicités ; par contre, il paraissait de peu d'intérêt de faire appel aux Vieux-Tchèques et aux cléricaux, plus proches de la conception autrichienne de l'État. La reddition aux Russes, le 3 avril 1915, du 28^e régiment d'infanterie de Prague et, en juin, du 36^e de Mladá Boleslav expliquent aussi sans doute les poursuites entamées contre Kramář, panslave notoire, et la

volonté de faire un exemple. La Maffia, bien que s'appuyant sur des ramifications dans les villes tchèques les plus importantes et jusqu'à Vienne, ne fut pas réellement affectée par la seconde vague d'arrestations d'octobre 1915. Soutenus et couverts par des sympathisants dans les ministères centraux et jusqu'à la cour impériale, ses membres eurent connaissance des rapports sur le moral de la population et l'état du pays et répandirent des informations sur la situation au front et des consignes politiques grâce à deux journaux illégaux. Un loyalisme de façade à la monarchie royale et impériale fut préservé, notamment après l'échec de l'offensive Broussilov et l'occupation de la Roumanie qui, à l'automne 1916, consolidèrent la situation militaire des puissances centrales. L'assassinat du Premier ministre Stürgkh, le 21 octobre 1916, par le socialiste radical Friedrich Adler, et surtout la mort de François-Joseph, le 21 novembre, suscitèrent un deuil sincère dans les pays bohémiens. Au terme de soixante-huit ans de règne, la personnalité du vieil empereur défunt, fortement identifié à l'État pluri-national, symbolisait une période importante de loyauté affective entre les nations de la monarchie Habsbourg. Son successeur, Charles I^{er} (1916-1918), s'efforça de répondre par de nouvelles initiatives politiques à l'aspiration croissante des peuples à la paix et d'amorcer un tournant à l'intérieur aussi en écartant les politiciens impopulaires.

Charles I^{er} renvoya Ernest von Koerber, éphémère Premier ministre, et confia la formation du gouvernement au comte Heinrich Clam-Martinic, représentant de la haute aristocratie bohémienne. Entre 1910 et 1912, il avait participé de près aux négociations sur le compromis, et à l'été 1916, porte-parole de la Chambre haute, il avait réclamé la réouverture du *Reichsrat* et la restauration d'une vie politique conforme à la Constitution. Il s'était de plus opposé au souhait des pangermanistes et d'Ernst von Plener de « saisir le moment opportun pour créer une situation nouvelle en Bohême par un coup de force du pouvoir d'État », ce qui aurait rejeté les Tchèques dans une opposition radicale. Les chefs de partis tchèques choisirent de rassembler toutes les forces du pays et de s'assurer la faveur du jeune empereur et de son entourage en faisant preuve d'un certain esprit de conciliation. Le 19 novembre 1916, ils créèrent à Vienne le *Český svaz* (Alliance tchèque) et mirent en place un *Národní výbor* (Comité national), localisé à Prague et chargé de coordonner toutes les actions nationales à l'intérieur. À plusieurs occasions, ainsi le 23 janvier 1917, l'Alliance tchèque fit acte de fidélité à la dynastie et assura que « rien ne s'est jamais produit dans le peuple tchèque qui aurait permis de mettre en doute à l'étranger la résolution inébranlable de la nation tchèque de n'obtenir satisfaction pour ses revendications que sur le sol de l'Empire tout-puissant ». Les délégués tchèques répondirent à la réouverture du *Reichsrat* le 30 mai par une déclaration approuvant le maintien de la



monarchie impériale et royale, mais invoquant le droit naturel pour demander sa transformation en un État fédéral et la fusion des pays historiques avec la partie slovaque de la Hongrie. Comme le montrèrent les plans gouvernementaux, le Premier ministre Clam-Martinić et son ministre des Affaires étrangères, le comte Ottokar Czernin, deux aristocrates bohémiens, étaient au mieux disposés à accueillir avec certaines réserves les projets élaborés en 1908 par Kramář et Baernreither et, en cas de refus tchèque, à les mettre en œuvre par ordonnance.

Cette solution, insuffisante et dépassée, n'évoquait même pas la fédéralisation de l'Empire Habsbourg, condition *sine qua non* pour les partis tchèques, et *a fortiori* l'idée que les pays bohémiens réunifiés pourraient y occuper une place analogue à celle de la Hongrie dans la monarchie. Elle déçut profondément les dirigeants du mouvement qui ne se sentirent plus tenus à une fidélité totale à l'État ni à contribuer activement à sa défense. Les mots d'ordre des nationalistes allemands, qui pensaient pouvoir imposer leurs conceptions politiques par la force après une paix victorieuse, étaient pour les Tchèques autant d'incitations à abandonner les derniers éléments de patriotisme national autrichien. Les difficultés d'approvisionnement encouragèrent la résistance passive et les attentats, les grèves et les sabotages se multiplièrent dans les usines d'armement. Après la révolution de février 1917 et l'imminence de la défaite militaire qui paralysaient la Russie tsariste, la solution néo-slave, rejetée par la plupart des politiciens tchèques, ne constituait plus une alternative réaliste. Le seul espoir était désormais que l'Entente soutienne les revendications tchèques, ce à quoi Masaryk consacrait tous ses efforts depuis février 1915.

Les succès internationaux

Son œuvre scientifique, son engagement résolu en faveur de la vérité et de la justice, son éloquence parlementaire avaient valu à Masaryk un grand prestige, mais pas de véritable soutien populaire. Son indépendance et sa clarté de jugement le tinrent à l'écart des tendances politiques. Il avait montré sa capacité à affronter l'impopularité lors de l'affaire des manuscrits falsifiés, par ses prises de positions dans le procès Hilsner pour meurtre rituel, dans l'affaire Wahrmond, dans le procès pour haute trahison d'Agram et dans le procès Friedjung. Dès 1895, dans *Česká otázka* (*La Question tchèque*), il avait émis des réserves à l'égard de la réalisation du programme national de Palacký et souligné la nécessité « de rechercher l'indépendance avec nos compatriotes allemands dans le cadre de la monarchie ». Il critiquait sévèrement les idées néo-slaves du cercle de

Kramář, entre autres parce que la démocratie était à la base de sa conception et de son idéal d'État, et que la république était à ses yeux la seule forme de gouvernement adaptée à la société-nation moderne. Malgré tout, une Autriche fondamentalement réformée et modernisée restait pour lui le seul cadre acceptable de l'évolution future du peuple tchèque auquel il portait un amour sincère et qu'il se sentait destiné et engagé à servir. Son impulsion contribua de façon décisive à l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et au remodelage de la carte de l'Europe centrale, et c'est sous ce signe que sa personnalité, son œuvre scientifique et son activité politique sont entrées dans la littérature politique allemande de l'entre-deux-guerres.

Persuadé que la monarchie Habsbourg ne pourrait survivre à la guerre en raison des nombreux problèmes restés sans solution dans les domaines politique, social et national, Masaryk voulait confier aux hommes d'État des démocraties occidentales l'avenir des Tchèques et des Slovaques, dont il était depuis le tournant du siècle l'un des rares dirigeants à avoir une conception nationale. Dès octobre 1914, il exposa au meilleur connaisseur anglais du problème des nationalités dans l'espace danubien, l'historien et journaliste R.W. Seton-Watson, son projet de réunir les provinces tchèque et slovaque en un État indépendant après la défaite militaire des puissances de l'Europe centrale. Averti par son disciple et confident Edvard Beneš de l'imminence de son arrestation alors qu'il voyageait en Suisse et en Italie, il ne rentra pas dans son pays, et il poursuivit son activité politique en exil. Bien que non soutenu par les principaux chefs politiques tchèques et ne sachant pas si son programme d'indépendance rencontrerait une large approbation, il se considérait comme le porte-parole légitime de son peuple, au nom duquel, en avril 1915, il remit au ministre anglais des Affaires étrangères Grey le mémorandum confidentiel *Independent Bohemia*, dans lequel il réclamait, pour le nouvel État tchèque et slovaque qu'il appelait de ses vœux, des frontières naturelles, l'intégration de ses minorités et la constitution d'un lien territorial avec les Slaves du Sud, seul moyen, selon lui, de contenir efficacement l'expansion du pangermanisme. Pour populariser ses idées, Masaryk s'appuya sur le Conseil national créé le 5 février 1915 par des Tchèques et des Slovaques de l'étranger et qui publiait la revue *L'Indépendance tchèque*; Ernest Denis, historien français de renom, édita à partir du 1^{er} mai 1915 la revue *La Nation tchèque*, qui fournit une autre tribune aux idées de Masaryk et lui ouvrit l'accord et le soutien de l'opinion française. À partir du 22 août 1915, Masaryk lui-même édita en Suisse *Československá samostatnost* (*L'Indépendance tchèque*), dont le Dr L. Sychrava reprit la rédaction et qui servit de trait d'union avec les émigrés tchèques et slovaques vivant en France, en Angleterre, en Amérique et en Russie. Le cinq centième

anniversaire de la mort de Hus fut célébré le 4 juillet 1915 à Zurich et le 6 juillet à Genève, et Masaryk sut en faire une impressionnante démonstration de l'unité des Tchèques et des Slovaques. Le député vieux-tchèque J. Dürich, qui s'était rallié à Masaryk en mai, avait apporté le modeste concours financier du *Český svaz*, et la *Živnostenská banka* contribua aussi à atténuer un peu la préoccupante pauvreté du Conseil national. Par la suite, les Tchèques d'Amérique, organisés par Vojta Beneš, financèrent la plus grande partie du travail international assuré à partir de septembre 1915 par Edvard Beneš, qui s'était à son tour exilé après avoir coordonné l'action en Bohême et participé à la mise sur pied de la Maffia.

Dans un manifeste signé par les représentants des associations tchèques et slovaques de l'étranger, Masaryk annonça, le 14 novembre 1915 à Paris, la création d'un comité d'action à l'étranger pour l'édification d'un État tchécoslovaque indépendant. À la suite d'une entrevue avec le président du Conseil français Briand le 3 février 1916, au cours de laquelle Masaryk avait su habilement réveiller l'intérêt de la France pour un démembrement de l'Autriche qui favoriserait l'affaiblissement du voisin allemand, le gouvernement français admit le principe d'un Conseil national tchécoslovaque, où M.R. Štefánik représentait les Slovaques. Grâce au travail inlassable et à l'efficacité de l'action de Beneš auprès de la presse, les succès furent rapides, même si la dissolution de la monarchie danubienne et l'édification d'États nationaux ne figurèrent parmi les buts de guerre de l'Entente qu'au printemps 1918. Malgré tout, le 16 septembre 1916, Poincaré reconnut le Conseil national des pays tchèques au nom de la France et Lord Asquith en fit bientôt autant pour la Grande-Bretagne. Ce Conseil devint le cœur de l'action internationale, relayé par le gouvernement provisoire, qui parvint à établir des relations satisfaisantes avec la mère patrie. À partir de juillet 1916, J. Dürich représenta les intérêts du Conseil national en Russie où il s'efforça d'obtenir le soutien du régime tsariste à la revendication de souveraineté nationale.

Désireux d'accroître l'influence et le droit de parole du Conseil national parisien auprès des pays de l'Entente, Masaryk défendit très vite l'idée de créer des unités tchèques composées d'émigrants, de déserteurs et de volontaires, et qui combattraient aux côtés des Alliés. Malgré la défection de régiments entiers, le gouvernement russe réserva sa décision. Seule la visite de Masaryk en Russie révolutionnaire, de mars 1917 à avril 1918, permit de venir à bout des hésitations et de recruter 22 000 volontaires, que la révolution d'Octobre empêcha toutefois de rejoindre la France comme prévu. La légion tchèque, dont l'effectif atteignit finalement 95 000 hommes bien équipés, joua un rôle ambigu pendant la guerre civile entre Blancs et Rouges et ne

regagna la patrie qu'en 1920, après une Anabase aventureuse au travers de la Sibérie.

Après un accord obtenu aux termes de négociations tout aussi ardues avec le gouvernement français, quatre régiments rassemblant 10 000 hommes furent mis sur pied à partir de décembre 1917 ; ils ne rejoignirent les champs de bataille que dans les dernières semaines de la guerre, de même que la légion de 11 500 hommes constituée en Italie à partir d'avril 1918. Ces troupes, et surtout la légion qui constituait le seul allié stationné sur le sol russe, contribuèrent à renforcer la position de Masaryk dans les négociations où il réclamait la reconnaissance par les Alliés du Conseil national, prémisse d'un futur gouvernement provisoire, et celle des buts de guerre tchèques.

Les déclarations de loyauté des partis tchèques et l'action internationale de l'empereur Charles I^{er} compromirent un instant la concrétisation des vues de Masaryk. Jusqu'au début de 1918, les projets de paix séparée de l'Autriche et la tentative de médiation du prince Sixte de Parme nourrirent l'espoir des pays de l'Entente d'isoler militairement l'Empire allemand. Le 5 janvier 1918, le Premier ministre britannique Lloyd George déclara officiellement que son gouvernement était disposé à garantir l'autonomie nationale des peuples de l'Empire Habsbourg, mais qu'il ne contribuerait pas au démantèlement de la monarchie danubienne. Dans ses Quatorze Points présentés au Congrès le 8 janvier 1918, le président Wilson, qui avait déclaré la guerre aux puissances centrales en avril 1917 au nom des États-Unis, ne réclamait de même, dans son point 10, que « le cadre le plus souple d'un développement autonome » pour les peuples d'Autriche. Au nom de Masaryk, qui arriva à Washington en mai 1918, E. Beneš conduisit avec une habileté et une ténacité remarquables les négociations avec les représentants des ministères des Affaires étrangères français et britannique, et obtint de l'Entente l'engagement définitif d'autoriser la mise sur pied d'un État tchéco-slovaque dans ses frontières naturelles et historiques et de reconnaître comme gouvernement provisoire le Conseil national qui devait représenter les revendications nationales à la conférence de la paix à égalité avec les autres participants. Le 3 juin, le gouvernement britannique reconnut le Conseil national comme « organe responsable du gouvernement tchéco-slovaque » ; le 29 juin, le ministre français des Affaires étrangères, Pichon, assura par écrit que son pays considérait le Conseil national comme « l'instance suprême, gérant tous les intérêts de la nation, et comme le premier fondement d'un futur gouvernement tchéco-slovaque ». Le 11 août, le Foreign Office accorda au Conseil national le droit de participer aux conférences alliées et s'engagea à soutenir la réunion des Tchèques et des Slovaques en un seul État. Grâce à l'action personnelle de Masaryk, le 3 septembre, après de longues discussions,

le président Wilson confirma le Conseil national comme puissance belligérante et comme gouvernement *de facto* des Tchèques et des Slovaques. Sur la pression de Beneš, le gouvernement français s'engagea à nouveau le 28 septembre à considérer le Conseil national comme gouvernement provisoire, en reconnaissance de l'engagement de la Légion tchèque, et à soutenir la création d'un État indépendant des Tchèques et des Slovaques dans ses frontières historiques et naturelles. Après cet élargissement des buts de guerre alliés, les représentants de l'action internationale purent poser les jalons les plus importants de la future République tchécoslovaque, bien que la population concernée sur place n'ait pu donner son point de vue, et qu'aucun progrès n'ait été constaté dans la problématique question des nationalités.

La proclamation de la République tchécoslovaque

Après l'effondrement militaire de la Bulgarie qui, à la fin de septembre 1918, avait mis en évidence la situation sans issue des puissances centrales, l'Italie admit à son tour le 3 octobre l'éclatement de la monarchie Habsbourg et reconnut le Conseil national tchécoslovaque comme gouvernement *de facto*. Immédiatement après, l'empereur Charles I^{er} demanda l'armistice sur la base des Quatorze Points de Wilson. Beneš considéra alors le moment venu de constituer, le 14 octobre, un gouvernement provisoire de la Tchéco-Slovaquie dont le siège provisoire était à Paris. Masaryk en avait la présidence et le portefeuille des Finances, Beneš celui des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Štefánik celui de la Guerre. L'accord formel donné le 15 octobre par la France à la constitution de ce gouvernement, accord auquel se joignirent dans la semaine la plupart des États de l'Entente, scella ce que Beneš appela par la suite l'issue victorieuse du combat de la nation tchécoslovaque pour un État indépendant ». La dernière tentative de Charles I^{er} pour sauver la monarchie impériale et royale en fédéralisant l'Empire et en octroyant l'autonomie échoua. Le 17 octobre, un manifeste impérial invita les nations d'Autriche-Hongrie à mettre sur pied des conseils nationaux, à se constituer en États fédéraux sur leur territoire et à regrouper ceux-ci en une fédération. Masaryk répondit à cette initiative de la dernière chance le 18 octobre à Washington par une proclamation hâtive mais sans lendemain de l'indépendance tchécoslovaque. Dans la phase finale de la Première Guerre mondiale, les politiciens restés au pays reprirent la haute main sur les négociations. Depuis l'été 1917, influencés par la ligne suivie sur le plan international et soutenus par une opinion publique radicalisée par les privations, ils défendaient eux aussi l'idée d'une indépendance totale.

L'hostilité croissante de la population tchèque envers l'Autriche

avait amené les représentants des groupes politiques les plus importants à se réunir à l'automne 1917 au sein du Groupe pour un État démocratique tchèque dirigé par A. Rašín. Au refus catégorique du gouvernement central viennois d'Ernst von Seidler d'ouvrir des discussions sur la future situation juridique des peuples non allemands, tous les représentants tchèques au *Reichstag* et à la diète répondirent par la déclaration de l'Épiphanie 1918, qui proclamait la nullité des projets antérieurs d'intégration du territoire réuni des Tchèques et des Slovaques en une « fédération de l'État danubien », et rejetait clairement l'Autriche aussi bien que la monarchie des Habsbourg. La création, le 13 juillet 1918, d'un nouveau Comité national tchécoslovaque présidé par K. Kramář constitua un rejet tout aussi clair de l'ancien lien étatique ; ses 30 membres délégués par les partis tchèques sur la base des résultats aux élections de 1911 eurent pour mission de préparer la « révolution nationale » prévue pour l'hiver 1918-1919. Les mesures prévues pour mettre en place des comités nationaux au niveau local et pour lever un impôt national et une armée territoriale devaient permettre la transmission du pouvoir administratif à un futur « gouvernement national ». Le Conseil socialiste formé le 6 septembre et composé de représentants des différents partis socialistes tchèques fit des recommandations pour une solution des problèmes socio-économiques. Beneš, soucieux d'éviter un soulèvement prématuré et des pertes humaines inutiles et aussi de faire respecter l'autorité du Conseil national parisien, imposa aux chefs de la lutte intérieure, qui n'admettaient son autorité qu'à contrecœur, d'attendre les ordres de Paris pour entreprendre des actions armées.

Seule l'imminence d'un effondrement militaire désormais inévitable conduisit le gouvernement autrichien à chercher en hâte la possibilité d'assurer malgré tout la survie de la monarchie Habsbourg. L'offre d'autonomie politique de la nation tchèque transmise par le ministre Hussarek le 26 septembre fut repoussée comme inacceptable par le *Nationalausschuss*. La médiation tentée par Charles I^{er} échoua le 12 octobre, car les porte-parole de tous les partis tchèques exigèrent la mise en place immédiate d'un gouvernement national et sa participation aux négociations de paix, ainsi que le rappel de toutes les unités combattantes tchèques dans les pays bohémiens. Le manifeste du 17 octobre de Charles I^{er} à ses « fidèles peuples autrichiens » fut de même rejeté sans ambages. Lammasch, dernier Premier ministre impérial et royal, eut aussi peu de succès dans sa tâche de former des États nationaux s'administrant eux-mêmes dans le cadre d'un groupe monarchique souple. Tandis qu'une délégation dirigée par Kramář se rendait à Genève pour discuter avec Beneš des modalités de la remise du pouvoir d'État aux Tchèques, la dégradation du pouvoir fut si rapide que les dirigeants restés à Prague furent contraints à l'action.

Au soir du 27 octobre, on apprit le contenu de la note Andrássy au président Wilson. Le gouvernement autrichien demandait la négociation d'une paix séparée dans les conditions posées par l'Entente après rupture de l'alliance avec l'Allemagne. Rašín convoqua alors pour le lendemain le présidium du *Nationalausschuss*. À cette réunion, les « hommes du 28 octobre », l'agrarien Švehla, le socialiste Soukup, le socialiste-national Stříbrný et le Jeune-Tchèque Rašín ne décidèrent initialement que de soumettre à l'autorité du *Nationalausschuss* l'office de distribution de céréales et l'administration centrale de l'approvisionnement. Le succès croissant des manifestations de rues et les slogans favorables à Masaryk et à Wilson et à un État commun aux Tchèques et aux Slovaques conduisirent les membres du présidium à profiter de ce moment favorable pour s'emparer de l'administration nationale. Les représentants du *Statthalter* et l'administration militaire acceptèrent sans difficulté ce transfert de l'administration au *Nationalausschuss*. La loi rapidement élaborée par Rašín sur « l'édification de l'État tchéco-slovaque » et le « manifeste au peuple tchéco-slovaque », se référant aux buts de la révolution lancée de l'étranger et aux mesures prises par le Conseil national de Paris, proclamèrent la fondation d'un État national tchéco-slovaque souverain. Au même moment, les négociateurs de Genève, ignorant les événements de Prague, décidèrent de proclamer une république, avec Masaryk pour « chef du pouvoir exécutif » et un gouvernement de 14 ministres dirigé par Kramář.

La population tchèque accueillit la proclamation de la souveraineté dans les frontières historiques avec une allégresse immense. Ce qui, cinq ans auparavant, était encore une utopie et, voilà dix-huit mois, le pâle espoir de quelques politiciens avait été obtenu sans effusion de sang après l'effondrement militaire des Empires centraux et dans le cadre d'une république tchéco-slovaque (ČSR) grâce à la profondeur de vues de Masaryk et aux efforts inlassables de Beneš. La fondation de l'État ne fut pas un « bouleversement » porté par des forces purement révolutionnaires et réalisé grâce à l'engagement de larges masses populaires, mais le fruit de l'action politique d'un petit nombre d'hommes agissant de surcroît de l'étranger. L'opinion publique, qui, pratiquement jusqu'à la fin de la guerre, avait assisté plutôt passivement et sans grande compréhension à la lutte pour l'indépendance nationale, fut totalement prise de court par ce succès rapide, qui déclencha une vague de nationalisme dont la première victime fut la population allemande, découragée et atteinte dans son identité. Les erreurs commises dans les mois suivants à l'encontre des 3,3 millions d'Allemands pesèrent inutilement sur la cohabitation des deux nationalités dans le nouvel État, mais aussi sur l'existence même de la ČSR.

Dans les jours qui suivirent le 28 octobre 1918 et la proclamation du nouvel État, le *Nationalausschuss* de Prague prit par précaution toutes les mesures susceptibles de faire face aux problèmes complexes qui requéraient prioritairement une solution : assurer le fonctionnement de l'administration et un approvisionnement difficile. La constitution provisoire, rédigée en quelques heures par le social-démocrate A. Meißner, créa le cadre nécessaire au fonctionnement gouvernemental, parlementaire et présidentiel. Il fallait avant tout garantir le territoire revendiqué par l'État et consolider le pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur. Le pouvoir du nouveau gouvernement prenait alors fin à 40 km au nord de Prague, car les Allemands de Bohême, se référant au principe de l'autodétermination invoqué par Wilson, réclamaient le rattachement des circonscriptions allemandes à la république allemande d'Autriche, alors en cours de constitution. Bien que les porte-parole des Slovaques aient également appelé à l'autodétermination des Slovaques de Hongrie, le gouvernement de Prague dut entreprendre seul l'intégration de cette province qui n'avait jamais appartenu au royaume de Bohême, mais qui était depuis mille ans partie intégrante de la couronne de saint Étienne, et dont la population restait passive et peu mobilisée par les événements. Le combat pour la Slovaquie dura plus de huit mois et s'acheva par une victoire militaire et diplomatique. Les richesses naturelles de l'ancien duché de Děčín furent l'enjeu d'une autre lutte, car l'allié polonais, invoquant la composition ethnique de la population, rejetait les prétentions du gouvernement pragois qui invoquait, lui, l'histoire et le droit d'État.

Le 11 novembre 1918, l'empereur Charles I^{er} abdiqua et délia ses peuples de leur serment de fidélité ; au cours de la première séance de l'Assemblée nationale provisoire qui se tint en l'absence de tout représentant des provinces allemandes, Kramář, le Premier ministre, proclama la déposition de la maison des Habsbourg et la naissance du nouvel État tchécoslovaque en tant que république. Au terme de plus de quatre siècles d'histoire commune, les relations dynastiques et juridiques entre les pays bohémiens et l'Autriche prenaient fin, après l'échec des tentatives des derniers jours de la guerre pour maintenir en vie l'Empire Habsbourg par une réforme radicale de son cadre institutionnel et pour en faire un facteur de stabilité dans l'est de l'Europe centrale. Mais la proclamation de la république tchécoslovaque mettait aussi fin au royaume de Bohême né au tournant du XII^e et du XIII^e siècle avec ses pays connexes, et devenu, à la fin du Moyen Âge, un élément constitutif du Saint Empire romain germanique et souvent déterminant pour les États d'Europe centrale. Sa richesse avait permis l'ascension de la maison d'Autriche au rang de grande puissance dans l'espace danubien.

La société-nation tchèque née au cours de la seconde moitié du

XIX^e siècle, consciente d'elle-même, dynamique, moderne, n'avait plus de raison de s'appuyer sur une conception de l'État identifiée aux chapitres les plus sombres du passé, avec ses heures d'asservissement, d'exploitation, de retard socio-économique, de frustration nationale et de censure intellectuelle et culturelle, et jugée contradictoire avec la tradition démocratique et de souveraineté populaire du hussitisme, tenu pour la meilleure part de l'héritage national. Quelles que soient les insuffisances imputables à la maison des Habsbourg dans l'administration de son grand Empire plurinational, ce sont les profondes réformes législatives, économiques, sociales et culturelles postérieures à 1860-1867 qui ont permis la renaissance nationale tchèque et, par là même, la formation de la société-nation tchèque moderne ainsi que cette indépendance qui s'ouvrait alors.

CHAPITRE XIII
Continuités et ruptures
dans l'histoire de la République tchécoslovaque
après 1918

L'ÉLARGISSEMENT DES « FRONTIÈRES HISTORIQUES »

Grâce au talent de négociateur de Beneš, alors ministre des Affaires étrangères, les pays de l'Entente autorisèrent la République tchécoslovaque à étendre son territoire au-delà de ses frontières historiques le 15 janvier 1919, au cours de la conférence de Paris. En vertu des accords que Masaryk conclut avec les représentants des Slovaques émigrés aux États-Unis à Pittsburgh le 30 mai 1918, ainsi qu'avec les Carpatho-Ruthènes à Cleveland le 19 novembre 1918, et le Conseil national slovaque ayant exprimé par ailleurs, à Turč.Sv.Martin, le 30 octobre 1918, un souhait assez flou de rattachement à la République tchèque, ces deux provinces furent réunies à la ČSR au printemps 1919 après de rudes combats contre les gardes rouges hongrois. La pacification de ces territoires arriérés, qui n'avaient jamais fait partie des pays bohémiens, et la mise en place d'une administration civile efficace furent malaisées, car la population, peu motivée et souvent hostile aux nouvelles autorités, n'était ni désireuse ni capable d'y collaborer de façon constructive. Les Allemands de Bohême (*Deutschköhmern*) avaient proclamé en octobre-novembre 1918 leur appartenance au nouvel État autrichien allemand, mais, au mépris du droit à l'autodétermination énoncé par Wilson pour toutes les nations concernées par les traités, ils furent rattachés à la ČSR au terme de l'occupation militaire des districts allemands qui s'acheva en décembre 1918. À cette occasion, l'ancienne principauté d'Eger, purement allemande, la circonscription prusso-silésoienne d'Hultschin et certaines zones autour de Weitra et Feldsberg, situées hors des frontières historiques de la Bohême, furent elles aussi annexées à la ČSR. Le

différend avec la Pologne à propos du tracé de la frontière dans l'ancien duché de Dětín ne fut réglé que le 10 juillet 1920 par le protocole de Spa, qui accorda à Prague le district à l'ouest du petit cours d'eau frontalier de l'Olsa, un bassin houiller d'une certaine importance économique grâce à ses mines et à ses usines sidérurgiques. Les traités de paix de Saint-Germain (10 septembre 1919) et Trianon (4 juin 1920) accordèrent à la ČSR une superficie de 140 000 km² et 13,6 millions d'habitants. Le recensement de 1930 dénombrait 9,75 millions de Tchèques et Slovaques (66,25 %), 3,32 millions d'Allemands (22,5 %), 720 000 Hongrois (4,9 %), 410 000 Ruthènes (2,9 %) et 100 000 Polonais (0,7 %). Le nouvel État rassemblait ainsi environ un quart (26,4 %) de la population et un cinquième de la superficie de l'ancienne monarchie impériale et royale, mais le nouveau territoire national, pour l'essentiel les pays bohémiens, concentrait plus des deux tiers (env. 70 %) de la production industrielle de l'Autriche-Hongrie. Pour qu'un État étiré ainsi d'ouest en est sur plus de 950 km se maintienne, il lui fallait asseoir sa position internationale, mais aussi obtenir la coopération active de toutes les minorités nationales. Or les erreurs des anciennes luttes nationales se reproduisirent. Malgré des efforts sincères des deux côtés, elles ne purent être réparées au fil des années suivantes et offrirent aux pays voisins avides d'affaiblir, et bientôt d'abattre la ČSR, l'occasion bienvenue de mettre en péril la paix intérieure et l'existence même de l'État.

Les représentants des puissances victorieuses à la conférence de Paris méconnurent la force explosive de la question nationale dans cette Europe démocratique d'après-guerre qui avait suscité tant d'espoir ; il manquait à la kyrielle des nouveaux États de l'est de l'Europe centrale le ferment d'ordre qu'était autrefois la monarchie Habsbourg. Le gouvernement central de Prague refusa l'autonomie promise aux Ruthènes, installés à l'est de la république, qui avaient le moins bénéficié des mesures de modernisation intervenues depuis 1867 dans le royaume de saint Étienne et dont la conscience nationale était encore embryonnaire. En Slovaquie du Sud, les Magyars, séparés de leur mère patrie par une frontière Danube-Ipel' née de considérations purement stratégiques, n'avaient guère de sympathie pour la ČSR ; ils apportèrent eux aussi leur pierre aux conflits des nationalités jusqu'au premier arbitrage viennois du 2 novembre 1938. De même, les habitants parlant le polonais ou un dialecte polonais, qui découvraient alors leur identité nationale, se tournèrent plus volontiers vers Varsovie que vers Prague et gardèrent leurs distances à l'égard du nouvel État. Invoquant l'accord de Pittsburgh, une part importante de la population de la Slovaquie, dont le Parti catholique conservateur du prêtre A. Hlinka était le porte-parole, exigeait avec une impatience

croissante son « autonomie nationale ». Le centralisme excessif qui favorisait les Tchèques et méprisait les us et coutumes slovaques entretenait la tension en Slovaquie et maintint une agitation politique permanente jusqu'en 1938-1939. Mais la question mal résolue des Allemands des Sudètes occupa la première place.

Dans son mémoire à la conférence de la paix sur *Le Problème des Allemands en Bohême*, Beneš avait proposé une interprétation large des données statistiques et historiques et insisté sur la nécessité d'annexer les zones de peuplement allemand pour assurer la viabilité du nouvel État des Tchèques et des Slovaques ; il avait alors promis de créer en ČSR un État calqué sur le modèle suisse et de faire de l'allemand la seconde langue du pays afin d'obtenir la collaboration et le loyalisme de la population allemande. Difficile de dire si l'opportunisme, la sincérité ou le souhait d'éviter la répétition des erreurs passées inspiraient la promesse qu'il fit en mai 1919 de respecter en ČSR « les principes de la constitution de la république suisse comme principes de base du droit des nationalités ». Après la signature du traité de Saint-Germain, ces intentions furent vite oubliées, et le gouvernement tchécoslovaque se considéra comme dégagé de sa promesse par la signature d'un traité de protection des minorités garanti par la Société des Nations. Toutes les demandes d'une autogestion même modeste restèrent sans écho, et de nombreux Allemands se sentirent dupés, surtout quand Masaryk, après son élection à la présidence, déclara à son arrivée à Prague le 21 décembre 1918 : « Nous avons créé notre État. Ainsi est définie la position juridique de nos Allemands, venus initialement dans notre pays comme immigrants et colons. » Cette déclaration surprit ses sympathisants et suscita un front uni contre l'intégration des territoires allemands dans la ČSR. C'est à ce moment seulement, dans l'hostilité à la jeune République tchécoslovaque, que les Allemands de Bohême, de Moravie et de Silésie se retrouvèrent en une entité politique, celle des Allemands des Sudètes, et qu'ils développèrent une conscience nationale commune et solidaire, qui, au départ, se référait surtout à l'Autriche et n'avait que des contacts limités avec la République de Weimar.

LES PILIERS DE L'ÉTAT

Un certain désarroi se fit sentir jusque dans les éléments de la population qui soutenaient l'État. Au départ, ni la bourgeoisie ni les ouvriers ne paraissaient à même de jouer ce rôle, pour eux nouveau, de bâtisseurs d'un État. Les objectifs nationaux avaient été atteints, mais l'absence de traditions et la surestimation de la liberté ainsi

conquise suscitèrent des attentes excessives et la population n'accéda que lentement à une conception réaliste de l'État. Les barrières entre ouvriers et classe moyenne n'étaient pas insurmontables, et la république, aussi bien dans les principes qu'elle proclamait que dans ses premières mesures législatives concrètes, se sentait engagée sur des objectifs sociaux, mais les partis ouvriers se référant à la lutte des classes entretenirent une effervescence qui s'accrut encore avec la fondation d'un parti communiste en 1921. Le besoin toujours plus pressant de décider de façon autonome de l'avenir se traduisit dans la vie politique courante par une succession de gouvernements de coalition et conduisit plus à des excès qu'à la coopération constructive de tous les milieux. Des problèmes épineux réclamaient pourtant une solution collective : aux pays bohémiens, à l'industrie et à l'agriculture développées, à l'administration expérimentée et à l'intelligentsia cultivée et nombreuse s'opposaient une Slovaquie sous-développée et une Ruthénie carpathique arriérée, qui ne pouvaient être comparées au reste de l'Europe centrale ni par leur production industrielle ni par leur agriculture. Les nationalistes slovaques et ruthènes, craignant d'être submergés par les Tchèques, firent obstacle à toutes les mesures pourtant bien intentionnées du gouvernement central ; de ce fait, en dépit de nombreux efforts, la conscience générale d'appartenir à un même État et à une communauté slave ne put voir le jour, et les disparités culturelles et économiques ne purent être vraiment réduites, car les contrastes étaient trop grands, les moyens trop faibles, et la patience, la confiance et la tolérance insuffisantes. Ces conditions empêchèrent le développement d'un « peuple-nation tchécoslovaque ». En revanche, la Moravie et l'ancienne Silésie autrichienne, où le sentiment régional était fort depuis le XVII^e siècle, furent intégrées dans l'État centralisé tchécoslovaque, gouverné de Prague et dominé par les Tchèques « bohémiens ».

Malgré la référence au hussitisme, perçu comme « démocratie originelle », malgré la généralisation du suffrage universel égalitaire et direct, y compris aux femmes, malgré une structure étatique inspirée de la Troisième République française et malgré un système de partis développé et bien rodé, le cadre de la vie politique fut fixé par un petit groupe de politiciens professionnels, d'avocats, de journalistes, de professeurs, de syndicats et de propriétaires fonciers qui surent s'assurer le soutien financier de banquiers, d'industriels et de négociants triés sur le volet. Au-dessus des partis, les leviers du pouvoir étaient entre les mains d'un cercle restreint d'hommes de confiance de Masaryk, baptisés significativement « le Château », en référence à la résidence présidentielle, et dont les décisions pesaient sur le cours de la politique et donc sur le sort de l'État. Cette camarilla républicaine élitiste se composait exclusivement d'intellectuels souvent

athées et largement dépourvus de conscience historique. En contradiction flagrante avec la Constitution, l'influence du Château était garantie par l'autorité de Masaryk, célébré comme le « président libérateur », dont les écrits et les déclarations avaient statut de révélation intangible. Les représentants de la « tchéquité », cultivés et conscients de leur origine nationale, qu'ils soient cléricaux, conservateurs ou opposés à la Russie bolchevique, et surtout les aristocrates, qui avaient donné le ton dans la société de l'époque des Habsbourg et souvent occupé les postes clés de l'administration, regrettaient leur ancienne participation au pouvoir et rongeaient leur frein dans l'inaction politique. En dépit de l'humanisme qui marquait les conceptions politiques et morales de Masaryk et de sa volonté profonde de conciliation dans les questions nationales, le Château ne cessa d'idéaliser de façon abusive et intolérante le hussitisme et l'époque antérieure aux Habsbourg. La légende historique se substitua à la tradition vérifiable et conduisit rapidement au rejet des faits et à une exaltation sélective de l'histoire « tchécoslovaque ». Le refus de l'intelligentsia de tirer les leçons des luttes nationales et sociales les plus récentes s'étendit rapidement aux autres couches de la population. En l'absence d'hommes assez courageux et tenaces pour tirer assez vite le signal d'alarme, combattre efficacement le pouvoir du Château et confier le contrôle du pouvoir au parlement, la large démocratie voulue à l'origine s'étiola rapidement et dégénéra en oligarchie, même si la Première République fut, des États nés de la Première Guerre mondiale, la seule à garantir un système parlementaire qui fonctionna jusqu'à la crise de 1938-1939.

Les lois adoptées par l'Assemblée nationale provisoire scellèrent la rupture. Elles soulignèrent le caractère démocratique et réformiste du nouvel État tchèque en abolissant la noblesse, les ordres et les titres. Un article de loi spécifique mit fin à l'influence politique des Églises. La journée de travail de huit heures fut introduite, ainsi qu'une assurance maladie générale et une aide au logement social. Toutefois, les ordonnances du 16 avril 1919 sur la réforme agraire eurent une plus grande portée : des arguments nationaux et militaires furent invoqués pour justifier l'expropriation de toutes les exploitations de plus de 150 hectares de terres cultivées ou de 250 hectares d'autres biens fonciers : il s'agissait d'éliminer « l'injustice de 1620 » et d'installer systématiquement des Tchèques dans les zones frontalières. Outre l'Église et la noblesse, les minorités nationales furent frappées par cette mesure et restèrent exclues de l'opération. La Constitution fut adoptée à l'unanimité le 29 février 1920 en l'absence de représentants des populations allemandes, hongroises et polonaises ; elle refléta elle aussi essentiellement les préoccupations de la majorité tchèque. Seule la loi sur la langue nationale « tchécoslovaque » adoptée au même

moment tint compte des mesures imposées par la Société des Nations pour la protection des minorités non tchèques. Au total, les membres des nations minoritaires durent accepter de devenir des citoyens de seconde zone tolérés par l'État national tchécoslovaque, alors que, provoqués par les coups de force tchèques, ils ne se sentaient guère disposés à accepter la perte de leurs privilèges antérieurs dans la vie publique ; ils furent ainsi poussés au mépris et au rejet ouverts de la CSR.

L'ÉCHEC DE L'« ACTIVISME » ALLEMAND

Pendant l'été 1919, les sociaux-démocrates allemands et les représentants des partis des classes moyennes s'étaient efforcés d'élaborer des contre-propositions opposant à l'idée rigide d'un État national tchécoslovaque la solution alternative d'un État des nationalités, avec un découpage administratif en circonscriptions nationales et une large autonomie administrative dans le cadre de curies nationales. Les Allemands refusèrent de se satisfaire d'un statut de minorité et revendiquèrent tous les droits civiques ; pour les partis tchèques, ce refus fut une incitation supplémentaire à rejeter toute solution collective des questions en suspens. Après les premières élections au parlement en avril 1920, les séances de la Chambre des députés dégénérent en tumultes violents sur des questions d'ordre du jour ou en raison de protestations des députés allemands, qui déclenchèrent des bagarres violentes qui se reproduisirent jusqu'en 1925. La technique de l'obstruction autrefois amenée à la perfection par les députés tchèques au *Reichsrat* de Vienne devint le moyen de lutte favori des Allemands du DNP (*Deutsche Nationalpartei*) et du NSDAP (*Deutsche Nationalsozialistische Arbeiterpartei*), ce qui entrava considérablement le travail parlementaire. Les sociaux-démocrates allemands (DSAP) recherchèrent rapidement des solutions aux questions des nationalités par la voie du compromis ; ils furent rejoints dans cette tactique par la Ligue des agriculteurs (*Bund der Landwirte*, BDL), les chrétiens-sociaux (DCVP) et le petit parti libéral (*Deutschdemokratische Freiheitspartei*, DDFP) ; la voie était ouverte à l'« activisme » dont les Allemands des Sudètes firent preuve à partir de 1926. À l'automne 1926, le premier ministre, Švehla, personnage politique hors pair de la Première République et virtuose du compromis, vint à bout de l'opposition des politiciens tchèques à la participation au gouvernement des partis allemands prêts à coopérer et qui avaient pris leurs distances vis-à-vis du négativisme du DNP, du NSDAP et du rassemblement des nationalistes extrémistes des Allemands des Sudètes.

Après l'entrée du Parti du peuple slovaque (*Slowakische Volkspartei*) le 15 janvier 1927, et bien que les sociaux-démocrates n'eussent pas été associés à ce « ministère du bloc bourgeois », les conditions étaient réunies pour un apaisement des tensions nationales.

Les partis « activistes » allemands s'estimaient prêts à participer à égalité aux responsabilités gouvernementales, mais cette ligne politique n'était guère avisée, car, tant que la situation juridique des minorités ne connaissait pas d'amélioration spectaculaire, collaborer loyalement à la politique de l'État national tchèque signifiait concourir au prestige international de cet État et, à l'intérieur, détourner l'attention des questions en suspens. Les ministres allemands intervinrent énergiquement sur certains points, notamment pour réduire la dureté des ordonnances linguistiques, et la discrimination subie par les Allemands dans la mise en œuvre de la réforme foncière et dans le développement industriel, et pour lever les entraves mises au fonctionnement du système scolaire de langue allemande. Leur bonne volonté ne parvint pas à détourner les Allemands des Sudètes, particulièrement frappés par la crise économique mondiale et attirés par les mots d'ordre nationaux-socialistes, de donner toute leur sympathie au mouvement du *Sudetendeutscher Heimatfront* (SHF, Front patriotique des Allemands des Sudètes), créé le 1^{er} octobre 1933 par un professeur de gymnastique d'Ascher, Konrad Henlein. Avec le SHF, Henlein voulait, par-delà les partis et les groupes sociaux, « rassembler tous les Allemands qui se placent délibérément sur le terrain de la communauté du peuple [*Volksgemeinschaft*] et de la conception chrétienne du monde ». Il promettait d'allier son combat en faveur de la « communauté culturelle et de destin des Allemands » à l'action pour « la défense du sol natal », le développement de l'économie, la création d'emplois et une solution juste aux problèmes sociaux et économiques. La loyauté du SHF pouvait être mise en doute, malgré sa référence explicite aux « principes de gouvernement démocratiques et à l'État tchécoslovaque en place ». Il reste toutefois difficile de prouver de façon irréfutable que les nationaux-socialistes ont été d'emblée des instruments dociles d'Hitler, voire une cinquième colonne travaillant systématiquement à la destruction de la CSR. Grâce à l'infiltration de membres du *Kameradschaftsbund* et d'agents de renseignement allemands à des positions clés, Hitler était en tout état de cause assez fort pour influencer de façon décisive l'orientation du mouvement national-socialiste devenu en avril 1935 le Parti des Allemands des Sudètes (*Sudetendeutsche Partei*, SdP), fort de 200 000 membres, et pour l'utiliser à ses propres fins et au détriment des intéressés.

Toutefois, le fait qu'un parti tel que le SHF/SdP, dirigé par un inconnu aussi peu expérimenté qu'Henlein, ait pu se transformer en l'espace de dix-huit mois et devenir le premier parti aux élections de

mai 1935 ne peut s'expliquer uniquement par la politique mesquine du gouvernement tchécoslovaque à l'égard des nationalités et par les difficultés économiques du pays. Les ordonnances linguistiques, la réduction du nombre des fonctionnaires allemands dans les Sudètes, qui excédait le strict respect d'une répartition selon les nationalités, la tenue d'examens en langue tchécoslovaque, qui, à terme, fit perdre leur emploi à 30 % des cheminots et des postiers allemands, l'allègement d'une administration pléthorique soulevèrent autant l'indignation des intéressés que les discriminations ouvertes à l'encontre des Allemands dans l'application de la loi sur les expropriations et l'adoption d'un texte sur la protection de la république, destiné visiblement à tenir en main les minorités. Le regroupement de la Silésie et de la Moravie en une entité administrative unique priva ainsi de son administration autonome l'unique district à majorité allemande. La politique religieuse favorisa la nouvelle Église nationale tchécoslovaque. Elle fit du 6 juillet la date de commémoration officielle de Hus, abolit les doubles célébrations et chercha à éliminer un catholicisme politique accusé de s'être déconsidéré par sa loyauté à la monarchie Habsbourg. Elle contribua à discréditer la pratique religieuse dans son ensemble et irrita prodigieusement la population allemande des Sudètes, très croyante et attachée à son Église. Le plus important fut cependant l'éclatement de l'espace économique de la Grande Autriche, qui obligea à la recherche de nouveaux marchés, plus malaisée pour les firmes allemandes que pour leurs homologues tchèques. Après des débuts difficiles, la relance de l'économie fut assez rapide dans les territoires tchèques, l'inflation fut maîtrisée et le poids des grandes banques tchèques sur le développement industriel crût aux dépens des investisseurs allemands et hongrois. Sous l'égide de la *Živnostenská Banka*, et au terme d'un processus sans pareil de concentration, 25 grandes entreprises contrôlaient environ 80 % de la production industrielle. Après 1923, 440 000 chômeurs purent même être réintégrés dans les entreprises d'armement (Škoda à Plzeň, Zbrojovka à Brno), dans une industrie légère en plein essor (l'industrie de la chaussure Bat'a à Zlín) et dans l'industrie alimentaire. La réputation de produits *Made in Czechoslovakia* facilita grandement le développement économique après 1927.

Les effets du « jeudi noir » (4 octobre 1929) et de l'effondrement des cours à la Bourse de New York ne touchèrent qu'assez tardivement la CSR. En 1928, les exportations atteignaient un volume de 21,2 milliards de couronnes ; elles régressèrent à 7,4 milliards en 1932 et 5,8 en 1933. L'embellie fut également plus tardive que dans le reste de l'Europe, en 1934-1935 seulement. L'industrie textile et des biens de consommation des Sudètes fut touchée avec une particulière sévérité. À partir de 1931, les fermetures d'entreprises se multiplièrent. À

aucun moment les mesures gouvernementales ne suffirent à soulager efficacement une population sévèrement touchée. Des 920 000 personnes en quête d'emploi pendant l'hiver 1932-1933, deux tiers étaient des Allemands ; ce chiffre ne décrut que lentement et sans lien avec une éventuelle reprise des embauches. Cette catastrophe économique profita politiquement aux extrémismes de gauche et de droite. Dans les Sudètes, zone la plus touchée par le chômage, les succès d'Hitler en Allemagne déclenchèrent une escalade nationaliste, qui profita d'abord au DNP et au NSDAP, et que le gouvernement réprima par des menaces d'interdiction et des actions judiciaires. À l'été 1933, le gouvernement Malypetr, pensant trouver par des décrets-lois un remède rapide au désastre économique, considéra les pleins pouvoirs comme sa dernière planche de salut face à une situation désespérée.

LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Tandis qu'à l'intérieur les tensions nationales et sociales suscitaient sans cesse de nouveaux troubles et de nouvelles crises gouvernementales, Beneš, détenteur au long cours du portefeuille des Affaires étrangères et appuyé sur l'autorité de Masaryk, parvint à tenir la Tchécoslovaquie à l'écart des complications internationales. Francophile par conviction, il intégra de plein gré son pays dans le système de pactes français, lui garantissant en outre, dans la Petite Entente, des traités politiques et des accords économiques avec la Roumanie et la Yougoslavie, toutes deux également intéressées au maintien de la Hongrie dans une position de faiblesse. Le dévouement de Beneš au sein de la Société des Nations donna à la Tchécoslovaquie dans le concert des nations européennes une place supérieure à ses forces politiques, militaires et économiques. Les relations autrefois si étroites avec l'Autriche furent délibérément mises en veilleuse et ramenées à des relations diplomatiques « normales », les deux parties parvenant dès janvier 1920 à un accord, scellé ensuite dans le traité de Laný, le 15 décembre 1921, qui récusait toute tentative de rétablissement de l'ancien régime et imposait une neutralité bienveillante en cas d'attaque par un tiers. L'intervention de Beneš et son recours devant le tribunal de La Haye firent échouer le projet d'union douanière austro-allemande proposé le 19 mars 1931 par le chancelier autrichien Schober et le ministre des Affaires étrangères Curtius. Prague y voyait en effet les prémices d'une fusion politique, et donc la menace d'un encerclement de la Bohême historique par le Reich allemand. La visite du dynamique Premier ministre M. Hodža à Vienne, les 9 et 10 mars 1936, fut l'occasion de débattre d'un projet de fédération économique

danubienne des « pays héritiers » qui aurait renoué avec le grand espace économique de l'ancienne monarchie des Habsbourg ; ce plan aurait peut-être pu faire obstacle à la pénétration italienne et allemande vers l'Europe du Sud-Est mais il ne connut pas plus de concrétisation que, plus tard, le plan Tardieu de septembre 1932 et le pacte oriental du ministre français des Affaires étrangères, Barthou, en 1934.

Dans son premier discours devant l'Assemblée nationale provisoire, le 30 septembre 1919, Beneš avait affirmé vouloir mettre en place, par une « politique correcte », une relation de bon voisinage avec le Reich allemand lui-même, mais la marginalisation politique des Allemands des Sudètes ne le rendait guère crédible. Les relations plutôt froides ne s'améliorèrent qu'avec la signature d'un arbitrage germano-tchécoslovaque au traité de Locarno, le 16 octobre 1925. Avant juin 1934, des considérations de politique intérieure empêchèrent Beneš de traduire en actes la reconnaissance de l'URSS, acquise *de jure* depuis 1920-1921, et d'instaurer avec elle des relations diplomatiques complètes. Tandis que les relations étaient bonnes avec les grandes puissances, avec l'Italie de Mussolini et les États des Balkans, auxquels la ČSR fournissait des armes, il ne fut pas possible de détourner la Hongrie de son révisionnisme à l'égard des traités, ni d'établir une relation de confiance avec la Pologne.

La prise de pouvoir par Hitler eut un effet étonnamment rapide sur la politique intérieure et extérieure tchèque : le départ de l'Allemagne de la Société des Nations et son boycott des négociations sur le désarmement déclenchèrent en effet une course sauvage aux armements. La crise économique avait précipité la radicalisation des Allemands des Sudètes, et la ČSR qui n'avait pas réussi à intégrer ses minorités nationales avait toute raison de se sentir menacée. Le renforcement de la collaboration décidé le 16 février 1933 au sein de la Petite Entente servit principalement à étouffer dans l'œuf la tentation d'une fusion entre l'Autriche et l'Allemagne, et la résurgence du révisionnisme hongrois. La reconnaissance de l'URSS, le 9 juin 1934, et l'alliance franco-tchécoslovaque, doublée d'un pacte de défense conclu le 16 mai 1935 entre les gouvernements de Prague et Moscou, étaient déjà perçus comme une réponse au réarmement ouvert de l'Allemagne, d'autant que les tensions entre la ČSR et le Reich allemand ne faisaient que croître. Le SdP sortit renforcé des élections des 19 et 26 mai 1935, aux dépens des partis « activistes » allemands, et n'eut qu'un siège de moins que les agrariens tchèques arrivés en tête. Cet étonnant succès électoral montrait clairement que la politique économique, qui entretenait le chômage et la misère chez les Allemands des Sudètes, et l'oppression de ces derniers par une bureaucratie à courte vue ne seraient plus tolérées sans réaction. Jusqu'au début de 1938, Hitler chercha à rassurer le gouvernement de Prague et à le

convaincre, à chacune de ses actions internationales, de son respect des traités et de sa bonne volonté, mais les politiciens tchécoslovaques ne pouvaient rester aveugles à l'encerclement progressif de leur pays auquel participaient désormais les colonels polonais et l'Italie, en représailles aux sanctions prises par la Société des Nations dans le conflit éthiopien et dans lesquelles Beneš avait joué un rôle actif. La fragilisation interne de l'État, du fait de la question des minorités, et la revendication intransigeante d'autonomie des Slovaques et des Ruthènes étaient tout aussi inquiétantes. On ne peut que reprocher aux responsables tchèques et slovaques de ces années de n'avoir proposé de solutions, d'ailleurs globalement insuffisantes, aux conflits des nationalités, qu'une fois qu'Hitler eut dévoilé sa volonté d'écraser cet État à ses yeux artificiel en exploitant sans vergogne les tensions internes accumulées en son sein.

LA DISPARITION DE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE EN 1938-1939

La liquidation de la Première République tchécoslovaque en 1938-1939 est souvent résumée par les formules bien connues d'accords de Munich, de crise des Sudètes et de protectorat de Bohême-Moravie. Elle est indissolublement liée au nom d'Edvard Beneš, successeur à la présidence de l'État, depuis le 18 décembre 1935, du fondateur de l'État, Tomáš Garrigue Masaryk, malade, qui mourut le 14 septembre 1937. Beneš avait fait preuve de qualités certaines en politique étrangère, il avait notamment réussi à établir la position internationale de la ČSR, mais il n'avait pas les mêmes qualités d'homme d'État que le « président libérateur ». Ces insuffisances expliquent sans doute qu'aucun règlement respectueux des conditions ethniques et historiques de la ČSR n'ait pu être trouvé à temps avec les intéressés : Allemands des Sudètes, Hongrois, Polonais, Ruthènes et autonomistes slovaques. En novembre 1937, Beneš dut payer le prix de son imprévoyance politique lorsque Hitler commença à préparer l'attaque de la forteresse bohémienne et que les alliés de la ČSR, désormais convaincus de la non-viabilité des traités de Paris et des insuffisances de la politique tchèque des nationalités, choisirent la voie des concessions et même de la redéfinition des frontières plutôt que l'aventure d'une guerre non préparée avec un Reich allemand bien armé. Il n'est d'ailleurs pas sûr que la satisfaction intégrale des revendications d'un SdP toujours plus exigeant, l'apaisement des autres conflits nationaux et l'engagement plus net des Alliés auraient détourné Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. Comme le montrent ses déclarations du 5 novembre 1937, véritable litanie de ses objectifs réclamant « l'élimination

de la Tchéquie (*Tschechei*) par « une attaque contre les Tchèques » et le « règlement de la question tchèque », il ne s'agissait nullement pour lui de « libérer » les Allemands des Sudètes du joug tchèque, mais de s'emparer du territoire, ou, du moins, de neutraliser la ČSR en tant que membre d'une alliance dirigée contre l'Allemagne. Le 23 novembre 1939, devant l'état-major, dans un discours très révélateur de l'ensemble de sa pensée, Hitler exposa avec une franchise cynique les étapes de sa politique d'agression fondée sur la violence et la guerre, et dont le but avoué était un pouvoir absolu et illimité. De l'État des Tchèques et des Slovaques, seule la partie occidentale l'intéressait vraiment, c'est-à-dire les provinces de Bohême et de Moravie à l'industrie et à l'agriculture développées, et au sous-sol riche. Avant le tournant de 1938, la Slovaquie et la Ruthénie n'avaient d'importance à ses yeux que comme appâts pour intéresser la Pologne et la Hongrie au démembrement de la ČSR ; par la suite, elles lui servirent de base militaire d'appoint pour prendre la Pologne en tenaille, et de tremplin vers l'espace danubien.

L'annexion de l'Autriche le 12 mars 1938 déclencha l'escalade dans la crise des Sudètes. L'objectif final proclamé sans ambiguïté, la réunion des 80 millions d'Allemands d'Europe centrale en un seul État, pouvait laisser penser qu'Hitler irait jusqu'à la guerre pour annexer les Sudètes. L'indigente *appeasement policy* du gouvernement britannique de Chamberlain, les attermoissements de la France, les épurations staliniennes qui avaient paralysé l'Armée rouge et la mauvaise évaluation de la situation politique mondiale et de la tactique allemande contribuèrent tout autant au succès d'Hitler, scellé par les accords de Munich le 29 septembre 1938, que la soumission volontaire des Allemands des Sudètes ou les mesures plutôt favorables prises par les gouvernements polonais et hongrois. Sans avoir été entendue ni avoir subi de défaite militaire, la ČSR fut, selon les mots de Chamberlain, Daladier et Mussolini, livrée à l'arbitraire d'Hitler : avec l'occupation, entre le 1^{er} et le 10 octobre, des quatre zones de la ČSR à majorité allemande, cette dernière cessa d'être un État souverain viable. Abandonné par les Alliés, le gouvernement de Prague dut aussi satisfaire aux revendications territoriales polonaises et hongroises, et, à l'automne 1938, 41 296 km² du territoire national avaient été perdus, soit 40 % du revenu national : 70 % de l'industrie lourde, 80 % du textile, 66 % des gisements de charbon, 70 % de la production électrique et 40 % des ressources forestières. Près de 3 millions d'Allemands des Sudètes, 500 000 Hongrois, 100 000 Polonais, mais aussi 875 000 Tchèques et 290 000 Slovaques, soit le tiers de la population totale, furent aussi concernés par cette redéfinition des frontières. La politique étrangère prit un cours favorable au gouvernement du Reich et le paysage politique intérieur fut précipitamment rendu

conforme au modèle allemand, ce qui n'empêcha pas Hitler, dans les étapes suivantes de sa politique orientale, de mettre en place un État slovaque fantoche le 14 mars 1939 et un protectorat en Bohême-Moravie, le 15 mars, dans le droit fil des accords de Munich. La population tchèque et slovaque, frappée par la rigueur du verdict munichois, passa de la résignation initiale à une colère ouverte contre les Alliés et contre Beneš. Accusé d'être le premier responsable de la catastrophe par sa tactique irrésolue, il démissionna le 5 octobre 1938.

Les événements de l'année 1938, étiquetés sous le nom de Munich, ont été pour les Tchèques une blessure profonde, comparable seulement à la défaite de la Montagne Blanche en 1620 et à son onde de choc pendant la période du *temno* qui lui succéda. Le jeune État, dans ses vingt ans d'existence, n'avait pas trouvé d'hommes assez clairvoyants et persévérants pour amener la lourde machinerie parlementaire, paralysée par les coalitions et leurs compromis, à un règlement complet des revendications des minorités, qui n'étaient ni injustifiées ni dangereuses pour l'État. Il portait donc une lourde part de responsabilités dans le diktat de Munich. Les chefs politiques n'avaient été capables d'aucune initiative susceptible de résoudre les conflits entre nationalités, et leurs réactions furent réticentes, tardives, confuses. Malgré leur référence inconditionnelle à la démocratie parlementaire occidentale, à la liberté personnelle et au respect des droits de l'homme, malgré une volonté de paix inébranlable dans un environnement régi par des puissances totalitaires, malgré l'explosion des haines raciales et nationales, les responsables n'eurent pas assez de générosité ni de pragmatisme pour transformer les ressortissants des minorités en citoyens loyaux. À l'inverse, les idées national-socialistes et les succès d'Hitler dans le Reich enflammèrent très vite l'écrasante majorité des Allemands des Sudètes, dont le droit à l'autodétermination nationale fut ensuite détourné et ravalé au rang d'instrument d'un système antidémocratique, inhumain et totalitaire. La direction du SdP renonça volontairement à sa liberté de décision politique et livra les Allemands des Sudètes à une politique criminelle encouragée par une atmosphère d'hystérie nationale, permise par les erreurs du gouvernement tchécoslovaque, qu'exploita de façon forcenée la propagande allemande. Avec l'« élimination du reste de la Tchéquie » en mars 1939, Hitler, persuadé d'entrer ainsi dans l'histoire comme le plus grand des Allemands, jeta enfin le masque, abandonna le principe de la « réintégration nationale » et sa prétendue quête de réparation pour les injustices du traité de Versailles et entama ouvertement une politique brutale de puissance. Après une brève résistance, l'Ukraine carpathique tomba aux mains d'une administration hongroise sans scrupules et la Slovaquie accéda à une pseudo-souveraineté, paravent d'une dépendance politique et économique telle qu'Hitler n'eut à y intervenir que deux

fois. Les pays historiques, amputés des zones de peuplement allemand, furent placés directement sous administration allemande sous le nom de « protectorat de Bohême-Moravie ».

LE PROTECTORAT DE BOHÈME-MORAVIE

Lorsque ce « boudin » de 49 000 km², peuplé de 7,3 millions d'habitants presque tous tchèques, fut incorporé au Reich, le 16 mars 1939, en tant que territoire de deuxième catégorie, perdant toute marque de souveraineté, les protestations furent rares et la population réagit avec une rage impuissante. L'administration autonome, le gouvernement et le président concédés au protectorat eurent d'emblée des pouvoirs si restreints qu'en pratique, Frank, *Reichsprotektor* ambitieux et sans scrupules, et son administration docile furent les véritables détenteurs d'un pouvoir arbitraire. Très dur envers les intellectuels et la bourgeoisie tchèques, Frank favorisa ostensiblement une classe ouvrière indispensable au réarmement en cours. Il sut étouffer toute velléité d'agitation, de sabotage ou de soulèvement. La population tchèque, déçue par la « trahison » des alliés occidentaux, démoralisée par la capitulation de son propre gouvernement, se montra dans un premier temps prête à améliorer sa position future dans une Europe orientale dominée par le Reich allemand en s'intégrant de bon gré dans le camp national-socialiste. Mais Hitler raisonnait déjà en termes de « solution finale » et rejeta les projets de l'*Oberkommando* de la *Wehrmacht*, qui préconisait « le déplacement des Tchèques de Moravie et leur concentration en Bohême » ou la déportation forcée de « tous les Tchèques vers l'est ». Son objectif était la « germanisation de la moitié la plus valable du peuple tchèque, et l'élimination par un traitement particulier de la partie la moins valable, racialement mongoloïde, de la population et de la plus grande part de l'intelligentsia ». La guerre empêcha la réalisation de ce plan de grande ampleur, mais le traitement de faveur dont bénéficia la classe ouvrière, la persécution des groupes qui incarnaient la conscience nationale tchèque, l'isolation et l'extermination de la population juive dans l'ancienne place forte de Theresienstadt firent obstacle à la solidarité nationale, entravèrent l'action des groupes de résistance organisés selon le modèle de la Maffia pendant la Première Guerre mondiale et empêchèrent jusqu'en mai 1945 tout soulèvement de quelque ampleur. Dans ses efforts pour préserver son pays de plus grands dommages, le président Emil Hácha, intègre mais impuissant, subit d'innombrables humiliations qui le réduisirent à la servilité. La fuite de deux membres du gouvernement et la découverte que le Premier ministre lui-même, le général A. Eliáš,

faisait parvenir des informations au gouvernement en exil à Londres (exécuté le 19 juillet 1942, il fut le seul membre d'un gouvernement-vassal du Troisième Reich à subir ce sort) signèrent l'échec d'une ligne politique consistant à précipiter la défaite d'Hitler par la conspiration, ou du moins à survivre au mieux à l'occupation en évitant les actes spectaculaires de résistance. Après l'assassinat du chef de la Sécurité R. Heydrich, le village minier de Lidice près de Kladno fut totalement détruit le 10 juin 1942 et tous les hommes de plus de quatorze ans furent exécutés. Cet acte devint le symbole de l'arbitraire nazi, d'une souffrance indicible, d'une brutalité gratuite.

Une fois de plus, de ce fait, l'avenir des pays bohémiens se préparait non pas sur place, mais à l'étranger. En l'espace de deux ans, avec l'habileté qui le caractérisait, Edvard Beneš parvint à surmonter son échec et à redevenir un interlocuteur apprécié des Alliés, à constituer un gouvernement en exil jouissant de la reconnaissance générale et à défendre avec succès les intérêts vitaux de la Tchécoslovaquie. Après la « trahison » des puissances occidentales à Munich, il envisageait de faire de l'Union soviétique la pierre angulaire de la reconstruction et le garant de la ČSR sur le plan international. Après l'attaque allemande du 22 juin 1941, le gouvernement de l'URSS fut le premier à reconnaître la ČSR dans ses frontières existantes ; il fut rejoint à l'automne 1942 par le gouvernement britannique et par la France libre du général de Gaulle. Au début de 1943, le grand tournant militaire sur le front de l'Est accrut la probabilité de voir la Tchécoslovaquie libérée par l'Est et non par l'Ouest, et Beneš se rapprocha encore de l'URSS. Le 12 décembre 1943, à Moscou, il signa avec Staline un traité d'amitié, d'assistance mutuelle et de collaboration après la guerre qui garantissait expressément à la Tchécoslovaquie l'indépendance, la souveraineté et la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Staline ayant donné son aval à l'expulsion totale et sans dédommagement des Allemands des Sudètes proposée par Beneš, celui-ci se fit l'avocat ardent d'un déplacement du territoire polonais vers l'Occident, au profit de l'URSS et aux dépens de l'Allemagne. Beneš s'était également entendu avec les communistes en exil dirigés par K. Gottwald sur la mise à l'écart du « bloc des droites d'avant-guerre » et sur la constitution d'un front national rassemblant toutes les forces politiques « démocratiques », afin de réaliser après la guerre, sans opposition parlementaire, un programme de réformes qui bouleverserait les structures du peuple et de l'État. La décision, entérinée par les Alliés occidentaux au printemps 1944, de laisser l'Armée rouge occuper la ČSR, les importantes concessions de Beneš aux communistes et aux socialistes de gauche au cours d'un second séjour à Moscou en mars 1945, en contrepartie de sa participation au gouvernement, furent autant de pas décisifs dont l'importance pour l'avenir

de la Tchécoslovaquie était imprévisible aussi bien pour Beneš, qui revint en triomphateur au pays et redevint président de la République, que pour les partis démocratiques présents au gouvernement.

VERS LA DÉMOCRATIE POPULAIRE

La rupture avec les conceptions politiques de Masaryk, le poids des sympathies et des antipathies personnelles de Beneš dans ses décisions politiques de tous les jours, la coopération avec des communistes de mauvaise foi, tous ces éléments durent être payés au prix fort. Le 5 avril 1945, à Košice (Kaschau), à l'est de la Slovaquie, un programme de gouvernement fut conclu en accord avec Moscou. Il comportait la formation de comités nationaux et d'un front national, l'interdiction des partis conservateurs d'avant-guerre (agrariens, nationaux-démocrates, Parti populiste slovaque, etc.), l'autonomie d'une Slovaquie réintégrée à la ČSR, l'expulsion des Allemands et des Magyars, la redistribution du sol, la nationalisation de l'industrie, des banques et des assurances, la poursuite et l'expropriation des collaborateurs, la collaboration avec l'URSS et les pays frères slaves. Mais au moment de sa mise en œuvre, les partis bourgeois démocratiques réalisèrent rapidement qu'ils ne disposaient plus de la liberté de décision ni de la possibilité d'intervenir selon leurs convictions. Le 29 juin 1945, l'URSS reçut l'Ukraine carpathique en remerciement de sa contribution à la libération de la ČSR. Arguant des déplacements de population et des exterminations hitlériennes, le gouvernement Fierlinger, dominé par les communistes, se lança immédiatement dans la persécution des minorités nationales. La communauté allemande de Bohême-Moravie, formée par des siècles d'histoire et, pour sa grande majorité, exploitée par Hitler au service de ses objectifs expansionnistes à l'Est, paya de sa déportation la terreur nazie de la période du protectorat. Aux 215 000 morts initiaux s'ajoutèrent 225 000 victimes directes ou indirectes des représailles tchèques. Les biens allemands expropriés sans dédommagement furent placés sous administration publique, et l'influence communiste se fit vite sentir dans la redistribution d'1,65 millions d'hectares de terres cultivables et d'1,3 million d'hectares de forêts. Jusqu'à la fin de 1946, 1,8 million de Tchèques s'installèrent dans la région des Sudètes, pour la plupart des ouvriers agricoles et des petits paysans sans terres en provenance des régions très peuplées du centre de la Bohême ; dans la région des Sudètes, les migrations, initialement très importantes, et qui provoquèrent la destruction de richesses culturelles inestimables, laissèrent la place à une période de stabilisation dans les années 1950. Le projet de renvoyer

vers la Hongrie les Hongrois installés en Slovaquie méridionale ou de les installer dans les anciens districts allemands ne put voir le jour, malgré la mise en route d'une grande opération d'échange avec des Slovaques installés en Hongrie. À la fin des années 1970, le mouvement de la Charte 77 et les milieux de dissidents émigrés furent traversés par un débat animé sur la légalité, l'opportunité et les conséquences de l'expulsion des minorités nationales. Le divorce brutal des Allemands et des Tchèques et ses effets désastreux sur l'économie tchécoslovaque y furent déplorés.

Il fut assez facile au gouvernement de remettre en marche une industrie qui avait très peu souffert de la guerre, de stabiliser la monnaie et de nourrir correctement la population, mais ses propres décrets sur l'accélération de la « construction du socialisme » mirent en péril cette situation favorable. Les transformations de la structure de la propriété, calquées sur le modèle soviétique mais contraires aux traditions historiques nationales, amenèrent la nationalisation des grandes entreprises, des mines, des banques et des assurances jusqu'en octobre 1945. Le plan de deux ans adopté en octobre 1946 pour résorber les dommages de guerre fixa le cadre de l'intégration de la ČSR dans le système d'économie planifiée soviétique. Cette intégration fut systématiquement réalisée à partir de 1948. Le Parti communiste tchèque, devenu organisation nationale en 1921 et strictement aligné sur Moscou depuis 1929, avait toujours recueilli quelque 10 % des voix aux élections sous la Première République, pour environ 80 000 membres ; l'adroite tactique de son président Klement Gottwald et de son premier secrétaire Rudolf Slánský en fit la force politique clé du pays, avec 37,94 % des voix aux élections du 26 mai 1946 ; il compta désormais plus d'un million d'inscrits. Les partis du front national rassemblés autour du Premier ministre Gottwald eurent beau affirmer sans relâche leur fondamentale unité de vues et d'action, la coalition montra des failles de plus en plus nombreuses. Sans toutefois oser rompre l'alliance gouvernementale, les politiciens démocratiques dénoncèrent la mainmise du parti communiste sur le pouvoir, tout en s'efforçant de résoudre les questions litigieuses par des échanges de bons procédés, ce qui les amena souvent à des compromis irréalistes sur des questions fondamentales. Pendant la guerre froide, la recherche de la sécurité et le souvenir des expériences désastreuses de la période 1938-1939 les amenèrent à un rapprochement avec l'URSS et à des louvoisements excessifs qui leur firent perdre toute crédibilité dans l'opinion. L'échec, patent dès le milieu de 1947, du grand projet de Beneš de faire de son pays un trait d'union entre l'Est et l'Ouest, de transformer les valeurs intellectuelles et politiques de l'Europe orientale en faisant la synthèse de la démocratie bourgeoise, du marxisme et du christianisme, et de jouer les mentors et les arbitres entre l'URSS et le monde

franco-anglo-saxon rejeta la ČSR vers le camp socialiste alors en construction. Après le refus du plan Marshall en juillet et la fondation du Kominform en septembre 1947, le Parti communiste tchèque se fixa pour objectif de conquérir le pouvoir pour lui seul et de faire de la ČSR une « démocratie populaire ».

L'exploitation des tensions accrues par l'expulsion des forces non communistes du gouvernement provincial slovaque en novembre 1947 et l'introduction éhontée de nouveaux cadres communistes dans les services secrets et dans la police en février 1948 aboutirent, entre le 20 et le 25 février, à une prise de pouvoir « cryptolégale » avec la participation d'éléments d'autres partis. Ce « février victorieux » donna aux communistes une légitimité qui leur permit de liquider totalement l'héritage de Masaryk, d'étouffer toute opposition dans l'œuf et de procéder à l'intégration rapide de leur pays dans le camp socialiste. Les errements et le renoncement des élites furent payés par les Tchèques et les Slovaques d'une « transition du capitalisme au socialisme » et d'une « dictature du prolétariat » totalement étrangères à l'histoire et à la tradition nationales, mais appliquées de façon conséquente sur le modèle stalinien. La mise au pas socio-économique et la destruction délibérée de l'ordre social antérieur frappèrent principalement la bourgeoisie possédante nationale, qui perdit immédiatement toute influence dans l'administration, l'armée, l'économie et la culture.

L'ADOPTION DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE

Soumis et opportunistes, les membres des anciens partis s'adaptèrent à la nouvelle situation et acceptèrent leur rôle de figurant, laissant planer sur la nature véritable du régime un doute qui ruina ou contraignit à l'exil, fit sombrer dans l'oubli politique ou condamna dans des procès à grand spectacle tout ce qui faisait mine de ressembler à une nouvelle opposition. Une vague de licenciements frappa les emplois publics, l'enseignement, les associations, les entreprises, les rédactions et même les organisations sportives. Les conséquences économiques particulièrement désastreuses de la rupture avec l'Ouest et de l'adoption complète du système soviétique s'aggravèrent au fil des ans. En un geste de protestation désespérée contre l'arbitraire communiste qu'il avait contribué à mettre en place, Beneš refusa de signer le projet de révision constitutionnelle et démissionna le 7 juin 1948. Sa mort prématurée le 3 septembre fut le point final d'une carrière politique qui a suscité des jugements très ambivalents. En 1938 comme en 1948, Beneš dut affronter la politique impérialiste de deux

grandes puissances et céder devant les réalités politiques. Au terme d'une longue carrière, toute en dents de scie, le « président constructeur », devenu pour l'historiographie marxiste le bouc émissaire des inconséquences de la politique tchèque, admit sans doute qu'il n'avait pas été à la hauteur des principes de son maître Masaryk ni des meilleures traditions de l'histoire bohémienne.

La rencontre des formes inventées en URSS et de la pratique développée sous la Première République donna à la nouvelle constitution adoptée le 9 juin 1948 le caractère formel d'une démocratie parlementaire, et la prépondérance absolue au Parti communiste tchèque. Convaincus un peu hâtivement d'avoir achevé la construction du socialisme et de pouvoir passer au communisme réel, les communistes firent adopter, le 11 juillet 1960, une nouvelle loi fondamentale socialiste qui se référait plus encore à la constitution stalinienne de 1936. Elle réaffirmait le rôle dirigeant du PCT, avant-garde de la classe ouvrière, dans un État rebaptisé République socialiste de Tchécoslovaquie (ČSSR), et restreignait encore les droits de l'individu face à la collectivité. Le véritable pouvoir était exercé non par le gouvernement, le parlement ou le président, mais par le PCT et ses organisations : « La direction de l'État socialiste par le parti communiste est totale. [...] Les autres partis politiques n'ont plus de ligne politique propre, mais reprennent comme ligne générale pour la construction du socialisme les directives publiées par le parti communiste. »

La référence inconditionnelle et exclusive à l'Union soviétique dans chaque initiative politique de la ČSR/ČSSR rendit bientôt inutile la prise en compte des autres forces sociales. L'intégration de l'armée dans la sphère d'influence communiste et le renvoi des officiers d'origine bourgeoise jugés peu sûrs furent achevés dès l'automne 1949. L'Église catholique fut très profondément atteinte par la mise au pas de la presse catholique au printemps 1949, par les arrestations, les internements, les accusations d'espionnage, de trafic de devises, les condamnations et les interdictions ; aujourd'hui encore, elle ne s'est pas remise d'attaques contre la liberté de culte, pourtant garantie par la Constitution, qui mirent son existence en péril, et elle souffre toujours d'un grave manque de prêtres. Les « réformes » radicales imposées au domaine culturel par les nouveaux détenteurs du pouvoir devaient étendre toutes les « conquêtes » soviétiques à tous les domaines culturels, au détriment des traditions locales. La nationalisation de l'ensemble de l'édition, l'inscription de la censure préalable dans la Constitution et le strict contrôle de toute forme de création empêchèrent la diffusion de critiques et de vérités désagréables. Pourtant, les écrivains, les journalistes et les érudits, les artistes plasticiens et les musiciens parvinrent, après avoir fait acte d'une loyauté minimale au régime, à garantir leurs revenus et même à acquérir une certaine

réputation dans la population. Le soutien public au théâtre, aux orchestres, aux beaux-arts fut par contre remarquable et donna au pays une grande réputation internationale. La centralisation rigoureuse de la recherche et la tutelle de l'Académie tchécoslovaque des sciences, fondée en 1952, eurent dans l'ensemble des résultats satisfaisants ; il faut toutefois exclure de ce jugement les travaux historiques et littéraires qui reposent bien souvent sur des réinterprétations.

L'économie et l'agriculture avaient chèrement payé une intégration et une soumission au système soviétique particulièrement rapides puisque réalisées avant le « coup de Prague ». La liquidation des entreprises privées, des formes capitalistes et des contacts commerciaux autrefois si étroits avec l'Ouest s'accompagna d'une planification centralisée de la production et de sa répartition sur des critères politiques. L'implantation plus harmonieuse des sites industriels contribua surtout au développement économique de la Slovaquie et favorisa l'urbanisation et du même coup l'uniformisation des niveaux de vie ; elle simplifia la surveillance de la population. La collectivisation de l'agriculture, réalisée avec soin de tous les points de vue, procédait des mêmes intentions. Le leitmotiv de la lutte des classes ponctua la réduction des écarts entre les travailleurs manuels et intellectuels ; dans cette économie axée sur l'approvisionnement, la faiblesse relative des salaires et des prix permit le nivellement des anciens contrastes sociaux. La Tchécoslovaquie fut amenée à abandonner l'industrie légère qui faisait autrefois sa force pour couvrir les besoins en machines de l'Union soviétique. L'insuffisance des possibilités d'investissement, un endettement international croissant, l'exploitation effrénée de toutes les ressources, l'accumulation de stocks mal gérés, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, un parc de machines vieilli et un approvisionnement souvent insuffisant en matières premières et en énergie firent retomber la productivité en deçà des normes de l'Europe occidentale. Au début des années 1960, les interventions autoritaires destinées à combattre la chute des chiffres de production tout en maintenant le cadre de la planification socialiste ne purent améliorer durablement la situation, car les principes judicieux qui les animaient furent mis en application pendant une période trop brève. La collectivisation forcée dans des coopératives agricoles unifiées sur le modèle du kolkhoze soviétique transforma l'état, autrefois prospère, de paysan en un métier sans avenir et précipita l'exode rural. Jusqu'au début des années 1980, la CSSR fut dépendante d'importations dévoreuses de devises pour un tiers de son approvisionnement alimentaire, alors que la Première République tchèque avait été autonome sur ce point. Une récolte moyenne couvre aujourd'hui les besoins en produits alimentaires de base. Les défaillances temporaires de l'approvisionnement en produits alimentaires et en biens de consommation accurent

le mécontentement d'une population politiquement mineure ; elles créèrent, au début des années 1960, un climat où la revendication de réformes dans tous les domaines de la vie nationale put émerger et trouver rapidement un écho.

LE DÉGEL

Ce processus de fermentation intellectuelle se répandit aussi dans le PC tchèque, qui avait perdu beaucoup de son prestige à la suite des purges intensives et des ignobles procès à grand spectacle de la période 1949-1954, et qui ne s'était maintenu au pouvoir que par la répression et par ce qui fut appelé pudiquement par la suite des « infractions à la légalité socialiste ». La condamnation des « nationalistes bourgeois » slovaques, dont G. Husák, à de longues peines de prison, le renversement puis la liquidation de l'influent premier secrétaire R. Slánský et de cadres souvent issus de familles juives eurent lieu sous la haute surveillance de spécialistes soviétiques suivant le scénario inauguré par Staline en URSS entre 1935 et 1938. Antonín Novotný, qui, après la mort subite de K. Gottwald le 14 mars 1953, s'était assuré le premier rôle dans le parti puis, après la mort de A. Zápotocký, le 13 novembre 1957, la présidence de l'État, parvint longtemps à empêcher tout « dégel » en Tchécoslovaquie et à masquer sa responsabilité dans les atteintes au droit. Il fallut attendre le 12^e congrès du parti, en décembre 1962, pour qu'il soit acculé à la déstalinisation exigée par ultimatum par Nikita Khrouchtchev, à accepter l'ouverture d'enquêtes sur les procès et la terreur, ainsi que la réhabilitation de leurs victimes, et à éloigner du pouvoir ses hommes de confiance les plus proches. Partie de Slovaquie, où la revendication d'une véritable fédéralisation se faisait de plus en plus pressante, l'avalanche révisionniste prit de l'ampleur ; même la mise en garde non déguisée adressée aux « révisionnistes » de ne pas substituer à la « dimension de classe » une dimension « humaniste et universaliste » et de ne pas remettre en cause le rôle dirigeant du parti ne put empêcher que les intellectuels et la jeunesse ne fassent la critique virulente d'une doctrine marxiste pervertie, relayés par les revues culturelles les plus influentes qui ouvraient leurs colonnes aux partisans de ce « socialisme à visage humain ».

L'état lamentable de l'économie que les ruses du plan ne parvenaient plus à dissimuler constituait un autre foyer de mécontentement, car la dépendance économique croissante à l'égard d'une URSS hégémonique obligeait au maintien d'une ligne politique fidèle à Moscou. Même si les adversaires du régime sclérosé de Novotný fustigeaient

en termes violents des insuffisances toujours plus flagrantes, leur désir d'une réforme du parti et de l'État ne pouvait être considéré comme une rébellion contre le marxisme-léninisme en général ou contre la variante tchèque d'un ordre socialiste : conscients qu'une libéralisation durable n'était possible que par une transformation interne du parti et avec l'accord librement consenti de la population tout entière, ils exigeaient le supplément d'indépendance qui leur permettrait de s'engager à l'avenir sur une « voie tchèque du socialisme ». À force de pragmatisme, de modération politique et de prudence, les réformateurs libéraux et démocrates qui se regroupaient peu à peu voulaient utiliser leur position de force au sein du parti communiste pour impulser pacifiquement un changement progressif.

L'ÉCHEC DU PRINTEMPS DE PRAGUE

La répression, une modeste désoviétisation culturelle et l'accélération des réformes économiques ne suffirent plus à la direction du parti pour contenir ce processus. À l'été 1967, les efforts de Novotný et de ses amis pour bâillonner par les moyens habituels la critique impitoyable de la situation politique, sociale et économique restèrent vains, et des milieux de plus en plus larges s'associèrent au désir de réformes jusqu'alors porté par des écrivains, des scientifiques et des étudiants. Les plénums du parti se succédèrent tout au long de l'automne sans parvenir à dégager la meilleure solution pour résoudre la crise, et L. Brejnev, dépêché en personne à Prague, refusa à l'appareil usé dirigé par Novotný le soutien moral escompté. Après de longues tergiversations, un inconnu, A. Dubček, secrétaire du parti slovaque, fut choisi comme premier secrétaire. En Tchécoslovaquie comme à l'étranger, on pensait que le nouveau venu, qui jusqu'alors ne s'était pas signalé comme libéral, et à qui sa modération et sa banalité ne conféraient aucun charisme de tribun populaire, donnerait la priorité au règlement des questions politiques et économiques ; malgré de fortes tensions internes, la succession dramatique des événements au cours du printemps de Prague et jusqu'en août 1968 était imprévisible.

Dubček, honnête, modeste, crédible, d'une grande ouverture et d'une étonnante ténacité, évita toute déclaration spectaculaire, et toute promesse irréaliste, mais il signifia rapidement que, malgré sa volonté de coopérer étroitement avec l'URSS au sein des instances du Pacte de Varsovie et du Comecon, il entendrait désormais faire mieux respecter les principes de l'égalité des droits, de l'échange égalitaire et de la solidarité internationale. L'introduction de la liberté d'expression et de la garantie des droits civils déclencha un flot de résolutions,

réclamant particulièrement la démocratisation totale de l'ensemble du système, la réhabilitation des victimes politiques et la punition des responsables, une réforme profonde de la Constitution, avec une inscription plus nette des droits de l'homme et des libertés, la fédéralisation de la République et l'autorisation des autres partis. Le nouveau programme d'action du parti communiste, adopté le 5 avril 1968, promettait la mise en place d'un « socialisme à visage humain » et le passage à une « nouvelle phase de la révolution socialiste », dans laquelle le parti se contenterait d'être une « force d'organisation, de décision et de progrès ». La réticence croissante de l'URSS et l'agitation dans les pays frères obligèrent à une plus grande prudence les réformateurs, parmi lesquels J. Smrkovský devint le véritable représentant des partisans de la libéralisation. Le Kremlin réclamait en effet la tenue de manœuvres du Pacte de Varsovie sur le sol tchécoslovaque, avec une participation renforcée d'unités soviétiques. L'euphorie réformiste de la population était de plus en plus difficile à contrôler et les partis frères refusaient d'admettre le sérieux du projet tchécoslovaque de libérer le socialisme véritable des déformations stalinienne et d'amener la population à accepter le système socialiste de plein gré et non par la contrainte et la réglementation. À la fin du mois de juin, avec la parution du « manifeste de deux mille mots » de l'écrivain L. Vaculík, la tension continua à monter. Les diverses conférences bi- et multilatérales ne permirent aucun rapprochement véritable entre les directions des différents partis communistes, et les faucons finirent par l'emporter au Kremlin, appuyés sur une fronde d'opposants conservateurs au sein du comité central du Parti communiste tchèque, pour qui l'occupation militaire de la CSSR restait le seul moyen de mettre fin à l'expérience soviétique. Dans la nuit du 21 août 1968, l'invasion de la CSSR commença, justifiée par un prétendu appel au secours, et renforcée par la participation d'unités venues de Pologne, de Hongrie, de Bulgarie et de RDA.

Après l'échec de toutes ses tentatives pour constituer à Prague un gouvernement de coalition docile et susceptible de briser la résistance d'une population choquée par l'invasion, la direction soviétique, consternée par les protestations internationales, chercha à éteindre le zèle des réformateurs par un contrôle strict de la « normalisation » qu'elle avait exigée et à ébranler la crédibilité des politiciens réformateurs récalcitrants. Dès le 26 août, les représentants du PCT expédiés à Moscou avaient dû souscrire à des « accords » équivalant à une capitulation et annuler progressivement toutes les mesures de libéralisation déjà prises. Le 16 octobre, l'URSS s'arrogea le droit de stationner ses troupes sur le territoire de la CSSR pour une durée indéterminée. La coopération volontaire d'une aile néo-stalinienne fidèle à Moscou, à laquelle se joignirent l'ancien ministre de l'Intérieur

Štrougal et le Slovaque Gustav Husák, réhabilité depuis 1963 seulement, facilita la tâche des spécialistes soviétiques dépêchés à Prague pour annuler les brèves conquêtes du printemps de Prague, « normaliser » la situation et éloigner les réformateurs toujours très populaires. Après l'élimination de Dubček et son remplacement par G. Husák comme premier secrétaire du comité central du PC tchèque le 17 avril 1969, plus aucun égard ne fut pris pour les sentiments de la population désorientée. L'exclusion de tous les sympathisants à la ligne réformatrice du parti, l'épuration de l'armée et des emplois publics, la mise en tutelle de la vie intellectuelle et culturelle et la surveillance de la population par des techniques sophistiquées contribuèrent à éliminer tout foyer potentiel d'opposition. Le seul héritage de quelque importance de la période précédente resta la division, imposée par les Slovaques, de l'État unitaire centralisé en deux entités pratiquement souveraines à partir du 1^{er} janvier 1969. Ils ne purent cependant obtenir une symétrie équivalente dans l'organisation du parti communiste en créant une section slovaque disposant d'une autonomie identique.

LA NORMALISATION FORCÉE ET L'EFFONDREMENT DU POUVOIR COMMUNISTE

Un nouveau traité d'assistance mutuelle fut signé entre la Tchécoslovaquie et l'URSS le 6 mai 1970. Le Kremlin imposa non seulement le rappel de la « doctrine Brejnev » dans le préambule, qui énonçait que « le soutien, la consolidation et la défense des conquêtes socialistes [étaient] un devoir international commun à tous les pays socialistes », mais aussi un élargissement géographiquement illimité des obligations d'assistance, ce qui pouvait faire craindre au gouvernement tchécoslovaque de se trouver engagé dans des conflits extra-européens. La dépendance délibérément accrue de l'économie tchécoslovaque vis-à-vis de l'URSS et du Comecon, partenaires pour 75 % du commerce extérieur, les 75 000 soldats de l'Armée rouge stationnés dans le pays, l'équilibre soigneusement dosé entre les différentes fractions au sein du PC, les contrôleurs soviétiques installés à tous les lieux clés garantissaient la possibilité de détecter à temps et d'étouffer des évolutions indésirables. Lors de leurs fréquents contacts avec le pouvoir suprême en Union soviétique, les dirigeants tchécoslovaques firent preuve d'un tel opportunisme et d'une telle soumission qu'on put croire que Prague était disposée à remettre complètement sa souveraineté entre les mains du grand frère soviétique.

Dans son rôle d'arbitre et de surveillant, la direction du parti et de

l'État soviétiques n'eut aucun mal à imposer le strict respect de tous les « conseils fraternels » et à empêcher l'ascension de toute personnalité ou tendance susceptible de réconcilier avec le parti communiste une population sans illusion, résignée, indifférente à la politique quotidienne, ou de réduire la dépendance du pays à l'égard de l'URSS. De profondes divergences idéologiques et politiques séparaient les « dogmatiques » entourant l'idéologue en chef V. Bil'ak et les « pragmatiques », dits aussi « technocrates », autour du Premier ministre L. Štrougal ; les rivalités personnelles divisaient de même les instances dirigeantes du parti communiste à la tête duquel G. Husák, docile, mais discrédité, depuis 1975 également chef de l'État, parvint à se maintenir avec l'aval du Kremlin et malgré l'absence de soutien local ; tous ces éléments empêchèrent le maintien de la brève communauté d'intérêts qui, au moment du printemps de Prague, avait réuni le gouvernement, le parti et la population. Bien que Husák se soit personnellement engagé à empêcher la tenue de procès politiques, les participants des réformes et les critiques du régime, qui avaient gardé toute leur popularité, étaient de plus en plus fréquemment réduits au silence par des peines exemplaires, et les contacts entre une opposition intérieure accusée d'« opportunisme de droite » et de « révisionnisme » et l'émigration en Europe occidentale étaient rigoureusement interdits. Une police secrète démesurée ne parvint pas à instaurer la paix des cimetières recherchée et réclamée par le Kremlin, même si chaque élection se concluait par plus de 99 % de votants, et, en général, par 99,9 % des voix en faveur de la liste unitaire du Front national dominé par le parti communiste.

L'abandon d'une politique au service de l'intérêt national, la stricte réglementation de toute vie sociale, culturelle et religieuse, l'interdiction de toute esquisse d'un débat libre sur la situation catastrophique du pays ne pouvaient masquer la faiblesse du régime et la fragilité de la normalisation. Le souvenir des institutions démocratiques et parlementaires de l'entre-deux-guerres, des performances économiques antérieures, la fierté inspirée par les réalisations culturelles survivaient dans la population malgré une résignation et une passivité dictées par les circonstances. Avec un faible écho au départ, mais de plus en plus soutenu dans le pays et suivi avec une attention considérable à l'étranger, le mouvement des droits civiques de la Charte 77 commença à se constituer ; sans se laisser impressionner par les poursuites et la criminalisation immédiate de ses membres, il se mit à réclamer le respect des règles constitutionnelles nationales et celui des droits de l'homme et des libertés garanti dans la troisième corbeille des accords d'Helsinki de 1975. Le changement encouragé par M. Gorbatchev en Union soviétique à partir de 1985, les expériences de communisme national en Pologne et en Hongrie, l'unification européenne, les pro-

blèmes économiques et écologiques désormais impossibles à dissimuler, laissèrent le parti communiste déchiré sur la conduite à suivre et désarmé devant les défis de l'opposition.

Dès le 15^e congrès du parti, Husák avait, de sa propre initiative, annoncé le remplacement des installations industrielles vieillies par des équipements modernes, sans préjudice pour le niveau de vie relativement élevé du pays, afin de combler le retard des taux de croissance, le déficit important du commerce extérieur et la perte du pouvoir d'achat. Mais la propagande qui évoquait « la poursuite de la construction d'une société socialiste développée » était trompeuse. Les insuffisances dans le logement, la santé, le système scolaire et la fourniture d'énergie ne pouvaient être comblées, alors que, dans le même temps, la rénovation longtemps repoussée des centres-villes historiques englobait des sommes impressionnantes. Les dogmatiques repoussèrent les propositions prudentes de refonte de la politique économique et de réorientation vers les marchés occidentaux, espérant surmonter ce mauvais pas en renforçant l'appareil administratif, et en augmentant fortement les prix et les contrôles. Devant le mécontentement croissant de la population et l'inquiétude suscitée par la destruction de l'environnement, particulièrement avancée au nord-ouest de la Bohême, et par ses effets sur la santé et l'économie, les pragmatiques parvinrent pourtant à imposer leurs vues modérées. En infléchissant la planification économique directive et en réduisant les subventions qui englobaient plus de 40 % des recettes de l'État, ils amorcèrent un cours nouveau qui comportait également de modestes concessions politiques. Lors de sa première visite en avril 1987, Gorbatchev entendit certes force louanges pour ses initiatives économiques, mais son idée d'une version tchécoslovaque de la *glasnost* et de la *perestroïka* ne suscita aucun enthousiasme. La vieille garde irrémédiablement divisée des fossoyeurs du printemps de Prague, uniquement préoccupée de se maintenir au pouvoir, n'était capable d'aucun renouveau.

Lorsque, le 17 décembre 1987, Husák dut céder sa place à la tête du parti à un apparatchik incolore, M. Jakeš, l'espoir était faible de voir le nouvel esprit du communisme se propager à la CSSR. Les dirigeants du parti étaient en effet aussi effrayés par leurs propres compatriotes que par l'idée d'un renouvellement véritable du parti, tel que la Hongrie et la Pologne l'avaient entrepris, poussées par un sens patriotique des responsabilités devant une situation économique désastreuse. Les simples ébauches d'accélération des réformes et d'assouplissement d'un pilotage administratif et centralisé inefficace de l'économie n'eurent pas de résultat satisfaisant, et Štrougal, Premier ministre de longue date, céda sa place à la tête du gouvernement à L. Adamec. Malgré les interventions des forces de sécurité contre les manifestants, qui utilisaient les fêtes nationales pour réclamer le retour

au pluralisme politique et la fin du monopole du pouvoir par le parti communiste, malgré les lourdes peines de prison contre les « meneurs », et malgré des concessions minimales (convocation du 18^e congrès du parti pour mai 1990, soit avec un an d'avance, présentation de deux candidats du Front national pour chaque siège au parlement, réduction des effectifs et des dépenses militaires), la dégradation régulière de l'autorité ne put être contenue. Même une ouverture modeste aux confessions religieuses ne parvint pas à réduire le mécontentement exprimé surtout par les étudiants devant un système incapable de réformes et méprisant l'homme, et devant ses représentants qui s'épuisaient dans la répétition de mots d'ordre éculés. Privée du soutien matériel et politique de l'Union soviétique, confrontée à une démocratisation pacifique en Pologne et en Hongrie et à la décadence des structures du pouvoir en RDA, qu'attestait l'exode massif de ses citoyens, la direction politique de la CSSR fut confrontée, à l'automne 1989, à une situation à laquelle elle ne vit de réponse que dans l'emploi brutal de la contrainte d'État.

LA RÉVOLUTION DE VELOURS ET LE RETOUR À LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

Lorsque, le 17 novembre à Prague, les commandos de la sécurité dispersèrent violemment une manifestation rassemblant plus de 40 000 étudiants, ils déclenchèrent une réaction en chaîne qui, en trois semaines, modifia de fond en comble les structures politiques en place en CSSR depuis 1948, et préluda à la restauration d'une démocratie parlementaire de type occidental. Des manifestations de protestation firent bouler de neige dans toutes les villes et les usines de quelque importance, réclamant ouvertement une « vraie » démocratisation, la fin de la mainmise du parti communiste sur le pouvoir et le strict respect des droits civils et des libertés. La coordination des activités fut assurée en Bohême par le Forum civique (*Občanské forum, OF*) dirigé par l'écrivain et « chartiste » de longue date Václav Havel, et en Slovaquie par l'Opinion contre la violence (*Verejnost Proti Nasili, VPN*), qui ne se concevaient pas comme des partis mais comme des lieux de regroupement de tous les opposants au régime. Ils posèrent comme date limite le 10 décembre pour le départ du président Husák, la tenue d'élections libres, la liberté totale de culte et la condamnation par le gouvernement et le Parlement de l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en août 1968.

Le 24 novembre, le présidium du parti communiste, dont Jakeš était secrétaire général, démissionna dans l'espoir que, au cours de la table

ronde convoquée en hâte avec les porte-parole du mouvement, des forces jeunes et intactes pourraient trouver une issue à la plus grave crise jamais rencontrée par le parti ; ce geste ne put cependant empêcher l'effondrement de l'appareil communiste et la relève pacifique qui suivit. Dès le début de la Révolution de velours, la direction soviétique avait fait savoir qu'elle n'interviendrait pas dans le processus de démocratisation en cours en Tchécoslovaquie. Devant la menace d'une grève générale, le Premier ministre Adamec, pourtant peu disposé au compromis, démissionna le 7 décembre et proposa pour lui succéder M. Čalfa, vice-président slovaque, jusqu'alors à l'arrière-plan. Dans son cabinet se côtoyèrent dix ministres communistes et onze membres non communistes sans portefeuille. L'Assemblée nationale, dominée par une majorité communiste à bout de souffle, accepta de rayer de la Constitution les dispositions relatives au rôle dirigeant du parti communiste dans l'État et la société et au marxisme-léninisme comme fondement de l'éducation et de la culture ; elle coopta A. Dubček comme président et, le 29 décembre, elle substitua à la tête de l'État V. Havel à G. Husák, contraint à la démission. L'opinion publique vit dans l'absolue moralité politique d'Havel, dans son intransigeance, son intrépidité et son indiscutable sens de la démocratie, la garantie que cet écrivain mûri par une interdiction professionnelle et par des emprisonnements répétés n'abuserait pas des prérogatives de sa fonction et que les changements indispensables dans l'État, l'économie et la société seraient apportés avec énergie et efficacité, y compris au prix de grands sacrifices.

Le président et le gouvernement se montrèrent tout d'abord soucieux de garantir le processus de démocratisation et de rétablir des relations économiques avec l'étranger, car l'effondrement du Comecon et l'interruption des livraisons par l'URSS illustraient dramatiquement la nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés à une production axée sur l'exportation. À la demande de dissolution du Pacte de Varsovie s'ajoutèrent celles du retrait des troupes d'occupation soviétiques avant le 30 juin 1991, du rappel immédiat des contrôleurs soviétiques des ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, et de l'annulation du traité d'amitié et d'assistance avec l'ex-grande puissance voisine. Havel proposa la création d'une confédération d'États libres et indépendants en Europe et demanda l'adhésion du pays au Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne et à l'OTAN. Les regrets exprimés à plusieurs reprises par le président à propos de l'expulsion des Allemands des Sudètes * ouvrirent la voie

* Dans une lettre au président de la République fédérale Richard von Weizsäcker, où le dissident Havel le remercie, au début de novembre 1989, de ses félicitations à l'occasion de l'attribution du prix de la Paix des libraires allemands, celui-ci note : « Personnellement, je condamne – comme beaucoup de mes amis – l'expulsion des

à la signature d'un traité d'amitié et de bon voisinage avec l'Allemagne réunifiée, même si la prompte demande de restitution des biens, ou du moins de dédommagement, formulée par l'Association des Allemands des Sudètes créa une agitation certaine. Les relations de l'État avec les confessions religieuses et le Vatican furent placées sous le signe de la confiance, comme le montre la rapide visite de Jean-Paul II dès les 21 et 22 avril 1990 dans la nouvelle République fédérative tchèque et slovaque ; l'abolition de la planification centralisée, la reprivatisation des groupes économiques publics et l'adoption des critères de l'économie de marché, c'est-à-dire notamment la suppression des subventions et la réduction d'une administration démesurée soulèverent des problèmes et éveillèrent une inquiétude et des incertitudes dont les conséquences restent encore difficiles à évaluer.

À côté de la réforme économique, classée priorité absolue, celle de l'État et de la Constitution réclamait une pleine attention. Dans la perspective des élections libres au parlement prévues pour les 8 et 9 juin 1990, un paysage partisan varié se reconstitua, les organisations présentes avant guerre se manifestant à nouveau et les forces autrefois interdites ou regroupées de force par le parti communiste essayant de se reconstituer, tandis que des groupuscules obscurs cherchaient à attirer l'attention. Bien que se situant au-dessus des partis, le Forum civique en Bohême et l'Opinion contre la violence en Slovaquie apparurent comme les soutiens d'un président qui continuait à bénéficier d'une grande confiance et comme les garants d'une transition réussie vers une démocratie libérale et parlementaire. Dans la partie tchèque du pays, parmi les 22 partis et mouvements autorisés, le Forum civique arriva le premier aux élections, avec 53,2 % des voix, devant le Parti communiste avec 13,5 %, l'Union démocrate et chrétienne avec 8,7 % et le Mouvement pour une démocratie autogérée avec 7,9 %. En Slovaquie, 32,5 % des électeurs s'étaient prononcés pour l'Opinion contre la violence, 19 % pour le Mouvement chrétien-démocrate, 13,8 % pour le Parti communiste, 11 % pour le Parti national slovaque et 8,6 % pour le Mouvement chrétien-démocrate magyar. Le président

Allemands après la guerre. Je la ressens comme un acte profondément immoral, qui a causé non seulement aux Allemands, mais aussi et peut-être même plus encore aux Tchèques, des dommages matériels et moraux. Répondre à une méchanceté par une autre méchanceté signifie non que la méchanceté a été repoussée, mais qu'elle se répand. » Avant son élection à la présidence de la République le 23 décembre 1990, Havel a renouvelé publiquement ses excuses aux Allemands des Sudètes à la télévision tchécoslovaque, déclenchant ainsi une polémique qui dure encore aujourd'hui. En tant que chef de l'État, entre autres lors de son allocution de Nouvel An de 1990 et de sa visite à Munich le 2 janvier 1990, à l'occasion du 45^e anniversaire de l'écrasement de la Deuxième République et de la mise en place du protectorat de Bohême-Moravie le 15 mars 1990, et en d'autres occasions encore, mais surtout lors de la signature du traité de voisinage, le 27 février 1992, il a exprimé ses regrets à propos de l'expulsion des Allemands des Sudètes et des exactions qui l'ont accompagnée. (N.d.A.)

Havel nomma à nouveau M. Čalfa, qui n'avait quitté le Parti communiste qu'en janvier 1990, comme chef d'un « gouvernement de sacrifice national » auquel aucun communiste ne participait plus. Le 5 juillet, par 234 voix contre 49, Havel fut réélu président pour deux autres années.

Tandis que les protagonistes de la Révolution de velours se rodèrent à leurs nouvelles fonctions, un processus de désagrégation et de décomposition s'installa à la base, que ne put empêcher le président Havel, exposé lui aussi à une perte rampante de popularité et d'autorité. Le ressentiment de la population contre les structures de pouvoir, les partis et politiciens et la police n'était que difficilement réductible, car, aux niveaux moyen et inférieur, l'administration et la justice ne connurent aucun renouvellement profond de personnel. Les intellectuels furent les premiers à souligner la nécessité de faire éclater le mouvement des droits civils en partis classiques, considérant cette évolution comme inévitable et indispensable à la constitution d'un large éventail d'opinions et d'organisations dans la nouvelle société. V. Klaus, ministre des Finances conservateur et partisan de réformes économiques rigoureuses, transforma une partie du Forum Civique en Parti démocrate bourgeois, auquel répondit le Mouvement des citoyens de centre-gauche, constitué autour du vice-Premier ministre P. Rychetský et du ministre des Affaires étrangères J. Dienstbier. En Slovaquie, une aile nationaliste rassemblée autour du Premier ministre provisoire, V. Mečiar, se dissocia de l'Opinion contre la violence et se fit, avec de plus en plus d'écho, l'avocate de l'indépendance de la partie orientale de l'État. D'autres scissions, créations et fusions suivirent. Les 3 et 4 novembre 1990, le parti communiste tint son premier congrès depuis sa chute et s'y dota d'une structure totalement nouvelle ; arguant de ses 430 000 membres restants, il revendiqua d'être « un creuset pour toutes les forces de gauche du pays ». J. Sládek devint le dirigeant des républicains, avec des mots d'ordre nationalistes d'extrême droite qui drainèrent plus de 300 000 sympathisants.

Le conflit entre les deux peuples constitutifs de l'État fit peser une menace plus lourde sur la mise en place de structures politiques nouvelles. La fédéralisation de janvier 1969 avait surtout servi au pouvoir communiste à marquer une égalité formelle entre Tchèques et Slovaques sans devoir pour autant modifier les structures administratives et décisionnelles au bénéfice de la partie orientale de l'État et de ses 49 014 km² et de ses 5,1 millions d'habitants. Le respect de la proportionnelle dans les nominations aux postes les plus élevés de l'État et du gouvernement fut plus aisé que l'équilibrage des intérêts politiques et économiques. L'industrialisation, le soutien à l'agriculture et les possibilités accrues de formation et d'ascension sociale avaient rendu plus supportables la mise en tutelle politique. Après la Révo-

lution de velours, des groupes de petite taille et de grande audience cherchèrent à monter en épingle des divergences latentes et relativement limitées pour ouvrir un véritable conflit entre nationalités et réclamèrent dans le même mouvement la réhabilitation du prêtre-président Tiso, exécuté en 1947, et une souveraineté totale. Ces courants suscitèrent rapidement une dynamique dangereuse et rencontrèrent un grand succès. De plus, le désarmement qui se généralisa en Europe provoqua une grave crise et un chômage dépassant les 14 % en Slovaquie où se trouvaient les deux tiers des industries d'armement. La suppression des subventions frappa aussi de façon particulièrement dure un pays toujours très marqué par l'agriculture, atteint de surcroît par l'effondrement du Comecon et l'insolvabilité de ses anciens partenaires commerciaux orientaux.

Dans la discussion vive et passionnelle qui accompagna la décentralisation du pouvoir politique et économique et la nouvelle répartition des compétences entre l'État fédéral et les deux parties de la république, de nombreuses solutions furent avancées puis écartées. Tandis que les Tchèques soulignaient la nécessité d'un gouvernement central capable de décider et disposant donc des pouvoirs suffisants pour maîtriser le difficile processus de réformes, la majorité des Slovaques se prononça pour une large indépendance et une autonomie de décision en politique étrangère et de défense, et en politique économique et monétaire. Le « Mouvement pour la Moravie et la Silésie, Société pour la démocratie autogérée » proposa, au nom de l'histoire, d'inclure dans la fédération le « pays de la Morava » en tant que membre à part entière et de désamorcer le conflit des nationalités en créant trois sous-républiques : une tchèque, une morave et une slovaque, mais il ne rencontra aucun écho chez les politiciens chargés de rédiger la nouvelle constitution. Malgré son engagement personnel répété dans le conflit, le président Havel ne put empêcher, en février 1992, le rejet par les responsables slovaques d'un compromis péniblement mis au point par les bureaux des deux conseils nationaux (parlements provinciaux). La Bohême était de plus en plus tentée de se détacher des Slovaques, espérant ainsi être admise plus rapidement à égalité dans la Communauté européenne, et, peu avant les élections des 5 et 6 juin au Parlement, le conflit s'aviva encore. Face au danger de plus en plus grand d'un éclatement de la République fédérative tchèque et slovaque, le président Havel conjura ses compatriotes de ne voter que pour des politiciens susceptibles de permettre « la cohabitation équitable des Tchèques et des Slovaques ».

Son « appel pressant » ne fut pas entendu. Tandis qu'en République tchèque l'alliance du Parti démocratique des citoyens et du Parti chrétien-démocrate, dirigée par Klaus, obtenait 33,9 % des voix, dans la partie orientale de l'État, le Mouvement pour une Slovaquie démo-

cratique de V. Mečiar, tribun nationaliste-libéral de gauche, arrivait en tête avec 33,5 % des voix. Le Parti national-slovaque, séparatiste, obtint 9,4 % des voix et le Mouvement chrétien-démocrate de l'ancien Premier ministre Čarnogurský, 9 %. Les organisations héritières du parti communiste, le Parti communiste de Bohême et de Moravie et le Parti de la gauche démocratique en Slovaquie, atteignirent un score respectable de 14,5 %. Avec une participation électorale de 85 %, la clause des 5 % fit que seuls 11 des 40 partis qui s'étaient présentés obtinrent des sièges à la Chambre des députés, et 12 à la Chambre des nationalités. Les grands perdants furent ceux qui avaient soutenu la Révolution de velours et porté le processus de rénovation et de démocratisation, que les électeurs désignèrent comme les responsables des difficultés apparues alors.

Au cours des négociations complexes entre Klaus, chargé de former le gouvernement, et Mečiar, il apparut clairement que les vainqueurs des élections en Slovaquie n'accepteraient qu'une fédération lâche et temporaire, préalable à une indépendance totale. Ils exigeaient de surcroît le renoncement du président Havel, partisan du maintien de la fédération, à son éventuelle réélection, le ralentissement des privatisations, le subventionnement de l'agriculture et de l'industrie, la suppression de la « loi sur la transparence », qui excluait les anciens permanents communistes des emplois publics pour cinq ans, et la dissolution de la radio et de la télévision publiques. Un gouvernement, dit de transition ou de liquidation, à peu près impuissant, comportant cinq ministères dirigés chacun par un Tchèque et un Slovaque, et présidé à partir du 2 juillet 1992 par un quasi-inconnu, J. Strásky, fut chargé de remplacer la Constitution fédérale par des lois fondamentales pour chaque moitié d'État avant le 30 septembre 1992, de créer les conditions de l'accession à la souveraineté et de conclure un traité entre les deux futures républiques indépendantes. V. Klaus et V. Mečiar furent respectivement investis des fonctions de Premier ministre en Bohême et en Slovaquie, ce qui souligna le déplacement du centre de gravité de la capitale vers les provinces. Les partisans de l'indépendance slovaque marquèrent leur détermination en menaçant de paralyser l'ensemble du processus constitutionnel par leur minorité de blocage à la Chambre des nationalités et par leur majorité absolue au Conseil national slovaque ; ils se dirent cependant disposés à collaborer avec la partie bohémienne du pays pour la défense et pour certains secteurs de l'économie et de la monnaie dans le cadre d'une fédération souple d'États, après la scission. Leur opposition, conjuguée à celle des anciens communistes, fit échouer la réélection en deux tours à la présidence de l'État de Havel, démocrate sincère et ancien défenseur de la fédération. Havel conserva cependant l'espoir de rétablir un État commun des Tchèques et des Slovaques :

« Peut-être faut-il que nous nous séparions pour mieux nous retrouver ensuite », tel fut son adieu.

PERSPECTIVES

En dehors des problèmes supplémentaires, encore impossibles à évaluer dans toute leur ampleur, qu'a suscités l'éclatement de la fédération le 1^{er} janvier 1993, Tchèques et Slovaques sont confrontés à des tâches considérables. Toutefois, comparés aux pays voisins qui affrontent des problèmes équivalents, les deux peuples sont dans une situation relativement favorable. L'ancienne CSFR, avec ses 127 869 km² et ses 15,6 millions d'habitants, dont 64 % de Tchèques, plus de 30 % de Slovaques et presque de 4 % de Hongrois, et aussi 115 000 Roumains, 68 000 Polonais et 55 000 Ruthènes, mais seulement 55 000 Allemands, est, malgré son industrie vieillie et dans une phase délicate de restructuration, un pays développé au regard des normes de l'Europe occidentale. L'appel aux traditions et aux institutions de la Première République, toujours vivantes malgré cinquante ans d'interruption, a permis d'accélérer la construction d'une démocratie parlementaire efficace et de restaurer la confiance des citoyens dans la direction de l'État, l'administration et la justice. La confiance des artisans et des ouvriers en leurs qualifications et leur savoir-faire, l'ancienne réputation des produits « *made in Czechoslovakia* » sur les marchés occidentaux, un goût sain du profit, l'amour de la nature et le respect de la vie devraient bénéficier à l'inévitable réorientation technologique et écologique de l'économie. Malgré la tentative de nivellement de la société par les dirigeants communistes, une bourgeoisie cultivée et éduquée s'est maintenue, que distinguent à la fois son patriotisme affirmé, son sens des responsabilités et son ouverture à l'innovation. La jeunesse universitaire, dont l'engagement courageux a permis le déclenchement de la Révolution de velours, et qui ne cache pas sa déception devant les résultats obtenus depuis, ne peut qu'approuver le processus de renouvellement. Il n'y a plus aujourd'hui la moindre illusion sur l'étendue des difficultés et des sacrifices que chaque citoyen devra consentir.

Dès son allocution de Nouvel An, en 1990, le président Havel évoquait son « rêve d'une république autonome, libre, démocratique, économiquement prospère et socialement juste, bref d'une république humaine, qui serve les hommes et espère donc aussi que l'homme la servira. D'une république d'hommes éduqués en tous domaines, car, sans elle, aucun des problèmes qui sont les nôtres ne pourra être résolu, qu'ils soient humains, économiques, écologiques, sociaux, ou politi-

ques ». La tendance, courante dans la partie bohémo-morave du pays, à puiser dans le passé espoir et courage face aux difficultés du présent a favorisé la constitution d'une conscience historique très particulière, et teintée de nationalisme, mais elle a aussi amené à une interprétation plus équilibrée du passé, où le combat pour l'affirmation de la nation tchèque n'est plus central. Même la *doğa temna*, l'époque des Ténèbres qui suivit 1620, se voit aujourd'hui conférer des traits positifs ; celle de François-Joseph, décisive pour la naissance de la conscience nationale tchèque moderne, avait déjà été glorifiée avec une certaine nostalgie à l'époque communiste. Ce culte délibéré de l'histoire ne va pas seulement aux périodes d'apogée politique et culturel bohémien ou tchèque et à l'apport des pays de la couronne bohémienne au développement matériel et social du monde politique d'Europe centrale ; malgré toutes les ruptures, il invoque l'idéal humaniste de Masaryk et les institutions démocratiques créées sous la Première République et intègre tout à fait délibérément le passé le plus récent à la tradition nationale. L'héritage des pays de la Couronne bohémienne, aujourd'hui ramenés à leur territoire originel, vit ainsi toujours malgré les déformations dues au pouvoir communiste.

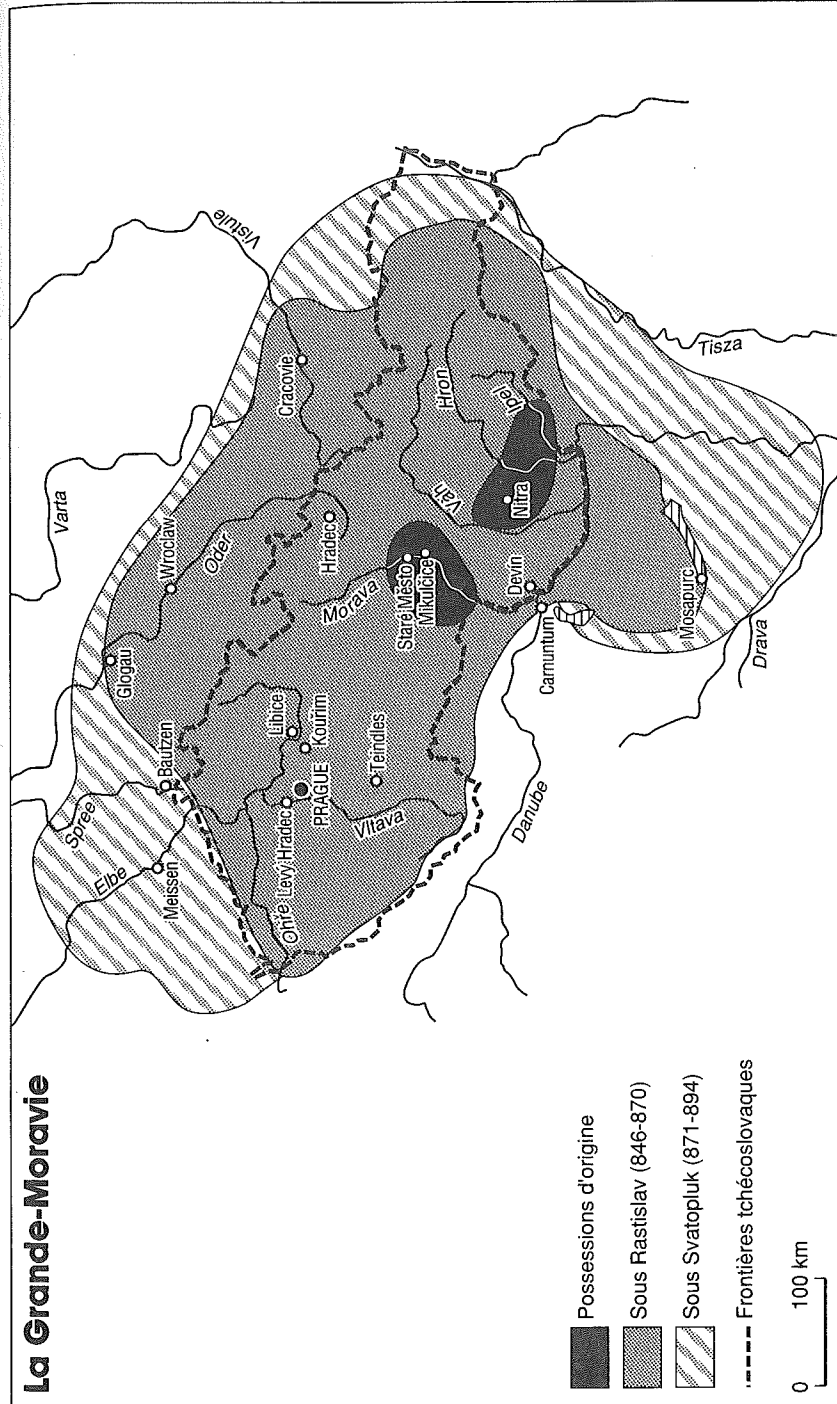
ANNEXES

Toponymies tchèque et allemande

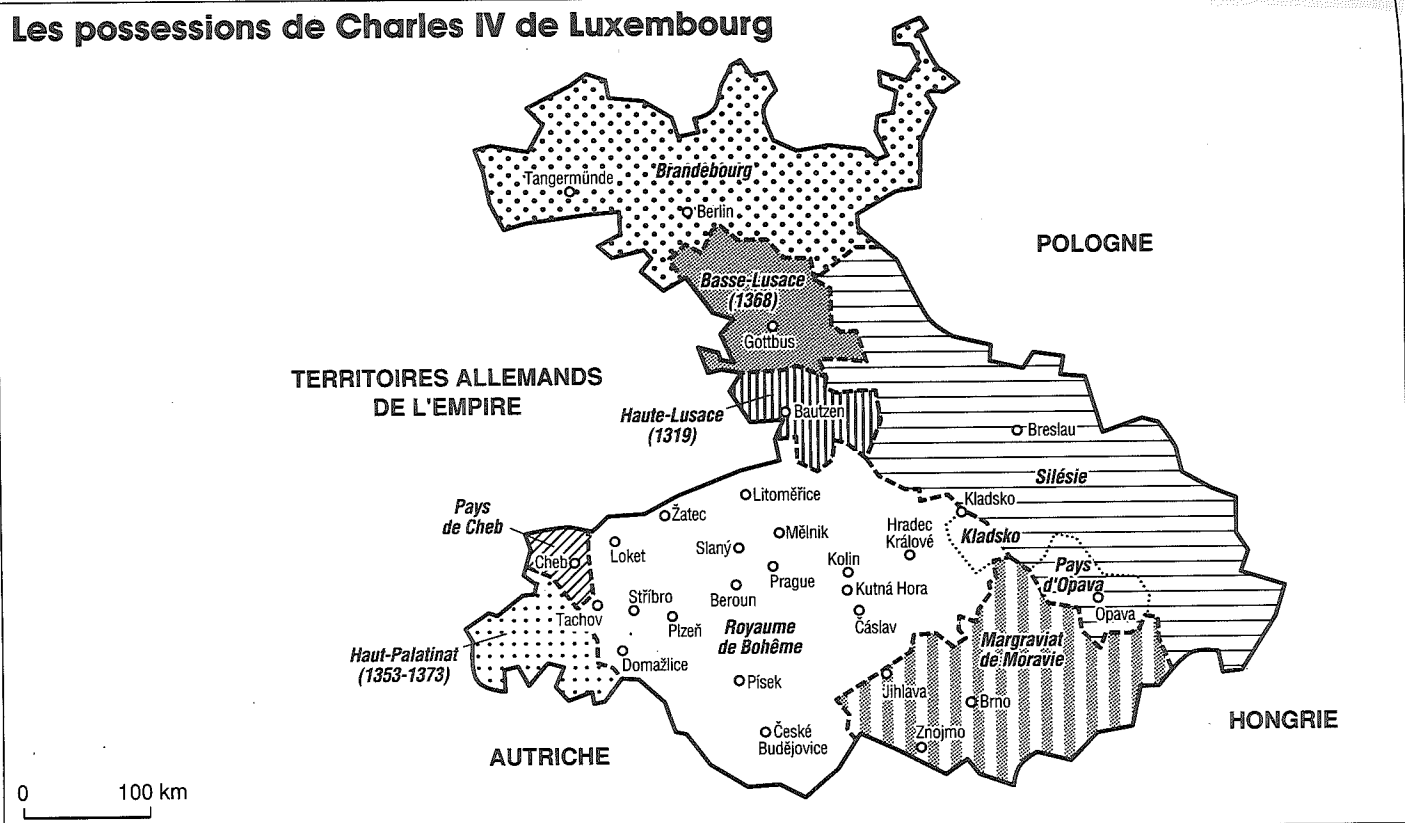
Bechyně : Bechin	Litoměřice : Leitmeritz
Beroun : Beraun	Litomyšl : Leitomischl
Bezděz : Bösig	Loket : Elbogen
Bohumín : Oderberg	Louny : Laun
Bratislava : Pressburg	Lovosic : Lobositz
Břevnov : Braunau	Mladá Boleslav : Jungbunzlau
Brno : Brunn	Most : Brüx
Čáslav : Tschaslau	Netolice : Netolitz
České Budějovice : Budweis	Nový Jičín : Neutitschein
Český Brod : Böhmisches-Brod	Nymburk : Nimbürg
Český Krumlov : Krumau	Olomouc : Olmütz
Cheb : Eger	Opava : Troppau
Chomutov : Komotau	Ostrava : Mährisch-Ostrau
Chřibská : Kreibitz	Pardubice : Pardubitz
Děčín : Tetschen	Pavlov : Pollau
Domažlice : Taus	Píseň : Pilsen
Glogov : Glogau	Rakovník : Rakonitz
Hluboká nad Vltavou : Frauenberg	Roudnice : Raudnitz
Hradčany : Hradschin	Sedlec : Zedlitz
Havlíčkův Brod : Deutsch-Brod	Sokolov : Falkenau
Ivančice : Eibenschitz	Stará Boleslav : Altbünzlau
Jáchymov : Joachimstahl	Šternberk : Sternberg
Jičín : Jitschin	Stradonice : Stradonitz
Jihlava : Iglau	Svitavy : Zwickau
Jindřichův Hradec : Neuhaus	Tachov : Tachau
Kadaň : Kaaden	Teplá : Tepl
Karlovy Vary : Karlsbad	Těšín : Teschen
Kladruby : Kladrau	Třebíč : Trebitsch
Kladsko : Glatz	Úherské Hradiště : Ungarisch-Hradisch
Krnov : Jägerndorf	Úničov : Mährisch-Neustadt
Kutná Hora : Kuttenberg	Ústí nad Labem : Aussig
Liberec : Reichenberg	Vasvár : Eisenburg

Velatice : Welatitz
 Wroclaw : Breslau
 Zbraslav : Königsaal

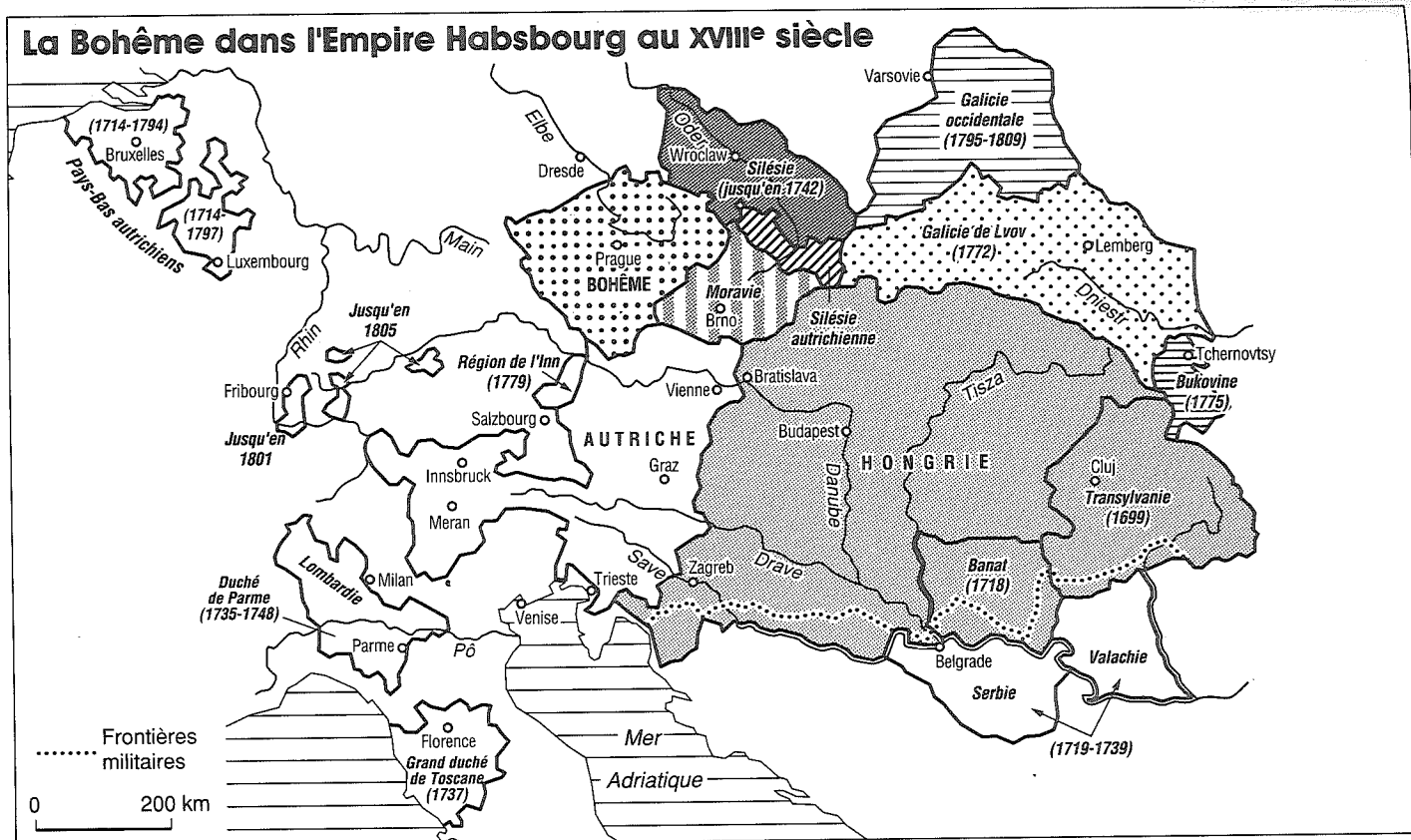
Zelená Hora : Grünberg
 Zlatá Koruna : Goldenkron
 Znojmo : Znaïm



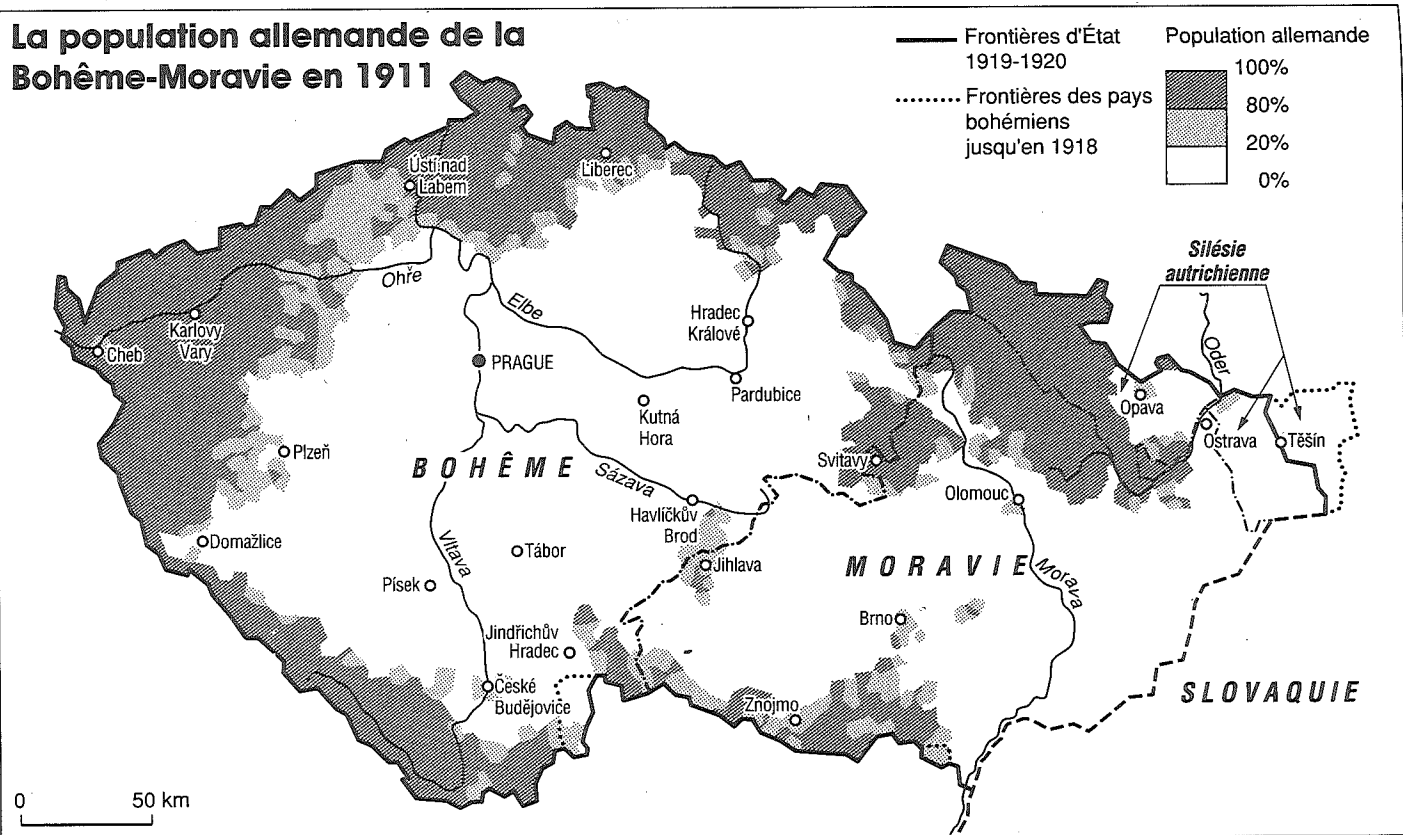
Les possessions de Charles IV de Luxembourg



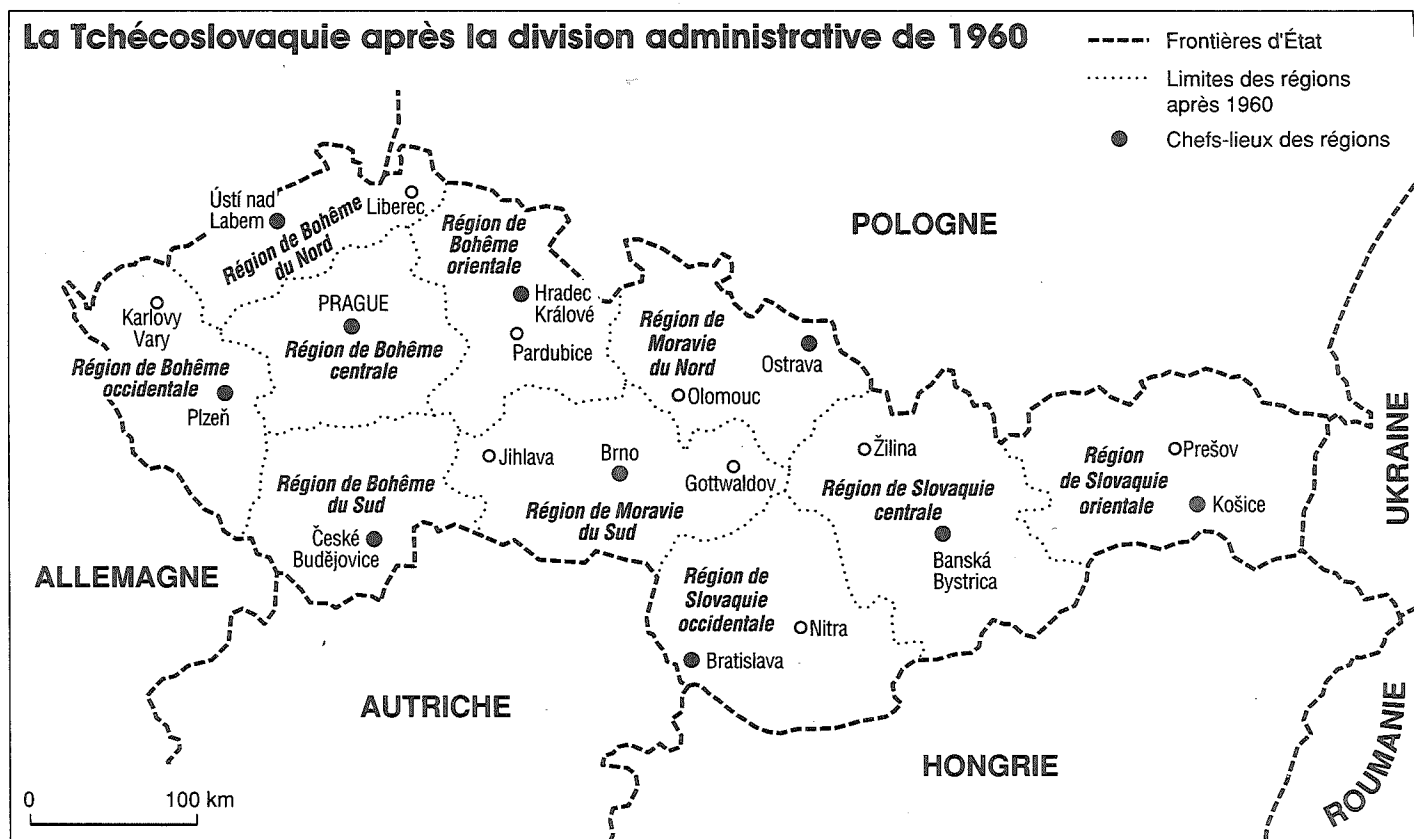
La Bohême dans l'Empire Habsbourg au XVIII^e siècle



La population allemande de la Bohême-Moravie en 1911



La Tchécoslovaquie après la division administrative de 1960



Bibliographie

BIBLIOGRAPHIES

- Bibliografický katalog československé republiky*, vol. 17, Prague, 1945.
Bibliografický katalog ČSR. Články v českých časopisech, vol. 1, Prague, 1953.
Bibliografie české historie za léta 1905-1941, Prague, 1906-1951.
Bibliografie dějin československé techniky, vol. 1, Prague, 1962.
Bibliografie dějin dělnického hnutí, Prague, 1966.
Česká bibliografie. Sborník statí a materiálu, vol. 1, Prague, 1959.
CHMIELEWSKI, H. v. (ed.), « *Auswahlbibliographie zur Geschichte und Landeskunde der böhmischen Länder, 1973. Mit Nachträgen 1972* », in *Zeitschrift für Ostforschung*, 24 (1974), p. 558-573.
Dissertationen zur Problematik des böhmisch-mährischen Raumes, Munich, Sudentend. Archiv., 3 vol., 1955-1957.
GRAUS, F., *Das Spätmittelalter als Krisenzeit. Ein Literaturbericht als Zwischenbilanz*, in *Mediaevalia Bohemica*, Suppl. 1, Prague, 1969.
HAHN, J., *Kyryllo-methodianische Bibliographie 1939-1955*, 's Gravenhage, 1958.
HEMMERLE, R., « *Beitrag zur Bibliographie der böhmischen Länder* », in *Bohemia. Jahrbuch des Collegium Carolinum*, 1 (1960), p. 407-444.
HEMMERLE, R., « *Dissertationen zur Problematik des böhmisch-mährischen Raumes* », in *Bohemia. Jahrbuch des Collegium Carolinum*, 1 (1960), p. 445-448.
HEMMERLE, R., *Vorläufige Systematik der Bibliographie über den böhmisch-mährisch-schlesischen Raum*, Munich, 1957.
Historiografie v Československu 1985-1989. Výběrová Bibliografie, Prague, 1990.
JEŽEK, A. (ed.), *Novodobé dějiny v československé historiografii. Marxisticko-leninská teorie. Bibliografie 1979*, Prague, 1980.
JILEK, H. (ed.), *Bibliographie zur Geschichte und Landeskunde der böhmischen Länder von den Anfängen bis 1948*, 3 vol., Cologne, Vienne, 1986-1990.
JILEK, H. (ed.), *Bücherkunde Ostdeutschlands und des Deutschtums in Ostmitteleuropa*, Cologne, Graz, 1962.
JONÁŠOVÁ-HAJKOVÁ, S. (ed.), *Bibliografie československé historie*, Prague, 1957-1966.
KLIK, J., *Bibliografie vědecké práce o české minulosti za poledních čtyřicet let. Rejstřík českého časopisu historického 1895-1934*, Prague, 1935.
KUDĚLKA, M. (ed.), *Československé práce o jazyce, dějinách a kultuře slovanských národu od r. 1760*, Prague, 1972.
MUNELES, O. (ed.), *Bibliographical Survey of Jewish Prague. (Jewish monuments in Bohemia and Moravia)*, vol. 1, Prague, 1952.
MYŠKA, V. (ed.), *Bibliografie dějin Československa*, Prague, 1982.
PALIVEC, V., *České regionální bibliografie. Přehled publikací a článků z let 1945-1965*, Prague, 1966.
PURŠ, J., *Historiografie v Československu 1970-1980. Výběrová bibliografie*, Prague, 1980.

- SEIBT, F., *Bohemia. Probleme und Literatur seit 1945*, in *Historische Zeitschrift, Sonderheft 4*, Munich, 1970.
- SHORT, D. (ed.), *Czechoslovakia, World Bibliographical Series*, vol. 68, Oxford, 1986.
- Sudetendeutsche Bibliographie*; vol. 1 : 1949-1953 (HEMMERLE, J., ed.), Marburg, 1959; vol. 2 : 1954-1959 (JILEK, H., ed.), Marburg, 1965.
- ZEMAN, J.K., *The Hussite Movement and the Reformation in Bohemia, Moravia and Slovakia (1350-1650). A bibliographical study guide*, Ann Arbor, Mich., 1977.
- ZIBRT, C., *Bibliografie české historie*, Prague, 1900-1912.

SOURCES

- APPELT, H. (ed.), *Schlesisches Urkundenbuch*, vol. 1, Vienne, 1963.
- Archiv český čili staré písemné památky české a moravské, sebrané z archivu domácích i cizích*, 38 vol., Prague, 1840-1944.
- Archiv koruny české. Katalogy, soupisy, registáře a rozboru jeho fondů*, 5 vol., Prague, 1928-1947.
- BARTENKOVÁ, D. (ed.), *Magnae Moraviae fontes historici (Prameny k dějinám Velké Moravy)*, vol. 1, Brno, 1966.
- Die böhmische Landtafel. Inventar, Register, Übersichten*, éd. établie par V. LETOŠNÍK, Prague, 1944.
- Die böhmischen Landtagsverhandlungen und Landtagsbeschlüsse v. J. 1526 an bis auf die Neuzeit*, Prague, Kgl. Böhm. Landesarchiv, 11 vol., 1877-1910.
- BRETHOLZ, B. (ed.), *Cosmae Pragensis Chronica Boemorum*, 11 vol., *Monumenta Germaniae historica, SS. rer. Germ. Nova series*, vol. 2, Berlin, 1923.
- BUJNOCH, J. (ed.), *Die Hussiten. Die Chronik des Laurentius von Březová, 1414-1421*, Graz, 1988.
- ČANOVÁ, E. (ed.), *Prameny pro hospodářské a sociální dějiny*, 2 vol., Prague, 1973.
- ČELAKOVSKÝ, J. (ed.), *Privilegia královských měst venkovských z let 1225 až 1419*, Prague, 1895.
- ČELAKOVSKÝ, J. (ed.), *Privilegia měst Pražských*, Prague, 1886.
- CHALOUPECKÝ, V., *Prameny X. století. Legendy Kristiánovy o Sv. Václavu a Sv. Ludmily*, Prague, 1939.
- Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae. Urkunden-Sammlung zur Geschichte Mährens im Auftrage des mährischen Landesausschusses*, 15 vol., Brno, 1836-1903.
- DAŇHELKA, J. (ed.), *Staročeská kronika tak řečeného Dalimila*, 2 vol., Prague, 1988.
- Deutsche Gesandtschaftsberichte aus Prag. Innenpolitik und Minderheitenprobleme in der Ersten Tschechoslowakischen Republik, I^{re} partie : 1918-1921, IV^{re} partie : 1933-1935*, Munich, 1983, 1991.
- EMLER, J. (ed.), *Prameny dějin českých*, 4 vol., Prague, 1874-1907.
- ERBEN, K. (ed.), *Regesta diplomatica nec non epistolaria Bohemiae et Moraviae*, 7 vol., Prague, 1855-1963.
- FLAJŠHANS, V. (ed.), *Hájek V. z Libočan, Kronika česká*, 2 vol., Prague, 1923.
- Fontes Rerum Bohemiarum. Prameny českých dějin*, vol. 1-6, 8, Prague, 1873-1937.
- FRIEDRICH, G. (ed.), *Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae*, 4 vol., Prague, 1904-1965.
- GOLL, J., *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte der Böhmisches Brüder*, 2 vol., Prague, 1878-1882.
- HAAS, A. (ed.), *Privilegia nekrálovských měst českých z let 1232-1452*, Prague, 1954.
- HELBIG, H. (ed.), *Urkunden und erzählende Quellen zur deutschen Ostsiedlung im Mittelalter*, vol. 2 : *Schlesien, Polen, Böhmen-Mähren, Österreich, Ungarn-Siebenbürgen*, Darmstadt, 1970.
- HERRMANN, E., *Slawisch-germanische Beziehungen im südostdeutschen Raum von der Spätantike bis zum Ungarnsturm. Ein Quellenbuch mit Erläuterungen*, Munich, 1965.
- HÖFLER, K., *Geschichtsschreiber der hussitischen Bewegung in Böhmen*, 2 vol., Vienne, 1856-1866.

- HORČICKA, A. (ed.), *Städte- und Urkundenbücher aus Böhmen*, Prague, 1910.
- HRUBÝ, V. (ed.), *Archivum Coronae regni Bohemiae*, 2 vol., Prague, 1928-1935.
- HUSA, V. (ed.), *Naše národní minulost v dokumentech. Chrestomatie k dějinám Československa*, vol. 1 : *Do zrušení nevolnictví*, Prague, 1954.
- JANÁČEK, J. (ed.), *Pavel Skála ze Zhoře, Historie česká. Od defenestrace k Bílé hoře*, Prague, 1984.
- JIREČEK, H., *Codex juris Bohemici*, 4 vol., Prague, 1867-1890.
- LÍVA, V. (ed.), *Prameny k dějinám třicetileté války*, vol. 3-8, Prague, 1951-1957.
- MENDL, B. (ed.), *Regesta diplomatica Bohemiae et Moraviae*, vol. 1, Prague, 1953.
- Monumenta historica universitatis Pragensis*, 9 vol., Prague, 1830-1848.
- Monumenta Vaticana res gestas Bohemicas illustrantia...*, 7 vol., Prague, 1903-1954.
- NOHEJLOVÁ-PRÁTOVÁ, E., *Nálezy mincí v Čechách, na Moravě a ve Slezsku*, 3 vol., Prague, 1955-1957.
- NOVOTNÝ, J., *Obrození národa. Svědectví a dokumenty*, Prague, 1979.
- NOVÝ, R. et SLÁMA, J. (ed.), *Slavíkovci ve středověkém písemnictví*, Prague, 1987.
- PALACKÝ, F. (ed.), *Documenta magistris Joannis Hus, vitam, doctrinam, causam in Constantiensi concilio...*, Prague, 1869.
- PALACKÝ, F. (ed.), *Starší letopisové čeští od roku 1378 do 1527 čili pokračování v kronikách Přebíka Pulkavy a Beneše z Hořovic*, Prague, 1941.
- PRAŽÁK, J. (ed.), *Archiv pražské metropolitní kapituly*; vol. 1 : *Katalog listin a listů z doby předhusitské - 1419*, Prague, 1956.
- RATKOŠ, P., *Prameny k dějinám Vel'kej Moravy*, Bratislava, 1968.
- Regesta diplomatica nec non epistolaria Bohemiae et Moraviae*, 7 vol., Prague, 1855-1954.
- Sbírka pramenů českého hnutí náboženského ve XIV. a XV. století*, Prague, 1909-1920.
- SCHWARZ, E., *Die Ortsnamen der Sudetenländer als Geschichtsquellen*, Munich, 1961.
- Sněmy české od léta 1526 až po naši dobu*, Prague, 1877-1954.
- STIEBER, M., *Böhmische Staatsverträge. Historischer Grundriß*, 1^{re} partie : *Seit Přemysl Ottokar II. bis zur Gründung des habsburgischen Reiches*, Innsbruck, 1912.
- TOEGEL, M. (ed.), *Documenta Bohemica Bellum Tricennale illustrantia*, 7 vol., Prague, 1971-1981.
- VANĚČEK, V., *Prameny k dějinám státu a práva v Československu*, Prague, 1957.
- VOLF, M., *Popis městských archivů v Čechách*, Prague, 1947.
- Zbraslavská kronika. Chronicon aulae regiae*, trad. de F. HEŘMANSKÝ et R. MERTLÍK, Prague, 1976.

GÉOGRAPHIE

- BOHMANN, A., *Tschechoslowakei*, vol. 4 : *Menschen und Grenzen*, vol. 4, Cologne, 1975.
- Československá vlastivěda*, 10 vol., Prague, 1929-1936.
- Československá vlastivěda*, vol. 1, Prague, 1963.
- Československý vojenský atlas*, Prague, 1965.
- DEMEK, J. (ed.), *Geography of Czechoslovakia*, Prague, 1971.
- DOSTÁL, O. (ed.), *Československá historická města*, Prague, 1974.
- HASSINGER, H., *Die Tschechoslowakei. Ein geographisches, politisches und wirtschaftliches Handbuch*, Vienne, 1925.
- HÄUFLER, V. (ed.), *Ekonomická geografie Československa*, Prague, 1978.
- Historický atlas ČSSR*, Prague, 1965.
- PURŠ, J. (ed.), *Atlas československých dějin*, Prague, 1965.
- Regni Bohemiae mappa historica*, Prague, 1976.
- SEDLÁČEK, A., *Hrady, zámky a tvrze království českého*, 15 vol., Prague, 1931-1937.

SPERLING, W., *Tschechoslowakei. Beiträge zur Landeskunde Ostmitteleuropas*, Stuttgart, 1981.
STURM, H. (ed.), *Ortslexikon der böhmischen Länder, 1910-1965*, Munich, 1977-1983.

HISTOIRE

Ouvrages généraux

AUBIN, H. (ed.), *Geschichte Schlesiens*, Historischen Kommission für Schlesien, 2 vol., Stuttgart, ²1961-1973.
BACHMANN, A., *Geschichte Böhmens (bis 1526)*, 2 vol., Gotha, 1899.
BOBA, I., *Moravia's History Reconsidered. A Reinterpretation of Medieval Sources*, La Haye, 1971.
BOSL, K. (ed.), *Handbuch der Geschichte der böhmischen Länder*, 4 vol., Stuttgart, 1967-1974.
BRETHOLZ, B., *Geschichte Böhmens und Mährens*, 4 vol., Reichenberg, 1924.
BRETHOLZ, B., *Geschichte Mährens*, 2 vol., Brno, 1893.
ČEREŠŇÁK, B. (ed.), *Přehled dějin Moravy*, vol. 1 : *Od Velké Moravy do husitské revoluce*, Brno, 1980.
Dějiny Československa. Učebnice pro pedagogické fakulty, 4 vol., Prague, 1964-1970.
Dějiny ČSSR v datech, Prague, ²1983.
Dějiny Slovenska, vol. 1-6, Bratislava, 1985-1991.
DUDÍK, B., *Mährens allgemeine Geschichte*, 12 vol., Brno, 1850-1888.
FIALA, Z. (ed.), *Česká diplomatika do roku 1848*, Prague, 1971.
FISCHEL, A., *Das tschechische Volk*, 2 vol., Wrocław, 1928.
HECK, R. (ed.), *Historia Czechosłowacji*, Wrocław, 1969.
HERMANN, A., *A History of the Czechs*, Londres, 1975.
Historia Śląska. Opracowanie zbiorowe, 4 vol., Wrocław, 1963.
HUSA, V., *Epochy českých dějin*, Prague, 1949.
HUSA, V., *Geschichte der Tschechoslowakei*, Prague, 1961.
KAVKA, F. (ed.), *Přehled dějin Československa v epoše feudalismu*, Prague, 1955-1963.
KAVKA, F., *Die Tschechoslowakei. Abriss ihrer Geschichte*, Prague, 1960.
KERNER, R.J. (ed.), *Czechoslovakia*, Berkeley, ³1949.
KONEČNÝ, Z. (ed.), *Stopami minulosti. Kapitoly z dějin Moravy a Slezska I.*, Brno, 1979.
KRÁL VON DOBRÁ VODA, RITTER (A.), *Der Adel von Böhmen, Mähren und Schlesien. Genealogisch-heraldisches Repertorium... des gesamten Adels der Böhmisches Krone mit Quellen und Wappennachweisen*, Prague, 1904.
KREJČÍ, J., *Czechoslovakia at the Crossroads of European History*, Londres, New York, 1990.
KROFTA, K., *Geschichte der Tschechoslowakei*, Berlin, 1932.
KROFTA, K., *Dějiny československé*, Prague, 1946.
Lebensbilder zur Geschichte der böhmischen Länder, K. BOSL (vol. 1-2) et F. SEIBT (ed.), Munich, Vienne, 1974.
MACEK, J., *Histoire de la Bohême*, Paris, 1984.
MALECZYŃSKI, K. (ed.), *Historia Śląska*, Wrocław, 1960-1961.
MÜNCH, H., *Böhmische Tragödie. Das Schicksal Mitteleuropas im Lichte der tschechischen Frage*. Braunschweig, 1949.
NOVOTNÝ, V. (ed.), *České dějiny*, 3 vol., Prague, 1912-1948.
PALACKÝ, F., *Geschichte von Böhmen. Größtenteils nach Urkunden und Handschriften*, 5 vol., Prague, ²1844-1867.
PELZEL, F.M., *Geschichte der Böhmen von den ältesten bis auf die neuesten Zeiten*, 2 vol., Prague, Vienne, 1782.
PILNÁČEK, J., *Staromoravští rodové*, Brno, ²1972.
Přehled dějin Československa, Prague, 1980-1982.

PROCHÁZKA, R. FREIHERR v., *Genealogisches Handbuch erloschener böhmischer Herrenschaftsfamilien*, 2 vol., Neustadt a.d. Aisch, 1973, Munich, 1990.
RECHCIGL jr., M. (ed.), *Czechoslovakia Past and Present*, 2 vol., La Haye, 1968.
SANČUK, G.E. (ed.), *Istorija Českoslovakii*, 3 vol., Moscou, 1956-1960.
SCHIFFNER, J., *Neuere Geschichte der Böhmen von der Thronbesteigung Kaisers Joseph II. bis zum Frieden von Paris. Als Fortsetzung von Pelzels Geschichte der Böhmen*, Prague, 1816.
SETON-WATSON, R.W., *A History of the Czechs and Slovaks*, Londres, 1943.
STURM, H. (ed.), *Biographisches Lexikon zur Geschichte der böhmischen Länder*, vol. 1, Munich, 1979.
THOMSON, S. H., *Czechoslovakia in European History*, Princeton, N. J., ²1953.
Vojenské dějiny Československa, vol. 1, Prague, 1985.
WALLACE, W.V., *Czechoslovakia*, Londres, 1977.

Préhistoire et protohistoire

ČUJANOVÁ-JILKOVÁ, E., *Mittelbronzezeitliche Hügelgräberfelder in Westböhmen*, Prague, 1970.
DUBSKÝ, B., *Pravěk jižních Čech*, Blatná, 1949.
FIALA, Z., *Siedlung und Verfassung Böhmens in der Frühzeit*, Wiesbaden, 1967.
FILIP, J., *Pravěk Československa. Úvod do studia dějin pravěku*, Prague, 1948.
FRIDRICH, J., *Středopaleolitické osídlení Čech*, Prague, 1982.
HORÁK, B., *Geografický a etnografický obraz českých zemí v době římského císařství*, Prague, 1955.
MILZ, A.E., *Südböhmen und der Böhmerwald im Boiohaemum Celticum*, Linz, 1974.
NEUSTUPNÝ, E. (ed.), *Czechoslovakia before the Slavs*, Prague, 1961.
PLESL, E., *Lužická kultura v severozápadních Čechách*, Prague, 1961.
PODBORSKÝ, V., *Mähren in der Spätbronzezeit und an der Schwelle der Eisenzeit*, Brno, 1970.
PREIDEL, H., *Die germanischen Kulturen in Böhmen und ihre Träger*, 2 vol., Kassel-Wilhelmshöhe, 1930.
ŠALDOVÁ, V., *Westböhmen in der späten Bronzezeit*, Prague, 1981.
ŠCHRÁNIL, J., *Die Vorgeschichte Böhmens und Mährens*, Berlin, Leipzig, 1928.
ŠIMEK, E., *Čechy a Morava za doby římské*, Prague, 1923.
ŠIMEK, E., *Keltové a Germáni v našich zemích. Kritická studie*, Brno, 1934.
TEJRAL, J., *Grundzüge der Völkerwanderungszeit in Mähren*, Prague, 1976.
TEJRAL, J., *Morava na sklonku antiky*, Prague, 1982.
TEJRAL, J., *Die Probleme der spätrömischen Kaiserzeit in Mähren*, Prague, 1975.
VAŇA, E., *Einführung in die Frühgeschichte der Slaven*, Neumünster, 1970.

L'arrivée des Slaves

BRNBAUM, H., *Studien zur Frühkultur der Slaven*, Munich, 1981.
DOBIAŠ, J., *Dějiny československého území před vystoupením Slovanů*, Prague, 1964.
FILIP, J., *Počátky slovanského osídlení v Československu*, Prague, 1946.
GRAUS, F., et LUDAT, H., (ed.), *Siedlung und Verfassung Böhmens in der Frühzeit*, Wiesbaden, 1967.
HENSEL, W., *Die Slaven im frühen Mittelalter. Ihre materielle Kultur*, Berlin, 1965.
LABUDA, G., *Pierwsze państwo słowiańskie. Państwo Samona*, Poznań, 1949.
LEHR-SPEAWIŃSKI, T., *O pochodzeniu i praojczyźnie Słowian*, Poznań, 1946.
POULÍK, J., *Jižní Morava. Země dávných Slovanů*, Brno, 1950.
PREIDEL, H., *Die Anfänge der slawischen Besiedlung Böhmens und Mährens*, 2 vol., Munich, 1954, 1957.
TUREK, R., *Böhmen im Morgengrauen der Geschichte. Von den Anfängen der slawischen Besiedlung bis zum Eintritt in die europäische Kulturgemeinschaft (6. bis Ende des 10. Jahrhunderts)*, Wiesbaden, 1974.

Le royaume de Grande-Moravie

- BÖHM, J. (ed.), *Das Großmährische Reich. Tausendjährige Staats- und Kulturtradition*, Prague, 1963.
- DEKAN, J., *Velká Morava. Doba a umění*, Prague, 1980.
- DITTRICH, Z., *Christianity in Great Moravia*, Groningue, 1962.
- DVORNÍK, F., *Byzancia a Vel'ká Morava. Sborník Říša Vel'komoravská*, Prague, 1933.
- GRAUS, F. (ed.), *Das Großmährische Reich. Tagung der wissenschaftlichen Konferenz des Archäologischen Instituts der Tschechoslowakischen Akademie der Wissenschaften*, Brno-Nitra, 1-4 oct. 1963, Prague, 1966.
- HAUPTMANN, L., *Das Großmährische Reich*, Berne, 1956.
- HAVLÍK, L. E., *Morava v 9.-10. století. K problematice politického postavení, sociální a vládní struktury a organizace*, Prague, 1978.
- HAVLÍK, L. E., *Velká Morava a středoevropští Slované*, Prague, 1964.
- HELLMANN, M. (ed.), *Cyrillo-Methodiana. Zur Frühgeschichte des Christentums bei den Slaven, 863-1963*, Cologne, Graz, 1964.
- KALNICA, Z., *Velkomoravské řemeslo*, Liberec, 1972.
- MACŮREK, J. (ed.), *Magna Moravia*, Prague, 1965.
- NOVÝ, R., *Die Anfänge des böhmischen Staates*, vol. 1 : *Mitteleuropa im 9. Jahrhundert*, Prague, 1968.
- POULÍK, J., *Starí Moravané budují svůj stát*, Gottwaldov, 1963.
- POULÍK, J. (ed.), *Velká Morava a počátky československé státnosti*, Prague, Bratislava, 1985.
- PREIDEL, H., *Das Großmährische Reich im Spiegel der Bodenfunde*, Gräfenfing, 1968.
- PREIDEL, H., *Slawische Altertumskunde des östlichen Mitteleuropas im 9. und 10. Jahrhundert*, 3 vol., Gräfenfing, 1961-1966.
- SANČUK, G.E. (ed.), *Velikaja Moravija. Ee istoričeskoe i kul'turnoe značenie*, Moscou, 1985.
- SCHWARTZ, M., *Untersuchungen über das Mährisch-Slowakische Staatswesen des 9. Jahrhunderts*, Berlin, Munich, 1942.

Les Přemyslides (900-1306)

- BRETHOLZ, B., *Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Přemysliden*, Munich, Leipzig, 1912.
- ČÁREK, J., *O pečeti českých knížat a králů z rodu Přemyslova*, Prague, 1934.
- FIALA, Z., *Přemyslovské Čechy. Český stát a společnost v letech 995-1310*, Prague, 1965.
- HOENSCH, J.K., *Přemysl Otakar II. Der goldene König*, Graz, 1989.
- KRÁLÍK, O., *Slavníkovské interludium. K československým kulturním vztahům kolem roku 1000*, Ostrava, 1966.
- KRZEMIEŃSKA, B., *Boj knížete Břetislava I. o upevnění českého státu (1039-1041)*, Prague, 1979.
- KUHN, W., *Vergleichende Untersuchungen zur mittelalterlichen Ostsiedlung*, Cologne, Vienne, 1973.
- NOVÝ, R., *Přemyslovský stát 11. a 12. století*, Prague, 1972.
- PRINZ, F., *Böhmen im mittelalterlichen Europa. Frühzeit, Hochmittelalter, Kolonisationsepoche*, Munich, 1984.
- SASSE, B., *Die Sozialstruktur Böhmens in der Frühzeit. Historisch-archäologische Untersuchungen zum 9.-12. Jahrhundert*, Berlin, 1982.
- SCHLESINGER, W., *Die deutsche Ostsiedlung des Mittelalters als Problem der europäischen Geschichte*, Sigmaringen, 1975.
- SCHRÁNIL, J., *Země české za doby knížecí*, Prague, 1932.
- SLÁMA, J., *Mittelböhmen im frühen Mittelalter*, I : *Katalog der Grabfunde*, Prague, Brno, 1977.
- TILLACK, K., *Studien über Bruno von Schauenburg und die Politik Ottokars II. von Böhmen*, Münster, 1959.

- TŘEŠTÍK, D., *Počátky Přemyslovců*, Prague, 1981.
- TUREK, R., *Čechy v raném středověku*, Prague, 1982.
- TUREK, R., *Die frühmittelalterlichen Stämmegebiete in Böhmen*, Prague, 1957.
- TUREK, R., *Slavníkovci a jejich panství*, Teschen, 1982.
- VANĚČEK, V., *Stát Přemyslovců a středověka « říše »*, Prague, 1945.
- VANĚČEK, V., *Vnitřní organizace Čech a Moravy v době přemyslovské*, Prague, 1942.
- VLČEK, E., *Nejstarší Přemyslovcí ve světle antropologicko-lékařského výzkumu*, Prague, 1982.
- WEGENER, W., *Böhmen, Mähren und das Reich im Hochmittelalter*, Cologne, 1959.
- WEGENER, W., *Die Přemysliden. Stammtafeln des nationalen Böhmischen Herzogshauses ca. 850-1306*, Göttingen, 1952.
- ZAGIBA, F., *Das Geistesleben der Slaven im frühen Mittelalter*, Vienne, 1971.
- ŽEMLIČKA, J., *Přemysl Otakar I. Panovník, stát a česká společnost na prahu vrcholného feudalismu*, Prague, 1990.
- ŽEMLIČKA, J., *Století poselních Přemyslovců. Český stát a společnost ve 13. století*, Prague, 1986.
- ZHÁNEL, S., *Jak vznikla staročeská šlechta*, Brno, 1930.

Les Luxembourg (1310-1419)

- CAZELLES, R., *Jean l'Aveugle, comte de Luxembourg, roi de Bohême*, Paris, 1947.
- CHALOUPECKÝ, V., *Karel IV. a Čechy*, Prague, 1946.
- EICHLER, R.W. (ed.), *Die Universität zu Prag*, Munich, 1986.
- FIALA, Z., *Předhusitské Čechy. Český stát pod vládou Lucemburků, 1310-1419*, Prague, 1978.
- KALISTA, Z., *Karel IV. Jeho duchovní tvář*, Prague, 1971.
- MEZNIK, J., *Praha před husitskou revolucí*, Prague, 1990.
- PATŠOVSKÝ, A., *Die Anfänge einer ständigen Inquisition in Böhmen. Ein Prager Inquisitions-Handbuch aus der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts*, Berlin, New York, 1975.
- PLUDEK, A., *Český král Karel*, Prague, 1979.
- PUSTEJOVSKÝ, O., *Schlesiens Übergang an die Böhmisches Krone. Machtpolitik Böhmens im Zeichen von Herrschaft und Frieden*, Cologne, Vienne, 1975.
- SEIBT, F., *Karl IV. Ein Kaiser in Europa, 1346-1378*, Munich, 1978.
- SKÝBOVÁ, A., *Český stát v období vrcholného feudalismu. (K 600. výročí úmrtí Karla IV.)*, Olomouc, 1978.
- SPĚVÁČEK, J., *Karl IV. Sein Leben und seine staatsmännische Leistung*, Cologne, 1978.
- SPĚVÁČEK, J., *Václav IV. 1361-1419. K předpokladům husitské revoluce*, Prague, 1986.
- SVATOŠ, M. (ed.), *Doba Karla IV. v dějinách národů ČSSR...*, Colloque pour le 600^e anniversaire de la mort de Charles IV, 29 nov.-1^{er} déc. 1978, Prague, 1981.
- VELDRUP, D., *Zwischen Eherecht und Familienpolitik. Studien zu den dynastischen Heiratsprojekten Karls IV.*, Warendorf, 1988.
- Vita Karoli Quarti - Karl IV., Selbstbiographie*, A. BLASCHKA (ed.), Prague, 1979.
- WINTER, E., *Frühhumanismus. Seine Entwicklung in Böhmen und deren europäische Bedeutung für die Kirchenreformbestrebungen im 14. Jahrhundert*, Berlin, 1964.

La Révolution hussite et le hussitisme (1419-1437)

- BARTOŠ, F.M., *Husitská revoluce*, 2 vol., Prague, 1965-1966.
- HEYMAN, F.G., *John Žižka and the Hussite Revolution*, New York, 1969.
- KALIVODA, R., *Revolution und Ideologie. Der Hussitismus*, Cologne, Vienne, 1976.
- KAMINSKY, H., *A History of the Hussite Revolution*, Berkeley, 1967.
- KEJŘ, J., *Husité*, Prague, 1984.

- KROFTA, K., *Duchovní odkaz husitství*, Prague, 1946.
 MACEK, J., *Tábor v husitském revolučním hnutí*, 2 vol., Prague, 1952-1955.
 MACHOVEC, M., *Husovo učení a význam v tradici českého národa*, Prague, 1953.
 MALECZYŃSKA, E., *Ruch husycki w Czechach a w Polsce*, Varsovie, 1959.
 MOLNÁR, A. (ed.), *Husitské manifesty*, Prague, 1980.
 PEKAŘ, J., *Žižka a jeho doba*, 4 vol., Prague, 1928-1933.
 PETRIN, S., *Der österreichische Hussitenkrieg, 1420-1434*, Vienne, 1982.
 REVZIN, G., *Jan Žižka (1370-1424)*, Moscou, 1952.
 ROUBICZEK, P. (ed.), *Warrior of God. The Life and Death of John Hus*, Londres, 1947.
 SEIBT, F., *Hussitica. Zur Struktur einer Revolution*, Cologne, Graz, 1965.
 SEIBT, F., *Hussitenstudien. Personen, Ereignisse, Ideen einer frühen Revolution*, Munich, 1987.
 ŠMAHEL, F., *Idea národa v husitských Čechách*, České Budějovice, 1971.
 ŠMAHEL, F., *Jan Žižka z Trocnova*, Prague, 1969.
 ŠMAHEL, F., *La révolution hussite, une anomalie historique ?*, Paris, 1985.
 SPINKA, M., *John Hus. A Biography*, Princeton, N.J., 1968.
 WERNER, E., *Jan Hus. Welt und Umwelt eines Prager Frühreformators*, Weimar, 1991.
 WERNER, E., *Der Kirchenbegriff bei Jan Hus, Jakoubek von Mies, Jan Želivský und den linken Taboriten*, Berlin, 1967.

Georges de Poděbrady et les Jagellon (1437-1526)

- BROCK, P., *The Political and Social Doctrines of the Unity of Czech Brethren in the Fifteenth Century*, 's Gravenhage 1957.
 DENIS, E., *La fin de l'indépendance bohême*, 2 vol., Paris, 2¹⁹³⁰.
 EBERHARD, W., *Konfessionsbildung und Stände in Böhmen, 1478-1530*, Munich, Vienne, 1981.
 HECK, R., *Tabor a kandydatura jagiellońska w Czechach (1438-1444)*, Wrocław, 1964.
 HEYMAN, F.G., *George of Bohemia. King of Heretics*, Princeton, N.J., 1965.
 NEHRING, K., *Matthias Corvinus, Kaiser Friedrich III. und das Reich. Zum hunyadisch-habsburgischen Gegensatz im Donauraum*, Munich, 1975.
 ODLOŽILÍK, O., *The Hussite King. Bohemia in European Affairs, 1440-1471*, New Brunswick, N.J., 1965.
 ŘÍČAN, R., *Dějiny Jednoty bratrské*, Prague, 1957.
 SELTENREICH, G., *Georg von Podiebrad. Pläne eines europäischen Fürstenbundes*, Heidelberg, 1953.

La domination des Habsbourg (1526-1918)

1526-1618

- České dějiny. Doba předbělohorská*, vol. 1 : 1526-1547, Prague, 2¹⁹⁷¹.
 DILLON, K.J., *King and Estates in the Bohemian Lands, 1526-1564*, Bruxelles, 1976.
 EBERHARD, W., *Monarchie und Widerstand. Zur ständischen Oppositionsbildung im Herrschaftssystem Ferdinands I. in Böhmen*, Munich, Vienne, 1985.
 EVANS, R.J.W., *The Making of the Habsburg Monarchy 1550-1700 : an Interpretation*, Oxford, 1979.
 GINDELY, A., *Böhmen und Mähren im Zeitalter der Reformation*, 2 vol., Osnabrück, 2¹⁹⁶⁸ (reprint de l'édition de 1861).
 KAVKA, F. (ed.), *Přehled dějin Československa v epoše feudalismu : III (1526-1781)*, Prague, 1956.
 KUTNAR, F., *Přehled dějin Československa v epoše feudalismu*, Prague, 1967.
 PÁNEK, J., *Stavovská opozice a její zápas s Habsburky 1547-1577 : K politické krizi feudální třídy v předbělohorském českém státě*, Prague, 1982.

1618-1648

- DENIS, E., *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, 2 vol., Paris, 2¹⁹³⁰.
 DIWALD, H., *Wallenstein. Eine Biographie*, Munich, 1969.
 ERNSTBERGER, A., *Franken, Böhmen, Europa. Gesammelte Aufsätze*, Kallmünz, 1959.
 GINDELY, A., *Geschichte des Dreißigjährigen Krieges*, 2 vol., Prague, 1869-1870.
 JANÁČEK, J., *Valdštejn a jeho doba*, Prague, 1978.
 JANÁČEK, J., *Valdštejnova smrt*, Prague, 1970.
 KAVKA, F., *Bílá hora a české dějiny*, Prague, 1962.
 MANN, G., *Wallenstein*, Francfort, 1971, 1973.
 MUK, J., *Po stopách národního vědomí české šlechty pobělohorské*, Prague, 1931.
 NEJEDLÝ, Z., *Bílá hora, Habsburk a český národ*, Prague, 1918.
 POLIŠENSKÝ, J., *Nizozemská politika a Bílá hora*, Prague, 1958.
 POLIŠENSKÝ, J., *Tricetiletá válka a český národ*, Prague, 1960.
 SRBIK, H.R. von, *Wallensteins Ende. Ursachen, Verlauf und Folgen der Katastrophe*, Salzburg, 2¹⁹⁵².
 STURMBERGER, H., *Aufstand in Böhmen. Der Beginn des Dreißigjährigen Krieges*, Munich, Vienne, 1959.
 SUVANTO, P., *Wallenstein und seine Anhänger am Wiener Hof zur Zeit des Zweiten Generalats, 1631-1634*, Helsinki, 1963.

1648-1848

- BROCK, P. (ed.), *The Czech Renaissance of the Nineteenth Century. Essays presented to Otakar Odložilík in honour of his seventieth birthday*, Toronto, 1970.
 HASENPFLUG-ELZHOLZ, E., *Böhmen und die böhmischen Stände in der Zeit des beginnenden Zentralismus. Eine Strukturanalyse der böhmischen Adelsnation um die Mitte des 18. Jahrhunderts*, Munich, Vienne, 1975.
 HOFMANN, A., *Die Prager Zeitschrift « Ost und West ». Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-slawischen Verständigung im Vormärz*, Berlin, 1957.
 HROCH, M., et PETRÁŇ, J., *Das 17. Jahrhundert. Krise der Feudalgesellschaft ?*, Hamburg, 1981.
 KAŠPAR, J., *Nevolnické povstání v Čechách roku 1680*, Prague, 1965.
 KERNER, F.J., *Bohemia in the Eighteenth Century. A Study in Political, Economic, and Social History with Special Reference to the Reign of Leopold II, 1790-1792*, New York, 2¹⁹⁶⁹.
 KLÍMA, A., *Čechy v období temna*, Prague, 2¹⁹⁶¹.
 KLÍMA, A., *Příručka k dějinám Československa v letech 1638-1848*, Prague, 1963.
 KOČÍ, J., *Boje venkovského lidu v období temna*, Prague, 1953.
 KOČÍ, J., *České národní obrození*, Prague, 1978.
 KOČÍ, J., *Naše národní obrození*, Prague, 1960.
 KOČÍ, J., *Problém druhého nevolnictví v českých zemích v období pozdního feudalismu*, Prague, 1972.
 KOPECKÝ, J. (ed.), *Jan Amos Komenský. Nástin života a díla*, Prague, 1957.
 MACÚREK, J., *České země a Slovensko, 1620-1750. Studie z dějin politických, hospodářských a interetnických vztahů*, Brno, 1969.
 MAUR, E., *Československé dějiny, 1648-1781*, Prague, 1976.
 MEJDRÍČKÁ, K., *Čechy a francouzská revoluce*, Prague, 1959.
 MYL'NIKOV, A., *Vznik národně osvícenské ideologie v českých zemích 18. století. Prameny národního obrození*, Prague, 1974.
 OKÁČ, A., *Český sněm a vláda před březnem 1848*, Prague, 1947.
 PLACHT, O., *Lidnatost a společenská skladba českého státu v 16.-18. století*, Prague, 1957.
 POLIŠENSKÝ, J., *Jan Amos Komenský*, Prague, 1963.
 PRAŽÁK, A., *České obrození*, Prague, 1948.
 RAUPACH, H., *Der tschechische Frühnationalismus. Ein Beitrag zur Gesellschafts- und Ideengeschichte des Vormärzes in Böhmen*, Darmstadt, 2¹⁹⁶⁹.
 RENNEN, H., *Studien zum tschechischen Frühnationalismus. Motivationen, Anfänge und Initiatoren der tschechischen Wiedergeburt*, Erlangen, Nuremberg, 1974.

- RIHA, O., *Hospodářský a sociálně-politický vývoj Československa, 1790-1945*, Prague, 1949.
- SUNDHAUBEN, H., *Der Einfluß der Herderschen Ideen auf die Nationsbildung bei den Völkern der Habsburger Monarchie*, Munich, 1973.
- THIENEN-ADLERFLYCHT, Chr., *Graf Leo Thun im Vormärz. Grundlagen des böhmischen Konservatismus im Kaisertum Österreich*, Graz, 1967.
- Třidni boje v období pozdního feudalismu (16.-18. století)*, Prague, 1974.
- WINTER, E., *Barock, Absolutismus und Aufklärung in der Donaumonarchie*, Vienne, 1971.
- WINTER, E., *Der Josefismus. Die Geschichte des österreichischen Reformkatholizismus, 1740-1848*, Berlin, 1962.
- WINTER, E., *Die tschechische Emigration in Deutschland im 17. und 18. Jahrhundert. Beiträge zur Geschichte der hussitischen Tradition*, Berlin, 1955.
- 1848-1914
- BERÁNEK, J., *Rakouský militarismus a boj proti němu v Čechách, 1900-1914*, Prague, 1955.
- BIRKE, E., *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert*, Cologne, Graz, 1960.
- BRADLEY, J.F.N., *Czech Nationalism in the Nineteenth Century*, New York, 1984.
- ČEJCHAN, V. (Red.), *Dějiny česko-ruských vztahů, 1770-1917*, Prague, 1967.
- ČERVINKA, F., *Boje a směry českého studentstva na sklonku minulého a na počátku našeho století*, Prague, 1962.
- ČERVINKA, F., *Přehled dějin Československa v epoše kapitalismu*, 2 vol., Prague, 1959, 1963.
- COHEN, V., *The Life and Times of Masaryk, the President Liberator. A Biographical Study of Central Europe since 1848*, préface de Jan MASARYK, Londres, 1941.
- Dějiny státu a práva na území Československa v období kapitalismu, 1848-1945*, Bratislava, 1971.
- DOLANSKÝ, J. (ed.), *Sto deset let Sokola, 1862-1972. Na pamět 110. výročí vzniku Sokola*, Prague, 1973.
- FREIMANOVÁ, M. (ed.), *Město v české kultuře 19. století. Sborník symposia... v Plzni ve dnech 4-6 III 1982*, Prague, 1983.
- GARVER, B.M., *The Young Czech Party 1874-1901 and the Emergence of a Multi-Party System*, New Haven, Londres, 1978.
- GLASSL, H., *Der mährische Ausgleich*, Munich, 1967.
- Historický mistopis Moravy a Slezska v letech 1848-1960*, Ostrava, 1966.
- KANN, R.A., *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie. Geschichte und Ideengehalt der nationalen Bestrebungen vom Vormärz bis zur Auflösung des Reiches im Jahre 1918*, 2 vol., Cologne, Graz, 1964.
- KLÍMA, A., *Češi a Němci v revoluci 1848-1849*, Prague, 1988.
- KLÍMA, A., *Revoluce 1848 v českých zemích*, Prague, 1974.
- KLIMEŠ, V., *Česká vesnice v roce 1848*, Prague, 1949.
- KOŘALKA, J., *Všenněmecký svaz a česká otázka koncem 19. století*, Prague, 1963.
- KUBÁTOVÁ, L. (ed.), *Dělníci v roce 1848*, Prague, 1973.
- LADES, H., *Die Tschechen und die deutsche Frage*, Erlangen, 1938.
- MACARTNEY, C.A., *The Habsburg Empire, 1790-1918*, Londres, 1968.
- MACŮREK, J., *Rock 1848 a Morava*, Brno, 1948.
- MOLISCH, P., *Vom Kampf der Tschechen um ihren Staat*, Vienne, Leipzig, 1929.
- MOMMSEN, H., *Die Sozialdemokratie und die nationalitätenfrage im habsburgischen Vielvölkerstaat*, Vienne, 1963.
- OPOČENSKÝ, J., *Der Untergang Österreichs und die Entstehung des Tschechoslowakischen Staates*, Prague, 1928.
- PECH, S.Z., *The Czech Revolution of 1848*, Chapel Hill, 1969.
- PRINZ, F., *Geschichte Böhmens 1848-1948*, Munich, 1988.
- PRINZ, F., *Hans Kudlich (1823-1917). Versuch einer historisch-politischen Biographie*, Munich, 1962.
- PRINZ, F., *Prag und Wien 1848. Probleme der nationalen und sozialen Revolution im Spiegel der Wiener Ministerratsprotokolle*, Munich, 1968.

- ROUBÍK, F., *Petice venkovského lidu z Čech k Národnímu výboru z roku 1848*, Prague, 1954.
- SLAPNICKA, H., *Zwischen Zentralismus und Föderalismus. Die staatsrechtlichen Gestaltungsversuche eines übernationalen Österreichs und die Sudetendeutschen*, Kitzingen, 1953.
- SLAVÍK, F., *Od Dobnera k Dobrovskému*, Prague, 1975.
- Slovanství v národním životě Čechů a Slováků*, Prague, 1968.
- ŠOLLE, Z., *Socialistické dělnické hnutí a česká 1848-1918*, Prague, 1969.
- STÖLZL, Chr., *Die Ära Bach in Böhmen. Sozialgeschichtliche Studien zum Neoabsolutismus 1849-1859*, Munich, Vienne, 1971.
- TKADLEČKOVÁ-VANTUCHOVÁ, J., *Češi a Slováci v národnooslobodzovacom boji do rakúsko-uherského vyrovnania roku 1867*, Bratislava, 1970.
- TOBOLKA, Z., *Politické dějiny československého národa od roku 1848 až do dnešní doby*, 4 vol., Prague, 1932-1937.
- TRAPL, M., *České národní obrození na Moravě v době předbřeznové a v revolučních letech 1848-1849*, Brno, 1977.
- TRÜTZSCHLER VON FALKENSTEIN, E., *Der Kampf der Tschechen um die historischen Rechte der böhmischen Krone im Spiegel der Presse, 1861-1879*, Wiesbaden, 1982.
- Umbruch in Mitteleuropa. Beiträge zur Geschichte der böhmischen Länder in der Zeit von 1848-1948*, Munich, 1960.
- URBAN, O., *Československé dějiny, 1848-1914. I. Hospodářský a sociální vývoj*, Prague, 1978.
- VOCHALA, J., *Rok 1848 ve Slezsku a na severovýchodní Moravě*, Opava, 1948.
- WANDRUSZKA, A. (ed.), *Die Habsburgermonarchie, 1848-1918*, vol. 1, Vienne, 1973.
- WEISHAR, R., *Nationalitätenstaat und Nationalstaat im böhmisch-mährisch-schlesischen Raum. Ein staatsrechtlich-rechtshistorischer Überblick über den nationalen Kampf zwischen Deutschen und Tschechen*, Erlangen, 1965.
- WINTER, E., *Revolution, Neoabsolutismus und Liberalismus in der Donaumonarchie*, Vienne, 1969.
- ŽÁČEK, V. (ed.), *Slovanský sjezd v Praze roku 1848*, Prague, 1958.
- ZEITHAMMER, A.O., *Zur Geschichte der böhmischen Ausgleichversuche (1865-1871)*, 2 vol., Prague, 1912-1913.
- ZESSNER, K., *Josef Seliger und die nationale Frage in Böhmen. Eine Untersuchung über die nationale Politik der deutschböhmischen Sozialdemokratie 1899-1920*, Stuttgart, 1976.
- 1914-1918
- Die Auflösung des Habsburgerreiches. Zusammenbruch und Neuorientierung im Donauraum*, Vienne, 1970.
- KVASNÍČKA, J., *Československé legie v Rusku 1917-1920*, Bratislava, 1963.
- MAMATEY, V.S., *The United States and East Central Europe 1914-1918. A Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda*, Princeton, N.J., 1957.
- MASARYK, T.G., *Die Weltrevolution. Erinnerungen und Betrachtungen 1914-1918*, Berlin, 1927.
- OTÁHALOVÁ, L., *Příspěvek k národně osvobozenkému boji lidu v českých zemích, srpen 1914 - březen 1917*, Prague, 1964.
- PERMAN, D.H., *The Shaping of the Czechoslovak State: Diplomatic History of the Boundaries of Czechoslovakia, 1914-1920*, Leyde, 1962.
- PICHLÍK, K., *Zahraniční odboj 1914-1918 bez legend*, Prague, 1968.
- PLASCHKA, R.G., *Cattaro/Prag. Revolte und Revolution. Kriegsmarine und Heer Österreichs im Feuer der Aufstandsbewegung vom 1. Februar und 28. Oktober 1918*, Graz, 1963.
- POMAIZL, K., *Vznik ČSR 1918. Problem marxistické vědecké interpretace*, Prague, 1965.
- ŠOLLE, Z., *Dělnické hnutí v českých zemích za imperialistické světové války*, Prague, 1952.
- STRAUSS, E., *Die Entstehung der Tschechoslovakischen Republik*, Prague, 1935.

THUNIG-NITTNER, G., *Die tschechoslowakische Legion in Rußland. Ihre Geschichte und Bedeutung bei der Entstehung der I. tschechoslowakischen Republik*, Wiesbaden, 1970.

VESELÝ, J., *Češi a Slováci v revolučním Rusku 1917-1920*, Prague, 1954.

ZEMAN, Z.A., *Der Zusammenbruch des Habsburgerreiches 1914-1918*, Munich, 1963.

Depuis 1918

BUSEK, V., et SPULBER, N. (ed.), *Czechoslovakia*, New York, 1957.

Český antifasismus a odboj. Slovník příručka, Prague, 1988.

COLLEGIUM CAROLINUM (ed.), *Tschechoslowakei*, vol. 3 : *Länderberichte Osteuropa*, Munich, 1977.

CRANE, J.O., et CRANE, S., *Czechoslovakia. Anvil of the Cold War*, Londres, 1991.

EIDLIN, F.E., *The Logic of « Normalization ». The Soviet Intervention in Czechoslovakia of 21 August and the Czechoslovak Response*, New York, 1980.

GLOTZ, P. (ed.), *München 1938. Das Ende des alten Europa*, Essen, 1980.

HEUMOS, P., *Die Emigration aus der Tschechoslowakei nach Westeuropa und den Nahen Osten 1938-1945*, Munich, 1989.

HOENSCH, J.K., *Geschichte der Tschechoslowakei*, Stuttgart, 1992.

KIRSCHBAUM, J.M., *Slovakia : Nation at the Crossroads of Central Europe*, New York, 1960.

KLEPETÁŘ, H., *Seit 1918. Eine Geschichte der tschechoslowakischen Republik*, Ostrava, 1937.

KORBEL, J., *Twentieth-Century Czechoslovakia. The Meanings of its History*, New York, 1977.

KUHN, H., *Handbuch der Tschechoslowakei*, Munich, 1966.

LEFF, C.S., *National Conflict in Czechoslovakia : The Making and Remaking of a State, 1918-1987*, Princeton, N.J., 1988.

LEMBERG, E., et RHODE, G. (ed.), *Das deutsch-tschechische Verhältnis seit 1918*, Stuttgart, 1969.

LIPTÁK, L., *Slovensko v 20. storočí*, Bratislava, 1968.

LÖBL, P., *Die Massenmedien der sozialistischen Tschechoslowakei*, Munich, 1986.

MAMATEY, V.S., et LUZA R. (ed.), *Geschichte der Tschechoslowakischen Republik 1918-1948*, Vienne, 1980.

MICHEL, B., *La mémoire de Prague. Conscience nationale et intelligentsia dans l'histoire tchèque et slovaque*, Paris, 1986.

OLIVOVÁ, V., *The Doomed Democracy : Czechoslovakia in a Disrupted Europe, 1914-1938*, Londres, 1972.

RENNER, H., *A History of Czechoslovakia since 1945*, Londres, 1989.

SCULC, T., *Czechoslovakia Since World War II*, New York, 1971.

SKILLING, H.G. (ed.), *Czechoslovakia, 1918-88. Seventy Years from Independence*, Houndsmills, 1991.

STEINER, E., *The Slovak Dilemma*, Cambridge, 1973.

STONE, N., et STROUHAL E. (ed.), *Czechoslovakia. Crossroads and Crises, 1918-1988*, New York, 1989.

SUDA, Z., *The Czechoslovak Socialist Republic*, Baltimore, 1969.

ULČ, O., *Politics in Czechoslovakia*, San Francisco, 1974.

URBAN, Z., *Příručka k dějinám Československa v letech 1918-1948*, Prague, 1959.

ZINNER, P.E., *Communist Strategy and Tactics in Czechoslovakia, 1918-1948*, Londres, 1963.

L'ÉGLISE ET LA VIE RELIGIEUSE

Archiv für Kirchengeschichte von Böhmen - Mähren - Schlesien, vol. 1, Königstein/Taunus, 1967.

Cirkev v našich dějinách, Prague, 1960.

GINDELY, A., *Geschichte der Gegenreformation in Böhmen*, Leipzig, 1894.

HREJSA, F., *Dějiny křesťanství v Československu*, 4 vol., Prague, 1947-1948.

KADLEC, J., *Cirkevní dějiny*, Prague, 1975.

KADLEC, J. (ed.), *Tisíc let pražského biskupství 973-1973*, Prague, 1973.

KALANDRA, Z., *České pohanství*, Prague, 1947.

KROESS, A., *Geschichte der böhmischen Provinz der Gesellschaft Jesu*, 2 vol., Vienne, 1927, 1938.

LANGTON, E., *History of the Moravian Church. The Story of the First International Protestant Church*, Londres, 1956.

LAUROVÁ, J. (ed.), *Náboženství, církev, klerikalismus a naše dějiny*, Prague, 1962.

MENŠÍK, J., *Počátky staročeské mystiky*, Prague, 1948.

NAEGLE, A., *Kirchengeschichte Bömens. Quellenmäßig und kritisch dargestellt*, 2 vol., Vienne, 1915, 1918.

ŘÍČAN, R., *Die böhmischen Brüder. Ihr Ursprung und ihre Geschichte. Mit einem Kapitel über die Theologie der Brüder von Amedeo Molnár*, Berlin, 1961.

SCHMID-EGGER, B., *Klerus und Politik in Böhmen um 1900*, Munich, 1974.

SEIBT, F. (ed.), *Bohemia sacra. Das Christentum in Böhmen 973-1973*, Düsseldorf, 1974.

SILNICKI, T., *Dzieje i ustrój kościoła katolickiego na Śląsku do końca w.XIV*, Varsovie, 1953.

Tausend Jahre Bistum Prag, 973-1973. Beiträge zum Millennium, Munich, 1974.

URBAN, R., *Die Tschechoslowakische Hussitische Kirche*, Marburg, 1973.

URBAN, W., *Der Antitrinitarismus in den Böhmisches Ländern und in der Slowakei im 16. und 17. Jahrhundert*, Baden-Baden, 1986.

ZEMAN, J.K., *The Anabaptists and the Czech Brethren in Moravia 1526-1628. A Study of Origins and Contacts*, La Haye, 1969.

ZLÁMAL, B., *Příručka českých církevních dějin*, Olomouc, 1970.

HISTOIRE DES IDÉES, SCIENCES ET ÉDUCATION

Dějiny exaktních věd v českých zemích (do konce 19. století), Prague, 1961.

FOGLAROVÁ, E., *Estetika Františka Palackého*, Prague, 1984.

HAJEK, H.J., *T.G. Masaryk Revisited - a Critical Assessment*, Boulder, Col., 1983.

HAUBELT, J., *České osvícenství*, Prague, 1986.

HOBZEK, J., *České dějepisectví doby barokní a osvícenské*, Prague, 1941.

JANKO, J., et ŠTRBAŇOVÁ, S., *Věda Purkyňovy doby*, Prague, 1988.

JETMAROVÁ, M., *František Palacký*, Prague, 1961.

JÍLEK, F. (ed.), *Dějiny českého vysokého učení technického*, Prague, 1973.

KAFKA, F. (ed.), *Stručné dějiny University Karlovy*, Prague, 1964.

KAZBUNDA, K., *Stolice dějin na pražské universitě. Od obnovení stolice dějin do rozdělení university (1776-1882)*, Prague, 1964.

KŘÍŽEK, J., *T.G. Masaryk a česká politika. Politické vystoupení českých realistů v letech 1887-1893*, Prague, 1959.

KUTNAR, F., *Přehledné dějiny českého a slovenského dějepisectví*, 2 vol., Prague, 1973-1977.

KUZ'MIN, M.N., *Škola i obrazovanie v Českoslovačii (konec XVIII-30-e gody XX v.)*, Moscou, 1971.

MACHA, K., *Glaube und Vernunft. Die böhmische Philosophie in geschichtlicher Übersicht*, 3 vol., Munich, 1985-1989.

MACHOVEC, M., *František Palacký a česká filosofie*, Prague, 1961.

MACURA, V., *Znamení zrodu. České obrození jako kulturní typ*, Prague, 1983.

NAVRÁTIL, J. (ed.), *Kapitoly z dějin olomoucké university 1573-1973*, Olomouc, 1973.

NOVÝ, L. (ed.), *Dějiny techniky v Československu (do konce 18. století)*, Prague, 1974.

PAUL, K., *Pavel Josef Šafařík. Život a dílo*, Prague, 1961.

PLASCHKA, R.G., *Von Palacký bis Pekar. Geschichtswissenschaft und Nationalbewußtsein bei den Tschechen*, Graz, Cologne, 1955.

PRZEDAK, A.G., *Geschichte des deutschen Zeitschriftenwesens in Böhmen*, Heidelberg, 1984.

- ROBEK, A., *Dějiny české etnografie*, Prague, 1979.
 SCHMIDT-HARTMANN, E., *Thomas G. Masaryk's Realism. Origins of a Czech Political Concept*, Munich, 1984.
 SEIBT, F. (ed.), *Die Teilung der Prager Universität 1882 und die intellektuelle Desintegration in den böhmischen Ländern*, Munich, Vienne, 1984.
 SZPORLUK, R., *The Political Thought of Thomas G. Masaryk*, Boulder, Col., 1983.
 TOBIN, Y. (ed.), *The Prague School and its Legacy : in Linguistics, Literature, Semiotics, Folklore, and the Arts*, Amsterdam, Philadelphia, 1988.
 ZACEK, J.F., *Palacký. The Historian as Scholar and Nationalist*, La Haye, Paris, 1970.

ARTS ET LITTÉRATURE

- Architektura v českém národním dědictví*, Prague, 1961.
 BACHMANN, E. (ed.), *Romanik in Böhmen*, Munich, 1977.
 BAUMANN, W., *Die Literatur des Mittelalters in Böhmen*, Munich, Vienne, 1978.
 BENEŠOVÁ, M., *Česká architektura v proměnách dvou století 1780-1980*, Prague, 1984.
 BLAŽÍČEK, O.J., *Barockkunst in Böhmen*, Prague, 1967.
 BRANDEL, B. (ed.), *Liebe zu Böhmen. Ein Land im Spiegel deutschsprachiger Dichtung*, Berlin, 1990.
 BURIÁNEK, F., *Česká literatura 20. století*, Prague, 1968.
Dějiny českého divadla, 3 vol., Prague, 1968-1977.
 HRABÁK, J., *Starší česká literatura*, Prague, 1964.
 HRUBY, P., *Daydreams and Nightmares : Czech Communist and Ex-Communist Literature, 1917-1987*, Boulder, Col., 1990.
 JECH, J. (ed.), *Tschechische Volksmärchen*, Berlin, 1961.
 KARBUSICKÝ, V., *Die Anfänge der historischen Überlieferung in Böhmen. Ein Beitrag zum vergleichenden Studium der mittelalterlichen Sängerepen*, Cologne, Vienne, 1980.
 KASACK, W. (ed.), *Zur tschechischen Literatur 1945-1985*, Berlin, 1990.
 KIMBALL, St. B., *Czech Nationalism. A Study of the National Theatre Movement, 1845-1883*, Ann Arbor, 1961.
 KOMMA, K.M., *Das böhmische Musikantentum*, Kassel, 1960.
 KRÁLÍK, O., *K počátkům literatury v přemyslovských Čechách*, Prague, 1960.
 KUNSTMANN, H., *Denkmäler der alttschechischen Literatur von ihren Anfängen bis zur Hussitenbewegung*, Berlin, 1955.
 LEISCHING, J., *Kunstgeschichte Mährens*, Brno, 1933.
 LIBAL, D., *Gotická architektura v Čechách a na Moravě*, Prague, 1948.
 MAŠÍN, J., *Románská nástěnná malba v Čechách a na Moravě*, Prague, 1954.
 MATĚJČEK, A., *Gotische Malerei in Böhmen. Tafelmalerei 1350-1450*, Prague, 1939.
 MERHAUTOVÁ, A., *Architektura : Raně středověká architektura v Čechách*, Prague, 1971.
 MĚŠT'AN, A., *Geschichte der tschechischen Literatur im 19. und 20. Jahrhundert*, Cologne, Vienne, 1985.
 MÜHLBERGER, J., *Tschechische Literaturgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Munich, 1970.
 MUKAŘOVSKÝ, J. (ed.), *Dějiny české literatury*, 3 vol., Prague, 1959-1961.
 MUKAŘOVSKÝ, J., *Kapitoly z české poetiky*, 3 vol. Prague, 1948.
 NEJEDLÝ, Z., *Dějiny české hudby*, Prague, 1904.
 NĚMEČEK, J., *Nástin české hudby XVIII. století*, Prague, 1955.
 NEUMANN, J., *Das böhmische Barock*, Prague, 1970.
 NEUMANN, J., *Die tschechische klassische Malerei des 19. Jahrhunderts*, Prague, 1955.
 NOVÁK, A., *Dějiny českého písemnictví*, Prague, 1946.
 PAVEL, J., *Dějiny umění v Československu. Stavitelství, sochařství, malířství*, Prague, 1971.
 PEŠINA, J., *Pozdně gotické deskové malířství v Čechách*, Prague, 1940.
 PETR, J. (ed.), *Z tradic slovanské kultury v Čechách. Sázava a Emaus v dějinách české kultury*, Prague, 1975.

- RACEK, J., *Česká hudba*, Prague, 1958.
 RECHCIGL, M. jr. (éd.), *The Czechoslovak Contribution to World Culture*, La Haye, 1964.
 REIMANN, P., *Von Herder bis Kisch. Studien zur Geschichte der deutsch-österreichisch-tschechischen Literaturbeziehungen*, Berlin, 1961.
 ROKYTA, H., *Die böhmischen Länder. Handbuch der Denkmäler und Gedenkstätten europäischer Kulturbeziehungen in den böhmischen Ländern*, Salzburg, 1970.
 ŠAMANKOVÁ, E., *Architektura české renesance*, Prague, 1961.
 SCHACHERL, L. (ed.), *Böhmen. Kulturbild einer Landschaft*, Munich, 1966.
 SEIBT, F. (ed.), *Renaissance in Böhmen*, Munich, 1985.
 SERKE, J., *Böhmische Dörfer. Wanderungen durch eine verlassene literarische Landschaft*, Vienne, Hambourg, 1987.
 SIROVÁTKA, O. (ed.), *Tschechische Volksmärchen*, Düsseldorf, 1969.
 SWOBODA, K.M. (ed.), *Barock in Böhmen*, Munich, 1965.
 SWOBODA, K.M. (ed.), *Gotik in Böhmen*, Munich, 1969.
Universum der tschechischen Literatur und Kunst, publié par la Tschechoslowakischen Zentralstelle für Buchkultur, 8 vol., Prague, 1966-1970.
 VLČEK, J., *Dějiny české literatury*, 3 vol., Prague, 1960.
 WIRTH, Z. (ed.), *Umělecké památky Čech*, Prague, 1957.
 WOLKAN, R., *Geschichte der deutschen Literatur in Böhmen und in den Sudetenländern*, Augsburg, 1925.

DROIT

- BIRKE, E. (ed.), *Das böhmische Staatsrecht in den deutsch-tschechischen Auseinandersetzungen des 19. und 20. Jahrhunderts*, Marburg, 1960.
 GRAWERT-MAY, G.V., *Das staatsrechtliche Verhältnis Schlesiens zu Polen, Böhmen und dem Reich während des Mittelalters (Anfang des 10. Jhd. bis 1526)*, Aalen, 1971.
 HUGELMANN, K.G. (ed.), *Das Nationalitätenrecht des alten Österreich*, Vienne, Leipzig, 1934.
 JIREČEK, H., *Právníký život v Čechách a na Moravě v tisícileté době od konce IX. do konce XIX. století*, Prague, Brno, 1903.
 KALOUSEK, J., *České státní právo*, Prague, ²1892.
 KAPRAS, J., *Dějiny ústavy a správy v českém státě*, Prague, 1931.
 KAPRAS, J., *Právní dějiny zemí koruny české*, 3 vol., Prague, 1913-1936.
 KAPRAS, J., *Přehled právních dějin zemí České koruny*, 2 vol., Prague, 1930.
 PETERKA, O., *Rechtsgeschichte der böhmischen Länder in ihren Grundzügen dargestellt*, 2 vol., Aalen, 1965.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Der Bauer Mittel- und Osteuropas im sozioökonomischen Wandel des 18. und 19. Jahrhunderts*, Cologne, Vienne, 1973.
 BEDNÁŘ, K., *Rozmístění průmyslu v českých zemích na počátku 20. století (1902)*, Prague, 1970.
 BOHMANN, A., *Bevölkerungsbewegungen in Böhmen 1847-1947. Mit besonderer Berücksichtigung der Entwicklung der nationalen Verhältnisse*, Munich, 1958.
 BOHUŠ, O., *Stručné dějiny ocelářství na území Československa v letech 1830-1975*, Prague, 1980.
 DEYL, Z., *Sociální vývoj Československa 1918-1938*, Prague, 1986.
 DOBIAŠ, J., *Z dějin sociálních bojů v Čechách v 16. a 17. století*, Prague, 1953.
 DUDEK, F., *Vývoj cukrovarnického průmyslu v českých zemích do roku 1872*, Prague, 1979.
 ENGLISCH, N., *Braunkohlenbergbau und Arbeiterbewegung. Ein Beitrag zur Bergarbeitervolkskunde im nordwestböhmischen Braunkohlenrevier bis zum Ende der österreich-ungarischen Monarchie*, Munich, Vienne, 1982.

- GRAUS, F., *Dějiny venkovského lidu v Čechách v době předhusitské*, 2 vol., Prague, 1953-1957.
- GRÜNBERG, K., *Die Bauernbefreiung in Böhmen und Mähren*, 2 vol., Leipzig, 1894.
- HEUMOS, P., *Agrarische Interessen und nationale Politik in Böhmen 1848-1889*, Wiesbaden, 1979.
- JANÁČEK, J., *Dějiny obchodu v předbělohorské Praze*, Prague, 1955.
- JÍLEK, F. (ed.), *Studie o technice v českých zemích 1800-1918*, 3 vol., Prague, 1983-1985.
- KÁRNÍKOVÁ, L., *Vývoj obyvatelstva v českých zemích 1754-1914*, Prague, 1965.
- KÁRNÍKOVÁ, L., *Vývoj uhelného průmyslu v českých zemích do roku 1880*, Prague, 1961.
- KLÍMA, A., *Manufakturní období v Čechách*, Prague, 1955.
- KLÍMA, A., *Na prahu nové společnosti (1781-1848)*, Prague, 1979.
- KLÍMA, A., *Počátky českého dělnického hnutí*, Prague, 1948.
- KODEDOVÁ, O. (ed.), *Zemědělské dělnictvo v moderní české společnosti... 1848-1950*, Prague, 1971.
- KOZÁK, J., *Vytvoření a počátky revoluční dělnické strany v našich zemích (1867-1889)*, Prague, 1954.
- KŘEPELÁKOVÁ, V., *Struktura a sociální postavení dělnické třídy v Čechách 1906-1914*, Prague, 1974.
- KŘIVKA, J., *Nové osady vzniklé na území Čech v letech 1654-1854*, Prague, 1979.
- KROFTA, K., *Dějiny selského stavu*, Prague, 1949.
- LIPPERT, J., *Social-Geschichte Böhmens in vorhussitischer Zeit*, 2 vol., Prague, Vienne, 1896-1898 (Aalen 1969).
- MATĚJEK, F., *Feudální velkostatek a poddaný na Moravě*, Prague, 1959.
- MÍKA, A., *Nástin vývoje zemědělské výroby v českých zemích v eposé feudalismu*, Prerau, 1960.
- MRÁZEK, O., *Vývoj průmyslu v českých zemích a na Slovensku od manufaktury do roku 1918*, Prague, 1964.
- MYŠKA, M., *Die mährisch-schlesische Eisenindustrie in der Industriellen Revolution*, Prague, 1970.
- Otázky vývoje kapitalismu v českých zemích a v Rakousko-Uhersku do roku 1918*, Prague, 1957.
- PLACHT, O., *Lidnatost a společenská skladba 16.-18. století českého státu*, Prague, 1957.
- PRŮCHA, V. (ed.), *Hospodářské dějiny Československa v 19. a 20. století*, Prague, 1974.
- PURŠ, J. (ed.), *Hospodářské dějiny*, 3 vol., Prague, 1978-1979.
- PURŠ, J. (ed.), *Průmyslová revoluce v českých zemích*, Prague, 1960.
- RUDOLPH, R.L., *Banking and Industrialization in Austria-Hungary. The Role of Banks in the Industrialization of the Czech Crownlands, 1873-1914*, Londres, 1976.
- SEKERA, V. (ed.), *Obyvatelstvo českých zemí v letech 1754 až 1918*, 2 vol., Prague, 1978.
- ŠMELHAUS, V., *Vývoj zemědělské výroby v českých zemích v době husitské*, Prague, 1980.
- ŠOLLE, Z., *Dělnické hnutí v českých zemích koncem minulého století (1887-1897)*, Prague, 1951.
- ŠOLLE, Z., *Dělnické strany v Čechách v druhé polovině 19. století*, Prague, 1960.
- ŠORM, V. (ed.), *Dějiny družstevního hnutí*, 3 vol., Prague, 1957-1961.
- TEICHOVÁ, A., *Wirtschaftsgeschichte der Tschechoslowakei 1918-1980*, Vienne, 1988.
- URBAN, O., *Česká společnost 1848-1918*, Prague, 1982.
- URBAN, O., *Kapitalismus a česká společnost. K otázkám formování české společnosti*, Prague, 1978.
- VÁLKA, J., *Česká společnost v 15.-18. století, vol. 1 : Předbělohorská doba*, Prague, 1972.
- VRBATA, J. (ed.), *100 let bojů českého dělnictva. 1848-1948*, Prague, 1979.
- WRIGHT, W.E., *Serf, Seigneur and Sovereign : Agrarian Reform in Eighteenth-Century Bohemia*, Minneapolis, 1966.

- Beiträge zum deutsch-tschechischen Verhältnis im 19. und 20. Jahrhundert*, Munich, Vienne, 1967.
- BITTNER, K., *Deutsche und Tschechen. Zur Geistesgeschichte des böhmischen Raumes*, Brno, 1936.
- BOSL, K., *Böhmen und seine Nachbarn. Gesellschaft, Politik und Kultur in Mitteleuropa*, Munich, Vienne, 1976.
- BRÜGEL, J.W., *Tschechen und Deutsche, 1918-1945*, 2 vol., Munich, 1967-1974.
- ČERVINKA, F., *Český nacionalismus v XIX. století*, Prague, 1965.
- COHEN, G.B., *The Politics of Ethnic Survival. Germans in Prague, 1861-1914*, Princeton, N.J., 1981.
- Deutsche und Tschechen. Beiträge zu Fragen der Nachbarschaft zweier Völker*, Munich, 1971.
- HABEL, F.P. (ed.), *Dokumente zur Sudetenfrage*, Munich, Vienne, 1984.
- HILF, R., *Deutsche und Tschechen. Bedeutung und Wandlung einer Nachbarschaft in Mitteleuropa*, Opladen, 1973.
- K národnostní problematice českých zemí v 19. a 20. století*, Prague, 1977.
- KŘEN, J. (ed.), *Integration oder Abgrenzung. Deutsche und Tschechen 1890-1945*, Brême, 1985.
- MASCHKE, E., *Das Erwachen des Nationalbewußtseins im deutsch-slavischem Grenzraum*, Leipzig, 1933.
- MÜHLBERGER, J., *Zwei Völker in Böhmen. Beitrag zu einer nationalen, historischen und geistesgeschichtlichen Strukturanalyse*, Munich, 1973.
- NITTNER, E. (ed.), *Tausend Jahre deutsch-tschechische Nachbarschaft. Daten, Namen, Fakten zur politischen, gesellschaftlichen, kulturellen und kirchlichen Entwicklung in den böhmischen Ländern*, Munich, 1988.
- OBERMANN, K. (ed.), *Aus 500 Jahren deutsch-tschechoslowakischer Geschichte*, Berlin, 1958.
- PREIDEL, H. (ed.), *Die Deutschen in Böhmen und Mähren*, Gräfelfing, 1952.
- RÄDL, E., *Der Kampf zwischen Tschechen und Deutschen*, Reichsberg, 1928.
- SCHAMSCHULA, W., *Die Anfänge der tschechischen Erneuerung und das deutsche Geistesleben (1740-1800)*, Munich, 1973.
- SEIBT, F., *Deutschland und die Tschechen. Geschichte einer Nachbarschaft in der Mitte Europas*, Munich, 1974.
- THIEL, E.G. van, *Deutsche und Tschechen. Ein Beitrag zur Geschichte der nationalen Vorurteile im Mittelalter*, Berlin, 1956.
- WINTER, E., *Tausend Jahre Geisteskampf im Sudetenraum. Das religiöse Ringen zweier Völker*, Salzburg, 1938.
- WISKEMANN, E., *Czechs and Germans. A Study of the Struggle in the Historic Provinces of Bohemia and Moravia*, Londres, 1967.

JUIFS

- BONDY, G. (ed.), *Zur Geschichte der Juden in Böhmen, Mähren und Schlesien 906-1620*, 2 vol., Prague, 1906.
- GOLD, H. (ed.), *Židé a židovské obce v Čechách v minulosti a v přítomnosti*, Brno, 1934.
- HERMAN, J., *Evolution of the Jewish Population in Bohemia and Moravia 1754-1953*, Jerusalem, 1974.
- IGGERS, W. (ed.), *Die Juden in Böhmen und Mähren. Ein historisches Lesebuch*, Munich, 1986.
- The Jews of Czechoslovakia. Historical Studies and Surveys*, 3 vol., Philadelphia, New York, 1968-1984.
- KESTENBERG-GLADSTEIN, R., *Neuere Geschichte der Juden in den böhmischen Ländern*, Tübingen, 1969.

- KIEVAL, H.J., *The Making of Czech Jewry. National Conflict and Jewish Society in Bohemia, 1870-1918*, New York, Londres, 1988.
- KISCH, G., *Die Prager Universität und die Juden. Mit Beiträgen zur Geschichte des Medizinstudiums*, Amsterdam, 1969.
- RIFF, M.A., *The Assimilation of the Jews of Bohemia and the Rise of Political Antisemitism 1848-1918*, Londres, 1974.
- SANNIG, W.N., *Die Auflösung des osteuropäischen Judentums*, Tübingen, Buenos Aires, 1983.
- SEIBT, F. (ed.), *Die Juden in den böhmischen Ländern. Vorträge der Tagung des Collegium Carolinum in Bad Wiessee vom 27.-29. November 1981*, Munich, Vienne, 1983.
- TEUFEL, H., *Zur politischen und sozialen Geschichte der Juden in Mähren vom Antritt der Habsburger bis zur Schlacht am Weißen Berg (1526-1620)*, Erlangen, 1971.
- WLASCHEK, R.M., *Juden in Böhmen. Beiträge zur Geschichte des europäischen Judentums im 19. und 20. Jahrhundert*, Munich, 1990.

Index

- Adalbert (Vojtěch), saint, évêque de Prague 982-997 – 46, 49, 53, 65.
- Adalbert, archevêque de Salzbourg 1168-1174 – 69.
- Adalram, archevêque de Salzbourg 821-836 – 30.
- Adamec, Ladislav (1926), Premier ministre tchèque 1988-1989 – 452, 454.
- Adélaïde de Hongrie († 1140), épouse de Soběslav I^{er} Udalrich – 61.
- Adèle de Meissen († 1211), première épouse de Přemysl Otakar I^{er} – 73.
- Adler, Friedrich (1879-1960), socialiste autrichien – 417.
- Adler, Victor (1852-1918), homme politique autrichien social-démocrate – 388.
- Adolphe de Nassau, roi des Romains 1292-1298 – 103-104.
- Adrien II, pape 867-872 – 32.
- Aerhenthal, Aloys Lexa, baron d' (1854-1912), ministre des Affaires étrangères 1906-1912 – 408.
- Agnès (1211-1282), fille de Přemysl Otakar I^{er} – 79.
- Agnès (1269-1296), épouse de Rodolphe le Jeune de Habsbourg – 101.
- Agnès (1289-v. 1296), épouse de Ruprecht de Nassau – 103.
- Agnès de Poitou (1025-1077), régente pour Henri IV 1056-1062 – 51.
- Agricola, Georg (1494-1555) – 210.
- Albert, duc de Saxe 1464-1500 – 161.
- Albert I^{er} de Habsbourg, empereur germanique 1298-1308 – 103-107, 109.
- Albert I^{er}, duc de Bavière 1353-1404 – 125, 126.
- Albert II (Albert V d'Autriche), roi de Bohême 1437-1439, empereur germanique 1438-1439 – 141, 151, 152, 160, 170.
- Albert III de Habsbourg, duc d'Autriche 1365-1395 – 126, 134.
- Albert III, duc de Bavière-Munich 1438-1460 – 152, 153.
- Albert V, duc de Bavière 1550-1579 – 270.
- Albert VI, duc d'Autriche 1446-1463 – 157, 158.
- Albert Achille, grand-prince de Brandebourg 1470-1486 – 157.
- Alboïn, roi des Lombards 558/561-568 – 24.
- Aldringen, Johann, comte (1588-1634), maréchal impérial – 233.
- Aleš, Mikuláš (1852-1913), peintre – 376.
- Alexandre I^{er}, tsar 1801-1825 – 313, 314.
- Alexandre II, tsar 1855-1881 – 365.
- Alexandre III, pape 1159-1181 – 69, 70.
- Alexandre IV, pape 1254-1261 – 84.
- Alexandre V, pape 1409-1410 – 136, 139.
- Alexandre VI, pape 1492-1503 – 169.
- Alphonse X de Castille, empereur germanique 1257-1272 – 83, 86.
- Ambros († 1439), chef spirituel des orebites – 142.
- Andrássy, Gyula (Julius), comte (1823-1890), Premier ministre austro-hongrois 1867-1871 – 369-72.
- Andrássy, Gyula (Julius), comte (1860-1929), ministre de l'Intérieur austro-hongrois 1906-1910, des Affaires étrangères 1918 – 424.
- André I^{er}, roi de Hongrie 1046-1060 – 51.
- André III, roi de Hongrie 1290-1301 – 104.
- Andreas de Brod († 1427), théologien – 148.
- Andreas, évêque de Prague 1215-1224 – 78.

Anna (1290-1313), épouse du duc Henri VI de Carinthie - 106.
 Anna († 1442), épouse de Guillaume III de Saxe - 156.
 Anne († 1265), fille de Přemysl Otakar I^{er} - 79.
 Anne (1366-1394), fille de Charles IV - 132.
 Anne (1503-1547), épouse de Ferdinand I^{er} - 169, 172, 186, 187, 191, 211.
 Anne (1528-1590), fille de Ferdinand I^{er} - 270.
 Anne de Foix-Grailly († 1506), troisième épouse de Vladislav II - 169, 170.
 Anne de Palatinat (1329-1353), deuxième épouse de Charles IV - 119.
 Anne de Schweidnitz (v. 1339-1362), troisième épouse de Charles IV - 120.
 Arminius, prince chérusque 18/16 av. J.-C. - 19/21 ap. J.-C. - 20.
 Arnim, Jean-Georges d' (1581/1583-1641), chef d'armée - 233.
 Arnold, évêque de Bamberg 1286-1296, chancelier bohémien - 105.
 Arnold, Emanuel (1801-1869), homme politique tchèque - 353.
 Arnold, Jan (1785-1872), prêtre tchèque - 326.
 Arnulf, duc de Bavière 907-937 - 40.
 Arnulf (Arnoul) de Carinthie, empereur d'Occident 896-899 - 33, 34, 36, 39.
 Árpáds, famille noble - 71, 104.
 Arriaga, Rodrigo de (1592-1667), théologien - 265.
 Asquith, Herbert, Lord (1852-1928), Premier ministre britannique 1908-1916 - 420.
 Attale († 250), prince marcoman - 21.
 Attila, roi des Huns 434-453 - 23.
 Audrtzký von Audrtz, Wenzel, chevalier († 1750), membre d'une députation à la cour en 1742 - 278.
 Audwin, roi des Lombards 547-558/561 - 24.
 Auersperg, Adolf, prince (1821-1885), Premier ministre austro-hongrois 1871-1879 - 370, 372.
 Auersperg, Karl Wilhelm/Carlos, prince (1814-1890), Premier ministre austro-hongrois 1867-1868 - 320, 359, 365, 366.
 Augusta, Jan (1500-1572), théologien, chef des frères moraves - 181, 191, 196.
 Auguste II le Fort, roi de Pologne 1697-1706 et 1709-1733 - 248, 269.
 Augustin, saint (354-430), docteur de l'Église - 294.
 Aurélien, empereur romain 270-275 - 21.

Babenberg, famille noble originaire de Franconie - 44, 80, 82, 98, 102.
 Bach, Alexander von (1813-1893), ministre de l'Intérieur autrichien 1849-1859 - 353, 355, 357.
 Bachmann, Adolf (1849-1914), historien - 376, 410.
 Badeni, Casimir, comte (1846-1909), Premier ministre et ministre de l'Intérieur austro-hongrois 1895-1897 - 398, 399, 400.
 Baernreither, Joseph Maria (1845-1925), ministre de l'Intérieur austro-hongrois 1898 - 373, 400, 410, 418.
 Bakounine, Mikhaïl Aleksandrovitch (1814-1876), anarchiste russe - 348, 353.
 Balbín, Bohuslav (1621-1688), historien jésuite - 265, 306.
 Balling, Karl (1805-1868), chercheur en sciences physiques et naturelles - 332.
 Banér, Johan (1596-1641), général suédois - 235.
 Barbe de Brandebourg (première épouse de Vladislav II, 1464-1515) - 169.
 Barthou, Louis (1862-1934), Premier ministre français 1913, ministre des Affaires étrangères 1934 - 436.
 Bassevi, Jakob (1570-1634), doyen de la communauté juive de Prague - 227.
 Baudouin (1308-1354), archevêque de Trèves - 113.
 Bauer, Otto (1881-1938), homme politique autrichien - 397.
 Béatrice (1305-1319), épouse de Charles Robert d'Anjou - 114.
 Béatrice de Bourbon († 1383), deuxième épouse de Jean de Luxembourg - 117.
 Béatrice de Bourgogne (v. 1144-1184), deuxième épouse de Frédéric I^{er} - 67.
 Béatrice de Naples (1457-1508), deuxième épouse de Vladislav II - 169.
 Becanus, Martin (1563-1624), confesseur de Ferdinand II - 227.
 Becher, Johann (1635-1682), médecin - 258.
 Bechyně von Lažan, Maximilian, chevalier († 1766), burgrave de Prague 1735-1736 - 278.
 Beck, Max Wladimir, baron von (1854-1903), Premier ministre austro-hongrois - 405-407, 409.
 Beethoven, Ludwig van (1770-1827), compositeur - 331.
 Béla I^{er}, roi de Hongrie 1061-1063 - 51.
 Béla II, roi de Hongrie 1131-1141 - 64.
 Béla III, roi de Hongrie 1173-1196 - 70.
 Béla IV, roi de Hongrie 1235-1270 - 82-84.

Belcredi, Egbert, comte (1816-1894), homme politique morave - 368.
 Belcredi, Richard, comte (1823-1902), Premier ministre austro-hongrois 1865-1867 - 363, 364.
 Belle-Isle, Charles, duc de (1684-1761), maréchal français - 277.
 Benès, Edvard (1884-1948), président de la République tchécoslovaque 1935-1948 - 414, 416, 420-424, 427, 429, 435-437, 439, 441-444.
 Beneš, Vojta (1887-1952), homme politique tchèque - 420.
 Benoît de Nursie (v. 480-v. 547), saint, patriarche et législateur des moines d'Occident - 56.
 Benoît IX, pape 1032-1045 et 1047-1048 - 49.
 Benoît XIII, pape 1724-1730 - 264.
 Berchtold, Friedrich V., comte (1780-1876), médecin - 332.
 Berka von Dubá, Jindřich († 1541), gouverneur - 189.
 Berka von Dubá, Ladislav († 1613), grand chambellan de Moravie 1604-1607 - 204.
 Berka von Dubá, Zbyněk II, archevêque de Prague 1592-1606 - 198, 203.
 Berka von Dubá, Zdislav († 1553), grand intendant 1534-1553 - 189.
 Bernard II, duc de Carinthie 1202-1256 - 79.
 Bernhard († 1296), évêque de Meissen, chancelier bohémien ap. 1281 - 105.
 Bernstein, Eduard (1850-1932), homme politique social-démocrate - 394.
 Berthold († 980), margrave de Schweinfurt - 43.
 Béthlen, Gábor (1580-1629), prince de Transylvanie après 1613 - 222, 223, 226, 231, 235.
 Beust, Frédéric, comte (1809-1886), Premier ministre saxon 1858-1866, chancelier de l'Empire austro-hongrois 1867-1871 - 364, 368, 369.
 Bianco, Baccio (1604-1656), architecte - 266.
 Bieber, Heinrich (1644-1704), compositeur - 265.
 Bienerth-Schmerling, Richard, baron von (1863-1918), Premier ministre austro-hongrois 1908-1911 - 408, 410.
 Bil'ak, Vasil (1917), secrétaire du PC tchèque 1968-1988 - 451.
 Bílek, Jakob (1516-1581), *senior* de l'Unité des frères - 196.
 Bismarck, Otto, prince von (1815-1898), chancelier du II^e Reich 1871-1890 - 363, 364, 372.

Blahoslav, Jan (1523-1571), évêque de l'Unité des frères ap. 1557 - 210.
 Blanc, Franz Anton (v. 1734-1806), *Gubernialrat* de Bohême en 1771 - 291, 292.
 Blanche de Valois (1313-1348), première épouse de Charles IV - 118, 119.
 Blümegein, Heinrich Kajetan, comte (1715-1788), grand chancelier de Bohême - 295.
 Bobraslav († 995), fils de Slavnik - 45.
 Bocskai, Étienne (István), prince de Transylvanie 1605-1606 - 205.
 Bohemus, héros légendaire - 37.
 Boleslav I^{er}, duc de Bohême 929/935-967/972 - 40-42, 53.
 Boleslav II Pobozny, dit le Pieux, duc de Bohême 967/972-999 - 41, 43-46.
 Boleslav III Rysavy, duc de Bohême 999/1002/1003 - 44-46.
 Bolesław I^{er} Khrobry, duc de Pologne 992-1005, roi de Pologne 1025 - 44-47.
 Bolesław II Smialy, duc de Pologne 1058-1083, roi de Pologne 1076-1079 - 51, 59, 60.
 Bolesław III Bouche Torse, duc de Pologne 1102-1138 - 63, 64.
 Bolesław IV le Crépu, duc de Pologne 1146-1173 - 68.
 Bolza, Joseph, comte (1719-1782), chef d'entreprise - 288.
 Bolzano, Bernard (1781-1848), philosophe - 321, 323, 333.
 Boniface VIII, pape 1294-1303 - 103-105.
 Boniface IX, pape 1389-1404 - 134, 138.
 Bononi, Giovanni (1536-1587), nonce à Prague 1581-1584 - 202.
 Borbonius z Borbenhaymu, Matyás (1560-1629), médecin - 228.
 Bořej († 995), fils de Slavnik - 45.
 Bořek, Jan Křystof († 1768), économiste - 258.
 Bořivoj I^{er}, duc de Bohême v. 850-895 - 37-40.
 Bořivoj II, duc de Bohême 1100-1107 et 1117-1121 - 61-63, 65.
 Born, Ignaz von (1742-1791), minéralogiste - 304.
 Boskowitz, Vladislav von († 1520), gouverneur d'Olomouc en 1516 - 182.
 Božena († 1055), deuxième épouse d'Udalrich - 48.
 Bráf, Albin (1851-1912), ministre de l'Agriculture austro-hongrois 1909 et 1911 - 375-95, 408.
 Brahe, Tycho (1546-1601), astronome - 210.

Brandl, Peter (1668-1735), peintre – 266.
 Braun, Matthias (1684-1738), sculpteur – 266.
 Brauner, František (1810-1880), homme politique – 345, 351.
 Breda, Rodolphe Christophe, comte (v. 1680), propriétaire foncier – 253.
 Brejnev, Leonid Ilitch (1906-1982), premier secrétaire du PC de l'URSS 1964-1982 – 448, 450.
 Bretholz, Berthold (1862-1936), historien – 376.
 Břetislav (v. 1130), fils de Bretislav II – 64.
 Břetislav I^{er}, duc de Bohême 1034-1055 – 34, 47-51, 53, 57, 58, 78.
 Břetislav II, duc de Bohême 1092-1100 – 61, 63, 65.
 Briand, Aristide (1862-1932), homme politique français – 420.
 Brinz, Aloys von (1820-1887), professeur à Prague – 362.
 Brockhoff, Ferdinand (1668-1731), sculpteur – 266.
 Brod, Max (1884-1968), écrivain – 376.
 Broussilov, Alekseï Alekseïevitch (1853-1926), général russe – 417.
 Browne, Maximilian, comte (1705-1757), maréchal autrichien – 275.
 Bruck, Karl, baron von (1798-1860), ministre autrichien du Commerce et des Finances 1848-1851 et 1855-1860 – 354.
 Brunner, Otto (1898-1982), historien – 185.
 Bruno de Schauenberg, évêque d'Olmouc 1245-1281 – 81, 85, 88-90, 102.
 Brus von Müglitz, Anton (1518-1580), archevêque de Prague 1561-1580 – 198.
 Buchtela, Karel (1864-1930), préhistorien tchèque – 25.
 Budowetz von Budov (Václav Budovec z Budova), Venceslas (v. 1547-1621), porte-parole de l'Unité des frères en 1618 – 203, 205, 221, 226.
 Buol-Schauenstein, Karl, comte (1797-1865), ministre des Affaires étrangères 1852-1859 – 356.
 Buquoy, Charles, comte (1571-1621), général de l'armée impériale – 221, 222, 224, 225, 227.
 Buquoy, Franz Leopold, comte († 1767), membre d'une députation de seigneurs en 1742 – 278.
 Buquoy, Georg, comte (1781-1851), économiste – 343.
 Cahera, Havel († 1545), prêtre utraquiste – 181.
 Caldara, Antonio (v. 1670-1736), compositeur – 265.
 Calfa, Marian (1946), Premier ministre tchèque 1989-1992 – 454, 456.
 Calixte III, pape 1455-1458 – 156.
 Calvin, Jean (1509-1564), réformateur franco-suisse – 181.
 Canisius, Pierre (1521-1597), prédicateur à la cour de Vienne – 197.
 Caracalla, empereur romain 211-217 – 21.
 Caraffa, Carlo († 1644), nonce 1621-1628 – 227.
 Caramuel de Lobkowitz, Juan (1606-1682), vicaire général du diocèse de Prague 1650-1658 – 262.
 Caratti, Francesco († 1679), architecte – 266.
 Carloman, roi de Bavière 876-880 – 31-33.
 Čarnogurský, Premier ministre slovaque – 458.
 Carvajal, Juan de (1399-1469), cardinal ap. 1446, légat d'Eugène IV au concile de Bâle – 153.
 Casimir I^{er} le Rénovateur, duc de Pologne 1034-1037 et 1040-1058 – 49, 50.
 Casimir II, duc de Beuthen 1281-1312 – 103.
 Casimir III, roi de Pologne 1333-1370 – 115, 116, 126.
 Casimir IV Jagellon, roi de Pologne 1447-1492 – 152, 156, 158-160.
 Čáslav, fils de Slavnik – 45.
 Catherine (1342-1395), fille de Charles IV – 126.
 Catherine II, tsarine 1762-1796 – 276, 325.
 Čech, Svatopluk (1846-1908), écrivain – 376.
 Černý, Jan (1460-1520), médecin – 210.
 César, Jules (100-44 av. J.-C.), homme d'État romain – 19, 21.
 Chamaré, Johann, comte (1701-1765), chef d'entreprise – 287.
 Chamberlain, Neville (1869-1940), Premier ministre britannique 1937-1940 – 438.
 Charlemagne (Charles I^{er} le Grand, 814) – 29, 30, 40, 57, 312.
 Charles, archiduc, évêque de Breslau 1608-1624 – 205.
 Charles I^{er}, duc de Münsterberg 1524, 1536 – 172-173.
 Charles I^{er}, empereur d'Autriche 1916-1918 – 416, 417, 421-423, 425.

Charles II, archiduc, gouverneur d'Autriche intérieure 1564-1590 – 208.
 Charles II, roi d'Espagne 1665-1700 – 246.
 Charles III le Gros, empereur d'Occident 883-887 – 33.
 Charles III/VII (Charles Albert de Bavière), roi de Bohême 1741-1745, empereur 1742-1745 – 270, 271, 273, 277, 278.
 Charles IV, roi de France 1322-1328 – 114.
 Charles (Venceslas) IV, roi de Bohême 1346-1378, empereur 1355-1378 – 99, 116, 117-133, 137, 151, 156, 160-162, 170, 182, 186, 201.
 Charles (IV) Théodore, électeur palatin 1742-1799 – 276.
 Charles V, roi de France 1364-1380 – 132.
 Charles V (Charles Quint, empereur germanique 1519-1556 – 172, 186, 191, 193.
 Charles VI, roi de France 1380-1422 – 135.
 Charles VI, empereur 1711-1740 – 246-250, 254, 259-261, 263, 269, 270, 290.
 Charles VII, roi de France 1422-1461 – 155.
 Charles X Gustave, roi de Suède 1654-1660 – 244.
 Charles XII, roi de Suède 1697-1718 – 247.
 Charles Alexandre, duc de Lorraine 1712-1780 – 272, 273.
 Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie 1580-1630 – 222, 223.
 Charles Louis, archiduc (1771-1847), ministre de la Guerre et de la Marine 1801-1847 – 312, 314, 317.
 Charles I^{er} Robert d'Anjou, roi de Hongrie 1301-1342 – 104-106, 114, 115.
 Chelčický, Petr (Pierre de Záhorka, v. 1390-1460), fondateur de l'Unité des frères – 162.
 Chleborád, František (1839-1911), économiste – 385.
 Chlumecky, Johann, baron von (1834-1924), ministre austro-hongrois de l'Agriculture 1871-1875, du Commerce 1875-1879 – 404.
 Chmelensky, Josef (1800-1839), écrivain – 330.
 Chotek, Johann Rudolf, comte (1748-1824), premier burgrave de Bohême 1802-1805 – 286.
 Chotek, Karl, comte (1783-1868), premier burgrave de Bohême 1826-1843 – 319, 329.
 Chotek, Rudolf, comte (1707-1771), chancelier 1761-1771 – 278, 283.
 Chotek, Sophie, comtesse (1868-1914), épouse de François-Ferdinand d'Este – 406, 413.
 Christian (Strachkvas, † 996), fils de Boleslav I^{er} – 43.
 Christian d'Halberstadt (1599-1626), général – 231.
 Christian I^{er} d'Anhalt-Bernburg (1568-1630), général – 208, 223, 224.
 Christian IV, roi de Danemark 1588-1648 – 231, 232.
 Clam-Martinić, Heinrich, comte (1863-1932), Premier ministre austro-hongrois 1916-1917 – 407, 409, 410, 417.
 Clam-Martinić, Heinrich Jaroslav, comte (1826-1887), homme politique autrichien – 357, 359, 360, 368.
 Clam-Martinić, Richard, comte (1832-1891), gros propriétaire foncier – 380.
 Clary-Aldringen, Manfred, comte (1852-1928), chef du gouvernement austro-hongrois 1899 – 402.
 Clément IV, pape 1265-1268 – 84, 85.
 Clément VI (né Petrus Rogerii de Fécamp), pape 1342-1352 – 118-120, 128, 129.
 Clément VII, pape d'Avignon 1378-1394 adversaire d'Urbain VI – 132.
 Clément XIV, pape 1769-1774 – 296.
 Cobenzl, comte Ludwig (1753-1809), chancelier d'État 1792-1793 – 312.
 Collin, Alexander (1526-1612), sculpteur – 212.
 Colloredo, Rudolf (1585-1657), général impérial – 233, 234.
 Colloredo-Wallsee, Franz, comte (1736-1806), ministre des Affaires étrangères d'Autriche 1801-1805 – 316.
 Coloman, roi de Hongrie 1095-1114 – 62.
 Comenius (Komenský), Jan Amos (1592-1670), évêque de l'Unité des frères – 228.
 Commode, empereur romain 180-192 – 21.
 Comnène, Pierre, fils de l'empereur Manuel – 68.
 Conrad (1247-1329), abbé de Zbraslav – 108.
 Conrad de Vechta, archevêque de Prague 1413-1431 – 140, 145, 198.
 Conrad I^{er}, roi de Germanie 911-918 – 39, 40.
 Conrad I^{er}, prince de Brno 1061-1092, duc de Bohême 1092 – 50, 51, 59, 61.

Conrad II, roi de Germanie 1024-1039, empereur germanique 1027-1039 - 47-49.

Conrad II, prince de Znojmo 1123-1150 - 64, 66.

Conrad II, évêque d'Hildesheim 1221-1246 - 81.

Conrad III de Hohenstaufen, roi des Romains 1138-1152 - 64-67.

Conrad IV de Hohenstaufen, roi des Romains 1250-1254 - 80, 82.

Conrad-Otton de Znojmo, duc de Bohême 1189-1191 - 69-72, 76.

Constance de Hongrie († 1240), deuxième épouse de Přemysl Otakar I^{er} - 73, 93.

Constantin (Cyrille) de Thessalonique (826-869), évangéliste slave - 31-33, 56, 264.

Cordatus, Conrad (1480-1546), théologien luthérien - 181.

Cornova, Ignaz (1740-1822), homme de lettres - 306.

Cosmas de Prague (v. 1045-1125), chroniqueur - 7, 37, 41, 46, 48, 51, 53, 56, 61, 63, 65, 99.

Coudenhove, Maximilian, comte von (1865-1928), *Statthalter* de Bohême 1915-1918 - 416.

Crocco, prince slave légendaire - 37.

Crysling (xv^e s.), prédicateur luthérien - 181.

Cunégonde (Kunhuta, 1265-1321), fille de Přemysl Otakar II - 98.

Cunégonde (Kunhuta) de Černigov († 1285), seconde épouse de Přemysl Otakar II - 84, 101, 102.

Cunégonde de Souabe († 1248), épouse de Venceslas I^{er} - 74, 79, 80.

Curtius, Julius (1877-1948), ministre allemand des Affaires étrangères 1929-1931 - 435.

Cyrille, voir Constantin.

Czernín, famille noble - 213, 234, 260, 266, 271.

Czernín de Chudenitz, comte Hermann (1706-1784), membre de la députation bohémienne à la cour en 1742 - 278.

Czernín de Chudenitz, Jan Humprecht († 1697), gouverneur de Bohême 1660 - 244.

Czernín de Chudenitz, Ottokar, comte (1872-1932), ministre des Affaires étrangères austro-hongrois 1916-1918 - 410, 418.

Dagobert I^{er}, roi franc mérovingien 623-639 - 27.

Daladier, Édouard (1884-1970), homme politique français - 438.

Dalberg, Karl Theodor, baron von (1744-1817), chancelier impérial 1803-1806 - 313.

Dalibor z Kozojed (v. 1496), héros légendaire - 176.

Dalimil (pseudonyme de Hynek Zak de Duba [?], xiv^e s.), chroniqueur - 41, 88, 99.

Dampierre, Henri Duval, comte de (1580-1620), général de l'armée impériale - 221.

Daniel I^{er}, évêque de Prague 1148-1167 - 67, 68.

Daniel II (Milico), évêque de Prague 1197-1214 - 73.

Daun, Leopold von, comte d'Empire (1705-1766), maréchal autrichien - 275.

Denis, Ernest (1849-1921), historien - 160, 185, 419.

Dervan (v. 630), prince sorabe - 27.

De Vries, Adriaen (1544/45-1626), sculpteur - 212.

De Witte, Hans, financier hollandais (v. 1583-1630) - 226.

Deym, Adalbert, comte (1812-1860), homme politique bohémien - 343, 344.

Deym, Friedrich, comte (1801-1853), homme politique bohémien - 319, 322.

Dicastus, Georges (1560-1630), administrateur utraquiste - 223.

Dienstbier, Jiří (1937), ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères 1989-1992 - 456.

Dientzenhofer, Christoph (1655-1722), architecte - 266.

Dientzenhofer, Kilian Ignaz (1689-1751), architecte - 266.

Dietrichstein, Franz, prince von, cardinal 1598-1636 - 202, 223, 226, 227.

Dietrichstein, Franz Joseph, prince von (1767-1854), général autrichien - 318.

Dietrichstein, Siegmund von († 1600), second chambellan - 204.

Doblhoff-Dier, Anton, baron von (1800-1872), ministre de l'Intérieur autrichien 1848 - 348.

Dobner, Gelasius (1719-1790), historien - 305.

Dobrovský, Josef (1753-1829), philologue et historien - 305, 307, 322, 323, 325.

Dohalský von Dohalitz, Johann († 1768), burgrave de Hradec Králové - 278.

Dominicus a Jesu Maria (1559-1630), moine carme - 227.

Doppler, Christian (1803-1853), mathématicien et physicien autrichien - 332.

Drahomíra (v. 920), épouse de Vratislav I^{er} - 37, 40, 41.

Drtna, František (1861-1925), écrivain - 394.

Drusus, Nero Claudius Germanicus (38-9 av. J.-C.), général romain - 19.

Dubček, Alexander (1921), premier secrétaire du comité central du PC tchèque 1968-1969 - 448, 450, 454.

Dubravský, Jan XVI (1486-1553), évêque d'Olomouc 1541-1553 - 210.

Dubravka († 977), fille de Boleslav I^{er} - 42.

Dürich, Josef (1847-1927), homme politique tchèque - 420.

Dvořák, Antonín (1841-1904), compositeur - 376.

Dvorský, Jindřich (1505-1582), administrateur utraquiste 1571-1581 - 200.

Eberhard le Chagrin, comte de Wurtemberg 1344-1392 - 132.

Ebner-Eschenbach, Marie von (1830-1916), femme de lettres - 376.

Eck, Johannes (1486-1543), théologien catholique - 180.

Egermann, Friedrich (1777-1864), chef d'entreprise - 339.

Eggenberg, famille noble - 239, 241, 260.

Eggenberg, Johann Ulrich, prince d' (1568-1634), conseiller de Ferdinand II - 227.

Egilbert († 1101), archevêque de Trèves ap. 1079 - 60.

Ehrenfeld, Paul Aretin von (xvii^e s.), mathématicien - 228.

Ekkehard I^{er}, margrave de Meissen 985-1002 - 44, 46.

Ekkehard II, margrave de Meissen 1032-1046 - 49.

Eliáš, Alois (v. 1892-1942), Premier ministre des protectorats de Bohême et de Moravie 1939-1941 - 440.

Élisabeth (1292-1330), épouse de Jean de Luxembourg - 108, 112, 113, 117.

Élisabeth (1358-1373), fille de Charles IV, épouse d'Albert III d'Autriche - 126.

Élisabeth (v. 1409-1442), épouse d'Albert II - 151, 152.

Élisabeth de Habsbourg (1438-1503), fille d'Albert II, épouse de Casimir IV Jagellon - 156, 161, 186.

Élisabeth (1596-1662), épouse de Frédéric V de Palatinat - 223.

Élisabeth de Poméranie (1347-1393), quatrième épouse de Charles IV - 125, 126.

Élisabeth de Hongrie († v. 1189), épouse du duc Frédéric de Bohême - 71.

Élisabeth de Hongrie († 1338) - 104, 106.

Élisabeth Petrovna, tsarine russe 1741-1762 - 274, 275.

Emler, Josef (1836-1899), historien - 376.

Emmeran, saint (vii^e/viii^e s. ?), missionnaire, évêque et saint patron de Ratisbonne - 40.

Engels, Friedrich (1820-1895), théoricien marxiste - 254.

Engelschalk († 871), comte autrichien (Aribone), régent de Moravie - 32.

Érasme (1466/69-1536), humaniste - 182.

Ernest (Arnost) de Pardubice, archevêque de Prague 1343-1364 - 120, 129.

Étienne I^{er}, saint, roi de Hongrie 1000-1038 - 48.

Étienne I^{er} Báthory, prince de Transylvanie 1571-1586, roi de Pologne et grand-prince de Lituanie 1575-1586 - 202.

Étienne II, roi de Hongrie 1116-1131 - 64.

Étienne III, roi de Hongrie 1162-1172 - 68.

Étienne V, roi de Hongrie 1270-1272 - 83, 85.

Étienne VI, pape 885-891 - 33.

Étienne (Stephan) Franz Victor (1817-1867), archiduc, *Statthalter* de Bohême 1843-1847 - 320.

Etzlaub, Erhard (v. 1460-1532), cartographe - 7.

Eugène, prince de Savoie (1663-1736), général autrichien - 246, 247.

Fabricius, Philipp, chevalier von Hohenfall († 1631), secrétaire des *Landtafel* de Bohême - 209.

Falkenhayn, Theodor, comte von (1811-1887), fonctionnaire du *gubernium* de Moravie - 349.

Falkenstein, Závist de († 1290), magnat bohémien (Witigon) - 87, 101, 102.

Fantin de Valle, légat du pape en Bohême en 1462 - 158.

Felbinger, Ignace (1724-1788), abbé de Sagan - 301.

Ferdinand du Tyrol (1529-1595), archiduc, gouverneur de Bohême 1547-1566 - 195, 199.

Ferdinand I^{er} de Habsbourg, roi de Bohême 1527-1564, empereur germanique

1555/58-1564 – 172, 173, 186-195, 197-199, 202, 211, 215, 217, 239, 270.
 Ferdinand I^{er}, empereur d'Autriche 1835-1848, roi de Bohême (sous le nom de Ferdinand V) 1836-1848 – 316, 319, 320, 350, 351.
 Ferdinand II de Habsbourg, roi de Bohême 1617-1637, empereur 1619-1637 – 221-226, 228-232, 234, 235, 259.
 Ferdinand III, roi de Bohême et empereur 1637-1657 – 208, 235, 236, 244, 259, 261, 265.
 Ferdinand IV, roi de Rome 1653-1654 – 244.
 Ferdinand-Charles (Ferdinand Karl Josef, 1781-1850), archiduc – 320.
 Fibich, Zdeněk (1850-1900), compositeur – 376.
 Ficquelmont, Karl Ludwig, comte de (1777-1857), Premier ministre autrichien 1848 – 345.
 Fiedler, František (1858-1925), ministre du Commerce austro-hongrois 1907-1908 – 407.
 Fierlinger, Zdeněk (1891-1976), président du Conseil de la ČSR 1945-1946 – 442.
 Fikar von Vrat, Jakob (1477-1547), *primator* de Prague 1528-1537 et 1543-1547 – 192.
 Fischer von Erlach, Johann Bernhard (1656-1723), architecte – 266.
 Fleury, Hercule André (1653-1743), cardinal, ministre des Affaires étrangères de France 1726-1743 – 270.
 Fontana, Balthasar († 1783), architecte – 266.
 Fontana, Carlo (1634-1714), architecte – 266.
 Fort, Josef (1850-1929), ministre du Commerce austro-hongrois 1906-1907 – 406.
 François de Prague († 1362), chroniqueur – 127.
 François I^{er}, roi de France 1515-1547 – 187.
 François I^{er} Étienne de Lorraine, empereur germanique 1745-1765 – 270, 272-274, 287.
 François II, empereur germanique 1792-1806, empereur d'Autriche (sous le nom de François I^{er}) 1806-1835, roi de Bohême 1792-1835 – 299, 311-319.
 François-Charles, archiduc (1802-1878), représentant à la *Staatskonferenz* de 1836-1848 – 319.
 François-Ferdinand d'Este (1863-1914), archiduc – 406, 410, 413.
 François-Joseph I^{er}, empereur d'Autriche, roi de Bohême et de Hongrie 1848-1916 – 351, 354, 357, 363, 367, 368, 380, 400, 402, 403, 405, 406, 414, 417, 460.
 Frank, Karl Hermann (1898-1946), ministre d'État des protectorats de Bohême et de Moravie 1943-1945 – 440.
 Frédéric, duc de Bohême 1172-1173 et 1178-1189 – 68-72.
 Frédéric, prince de Liegnitz 1495-1547 – 187.
 Frédéric le Beau, duc d'Autriche et de Styrie (sous le nom de Frédéric III) 1308-1330, empereur germanique 1314-1330 – 107, 113.
 Frédéric de Sonnenburg (v. 1220-v. 1275), *minnesänger* – 98.
 Frédéric I^{er} Barberousse, empereur germanique 1152-1190 – 67-72, 74, 108.
 Frédéric I^{er} (1257-1323), margrave de Meissen depuis 1291, landgrave de Thuringe ap. 1307 – 102.
 Frédéric I^{er}, burgrave de Nuremberg (sous le nom de Frédéric VI) 1398-1440, grand-prince de Brandebourg 1415-1440 – 144, 145, 152, 155.
 Frédéric I^{er} le Querelleur, prince électeur de Saxe 1423-1428 – 141.
 Frédéric II, empereur germanique 1211-1250 – 74, 78-82, 108, 121.
 Frédéric II le Belliqueux, duc d'Autriche 1230-1246 – 80-82, 97.
 Frédéric II, roi de Prusse 1740-1786 – 270-277.
 Frédéric III de Styrie, empereur germanique 1440-1493 – 152-154, 157-159, 161, 167.
 Frédéric V, prince électeur palatin 1610-1620, roi de Bohême 1619-1620 – 208, 222, 223, 225, 231.
 Frédéric Auguste II, grand-prince de Saxe, roi de Pologne (sous le nom d'Auguste III) 1733-1763 – 270.
 Frédéric-Guillaume, comte (1702-1765), chancelier d'Autriche 1749-1761 – 279-283, 294.
 Frédéric-Guillaume, prince électeur de Brandebourg 1640-1688 – 236.
 Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse 1840-1861 – 351.
 Fremmrich, J. B., bourgeois chef d'entreprise v. 1660 – 257.
 Freud, Sigmund (1856-1939), médecin autrichien, fondateur de la psychanalyse – 376.
 Frič, Josef (1829-1891), homme politique tchèque – 361.

Friedjung, Heinrich (1851-1920), historien – 418.
 Friedrich, Caspar David (1774-1840), peintre – 330.
 Fugger, banquiers – 195, 218.
 Fügner, Jindřich (1822-1865), cofondateur des *Sokol* – 361.
 Fürstenberg, prince Karl Eugen († 1787), premier burgrave de Bohême 1771-1782 – 283, 285, 295.
 Fux, Johann Joseph (1660-1741), compositeur – 265.
 Gabinius († v. 374), roi des Quades – 22.
 Gaiobomarus († 215), roi des Quades – 21.
 Gallas, François Ferdinand († 1697), comte, chef d'entreprise v. 1660 – 257.
 Gallas, Mathias, comte (1584-1647), général impérial – 233-34.
 Gaille, Charles de (1890-1970), président de la République française 1958-1969 – 441.
 Gautier de Châtillon (v. 1135), chanoine et poète – 99.
 Gautsch von Frankenthurn, Paul (1851-1918), président du Conseil austro-hongrois 1897-1898, 1905-1906 et 1911 – 400, 405, 410.
 Gebauer, Jan (1838-1907), bohémiste – 381.
 Geographus Bavarus (ix^e s.), clerc – 36.
 Georges, duc de Saxe (1500-1539) – 166, 187.
 Georges le Pieux, margrave de Brandebourg-Anspach (1536-1543) – 168, 172, 181.
 Georges de Poděbrady (Jiri z Podebrad), roi de Bohême (1458-1471) – 148, 149, 153-163, 170-172, 174, 177, 182.
 Gerhard II von Eppenstein, archevêque de Mayence 1288-1305 – 104.
 Gerlacus (Jarloch, 1165-1228), chroniqueur – 99.
 Gertrude de Babenberg (1226-1288), épouse du margrave Vladislav V de Moravie – 81, 82.
 Giskra, Karl (1820-1879), ministre de l'Intérieur austro-hongrois 1867-1870 – 362, 365, 372.
 Gluck, Christoph Willibald (1714-1787), compositeur – 265, 306.
 Goethe, Johann Wolfgang von (1749-1832), écrivain allemand – 305.
 Goll, Jaroslav (1846-1929), historien – 376.
 Goluchowski, Agenor, comte (1812-1875), ministre de l'Intérieur autrichien 1859-1861 – 357.
 Gorbatchev, Mikhaïl Sergueïevitch (1931), secrétaire général du PCUS 1985-1991 – 451, 452.
 Gottwald, Klement (1896-1953), président de la ČSR 1948-1953 – 441, 443, 447.
 Grégoire VII, pape 1073-1085 – 59, 60, 65, 77.
 Grégoire IX, pape 1227-1241 – 80, 81.
 Grégoire X, pape 1271/1272-1276 – 86.
 Grégoire XI, pape 1370-1378 – 126.
 Grégr, Edvard (1827-1907), publiciste tchèque, chef de file des Jeunes-Tchèques – 371.
 Grégr, Julius (1831-1896), homme politique et journaliste tchèque – 360, 371, 375, 380-382.
 Grey, Sir Edward (1862-1933), ministre britannique des Affaires étrangères 1905-1916 – 419.
 Grillparzer, Franz (1791-1872), poète – 327.
 Groitzsch, Heinrich von († 1135), burgrave de Magdebourg – 64.
 Groitzsch, Wiprecht von, comte († 1124) – 61, 63.
 Gruber, Josef (1865-1925), ministre socialiste de la ČSR 1920-1921 – 394.
 Grünne, Karl, comte (1808-1884), général autrichien – 357.
 Guido, cardinal légat en Bohême 1143-1145 – 67, 73.
 Guillaume I^{er}, roi de Prusse 1861-1888, empereur allemand 1871-1888 – 363.
 Guillaume II († 871), comte de la marche orientale – 32.
 Guillaume de Hollande, antiroi 1252-1256 – 82, 83.
 Guillaume d'Occam (v. 1300-1349), théologien – 129.
 Guillaume III, duc de Saxe 1432-1482 – 156.
 Guillaume IV, duc de Bavière 1508-1550 – 187.
 Gumpold, évêque de Mantoue v. 981 – 57.
 Günther (1304-1349), comte de Schwarzburg, adversaire du roi Charles IV – 119.
 Gustave II Adolphe, roi de Suède 1611-1632 – 232, 233.
 Guta (Juta) de Habsbourg (1271-1297), épouse de Venceslas II – 86, 101, 102, 104.
 Guta (Bonne, 1315-1349), fille de Jean (l'Aveugle) de Luxembourg – 116.
 Habetinek, Karel (1830-1915), ministre de la Justice austro-hongrois 1871 – 368.

Hácha, Emil (1872-1945), président de la Tchécoslovaquie 1938-1939 et des protectorats de Bohême et de Moravie 1939-1945 - 440.

Haendel, Georg Friedrich (1685-1759), compositeur - 331.

Hájek von Hájek, Thaddäus (1525-1600), médecin - 210.

Hájek de Libotschan, Venceslas (Václav H. z Libočan, † 1553), chroniqueur - 210, 305.

Hálek, Vítězslav (Viktor, 1835-1874), homme de lettres - 361.

Hanka, Václav (1791-1861), bibliothécaire - 323, 324.

Hanke, Johann Alois (1751-1806), bibliothécaire - 306.

Hans van Aachen (1552-1615), peintre - 212.

Hantsch, Hugo (1895-1972), historien - 185.

Harant von Polschitz, Christoph (Kryštof Harant z Polžic a Bezdružic, 1564-1621), compositeur - 212.

Harrach, Ernest Adalbert, comte (1598-1667), cardinal, archevêque de Prague 1623-1667 - 227, 228, 261, 262.

Harrach, Friedrich, comte (1696-1749), chancelier bohémien 1745-1749 - 280.

Harrach, Isabelle d' (v. 1601), seconde épouse d'Albert de Wallenstein - 232.

Hartmann, Moritz (1821-1872), écrivain - 328.

Hasner, Leopold von, chevalier von Artha (1818-1891), Premier ministre austro-hongrois 1870 - 362-365-367.

Hassenstein-Lobkowitz, maison (par la suite Lobkowitz) - 195, 212.

Hassenstein-Lobkowitz, Bohuslav (v. 1460-1510), poète et humaniste - 182.

Hassenstein-Lobkowitz, Bohuslav Felix (1517-1583), premier juge d'instance - 200.

Haugwitz, Joachim von († 1607), gouverneur de Bohême 1599-1602 - 204.

Havel, Václav (1936), écrivain, président de la République tchèque 1989-1992 - 453-459.

Havlíček Borovský, Karel (1821-1856), homme de lettres - 326, 344, 354.

Haydn, Franz Joseph (1732-1809) compositeur - 331.

Heimburg, Gregor (v. 1400-1472), juriste et humaniste - 159.

Heinrich von Freiberg (v. 1290), poète épique - 98.

Helbig (Gerberga) de Babenberg († 1142), épouse de Bořivoj II - 61.

Hélène (v. 1164), petite-fille de Vladislav II - 68.

Helfert, Joseph Alexander, baron von (1820-1910), homme politique autrichien - 356.

Hemma († 1005/1006), épouse de Boleslav II - 43, 46, 57.

Henlein, Konrad (1898-1945), homme politique sudète - 433.

Henri (1377-1378), fils de Charles IV - 131.

Henri de Schweinfurt, margrave du Nordgau bavarois 980-1017 - 46, 48.

Henri I^{er} l'Oiseleur, roi de Germanie 919-936 - 40, 41, 44.

Henri I^{er}, duc de Bavière 948-955 - 41.

Henri I^{er}, évêque de Ratisbonne 1132-1155 - 67.

Henri I^{er}, duc de Basse-Bavière 1253-1290 - 84-86.

Henri II le Querelleur, duc de Bavière 955-976 et 985-995 - 43.

Henri II le Boiteux ou le Saint, roi de Germanie 1002-1024 (Henri IV, duc de Bavière 995-1004) - 46, 47, 57.

Henri II Jasomirgott, duc de Bavière 1143-1156 et d'Autriche 1156-1177 - 67.

Henri II le Pieux, duc de Breslau 1238-1241 et de Grande Pologne 1238-1241 - 79, 84.

Henri II, duc de Basse-Bavière 1310-1339 - 115.

Henri III le Noir, empereur, roi de Germanie 1039-1056 et empereur germanique 1046-1056 - 48-51.

Henri III, roi d'Angleterre 1216-1272 - 79.

Henri IV, roi de Germanie 1056-1106 et empereur germanique 1084-1106 - 36, 51, 55, 58-62, 65.

Henri IV Probus, duc de Silésie 1270-1290 - 103.

Henri V, roi de Germanie 1106-1125 et empereur germanique 1111-1125 - 62, 63.

Henri VI le Sévère ou le Cruel, roi de Germanie 1190-1197, et empereur germanique 1191-1197 - 72-74.

Henri VI, duc de Carinthie, roi de Bohême et de Pologne 1307-1310 - 106-108, 115, 116.

Henri VII de Hohenstaufen, roi des Romains 1220-1235, roi (fils de Frédéric II) - 79, 80, 82.

Henri VII de Luxembourg, roi de Germanie 1308-1313, empereur germanique 1312-1313 - 107, 108, 112, 113.

Henri-Bretislav, évêque de Prague 1182-

1197, duc de Bohême 1193-1197 - 71-73.

Henricus de Isernia (v. 1270), conseiller de Přemysl Otakar II - 88.

Herben, Jan (1857-1936), écrivain - 376.

Herbst, Eduard (1820-1892), ministre de la Justice austro-hongrois 1867-1870 - 362, 365, 372.

Herder, Johann Gottfried (1744-1803), philosophe - 322.

Herloßsohn (1804-1849), publiciste - 328.

Hermann († 1088), comte de Luxembourg - 61.

Hermann, évêque de Prague 1099-1122 - 61.

Hermann V, margrave de Bade 1243-1250 - 81, 82.

Herold, Josef (1850-1908), homme politique tchèque - 395, 407.

Hertzberg, Ewald, comte von (1725-1795), premier ministre prussien 1763-1791 - 277.

Herzl, Theodor (1860-1904), fondateur du sionisme - 402.

Heydrich, Reinhard (1904-1942), *Reichsprotector* de Bohême et de Moravie 1941-1942 - 441.

Hilaire de Litoměřice (1412-1468), administrateur de la cathédrale de Prague 1461-1468 - 163.

Hilbert, Kamil (1869-1933), architecte - 376.

Hilsner, Leopold (1869-1928), plaignant dans procès pour meurtre rituel en 1899 - 418.

Hirnhaim, Hieronymus (1637-1679), abbé de Strahov 1670 - 265.

Hitler, Adolf, chancelier du III^e Reich 1933-1945 - 433, 435-442.

Hlavsa von Liboslav, Jean († 1534), *primator* de Prague - 173.

Hlinka, Andrej (1864-1938), homme politique slovaque - 428.

Hodža, Milan (1878-1944), Premier ministre de la Tchécoslovaquie 1935-1938 - 435.

Höfler, Constantin von (1811-1897), historien - 362, 376.

Hohenlohe, Georges Frédéric, comte (1569-1657) - 221.

Hohenlohe-Schillingsfürst, Konrad, prince de (1863-1918), Premier ministre austro-hongrois 1906 - 405.

Hohenwart, Karl Siegmund, comte (1824-1899), Premier ministre austro-hongrois - 368, 369, 373, 382.

Hollar, Venceslas (1607-1665), graveur sur cuivre - 228.

Hölzel, Adolf (1853-1934), peintre - 376.

Holzgethan, Ludwig, baron von (1810-1876), Premier ministre austro-hongrois - 369.

Hönig, Israel (1724-1808), banquier juif (anobli en von Hönigsberg) - 298n.

Honoré III, pape (1216-1227) - 78.

Horák, František (1865-?), homme politique tchèque - 394.

Hörnigk, Philipp Wilhelm von († 1714), économiste - 258.

Hrabschitz, voir Riesenburg.

Hradec, maison, voir Neuhaus.

Hradec, Meinhard de († 1449), premier burgrave bohémien 1439-1448 - 151-53.

Hronata (Grozna de Peruz/von Guttentein ?, v. 1170-1217), comtesse de Tepl - 76.

Hruban, Morič (1862-1945), homme politique morave - 391.

Hrubý z Jelení, Řehoř (1460-1514), humaniste - 182.

Huber, Alfons (1834-1898), historien - 185.

Hubmayer, Balthasar (1485-1528), chef du courant anabaptiste - 196.

Huerta, Martin de († 1637), général impérial - 227.

Hufnagel, Georg (1542-1600), peintre - 212.

Huler, Sigismund († 1405), second chambellan de Venceslas IV - 133, 136.

Hunyadi, János (v. 1408-1456), gouverneur impérial de Hongrie (1446-1453) - 152, 154, 155.

Hunyadi, László, bán de Croatie 1453-1457 - 155.

Hus, Jean (Jan), réformateur bohémien (v. 1369-1415) - 138-140, 147, 149, 150, 162, 181, 264, 382, 420, 434.

Husák, Gustáv (1913-1991), premier secrétaire du comité central du PC tchécoslovaque ap. 1969 - 447, 450-454.

Hussarek-Heinlein, Max, baron von (1865-1935), Premier ministre austro-hongrois 1918 - 423.

Husserl, Edmund (1859-1938), philosophe et logicien allemand - 376.

Huter, Theodor († 1536), chef du courant anabaptiste - 196.

Ickstadt, Johann, baron von (1702-1776), 278.

Ignace de Loyola (1491-1556), fondateur de l'ordre des Jésuites - 197.

Illow, Christian, baron d' (1585-1634), général impérial - 233.

Illyehazi, István (1541-1609), dirigeant hongrois de soulèvement - 205.
 Innocent III, pape 1198-1216 - 73, 74, 78.
 Innocent IV, pape 1243-1254 - 81-83.
 Innocent VIII, pape 1484-1492 - 164.
 Isabelle (Isabelle-Claire-Eugénie de Habsbourg, 1566-1633), fille de Philippe II, infante d'Espagne - 204.
 Isolani, Johann, comte d' (1586-1640), général impérial - 234.
 István, voir Étienne.
 Izvolski, Aleksandr Petrovich (1856-1919), ministre des Affaires étrangères russe 1906-1910 - 395.

Jacques I^{er}, roi d'Angleterre 1603-1625 - 223.
 Jagellon, dynastie royale polonaise - 152, 162, 168, 173, 174, 176, 177, 186-188.
 Jahn, Friedrich Ludwig (1778-1852), pédagogue allemand - 362.
 Jakes, Milos (1922), secrétaire général du PC tchèque 1987-1989 - 452, 453.
 Jakobellus de Mies (Jakoubek ze Stříbra, v. 1373-1429), théologien hussite - 140.
 Janáček, Leos (1854-1928), compositeur - 376.
 Janovic, Purkart de (v. 1281), magnat bohémien - 101.
 Jaromír, duc de Bohême 1004-1012 et 1033-1034, frère de Boleslav III - 46-48.
 Jaromír/Gebhard (frère de Vratislav I^{er}/II), évêque de Prague 1068-1090 - 59, 65.
 Jean, duc de Görlitz 1377-1396 - 125, 131, 133, 134.
 Jean (1782-1859), archiduc, gouverneur militaire autrichien - 349.
 Jean le Constant, prince électeur de Saxe 1525-1532 - 187.
 Jean de Capistran (1386-1456), saint, prédicateur franciscain italien - 155-79.
 Jean de Jenstein (Jan z Jenstejna), archevêque de Prague 1379-1396 - 133, 134.
 Jean de Jesenic (Jan Jesensky, † 1419), défenseur de Jean Hus - 139, 140.
 Jean de Neumarkt, évêque d'Olomouc 1364-1380 - 122, 123.
 Jean de Pomuk (Jean Népomucène / Jan Nepomucky, v. 1350-1393), saint, vicaire général - 133, 264, 382.
 Jean de Příbram († 1448), théologien hussite - 148.
 Jean de Saaz (Schüttwa, xv^e s.), pamphlétaire - 149.
 Jean I^{er} de Břenov, évêque d'Olomouc 1063-1085 - 59.
 Jean I^{er} de Luxembourg, dit l'Aveugle, roi

de Bohême 1310-1346 - 93, 100, 108, 112-122, 130.
 Jean I^{er} Albert (Jan Olbracht), roi de Pologne 1492-1501 - 168.
 Jean II Comnène, empereur de Byzance 1118-1143 - 64.
 Jean II, duc de Troppau-Jägerndorf et Ratibor 1382-1424 - 135.
 Jean II Casimir, roi de Pologne 1648-1668 - 244.
 Jean II le Bon, roi de France 1350-1364 - 116.
 Jean II de Nassau, archevêque de Mayence 1379-1419 - 135.
 Jean III Sobieski, roi de Pologne 1674-1696 - 246.
 Jean IV de Drazic, évêque de Prague 1301-1343 - 129.
 Jean VIII, pape 872-882 - 32, 33.
 Jean XIII, pape 965-972 - 43.
 Jean XIII, évêque d'Olomouc 1450-1454 - 154.
 Jean XXII, pape 1316-1334 - 114.
 Jean Bruno, chancelier de Venceslas IV 1384-1395/1396 - 133.
 Jean Corvin (János Corvinus, 1473-1504), prince de Hongrie - 167, 168.
 Jean-Georges, margrave de Jägerndorf 1607-1621 - 222, 226, 231, 236.
 Jean-Georges I^{er}, prince électeur de Saxe 1611-1656 - 222-225, 235.
 Jean-Henri, margrave de Moravie 1355-1375 - 115, 116, 120, 131.
 Jean-Paul II (Karol Wojtyła, 1920), pape depuis 1978 - 455.
 Jean Sigismond, prince de Transylvanie 1540-1551 et 1563-1571 - 188.
 Jeanne de Bavière († 1386), épouse de Venceslas IV - 125.
 Jérôme de Prague (v. 1360-1416), théologien - 138, 140.
 Jessenius, Johann (Jan Jesensky, 1566-1621), recteur du Collegium Carolinum ap. 1617 - 210, 211, 226.
 Jireček, Josef (1825-1888), ministre de l'Enseignement austro-hongrois 1871 - 368.
 Jobst, margrave de Moravie 1375-1411, roi de Germanie 1410-1411 - 133-136.
 Johann Parricida, duc de Souabe 1290-1313 - 107.
 John, Franz, baron von (1815-1876), ministre de la Guerre austro-hongrois 1866-1867/68 - 368.
 Joseph I^{er}, empereur 1705-1711 - 247-250, 259, 263, 270, 284.
 Joseph II, empereur 1765-1790 - 176, 276, 277, 284, 285, 289, 290, 293-99, 301-307, 310, 311, 313, 331, 333, 356.

Judith († 1087), fille de Vratislav II - 61.
 Judith (v. 1202-1230), fille de Přemysl Otakar I^{er} - 79.
 Judith de Schweinfurt (1058), épouse de Bretislav I^{er} - 48, 51.
 Judith de Thuringe (v. 1150), deuxième épouse de Vladislav II - 67.
 Jules III, pape 1550-1555 - 197.
 Jungmann, Josef (1773-1847), philologue - 323-325, 370.

Kafka, Franz (1883-1924), écrivain - 376.
 Kaiserstein, Johann Wenzel, comte, chancelier de Bohême 1741-1743 - 271, 278.
 Kaizl, Josef (1854-1901), ministre des Finances austro-hongrois 1898-1899 - 381, 400.
 Kallivoda, Johannes (1801-1866), compositeur - 331.
 Kampilík, Cyril (1805-1872), réformateur social - 384.
 Kaněra, Josef, chevalier (1854-1917), ministre de l'Éducation austro-hongrois 1908-1909 - 408.
 Kaňka, Franz Maximilian (1674-1766), architecte - 266.
 Kara Mustapha (v. 1635-1683), grand vizir de l'Empire ottoman 1676-1683 - 246.
 Katwalda (v. 19 ap. J.-C.), prince german - 20.
 Kaunitz, Dominik Andreas, comte de (1655-1705), vice-chancelier 1696 - 246.
 Kaunitz-Rietberg, Wenzel Anton, comte (1711-1794), chancelier d'État autrichien 1753-1792 - 274, 280, 282, 283, 294, 295, 311.
 Keith, James (1696-1758), maréchal prussien - 275.
 Kellersperg, Ernst von (1822-1879), premier burgrave de Bohême 1865-1868 - 366.
 Kempen von Fichtenstamm, Johann Franz, baron (1793-1863), ministre de la Police autrichienne 1852-1859 - 357.
 Kepler, Johann (1571-1630), astronome et mathématicien - 210.
 Khevenhüller-Metsch, Franz, comte (1783-1867), commandant militaire de Prague 1849 - 353.
 Khlesl, Melchior (1553-1630), cardinal, évêque de Vienne - 207, 221, 222.
 Khrouchtchev, Nikita Sergueïevitch (1894-1971), premier secrétaire du par-

ti communiste de l'URSS 1953-1964 - 447.
 Khünburg, Ferdinand, comte, archevêque de Prague 1710-1731 - 263.
 Kielmannsegg, Erich, comte (1847-1923), Premier ministre austro-hongrois 1895 - 398.
 Kindermann, Ferdinand (1740-1801), évêque de Litoměřice ap. 1790 - 301-302.
 Kinský, famille noble - 213, 234, 266, 331.
 Kinský, Franz, comte (1739-1805), savant - 304.
 Kinský, Franz Ulrich, comte (1634-1699), chancelier puis Premier ministre 1683-1699 - 246.
 Kinský, Friedrich Karl, comte (1834-1899), gros propriétaire foncier - 380.
 Kinský, Joseph, comte (1731-1804), chef d'entreprise - 288.
 Kinský, Philipp, comte (1700-1749), grand chancelier de Bohême 1738-1745 - 273, 279, 280, 297.
 Kinský, Venceslas Norbert, comte (1642-1719), grand chancelier de Bohême 1705-1711 - 257.
 Kinský, Wilhelm, comte (1574/1582-1634), membre du directoire bohémien 1618/1619 - 233, 234.
 Kisch, Egon Erwin (1885-1948), journaliste - 376.
 Klaus, Václav (1941), Premier ministre tchèque depuis 1992 - 456-458.
 Klobfác, Václav (1868-1942), ministre de la Défense tchèque 1919-1920 - 393, 411, 416.
 Knoll, Joseph (1775-1841), historien - 328.
 Kober, Ignaz (1825-1866), éditeur - 361.
 Kocel, prince de Pannonie 861-874 - 31-33.
 Koerber, Ernest von (1850-1919), Premier ministre austro-hongrois 1900-1904 et 1916 - 403, 404, 407, 408, 417.
 Kollár, Jan (1793-1852), poète - 326.
 Koller, Alexander, baron von (1813-1890), ministre de la Guerre austro-hongrois 1874-1876 - 366, 370, 371.
 Kolowrat, famille noble - 174, 213, 234, 271, 319.
 Kolowrat-Krakovsky, Léopold, comte (1727-1809), chancelier à la cour autrichienne 1771-1790, Premier ministre 1796-1801 - 311, 316.
 Kolowrat-Krakovsky, Maximilian Norbert († 1721), grand chambellan 1704-1721 - 258.
 Kolowrat-Krakovsky, Philipp, comte (1688-1773), premier burgrave de

Bohême 1748-1771 – 271, 278, 282, 283.

Kolowrat-Liebsteinsky, Franz Anton, comte (1778-1861), premier burgrave de Prague 1809-1826, *dirigierender Staats- und Konferenzminister* 1826-1848 – 319, 322, 344.

Koniáš, Antonín (1696-1760), jésuite – 263.

Königsmarck, Hans Christoph (1600-1663), général suédois – 236.

Koranda, Venceslas († v. 1453), théologien taborite – 163.

Korsakov, Aleksandr Mikhaïlovitch (1753-1840), général russe – 312.

Kossuth, Lajos (1802-1894), dictateur hongrois 1848-1849 – 343.

Kostka, Guillaume, de Postupice, baron († 1436), second chambellan ap. 1423 – 145.

Koutousov, Mikhaïl Illarionovitch Gole-nichtchev (1745-1813), général russe – 313.

Kozdon, Jozef (1873-1959), homme politique silésien – 398.

Krabice de Weitmühl, Benesch († 1375), chroniqueur – 127, 128.

Krajír von Krajek, Karl († 1577), senior de l'Unité des frères – 200.

Kramář, Karel (1860-1937), Premier ministre de la CSR 1918-1920 – 381, 395, 398, 402, 408, 411, 414-416, 418, 419, 423-425.

Kramerius, Venceslas Matthieu (Václav Matej, 1759-1808), éditeur – 305, 323.

Kraus, Karl (1874-1936), écrivain – 376.

Kreibich, Georg (1662-1721), chef d'entreprise – 258.

Krofta, Kamil (1876-1945), historien tchèque, ministre des Affaires étrangères 1936-1938 – 185.

Krones von Marchland, Franz (1835-1902), historien – 185.

Kübeck von Kübau, Karl Friedrich, baron de (1780-1855), président du *Reichsrat* 1850-1855 – 319, 353-355.

Kubin, Alfred (1877-1959), graphiste et écrivain – 376.

Kubr, Stanislav (1862-1908), homme politique agrarien tchèque – 392.

Kudlich, Hans (1823-1917), homme politique germano-silésien – 350.

Kuenring, famille de ministres – 80, 82, 87.

Kuenring, Henri II de († v. 1269), maréchal autrichien 1255 – 87.

Kuranda, Ignaz (1812-1884), journaliste – 328.

Ladislas, roi de Naples 1386-1387 et 1399-1414, prétendant au trône de Hongrie en 1403 – 136.

Ladislav le Posthume, roi de Hongrie 1440-1457 et de Bohême 1453-1457 – 152-156.

Lammasch, Heinrich (1855-1920), Premier ministre austro-hongrois 1918 – 423.

Lamormaini, Wilhelm (1570-1648), confesseur de Ferdinand II 1624-1637 – 227.

Larisch, famille noble – 234.

Larisch, Franz, comte, fonctionnaire d'État autrichien en 1750 – 282, 291.

Lassaga-Paradis, Johann, comte († 1759), membre de la chancellerie de Bohême à la cour en 1741 – 278.

László (Ladislas) IV, roi de Hongrie 1272-1290 – 85, 87, 102.

Laurencius de Brezová (Vavrinec z Brezove, v. 1370-v. 1434), chroniqueur – 146.

Lažanský, Leopold, comte (1808-1860), *Statthalter* de Moravie 1847-1860 – 349.

Lažanský, Prokop, comte (1771-1823), chancelier en 1813 et 1817 – 318.

Leipa, Henri de (Jindřich z Lipé, † 1329), grand maréchal de Bohême v. 1315 – 112-113.

Leitenberger, Johann Josef (1730-1802), chef d'entreprise – 288, 338.

Léon XIII, pape 1878-1903 – 391.

Léopold, archiduc, évêque de Passau 1598-1626, archevêque de Salzbourg 1607-1626 – 206.

Léopold I^{er}, empereur 1657-1705 – 244, 246, 251, 253, 259, 265.

Léopold II, empereur 1790-1792 – 286, 303, 307, 308, 310-312, 330.

Léopold III, margrave d'Autriche 1094-1136 – 63.

Léopold V, duc d'Autriche 1177-1194 et de Steiermark 1192-1194 – 70.

Léopold VI, duc d'Autriche 1199-1230 – 80, 81.

Léopold Guillaume, archiduc, évêque d'Olomouc 1637-1662 – 235, 245.

Lessing, Gotthold Ephraim (1729-1781), poète – 306.

Leuchtenberg, Jean de (v. 1380), intendant de la cour – 133.

Libelt, Karol (1807-1875), homme politique polonais – 348.

Libuse (Lubossa), fondatrice de la dynastie des Přemyslides – 37.

Lichtenburg, famille noble – 76, 96, 100.

Lichtenburg, Henri de († 1289/96), adversaire de Přemysl Otakar II – 87.

Lichtenburg, Hinko de, chef militaire des orebites († 1454) – 142.

Liechtenstein, famille noble – 82, 203, 239, 241, 290.

Liechtenstein, Charles, prince de (1569-1627), premier burgrave de Bohême 1620-1627 – 205, 225-227, 230, 236.

Liechtenstein, Charles II de, évêque d'Olomouc 1664-1695 – 252.

Liechtenstein, Jakob Ernst, prince, évêque d'Olomouc 1738-1745 et archevêque de Salzbourg 1745-1747 – 279.

Lloyd George, David (1863-1945), Premier ministre britannique 1916-1922 – 421.

Lobkowitz (anciennement Hassenstein-Lobkowitz), famille noble – 234, 239, 241, 266, 326.

Lobkowitz, Ferdinand, prince (1850-1926), *Oberstlanmarschall* de Bohême 1908-1913 – 411.

Lobkowitz, Georges Christian de (1686-1755), maréchal autrichien – 272.

Lobkowitz, Georg Christian, prince (1835-1908), *Landesmarschall* de Bohême 1871 – 368, 380.

Lobkowitz, Georg Popel von (1551-1607), seigneur bohémien – 202, 204.

Lobkowitz, Venceslas Eusebius, prince (1609-1677), Premier ministre 1669-1674 – 244, 245.

Lobkowitz, Zdeněk de (1568-1628), grand chancelier de Bohême 1598-1627 – 203, 205, 207, 230.

Lohelius, Johannes, archevêque de Prague 1612-1622 – 207, 209, 223.

Löhner, Ludwig von (1812-1852), homme politique germano-bohémien – 345, 353.

Lothaire II/III de (Lothar von) Supplinburg, empereur germanique 1125-1137 – 39n, 63-65.

Louis, margrave de Brandebourg 1323-1351, duc de Bavière (sous le nom de Louis V) 1347-1351 – 117.

Louis I^{er}, duc de Bavière 1183-1231 – 80.

Louis I^{er} le Grand, roi de Hongrie (1342-1382) et de Pologne (1370-1382) – 115, 126, 134.

Louis II le Germanique (v. 805-876), roi des Francs orientaux 817-843, de Germanie 843-876 – 29-32.

Louis II, roi de Hongrie et de Bohême 1516-1526 – 168-173, 181, 186, 269.

Louis III le Jeune, roi de Germanie 876-882 – 32.

Louis IV, dit l'Enfant, roi de Germanie et de Lotharingie 900-911 – 39.

Louis IV, saint, landgrave de Thuringe 1217-1227 – 80.

Louis IV de Bavière, roi des Romains 1314-1346, empereur 1328-1346 – 113, 114, 116, 117, 119.

Louis X, prince de Bavière-Munich 1514-1545 – 187.

Louis XI, roi de France 1461-1483 – 159.

Louis XIII, roi de France 1610-1643 – 223.

Louis XIV, roi de France 1643-1715 – 245, 246.

Louis XV, roi de France 1715-1774 – 270.

Louis XVI, roi de France 1774-1792 – 311.

Louis Josef Anton (1784-1864), archiduc, représentant à la *Staatskonferenz* de 1836-1848 – 319.

Ludmila de Pšov, sainte (v. 860-921), épouse de Borivoj I^{er} – 37, 40, 65.

Ludolf (v. 1353-1422), abbé, de Sagan, chroniqueur – 133.

Lueger, Karl (1844-1910), bourgmestre de Vienne 1897-1910 – 391, 410.

Luitbert, archevêque de Mayence 863-889 – 32, 36.

Luitgarde von Bogen (v. 1094), épouse de Bretislav II – 61.

Luitpold I^{er}, margrave de la marche orientale de Bavière 976-994 – 44.

Luitpold II, margrave d'Autriche 1075-1095 – 60.

Lukas de Prague (v. 1460-1528), senior de l'Unité des frères – 181.

Lurago, Carlo (1615-1684), architecte, 263-66.

Luther, Martin (1483-1546), réformateur – 180, 181.

Mácha, Karel Hynek (1810-1836), poète – 361.

Magni, Valerian (1586-1661), capucin – 265.

Mahler, Gustav (1860-1911), compositeur – 376.

Mair, Martin († 1481), diplomate – 158.

Malivsky, Fabian, chef d'entreprise v. 1660 – 257, 258.

Malypetr, Jan (1873-1947), Premier ministre de la CSR 1932-1935 – 435.

Manderscheid, Moritz Gustav, archevêque de Prague 1733-1763 – 271.

Mánes, Josef (1820-1871), peintre – 330, 375.

Mansfeld, Ernst von (1580-1626), chef d'armée – 221-224, 231.

Manuel I^{er} Comnène, empereur de Byzance 1143-1180 - 67, 68.
 Marbod (Maroboduus), roi des Marcomans 9 av. J.-C. - 19 ap. J.-C. - 20.
 Marc Aurèle, empereur romain 161-180 - 21.
 Marchet, Gustav (1846-1916), ministre austro-hongrois des Cultes et de l'Enseignement 1906-1908 - 396.
 Marci, Johann Marcus (1595-1667), médecin - 265.
 Marek, Antonin (1785-1877), écrivain, 323-25.
 Marek, Karl (1860-1923), ministre austro-hongrois des Travaux publics 1911, des Finances 1916 - 408.
 Marguerite († 1213), fille de Přemysl Otakar I^{er} - 79.
 Marguerite (1313-1369), fille de Jean de Luxembourg - 115.
 Marguerite de Babenberg († 1266), première épouse de Přemysl Otakar II - 79, 82, 84.
 Marguerite Maultasch (1318-1369), comtesse du Tyrol 1335-1363 - 115, 117.
 Marie d'Autriche (1505-1558), épouse de Louis II de Hongrie, régente des Pays-Bas 1530-1556 - 173.
 Marie d'Espagne (1528-1603), épouse de Maximilien II - 201.
 Marie de Hongrie (1370-1395), épouse de Sigismund de Hongrie - 126, 131.
 Marie-Amélie (1701-1756), épouse de Charles III/VII - 270.
 Marie-Antoinette (1755-1793), épouse de Louis XVI, roi de France - 311.
 Marie-Louise (1791-1847), deuxième épouse de Napoléon I^{er} - 315.
 Marie-Thérèse, impératrice 1740-1780 - 269-276, 278, 279, 281, 283, 284, 286-288, 291, 292, 294-298, 300-303, 307, 317.
 Marini, Antonio (v. 1460), diplomate - 158.
 Marini, Giovanni (v. 1620), architecte - 266.
 Marradas, Baltazar de (v. 1560-1638), général impérial - 227, 233.
 Marshall, George C. (1880-1959), ministre américain des Affaires étrangères 1947-1949 - 444.
 Martin V, pape 1417-1431 - 140, 141.
 Martin de Troppau († 1278), chroniqueur - 99.
 Martinic, Bernhard, comte de († 1685), premier burgrave de Bohême en 1664 - 244.
 Martinic, Georg Adam, comte de († 1714), *Obersthofmarschall* 1701-1705 - 246.
 Martinic, Jaroslav (Borita z Martinic), comte de (1582-1649), premier burgrave de Bohême av. 1618 et 1638-1648 - 205, 209, 230.
 Marx, Gratian (v. 1775), piariste - 302.
 Marx, Karl (1818-1883), fondateur du marxisme - 254.
 Masaryk, Tomáš Garrigue (1850-1937), président de la ČSR 1918-1935 - 147, 324, 375, 381, 383, 394, 403, 408, 414, 416, 418, 422, 424, 427, 429-431, 435, 437, 442, 444, 445, 460.
 Mathesius, Johannes (1504-1565), théologien luthérien - 181.
 Mathey, Jean-Baptiste (v. 1630-1695), architecte - 266.
 Mathias, roi de Bohême et empereur 1611/1612-1619 - 204, 205, 207, 208, 221.
 Mathias Corvin, né Hunyadi, fils de János Hunyadi, roi de Hongrie et de Bohême (1458/1469-1490) - 155, 156, 159, 160, 169.
 Mathieu d'Arras († 1352), architecte - 120.
 Mathioli, Pietro Andrea (1500-1577), médecin - 210.
 Matthieu de Janov (Matej z Janova, v. 1350-1394), chanoine - 137.
 Mattus, Karel (1836-1919), homme politique tchèque - 395.
 Maulbertsch, Anton Franz (1724-1796), peintre - 330.
 Maximilien (1558-1618), archiduc - 202, 222.
 Maximilien I^{er}, empereur germanique 1486/1508-1519 - 119, 166-170, 174, 186.
 Maximilien I^{er}, duc de Bavière 1597-1651 - 224, 225.
 Maximilien II, empereur et roi de Bohême 1564-1576 - 196, 199, 200, 201.
 Maximilien III Joseph, prince électeur de Bavière 1745-1777 - 273.
 Mayer, Kajetan (1811-1880), homme politique germano-silésien - 351.
 Mečiar, Vladimír (1942), Premier ministre slovaque 1989-1990 et ap. 1992 - 456, 458.
 Mecsery de Tsoor, Karl (1804-1886), ministre autrichien de la Police 1861-1865 - 348.
 Medek z Mohelnice, Martin, archevêque de Prague 1581-1590 - 198.
 Meinhard, évêque de Prague 1122-1134 - 64.

Meißner, Alfred (1822-1885), écrivain - 328.
 Meißner, Alfred (1871-1950), ministre de la Justice tchécoslovaque 1920 et 1932-1934 - 425.
 Melantrich, Georg (Jirí M. z Aventina, 1511-1580), imprimeur - 209.
 Méthode (v. 820-885), archevêque de Sirmium 870-885 - 31-33, 37, 56, 264.
 Metternich-Winneberg, Clemens, prince de (1773-1859), chancelier d'Autriche 1821-1848 - 309, 315, 318-320, 327, 329, 335, 342, 343.
 Meyrink, Gustav (1868-1932), écrivain - 376.
 Mezoun, Johann, évêque d'Olomouc 1576-1578 - 202.
 Michel III, empereur de Byzance 842-867 - 31.
 Michna von Waitzenhofen, Paul, comte (v. 1572-1636), premier burgrave de Bohême 1627-1632 - 206, 227n.
 Mieszko I^{er}, duc de Pologne 963-992 - 42, 44.
 Mieszko I^{er}, duc de Decin 1281-1313/1316 - 106.
 Mieszko II Lambert, roi de Pologne 1025-1034 - 47, 48.
 Milíč, Jan, de Kremsier (v. 1325-1374), prédicateur - 130, 137.
 Mítmánek, Václav (v. 1540), théologien ultraquiste - 192.
 Mlada-Maria (v. 950), fille de Boleslav I^{er}, 43.
 Mlčoch, Rudolf (1880-1941), plusieurs fois ministre de la ČSR - 394.
 Mocker, Josef (1835-1899), architecte - 376.
 Modráček, František (1871-1960), journaliste tchèque - 393.
 Mojmír I^{er}, prince de Grande-Moravie 830-846 - 30, 31.
 Mojmír II, prince de Grande-Moravie 894-907 - 34.
 Morawetz, Franz (1734-1814), historien - 306.
 Morgenthaler, Paul Heinrich (1620-1682), économiste - 258.
 Morzin, Kamil Rudolf († 1646), général impérial - 234.
 Moscheles, Ignaz (1794-1870), compositeur - 331.
 Most, Johann Joseph (1846-1906), homme politique - 388.
 Mozart, Wolfgang Amadeus (1756-1791), compositeur - 306, 330.
 Mucha, Alfons (1860-1939), peintre - 376.
 Münster, Sebastian (1489-1552), géographe - 7.
 Münzer, Thomas (1489/90-1525), réformateur allemand - 181.
 Mussolini, Benito (1883-1945), dictateur italien 1925-1943 - 436, 438.
 Mužáková, Jana (1830-1899), poétesse - 376.
 Mystopol, Jan († 1568), théologien ultraquiste - 192.
 Nacerat (v. 1150), noble bohémien - 66.
 Nádasdy, Franz, comte (1625-1671), dirigeant hongrois de soulèvement - 245.
 Napoléon I^{er}, empereur 1804-1814/1815 - 309, 312-315.
 Napoléon III, empereur 1852-1870 - 356, 366.
 Naumann, Friedrich (1860-1919), homme politique allemand socialiste - 415.
 Němcová, Božena (Pankl, Barbara, dite, 1820-1862), poétesse - 361.
 Neruda, Jan (1834-1891), homme de lettres - 361.
 Netolitzky von Eisenberg, baron, gouverneur de Moravie en 1745 - 297.
 Neuhaus (Hradec, famille noble - 174, 212.
 Nicolas de Cusa (Nikolaus Krebs, dit Nikolaus von Kues ou, 1401-1464), cardinal évêque de Brixen 1450-1458 - 7.
 Nicolas de Hus, chef militaire des tabornites († 1420) - 141.
 Nicolas de Pilgram (Mikuláš z Pelhřimov, † v. 1459), évêque des tabornites ap. 1420 - 142, 147.
 Nicolas I^{er}, pape 858-867 - 31.
 Nicolas I^{er}, duc de Troppau 1280-1318 - 84, 100, 102, 104.
 Nicolas I^{er}, tsar 1825-1855 - 325.
 Nicolas III, pape 1277-1280 - 87.
 Nostitz, Wilhelm, comte (1706-1787), fonctionnaire royal - 282.
 Nostitz (-Rieneck), famille noble - 234, 271, 305, 318.
 Nostitz-Rieneck, Albert, comte (1807-1871), homme politique autrichien - 357.
 Nostitz-Rieneck, Erwein, comte (1863-1931), homme politique autrichien - 410.
 Nostitz-Rieneck, Franz Anton comte (1725-1794), premier burgrave de Bohême 1782-1791 - 306.
 Nostitz-Rieneck, Johann Hartwig, comte (1610-1683), chancelier de Bohême 1652-1683 - 244.

- Novotný, Antonín (1904-1975), président de la CSSR 1957-1968 - 447-448.
- Nyvl, Antonin, paysan libre en 1775 - 291.
- Obrenović, dynastie régnante serbe - 408.
- Očko de Vlasim, Jean, métropolitain de Prague 1364-1378 - 129, 133.
- Odoacre (430-493), roi germanique d'Italie ap. 476 - 24.
- Olešnicki, Zbigniew (1389-1455), chancelier polonais, cardinal - 151.
- Oñate, Vélez de Guevara y Tassis, comte de († 1658), diplomate espagnol - 208, 222, 224.
- Opitz, Ambros (1846-1907), prêtre et publiciste catholique - 375.
- Oppenheimer, Samuel (v. 1635-1703), fournisseur de la cour de Vienne - 260.
- Orvieto, Gozzius (Gozzo) d' (v. 1300), érudit - 91, 105.
- Otton, saint, évêque de Bamberg 1102-1139 - 64.
- Otton († 1314), abbé chroniqueur de Zbraslav - 88, 99.
- Otton de Wittelsbach, comte palatin de Bavière v. 1190-1208 - 74.
- Otton I^{er} le Grand, empereur germanique 962-973 - 41, 43, 313.
- Otton I^{er}, prince de Moravie-Olomouc 1061-1087 - 50, 51, 59.
- Otton II le Roux, empereur germanique 973-983 - 43-45.
- Otton II le Noir, prince d'Olomouc 1107-1110 et 1113-1125 - 63, 64.
- Otton II, duc de Bavière 1231-1253 - 82.
- Otton III, empereur germanique 996-1002 - 39n, 44-46.
- Otton III, prince d'Olomouc 1140-1160 - 66.
- Otton III, duc de Basse-Bavière 1290-1312 - 106.
- Otton IV de Brunswick, empereur germanique 1209-1215 - 74, 78.
- Otton V le Long, margrave de Brandebourg 1267-1298/99 - 101.
- Pacák, Bedřich (1846-1914), homme politique tchèque - 406, 409.
- Pacassi, Nicolas, baron de (1716-1790), architecte - 307.
- Palacký, František (1798-1876), historien et homme politique - 7, 88, 147, 160, 185, 322, 324, 328, 330, 343, 346-351, 354, 357-360, 364-366, 370, 396, 411, 418.
- Parler, Peter (1330-1399), architecte et sculpteur - 120, 128.
- Pašek von Vrat, Jan († 1553), *primator* de Prague 1518-1523 et 1524-1527 - 173, 189, 192.
- Paul II, pape 1464-1471 - 159.
- Pavlovský, Stanislav II, évêque d'Olomouc 1579-1598 - 202.
- Pekař, Josef (1870-1937), historien tchèque - 185, 376.
- Pelzel (Pelcl), Franz Martin (1734-1801), historien - 305-307, 322.
- Pernstein, Adalbert de (1490-1534), grand intendant de Bohême 1514-1523 et 1529-1534 - 187.
- Pernstein, Guillaume de (1434-1521) - 169-172.
- Pernstein, Jean de († 1548), *Landmarschall* de Moravie 1515-1532 - 194.
- Pernstein, Vratislav de (1530-1582), chancelier de Bohême 1565-1582 - 200.
- Peschka, Franz (1856-1908), homme politique germano-bohémien - 406.
- Pétrarque (Francesco Petrarca, dit, 1304-1374), poète et humaniste italien - 126, 182.
- Petrás, Joseph, baron de (1714-1772) - 304.
- Petrus Rogerii de Fécamp, voir Clément VI.
- Pflug de Rabstein, Jan († 1537), premier chancelier de Bohême 1533-1537 - 172, 182.
- Pflug de Rabstein, Kaspar, († 1585), *Oberster Feldhauptmann* des états 1547 - 192-193.
- Pflug de Rabstein, Prokop († 1472), premier chancelier de Bohême ap. 1453 - 182.
- Philippe de Carinthie († 1279), archevêque de Salzbourg 1247-1257 - 85.
- Philippe de Souabe (1198-1208) - 73, 74, 79.
- Philippe I^{er}, roi de Castille 1504-1506 - 173.
- Philippe II, roi d'Espagne 1556-1598 - 204.
- Philippe III, roi d'Espagne 1598-1621 - 224.
- Philippe IV le Bel, roi de France 1285-1314 - 105.
- Philippe (V) d'Anjou, roi d'Espagne 1701-1746 - 246.
- Philippe VI de Valois, roi de France 1328-1350 - 126.
- Photios, patriarche de Constantinople 858-867 et 877-886 - 31.
- Piast, famille noble de Silésie - 82, 102, 103, 126, 251, 269.
- Pič, Josef Ladislav (1847-1911), historien tchèque - 25.
- Piccolomini, Enea Silvio, voir Pie II.
- Piccolomini, Franz Octavio (1599-1656), général impérial - 233-234.
- Pichon, Stephen (1857-1933), trois fois ministre français des Affaires étrangères 1906-1920 - 421.
- Pickert, Karl (1835-1888), homme politique tchèque - 371.
- Pie II (Enea Silvio Piccolomini), pape 1448-1464 - 150, 154, 157, 158, 163, 182.
- Pie IV, pape 1559-1565 - 198.
- Pie VI, pape 1775-1799 - 295.
- Pierre, roi de Hongrie 1038-1041 et 1044-1046 - 49.
- Pierre d'Aspelt (v. 1250-1320), chancelier bohémien 1296-1306 - 105, 108, 112, 113.
- Pierre de Breslau, évêque de Passau 1265-1280 - 84.
- Pierre de Mladenowitz († 1451), ecclésiastique - 149.
- Pierre de Zittau (Peter von Zittau, v. 1275-1339), abbé chroniqueur de Zbraslav - 99, 127.
- Pilarz, Adolf (1742-1795), historien - 306.
- Pillersdorf, Franz, baron von (1786-1862), Premier ministre autrichien en 1848 - 345, 346, 348.
- Pinkas, Adolf Maria (1800-1865), homme politique tchèque - 343, 350, 354.
- Pirkstein, Hynek Ptáček von (z Pirkstejna, † 1444), mentor de Georges de Poděbrady - 153.
- Pisek, Venceslas de (Václav Pisecky, 1482-1511), humaniste - 182.
- Pitter, Bonaventura (1708-1764), historien - 306.
- Plener, Ernst von (1841-1923), ministre austro-hongrois des Finances 1893-1895 - 380, 381, 398, 417.
- Plener, Ignaz von (1810-1908), ministre austro-hongrois des Finances 1860-1865, de l'Intérieur 1867-1870 - 357, 365.
- Ploskovský z Drahonice, Adam (v. 1496) - 176.
- Podlipný, Jan (Karel, 1848-1914), bourgmestre de Prague 1897-1900 - 395.
- Pohl, Johann Venceslas (1740-1790), slaviste - 305.
- Poincaré, Raymond (1860-1934), ministre, président du Conseil, président de la République 1912-1929 - 420.
- Popovici, Aurel (1863-1917), homme politique roumain - 406.
- Postl, Karl (dit Charles Sealsfield, 1793-1864), écrivain morave - 327, 328.
- Potocki, Alfred, comte (1817-1889), Premier ministre austro-hongrois 1870-1871 - 367, 368.
- Prade, Heinrich (1853-1927), homme politique germano-bohémien - 407.
- Prásek, Karel (1868-1932), homme politique tchèque - 407.
- Pražák, Alois, baron von (1820-1901), ministre de la Justice austro-hongrois 1881-1888 - 368, 374, 379.
- Přemysl (Primizl), père fondateur de la dynastie des Přemyslides - 37.
- Přemysl, margrave de Moravie 1228-1239 - 79-81.
- Přemysl Otakar I^{er}, roi de Bohême 1198-1230 - 72-74, 78-80, 93, 108.
- Přemysl Otakar II, roi de Bohême 1253-1278 - 82-91, 93, 94, 96-98, 100-102, 105, 108, 111, 112, 117, 126, 161.
- Přemyslav II, duc de Děčín 1474-1477 - 133.
- Přemyslides, dynastie royale - 39, 41, 42, 44-48, 50, 51, 56, 60, 62, 63, 71, 72, 74, 78, 79, 85, 89-94, 98, 102, 104, 106-109, 112, 114, 115, 125, 150.
- Presl, Jan Svatopluk (1791-1849), médecin - 332.
- Pribina (Privina, † 861), prince de Neustrie jusqu'en 830 et de Pannonie après 840 - 30, 31.
- Procope, saint (982/997-1053), abbé de Sázava, saint patron de la Bohême - 56.
- Procope, margrave de Moravie 1375-1405 - 135.
- Procope de Césarée (v. 500-559), historien byzantin - 26.
- Procope le Chauve (Prokop Holý, dit aussi Procope le Grand, † 1434), chef militaire taborite - 142, 144, 145.
- Procope le Petit (Prokop Malý † 1434), chef militaire taborite - 142, 144.
- Prusinovský von Víckov, Wilhelm, évêque d'Olomouc 1565-1572 - 200.
- Przemysl II, roi de Pologne 1295-1296 - 103, 104.
- Ptolémée, Claude (v. 100-160), géographe grec - 7, 21.
- Puchmajer, Antonín Jaroslav (1769-1820), philologue - 325.
- Pulkawa (Přibík Pulkava z Radenína, † 1380), chroniqueur - 127.
- Purkyně, Jan Evangelista (1787-1869), médecin - 332.
- Questenberg, Gaspard de (1571-1640), abbé de Strahov après 1612 - 227.

Raab, Franz Anton, chevalier von (1722-1783), conseiller à la cour - 292.

Rabstein, Jan de (Jan z Rabštejna, † 1472), chancelier de Bohême en 1457 - 158, 182.

Radim-Gaudentius, archevêque de Gnesen 1000-1006 - 45.

Radislav, prince de Kourim v. 930 - 40.

Rádl, Emanuel (1873-1944), historien tchèque - 185.

Raiffaisen, Friedrich Wilhelm (1818-1888), réformateur social allemand - 362.

Rainer (1827-1913), archiduc, président du Reichsrat 1859 - 357.

Rákóczi, François (Ferenc) II, prince de Transylvanie 1704-1711 - 247.

Rákóczi, Georges I^{er}, prince de Transylvanie 1630-1648 - 235, 236.

Rákóczi, Georges II, prince de Transylvanie 1648-1660 - 244.

Rašín, Alois (1867-1923), ministre des Finances tchécoslovaque 1918-1919 et 1922-1923 - 395, 416, 423, 424.

Raspe, Henri, landgrave de Thuringe 1241-1242, antiroi 1246-1247 - 82.

Rastislav (870), prince de Grande-Moravie 846-870 - 31, 32.

Rauscher, Josef Othmar, prince de, cardinal, archevêque de Vienne 1853-1875 - 368.

Reiner, Wenzel Lorenz (1689-1743), peintre - 266.

Reinmar von Zweter (v. 1200-v. 1260), minnesänger - 98.

Rejsek z Prostějova, Matěj (v. 1445-1506), architecte - 183.

Renner, Karl (1870-1950), chancelier autrichien 1919-1920 - 397, 402, 404.

Richard de Cornouailles, roi des Romains 1257-1272 - 83, 84, 86.

Richard I^{er} Cœur de Lion, roi d'Angleterre 1189-1199 - 72.

Richard II, roi d'Angleterre 1377-1399 - 132.

Richsa von Berg († 1125), épouse de Vladislav I^{er} - 61.

Richter, Ludwig (1803-1884), peintre - 330.

Ried von Piesting, Benedikt (B. Rejt z Pistova, 1450-1534), architecte - 183.

Rieger, František Ladislav (1818-1903), homme politique tchèque - 330, 347, 350, 351, 353, 359-361, 364-368, 370-372, 377, 380, 381, 395.

Riegger, Josef Anton, chevalier von (1742-1795), juriste - 306.

Rienzo, Cola di (1313-1354), tribun italien - 126.

Riesenburg (Hrabschitz-Riesenburg), famille noble, - 76, 96, 100, 174.

Riesenburg, Boreš von (1226-1277), adversaire de Přemysl Otakar II - 87.

Rilke, Rainer Maria (1875-1926), poète - 376.

Rodolphe I^{er} de Habsbourg, roi des Romains 1273-1291 - 86, 87, 100-103, 107, 109, 327.

Rodolphe I^{er}, duc de Saxe-Wittenberg 1298-1356 - 117.

Rodolphe II, empereur germanique et roi de Bohême 1576-1611/1612 - 198-207, 212.

Rodolphe III, duc d'Autriche 1298-1307, roi de Bohême 1306-1307 - 101, 105, 107.

Rodolphe IV de Habsbourg (le Fondateur), duc d'Autriche 1358-1365 - 126, 186.

Rodulf (v^o/vi^e s.), roi des Hérules - 24.

Roh, Jan († 1547), senior de l'Unité des frères 1529 - 191.

Rohan, Alain, prince de (1853-1914), homme politique autrichien - 410.

Rokycana, Jean, archevêque de Prague 1435-1471 - 145, 153, 156, 159, 162, 163.

Rosenberg (anc. Witigon), famille noble - 144, 153, 155, 173, 175, 183, 212, 227.

Rosenberg, Henri de († 1412), premier burgrave de Bohême 1396-1397 et 1400-1404 - 133, 136.

Rosenberg, Henri de († 1457), capitaneus ducatus de Silésie - 155.

Rosenberg, Jost de, évêque de Breslau 1456-1467 - 156, 158, 159, 182.

Rosenberg, Pierre de (1472-1523), Direktor der böhm. Stände 1609 - 169.

Rosenberg, Peter Wok von (Petr Vok z Rožemberka, 1539-1611) - 211.

Rosenberg, Ulrich II de, humaniste (1403-1462) - 151, 152, 154, 182.

Rosenberg, Wilhelm von (1535-1592), premier burgrave de Bohême 1570-1592 - 200, 204.

Rottenhan, Heinrich, comte de (1738-1809), premier burgrave de Bohême 1791-1792 - 307.

Rožmitál, Jeanne de († 1465), épouse de Georges de Poděbrady - 153.

Rozmitálu (von Rosental), Zdeněk Lev z (1470-1535), premier burgrave de Bohême 1507-1523 - 166, 172, 173, 187-190.

Rudolf, Johann Joseph, archiduc, évêque d'Olomouc 1819-1831 - 339.

Ruppau, Venceslas de (Vaclav Vilém z Roupova, † 1641), conseiller à la cour - 221.

Rupprecht II der Harte, prince électeur de Palatinat 1390-1398 - 133, 134.

Rupprecht III, prince électeur de Palatinat 1398-1410, roi des Romains 1400-1410 - 135, 136, 138.

Ruprecht, comte de Nassau 1298-1304 - 103.

Ryba, Jakub Jan (1765-1815), compositeur - 331.

Rychetský, Pavel (1943), vice-Premier ministre tchécoslovaque 1990-1992 - 456.

Ryka, Elzbieta († 1335), deuxième épouse de Venceslas II - 104, 107.

Sabina, Karel (1821-1877), homme de lettres - 361.

Sadeler, Ägidius (1570-1629), graveur sur cuivre - 212.

Šafařík, Pavol Jozef (1795-1861), slaviste - 324, 348.

Salm-Reifferscheid, Franz, comte (1819-1888), homme politique autrichien - 357.

Salomon, roi de Hongrie 1063-1074 - 51.

Sámal, Přemysl (1867-1942), homme politique tchèque - 416.

Samo († 659), commerçant aventurier franc - 27, 28.

Santini, Giovanni (1667-1723), architecte - 266.

Sazonov, Sergueï Dimitrievitch (1860-1927), ministre russe des Affaires étrangères 1910-1916 - 416.

Schaffgotsch, Johann, comte (1685-1747), premier burgrave de Bohême jusqu'en 1747 - 297.

Schäffle, Albert (1831-1903), ministre du Commerce austro-hongrois 1870-1871 - 369.

Scheiner, Josef (1861-1932), chef du Sokol - 416.

Schirmding, Ferdinand Leopold (1808-1845), écrivain - 322.

Schlesinger, Ludwig (1838-1899), historien - 376.

Schlick, famille noble - 172, 174, 192, 195.

Schlick, Henri, comte (1580-1650) - 224, 234.

Schlözer, August Ludwig (1735-1809), savant - 322.

Schmerling, Anton, chevalier von (1805-1893), Premier ministre austro-hongrois 1860-1865 - 354, 357-359, 363.

Schmeykal, Franz (1826-1894), homme politique germano-bohémien - 362, 379, 380.

Schober, Johannes (1874-1932), chancelier autrichien 1921-1922 et 1929-1930 - 435.

Schöllner, Philipp (1797-1877), industriel, 357.

Schönborn, Adalbert, comte (1854-1924), homme politique autrichien - 411.

Schönerer, Georg, chevalier de (1842-1921), homme politique autrichien - 374, 396, 401, 402.

Schröder, Wilhelm von, baron († 1689), économiste - 258.

Schubert, Franz (1797-1828), compositeur - 331.

Schulze-Delitsch, Hermann (1808-1883), réformateur social allemand - 362.

Schuselka, Franz (1812-1881), homme politique germano-bohémien - 328.

Schwarzenberg, Felix, prince (1800-1852), Premier ministre autrichien 1848-1852 - 351-354.

Schwarzenberg, Johann Adolf, prince (1615-1683), grand intendant - 244.

Schwarzenberg, Johann Adolf, prince (1799-1888) - 357.

Schwarzenberg, Karl, prince (1824-1904) - 359, 360, 370.

Schwarzenberg, Karl, prince (1859-1913) - 381, 407.

Schwerin, Kurt Christoph, comte de (1684-1757), général prussien - 275.

Schwihau et Riesenberg, Bretislav de († 1566), Hofmeister 1516-1519 - 172.

Sedlnický, Joseph, comte (1778-1855), directeur de la police et de la censure 1817-1848 - 316.

Seibt, Karl Heinrich (1735-1806), pédagogue - 300-302.

Seidler von Feuchtenegg, Ernst von (1862-1931), Premier ministre austro-hongrois 1917-1918 - 423.

Seton-Watson, Robert William (1879-1949), historien anglais - 396, 419.

Severus, évêque de Prague 1030-1067 - 49, 59.

Shakespeare, William (1564-1616), dramaturge anglais - 306.

Sido (v. 60 ap. J.-C.), roi des Quades - 20.

Siegfried I^{er} von Eppenstein, archevêque de Mayence 1059-1084 - 59.

Siegfried II von Eppenstein, archevêque de Mayence 1200-1230 - 79.

Sigeher (v. 1240), poète - 98.

Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie 1387-1437 et de Bohême 1419/1434-1437, empereur 1433-1437 – 120, 125, 126, 131, 134-136, 139, 141, 143-146, 148, 149, 151, 155, 161, 178.

Sigismond I^{er} Stary, grand-prince de Lituanie et roi de Pologne 1506-1548 – 166, 168, 170, 187.

Sigismond II Auguste Jagellon, grand-prince de Lituanie 1529-1572, roi de Pologne 1530/1548-1572 – 199.

Sixte de Parme, prince (1886-1934) – 421.

Skála ze Zhoře, Pavel (1583-1639/40), historien – 228.

Skarda, Václav (1861-1912), homme politique tchèque – 395.

Škoda, Emil, chevalier von (1839-1900), industriel – 386.

Škréta, Karl (1610-1674), peintre – 266.

Škroup, František Jan (1801-1862), compositeur – 330.

Sládek, Jiří, dirigeant des républicains ap. 1990 – 456.

Sládek, Josef Václav (1845-1912), poète – 376.

Sladkovský, Karel (1823-1880), homme politique tchèque – 348, 360, 367, 371.

Sladký, Johann (dit Kozina, XVII^e s.), paysan révolté – 254.

Slánský, Rudolf (1901-1952), premier secrétaire du comité central du PC tchèque 1945-1951 – 443, 447.

Slavata, famille noble – 195, 203, 234.

Slavata de Chlum, Heinrich (XVI^e-XVII^e s.), tuteur d'Albert de Wallenstein – 231.

Slavata von Neuhaus, Wilhelm (1572-1652), grand chancelier de Bohême 1628-1652 – 205, 209, 227, 230, 234.

Slavíček, Karel (1678-1735), jésuite mathématicien – 265.

Slavnik († 981), prince bohémien – 42, 44.

Slavnikides, famille princière bohémienne – 37, 44, 45, 47, 53, 54, 62.

Šmeral, Bohumír (1880-1941), homme politique tchèque – 393.

Smetana, Bedřich (1825-1884), compositeur – 331, 361, 376.

Smiřický, Albert Jean (1594-1618) – 221.

Smolka, Franciszek (1810-1899), homme politique polonais – 350.

Smrkovský, Josef (1911-1974), membre du bureau politique du PC tchèque 1968 – 449.

Soběslav (Soběbor, † 1004), fils de Slavnik – 45, 47.

Soběslav I^{er} Udalrich, duc de Bohême 1125-1140 – 61, 63-67, 71.

Soběslav II, duc de Bohême 1173-1178 – 68-70, 76.

Sophie de Bavière-Munich († 1425), deuxième épouse de Venceslas IV – 137, 139, 141.

Soukup, František (1871-1939), ministre de la Justice tchécoslovaque 1918-1919 – 424.

Souvorov, Aleksandr Vassilievitch, comte puis prince (1729/30-1800), général russe – 312.

Spatio, Giovanni, architecte à Prague 1533-1534 – 211.

Speratus, Paulus (1484-1551), théologien protestant – 181.

Spezza, Andrea († 1628), architecte – 266.

Spinelli, Filippo, nonce à la cour de Prague en 1599 – 203.

Spitignewo (Spytihnev, v. 895), prince bohémien – 36, 39.

Sporck, François Antoine, comte (1662-1738), premier burgrave de Bohême en 1691 – 265.

Springer, Anton (1825-1891), homme politique et historien germano-bohémien – 354.

Spytihnev, prince de Brno 1189-1191 et 1194-1197 – 73.

Spytihnev I^{er}, duc de Bohême 895/905-915 – 37, 39, 40.

Spytihnev II, duc de Bohême 1055-1061 – 49-51, 53, 58, 65.

Spytimír (Strojímír, v. 869/870), prince slave – 36, 37.

Spytimír († 995), fils de Slavnik – 45.

Srámek, Jan (1870-1955), homme politique tchèque plusieurs fois ministre de la CSR – 391.

Srbik, Heinrich, chevalier von (1878-1951), historien – 185.

Stadion, Rudolf, comte (1808-1882), premier burgrave de Bohême 1848 – 345.

Stadion-Warthausen, Franz, comte (1806-1853), ministre de l'Intérieur autrichien 1848-1849 – 351, 352, 354.

Stadion-Warthausen, Johann Philipp, comte (1763-1824), ministre autrichien des Affaires étrangères 1805-1809, *Hof- und Staatskanzler* 1805-1809 – 314, 318, 335.

Staline, Joseph (Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit), secrétaire général du comité central du PCUS 1922-1953 – 441, 447.

Stanislas II Auguste Poniatowski, roi de Pologne 1764-1795 – 276.

Starck, Johann David (1770-1841), chef d'entreprise – 339.

Štátný, Alfons (1831-1913), homme politique agrarien tchèque – 392.

Staufen, famille noble – 64, 73, 74, 78, 80, 81, 84, 86.

Štefánek, Milan Rastislav (1880-1919), ministre tchèque de la Guerre 1918-1919 – 420, 422.

Steinský, Franz Anton (1752), peintre et historien – 306.

Štěpánek, Jan Nepomuk (1783-1844), directeur de théâtre – 330.

Stephan, voir Étienne.

Stepling, Joseph (1716-1778), jésuite mathématicien – 294.

Sternberg, famille noble – 155-174, 234, 239, 260, 271, 305.

Sternberg, Adam von († 1623), premier burgrave de Bohême 1608-1619 – 205, 206.

Sternberg, Kaspar, comte (1761-1838), naturaliste – 322.

Sternberg, Ladislav de († 1521), premier chancelier de Bohême 1510-1521 – 172.

Sternberg, Zdeněk de (1410-1476), premier burgrave de Bohême 1465 – 159, 160.

Stifter, Adalbert (1805-1868), écrivain – 69, 328.

Stockau, Georg, comte (1806-1865) – homme politique morave, 357.

Stolypine, Petr Arkadievitch (1862-1911), président du Conseil russe 1906-1911 – 395.

Strabon (63 av. – 28 ap. J.-C.), géographe grec – 21.

Strachkvas, voir Christian.

Stránský, Adolf (1855-1931), ministre de l'Intérieur tchèque 1918-1919 – 375.

Stránský, Pavel (1583-1657), historien bohémien – 228.

Strásky, J., Premier ministre de Slovaquie 1992 – 458.

Stremayr, Karl, chevalier von (1823-1904), Premier ministre austro-hongrois 1879 – 372, 374.

Strezislava (Adelburc), femme de Slavnik – 44, 45.

Stříbrný, Jiří (1880-1955), ministre tchécoslovaque 1918-1926 – 424.

Strobach, Antonín (1814-1856), bourgmestre de Prague 1848 – 351.

Strougal, Lubomír (1924), Premier ministre tchécoslovaque 1969-1988 – 450-452.

Stürgkh, Karl, comte (1859-1916), Premier ministre austro-hongrois 1911-1916 – 410-412, 416, 417.

Suk, Josef (1874-1935), compositeur – 376.

Sułkowski, Józef Aleksander, comte († 1762), ministre de Pologne 1733-1738, duc de Bielitz 1754 – 279.

Šusta, Josef (1874-1945), historien tchèque – 185.

Švabinský, Max (1873-1962), peintre – 376.

Svatava († 1126), troisième épouse de Vratislav II – 64.

Svatkvoski, Vsevolod (1862), journaliste russe – 416.

Svatopluk (Zwentibold), prince d'Olo-mouc 1090-1107, duc de Bohême 1107-1109 – 54, 62.

Svatopluk I^{er}, prince de Grande-Moravie 871-894 – 32-34, 36, 39.

Svatopluk II, prince de Grande-Moravie 894-898 – 34.

Švehla, Antonín (1873-1933), Premier ministre tchécoslovaque 1922-1929 – 392, 424, 432.

Švihovský von Riesenberg, Venceslas († 1587), dirigeant de l'Unité des frères – 200.

Sychrava, Lev (1887), journaliste tchèque – 419.

Taaffe, Eduard, comte (1833-1895), Premier ministre austro-hongrois 1868-1870 et 1879-1893 – 366, 372-374, 376, 379-382, 391, 398, 403.

Tacite (55-116), historien romain – 21, 35n.

Tanner, Matthias (1630-1692), recteur de l'université de Prague 1672-1675 – 265.

Tardieu, André (1876-1945), Premier ministre français 1929-1932 – 436.

Tassilon I^{er} († 610), duc de Bavière – 25.

Tato, roi des Lombards v. 500/507-510 – 24.

Tham, Karel Ignác (1763-1816), lexicographe – 306.

Théobald III († 1223), prince de Bohême-Orientale – 74, 78.

Theoderich de Prague († 1381), peintre de cour de Charles IV – 128.

Theophanu (v. 955-991), épouse d'Otton II – 44.

Thiddag, moine de Corvey, évêque de Prague 998-1017 – 46, 55.

Thiemo de Kodlitz († 1383), grand chambellan de Venceslas IV – 133.

Thietmar, évêque de Prague 973-982 – 43, 45.

Thietmar de Merseburg (975-1018), chroniqueur – 46, 47, 55.
 Thököly, Imre, comte (v. 1656-1705), prince de Transylvanie ap. 1688 – 245.
 Thugut, Franz de Paula, baron von (1736-1818), ministre des Affaires étrangères d'Autriche 1793-1800 – 312.
 Thun-Hohenstein, Franz Anton, comte (1847-1916), premier burgrave de Bohême 1889-1896 et 1911-1915, président du Conseil austro-hongrois 1898-1899 – 400-402, 407, 409, 416.
 Thun-Hohenstein, Joseph Matthias, comte (1794-1868), écrivain – 309, 319, 322.
 Thun-Hohenstein, Leo, comte (1811-1888) premier burgrave de Bohême 1848, ministre autrichien de l'Enseignement 1849-1860 – 322, 343, 346-348, 356, 361.
 Thurn, Henri Mathias, comte de (1567-1633), chef de l'opposition en 1618 – 208, 221, 223, 232, 233.
 Thurzo, Stanislav, évêque d'Olomouc 1497-1540 – 187.
 Tilly, Johann Tserclaes, baron de (1559-1632), chef d'armée de la Ligue catholique – 224, 232.
 Tiso, Jozef (1887-1947), président slovaque 1939-1945 – 457.
 Titta, Josef Venceslas (1863-1923), homme politique allemand – 397.
 Tkadlík, František (1786-1840), peintre, 330.
 Tobias de Bechyně, évêque de Prague 1279-1296 – 97, 101, 102.
 Tobitschau, Ctibor de, gouverneur de Moravie après 1469 – 175.
 Tobolka, Zdeněk (1874-1951), historien – 395.
 Tomášek, Václav Jan (1774-1850), compositeur – 331.
 Tomek, Wáclaw Wladiwoj (1818-1905), historien tchèque – 185, 361, 376.
 Torstensson, Lennart (1603-1651), général suédois – 235, 236.
 Tour et Taxis, Rodolphe de, prince (1833-1904), publiciste – 360.
 Trčka von Lipa, famille noble – 213.
 Trčka, Adam, comte (v. 1600-1634), général impérial – 233, 234.
 Trčka, Manuel (1873), homme politique tchèque – 394.
 Trenkler, Anton Gustav (1811-1874), industriel – 357.
 Trnka, Andreas, paysan en 1769 – 290.
 Trojan, Alois (1815-1893), homme politique tchèque – 371.
 Tschernembel, Georg Erasmus, baron de (1567-1626) – 205.
 Tuto, évêque de Ratisbonne 894-930 – 40.
 Tyl, Josef Kajetán (1808-1856), auteur dramatique – 324, 330.
 Tyrš, Miroslav (1832-1884), cofondateur des *Sokol* – 361.
 Udalrich (Oldřich), duc de Bohême 1012-1033 et 1034 – 46-48.
 Udalrich, prince de Brno 1092-1097 et 1100-1115 – 61, 62.
 Udalrich (1134-1177), fils de Soběslav I^{er} Udalrich – 67, 69, 70.
 Ulrich de Cilli (1405-1456), gouverneur de Prague 1437-1438 – 152, 154, 155.
 Ulrich von Etzenbach (v. 1250), poète épique – 98, 99.
 Ulrich von dem Türlein (xiii^e s.), poète épique – 98.
 Ulrich III, duc de Carinthie et de Carniole 1256-1269 – 85.
 Ungar, Raphael (1743-1807), bibliothécaire – 305.
 Urbain IV, pape 1261-1264 – 84, 85.
 Urbain V, pape 1362-1370 – 126.
 Urbain VI, pape 1378-1389 – 132.
 Urban, Karl (1865-1940), ministre austro-hongrois du Commerce 1916-1918 – 409.
 Václav, voir Venceslas.
 Vaculík, Ludvík (1926), écrivain – 449.
 Valérien, empereur romain 253-260 – 21.
 Valla, Lorenzo (1406-1457), humaniste – 182.
 Van Swieten, Gerard (1700-1772), médecin personnel de Marie-Thérèse – 294, 295, 300.
 Vannius, roi des Quades 21-50/51 ap. J.-C. – 20.
 Vejvanovský, Pavel Josef (v. 1643-1693), compositeur – 265.
 Veleslavín (z Veleslavína), Daniel Adam de (1545-1599), historien et lexicographe – 210.
 Velleius Paterculus (20 av.-30 ap. J.-C.), historien et écrivain romain – 21.
 Venceslas, duc de Luxembourg 1354-1383 – 120, 131.
 Venceslas (1350-1351), fils de Charles IV – 125.
 Venceslas (Václav) I^{er}, saint, duc de Bohême 921-929/935, patron de la Bohême – 40, 41, 43, 49, 53, 57, 58, 65, 98, 124, 127, 264, 348.
 Venceslas I^{er} (Václav), roi de Bohême 1228/1230-1253 – 74, 78-85, 90.
 Venceslas II, prince d'Olomouc 1176-

1179, duc de Bohême 1191-1192 – 71, 72.
 Venceslas II, roi de Bohême 1283-1305 et de Pologne 1300-1305 – 84, 87, 91-93, 96-98, 100-108, 126.
 Venceslas III, roi de Hongrie 1301-1305, roi de Bohême et de Pologne 1305-1306 – 104-106.
 Venceslas IV, roi de Bohême 1363/1378-1419, roi des Romains 1376-1400 – 125, 126, 131, 133-141, 149, 171.
 Verdugo, Guillermo, général impérial v. 1630 – 227.
 Vincentius Pragensis (v. 1171/1173), chanoine et annaliste – 99.
 Viola de Děčín († 1317), épouse de Venceslas III – 106.
 Vitold, grand-prince de Lituanie (1398/1401-1430) – 143, 144.
 Vladimir I^{er}, saint, grand-prince de Kiev 980-1015 – 44.
 Vladislav († 1165), fils de Soběslav I^{er} Udalrich – 65.
 Vladislav I^{er}, duc de Bohême 1109-1117 et 1121-1125 – 61-64.
 Vladislav II/I^{er}, duc de Bohême 1140-1158, roi de Bohême 1158-1173 – 64-69, 72, 74, 77.
 Vladislav II Jagellon, roi de Bohême 1471-1516 et de Hongrie 1490-1516 – 160-176, 178, 183, 186, 190, 192.
 Vladislav (III)-Henri, duc de Bohême 1197, margrave de Moravie 1197-1222 – 72, 73, 78, 79.
 Vladislav IV, margrave de Moravie 1224-1227 – 79.
 Vladislav V, margrave de Moravie 1246-1247 – 81, 82.
 Vladivoj, duc de Bohême 1002-1003 – 46.
 Vogelsang, Karl, baron (1818-1890), réformateur social – 373, 397.
 Voigt, Nikolaus Adaukt (1733-1787), historien – 306.
 Vojtěch, voir Adalbert.
 Voldemar II, roi de Danemark 1202-1241, 79.
 Vratislav I^{er}, duc de Bohême 905/915-921 – 34, 37, 40, 42.
 Vratislav II/I^{er}, duc de Bohême 1061-1085, puis roi 1085-1092 (sous le nom de Vratislav I^{er}) – 50, 51, 57-61, 65, 68, 70, 77.
 Vratislav II, prince de Brno 1125-1156 – 64, 66.
 Vratislav (xiii^e s.), fils d'Otton IV – 74.
 Vratislav von Mitrowitz, Johann Venceslas, comte (v. 1669-1712), grand chancelier de Bohême 1711-1712 – 248.
 Vratislav von Mitrowitz, Venceslas, baron (1576-1635), homme de lettres – 306.
 Vrchlický, Jaroslav (1853-1912), critique littéraire – 376.
 Vršovice (Wršchowitz), famille noble – 45-48, 54, 62, 63.
 Všehrd, Viktorín Kornel von (v. 1460-1520) – juriste humaniste, 182.
 Wacho, roi des Lombards v. 510-540 – 24.
 Waclaw de Plock, prince de Mazovie 1313-1336 – 115.
 Währmund, Ludwig (1860-1932), *Kirchenrechtler* autrichien – 407, 418.
 Waldhauser, Conrad (1320-1369), moine prédicateur – 130, 137.
 Waldseemüller, Martin (v. 1470-1520), géographe – 7.
 Wallenstein, famille noble – 195, 227, 234, 257, 271.
 Wallenstein (z Valdštejna), Albert de (1583-1634), duc de Friedland ap. 1625, prince de Sagan v. 1627/1628, général impérial – 227, 231, 232, 233, 235, 257, 262, 266.
 Wallenstein, François Auguste, comte de († 1684) – 244.
 Wallenstein, Jean-Frédéric, comte de, archevêque de Prague 1675-1694 – 252, 253.
 Wallenstein, Johann, comte de († 1598), grand chambellan v. 1585 – 200.
 Wallenstein, Karl Ferdinand (1634-1702), grand intendant – 246.
 Wallis, Joseph, comte (1767-1818), premier burgrave de Bohême 1805-1809, *Staats- und Konferenzminister* autrichien 1813-1818 – 318.
 Walpole, Sir Robert (1676-1745), Premier ministre britannique 1714-1717 et 1720-1742 – 273.
 Wangio, roi des Quades 51-v. 69 – 20.
 Wartenberg, Pierre de (1389-1427), conseiller de Venceslas IV – 133.
 Weber, Carl Maria von (1786-1826), compositeur – 331.
 Weber, Friedrich Dionys (1766-1842), compositeur – 331.
 Weber, Philipp, baron von (1818-1900), *Statthalter* de Bohême 1874-1881 – 371.
 Weizsäcker, Richard, baron von (1920), président de la RFA 1984 – 454n.
 Werfel, Franz (1890-1945), écrivain – 376.
 Werner von Eppenstein, archevêque de Mayence 1259-1284 – 84, 86.

- Wertheimer, Samson (1658-1724), fournisseur de la cour de Vienne – 260.
- Wessenberg, Johann, baron von (1773-1858), Premier ministre autrichien 1848 – 348.
- Wiching († v. 899), évêque de Nitra – 33.
- Wickham Steed, Henry (1871-1956), journaliste anglais – 396.
- Widukind de Corvey (v. 925-v. 973), chroniqueur – 41.
- Wildenauer, Johannes Sylvius (dit Egranus), théologien protestant (1480-1535) – 181.
- Willigis, archevêque de Mayence 975-1011 – 43, 45.
- Wilson, Woodrow (1856-1924), 28^e président des États-Unis 1913-1921 – 421, 422, 424, 425, 427.
- Windecke, Eberhard (v. 1380-v. 1440), chroniqueur – 148.
- Windischgrätz, Alfred, prince de (1787-1862), gouverneur militaire autrichien – 347, 348, 351.
- Windischgrätz, Alfred, prince de (1851-1927), Premier ministre 1893-1895 – 398.
- Winter, Zikmund (1846-1912), écrivain – 376.
- Witigon (Rosenberger, famille noble) – 76, 87, 93, 97, 102, 123, 211.
- Witizla (v. 895), prince bohémien – 36, 39.
- Wittek, Heinrich, chevalier von (1844-1930), chef du gouvernement austro-hongrois 1899-1900 – 402.
- Wittelsbach, famille noble – 114-117, 119, 120, 126, 157, 158, 269, 270, 276.
- Władysław, archevêque de Salzbourg 1265-1270 – 84.
- Władysław I^{er} Hermann, duc de Pologne 1080-1102 – 61.
- Władysław I^{er} Lokietek, roi de Pologne 1306/1320-1333 – 103, 104, 106, 114, 115.
- Władysław II Wygnaniec, duc de Silésie 1138-1146 – 67, 68.
- Władysław II Jagellon, grand-prince de Lituanie 1377-1398/1434, roi de Pologne 1386-1434 – 143.
- Władysław III, roi de Pologne 1434-1444 et de Hongrie 1440-1444 – 151, 152.
- Wolf, Karl Hermann (1862-1931), homme politique allemand – 397, 401.
- Wolff, Christian, baron de (1679-1754), esprit éclairé – 294.
- Wolfgang, saint († 994), fondateur de l'évêché de Prague – 55.
- Wolfram de Skworek (Olbram ze Skvorce), archevêque de Prague 1396-1402 – 135.
- Wurmser, Nicolas (v. 1350), peintre de cour de Charles IV – 128.
- Wyclif, John (v. 1320-1384), théologien anglais – 138, 139.
- Zach, František (1807-1892), slavophile morave – 348.
- Zajíc de Hasenburg, Zbyněk, archevêque de Prague 1402-1411 – 136, 138.
- Zajíc de Waldeck, Guillaume (1319), magnat bohémien – 107.
- Zápolya, Jean (Szapolyai, János), antiroi hongrois 1526-1540 – 169, 172, 188.
- Zápotocky, Antonín (1884-1957), président de la CSR 1953-1957 – 447.
- Zdík, Henri, évêque d'Olomouc 1126-1150 – 66, 67.
- Zeithammer, Otakar (1832-1919), homme politique tchèque – 375.
- Želinský von Sebusein (ze Sebuzína), Christoph, vice-chancelier de Bohême 1590-1600 – 203.
- Želivský, Jan, prédicateur hussite († 1422) – 140, 142, 148.
- Žerotín (ze Zerotína), Charles l'Aîné de (1564-1636), gouverneur de Moravie 1608-1615 – 204, 205, 210.
- Žerotín, Ladislav Velen de (1579-1644), gouverneur de Moravie 1619 – 222.
- Ziegler, Josef Liboslav (1782-1846), publiciste tchèque – 323.
- Zinzendorf, Nicolas Louis, comte von (1700-1760), conseiller à la cour de Saxe, fondateur de la communauté rénovée des Frères d'Herrenhut – 264.
- Žižka, Jean, de Trocnov (z Trocnova, v. 1370-1424), dirigeant hussite – 141, 143, 144, 150, 370.
- Zrínyi, Peter (1621-1670), bán de Croatie 1664-1670 – 245.
- Zwingli, Ulrich (1484-1531), réformateur suisse – 181.
- Zygmunt Korybutowicz († 1440), gouverneur de Bohême 1422-1423 – 143, 144.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER : Le cadre naturel	7
CHAPITRE II : Des origines à la fondation de l'État au IX ^e siècle	13
La Bohême et la Moravie aux origines	13
L'âge du bronze et l'âge du fer, 15. – Les influences celtiques, 17. – L'occupation germanique, 19.	
Les grandes invasions et l'installation des Slaves	23
L'arrivée des Slaves, 25. – Les prémices de la formation de l'État, 28. – Le royaume de Grande-Moravie et la christianisation, 30. – L'unification des duchés bohémiens, 35.	
CHAPITRE III : La Bohême sous les Přemyslides (env. 895-1310)	39
L'extension et la consolidation de la souveraineté des Přemyslides aux X ^e et XI ^e siècles	39
Saint Venceslas, 39. – Boleslav I ^{er} , 41. – Boleslav II et la fondation de l'évêché de Prague, 43. – La mise en cause de l'État autonome et le renforcement du lien féodal, 46. – Břetislav I ^{er} et l'introduction du séniorat dynastique, 48. – La structure sociale au XI ^e siècle, 52. – La vie ecclésiastique, 55. – La Bohême et l'Empire, 57.	
L'affirmation du statut bohémien et l'accession à la dignité royale	58
La royauté personnelle de Vratislav I ^{er} , 58. – Les troubles internes, 61. – La consolidation de l'État et la réforme de l'Église sous Soběslav I ^{er} , 64. – Vladislav I ^{er} et la transformation de la Bohême en royaume, 66. – Le renforcement de l'intégration	

<p>dans les pays de l'Empire, 69. – La Bohême devient un royaume héréditaire, 73. – L'ascension de la noblesse, 75.</p> <p>Le royaume přemyslide de Bohême 78</p> <p> Přemysl Otakar I^{er}, 78. – Venceslas I^{er}, 80. – Přemysl Otakar II, 83. – Administration, droit, finances, 88. – L'Église et les monastères, 91. – Les effets de la colonisation à l'est, 93. – Art et culture, 98. – Venceslas II et Venceslas III, 100. – L'inter règne de 1306-1310, 106.</p> <p>CHAPITRE IV : La Bohême sous les Luxembourg (1310-1437) 111</p> <p> L'indifférence de Jean l'Aveugle (1310-1346) 111</p> <p> Les échecs intérieurs, 111. – Les succès extérieurs, 114.</p> <p> Le règne de l'empereur Charles IV (1346-1378) 118</p> <p> Charles IV, roi de Bohême, 119. – Les actions de politique extérieure, 126. – La vie culturelle et religieuse, 127. – Société et économie, 130.</p> <p> Venceslas IV et la révolution hussite 132</p> <p> La perte de la couronne allemande, 134. – Les bouleversements religieux, 137. – La révolution hussite, 140. – L'échec des efforts de reconstruction avant 1433, 143. – Les conséquences du hussitisme, 146.</p> <p>CHAPITRE V : La Bohême de Georges de Poděbrady et des Jagellon (1437-1526) 151</p> <p> L'ascension et le règne de Georges, le « roi hérétique » (1437-1471) 151</p> <p> Le gouvernement de Georges de Poděbrady, 153. – Le « règne national » de Georges de Poděbrady, 156.</p> <p> Les pays de la couronne de Bohême sous les Jagellon (1471-1526) 161</p> <p> Vladislav II, 161. – Le rôle croissant de la noblesse, 164. – L'extension vers la Hongrie, 167. – Le règlement des successions, 169. – Le règne de Louis, 172.</p> <p> L'évolution économique, sociale et culturelle 174</p> <p> La diffusion des courants réformés, 179. – Les influences de l'humanisme et des débuts de la Renaissance, 182.</p>	
--	--

<p>CHAPITRE VI : Le face à face des Habsbourg et des ordres 185</p> <p> L'intégration de la Bohême dans la sphère des Habsbourg et les débuts de la Contre-Réforme sous Ferdinand I^{er} (1526-1564) 185</p> <p> L'aggravation du conflit entre le roi et la noblesse, 186. – Les différends religieux, 191. – La révolte des états en 1547 et les conséquences de son échec, 192. – Les succès de la Contre-Réforme, 196.</p> <p> L'aggravation des conflits politiques et religieux (1564-1618) 199</p> <p> Maximilien II/I^{er}, 199. – Rodolphe II, 201. – Querelle fratricide dans la maison Habsbourg, 204. – Mathias I^{er}, 207.</p> <p> Les bouleversements culturels, sociaux et économiques au XVI^e siècle 209</p> <p>CHAPITRE VII : La guerre de Trente Ans (1618-1648) 221</p> <p> Le soulèvement des états en 1618 et les conséquences de la défaite de la Montagne Blanche 221</p> <p> L'écrasement du soulèvement, 224. – La Constitution rénovée (<i>Verneuerte Landesordnung</i>), 229.</p> <p> L'enracinement de l'absolutisme et le bouleversement des structures politiques et sociales après 1627 231</p> <p> L'ascension et la chute de Wallenstein, 231. – Les conséquences de la mort de Wallenstein, 233. – Les ravages de la guerre, 236. – La mise en place d'une administration centralisée, 239.</p> <p>CHAPITRE VIII : Le centralisme et l'absolutisme de la monarchie habsbourgeoise (1648-1740) 243</p> <p> Le rôle des pays bohémiens dans la formation de la puissance habsbourgeoise 243</p> <p> La situation extérieure, 244. – La situation intérieure, 248. – Finances et fiscalité, 251. – Les révoltes paysannes, 253. – Les initiatives économiques, 255. – Une législation restrictive pour les Juifs, 259.</p> <p> La vie religieuse et culturelle à l'époque baroque 261</p> <p>CHAPITRE IX : Les pertes territoriales lors de la refonte des structures étatiques à l'époque de Marie-Thérèse et de Joseph II (1740-1790) 269</p>	
---	--

La guerre de Succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans : la perte de la Silésie	269
Les guerres de Silésie, 270. – La guerre de Sept Ans, 274. – Les autres actions de politique étrangère, 275.	
La restructuration administrative et les réformes économiques	277
La réorganisation administrative sous Marie-Thérèse, 278. – La transformation de l'appareil judiciaire, 284. – La politique économique mercantiliste, 286. – L'abolition du servage, 289.	
Les mesures religieuses et culturelles	294
La politique religieuse de Joseph II, 295. – Le début de l'émancipation des Juifs, 297. – La politique linguistique et culturelle, 299. – La naissance d'un patriotisme bohémien, 303.	
CHAPITRE X : Les conditions de la renaissance nationale tchèque (1790-1848)	309
L'environnement international	309
Vers l'« Empire d'Autriche », 312. – Le congrès de Vienne et la Sainte Alliance, 315. – Les effets de la situation internationale sur la politique intérieure, 316. – La montée des tensions nationales et sociales, 319.	
L'éveil d'une conscience nationale moderne	321
L'importance de la littérature, 322. – La vie culturelle et intellectuelle, 326.	
Évolution démographique, politique mercantiliste et première industrialisation	333
Les transformations du secteur agricole, 336. – L'industrialisation naissante, 338. – La formation d'une classe ouvrière, 340.	
CHAPITRE XI : La formation de la société-nation tchèque (1848-1893)	343
Les conséquences de la révolution de 1848 et du néo-absolutisme	343
Les tensions croissantes entre nationalités, 346. – Le soulèvement de la Pentecôte 1848, 347. – L'œuvre de l'Assemblée constituante, 349. – Les effets du néo-absolutisme, 353.	

L'escalade des conflits nationaux et l'échec des tentatives de compromis (1860-1893)	357
L'éveil de la conscience nationale tchèque, 360. – Les conséquences de la guerre austro-prussienne de 1866, 363. – Le durcissement des revendications nationales, 365. – L'échec du trialisme, 368. – La naissance des partis politiques, 371. – L'ère Taaffe, 373. – Les institutions scientifiques et scolaires, 376. – La querelle linguistique, 379.	
L'industrialisation	383
Le secteur agricole, 384. – L'accélération de l'industrialisation, 385. – L'apparition de divisions nationales dans la classe ouvrière, 387.	
CHAPITRE XII : L'effondrement de la monarchie habsbourgeoise et la fondation de la République tchécoslovaque (1893-1918)	391
Naissance et développement des partis politiques	391
Les organisations politiques allemandes, 396.	
L'échec des derniers efforts de compromis avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale	398
Les ordonnances Badeni, 398. – L'exacerbation de la querelle linguistique, 400. – L'élaboration du compromis morave, 403. – Nouvel échec des tentatives de compromis, 406. – Une occasion manquée, 409. – Les succès socio-économiques des Tchèques, 412.	
La naissance de la République tchécoslovaque au cours de la Première Guerre mondiale	414
La formation d'une opposition tchèque intérieure, 415. – Les succès internationaux, 418. – La proclamation de la République tchécoslovaque, 422.	
CHAPITRE XIII : Continuités et ruptures dans l'histoire de la République tchécoslovaque après 1918	427
L'élargissement des « frontières historiques »	427
Les piliers de l'État	429
L'échec de l'« activisme » allemand	432
Le renforcement de l'État sur le plan international	435
La disparition de l'État tchécoslovaque en 1938-1939	437

Le protectorat de Bohême-Moravie	440
Vers la démocratie populaire	442
L'adoption du système soviétique	444
Le dégel	447
L'échec du Printemps de Prague	448
La normalisation forcée et l'effondrement du pouvoir communiste	450
La révolution de Velours et le retour à la démocratie parlementaire	453
Perspectives	459
ANNEXES	461
Toponymie tchèque et allemande	463
Cartes	465
La Grande-Moravie, 465. – Les possessions de Charles IV de Luxembourg, 467. – La Bohême dans l'Empire Habsbourg au XVIII ^e siècle, 469. – La population allemande de la Bohême-Moravie en 1911, 471. – La Tchécoslovaquie après la division administrative de 1960, 473.	
Bibliographie	475
Index	493

Achévé d'imprimer le 25 septembre 1995
dans les ateliers de Normandie Roto Impression s.a.
61250 Lonrai
N° d'imprimeur 15-1055